

LE DÉPARTEMENT  
DES  
COTES-DU-NORD

SOUS  
LE CONSULAT ET L'EMPIRE  
(1800-1815)

---

ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

RENÉ DURAND

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure  
Agrégré d'Histoire et de Géographie

---

TOME II

---

RENNES-PARIS

—  
IMPRIMERIES OBERTHUR

—  
1925













LE DÉPARTEMENT  
DES  
**COTES-DU-NORD**

SOUS  
LE CONSULAT ET L'EMPIRE  
(1800-1815)

---

**ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE**





LE DÉPARTEMENT  
DES  
**COTES-DU-NORD**

SOUS  
LE CONSULAT ET L'EMPIRE  
(1800-1815)

---

ESSAI D'HISTOIRE ADMINISTRATIVE

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

**RENÉ DURAND**

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure  
Agrégré d'Histoire et de Géographie

---

TOME II

---

RENNES-PARIS

—  
IMPRIMERIES OBERTHUR

—  
1925





# Le Département des Côtes-du-Nord

---

## CHAPITRE I

### La Vie économique : l'Agriculture et l'Industrie

(1800-1814)

---

- I. LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'agriculture; le régime foncier et le domaine congéable; les défrichements; procédés de culture et d'élevage; rendement et valeur de la terre. — L'industrie; les industries extractives : carrières et mines de fer; les industries textiles : le lin et le chanvre. — Le commerce : les foires; le trafic de mer et la pêche. — Les Cahiers de doléances et la question économique.
- II. LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'agriculture : abolition du régime féodal et du domaine congéable; constitution de la petite propriété paysanne; la question du goémon. — L'industrie et le commerce : la guerre maritime leur porte un coup très rude, surtout aux textiles.
- III. L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — L'agriculture : le régime de la propriété : convenants et biens nationaux; procédés de culture; défrichement des landes; les engrais et la question du goémon; les cultures : les céréales; la pomme de terre; les châtaigniers; la betterave; le chanvre et le lin; l'élevage : les prairies, les chevaux, les haras et les courses; les bovins; les moutons; les porcs; destruction des loups; épizooties et vétérinaires; le jury pastoral. — L'industrie; les industries extractives : carrières, mines de fer et forges; les industries alimentaires : moulins, brasseries; sucreries; les industries diverses : tanneries; les industries textiles : toiles et étoffes de laine. — Le Gouvernement et l'industrie : réglementation; Expositions et récompenses.

#### I. — LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

A la fin de l'Ancien Régime, la vie économique dans le Dinannais, le Penthievre et le Trégorrois était caractérisée avant tout par la prédominance de l'agriculture et cette agriculture était demeurée rudimentaire et traditionnelle<sup>1</sup>.

1. Sur l'agriculture en général en Bretagne à la veille de la Révolution, cf. H. SÉE, *Histoire des classes rurales en Bretagne depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°; l'ouvrage, classique en la matière, donne

La terre appartenait en très grande partie aux nobles; pour une portion beaucoup plus restreinte, à l'Eglise, aux bourgeois et aux paysans. Le domaine foncier du clergé, surtout du séculier, était peu considérable; on l'a indiqué précédemment dans le chapitre consacré à l'état religieux des anciens diocèses avant 1789, aussi n'y reviendra-t-on pas ici<sup>2</sup>. Sur la propriété bourgeoise et paysanne nous sommes mal renseignés. L'historien de la vente des biens nationaux dans les Côtes-du-Nord l'évalue conjecturalement à la veille de la Révolution à 32 et à 48 % de la superficie totale dans la région orientale du département, c'est-à-dire à droite d'une ligne Nord-Sud allant de l'embouchure du Gouët à Hémoustoir sur les confins du Morbihan; à 11 et 18 % seulement dans la partie occidentale, c'est-à-dire à gauche de cette même ligne; la propriété ecclésiastique étant considérée comme pratiquement négligeable. Resterait, d'après ce même calcul, 20 % des terres à la noblesse dans la portion orientale, contre 71 % dans la portion occidentale<sup>3</sup>.

Mais ce n'est pas seulement en raison de l'inégale répartition de la propriété noble et de la propriété roturière que cette ligne mérite de retenir notre attention. C'est aussi en raison du mode des tenures entre lesquelles se répartissent ces domaines nobles. Les nobles, en effet, n'exploitent pas directement leurs terres; à l'exception de la « retenue », constituée le plus souvent par le château ou manoir qu'ils habitent une partie de l'année, un jardin, des avenues, quelques bois, parfois un étang, plus rarement quelques pièces labourables, ils en concèdent la quasi-totalité à des paysans, fermiers ou métayers dans la région orientale, convenanciers dans la région occidentale. Inutile d'expliquer le premier mode de tenure à loyer, qui ne se distingue pas dans le pays de Dinan et Lamballe avant 1789 de ce qu'il était dans le reste de la France; il était d'ailleurs en Bretagne comme partout ailleurs aggravé par les droits féodaux : redevances en nature, corvées,

une bibliographie d'ensemble de la question. Il n'existe aucune monographie spéciale sur l'agriculture dans la région de Dinan, Saint-Brieuc, Tréguier sous l'Ancien Régime. Des indications très fragmentaires peuvent être glanées çà et là dans OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, p. ex. au mot Saint-Brieuc, et dans HABASQUE, *Notions historiques*...

2. Cf. t. I<sup>er</sup>, chap. III, p. 314-316 et 321.

3. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 26.



banalités, etc. 4. Indiquons seulement l'étendue des plus importants biens nobles de la région Est, avec le nom de leurs propriétaires. Sans parler du considérable apanage de la famille de Penthièvre réparti autour de Lamballe, Guingamp, Moncontour, La Roche-Suhart, certains nobles étaient fort riches. Les de Visdelou de la Villetéhart possèdent plus de 1.000 hectares d'un seul tenant entre Dahouët et La Fresnaye; les de la Moussaye avec leurs deux branches : Gouyon de Vaurouault et Gouyon de Matignon, dans les mêmes parages, ne sont guère moins riches. Semblablement les de Lorgénil, les du Gage, les de Catuëlan, les de la Houssaye, les Bédée de la Bouétardaye, les Picot de Plédran, les de Saint-Mélor, les Ladvocat de la Crochais, les de la Fruglays, les de Kergorlay, les de Cornulier, les Loz de Beaucours. Il y a, d'ailleurs, à côté de ces hauts et puissants seigneurs largement possessionnés, des nobles à l'avoir plus modeste et même quelques-uns assez nombreux « presque pauvres » 5. Pour les convenanciers qui dominent presque exclusivement dans la région occidentale, quelques mots d'éclaircissement sont nécessaires. Les convenanciers tiennent leurs terres sous forme de « domaine congéable », mode de tenure particulier à la Bretagne, essentiellement caractérisé par le fait que la terre est soumise à une sorte de double possession, celle du fonds et celle des « édifices et superfices ». La première appartenait au propriétaire ou foncier; la seconde au colon ou convenancier. Ce dernier contractait un bail d'ordinaire d'une durée de neuf ans l'assujettissant au paiement d'une rente généralement fort modique. Moyennant le paiement de cette rente, il agissait en propriétaire véritable, sans que toutefois cette propriété cessât d'être précaire, puisqu'à l'expiration des neuf ans il pouvait être congédié (d'où le nom de domaine congéable) par le foncier à certaines époques de l'année à condition que celui-ci lui remboursât les « droits réparatoires ou superficiels », c'est-à-dire les améliorations qu'il avait faites (bâtiments ou cultures). Cette faculté de congément avait comme contre-partie pour le convenancier le droit « de déguerpir » ou de « faire exponse » en abandonnant ses amé-

4. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 8-10.

5. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 11-13. Une étude sur la propriété seigneuriale dans les pays de Lamballe et Dinan aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles reste à faire.



liorations. Ce n'était là toutefois que le régime convenancier de « l'usement de Tréguier » (région de Saint-Brieuc, Guingamp, Pontrieux, Lannion), le moins dur de tous, aboutissant très souvent lorsque les colons s'étaient succédés pendant plusieurs générations dans un même domaine, à les doter d'une sorte de propriété « incommutable »<sup>6</sup>. Mais les stipulations de « l'usement de Rohan » (région de Rostrenen et Loudéac) étaient infiniment moins favorables aux convenanciers. Là, le foncier avait conservé la faculté de « congédier toutes fois et quantes », c'est-à-dire à toute époque de l'année, et il en profitait souvent pour majorer sa rente d'une sorte de prime d'assurance contre cette éventualité. « Pour peu que, d'autre part, il exerçât son droit de congément avant la récolte, le colon ne pouvait être remboursé de ses semences et façons : le gain de son année lui manquait et c'était pour lui la misère fatale »<sup>7</sup>. Enfin, en cas de succession, un privilège s'était établi en faveur du « juveigneur », c'est-à-dire du dernier né des enfants masculins qui héritait de la tenure, à condition qu'il résidât avec son père au moment ou survenait le décès. A défaut d'héritier dans les conditions spécifiées le convenant était réputé en déshérence et faisait retour au foncier. C'était le droit de « quevaize », particulièrement impopulaire<sup>8</sup>. Tel était le mode de l'immense majorité des tenures dans la région occidentale du futur département. Comme elles rapportaient moins que les fermes et métairies de la portion orientale, la noblesse s'était dédommée en étendant démesurément l'étendue de ses biens-fonds. « Le prince de Guémené possède la fonicialité de paroisses presque entières, les propriétés du marquis du Gage, déjà possessionné dans l'Est, se répartissent sur 32 paroisses, celles du marquis de La Fayette, héritier par sa mère du marquis de la Rivière, seigneur de Saint-Michel... du Vieux-Marché, sont encore plus nombreuses. Les Boisgelin sont possessionnés dans 27 paroisses, les Kergariou dans 22, les Bahuno dans 27, les La Boissière dans 33, le comte de Lorgeril dans 23, Quemper de Lanascot dans

6. Sur le domaine congéable en général, cf. L. DUBREUIL, *Une tenure bretonne : Le domaine congéable dans La Révolution française*, année 1910, t. LVIII, p. 481-502 et t. LIX, p. 24-51 et *La vente des biens nationaux*, p. 20-22.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*

20 »<sup>9</sup>. Ajoutons à ces « landlords » la noblesse moyenne, les Le Roux de Coëttando, les Le Cardinal de Kernier, les de Perrien, les Le Gonidec de Traissan, les Fleuriot de Langle, les de Trogoff, les de Robien, les Cillart de la Villeneuve, les du Breil de Rays, les de Bourghblanc, les de Bizien, les Saisi de Kerampuis, les de Langeron, les de Bellingant<sup>10</sup>.

Quel était le rendement des terres ainsi possédées ? Il importe d'abord de ne pas tomber dans une erreur séduisante à première vue. Contrairement à ce qu'on serait tenté de conclure de l'exposé ci-dessus, ce rendement ne varie pas de l'est à l'ouest, ou plutôt il ne varie pas dans le sens que l'on croirait devoir présumer. Ce ne sont pas les terres convenancières qui sont les plus mal entretenues, au contraire. Les colons se succèdent très souvent de père en fils sur la même tenure, se considérant à tort ou à raison comme les quasi-propriétaires, lui consacraient souvent plus de temps et de soins que de simples fermiers ou métayers et beaucoup d'entre eux étaient parvenus à la veille de la Révolution à une aisance relative<sup>11</sup>.

Au point de vue de la production, ce n'est pas la ligne Gouët-Hémoustoir dirigée nord-sud qu'il faut considérer, mais bien plutôt une ligne ouest-est allant de Belle-Isle-en-Terre à Dinan, *via* Guingamp, Plouagat et Lamballe. Cette ligne délimiterait assez exactement deux zones l'une intérieure, l'autre littorale, très différentes au point de vue géologique, météorologique et partant agricole. La première était tout entière mise en culture, surtout aux environs de Lamballe, Pontrieux et Lannion ; dans la seconde dominaient, au contraire, les forêts et les landes, spécialement autour de Broons, Loudéac, Rostrenen<sup>12</sup>. A la vérité, dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient eu lieu quelques tentatives de défrichement, et nous en connaissons une en détail. Les 8 à 10.000 hectares de landes qui couvraient autour de Montcontour les pentes du Méné et qui appartenaient au duc de Penthièvre avaient été concédés dès 1768 à un certain Dugué-Laubardière, originaire du Maine, qui avait prétendu en

9. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 22.

10. *Ibid.*, p. 23.

11. *Ibid.*, p. 55-75.

12. *Ibid.*, p. 5.



mettre une portion en valeur et y avait installé une poterie. Il mourut à la peine et son entreprise demeura momentanément abandonnée. Mais, deux ans plus tard, elle fut recommencée par un Normand, Le Marchand du Mesnil, auquel le duc afféagea 2.000 hectares et qui amena avec lui une quarantaine de personnes, laboureurs et artisans. Après avoir défriché environ 200 hectares, Le Marchand s'était découragé et désisté de sa concession entre les mains du contrôleur général des finances Lambert (1787-1790), qui lui avait avancé des fonds. Lambert fit continuer les travaux, mais malheureusement d'abord sous la direction de « quelqu'un qui n'avait pas répondu à son attente ». Après plusieurs années de gestion vicieuse, Lambert fit choix d'un Briochin, Ruellan-Kérigant, plus honnête ou plus capable et celui-ci vit enfin ses efforts couronnés de succès. En 1794, il avait 200 hectares ensemencés en « froment, seigle, avoine, blé noir, pommes de terre et navets » ; des pépinières de 2.400 pommiers, de chênes, de hêtres et de châtaigniers, 10 chevaux, 14 bœufs, 25 vaches et 80 moutons. Pour la première fois, le produit des terres mises en valeur couvrait le montant des dépenses engagées<sup>13</sup>. Toutefois, il s'agit là d'un cas exceptionnel, d'une réussite, due à l'initiative et à la ténacité de grands seigneurs et de grands bourgeois engoués d'agronomie et de philanthropie, comme on en rencontrait quelques-uns au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Au total, il semble qu'il faille s'en tenir pour le pays de Saint-Brieuc et de Tréguier, en ce qui concerne la proportion des terres en friche et des terres cultivées, au jugement qu'Arthur Young porte sur toute la Bretagne : il évaluait ces dernières au tiers seulement de la superficie totale<sup>14</sup>. Quant aux conditions d'habitat et aux procédés de culture, réserve faite de la différence indiquée plus haut entre la région littorale plus riche et la région intérieure plus arriérée, elles

13. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil du commerce et d'agriculture, précis historique des travaux précédemment exécutés dans les landes de Fanton et du Méné; indication du parti avantageux que l'on peut retirer de ces landes.

14. A. YOUNG, *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789*, trad. Lesage, Paris, 1860, 2 vol. in-16, t. I<sup>er</sup>, p. 146-161. Pour ce qui est des forêts, cf. R. DURAND, *Les forêts royales en Bretagne avant 1789* dans les *Annales de Bretagne*, 1917, t. XXXII, p. 18-20, et H. SÉE, *Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*, dans le *Bulletin de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*, publication du comité d'Ille-et-Vilaine, Rennes, 1924, in-80. Sur

étaient à peu près les mêmes dans toute l'étendue des deux évêchés. Maisons et étables aux murs de granit, surmontées de greniers qui tenaient lieu de granges, et couvertes en général de chaume ou de genêts, parfois d'ardoise au voisinage des carrières; tout autour un certain nombre de champs séparés par des « fossés », c'est-à-dire par des talus plantés de chênes, dont la superficie totale variait de 15 à 18 hectares quand il s'agissait de métairies et de fermes pour tomber à 11 hectares et même à 4 et 5 hectares quand c'étaient des convenants, tel est le type de l'exploitation rurale du Pen-thièvre ou du Trégorrois. Encore faut-il distinguer dans chacun de ces précédents la zone côtière où les tenures étaient plus morcelées, parce que de plus grand rapport et de plus grande valeur, et la zone de l'arrière-pays où elles étaient d'étendue plus considérable, parce que moins fertiles et louées moins cher.

Peu de prairies naturelles et encore moins d'artificielles, faute de savoir irriguer et surtout drainer. Comme cultures, les céréales : froment, seigle, blé noir, avoine, orge ou méteil alternant entre elles avec des jachères souvent prolongées. Un peu de lin et de chanvre, particulièrement dans la région de Tréguier et Lannion, quelques cultures maraîchères, surtout des choux dans les environs de Saint-Brieuc, le tout parsemé de pommiers<sup>15</sup>.

L'engrais, d'origine animale dans l'intérieur, était constitué presque exclusivement dans le pays côtier par le goémon du littoral. Depuis un temps immémorial les riverains avaient l'habitude d'en faire la cueillette à des époques fixes. L'ordonnance de marine de 1681, les déclarations royales du 30 mai 1731 et du 30 octobre 1772 leur en avaient réservé le droit à l'exclusion des cultivateurs de l'« hinterland »<sup>16</sup>. Le bétail comprenait des bêtes à cornes insuffisamment nourries que les

le territoire du futur département des Côtes-du-Nord s'élevaient sous l'Ancien Régime les forêts de *Bosquen* (au Roi), de la *Hardouinaie*, de *Loudéac*, de *Lorges*, de *Saint-Aubin* et de la *Hunaudaie*, les bois d'*Avagour* et de *Malounay*, les forêts de *Coat-an-Noz* et du *Beffou*. On remarquera que les plus considérables d'entre elles étaient situées dans le sud et qu'elles appartenaient à des seigneurs (Hardouinaie, Loudéac, Lorges).

15. H. SÉE, *Histoire des classes rurales en Bretagne*, p. 379-413.

16. Sur la question du goémon utilisé comme engrais, cf. plus spécialement E. VIDEMENT, *Les herbes marines. Utilisation. Réglementation*, Saint-Brieuc, 1909, 1 vol. in-8°, p. 169-185.

paysans vendaient pour engraisser à des marchands de bestiaux normands, des chevaux, surtout dans le pays de Lamballe et de Tréguier, des moutons pâturent les landes de l'intérieur et fournissant une laine grossière et enfin des porcs utilisés pour la consommation domestique dont ils constituaient la quasi-totalité sous le rapport de la viande<sup>17</sup>.

Les procédés d'élevage sont très défectueux. Arthur Young se moque des « mauvaises rosses d'étalons perpétuant la mauvaise race » de chevaux que l'on rencontre un peu partout et surtout dans les parages de Belle-Isle-en-Terre<sup>18</sup>. Pourtant les Etats de Bretagne avaient essayé d'améliorer et de réglementer la monte par l'achat et la répartition de beaux reproducteurs, l'institution de gardes et d'inspecteurs dans chaque évêché. En 1785, on avait même établi 9 haras permanents dans la province dont 2 dans l'évêché de Saint-Brieuc et 2 dans celui de Tréguier<sup>19</sup>. Les épizooties sont fréquentes et les vétérinaires rares : l'école d'Alfort n'avait été fondée qu'en 1766 et les premières dispositions législatives de l'ancienne monarchie s'efforçant de prévenir la mortalité du bétail ne remontaient pas au delà de l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1784<sup>20</sup>.

Au total, la situation agricole du pays de Saint-Brieuc et de Tréguier à la veille de 1789, comme on le voit, ne différait pas sensiblement, au moins pour la technique, de ce qu'elle avait été à la fin du Moyen Age. Toutes les tentatives de perfectionnement du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'où qu'elles vinssent, du gouvernement royal représenté par les intendants, des Etats de Bretagne, ou de la Société d'agriculture de la province fondée en 1757 et qui avait son bureau correspondant à Saint-Brieuc, n'y avait pas apporté grand changement<sup>21</sup>. Elles

17. H. SÉE, *loc. cit.*, dans la note 13.

18. A. YOUNG, *op. cit.*, *loc. cit.*

19. Ch. DE LA LANDE DE CALAN, *Les haras de Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, année 1894, t. XXXII, p. 173-184.

20. A. RAILLIET et L. MOULÉ, *Histoire de l'Ecole d'Alfort*, Paris, 1908, 1 vol. in-4<sup>o</sup>, p. 1-28. Cf. ISAMBERT, *Anciennes lois françaises*, t. XXVII, p. 444-448.

21. H. SÉE, *Les classes rurales...*, p. 413-446; L. DE VILLERS, *Histoire de la Société d'agriculture, du commerce et des arts établie par les Etats de Bretagne* dans le *Bulletin archéologique de l'Association Bretonne*, 1898, 3<sup>e</sup> série, t. XVI, p. 312-352. En 1757 la société comptait six correspondants dans l'évêché de Saint-Brieuc, parmi lesquels Armez. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 145, note 2.



étaient venues se briser, d'une part contre la routine proverbiale de la race bretonne; d'autre part, contre les faibles ressources du cultivateur paysan. Aussi la valeur et le rendement de la terre restent-ils faibles en général et ne montent-ils que sur certains points privilégiés. A. Young, note, près de Saint-Brieuc, des pièces de terrain fort riches qui se vendent 2 et 3.000 livres le journal de 2 vergées normandes et se louent de 8 à 900 livres, le blé y rendant 90 boisseaux. Mais à quelque distance de cette même ville le prix de vente tombe à 300 livres et le loyer à 12. Même loyer dans le Trécorrois : 12 à 15 livres et exceptionnellement 20 à 24 livres <sup>22</sup>.

La vie industrielle, par contre, n'était que faiblement développée dans les évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier à la veille de 1789, si l'on excepte les industries textiles <sup>23</sup>. Les industries extractives se réduisaient à quelques carrières de granit dont la réputation s'était répandue jusqu'à Paris, puisqu'on en avait extrait « les bornes de la place Louis XV », et à quelques ardoisières <sup>24</sup>. Dans les environs de Châtelaudren on avait découvert, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, une mine de plomb argentifère dont l'exploitation avait été concédée en 1760 à la veuve et aux fils de Noël Danican, riche armateur de Saint-Malo, précédemment concessionnaire de toutes les mines de Bretagne. Le naturaliste Valmont de Bomare l'avait étudiée dans un rapport adressé aux ministres, et un certain nombre de puits et de galeries avaient été construits <sup>25</sup>. Il est vrai qu'en 1769, faute de ressources, la veuve Danican avait dû transmettre ses droits à une société par actions au capital d'un million, mais cette compagnie avait continué

22. A. YOUNG, *Voyages en France*, t. II, p. 71-73.

23. Sur l'industrie en Bretagne, avant 1789, en général, cf. H. SÉE, *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, d'après le *Mémoire de l'Intendant des Gallois de la Tour* dans le *Bulletin de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*, publication du comité d'Ille-et-Vilaine, Rennes, 1922, 1 brochure in-8°. Tableau de l'activité industrielle par subdélégations : p. 18-19, subdélégation de Dinan; p. 24-25, subdélégation de Lamballe; p. 25-26, subdélégations de Quintin, Uzel, Lannion, Callac, Moncontour; p. 31, subdélégation de Corlay.

24. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, article Saint-Brieuc, t. II, p. 708.

25. OGÉE, *op. cit.*; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. III, Prolégomènes, l'industrie, p. CLXVI-CLXX; E. CHRÉTIEN, *Les mines de plomb argentifère dans les Côtes-du-Nord* dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. LII, 1920, p. 27-32.

les travaux en cours et en 1784 le rendement annuel de la mine s'élevait à 2.200 quintaux anciens de plomb et à 1.110 marcs d'argent, cependant que l'entreprise occupait 500 ouvriers <sup>26</sup>.

Enfin, le territoire correspondant au futur département des Côtes-du-Nord, riche en minerai de fer, comptait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle quatre établissements sidérurgiques utilisant le charbon de bois de ses nombreuses futaies. C'étaient les forges de Coat-an-Noz, établies par arrêts du conseil du 14 septembre 1779 et du 2 mai 1780, qui appartenaient à la famille de Saint-Tropez. Elles employaient 22 ouvriers et produisaient annuellement 3.000 quintaux métriques de fonte, 40 de fer de première qualité et 700 de seconde; celles des Salles appartenant au duc de Rohan, dont l'exploitation remontait au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui produisaient chaque année 1.200.000 livres de fonte; celles du Vaublanc et de La Hunaudaie appartenant aux de Saint-Pern <sup>27</sup>.

La Poterie, près Lamballe, tirait son nom d'une céramique grossière qu'elle fabriquait depuis longtemps <sup>28</sup>. A Guingamp, Saint-Brieuc, Moncontour, des tanneries apprêtaient à l'aide du tan extrait de l'écorce des chênes, les peaux des bêtes à cornes nombreuses dans cette région de prairies humides. On notait aussi quelques amidonneries, quelques moulins à papier utilisant les sous-produits des céréales, sans parler des nombreux moulins proprement dits, à eau ou à vent <sup>29</sup>.

26. E. CHRÉTIEN, *loc. cit.*

27. H. et G. BOURGIN, *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution*, Paris, 1920, 1 vol. in-8° (collection de documents inédits pour l'histoire économique de la Révolution française), Côtes-du-Nord. Les forges de Coat-an-Noz étaient situées dans la forêt du même nom, tout près de Belle-Isle-en-Terre; celles des Salles, dans la forêt de Lanouée, entre la Trinité-Porhoët et Rohan; celles du Vaublanc à l'est de la forêt de Loudéac, à l'ouest de celle de la Hardouinaie, au nord de La Prénessaye; celles de La Hunaudaie, près de la forêt du même nom, en Landébia. Toutes ces forges étaient chauffées au charbon de bois. Sur les liens étroits qui unissaient sous l'Ancien Régime en Bretagne comme partout ailleurs l'exploitation des forêts et l'industrie sidérurgique, cf. H. SÉE, *Les forêts et la question du déboisement en Bretagne*, travail déjà cité, p. 32-34.

28. DU CHASNET, *Vieux métiers. La Poterie*, dans *Art et Décoration*, t. XXIV, 1908, p. 133-136. Les fours chauffés à l'ajonc cuisaient des cruches, pichets, écuelles, jouets d'enfant.

29. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. III, p. 762, note 1 et t. IV, p. 29, note 2. C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 154-160, statuts et ordonnances de la confrérie des parcheminiers de Lamballe; H. BOURDE DE LA ROGERIE, *Notes sur les papeteries des environs*

Mais l'industrie la plus active et la plus prospère du Dinannais, du Penthièvré et du Trécorrois sous l'Ancien Régime, c'était l'industrie textile<sup>30</sup>. Elle datait vraisemblablement du X<sup>V</sup><sup>e</sup> siècle comme la culture des plantes qui lui fournissaient la matière première, le lin et le chanvre. Chanvre et lin avaient rencontré d'ailleurs en Bretagne des conditions géographiques particulièrement favorables ; le sol profond et meuble » de l'humus trécorrois, abondamment arrosé par les vents d'ouest, convenait en particulier à merveille au lin. Les cultures de chanvre, les « chenevières », se rencontraient aussi aux environs de Tréguier et de Lannion, mais en outre dans les paroisses de la portion occidentale de l'évêché de Saint-Brieuc. A l'exception d'une petite partie des chanvres employée à fabriquer des cordages, chanvre et lin servaient essentiellement à confectionner toute espèce de toiles, depuis la fine variété dite « Bretagne » pour coiffes, manchettes et rabats jusqu'à la grosse toile à voile dite « noyale », en passant par les qualités moyennes pour draps, chemises et mouchoirs. C'était une industrie essentiellement rurale et domestique. Le tisserand travaillait chez lui le fil « en bois », livré par le paysan après les longues veillées d'hiver, et cela tout près du lopin de terre auquel il demandait en cas de besoin un supplément de ressources. Il vendait sa toile à des intermédiaires capitalistes que les statistiques qualifient de « fabricants », mais qui ne ressemblent en rien à nos usiniers contemporains. C'étaient plutôt des commerçants et nous les étudierons comme tels un peu plus loin. Le centre principal de cette industrie était Quintin, la vieille ville aux maisons de granit, basses d'étage, percées d'étroites fenêtres, devant lesquelles s'étaient installés les métiers mus à bras, et tout autour Saint-Unian, Le Fœil, Le Vieux-Bourg, Boqueho, Cohiniac, Saint-Donan, Plédran, Saint-Julien, Saint-Gilles, Plaintel, Saint-Brandan, Allineuc, Le

*de Morlaix, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle* (Extrait du *Bulletin historique et philologique*), Paris, 1912, p. 54, dans un *Etat des moulins à papier de Bretagne, 1776*, en signale à Bréhan-Moncontour, à Plessala et à Saint-Brieuc (moulin à papier J. Gélinau).

30. Sur l'industrie de la toile en Bretagne en général, avant 1789, et spécialement dans la région correspondant au département des Côtes-du-Nord, cf F. BOURDAIS et R. DURAND, *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans les *Etudes et Documents divers publiés par le Comité des travaux historiques et scientifiques*, Paris, 1922, 1 vol. in-8°. Les lignes qui suivent n'en sont que le résumé.



Bodého, La Harmoye, Lanfains, Saint-Careuc. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait eu à Quintin 390 tisserands et 676 métiers et dans les 17 trèves ou paroisses environnantes, de 7 à 800 métiers. Le second centre était Uzel qui, avec les paroisses circonvoisines de Merléac, du Quillio, de Saint-Thélo, Mûr, Caurel, du Haut-Corlay, de Corlay, Saint-Martin-des-Prés, Gausson, Plémy, Saint-Hervé ne comprenaient pas moins de 8 à 900 métiers en 1751. Enfin, à Loudéac et dans les environs, à Cadélaç, Bréhand-Moncontour, La Chèze, Saint-Etienne, Saint-Barnabé, La Ferrière, Plémet, La Prénessaye, Plouguenast, Plessala, Langast, 16 à 1.800 métiers battaient sans relâche. Comme on le voit, l'industrie de la toile était presque exclusivement localisée dans la région de landes et de terres pauvres de l'intérieur. Dans l'impossibilité de tirer de quoi vivre de ce sol ingrat, les habitants avaient dû demander à l'industrie les moyens d'assurer leur subsistance. En dehors de cette région qui était celle de la toile par excellence, on trouvait encore quelques groupes de tisserands à Saint-Brieuc, Moncontour, Paimpol, Jugon et surtout à Dinan, dont les faubourgs étaient « considérables » au dire d'Ogée. Comme de juste, le gouvernement royal fidèle à sa politique interventionniste n'avait pas tardé à « protéger » cette industrie, c'est-à-dire à la réglementer. A partir de 1676 jusqu'à la Révolution se succèdent les arrêts du Conseil et les ordonnances des intendants déterminant d'une façon obligatoire la longueur et la largeur des pièces, le nombre et la qualité des fils, à peine de confiscation, d'amende, de bannissement, et même de galères, cependant que s'organise tout un personnel de surveillance « s'échelonnant depuis l'intendant jusqu'aux commis à la visite » en passant par l'inspecteur et le sous-inspecteur des manufactures. Dans les principaux centres, des « bureaux des toiles » vérifiaient, estampillaient les pièces, et naturellement percevaient force taxes à cette occasion. Malgré cette sollicitude des pouvoirs publics, ou peut-être au contraire du fait même de cette sollicitude devenue rapidement aussi tracassière que dispendieuse, l'industrie des « Bretagnes » après avoir connu dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle une période de prospérité inouïe, n'avait cessé depuis lors de décliner. Atteinte comme toutes les industries françaises par la grande crise économique, conséquence des guerres malheureuses de la fin du règne de

Louis XIV, elle s'était relevée sous la Régence et sous Fleury, pour retomber dans le marasme pendant la guerre de Succession d'Autriche et surtout celle de Sept Ans qui lui ferment ses débouchés d'outre-mer. Puis était survenue la concurrence anglaise avec ses perfectionnements techniques, contre lesquels les pauvres tisserands bretons immobilisés dans leur routine ne luttèrent qu'avec peine. Malgré tout elle n'avait cessé d'augmenter sa production. En 1760, 118.000 pièces de toiles étaient sorties de la Bretagne, 175.000 en 1770, 249.000 en 1775, soit une moyenne annuelle de 200.000 pièces. Sur ces 200.000 pièces, chiffre total de la « fabrique » bretonne, la région de Loudéac, Uzel, Quintin, pouvait en revendiquer comme siennes plus des deux tiers.

On peut donc considérer la « toile » comme la principale source de richesse industrielle des pays de Dinan, Saint-Brieuc et Tréguier avant 1789.

Quant au commerce de ces mêmes pays, il s'effectuait à cette date, surtout par mer, le réseau routier de la province étant encore, comme on le verra plus loin, très insuffisant<sup>31</sup>. Sans doute, indépendamment des marchés hebdomadaires, des assemblées et des pardons annuels consacrés depuis un temps immémorial aux transactions locales, surtout à l'achat et à la vente du bétail et des blés, il y avait bien quelques foires à rayon d'action plus étendue, fréquentées par des marchands, surtout des maquignons, venus des quatre coins de la Bretagne, voire des provinces voisines, en particulier de la Normandie. A Dinan, par exemple, l'une des villes les plus commerçantes de la région qui nous occupe, se tenaient plusieurs foires, celles de Mi-Carême, la foire Verte, la foire de la Trinité, celle de la Saint-Gilles (1<sup>er</sup> septembre). On y trouvait du lin, de la filasse, des fils écrus, des toiles, des serges, des flanelles, des cotons, des cuirs, des blés, des farines, des bestiaux, des fruits et du cidre<sup>32</sup>. Mais la plus importante de toutes était celle du Liège qui commençait le premier dimanche de carême et durait huit jours. « On assure, dit

31. Cf. chap. II, p. 118-119. Sur le commerce en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle en général et plus spécialement dans la région qui nous occupe, cf. R. DURAND, *Le commerce en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans les *Annales de Bretagne*, 1917 t. XXXII, p. 447-470, avec carte.

32. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, t. I<sup>er</sup>, Dinan, p. 220.

Ogée, qu'il s'y vend pour 2 millions de toile et fil indépendamment des autres marchandises »<sup>33</sup>.

Toutefois, ce sont les ports qui sont les principaux centres du trafic, et c'est par mer que s'effectuent les plus importantes transactions. Saint-Brieuc expédiait par caboteurs sur tout le littoral breton, en Angleterre et jusqu'en Espagne à la fois des produits agricoles et miniers : d'une part, des blés, lins, chanvres, beurres, suifs, cires et miels ; d'autre part, le fer du Vaublanc, le plomb de Châtelaudren, et surtout les toiles. Des ballots entiers en partaient à destination de Cadix, d'où on les réexportait dans les colonies espagnoles d'Amérique pour le plus grand bénéfice des « fabricants » d'Uzel, Quintin, Loudéac, simples intermédiaires comme on le voit, entre les producteurs et les consommateurs<sup>34</sup>. A Saint-Brieuc même il y avait un certain nombre de commerçants notables : les Brindejone de Tréglodé, les Le Mée, les Leuduger-Fortmorel, les Le Nepvou de Carfort, les Poulain-Corbion dont la plupart, comme on l'a vu, jouèrent par surcroît un rôle important dans la vie politique du département sous la Révolution et sous l'Empire<sup>35</sup>. Dinan, relié à Saint-Malo par un service de bateaux à voyageurs, qui faisaient le trajet sur la Rance en 6 heures et pour 6 sols, lui expédiait en outre des barques à marchandises jaugeant de 130 à 140 tonneaux<sup>36</sup>. D'autre part, des navires de tonnage plus considérable transportaient des toiles « sans contredit la branche la plus importante de son commerce » à Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Saint-Sébastien, Bilbao, Lisbonne, Cadix, au Havre et jusqu'à Hambourg<sup>37</sup>. On y trouvait aussi de notables commerçants : Basmeule de la Chabossais, Belestre-Viel, Bordage, Dutertre, Girod aîné et jeune, Le Chevalier et fils<sup>38</sup>.

Ajoutons au commerce de mer la pêche côtière et hauturière. La pêche côtière s'était de tout temps pratiquée sur le littoral découpé et poissonneux qui devait donner son nom au futur département. Le hareng, le maquereau dans la baie

33. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, t. I<sup>er</sup>, Dinan, p. 220.

34. *Ibid.*, t. II, p. 709, Saint-Brieuc, et R. DURAND, art. cité.

35. R. DURAND, art. cité, p. 463-464.

36. OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*, t. I<sup>er</sup>, p. 220, Dinan.

37. R. DURAND, art. cité, p. 462-463.

38. *Ibid.*



de Saint-Brieuc, les huîtres à l'embouchure de la rivière de Tréguier, la sardine dans les environs de Lannion étaient les espèces les plus recherchées dès le Moyen Age<sup>39</sup>. Quant à la pêche de la morue à Terre-Neuve, elle remontait aux premières années du XVII<sup>e</sup> siècle. Les armements qui occupaient près de 3.000 matelots, se faisaient dans les ports de Saint-Brieuc, du Légué, de Binic, de Portrieux et de Paimpol. Dans une pétition au Conseil du Roi, du 7 mai 1753, des principaux armateurs de ces ports, à propos de droits sur le sel, nous voyons figurer les noms de Le Mée, Delahunnelaye, Le Normant, de la Salle-Chouesnel, de Guibert La Salle, René Quintin, Privard-Guibert, des Isles Le Breton, des Grèves Fichet, Laurent Richard<sup>40</sup>. Habasque estime à 12 ou 15 navires le chiffre de ceux armés chaque année avant 1789 par chacun des ports de la baie de Saint-Brieuc. Chacun d'eux jaugeait de 100 à 300 tonneaux. Au retour, ces navires allaient vendre leur morue à Nantes, Marseille et jusqu'en Italie. Ils en rapportaient de l'huile, du savon, des fruits secs et des vins<sup>41</sup>.

Au total, une activité économique, qui tout en étant loin d'être intense, comme celle de Nantes à la même époque, était tout de même respectable, et même s'affirmait en progrès. Malheureusement, ce progrès était paralysé par les survivances du régime féodal et « l'inachèvement de l'Etat » ainsi que nous le révèlent les Cahiers de doléances. Celui de la ville de Lamballe se préoccupe de la diminution croissante des surfaces boisées et demande qu'il y soit porté remède par des « plantations dans les terrains incultes » ; il voudrait, d'autre part, que les défrichements continuent et soient exécutés d'une façon méthodique et soignée<sup>42</sup>. Les habitants de Moncontour, réclament contre l'exportation abusive des grains hors du royaume. Elle ne devrait être permise « qu'autant que le prix des grains serait réduit à la somme la plus modique », et il devait être enjoint aux juges de police de

39. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 77-81.

40. R. DURAND, art. cité, p. 464 et Archives dép. d'Ille-et-Vilaine, C, Etats de Bretagne, 3314.

41. HABASQUE, *Notions historiques*, t. 1<sup>er</sup>, p. 431.

42. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. III, p. 528, cahier de la ville de Lamballe, articles 21 et 22.

faire ouvrir les greniers dans tous les cas qui leur paraîtront convenables pour l'avantage des peuples »<sup>43</sup>. Même note dans le Cahier de la ville de Guingamp qui précise : « Nous demandons qu'il soit défendu d'enlever le blé lorsqu'il passera 2 sols la livre » : Il joint à cette demande un vœu en faveur de la liberté du commerce « entièrement libre dans certaines villes, prohibé dans d'autres à certains jours privilégiés » ; ce qui fait désirer un règlement uniforme également observé partout, tant pour l'achat que pour la vente dans le détail, et une protestation contre la « diversité pour les poids, les aunages et les mesures », qui diffèrent « de ville à ville et jusque dans le même endroit... On réclame donc l'uniformité des poids et balances dans tout le royaume »<sup>44</sup>. En outre, le Cahier attaquait en termes très vifs « l'usage de quevaise où le plus jeune des enfants succédait seul à la tenure. Cette coutume constituait, disait-il, une injustice criante « en ce que la nature appelle tous les enfants à une égale portion de l'hérédité », et il la rendait responsable de l'état arriéré de l'agriculture dans le pays guingampais : « Il y a surtout beaucoup de landes sous cet usage et il serait avantageux de le convertir en féage ou en cens roturier »<sup>45</sup>.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes souhaite « que l'agriculture soit protégée et encouragée par tous les moyens possibles » ; il place au rang de ces moyens l'abolition des droits féodaux, la poursuite des « usurpations et des clôtures injustes qui ont été faites au préjudice des droits de communautés », les défrichements, dessèchements et reboisements, la protection des forêts actuellement existantes, qui doit être efficace sans pourtant devenir tyrannique à l'égard des riverains ; la suppression des obstacles qui gênent l'écoulement des eaux dans les rivières et fleuves et « occasionnent des marécages pestilentiels » ; « la faculté de prolonger les baux des campagnes au delà de neuf ans sans donner ouverture aux droits seigneuriaux et fiscaux » ; la suppression des haras et la distribution par les soins des Etats d'étalons et de béliers des plus belles espèces en vue d'améliorer l'élevage. Enfin, il demande « qu'on puisse profiter sans gêne des

43. *Ibid.*, p. 762-763, cahier de la ville de Moncontour, articles 15 et 16.

44. *Ibid.*, t. IV, p. 26, cahier de la ville de Guingamp, articles 13, 15 et 17.

45. *Ibid.*, p. 18, article 3.

présents de la nature pour fertiliser ses champs, que les ressources précieuses et inépuisables que la mer nous offre dans ce genre, telles que le goémon, toutes les plantes marines, l'eau salée, etc., deviennent communes à tous les hommes, qu'ils puissent en disposer librement partout où ils les trouveront, sauf les règlements de police en ce qui pourrait concerner la sûreté et l'ordre public » <sup>46</sup>.

Quant à l'industrie et au commerce, le Cahier se préoccupe surtout, comme il est naturel, des fabriques de toile et du trafic de mer, auquel il associe la pêche. Il demande que « les inspecteurs des manufactures soient librement choisis par les Etats provinciaux et sous leur inspection immédiate. Qu'on prenne tous les moyens de soutenir nos manufactures de toile ... par des encouragements pour nous et droits sur les étrangers », « qu'on fasse avec l'Espagne un nouveau traité de commerce », sans doute en vue d'obtenir dans la péninsule l'exportation en franchise des « Bretagnes » <sup>47</sup>.

Il appelle de tous ses vœux « un acte de navigation formé dans l'esprit de celui de l'Angleterre, qui serait le plus sûr moyen d'encourager la navigation nationale. Le cabotage essentiel pour former les marins languit et ruine les armateurs, il faut une exclusion expresse de tous les vaisseaux étrangers caboteurs, que les nôtres seuls soient admis au cabotage ». Il déplore l'état de la pêche en général qui « languit... ruinant le particulier » et menace l'Etat de sa perte; plus spécialement celle de la morue qui malgré des primes ruineuses n'arrive pas à lutter contre la concurrence des étrangers « qui apportent leurs morues jusque dans les ports de France » <sup>48</sup>.

Il voudrait que l'exportation du froment ne fût permise que tant que le quintal, poids du marc, n'excédera pas le prix de dix livres et celle des autres grains dans la même proportion. Enfin, l'établissement « de Chambre de commerce dans toutes les villes commerçantes » lui paraît indispensable. « C'est le seul moyen d'éclairer la justice du Souverain et d'instruire les négociants; qu'on les consulte sur les traités.

46. *Ibid.*, p. 266-269, article CXLIV-CLVIII.

47. *Ibid.*, p. 273-279, articles CLXXXIV, CXCIV et CXCVI.

48. *Ibid.*, articles CLXXXVIII et CLXXXX.



sur les lois de commerce ... on sera sûr alors d'avoir de bonnes lois et de ne plus faire de traités désavantageux »<sup>49</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Dinan souhaite qu'on rende perpétuelles les exemptions de dîmes accordées aux nouveaux défrichements; que les terrains « encore vagues..., landes et bruyères » soient mis en culture par les seigneurs « qui justifient en être propriétaires », faute de quoi il sera permis « aux riverains de s'en emparer pour les partager entre eux, les défricher, les mettre en valeur et en disposer à titre de propriété ».

L'ordonnance de marine devra être réformée « en ce qui concerne la coupe des algues, varech ou goémon » et « Sa Majesté sera suppliée de retirer les édits et déclarations qui permettent aux nations étrangères d'introduire dans le royaume et dans nos colonies différentes marchandises fabriquées », allusion évidente à la concurrence des toiles anglaises et prussiennes sur le marché colonial français<sup>50</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Tréguier-Lannion demande avec « l'uniformité des poids et mesures, une surveillance de la part du Gouvernement à la boulée des graines de lin et à obvier aux fraudes qui se commettent, tant dans le Nord qu'en France... Si les commerces de grains doivent être favorisés dans cette province, il faut aussi pourvoir à la subsistance du peuple lorsque le prix du froment excède 8 livres le quintal, aussi prohibition d'exportation, dès qu'il sera parvenu à ce prix, et de cet instant, obligation aux possesseurs de grains dans les villes et les campagnes d'en fournir un état à la police »<sup>51</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Ploërmel s'élève avec véhémence contre le « domaine congéable qui tient de la servitude et dans lequel le colon livré à l'état le plus précaire et à une amovibilité perpétuelle, ose à peine reposer sur la terre qu'il cultive, les regards de la propriété » et surtout contre l'usément de Rohan » où le droit de la déshérence ou réversion des tenures au profit du seigneur viole toutes les lois de la nature, de l'égalité et de la liberté ». C'est aussi par excellence le cahier de doléances de « la toile » et tout un

49. *Ibid.*, articles CLXXXV et CXCII.

50. *Archives Parlementaires*, éd. MAVIDAL et LAURENT, t. III, p. 148-151, articles 6, 8, 9, 12, 13, 48, 58 et 59.

51. *Archives Parlementaires*, t. IV, p. 76

long article (le 68) lui est consacré : « Qu'en favorisant le commerce en général, on s'occupe spécialement des moyens de régénérer la manufacture des toiles de Bretagne, cette branche de commerce si précieuse, non seulement pour cette sénéchaussée, dont elle fait la principale richesse, mais pour le royaume, ayant plus que jamais besoin d'être protégée et encouragée.

» Florissante jusqu'en 1780, elle s'est affaiblie à cette époque par les nouveaux droits d'entrée dont les toiles de Bretagne ont été grevées en Espagne, sans rien ajouter à ceux que payaient les toiles de Silésie ce qui a valu à ces dernières une préférence d'autant plus alarmante, que la chute de la manufacture des toiles de Bretagne réduirait à la plus affreuse misère des milliers de citoyens qu'elle fait subsister. L'arrêt du Conseil du 30 août 1784 qui, en ouvrant nos colonies aux navires étrangers, a donné lieu d'y introduire les toiles de Silésie qui s'y donnent à plus bas prix en raison de leur qualité inférieure, a porté un nouveau coup à la manufacture nationale et supérieure des toiles de Bretagne; en conséquence l'assemblée a arrêté de demander :

« 1° Le retrait de l'arrêt du Conseil du 30 août 1784 qui en ouvrant nos colonies aux étrangers, conformément aux réclamations déjà faites à cet égard par ordre du Tiers assemblé à Rennes dans la séance du 19 février dernier.

» 2° Que la suppression ou tout au moins la modération des droits d'entrée qui se perçoivent en Espagne sur les toiles de Bretagne soit sollicitée par le Gouvernement au nom de la nation, afin de leur rendre possible la concurrence avec les toiles de Silésie et de les faire jouir de la faveur que mérite leur qualité supérieure.

» 3° La modération des droits de marque sur les mêmes toiles qui se perçoit dans les bureaux de Loudéac, Uzel et Quintin.

» 4° Enfin la suppression des droits sur l'amidon en ce qui concerne du moins les toiles de Bretagne pour l'apprêt desquelles il est absolument nécessaire » <sup>52</sup>.

52. *Archives Parlementaires*, t. V, p. 381-383, articles 32, 68, 70 (suppression des maîtrises et jurandes « propres à étouffer l'émulation, l'industrie en resserrant dans un cercle étroit par des privilèges exclusifs l'exercice des arts et métiers », à l'exception de celles des apothicaires droguistes, orfèvres, chirurgiens et perquiers), 72 (uniformité des poids et mesures)

Le Cahier de la sénéchaussée de Saint-Brieuc demande la concession et le partage des communaux, la suppression à l'avenir des rentes convenancières et la conversion en censives de celles existantes, la liberté de porter les baux à ferme des biens des campagnes à 18 ans, réclamation qui figure sous une forme à peu près semblable dans celui de Rennes, celle « de rouir les lins et les chanvres dans les rivières, mais seulement aux endroits ordinaires » et celle de faire la coupe des goémons et varechs « pour tous particuliers » et sur tous les points de la côte « à l'exception des îles habitées par vingt ménages au moins, auxquels les coupes des goémons... sont exclusives, toutefois dans les saisons prescrites par les ordonnances et les arrêts ».

Il reproduit en termes un peu plus brefs les plaintes de celui de Ploërmel sur la décadence du commerce des toiles et les remèdes à y apporter et y joint un vœu en faveur de la suppression des charges de sous-inspecteur à la marque. Les toiles trouvées en contravention aux règlements, au lieu d'être confisquées, seront rendues aux fabricants avec un cachet simple de réprobation qui sera appliqué de deux aunes et demie en deux aunes et demie. Enfin, cahier de sénéchaussée maritime, il exprime le désir que les accaparements de grains soient défendus « sous peine corporelle » et « l'exportation à l'étranger lorsque le prix du froment excédera 2 sous la livre », que la pêche du poisson frais soit encouragée « par l'exemption du classement en faveur des laboureurs et autres habitants qui se livrent momentanément à ce genre d'occupations » et qu'on établisse « dans chaque département de marine..., un maître d'hydrographie pour l'instruction des jeunes gens et la réception des maîtres et capitaines » <sup>53</sup>.

## II. — LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

On sait d'une façon générale que la Révolution française, par la suppression des droits féodaux dans toute l'étendue du royaume, donna satisfaction aux plus passionnées de ces doléances, celles concernant l'affranchissement du sol. Mais dans le département des Côtes-du-Nord une question parti-

53. *Ibid.*, p. 629-632. Surtout chap. II, article 16 et chap. III, articles 4 et 13.



culière se posait, comme on l'a vu plus haut, intéressant au plus haut point toute une catégorie de travailleurs de la terre : celle du domaine congéable. Son histoire pendant les dix années que dura la Révolution a été retracée en détail par M. L. Dubreuil<sup>54</sup>. Contentons-nous de reproduire ici l'essentiel de ses conclusions. « Quand la Révolution eut aboli les droits seigneuriaux... nul parmi les colons ne douta que le domaine congéable n'eût vécu. Aussi la déception fut-elle générale quand on apprit qu'il était réservé sur l'intervention du député lannionais, Baudouin de Maison-Blanche, l'auteur des *Institutions convenancières* »<sup>55</sup>. Dès lors, une lutte ardente va s'engager entre fonciers et convenanciers sur le terrain législatif, lutte qui subira le contre-coup de toutes les vicissitudes politiques de l'époque révolutionnaire. C'est d'abord la loi du 6 août 1791 supprimant les usements et établissant partout le principe de réciprocité. « La forme même du contrat est maintenue, il continue à participer de la vente et du louage, mais la durée du bail est fixée d'une manière précise soit pour neuf ans, soit pour une période plus ou moins longue par convention des parties. La date initiale de la baillée est le 29 septembre. Et surtout le convenancier acquiert le droit d'abandonner sa tenue à l'expiration du bail après avoir été remboursé de ses améliorations; en un mot il peut provoquer lui-même son congément. » C'est en somme moyennant quelques concessions une victoire des fonciers<sup>56</sup>. Survient la poussée démocratique de 1792; les colons se concertent pour n'envoyer à l'Assemblée Législative que des adversaires déterminés de la tenue convenancière. Le résultat de cette campagne électorale, c'est la loi du 27 août 1792 qui supprime le régime congéable et porte même atteinte au droit de propriété des fonciers en accordant aux domaniers la possession incommutable des fonds dont ils auraient en quelque sorte été dépouillés à l'origine. Il est vrai qu'elle corrigeait ce que cette dernière disposition avait de subversif au point de vue social, en reconnaissant « le bien fondé de

54. L. DUBREUIL, *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution. Documents* dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*, Rennes, 1915, 2 vol. in-8°.

55. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. 17.

56. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. 23 et p. 447-459, texte de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables.

la rente qui devenait simple rente foncière et que les colons avaient le droit de racheter au denier vingt pendant un délai déterminé »<sup>57</sup>. Mais la Convention alla plus loin encore et par le décret du 29 floréal an II supprima cette dernière obligation, en déclarant les anciennes rentes foncières et convenancières entachées de féodalité. Cette fois la législation révolutionnaire « faisait un don gracieux aux domaniers », tandis qu'elle « spoliait » purement et simplement les propriétaires fonciers<sup>58</sup>. On conçoit que ceux-ci, lors de la réaction thermidorienne, aient essayé de reprendre leur revanche et de fait ils l'obtinent par la loi du 9 brumaire an VI qui rétablissait le régime congéable dans les conditions édictées par la loi du 6 août 1791<sup>59</sup>.

D'autre part, l'un des résultats essentiels de la Révolution française dans le département des Côtes-du-Nord, comme dans tout le reste de la France, fut une importante translation de la propriété foncière qui échappe désormais à la noblesse et au clergé. L'étude détaillée de la vente des biens nationaux, tant de première que de seconde origine, faite également par M. L. Dubreuil, nous montre quels en ont été les bénéficiaires. Ce furent surtout les bourgeois du moyen et du bas Tiers, hommes de loi, ou négociants en possession de la science juridique et surtout des capitaux nécessaires à ces acquisitions, que rendaient encore plus laborieuses la complexité de la législation révolutionnaire, la crise monétaire et les agitations politiques de cette période troublée. Des mains du clergé et des nobles, au cours des différentes ventes qui se succèdent de 1790 à l'an VII, les terres fertiles, les belles fermes des environs des villes et les retenues, châteaux compris, passent entre les mains des Armez, des Bonamy, des Veillet-Dufrêche, des Glais-Bizoin, des Latimier du Clézieux, des Digaultray, des Bricchet, des Buhot-Kersers, des deux Le Gorrec, des Paranthoën, des Pouhaër, des Baudouin Maison-Blanche, des Lhermitte, des Provost-Launay, des Barbedienne, des Vésuty, des Despoirriés, des Beslay, des Le Mercier, des Le Lepvrier, des Droguet, des Le Mée, des Vistorte-Boisléon, des Festou-

57. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. 24 et p. 514-523, texte de la loi du 27 août 1792.

58. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. 531, texte de la loi du 29 floréal an II.

59. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, Introduction, p. 24-25 et t. II, p. 168, texte de la loi du 9 brumaire an VI.

Villeblanche, des Hello, des Bobony, des Morand, des Guyomar, des Gourlay, des Goasmeur-Duportal, bref de tous ceux qui vont constituer la classe possédante et dirigeante, influente au double point de vue politique et économique pendant près d'un demi-siècle<sup>60</sup>. Au-dessous d'eux, fermiers et convenanciers ramassent les miettes du festin, qui ne sont point encore méprisables, et avec le produit de leurs économies, à l'aide des écus amassés un à un, cachés pendant des générations derrière les piles de linge des bahuts bretons, ils acquièrent les tenures plus médiocres, lopin par lopin, s'associant au besoin en « consorties ». Toute une minuscule propriété va ainsi se former dans la pénombre de la propriété bourgeoise; sans doute elle n'aura encore pendant bien des années qu'une influence politique très faible, toutefois elle existe et il importait de porter à l'actif de la Révolution son avènement à l'existence<sup>61</sup>.

Malheureusement, la chouannerie vint retarder, souvent même empêcher la mise en valeur de ces nouvelles acquisitions. Les défrichements amorcés à la fin de l'Ancien Régime s'arrêtèrent. Ruellan-Kérigant, dont nous avons vu plus haut les efforts dans les landes du Méné et qui se proposait d'étendre le champ de ses opérations jusqu'aux environs de la source de Bellefontaine, en vue d'y établir des prairies, vit en l'an II des bandes d'insurgés ravager consciencieusement tout son domaine sous prétexte qu'il était communal et qu'on n'en pouvait disposer sans le consentement des gens d'alentour. Les terres retombèrent en friche et des constructions ne subsistèrent plus que « quelques matériaux »<sup>62</sup>. D'autre part le représentant en mission, Le Carpentier, qui avait essayé de réglementer la coupe du goémon dans un sens égalitaire et d'en faire bénéficier les habitants de toutes les communes du département, littorales ou non, à l'époque des deux équinoxes de printemps et d'automne, avait vu son arrêté du 12 nivôse an II tenu en échec par les riverains et les protestations de ces derniers obstinément attachés à leurs

60. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 77-99; 140-141; 158; 203-204; 227; 333. Les catégories sociales d'acquéreurs évoluent en fonction des phases politiques de la Révolution.

61. *Ibid.*, p. 642-650.

62. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Registre du conseil de commerce et d'agriculture, précis historique des travaux ... déjà cité.



privilèges séculaires se renouvelèrent en l'an V et en l'an VI<sup>63</sup>. Enfin, l'industrie et le commerce de la toile n'eurent guère le temps d'éprouver les heureux effets du nouveau régime de libre concurrence, qui du reste ne les atteignait pas directement, puisque les tisserands bretons le plus souvent épars dans les campagnes n'étaient pas groupés en maîtrise et jurandes. Par contre, la suppression de la marque des toiles, la rupture douanière d'abord, puis politique, avec l'Espagne, enfin et surtout la guerre avec l'Angleterre aboutissant au blocus de la côte et à l'interruption presque complète des communications par mer leur portèrent un coup fatal : il en fut de même de la pêche, particulièrement de la pêche à Terre-Neuve<sup>64</sup>. Peut-être même la naissance et le progrès de la chouannerie particulièrement faciles à observer dans la région de l'intérieur : Quintin, Uzel, et Loudéac, pourraient-ils s'expliquer partiellement par le chômage et la misère de nombreux tisserands, recrues tout indiquées pour l'insurrection, dont ci-devant et émigrés rentrés clandestinement fournissaient par ailleurs les cadres. Le nombre des ouvriers employés à « la fabrique » diminua d'un tiers et, la fraude s'étant considérablement développée depuis l'abrogation de la marque, la qualité de la production baissa avec la quantité. Cependant, les hommes du Directoire, non moins obstinément fidèles que ceux de la Constituante aux principes du « Laissez faire, laissez passer », continuaient de se refuser au rétablissement de la marque et en l'an VII le Conseil des Anciens rejetait une proposition en ce sens<sup>65</sup>.

En résumé, agriculture paralysée dans son développement par la guerre civile malgré d'heureuses réformes dans le régime de la propriété, industrie et commerce désastreuse-

63. E. VIDEMENT, *op. cit.*, p. 185 et seq.

64. Gautier DE KERMOAL, *Esquisse de l'industrie linière dans le département des Côtes-du-Nord*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, p. 174-175. Cependant, dès les débuts de la Révolution, il s'était tenu à Lannion, du 15 au 17 décembre 1789, une sorte de « Congrès de la Toile » où les principaux fabricants des évêchés de Saint-Brieuc, Tréguier et même Saint-Pol-de-Léon avaient étudié les causes de la crise dont commençait à souffrir cette industrie et les moyens d'y remédier. Sur cet intéressant épisode de l'histoire économique des Côtes-du-Nord sous la Révolution, cf. L. DUBREUIL, *La culture du lin et les toiles « Bretagne »* dans *Le Fureteur Breton*, mai 1922-mai 1923, p. 14-21.

65. Gautier DE KERMOAL, *loc. cit.*, à la date du 3 complémentaire.

ment atteints par la guerre étrangère, telle est la situation économique peu brillante des Côtes-du-Nord à la veille de Brumaire.

### III. — L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Le coup d'Etat au début n'y changea rien, les transformations économiques étant infiniment plus lentes que les transformations politiques.

Sous le Consulat et l'Empire comme sous la Révolution et sous l'Ancien Régime le département des Côtes-du-Nord resta un pays essentiellement agricole. Le Code civil (1804) consacra d'une façon définitive l'œuvre de la Constituante en déclarant à tout jamais abrogés les droits féodaux et maintenant, d'autre part, pour le domaine congéable le régime des lois du 6 avril 1791 et du 9 brumaire an VI, qui, rappelons-le, établissait entre domaniers et convenanciers le principe de la réciprocité<sup>66</sup>.

Mais dès le lendemain de Brumaire, on assiste à un phénomène curieux bien mis en lumière par M. L. Dubreuil. Enhardis par la réaction politique, les fonciers essayèrent de faire œuvre de réaction économique et par la suppression de ce principe de revenir à la tenure de l'Ancien Régime. Ne pouvant, pour ce faire, utiliser la législation théoriquement égalitaire du Code civil, ils eurent recours à la jurisprudence. Le droit napoléonien ne proclamait-il pas que les conventions font la règle des parties ? On usa et abusa de ce précieux axiome, en feignant d'oublier son complément indispensable « pourvu toutefois qu'elles ne soient pas contraires à la loi ».

66. Sur l'agriculture en général en France, de 1800 à 1814, cf. Cl.-A. COSTAZ, *Histoire de l'administration en France de l'agriculture, des arts utiles, du commerce, des manufactures, des subsistances, des mines et usines*, Paris, 1832, 2 vol. in-8°, et M. MAUGUIN, *Etudes historiques sur l'administration de l'agriculture en France*, Paris, 1876-1877, 3 vol. in-8°. Le t. II va de l'an VIII à 1851. Cf. aussi le résumé de G. PARISSET, *op. cit.*, p. 264-270. Le texte du Code civil auquel nous faisons allusion est l'article 686 : « Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés ou en faveur de leurs propriétés telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds. »

En rédigeant les baux, on eut soin d'y introduire une clause spéciale comportant de la part des convenanciers une renonciation perpétuelle au bénéfice de l'article 11 de la loi du 6 avril 1791 qui établissait justement la réciprocité. Pour y parvenir les fonciers affectèrent de croire à la possibilité de coalitions entre les domaniers d'un même propriétaire pour exiger à la même époque le remboursement de leurs droits réparatoires et arriver indirectement à la pleine possession de leurs tenures. Ces coalitions étaient pour le moins fort improbables et un préfet aussi énergique que Boullé en ferait au besoin prompt justice. Pourtant la tactique réussit. Bon gré, mal gré, les colons durent accepter cette restriction. « Ils ne craignaient rien tant que d'être congédiés. Comment, au reste, auraient-ils pu résister à l'influence politique que donne la richesse à la classe possédante ? Une fois rentrés dans cette voie, les fonciers ne s'arrêtèrent plus. Tous les articles favorables aux domaniers furent successivement tournés avec la complicité des notaires. Des fonctionnaires de l'enregistrement ne craignirent pas d'approuver hautement une pareille méthode, en sorte que la loi du 6 août 1791, si raisonnable qu'elle put être, resta en définitive lettre morte »<sup>67</sup>.

Néanmoins, malgré ce retour offensif de la bourgeoisie devenue maintenant aussi acharnée à défendre ses privilèges terriens que jadis la noblesse, son ancienne ennemie, les conséquences démocratiques de la législation révolutionnaire en matière foncière continuèrent de se faire sentir sous l'Empire et le nombre des conventions diminua de 1800 à 1815 d'une manière fort sensible. Beaucoup d'entre eux furent acquis comme biens nationaux par leurs tenanciers : phénomène économique qui n'est qu'un des aspects particuliers de cette gigantesque expropriation dont on a rappelé plus haut les premières phases. Les dernières s'en déroulèrent pendant les quinze années du régime de Brumaire. « Les administrations qui s'étaient succédées depuis 1790 avaient eu beau procéder à 7.936 ventes représentant un nombre sensiblement identique d'articles, il en restait encore en l'an X 4.462 disponibles entre les mains de la nation », dont

67. L. DUBREUIL, *Les vicissitudes du Domaine congéable*, t. I<sup>er</sup>, p. 25-26, et t. II, p. 219-225 (lettre de Boullé au directeur des Domaines à Saint-Brieuc, 12 prairial an XI); 266-268 (*Id.* au ministre des Finances, 19 germinal an XI); 269-272; 382 et 386.



4.100 ruraux avec un revenu estimé à 329.000 francs en chiffres ronds<sup>68</sup>. Les ventes, dont la suspension avait été décrétée en l'an IX, reprirent avec la loi du 15 floréal an X (5 mai 1802) et se poursuivirent avec activité jusqu'en 1806, réserve faite des restitutions aux fabriques et aux établissements de bienfaisance. De l'an X à l'an XII, M. L. Dubreuil estime à 503.208 francs le produit des enchères mises sur les seuls biens ruraux ; de l'an XII à 1806, d'après le même auteur, 875 nouvelles ventes auraient été effectuées dans le département, dont 649 de convenants, surtout dans les anciens districts de Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Loudéac, Pontrieux, Rostrenen, et 149 de biens ruraux non-convenanciers, avec un revenu total de 40.382 fr. 77. Les enchères donnèrent 1.037.999 francs. Les acquéreurs furent surtout des convenanciers (351 acheteurs) soit isolés, soit associés, ou des propriétaires cultivateurs, plus rarement des nobles comme du Chesne de Saint-Carné et les La Motte-Rouge de Saint-Brieuc, enfin des bourgeois spéculateurs comme Mauviel de Guingamp qui revendirent aux colons. Au demeurant, ceux-ci furent les vrais bénéficiaires des ventes pendant cette première période<sup>69</sup>. L'année marque le début d'une seconde : c'est en effet la date à laquelle 21 millions de biens nationaux, pour toute la France, sont affectés à la Caisse d'amortissement (loi du 24 avril). Le mouvement de vente se ralentit, surtout à partir de 1808, en raison des exigences du fisc qui réclame maintenant vingt fois le prix de revenu et du « manque de fonds des cultivateurs ». En 1812, on dut en rabattre et ramener la mise à prix au denier 16 ; d'autre part, la même année un décret restreignit encore le stock des biens à aliéner en réunissant au Domaine Extraordinaire « tous les domaines disponibles qui restaient dans les arrondissements de Saint-Brieuc, Lannion et Loudéac ». L'effet de ces diverses mesures semble avoir été la suivante : après les dernières ventes de 1813, il ne restait plus que 98 articles avec un revenu de 3.476 fr. 48 et une valeur en capital de 69.529 fr. 60. De 1807 à 1813, 1.247.383 francs auraient été vendus tant au profit de la Caisse d'amortissement que des domaines, c'est-à-dire en six ans, sensiblement

68. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 369-370.

69. *Ibid.*, p. 461-499.

le même chiffre à 210.000 francs près que dans les trois années précédentes <sup>70</sup>.

Il y a donc un fléchissement dans les ventes dans la seconde moitié de l'Empire et, d'autre part, il y a eu modification très importante dans le personnel des acheteurs. Sans doute, ceux de condition modeste sont encore très nombreux et à côté des colons et des propriétaires cultivateurs on voit même figurer pour la première fois des ouvriers, mais il y a aussi des gens de loi, des fonctionnaires de l'enregistrement ou autres, comme Claude Le Gorrec, des propriétaires et des négociants et enfin des nobles en plus grand nombre que dans la période précédente. Leurs achats « ne portent que sur le 1/10<sup>e</sup> des articles, mais atteignent le 1/6<sup>e</sup> de l'ensemble des valeurs ». Ce sont les biens les plus importants qu'ils acquièrent et de préférence dans les anciens districts de Lamballe, de Dinan et de Broons.

Ainsi opèrent directement ou par personnes interposées, les de Botherel-Moran, les de la Villehunault, les de la Bintinaye, les Le Gonidec de Traissan, les du Garzsporn, les de Crésolles. Visiblement, à partir de 1807, les nobles essayent de reconstituer leur ancienne propriété foncière qui leur assurera l'influence politique dans les campagnes, et ce trait de l'histoire économique de la seconde période de l'Empire annonce déjà, comme tant d'autres de son histoire politique, la Restauration <sup>71</sup>.

Pourtant, en 1815, le « facies cadastral », si l'on peut dire, du département des Côtes-du-Nord est tout différent de ce qu'était, en 1789, celui des évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier. Le clergé a été littéralement exproprié, la noblesse a subi des pertes considérables, la majeure partie des biens ruraux est passée entre les mains des bourgeois et des paysans. Comment vont-ils les exploiter ? En d'autres termes, la technique agricole va-t-elle marquer de 1800 à 1815 des progrès considérables sur celle en usage avant 1789 ? Et quel va être le rendement ? Répondons tout de suite à la première question d'une façon négative. On note toujours dans le département une proportion considérable de landes et de terres incultes et les défrichements qui s'annonçaient à la fin du

70. *Ibid.*, p. 511. « La moyenne des aliénations de 1807 à 1813 atteignait encore 178.190 francs par an. »

71. *Ibid.*, p. 632-650.

XVIII<sup>e</sup> siècle, interrompus par la Révolution, tardent à reprendre. En vain, d'une part, la Société littéraire et d'agriculture du département dont on a vu plus haut la reconstitution ; d'autre part, le conseil général se préoccupaient-ils dès l'an IX de la question et essayaient-ils d'y intéresser le Gouvernement. La société aurait voulu (6 germinal) que le ministre de l'Intérieur établît « une ferme expérimentale d'agriculture » sur les pentes du Mené ; le conseil, dans sa séance du 25, s'associant à ce vœu demandait qu'on utilisât pour ce travail la main-d'œuvre militaire, la cavalerie faisant servir le fumier de ses montures, l'infanterie pratiquant des semis de bois <sup>72</sup>. La société reçut par l'intermédiaire du préfet (5 floréal an IX) de platoniques félicitations pour son intelligente initiative et rien davantage <sup>73</sup>. Un particulier opérant à ses risques et périls, obtint des résultats plus tangibles et plus satisfaisants. En 1806, Courson de la Villehelle, ex-administrateur général des vivres de la marine, propriétaire en Plouha, défricha, aux alentours de son domaine de Lizandré, 257 hectares. Il y planta 80 milliers d'arbres d'essences diverses : ormes, frênes, hêtres, acacias-robiniens, engraisa le sol à « l'aide de cendres de bruyère et de varech, de résidus de charbon, de sable vaseux de mer, de goémon et d'une plante marine appelée flèche », et derrière ce rideau forestier organisa des cultures de céréales et de pommiers <sup>74</sup>. Au cours de l'été de 1808, le préfet visita en personne cette exploitation et proposa Courson pour le prix décennal d'encouragement à l'agriculture et à l'industrie créé par décret impérial du 26 fructidor an XII <sup>75</sup>. Toutefois dans l'ensemble la situation du département au point de vue des surfaces cultivées resta stationnaire. En 1810, le même préfet évaluait encore à 300.000 hectares au moins l'étendue des landes et des friches

72. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Registre du conseil de commerce et d'agriculture, mémoire sur le placement d'une ferme expérimentale d'agriculture dans le département des Côtes-du-Nord, adressé au ministre de l'Intérieur, 6 germinal an IX et Archives Nat., Flev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, séance du 25 germinal an IX. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 58-63.

73. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), fol. 76, le préfet à la Société d'agriculture du département des Côtes-du-Nord, 5 floréal an IX.

74. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 274-276.

75. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 novembre 1812.



des Côtes-du-Nord, savoir : 10.000 dans l'arrondissement de Lannion, 60.000 dans celui de Saint-Brieuc, 70.000 dans celui de Dinan, 100.000 dans celui de Loudéac, 60.000 dans celui de Guingamp <sup>76</sup>.

On observe d'ailleurs toujours la même différence entre la région côtière et celle de l'intérieur au point de vue de la physionomie des cultures. Le sous-préfet de Guingamp dans une réponse à une enquête du ministre de l'Intérieur le fait très clairement ressortir (17 août 1810). Une ferme de 12 à 15 arpents métriques (6 à 7 hectares, l'arpent légal valant 0 h. 51 a. 07 c.), était louée dans la région côtière 12 à 1.500 francs, 5 à 600 francs dans l'intérieur. Dans certaines terres pauvres, « terres froides, sous pâtures, bruyères ou landes », pour ce dernier prix on aurait une ferme de superficie double. Les fermes du premier type utilisent comme engrais les engrais marins, celles de la seconde catégorie, le fumier animal ou, à son défaut et surtout sans doute, les genêts et bruyères pourris et mélangés à la boue des routes et à la vase des étangs. La ressource principale des fermes côtières était la culture du froment auquel s'ajoutaient l'avoine, le blé noir, le seigle et l'orge, un peu de lin et de chanvre; celle des fermes de l'intérieur, l'élevage pratiqué dans les landes et jachères abondantes. L'hiver, on donne aux bestiaux en guise de fourrage, de jeunes pousses d'ajonc broyées, cependant que la partie forte et épineuse sert de combustible aux cultivateurs. Les fermes sont nombreuses sur la côte et clairsemées dans l'intérieur. La plupart des fermes sont données à bail pour une durée de neuf ans, le paiement se faisant à la Saint-Michel, quelquefois en deux termes, à la Noël et à la Saint-Jean. Toutefois, le domaine congéable persiste encore dans nombre d'endroits, et le sous-

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 novembre 1810. La *Statistique Agricole* de 1814, provoquée par la circulaire aux préfets du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et des Arts et Manufactures au ministère de l'Intérieur en date du 30 décembre ne fournit pour les Côtes-du-Nord que des résultats tout à fait fragmentaires et insuffisants. Seul le compte rendu du sous-préfet de Dinan au préfet en date du 11 février 1815 a pu être retrouvé. Il donne pour l'arrondissement de Dinan les chiffres suivants : Superficie totale, 105.000 hectares; terres labourables, 65.000 hectares, prairies, 3.500; bois, 5.000; landes, 25.000. Il contient par ailleurs des renseignements intéressants sur les modes d'exploitation rurale dans le département à la fin de l'Empire. Cf. *La Statistique Agricole* de 1814, dans les *Notices, inventaires et documents publiés par le comité des Travaux historiques et scientifiques du ministère de l'Instruction publique*, Paris, 1914, 1 vol. in-8°, p. 174-185.

préfet est loin d'en méconnaître les avantages. Le convenancier, stimulé par la perspective d'être remboursé de ses avances en cas de congé, soigne sa tenure bien plus que le fermier et l'on reconnaît au premier coup d'œil une ferme tenue en domaine congéable. Partout l'habitat rural est le même : bâtiments de granit sans étages et parfois sans greniers, aux toits de genêts ou de pailles, rarement en ardoises. Une seule pièce qui ne présente guère de différence avec l'étable ou l'écurie pour le confortable. Pas de granges, sauf dans les très grandes fermes. La moitié de la récolte est serrée dans les bahuts, les « mées », élément traditionnel du mobilier breton campagnard, l'autre est entassée « en berne » pendant l'hiver et n'est battue qu'en avril <sup>77</sup>. Ne dirait-on pas, en parcourant cette description du sous-préfet Mauviel, relire un mémoire d'intendant du XVIII<sup>e</sup> siècle ?

D'autre part, d'après ce qu'on vient de voir, une des principales causes qui retardent encore sous l'Empire le développement de l'agriculture dans le département des Côtes-du-Nord, c'est la rareté de l'engrais indispensable à la mise en valeur de ses terres froides. Aussi, comprend-on que de tout temps l'administration se soit préoccupée de réglementer l'usage de celui que la situation maritime du département mettait pour ainsi dire sous la main du cultivateur ; nous voulons parler du goémon, abondant sur toute la côte. On a vu précédemment les errements suivis par l'Ancien Régime en la matière et l'essai malheureux d'innovation de Le Carpentier sous la Terreur, ainsi que les plaintes provoquées par lui pendant les dernières années de la Révolution chez les riverains dépouillés de leur monopole séculaire. Dès l'an IX le Conseil général des Côtes-du-Nord reproduisait ces doléances et réclamait l'abrogation de l'arrêté Le Carpentier <sup>78</sup>. L'année suivante, le 15 prairial an X, sa commission d'agriculture présentait un projet de règlement en neuf articles réservant aux communes riveraines le droit de couper deux fois par an le goémon qui poussait sur leur portion de littoral, ces portions fussent-elles possédées par des particuliers. Cette

77. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1285, le sous-préfet de Guingamp au ministre de l'Intérieur, 17 août 1810.

78. Archives Nat., F<sup>12v</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 25 germinal an IX, rapport de la commission sur l'agriculture et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 58-63.

faculté avait pour contre-partie l'interdiction de vendre et de transporter le produit de leur récolte hors du territoire de la commune. N'était pas soumis à ce régime, le goémon jeté sur les grèves par les flots, ni celui croissant sur les îles et roches désertes non comprises dans le territoire des communes et accessibles seulement par bateau, dont la cueillette était permise en toute saison et à toute personne<sup>79</sup>. Le 18 thermidor de la même année, un arrêté consulaire, s'inspirant des vœux du conseil, confiait au préfet le soin de « déterminer par des règlements conformes aux lois » tout ce qui était relatif à la récolte du goémon et du varech<sup>80</sup>. En conséquence, Boullé, par un arrêté du 15 frimaire suivant, prescrivit la formation dans les trois arrondissements maritimes de trois commissions « de propriétaires éclairés », chargés d'élaborer un projet de règlement. Lui-même nomma pour composer celle de l'arrondissement de Saint-Brieuc : Corouge-Kersaux et Pierre Lambert père, négociants à Paimpol, Joseph Lamandour, homme de loi à Plounez, Séret-Desforges, et Guillou, le premier, adjoint de Plouézec, le second, de Lézardrieux<sup>81</sup>. Le sous-préfet de Lannion, par arrêté du 18 frimaire an XI, désigna Guillou-Penanguer, propriétaire à Lézardrieux et Morinière-Villefort, de Tréguier, un notaire, Pasquiou, un homme de loi, Le Beaudour, un cultivateur et le maire de Loguivy<sup>82</sup>. Nous ne possédons pas la liste des commissaires des autres arrondissements. Le résultat de cette consultation de notables fut l'arrêté préfectoral du 12 prairial an XI. Cet arrêté, en 14 articles, reproduit à peu de choses près le projet du conseil général en ce qui concerne le droit exclusif des riverains à la coupe du goémon côtier, la permission à toute personne, même non riveraine de cueillir le goémon d'épave ou celui poussant sur les îles et îlots « inabordables à pied et à cheval en toute saison » (art. 2), la fixation des époques de coupe, mais il y ajoute des précisions et surtout des sanctions. C'est ainsi que les communes autrefois dépendantes des

79. Archives Nat., F<sup>107</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 15 prairial an X et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 75-76.

80. Archives Nat., F<sup>10</sup> 345. Mélanges.

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 122, arrêté du 15 frimaire an XI.

82. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 2, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an XI-an XIV), fol. 8, arrêté du 18 frimaire an XI.



communes maritimes et détachées depuis la Révolution conservent le droit à la coupe (art. 5). Défense est faite aux riverains de vendre le goémon récolté hors de leurs communes (art. 10). Les contraventions à cet arrêté sont punies d'une amende de 50 francs à 300 francs en cas de récidive (art. 6) et sont jugées par le conseil de préfecture, la matière étant considérée comme faisant partie de la « grande voirie »<sup>83</sup>.

Cet arrêté, approuvé le 25 prairial par le ministre de l'Intérieur<sup>84</sup>, fut l'objet l'année suivante de deux réclamations. Le conseil d'arrondissement de Lannion dans sa session du 24 germinal an XII demanda, d'une part, que l'expression « inabordable à pied et à cheval » fût modifiée en raison de la fausse interprétation qu'en donnaient plusieurs riverains qui considéraient comme leur appartenant des îles auxquelles ils parvenaient en se mettant dans l'eau jusqu'à la ceinture; d'autre part, que certaines communes riveraines récoltant une quantité de goémon supérieure à la consommation sans avoir le droit de le vendre, pour éviter un gaspillage préjudiciable à l'agriculture, les communes voisines et non riveraines fussent autorisées, après un certain délai réservé aux riverains, à continuer la coupe<sup>85</sup>. C'était mettre en question l'article premier de l'arrêté. Le conseil général se borna à recommander le premier de ces vœux à la bienveillante attention de Boullé qui ne semble pas en avoir tenu compte<sup>86</sup>. Son arrêté resta en vigueur jusqu'en 1834 et nous avons relevé pendant ses quatorze années d'administration un certain nombre d'arrêtés condamnant à l'amende des particuliers et même des communes pour infraction aux dispositions du règlement du 12 prairial an XI sur la coupe du goémon<sup>87</sup>.

83. Archives Nat., F<sup>10</sup> 345, Mélanges et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, fol. 160-162, arrêté du 12 prairial an XI. Cf. E. VIDEMENT, *op. cit.*, p. 188-192.

84. E. VIDEMENT, *op. cit.*, *ibid.*

85. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Registre du conseil d'arrondissement de Lannion, fol. 34-36, séances du 1<sup>er</sup> au 10 germinal an XII.

86. Archives Nat., F<sup>10</sup>v, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 4 germinal an XII et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 75-76.

87. E. VIDEMENT, *op. cit.*, p. 192. Les condamnations en question se trouvent aux Archives dép. des Côtes-du-Nord dans les registres 5 K 5<sup>1</sup> et 5 K 5<sup>2</sup>. Délibérations et décisions du conseil de préfecture relatives aux travaux publics (an VIII-1827). D'autres arrêtés contenus dans les registres 3 K 11-3 K 13, Arrêtés relatifs aux établissements publics (an VIII-1814), autorisent certaines communes à procéder à des coupes extraordinaires.

La fréquence de ces délits et l'âpreté des controverses que nous avons résumées nous montre combien la question tenait au cœur des cultivateurs du littoral et quel rôle l'engrais marin continuait de jouer sous l'Empire, tout comme avant 1789, dans la vie agricole de la plus riche partie du département.

Quel était le rendement des procédés agricoles que nous venons de décrire ? Pour les cultures alimentaires nous sommes particulièrement bien renseignés. En raison de leur importance essentielle au point de vue du bien-être et de la tranquillité publique, elles sont l'objet de préoccupations constantes du ministre de l'Intérieur, puis de celui des Manufactures ayant l'agriculture dans son département<sup>88</sup> et du préfet. En 1812, le directeur des contributions directes, Denoual-Duplessix, estimait la superficie emblavée en céréales de toute nature à 181 ou 187.000 hectares. L'arrondissement de Guingamp, pour une superficie totale de 173.154 hectares, en aurait eu 30.387 en céréales ; Plouagat, chef-lieu de canton de cet arrondissement, aurait consacré en l'an XIV aux cultures alimentaires (légumes compris) 83.600 ares, dont 23.600 au seigle, 25.800 à l'avoine et 26.400 au sarrasin, contre 5.800 seulement au froment<sup>89</sup>. Les chiffres fournis par le préfet sont un peu inférieurs : 163.864 hectares en 1812, dont 32.000 en froment, 28.974 en seigle, 8.110 en orge, 40.450 en avoine, 47.800 en sarrasin<sup>90</sup>. En 1813, on descend à 159.700 hectares dont 31.000 en froment, 28.000 en seigle, 8.000 en orge, 39.000 en avoine, et 47.000 en sarrasin ; en 1814, à 159.200 hectares, dont 31.000 en froment, 28.000 en seigle, 8.000 en orge, 39.000 en avoine et 47.000 en sarrasin<sup>91</sup>. On voit que les céréales pauvres, amies des terres froides, l'avoine

88. *Les ministères français (1789-1811)*, p. 28. Collin de Sussy depuis le 16 janvier 1812.

89. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M. Subsistances, Produit des récoltes, Instructions, Correspondance et Tableaux (an VIII-1820), le directeur des contributions directes du département des Côtes-du-Nord au préfet, 7 décembre 1812, et 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), récolte de 1812, arrondissement de Guingamp, commune de Plouagat, emploi et produit des terres, 30 frimaire an XIV.

90. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M. Subsistances, Produit des récoltes, Instructions, Correspondance et Tableaux (an VIII-1820), questions adressées au préfet des Côtes-du-Nord par le ministre des Manufactures et du Commerce sur la récolte de 1812.

91. *Idem*, série de questions adressées à MM. les Préfets par le ministre de l'Intérieur. Récolte de 1813.

destinée aux chevaux et parfois à l'homme sous forme de bouillie, le seigle fournissant le pain noir du paysan, le sarrasin indispensable pour la confection de la « galette », l'emportent de beaucoup sur le froment dans l'économie rurale du département sous l'Empire. A cet égard, comme au point de vue de l'engrais, il y a peu de chose de changé par rapport à l'Ancien Régime.

La récolte de l'an VIII fut déficitaire, surtout en seigle et sarrasin; celle de l'an IX fut également mauvaise <sup>92</sup>. Avec l'an X nous retrouvons un excédent de 33.000 hectolitres <sup>93</sup>. La récolte de l'an XII fournit un excédent moyen de 6/10<sup>es</sup> sur les récoltes moyennes, allant même jusqu'à 10/10<sup>es</sup> pour le froment et 20/10<sup>es</sup> pour le sarrasin <sup>94</sup>. Celle de l'an XIII dépassait de 220 à 250 hectolitres (en y comprenant le reste de l'année précédente) les besoins de la consommation <sup>95</sup>. En 1806, la récolte est considérée comme bonne et voici les premiers chiffres précis : 588.000 hectolitres de froment, 441.000 de seigle, 442.625 de sarrasin, 18.375 d'orge, soit : 1.470.000 hectolitres (non compris l'avoine); en 1807,

92. Archives Nat., F<sup>11</sup> 338, Côtes-du-Nord (an II-an IX), état du produit des récoltes de l'an VIII dressé par le préfet du département, 23 vendémiaire an IX. Il évalue le déficit pour ces deux céréales « à 1.500.000 myriagrammes ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), le préfet des Côtes-du-Nord au préfet de la Loire-Inférieure, 2 floréal an IX (pour lui demander de lui envoyer des grains). « Là disette se fait ressentir d'une manière affreuse dans mon département ».

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), le préfet au ministre de l'Intérieur, 20 nivôse an XI.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII 1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 14 vendémiaire an XIII.

95. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 20 vendémiaire an XIV. Dans sa séance du 4 juin 1806, le conseil général émit dans les termes les plus pressants un vœu en faveur de la libre circulation des grains, précisément en raison de cette bonne récolte à laquelle succéda la non moins bonne récolte de 1806. Le département disait-il est littéralement engorgé de grains; Brest qui en était le débouché ordinaire était encombré. Il en résultait l'avisement des prix. Les fermiers ne pouvaient plus payer leurs propriétaires et délaissaient leurs fermes. En conséquence le conseil demandait « la liberté d'exportation la plus étendue jusqu'à ce que le prix du quintal métrique de froment s'élevât dans les marchés à 20 francs », et il chargea Armez de se rendre à Paris pour appuyer ce vœu auprès du Gouvernement. Mais celui-ci fit la sourde oreille. Cf. sur l'attitude du préfet lors de cette crise de surproduction, chap. II, p. 104, note 92.

600.000 hectolitres de froment, 440.000 de seigle, 420.000 de sarrasin, 20.000 d'orge; en 1808, bonne récolte excédant de 100.000 hectolitres les besoins de la consommation; mêmes résultats en 1809 <sup>96</sup>. En 1810, récolte médiocre; l'hiver fut trop pluvieux, le printemps et l'été trop secs. Le seigle, le froment et l'avoine souffrirent beaucoup, le déficit atteignit 204.328 hectolitres <sup>97</sup>.

En 1811, la récolte fut de 1.620.650 hectolitres, alors que la consommation était de 1.833.860 hectolitres <sup>98</sup>. En 1812, l'administration inquiète avait recommandé pendant l'hiver la culture de la pomme de terre, mais les résultats de la récolte dissipèrent ses appréhensions : 2.562.110 hectolitres, dont 416.000 de froment, 88.620 de méteil, 434.610 de seigle, 125.980 d'orge, 764.800 de sarrasin, 728.100 d'avoine, 4.000 de légumes secs et, en outre, 80.000 hectolitres de pommes de terre et farineux autres que les grains (65.000 de pommes de terre) <sup>99</sup>; celle de 1813 accuse une faible augmentation : 2.827.000 hectolitres de grains dont 483.600 hectolitres de froment, 92.400 de méteil, 524.000 de seigle, 148.800 d'orge,

96. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, Produit des récoltes. Instructions, Correspondance et Tableaux (an VIII-1820), état des récoltes pour 1803, et produit présumé des récoltes de 1807; 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 13 novembre 1807; 2 M 74, Correspondance du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 28 septembre 1808; *id.* à *id.*, 6 octobre 1809.

97. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 20 juin 1810, et M, Subsistances, Produit des récoltes, Instructions, Correspondance et tableaux (an VIII-1820), série de questions adressées à MM. les Préfets des départements par S. E. le ministre de l'Intérieur sur le produit des récoltes de 1810. Dans un état sans doute chronologiquement antérieur, le préfet avait été trop optimiste et il avait évalué la récolte du département à 2.098.485 hectolitres de grains de toute espèce, ce qui, en ajoutant le reste des années précédentes, aurait donné un excédent de 340.038 hectolitres sur les besoins de la consommation.

98. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, Produit des récoltes ... Récolte de 1811. D'une façon générale sur les mauvaises récoltes de 1811 et de 1812 et les mesures prises à cette occasion par l'administration napoléonienne, cf. E. VINCENS, *Notice sur la cherté des grains de 1811 à 1812*, dans le *Journal des Economistes*, août-novembre 1843, t. VI, p. 224-246.

99. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 6 mai 1812 et *id.* au ministre des Manufactures et du Commerce, 12 août 1812, et M, Subsistances, Produit des récoltes ..., questions adressées au préfet des Côtes-du-Nord par le ministre des Manufactures et du Commerce sur la récolte de 1812.



902.000 de sarrasin, 631.600 d'avoine, 4.800 de menus grains<sup>100</sup>; avec 1814 nous observons un léger fléchissement; 2.190.850 hectolitres, dont 435.550 de froment, 84.300 de méteil, 470.000 de seigle, 148.800 d'orge, 540.000 de sarrasin, 507.000 d'avoine, 5.200 de légumes secs, plus 70.000 de pommes de terre et 10.000 de châtaignes<sup>101</sup>. En somme, si l'on se borne à opérer sur ces trois dernières années, pour lesquelles seulement nous possédons des indications précises, nous arrivons à une moyenne de 2.526.653 hectolitres de grains, dont 445.050 hectolitres de froment, 88.440 hectolitres de méteil, 476.203 de seigle, 141.193 d'orge, 735.600 hectolitres de sarrasin et 622.233 d'avoine<sup>102</sup>. On remarquera la forte proportion du sarrasin et du seigle par rapport au froment; elle s'explique par la place que l'un et l'autre occupent non seulement dans la nourriture du bétail mais, ainsi qu'on l'a déjà dit, dans celle du paysan breton.

La pomme de terre n'est indiquée dans les statistiques de l'époque impériale que comme culture alimentaire d'appoint. En 1814, le préfet royaliste, le comte de Goyon, reconnaissait dans une lettre au secrétaire de la Société royale d'agriculture qu'elle était encore peu répandue et s'engageait à distribuer des avis imprimés par les soins de cette société pour recommander sa diffusion<sup>103</sup>. Il en est de même des cultures

100. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 septembre 1813 et M, Subsistances, Produit des récoltes ..., série de questions adressées à MM. les Préfets par le ministre de l'Intérieur. Récolte de 1813.

101. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet à M. le directeur général de l'agriculture, 7 septembre 1814, et M, Subsistances, Produit des récoltes, série de questions adressées au préfet sur la récolte en blés, 10 novembre 1814.

102. On rapprochera ces chiffres, que nous avons obtenus par le calcul, de ceux donnés pour une moyenne de 14 années, par CHAPTAL, *De l'industrie française*, Paris, 1819, 2 vol. in-8°, t. 1<sup>er</sup>, p. 172. Côtes-du-Nord. 416.000 hectolitres de froment, 523.230 de seigle et méteil, 27.000 d'orge, 864.800 de sarrasin, 24.000 d'avoine, 14.000 de pommes de terre, 40.000 de menus grains (le chiffre de l'avoine semble suspect). Cf. également à titre de comparaison avec un département voisin, P. VIARD, *Les subsistances en Ille-et-Vilaine sous le Consulat et l'Empire*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXII, 1917, p. 328-352 et 471-488, et t. XXXIII (1918-1919), p. 131-153 (indication du produit des récoltes).

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet à M. le secrétaire de la Société Royale d'Agriculture, 29 novembre 1814.

marais, aujourd'hui d'une importance si considérable dans la vie économique du département; au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on ne les rencontrait guère que dans les environs immédiats de Saint-Brieuc. Une lettre du maire au préfet du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIV décrit d'une façon fort claire cette culture suburbaine, intensive, et minutieuse. « Dans la partie rurale (de la commune) on emploie la charrue, on laisse les terres en jachère et on ne sème guère que des blés. Il n'en est pas ainsi près de la ville. On ne cultive qu'avec la bêche et point avec la charrue, on ne laisse pas reposer les terres qu'on fait produire à force d'engrais et de soins.

» Outre les blés, on y sème quantité de légumes tels que choux, oignons, poireaux, haricots et le travail se fait presque tout entier à bras d'homme... »<sup>104</sup>.

Il est curieux de constater l'absence complète dans les documents de renseignements sur les pommiers à cidre. Pourtant le gouvernement impérial a dû s'en préoccuper, tout au moins au point de vue de l'application de la loi sur les Droits Réunis. Par contre, en réponse à une circulaire du ministre de l'Intérieur du 3 décembre 1811, le préfet envoyait le 27 février 1812 des détails assez circonstanciés sur les plantations de châtaigniers du département. C'était l'arrondissement de Dinan qui était le plus favorisé sous ce rapport; il en contenait près de 150 hectares et dans tout le département la châtaigne était utilisée comme aliment, tantôt non écorcée, tantôt cuite à l'eau et souvent mélangée avec du lait et du cidre. Dans certaines communes de l'arrondissement de Dinan, en octobre et novembre, un repas par jour était exclusivement constitué par des châtaignes<sup>105</sup>.

Naturellement, le gouvernement impérial essaya d'introduire dans le département comme dans tout le reste de la France une autre culture alimentaire, support de toute sa politique douanière, celle de la betterave sucrière, mais il se heurta à de grosses difficultés. Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 28 mars 1811 prescrivit d'ensemencer 400 hec-

104. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (an IX-1806), fol. 130-131, le maire au préfet des Côtes-du-Nord, 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIV.

105. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 27 février 1812.

tares de betteraves dans le département. Le préfet répondit, le 6 avril, sur un ton peu enthousiaste qu'il ferait son possible pour donner satisfaction, mais qu'on ne devait pas s'attendre à des résultats bien brillants dans un pays où l'on n'avait jamais cultivé cette plante<sup>106</sup>. Provisoirement, il donna l'ordre d'ensemencer tout le terrain disponible de la pépinière départementale<sup>107</sup> et adressa aux sous-préfets une circulaire leur enjoignant de recruter dans leurs arrondissements des agriculteurs de bonne volonté, consentant à tenter l'expérience. Il fallait, ajoutait-il, « réagir contre les habitudes routinières qui dominent parmi le peuple des campagnes » et pour cela réunir au chef-lieu un certain nombre de propriétaires, de cultivateurs et de commerçants éclairés et aisés auxquels on expliquerait les avantages de cette culture<sup>108</sup>. C'était chose facile à dire, mais non moins aisée à faire, en raison tant de la méfiance des populations bretonnes à l'égard de toute innovation technique que de l'état économique général du département, alors peu prospère. Cependant, à Guingamp, le juge de paix Hello risqua l'aventure; à Lannion, le sous-préfet nomma une commission d'encouragement pour la culture de la betterave; elle comprit le maire Le Gouaziou, l'adjoint Guermaquer, le juge de paix Chauvin, Tanqueray, négociant, Hamel, médecin, Kergariou de Coatillou, propriétaire (28 mai 1811)<sup>109</sup>. Des instructions imprimées de Tessier, Barruel et Deyeux furent répandues par les soins de Boullé. Vains efforts : dans l'arrondissement de Dinan, le préfet le constate « avec peine, il ne voit aucune offre »<sup>110</sup>. Dans celui

106. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, le préfet au ministre de l'Intérieur, 6 avril 1811.

107. *Ibid.*

108. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1800-1812), le préfet aux sous-préfets, 16 mai 1811; *id.* à *id.*, 20 mai 1811. Même lettre au sujet du pastel. Il devait en être semencé 40 hectares dans le département.

109. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, le préfet au sous-préfet de Lannion, 14 juin 1811, et 4 K 3, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (1806-1813), fol. 173, arrêté du sous-préfet du 28 mai 1811. Cf. 2 M 1<sup>o</sup>, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (1811-1813), fol. 22-23, le sous-préfet de Lannion au préfet, 18 juin 1811 (incrimine le manque d'argent et la routine de ses administrés).

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet au sous-préfet de Dinan, 14 juin 1811; *id.* aux sous-préfets, 11 septembre 1811.

de Guingamp, l'exploitation de Hello, bientôt remplacé par sa veuve, née Le Deuc, resta un exemple isolé. Cette exploitation comprenait d'ailleurs, en octobre 1812, « 10 arpents métriques » avec 200.000 kilos de racines. Dans l'arrondissement de Lannion, il y eut aussi une dizaine d'hectares que l'on parvint à faire consacrer à la betterave et ce fut tout <sup>111</sup>. Pourtant l'administration impériale tenait à son idée. A peine réinstallé, l'Empereur, pendant les Cent Jours, prescrivit au préfet des Côtes-du-Nord par l'intermédiaire du directeur des manufactures de faire reprendre la culture de la betterave partout où elle avait été entreprise. Cette lettre fut transmise à la veuve Hello; toutefois, il est peu probable que ces nouvelles exhortations aient eu beaucoup plus de succès que les précédentes <sup>112</sup>. A la différence de certains autres départements, tels que le Nord et le Pas-de-Calais, la culture de la betterave ne progressa même pas pendant la Restauration dans les Côtes-du-Nord; les inspecteurs généraux de l'agriculture, dans leur rapport de 1844, la mentionnent encore dans ce département comme « une culture d'essai » <sup>113</sup>.

Ce n'est que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que la culture de la betterave se développa dans les Côtes-du-Nord et encore sous la forme fourragère et non pas sucrière, comme l'avaient rêvé les agronomes officiels de Napoléon. Par contre, le département pratiqua effectivement sous l'Empire deux autres cultures industrielles, textiles celles-là : le chanvre et le lin. C'est qu'elles étaient, comme on l'a dit plus haut, usitées depuis longtemps dans le pays. En 1810, l'arrondissement de Lannion possédait 1.540 hectares plantés en lin et 850 en chanvre; celui de Saint-Brieuc, 1.200 hectares en lin et 4 à 500 en chanvre, particulièrement dans les cantons de Paimpol, Plouha, Lanvollon, Châtelaudren et Lamballe; dans l'arrondissement de Dinan la superficie consacrée à ces deux

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre des Manufactures et du Commerce, 22 octobre 1812. Cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 311-312, note 1. L'administration bonapartiste avait aussi rêvé d'introduire dans les Côtes-du-Nord la culture du pastel, mais la nature pluvieuse du climat fit écarter tout de suite ce projet.

112. *Ibid.*, le préfet au directeur général des manufactures, 18 avril 1815.

113. *L'Agriculture Française*, par MM. les Inspecteurs de l'Agriculture, Paris, 1844, 1 vol. in-8°, p. 201.



textiles se montait à 1/20<sup>e</sup> ou 1/30<sup>e</sup> des terres labourables et on les rencontrait dans presque toutes les communes <sup>114</sup>.

Les deux arrondissements les moins riches en cultures de cette sorte étaient ceux de Guingamp et de Loudéac. Dans l'arrondissement de Guingamp on rencontre le chanvre un peu dans toutes les communes; le lin, par contre, est localisé dans les cantons de Pontrieux, Bégard, Plouagat, Guingamp et Belle-Isle-en-Terre. Au total, le lin n'occupe pas plus du 1/12<sup>e</sup> de terres labourables. Dans l'arrondissement de Loudéac le chanvre couvre environ 1.000 hectares, on le rencontre par lots de 6, 12 et 24 ares dans chaque ferme. Le lin ne couvre guère plus de 1/5<sup>e</sup> des terres labourables <sup>115</sup>. La graine de lin indigène dégénérant rapidement, on est obligé d'avoir recours à des semences d'origine étrangère. Avant la guerre, on les importait par mer de Russie (Riga, Libau, Memel), d'Allemagne (Dantzig, Königsberg, Lübeck) ou de Hollande. Depuis la guerre, on est obligé d'en faire venir par terre, soit du Finistère (région de Saint-Pol-de-Léon), soit de Belgique, ces graines étant du reste de qualité inférieure à celles originaires des pays baltiques <sup>116</sup>. Le rendement variait avec les terrains et avec la valeur de la graine. Dans l'arrondissement de Lannion, on calculait qu'il fallait 160 kilos de graine de lin étrangère, à l'hectare, contre 200 du pays, et l'on obtenait 1.500 kilos en verges (100 kilos préparés); un hectare de chanvre ensemencé avec 50 kilos rapportait 2.000 kilos en bâtons (600 kilos préparés) <sup>117</sup>. Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, l'hectare réclamait 200 kilos de graine de lin et de chanvre; il rapportait 15 à 1.600 kilos de l'un, 2 à 2.400 de l'autre; à Dinan, même rendement pour un ensemencement presque double; à Guingamp, rendement à peu près le même qu'à Lannion (700 kilos teillés, 200-250 kilos de lin en filasse); à Loudéac, 600 kilos de chanvre <sup>118</sup>. La récolte du lin et du chanvre alternait avec celle du froment ou de l'avoine. Semés en mars ou avril, dans un sol préparé par la charrue,

114. Archives Nat., F<sup>10</sup> 413, Chanvres et lins (an III-1814), Côtes-du-Nord, réponse à un questionnaire du ministre de l'Intérieur sur la culture du chanvre et du lin, 12 avril 1810.

115. *Ibid.*

116. *Ibid.*

117. *Ibid.*

118. *Ibid.*

engraissé d'une couche épaisse de fumier, autant que possible du goémon, puis ameublé à l'aide de la bêche, ces textiles subissaient ensuite l'opération du hersage répétée deux ou trois fois. On les sarclait quand ils étaient arrivés à une certaine hauteur et on les laissait mûrir sur place. Le chanvre était alors disposé par poignées de 1 kilo, dans des retenues d'eau appelées « douëts à rouir ou routoirs », où le retenant de grosses pierres dites « pierres d'affaissement », il y restait 9 à 10 jours. C'était le rouissage, après quoi on le séchait et on le ramassait dans les greniers. Le plus beau était teillé, celui de qualité inférieure était broyé pour faire de la filasse<sup>119</sup>. Le lin, lui aussi, était mis à rouir, mais il fallait plus de temps, 15 à 20 jours dans les douëts, 6, 8 à 9 jours en rivière. On le séchait ensuite en l'étendant sur les prés au soleil, on le pilait à l'aide d'une masse de bois, on le broyait avec la « mocque » ustensile de bois également, on le peignait au moyen d'un peigne de fer, puis de deux peignes de cuivre. Le lin formait alors des gousses que l'on enroulait sur la quenouille et que l'on filait avec le fuseau ou le rouet. Le résidu s'appelait l'étaupe<sup>120</sup>. Toutes ces opérations, symétriques du battage et du vannage des céréales, s'accomplissaient à la ferme, par les soins de la femme et des enfants. Aux enfants revenait le soin de surveiller le rouissage, à la femme et aux filles celui de manier la quenouille et le rouet pendant les longues veillées d'hiver, véritables réunions villageoises égayées par des chansons et des contes. Alors seulement le fil pouvait être livré au tisserand. Aucun de ces procédés n'avait varié depuis 1789 ni même depuis la fin du Moyen Âge<sup>121</sup>.

A côté des cultures proprement dites, l'autre mode d'activité agricole fondamentale du département des Côtes-du-Nord, c'était l'élevage. On a noté précédemment la forte proportion des terres incultes et des jachères : c'étaient là des ressources

119. Archives Nat., F<sup>10</sup> 413, Chanvres et lins (an III-1811), Côtes-du-Nord, supplément aux renseignements adressés le 12 avril 1810 à S. E. le ministre de l'Intérieur : méthode de rouissage du lin et du chanvre et procédés dont on fait usage pour en préparer la filasse.

120. *Ibid.*, Un état de renseignements sur les chanvres adressés à S. E. le ministre de la Marine en date du 24 mai 1811 également conservé dans F<sup>10</sup> 413, évaluée à 1.500.000 kilos la récolte annuelle du chanvre dans les Côtes-du-Nord.

121. Cf. F. BOURDAIS et R. DURAND. *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, travail déjà cité plus haut.

sommaires, mais tout de même d'une certaine valeur à ce dernier point de vue. Il faut y ajouter les prairies naturelles et artificielles pour la production du fourrage, les plantations de racines comestibles, les pailles provenant de la récolte des céréales, enfin pour partie deux de ces céréales elles-mêmes, l'avoine et le sarrasin.

Quant à l'étendue des prairies et des cultures de racines fourragères, nous ne possédons de statistique que pour les trois dernières années de la période que nous étudions. En 1813, le département des Côtes-du-Nord comprenait 33.854 hectares de prairies naturelles, 4.419 de prairies artificielles (luzerne, sainfoin et trèfle), 2.014 de racines fourragères (carottes, betteraves, raves et topinambours); en 1814 et 1815, 34.000 hectares de prairies naturelles, 4.000 d'artificielles et 2.300 de racines<sup>122</sup>. Le produit en 1813 en était évalué à 1.310.479 quintaux métriques de fourrage, tant vert que sec, pour les prairies naturelles, 224.500 pour les artificielles<sup>123</sup>, 77.500 de racines fourragères, 3.668.110 de paille. En 1814 et 1815 les chiffres sont les suivants : 1.178.000 quintaux de fourrage vert et sec pour les prairies naturelles, 179.000 pour les prairies artificielles, 80.000 de racines fourragères, 3.400.000 de paille; la récolte ayant été abîmée par les fortes gelées de 1814<sup>124</sup>.

A l'aide de ces divers produits, les Côtes-du-Nord entretenaient d'abord un assez important troupeau de chevaux. Décimé par les réquisitions de la Révolution, il se reconstitua pendant les premières années de régime napoléonien et comptait en 1809, 58.829 têtes (chevaux entiers, chevaux hongres, juments, poulains et pouliches), dont 24.561 mâles. L'année suivante, le préfet estimait le nombre de ces derniers à 24.000 seulement, dont 6.000 hongres<sup>125</sup>. Il est probable que les nou-

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, Produit des récoltes, Instructions, Correspondance et Tableaux (an VIII-1820), produit des récoltes en fourrages en 1813, 15 décembre 1813; produit des récoltes en fourrages en 1814; produit des récoltes en fourrages en 1815, 12 octobre 1815.

123. *Ibid.*

124. *Ibid.*

125. Archives Nat., F<sup>10</sup> 510, Animaux domestiques (1795-1811), état des chevaux, bêtes à cornes et à laine existant dans le département des Côtes-du-Nord, 17 août 1809, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 20 septembre 1810.

velles réquisitions des années 1813, 1814, 1815 le réduisirent de nouveau. La race était particulièrement bonne dans les arrondissements de Lannion et de Saint-Brieuc, où l'on prisait surtout les juments de Lamballe, Moncontour et Saint-Brieuc. Venaient ensuite les arrondissements de Dinan et de Guingamp, enfin celui de Loudéac avec ses mauvais « bidets ». La taille des chevaux des Côtes-du-Nord variait de 1 m. 46 à 1 m. 52<sup>126</sup>. On a vu que l'Ancien Régime s'était déjà préoccupé d'en améliorer la reproduction et qu'il avait dans ce dessein établi des haras. La Révolution les avait supprimés et la conséquence de cette mesure avait été l'abâtardissement de la race<sup>127</sup>. Le conseil d'arrondissement de Lannion, dès sa session de l'an VIII, signalait le mal et réclamait le remplacement des haras par un système de primes aux éleveurs<sup>128</sup>. Le conseil général, dans sa session de la même année, votait 2.000 francs de crédit à cet effet (100 francs à chacun des deux plus beaux étalons de chaque arrondissement, 50 francs à chacun des quatre plus beaux qui suivraient). Ce crédit fut renouvelé en l'an IX, porté à 4.000 en l'an X et à 5.000 francs en l'an XI<sup>129</sup>. En outre, le ministre de l'Intérieur, par une lettre du 28 thermidor an XI, accorda 3.800 francs de primes aux plus beaux chevaux de race française amenés aux foires de Pontrieux du 27 fructidor an XI et de Lannion du 7 vendémiaire an XII (600 francs, pour la première, 3.200 francs pour la seconde)<sup>130</sup>. Un arrêté préfec-

126. Archives Nat., Fl<sup>o</sup> 510, Animaux domestiques (1795-1811), état des chevaux ... 17 août 1809.

Chaptal attribue aux trois départements des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan une population chevaline totale de 129.323 animaux au-dessus de 4 ans, et 64.675 poulains. De *l'Industrie française*, t. I<sup>er</sup>, p. 193. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 421 cite un rapport de « M. Le Normand, baron de Turnelem, inspecteur général des Haras de 1812 », d'après lequel le département des Côtes-du-Nord aurait possédé à cette date, 33.794 chevaux et 37.156 juments.

127. DUVERGIER, t. I<sup>er</sup>, p. 413, loi du 29 janvier 1790. Cf. *Grande Encyclopédie*, article : Haras.

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Registre de délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 2-3, séance du 16 messidor an VIII.

129. Archives Nat., Fley, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séances des 6-7 thermidor an VIII, du 23 germinal an IX, du 14 prairial an X, du 23 floréal an XI. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 21-27, 56-58, et 160-161; 1 N 12, fol. 23-27.

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an VIII-an XII), fol. 180, arrêté du 12 fructidor an XI.



toral nomma des jurys chargés de la distribution de ces primes. Chacun d'eux comprenait un vétérinaire président, deux cultivateurs et deux marchands de chevaux<sup>131</sup>. Les récompenses échurent à des cultivateurs de Plouguiel, Ploubezre, Ploumilliau, Pleubian, Pleumeur-Bodou, Pleumeur-Gautier, Plouguiel, Plougrescant, Yvias, Penvenan, Plouëc, c'est-à-dire originaires précisément du cœur du Trécorrois, où l'élevage chevalin était pratiqué depuis un temps immémorial<sup>132</sup>. Mêmes mesures en l'an XIII et même composition du jury ou à peu près (on y remarque deux anciens militaires), et en l'an XIV<sup>133</sup>. Toutefois, le conseil général, à cette date, jugeait le montant de ces primes insuffisant, et sollicitait du ministre de l'Intérieur un crédit de 10.000 francs pour l'achat d'étalons de race étrangère<sup>134</sup>. Précisément à la même époque, le Gouvernement modifia ses procédés d'encouragement à l'élevage du cheval et revint au système de l'Ancien Régime. Le décret impérial du 4 juillet 1806 créait 6 haras et 30 dépôts d'étalons auxquels était affecté un crédit annuel de 2 millions. D'autre part, tout propriétaire pouvait présenter et faire approuver par les inspecteurs de ces établissements les étalons qu'il destinait à la monte<sup>135</sup>. Des primes leur seraient réservées pour cela sur le crédit de 2 millions, ainsi que des prix aux courses. Ces solennités sportives dont la tradition remontait en Bretagne au Moyen Age étaient devenues à la mode en France, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'imitation de l'Angleterre. Le Directoire avait songé à en faire une institution officielle destinée à favoriser l'élevage du cheval. Ce fut Napoléon qui réalisa cette pensée par le décret du 31 août 1805 : ce décret orga-

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, fol. 182-183, arrêté du 23 fructidor an XI.

132. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1806), fol. 17-18, arrêté du 23 ventôse an XII.

133. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 42, arrêté du 2 vendémiaire an XIII; fol. 43, arrêté du 4 vendémiaire an XIII; fol. 46, arrêté du 28 vendémiaire an XIII; fol. 91, arrêté du 1<sup>er</sup> brumaire an XIV.

134. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séances du 12 floréal an XIII et du 12 juin 1806. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, fol. 27-28, et 1 N 14, fol. 19-20.

135. DUVERGIER, t. XVI, p. 2-6 avec tableau annexe. L'arrondissement de l'Ouest devait avoir un haras à Langonnet (Morbihan) avec 80 étalons et 5 dépôts, dont un pour les « Côtes-du-Nord ... de préférence à Dinan ou sur les limites de l'Ille-et-Vilaine » avec 30 à 40 étalons.

nisait les courses dans six départements particulièrement adonnés à l'élevage du cheval, parmi lesquels les Côtes-du-Nord<sup>136</sup>. Etudions le fonctionnement de ce nouveau régime dans le département. Le décret ne spécifiait pas dans quelle ville serait installé le dépôt d'étalons. On avait d'abord songé à Plancoët, où un sieur Robinet-Pichardais offrait des bâtiments lui appartenant. Mais le préfet, dans une entrevue avec le général inspecteur des haras qui en avait constaté l'état de délabrement, se prononça pour Lamballe qui avait possédé un haras avant la Révolution dans l'ancienne caserne, dite Micault-Mainville, ou, à défaut de Lamballe, pour Dinan (ancien couvent Sainte-Catherine)<sup>137</sup>. Et dans une lettre au conseil général, à l'occasion de sa session d'octobre, il préconisait le choix de Lamballe, où les dépenses d'installation ne coûteraient que 6 à 7.000 francs, tandis qu'elles s'élèveraient à Dinan jusqu'à plus de 15.000<sup>138</sup>. Le dépôt abriterait au moins 30 étalons, avec écurie, greniers à fourrages, cour et logements pour le personnel (1 chef de dépôt, 1 garde-magasin, 1 vétérinaire et 1 palefrenier). Les frais de l'installation devaient être supportés par le département. Et comme le conseil général tardait à voter ces crédits, il renouvela sa demande en 1809. Même demande en 1810<sup>139</sup>. Il n'eut pas plus de succès; en 1811 et 1812, les étalons détachés du haras de Langonnet (Morbihan), dans le département des Côtes-du-Nord, durent encore se contenter à Lamballe d'une installation provisoire. Ces étalons étaient au nombre de quatre; huit autres furent répartis dans les communes et chez les propriétaires qui s'étaient les plus distingués dans l'élevage du cheval, à Pleubian, à Trédarzec, au château de Lorges,

136. Manque dans DUVERGIER, ainsi que dans le *Bulletin des Lots*. Mentionné dans la *Grande Encyclopédie*, article Courses comme « le premier acte officiel concernant les courses » en France. Les six départements en question étaient : l'Orne, la Corrèze, la Seine, le Morbihan « ou les Côtes-du-Nord », la Sarre, les Hautes-Pyrénées.

137. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 30 avril 1807.

138. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au conseil général du département, 21 octobre 1807.

139. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, le préfet au conseil général du département, 10 janvier 1809, et 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), *id.* à *id.*, 16 février 1810.

chez le régisseur Baron-Dutaya, enfin à la Villehellio, en Plourhan, chez Courson de Lizandré, dont nous avons déjà étudié les tentatives de défrichement et que nous retrouvons un peu plus loin comme éleveur émérite<sup>140</sup>. Parmi ces étalons se trouvaient des normands très propres à améliorer les juments indigènes et à leur faire produire des carrossiers de plus haute taille. En 1814, on expulsa les étalons de Lamballe du local qu'ils occupaient pour y parquer des prisonniers de guerre et on dut, faute de mieux, abriter les chevaux dans les écuries d'une auberge pêle-mêle avec les juments et les chevaux des voyageurs. Il en résulta des accidents dont les palefreniers furent les premières victimes. Sur les réclamations du directeur du haras de Langonnet, le préfet donna l'ordre au maire de les isoler dans la mesure du possible<sup>141</sup>. L'année suivante, en 1815, la vie publique ayant repris son cours normal, la répartition des étalons se fait comme précédemment; quelques changements sont à noter, Saint-Brieuc en reçoit 2 ou 3, un propriétaire noble, de Kergariou, à Coatilliau, en Ploubezre, 2. Sur la proposition du nouveau directeur du haras de Langonnet, de Charnacé, le directeur de l'agriculture annonçait à cette date son intention d'accorder des primes de 100 francs et de 50 francs à divers éleveurs des environs de Lamballe<sup>142</sup>. Toutefois, ni la ville ni le département n'avaient pas encore pu se procurer un local convenable. Ce ne fut qu'en 1824 qu'un haras ayant été établi à Lamballe, le conseil municipal fit l'acquisition de différents immeubles, dont la caserne Micault-Mainville, pour 25.000 francs<sup>143</sup>.

Quant aux courses, les premières qu'ait connues le département des Côtes-du-Nord eurent lieu en 1807, près de Saint-Brieuc, sur la grève « qui va des salines de Cruchon jusqu'au gué de Hillion », c'est-à-dire sur cette piste naturelle de sable fin qui forme à marée basse l'anse d'Yffiniac; 9 chevaux seu-

140. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, le préfet à M. le directeur du haras de Langonnet, 8 mars 1811 et *Journal des Côtes-du-Nord*, 26 mars 1812, n° 216, circulaire du préfet aux maires du département, 30 mars 1812.

141. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1815), le préfet au maire de Lamballe, 1<sup>er</sup> avril 1814.

142. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, le préfet à MM. les maires du département, 27 janvier 1815.

143. C. QUERNEST, *op. cit.*, p. 111.

lement y prirent part <sup>144</sup>. L'année suivante, ce chiffre s'élève à 33, dont 10 étalons; en 1809, à 32, dont 12 étalons; en 1810, à 25; en 1811, à 31; en 1812, à 30 <sup>145</sup>. Avec les mauvaises années 1813, 1814 et 1815 le nombre des chevaux inscrits baisse très sensiblement (8, 9 et 7) <sup>146</sup>. Presque toujours les chevaux qui participent à ces épreuves sont originaires du département; exceptionnellement on constate la présence de concurrents venant du Finistère, de Rennes et même de Paris. Les courses avaient lieu à la fin de juin et duraient trois jours, la première étant une « course d'essai ». C'était une fête pour la ville de Saint-Brieuc et même pour le département; il y avait une certaine affluence d'étrangers. Toutes les autorités civiles et militaires, maire, général et préfet en tête, escortées par la gendarmerie et la compagnie de réserve assistaient à ces courses dont le *Journal des Côtes-du-Nord* se complaît à donner une relation détaillée <sup>147</sup>. En 1809, on y remarque la présence de l'inspecteur général des haras de Beaufranchet en tournée dans le département <sup>148</sup>. En 1811, le grand prix est gagné par un cheval de Carhaix, « de la vraie race des bidets », monté suivant l'usage breton par un jockey rustique sans selle ni éperons : le soir, le vainqueur revint triomphalement à Saint-Brieuc <sup>149</sup>. C'était le préfet qui, par arrêté, proposait au ministre de l'Intérieur les personnalités du département aptes à constituer le jury des récompenses. En 1807, nous relevons dans ce jury les noms de Dermitte, trésorier-payeur, Veillet-Dufrèche, Mazurié, Goasmeur fils, commerçants; Revel, propriétaire à Lamballe; Bouttier, fils, propriétaire de Dinan, Robinet de la Pichardais et Paul Suart, agriculteurs à Plancoët et à Châtelaudren et, pour finir, celui du général Valletaux <sup>150</sup>. Un peu plus tard, en 1810, y figurent Le Lagadec

144. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, Registre des courses de chevaux qui ont eu lieu dans le département des Côtes-du-Nord (1807-1847).

145. *Ibid.*

146. *Ibid.*

147. *Journal des Côtes-du-Nord*, 4 juillet 1811, n° 102. Variétés.

148. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics, le préfet au ministre de l'Intérieur, 26 juin 1809.

149. *Journal des Côtes-du-Nord*, numéro cité.

150. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1808), fol. 159-160, arrêté du 11 avril 1807.



de Kéroué, ancien officier de cavalerie, adjoint de Loguivy-Plougras, Grégoire Guermaquer de Lannion, de la Fruglaye, propriétaire à Lamballe, Bouan, négociant à Quintin, Carré, directeur de Forges, Houvenagle, négociant et propriétaire à Saint-Brieuc, Bonamy, directeur des Droits Réunis; en 1811, Haugomar, propriétaire à Jugon, de Kergariou, propriétaire à Ploubezre, de Foucaud, propriétaire et maire de Bréhand-Moncontour, Dorléans, ex-officier de cavalerie. Militaires retraités, négociants aisés, et surtout hobereaux du voisinage, voilà déjà constituée l'élite sportive des hippodromes de province de nos jours<sup>151</sup>. Quant aux chevaux primés, ce sont le plus souvent des animaux originaires de la région de Rostrenen-Carhaix; une famille d'éleveurs de ce pays, les Calohar, vit ses écuries plusieurs fois récompensées, notamment en 1809, 1811, 1812, 1813 et 1814<sup>152</sup>. En 1812, un cheval appartenant à François Calohar, primé à Saint-Brieuc l'année précédente, participa aux courses de Paris du 11 octobre pour le Grand-Prix de 4.000 francs. Il remporta 2.000 francs<sup>153</sup>. Comme

151. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (1808-1814), fol. 64, arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1810 et fol. 86-87, arrêté du 20 mars 1811.

152. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, Registre des courses de chevaux qui ont eu lieu dans le département des Côtes-du-Nord (1807-1847).

153. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814), fol. 127, arrêté du 23 octobre 1812. Cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 315-317. Les courses de Saint-Brieuc paraissent au gouvernement impérial assez importantes pour que le *Moniteur* leur consacre à trois reprises des comptes rendus assez longs et assez élogieux (numéros du 26 juillet 1807, du 25 juin 1808, et du 24 juin 1812). Ce dernier article est rétrospectif et fait l'historique de ces courses depuis leur fondation en 1807, d'après le *Journal des Côtes-du-Nord*. Il se termine par les lignes suivantes : « En 1811 le nombre des spectateurs qu'attirèrent les courses fut incomparablement plus grand qu'en 1807.

» Cette circonstance sur laquelle on a cru devoir s'arrêter est d'autant moins indifférente, que parmi ce grand nombre de spectateurs il en est plusieurs qui peuvent acheter et qui ont même acheté, à l'issue des courses, partie des chevaux admis à y concourir. Le Gouvernement, à la sollicitude paternelle de qui rien n'échappe, a si bien senti quel mouvement pouvait imprimer au commerce cette nombreuse réunion de riches propriétaires et d'amateurs éclairés, qu'à la suite des courses il a établi à Saint-Brieuc une foire qui s'y est tenue pour la première fois le 1<sup>er</sup> juillet 1811. Cette circonstance est encore un des avantages dont cette année peut se prévaloir sur les années précédentes.

» Il résulte de ce rapprochement que les courses de 1811 ont sur celles de 1807 trois avantages. Le premier naît d'une plus forte concurrence puisqu'elle est dans la proportion de 31 à 9 chevaux. Le second, de ce que le temps employé à parcourir l'espace déterminé a été moindre de plus d'un sixième en 1811 qu'en 1807. Le troisième, c'est qu'indépendamment de la différence remarquée

l'écrivait le préfet au ministre de l'Intérieur, le 8 juillet 1811, le but que l'on s'était proposé en instituant les courses de Saint-Brieuc, encourager les éleveurs du pays et non pas les spéculateurs, se trouvait donc véritablement rempli <sup>154</sup>. Quelquefois le cheval primé est acheté par les haras. Ce fut le cas du vainqueur de 1807, acquis comme étalon par le haras de Langonnet, et employé plus tard à la monte dans le département <sup>155</sup>. En 1813, une décision du ministre de l'Intérieur ayant réparti les courses de l'Empire français en trois classes, celles de Saint-Brieuc furent rangées dans la seconde classe avec trois prix de 300 francs l'un pour les chevaux entiers de cinq ans, le second pour les juments du même âge, le troisième pour les chevaux et juments de six ans et au-dessus <sup>156</sup>.

En dehors des prix décernés aux courses, on continua du reste de distribuer des primes dans les principales foires. Par

entre, le nombre de chevaux, les courses des Côtes-du-Nord, d'abord fréquentées en petit nombre par les seuls habitants du département, le sont aujourd'hui par des habitants de diverses contrées de l'Empire.

» Quelque sensibles qu'aient été les progrès des courses, s'ils n'ont pas été plus grands. c'est que le temps qui s'est écoulé depuis leur établissement n'a pas encore permis de former des élèves pour s'y présenter, puisque leur création ne date que de cinq ans et qu'aucun cheval ne peut être admis à y concourir au-dessous de cet âge. Si l'on considère d'un côté avec quelle lenteur se propage l'esprit des institutions nouvelles, le grand nombre d'obstacles qu'elles rencontrent à leur naissance parmi la classe qui s'en trouve la plus favorisée, on sentira pourquoi les progrès des courses ont dû être nécessairement moins rapides qu'ils ne le seront maintenant que toutes ces causes n'existent plus.

» Aujourd'hui que l'existence des courses a acquis un aussi grand degré de certitude que de publicité, que leurs avantages étant mieux sentis seront plus enviés, que le temps a cessé d'être un obstacle pour devenir un moyen, que les idées saines en cette partie ont prévalu, n'est-on pas en droit d'espérer comme de conclure que tous les regards ainsi que tous les efforts vont se diriger vers cette branche importante de l'économie rurale à laquelle bientôt on verra prendre un très grand essor parmi nous, lorsqu'en consacrant ses moyens et ses veilles à la formation et à l'éducation d'un grand nombre d'élèves, les propriétaires et les cultivateurs auront plus que jamais l'espoir de trouver la récompense de tous leurs sacrifices dans la munificence du Gouvernement qui trouve lui-même dans la propagation de chevaux vites le fruit de cette munificence ? »

154. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 juillet 1811.

155. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, Registre des courses de chevaux ... courses de 1810.

156. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814), fol. 130-132, arrêté du 20 mai 1813. Aux courses de 1814 il n'y eut que très peu de chevaux à participer aux épreuves, le département « étant épuisé par les levées successives », le préfet au directeur général de l'agriculture, 25 août 1814, Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75.

une décision du 19 décembre 1806, le ministre de l'Intérieur avait décidé que ces primes seraient attribuées alternativement aux éleveurs des quatre arrondissements de Lannion, Saint-Brieuc, Dinan et Guingamp<sup>157</sup>. On commença, en 1807, par celui de Dinan; à la foire du Carême, un jury nommé par le préfet distribua 1.500 francs à des chevaux originaires de Corseul et de Maroué pour la plupart<sup>158</sup>. En 1813, ce fut le tour de l'arrondissement de Lannion. Le jury des primes y distribua 1.100 francs<sup>159</sup>. Même le conseil d'arrondissement de Lannion, dans sa session de 1810, estimait ce mode d'encouragement supérieur à celui des courses et, pour un peu, eût demandé la suppression de ces dernières, sans doute, parce qu'elles profitaient surtout à la ville de Saint-Brieuc<sup>160</sup>. L'administration impériale maintint toutefois concurremment les deux procédés jusqu'à sa chute.

À côté de l'élevage du cheval, celui des bêtes à cornes constituait une source de richesse importante pour le département des Côtes-du-Nord. En 1809, un état statistique transmis par le préfet au ministre évaluait son troupeau bovin à 10.727 taureaux, 15.473 bœufs, 10.005 vaches au-dessus de deux ans, 26.828 génisses et 19.776 veaux, soit 83.469 têtes de gros bétail<sup>161</sup>. En 1813, il y a augmentation : 7.340 taureaux, 22.812 bœufs, 93.341 vaches, 27.350 génisses, 30.425 veaux, soit 187.263 têtes<sup>162</sup>. C'est l'arrondissement de Guingamp, qui possède le contingent le plus important; c'est là aussi que la race est la meilleure; viennent ensuite, pour la quantité et la qualité, ceux de Saint-Brieuc, Lannion et Dinan, au dernier

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 150, arrêté du 22 janvier 1807.

158. *Ibid.*, fol. 155-156, arrêté du 18 mars 1807.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814), fol. 138-139, arrêté du 18 novembre 1813.

160. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 51-53.

161. Archives Nat., F<sup>10</sup> 540, Animaux domestiques (1795-1811), état des chevaux, bêtes à cornes et à laines existant dans le département des Côtes-du-Nord, 17 août 1809. CHAPTAL, *De l'industrie française*, t. 1<sup>er</sup>, p. 197, reproduit ces chiffres — à l'exception de celui des veaux — et les situe en 1812.

162. Archives Nat., F<sup>10</sup> 530-531, Bêtes à cornes (1812-1814), le comte de Goyon au directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et des manufactures, 16 août 1814 (réponse à une circulaire du ministre de l'Intérieur du 22 mai 1813 sur la statistique bovine).

rang celui de Loudéac<sup>163</sup>. Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc chaque ferme a en général de 5 à 10 vaches suivant son importance; dans celui de Lannion, de 6 à 16; dans celui de Dinan, de 6 à 10; dans celui de Guingamp de 8 à 14 bêtes à cornes, dont 4 bœufs dans les grosses fermes; dans celui de Loudéac, 12 à 15 bêtes. En somme, petit élevage correspondant à petite culture<sup>164</sup>. Cet élevage a un double objet; la production de la viande de boucherie et celle du beurre. Les bœufs, d'un tiers plus nombreux que les taureaux, sont des bêtes de boucherie plus que de travail : le labour se faisant d'ordinaire avec des chevaux. Une partie, ceux atteignant le poids moyen de 150 kilos, était consommée sur place, l'autre était exportée hors du département<sup>165</sup>. Les 93.000 vaches laitières du département, produisant chacune annuellement 600 litres de lait, donnaient également chaque année 3.720.000 kilos de beurre dont les deux tiers consommés sur place, le surplus exporté dans les départements voisins (Finistère, Loire-Inférieure, Ile-et-Vilaine) et jusque dans la Gironde. C'était l'arrondissement de Saint-Brieuc qui venait en tête avec 960.000 kilos, et, dans cet arrondissement, les cantons de Saint-Brieuc, Quintin, Plœuc et Lamballe; puis celui de Guingamp, 830.000 kilos, avec les cantons de Guingamp, Belle-Isle-en-Terre et Callac, et celui de Loudéac, 572.000 kilos (Loudéac, Merdrignac, Corlay et Uzel), serrés de près par Dinan 828.000 kilos; l'arrondissement de Lannion avec ses terres riches en blé, peu propices à l'élevage, ne produit que 520.000 kilos (Plouaret, La Roche-Derrien)<sup>166</sup>. La fabrication du fromage était inconnue. En 1812, un certain Lambert Le Cerf, de Châtelaudren, demanda à installer dans cette commune une fabrique de fromages « façon livarot, cantal, gruyère et hollandaise »; il sollicitait pour cette raison

163. Archives Nat., F<sup>10</sup> 510, Animaux domestiques (1795-1811), état des chevaux ... 17 août 1809.

164. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M<sup>2</sup>, Statistique générale (an VIII-1858), renseignements sur le prix courant des bestiaux et des poulains sur l'étendue des fermes, les divers modes d'assolement et diverses autres branches de l'économie rurale fournis par le préfet, 5 avril 1810.

165. Archives Nat., F<sup>10</sup> 530-531, Bêtes à cornes (1812-1814), le comte de Goyon au directeur général de l'agriculture, du commerce, des arts et manufactures, 16 août 1814.

166. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), produit du beurre en 1813, 7 septembre 1814.



un secours de 4 à 500 francs; la commune étant dépourvue de ressources, cette proposition fut rejetée <sup>167</sup>.

Les moutons étaient nombreux dans les Côtes-du-Nord au début du siècle; la vaste étendue des jachères et des landes leur offrait des pâturages copieux autant qu'économiques. La statistique de 1809 les évalue à 6.217 béliers, 25.236 moutons, 64.265 brebis, 37.475 agneaux, soit un total de 133.193 bêtes à laine <sup>168</sup>. C'est l'arrondissement de Saint-Brieuc qui présente la plus forte population ovine, 53.680 têtes; vient ensuite Dinan avec 28.956, Guingamp avec 23.070, Loudéac avec 14.475 et Lannion avec 13.012. Pour la production en laine, Chaptal dans son livre *De l'industrie française* donne le chiffre de 136.856 kilos comme rendement moyen annuel. Ces laines n'étaient mises en vente qu'après un léger lavage, équivalent au lavage sur le dos, ce qui leur faisait perdre à peu près la moitié de leur poids; on les vendait de 3 fr. 80 à 4 fr. 50 le kilogramme <sup>169</sup>.

Nous n'avons pas de renseignements sur les porcs du département. Chaptal qui donne le chiffre de 3.900.000 porcs pour toute la France ne paraît pas s'être préoccupé de leur répartition par départements <sup>170</sup>. Le porc a pourtant occupé de tout temps la place d'honneur sur la table du paysan breton. En 1810, le préfet dans les documents qu'il transmettait au ministre sur le prix courant des bestiaux, signalait la présence moyenne dans les fermes de 2, 4 et parfois 6 porcs valant, engraisés, de 30 à 100 francs, suivant les arrondissements et les années <sup>171</sup>. Aucune précision non plus sur les volailles. Nous savons, par contre, que l'apiculture était pratiquée avec succès. En l'an XIII un négociant de Saint-Brieuc François Jouannin faisait hommage au préfet du manuscrit d'un « Almanach du cultivateur pour le soin des abeilles » qu'il venait de composer et lui demandait de le faire imprimer

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet (1812-1815), le préfet au maire de Châtaudren, 23 novembre 1812.

168. Archives dép. des Côtes-du-Nord, F<sup>10</sup>, Animaux domestiques (1795-1811), état des chevaux ... 17 août 1809.

169. *Ibid.* CHAPTAL, *De l'industrie française*, t. I<sup>er</sup>, p. 178 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre de l'Intérieur, 15 février 1813.

170. *De l'industrie française*, t. I<sup>er</sup>, p. 224.

171. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), renseignements sur le prix courant des bestiaux, etc., 5 avril 1810.

aux frais du département<sup>172</sup>. En 1812, en réponse à une enquête du ministre de l'Intérieur, le préfet faisait de la question l'exposé suivant : l'élevage des abeilles, quoique pratiqué d'une manière défectueuse, constituait une branche importante de l'économie rurale dans les arrondissements de Saint-Brieuc, Dinan, Loudéac et dans une partie de celui de Guingamp, en raison de l'abondance du sarrasin et des plantes aromatiques dans la végétation des landes. Les ruches construites en paille ou en bois de bourdaine affectant la forme de cloches produisaient chacune de 10 à 15 kilos de miel et de 1 à 1 kilo 1/2 de cire représentant une valeur de 8 à 10 francs en argent. Il évaluait la production totale de la cire à 10 ou 15.000 kilos et à 1.000 ou 1.500 hectolitres de miel<sup>173</sup>.

Pour favoriser ces différentes sortes d'élevage, l'administration napoléonienne adopta toute une série de mesures protectrices. Avant tout, elle se préoccupa de préserver les troupeaux contre deux dangers permanents : les loups et les épizooties. La législation révolutionnaire en matière de chasse avait amené dans les régions limitrophes des forêts le pullulement des loups. Les décrets du 2 et 3 novembre 1789 et 22-30 avril 1790 avaient supprimé les officiers de louveterie de l'Ancien Régime et abandonné en principe aux particuliers le soin de se défendre contre les animaux nuisibles ; dispositions tempérées toutefois par le décret du 26 septembre-6 octobre 1791 qui invitait les corps administratifs à les y encourager par des primes<sup>174</sup>. Mais les difficultés financières des dernières années n'avaient pas toujours permis de les payer régulièrement. C'est contre cet abus que réclamait le conseil général dans sa session du 25 germinal an IX<sup>175</sup>. Dès l'année précédente, le préfet par un arrêté du 9 prairial an VIII avait dû imputer, faute de crédits spécifiques, une somme de 150 francs à verser à un chasseur de Saint-Agathon sur les

172. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet à M. François Jouannin à Saint-Brieuc, 18 pluviôse et 27 floréal an XIII.

173. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 4 septembre 1812.

174. DUVERGIER, t. I<sup>er</sup>, p. 64-65 et 184-186.

175. Archives Nat., Flcv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 25 germinal an IX. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 58-63. Cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. III, p. 44, note 1. En l'an VII on avait tué 166 louveteaux, 63 loups, 30 louves, chiffres considérables.

centimes additionnels du département<sup>176</sup>. A partir de l'an XI, un crédit régulier de 1.500 francs affecté à cette destination figure dans les dépenses annuelles du département<sup>177</sup>. C'était là une dépense fort utile; en 1813, on tua encore 33 loups, 26 louves non pleines et 23 louveteaux, surtout dans la région de Loudéac; en 1815, dans les six premiers mois, 10 loups, 10 louves non pleines et 4 louves pleines<sup>178</sup>. De temps en temps, à la demande des maires des communes, le préfet ordonnait des battues. Ainsi en floréal an XI, trois dimanches de suite, les habitants de Saint-Gilles-Pligeaux, Kerpert et Saint-Conen coururent le loup<sup>179</sup>. Enfin, le gouvernement impérial, reprenant sur ce point comme sur tant d'autres les traditions de l'Ancien Régime, rétablit les officiers de louveterie. Un décret du 8 fructidor an XII les rattacha hiérarchiquement au grand veneur Berthier, prince de Neufchâtel, qui les nommait et celui du 1<sup>er</sup> germinal an XIII réglementa leurs attributions<sup>180</sup>. Il y avait par département un lieutenant de louveterie et, par conservation forestière, un capitaine. Leurs fonctions conférées pour un an étaient purement honorifiques. Dans le département des Côtes-du-Nord, elles furent remplies d'une façon assez médiocre, de 1806 à 1808, par un certain Doré « peu fortuné et n'ayant pas d'équipage », sur lequel nous ne possédons pas d'autres renseignements. En 1808, il démissionna et fut remplacé, sur la proposition du préfet, par Grégoire-Guermaquer de Lannion, « riche, passionné pour la chasse », qui entretenait depuis deux ou trois ans l'équipage de valets et de chiens prévu par le décret de germinal<sup>181</sup>.

176. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 8, arrêté du 9 prairial an VIII.

177. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 14 prairial an X : état des dépenses variables pour l'an XI; séance du 23 germinal an XII. Les ravages des loups dans le département sont tels que quelques hommes ont été grièvement blessés. Les primes sont de 24 fr. par louve, 18 par loup, 9 par louveteau. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 171-173 et 1 N 12, fol. 70-71.

178. Archives Nat., F<sup>10</sup> 410, Destruction des loups (1806-1812) et 472, *Id.* (1814-1815).

179. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 150, arrêté du 2 floréal an XI.

180. DUVERGIER, t. XV, p. 97.

181. *Almanach Impérial* (1807-1815). Lieutenants de louveterie (par conservation forestière), Côtes-du-Nord. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 58, Correspondance extérieure du préfet relative à la police (an XIV-1808), le préfet à S. E. le prince de Neufchâtel, grand veneur, 25 mai 1808. Le gouvernement impérial ne

Guermaquer devait rester titulaire de cette charge pendant toute la durée de l'Empire et même sous la Restauration<sup>182</sup>.

A l'égard des épizooties, la législation révolutionnaire et impériale ne fit guère que de reprendre en les développant les mesures prophylactiques inaugurées, comme on l'a vu, par l'Ancien Régime dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sous la Révolution les administrations municipales, à partir du Consulat les préfets comptent parmi leurs attributions la police sanitaire des animaux domestiques. C'est ainsi que nous voyons, en l'an IX, Boullé prendre un arrêté, exécutoire à peine de 500 francs d'amende, ordonnant la déclaration aux maires par les propriétaires des chevaux atteints de maladies contagieuses (farci, charbon, claveau, rage) l'abattage des bêtes malades, la désinfection des écuries et des harnais<sup>183</sup>. Depuis l'an IX, un crédit régulier oscillant de 20 à 30.000 francs figure dans le budget de l'Intérieur spécialement affecté à cet objet : indemnités aux propriétaires d'animaux malades et frais de tournée des vétérinaires. C'est sur ces crédits que le préfet solde les honoraires d'un certain nombre de praticiens du département, par exemple de Mainguy, vétérinaire à Lanvallon, pour soins administrés lors de l'épizootie de la commune de Saint-Connec (an X), de Julien Serviget pour celle de Lanfains et de Collinée (an XII)<sup>184</sup>. Au reste, les vétérinaires devaient être encore fort peu nombreux dans les Côtes-du-Nord à cette époque. L'arrêté du 17 messidor,

rétablit pas cette charge sans une certaine appréhension : il craignait qu'elle n'inspirât de sentiments « entachés de féodalité » aux titulaires, témoin ce passage de la lettre du préfet. « Rien ne m'a appris que les officiers de l'ouvèterie des départements de la ci-devant Bretagne se soient regardés comme une corporation ». Et à l'appui de cette affirmation il rappelle le fait suivant. Récemment, un officier de l'ouvèterie du Morbihan étant venu chasser dans les Côtes-du-Nord sans le prévenir, Boullé donna l'ordre au capitaine de gendarmerie de « s'opposer à tout rassemblement de cette espèce ». Quelques mois plus tard l'officier de l'ouvèterie l'ayant appris demanda l'autorisation préfectorale pour une nouvelle chasse, autorisation qui, cette fois, lui fut accordée.

182. *Almanach Impérial*, année 1814-1815, p. 599.

183. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 57-59, arrêté du 17 messidor an IX.

184. M. MAUGUIN, *Etudes historiques sur l'administration de l'agriculture en France*, t. II, p. 14-15, budget de l'an IX pour l'agriculture et 155, sommes affectées à lutter contre les épizooties de l'an VIII à 1814. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, fol. 69, arrêté du 26 vendémiaire an X et fol. 96-97, arrêté du 21 floréal an X et 3 K 1<sup>2</sup> (an XII-1808) : fol. 6, arrêté du 6 frimaire an XII; fol. 8, arrêté du 7 nivôse an XII et fol. 34, arrêté du 5 thermidor an XII.



cité plus haut, prévoit pour l'exécution de ses prescriptions qu'à défaut de vétérinaires on pourra recourir à des maréchaux ferrants. Cependant, l'Ecole d'Alfort créée en 1766, plusieurs fois réorganisée sous la Convention et sous l'Empire, en particulier par le décret du 15 janvier 1813, commençait à fournir des sujets à l'agriculture française. Elle s'ouvrait gratuitement à tout fils de cultivateur, de vétérinaire, de maréchal ferrant ou de maître de poste agréé par le préfet et nommé par le ministre, pourvu qu'il pût fournir un cautionnement de 600 francs et qu'il s'engageât à résider six ans dans son département d'origine<sup>185</sup>. Il semble que les Côtes-du-Nord aient été appelées à bénéficier d'une de ces sortes de bourses, car un certain nombre d'arrêtés du préfet concernent la nomination d'élèves vétérinaires : c'est le cas, en l'an VIII, de Pierre, de Merléac; en l'an IX, de J. Robert, de Saint-Brieuc; en l'an XI, de Jacques Fontaine, de Dinan; en l'an XII, de Marie, de Lamballe; en l'an XIII, de René Dagorn de Kermaria-Sulard; en 1806, de Joseph Bavay, de Lamballe et de Charles Le Sidaner, de Pontrieux<sup>186</sup>. A partir de cette date nous ne trouvons plus de nominations. D'autre part, on constate que quelques-uns d'entre eux reviennent se fixer dans le département : Margeot en l'an IX, Robert à Saint-Brieuc en l'an XIII; en 1811, on en comptait cinq en tout<sup>187</sup>. En 1812, la Société d'encouragement pour l'industrie nationale ayant créé six bourses au cours d'agriculture professé par Yvart à l'Ecole d'Alfort, le premier enseignement agro-

185. A. RAILLIET et L. MOULÉ, *Histoire de l'Ecole d'Alfort*, p. 114-129.

186. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII) : fol. 19, arrêté du 4 fructidor an VIII; fol. 65-66, arrêté du 26 fructidor an IX; fol. 183, arrêté du 29 fructidor an XI; 3 K 1<sup>2</sup>, *Id.* (an XII-1808) : fol. 22, arrêté du 8 germinal an XII; fol. 83, arrêté du 16 fructidor an XIII; fol. 138, arrêté du 10 octobre 1806 et fol. 140, arrêté du 20 octobre 1806.

187. Archives Nat., F<sup>10</sup> 1304, Ecoles vétérinaires, Nominations d'élèves (an VI-an XIV), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 12 brumaire an IX (signale à ce propos la pénurie des vétérinaires dans le département) et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 73, arrêté du 19 messidor an XIII et M, Agriculture, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 13 mars 1811. En 1809 le préfet signalait au ministre que des « particuliers ignorants » soignaient les bestiaux malades et les faisaient périr et qu'il recevait à ce sujet des plaintes de tous côtés. Mais il se sentait désarmé, aucun texte de loi ne régissant l'exercice de l'art vétérinaire. Le préfet au ministre de l'Intérieur, 14 juillet 1809. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74.

nomique qui ait existé en France, le préfet désigna comme candidat Jean le Dauphin, âgé de 21 ans, fils du maire de Kérity <sup>188</sup>.

Destruction des loups, propagation des connaissances vétérinaires, c'étaient là des moyens purement négatifs de protéger l'élevage. Le gouvernement impérial fit plus, il agit d'une façon positive, il s'associa à toutes les tentatives faites pour améliorer la qualité du bétail par des croisements et des sélections judicieuses, il les provoqua même parfois. On sait qu'il avait introduit en France à plusieurs reprises des animaux d'espèce étrangère destinés à régénérer les races indigènes, en particulier des moutons mérinos. D'autre part, il existait à Rambouillet un dépôt de ces ovins auquel était annexée une école de bergers. En 1807, on organisa un nouveau dépôt de mérinos à Clermont-sur-Loire, dans la Loire-Inférieure, destiné à desservir la région de l'Ouest <sup>189</sup>. Les propriétaires pouvaient s'y procurer à l'encan des reproducteurs d'élite. Parmi ceux des Côtes-du-Nord, quelques-uns se laissèrent tenter. En l'an XIII, Le Mée-Desfontaines demandait au ministre de l'Intérieur de lui céder 1 bélier et 6 brebis mérinos <sup>190</sup>. En 1808, Chaptal envoyait au préfet Boullé le prospectus d'une vente de 200 mérinos provenant de son domaine de Chanteloup (Indre-et-Loire) <sup>191</sup>. En 1809, le préfet de la Loire-Inférieure en fit autant pour la bergerie de Clermont; cette publicité porta ses fruits <sup>192</sup>. En novembre 1809, Veillet-Dufrèche demandait 12 brebis et 2 béliers mérinos de ce dernier troupeau. Le ministre de l'Intérieur, pour ne pas nuire aux ventes publiques où les brebis étaient

188. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 71, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet à M. le Président de la société d'encouragement pour l'industrie nationale, 28 juin 1812. L'offre de la société avait été portée à la connaissance des maires par le *Journal des Côtes-du-Nord*.

189. M. MAUGUIN, *op. cit.*, t. II, p. 23, 53, 68 (décret du 30 avril 1806 interdisant la sortie de France aux béliers-mérinos et aux métis-mérinos), et 78 (création du dépôt de Clermont-sur-Loire).

190. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 5 thermidor an XIII.

191. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, Chaptal à Boullé, 19 février 1808.

192. *Idem.*, le préfet de la Loire-Inférieure au préfet des Côtes-du-Nord, 13 mai 1809.

très recherchées, ne consentit qu'à lui délivrer 2 ou au besoin 4 béliers, au prix moyen de la dernière vente de juin, c'est-à-dire de 165 francs<sup>193</sup>. En 1811, Napoléon voulut faire plus grand encore. Un décret du 8 mars prescrivit la création dans un délai de deux ans de soixante dépôts de 150 à 250 béliers mérinos qui seraient placés en pension chez des propriétaires ou fermiers moyennant indemnité et prêtés gratuitement au temps de la monte à des éleveurs de moutons indigènes. La surveillance de ces nouveaux établissements serait confiée à quatre inspecteurs généraux et à un certain nombre d'inspecteurs particuliers<sup>194</sup>. Plusieurs agriculteurs des Côtes-du-Nord répondirent aux vues du Gouvernement. En juin 1811, un nommé Siméon Trémaudan de La Malhoure demanda à être chargé d'un dépôt : il ne semble pas qu'il fût donné suite à sa demande, peut-être en raison du peu d'étendue de son exploitation<sup>195</sup>. Pas davantage, à un riche propriétaire de Mellionnec, Sévère Le Mintier, dont le domaine de Trégarranec ne comprenait pourtant pas moins d'une centaine d'hectares, dont 40 en prairies et 15 en landes. Le sous-préfet de Loudéac chargé de l'enquête envoya un avis défavorable en raison du climat froid et humide du pays<sup>196</sup>. Par contre, Courson de Villehelio, dont on a déjà vu plus haut les essais intéressants de défrichement, reçut satisfaction du ministre de l'Intérieur, le 1<sup>er</sup> août 1812, sur un rapport favorable de l'inspecteur général des bergeries Tessier<sup>197</sup>. Il n'avait pas attendu cette décision pour entreprendre à ses risques et périls de curieuses tentatives zootechniques. Dès août 1811, une circulaire du préfet parue dans le *Journal des Côtes-du-Nord* signalait à l'attention des cultivateurs que M. Courson tenait à leur disposition pour croisements à Lizandré, en Plouha, « ses béliers et brebis mérinos de la race pure d'Espagne, des

193. *Idem*, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 5 décembre 1809, et *id.* à *id.*, 2 mars 1810.

194. DUVERGIER, t. XVII, p. 348-349, et M. MAUGUIN, *op. cit.*, t. II, p. 113.

195. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet au maire de La Malhoure, 8 juin 1811.

196. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture : Le Mintier au préfet des Côtes-du-Nord, 22 mars 1811; le ministre de l'Intérieur à Le Mintier, 16 avril 1811; Le Mintier au préfet des Côtes-du-Nord, 30 août 1811; le sous-préfet de Loudéac au préfet, 31 octobre 1811.

197. *Ibid.*, Courson de Lizandré au préfet des Côtes-du-Nord, 12 août 1812.

vaches et taureaux de la race sans cornes d'Asie, des ânes et des ânesses de la grande race de Toscane, le tout provenant de l'établissement impérial de Rambouillet »<sup>198</sup>. En 1812, ses béliers saillirent les brebis de quelques cultivateurs des environs, de Plélo, de Lohuec; même un propriétaire de Châtelaudren, Louis Suart, mit à contribution pour son troupeau de 30 à 35 brebis les reproducteurs du dépôt de Courson<sup>199</sup>. En même temps, celui-ci faisait admettre à l'école des bergers de Rambouillet un de ses « pasteurs », le jeune Vincent Alvat, de Plouha. Le ministre de l'Intérieur en annonçant au préfet cette nomination témoignait de sa satisfaction à l'égard de Courson « pour les soins qu'a reçus de lui jusqu'à présent le dépôt de béliers qu'il dirige »<sup>200</sup>. En 1813, en prévision de l'extension des mesures édictées par le décret de 1811, le ministre de l'Intérieur prescrivit aux préfets de constituer dans leurs départements des « jurys pastoraux » recrutés parmi les membres des Sociétés d'agriculture et d'industrie, les propriétaires signalés à l'opinion publique par leur intelligence et leur succès dans l'éducation des troupeaux, et au besoin dans les pays de manufactures parmi les fabricants ou les négociants en laines. Ce jury fournirait aux inspecteurs généraux et particuliers tous les renseignements nouveaux sur la situation de l'élevage dans le département, il servirait d'intermédiaire permanent entre eux et les éleveurs, enfin il proposerait parmi ces derniers les plus méritants pour récompense<sup>201</sup>. En conséquence, par un arrêté du 5 juillet 1813, Boullé constitua, ainsi qu'il suit, le jury pastoral du département : président, Courson de Lizandré; secrétaire, Baron du Taya, propriétaire et adjoint de l'Hermitage; membres, Veillet-Dufrêche, Sébert aîné, négociants; Sévère Le Mintier de Mellionnec et Kergariou de Coatilliau, en Ploubezre, propriétaires. Le jury se réunirait tous les premiers lundis de chaque mois; les événements politiques des

198. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, le préfet des Côtes-du-Nord à MM. les Maires du département, 1<sup>er</sup> août 1811 et le *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 116, 6 août 1811. Avis au public.

199. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Agriculture, état des propriétaires ou fermiers cultivateurs qui désirent avoir pour la monte de leurs brebis des béliers mérinos, et le maire de Châtelaudren au préfet, 30 août 1812.

200. *Ibid.*, Courson de Lizandré au préfet, 26 novembre 1812, et le ministre de l'Intérieur au préfet, 22 avril 1813.

201. *Ibid.*, le ministre de l'Intérieur au préfet, 5 mai 1813.



deux années qui suivirent ne permirent pas à cette institution de fonctionner et il en fut de cette tentative comme des essais de culture de betterave, comme de tant de projets agricoles à grand fracas de l'administration du Premier Empire : le régime tombé, il n'en resta rien que des circulaires <sup>202</sup>.

Essentiellement agricole, le département des Côtes-du-Nord fut de 1800 à 1814, ce qu'il est encore aujourd'hui, médiocrement industriel. Les industries extractives continuent d'être, comme avant 1789, peu importantes. Un peu partout on extrayait du granit, mais surtout dans l'arrondissement de Saint-Brieuc et dans celui de Lannion <sup>203</sup>. Saint-Brieuc, Quintin, Moncontour et Lamballe en avaient des carrières régulièrement exploitées <sup>204</sup>. On trouvait des ardoisières dans l'arrondissement de Lannion, l'une à La Roche-Derrien, l'autre à Plestin fournissant toutes les deux des ardoises de qualité médiocre; deux autres dans l'arrondissement de Guingamp à Sainte-Tréphine et à Plounevez-Quintin, à peu de distance des bords du Blavet. Outre cet arrondissement elles approvisionnaient en partie celui de Loudéac et celui de Châteaulin dans le département du Finistère <sup>205</sup>. Enfin l'arrondissement de Loudéac possédait à Mûr et à Caurel deux gisements d'excellente qualité, capables au dire du préfet de fournir de gros bénéfices si elles avaient été exploitées en grand <sup>206</sup>. Il n'y avait par contre dans le département qu'une seule carrière de pierre à chaux, située au village de Coat-Travers, dans la commune de La Harmoye. Elle appartenait à un propriétaire noble, Claude de la Villéon-Kerforne, qui employait chez lui de 12 à 15 ouvriers; plus 12 à 1.500 charretiers et manœuvres pour les transports; et dont le chiffre d'affaires annuel s'élevait à 30 ou 40.000 francs <sup>207</sup>. De trois arpents d'étendue, elle affleurait presque partout le sol et ne paraissait pas près de

202. *Ibid.*, arrêté du préfet des Côtes-du-Nord, 5 juillet 1813, cf. 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics, fol. 132-133.

203. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74. Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 18 juin 1811.

204. *Ibid.*

205. *Ibid.*

206. *Ibid.*

207. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, le préfet au ministre de l'Intérieur, 31 août 1810, et 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), liste des manufacturiers les plus distingués : Quintin, 25 septembre 1810, dressée par le maire.

s'épuiser en 1810. Elle fournissait du marbre à peu près semblable à celui des environs de Laval et de la vallée de la Loire, gris pâle ou noir veiné de blanc et de rouge, mais surtout de la chaux. Ses trois fours d'une contenance de 250 barriques chacun et un quatrième situé à Napoléonville alimentaient depuis 1804 les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan qui auraient été sans cela tributaires de la Normandie et de Nantes. Elle suffisait à la consommation des travaux du Gouvernement à Napoléonville et aurait pu au besoin doubler sa production <sup>208</sup>. 6 autres fours à chaux étaient répartis entre Saint-Brieuc (4 de 300 à 400 barriques chacun), Dahouët et Ploubazlanec. Ceux de Saint-Brieuc et de Dahouët utilisaient la pierre de Caen venue par mer. A Ploubazlanec, à défaut de pierres, on calcinait des coquilles d'huîtres <sup>209</sup>. En 1813, un ancien officier d'artillerie, Toussaint Hanès, de Paimpol, demandait au Gouvernement la concession du rocher du Craka, en Plestin, dont il se promettait d'extraire des pierres à aiguiser les rasoirs. Il avait fait faire des épreuves satisfaisantes au Conservatoire des arts-et-métiers, à Paris. Le préfet appuyait sa demande, cette exploitation, disait-il, devant permettre de se passer de l'importation du Levant. Un arrêté du 26 mars 1814 lui accorda l'autorisation. Nous ignorons s'il en profita et quels furent les résultats de l'entreprise; il est probable que la chute de l'Empire réduisit à néant tous ces beaux projets <sup>210</sup>.

Le département des Côtes-du-Nord possédait trois mines de fer, auxquelles étaient jointes des forges : la mine de Coat-an-Noz dans l'arrondissement de Guingamp, celle du Vau-blanc (commune de La Prénessaye) et celle des Salles (commune de Perret), ces deux dernières dans l'arrondissement de Loudéac. La mine de Coat-an-Noz située entre Guingamp et Morlaix près de Belle-Isle-en-Terre, au milieu de la forêt du même nom, était déjà en plein rendement sous l'Ancien Régime, comme on l'a vu plus haut. Interrompue sans doute par la Révolution, l'exploitation reprit sous l'Empire, nous

208. *Ibid.*

209. *Ibid.*

210. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet à M. le Conseiller d'Etat, directeur général des mines, 21 mai 1813, et 3 K 11, Arrêtés relatifs aux établissements publics (1814-1827), fol. 1, arrêté du 26 mars 1814.

ignorons à la suite de quels avatars sous la direction d'Allain-Launay, ex-receveur du district de Rostrenen. En 1814, elle occupait avec son haut fourneau et son affinerie 6 ouvriers, consommait par trimestre de 500 à 1.322 quintaux de minerai, qu'elle traitait au charbon de bois, et produisait de 366 à 1.030 quintaux de fonte en gueuses, de 83 à 225 de fer en barres <sup>211</sup>. Les forges du Vaublanc et des Salles étaient plus importantes. La forge du Vaublanc, en Plémet, appartenait sous l'Empire aux frères Carré, qui avaient succédé à leur oncle François Delaizire comme locataires de la famille de Saint-Pern, et finalement avaient acheté l'usine en 1808 à cette même famille : elle employait 30 ouvriers à la forge et 200 à l'extraction du minerai. Sa production annuelle était évaluée à 1 million de livres pesant et son revenu à 10.000 francs. Un de ses hauts fourneaux était situé à la Hardouinaie dans la commune de Saint-Launeuc (arrondissement de Dinan). Cette forge tirait son minerai des communes de Noyal, du Gouray, de Rouillac, La Ferrière, Plessala, Trébry, Collinée et jusque du Morbihan, en le prélevant tantôt sur des terrains appartenant à des particuliers, tantôt sur des communaux, sans concessions régulières, le plus souvent par simple tolérance, quelquefois moyennant une redevance légère. L'exploitation se faisait à ciel ouvert <sup>212</sup>. La forge des Salles, bien qu'une partie des bâtiments de l'usine fût située dans la commune du Perret, tout près de la forêt de Quénécan, appartenait en réalité au département du Morbihan <sup>213</sup>. Quant à la mine de plomb argentifère de Châtelaudren, le conseil général, dès l'an X, exprimait l'espoir d'en voir reprendre l'exploitation interrompue dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce vœu ne trouva pas d'écho dans le département du moins pendant les quinze années

211. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M<sup>2</sup>, Statistique générale (an VIII-1858), état de situation des hauts fourneaux et forges en 1814. Sur Allain-Launay, cf. t. I<sup>er</sup>, chap. II, p. 160-162.

212. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet à M. Blavier, ingénieur en chef des mines de la 5<sup>e</sup> division, 19 juillet 1811; 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), liste des fabricants les plus distingués : Loudéac. Cf. P. HÉMON, *François Delaizire, maître des forges du Vaublanc et de la Hardoutnate* (1743-1796), déjà cité.

213. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 24 janvier 1807. Cf. HABASQUE, *Notions historiques...*, t. III. Coup d'œil sur l'ensemble du département des Côtes-du-Nord, p. 71.

du régime impérial<sup>214</sup>. Enfin, il existait à Dinan trois clouteries (Moisan père, Moisan fils, et Douillet) occupant une douzaine d'ouvriers en tout<sup>215</sup>.

L'industrie alimentaire continue d'être représentée par les moulins : moulins à vent sur les hauteurs du centre ou sur le bord de la mer, moulins à eau sur les rivières descendant des pentes assez rapides où les barrages étaient faciles à installer, moulins de mer aux embouchures, utilisant la marée. Une statistique de 1809, dressée par le préfet, mentionne 2.042 moulins à eau et 178 à vent dans le département, les premiers répartis entre les cinq arrondissements d'une façon à peu près égale, les seconds presque exclusivement concentrés dans les trois arrondissements maritimes de Saint-Brieuc, Dinan et Lannion. Ces moulins produisaient par jour 10.840 quintaux métriques ; leurs meules provenaient de Rouen<sup>216</sup>.

Le cidre, boisson générale du pays, était fait dans les fermes dont chacune possédait un pressoir. Cependant, l'on constate l'existence de quelques brasseries qui utilisaient, pour la bière, l'orge assez abondante dans les Côtes-du-Nord : Mathieu Le Mée, Terlet et Wavrin, au Légué ; Louis Morand à Lanvignec, près Paimpol ; Bernard frères, à Pontrieux. La brasserie Le Mée avait quatre ouvriers et produisait annuellement pour 15.000 francs de marchandises<sup>217</sup>.

On a vu précédemment les tentatives du gouvernement impérial faites pour acclimater dans les Côtes-du-Nord la culture de la betterave. Ce n'est pas seulement la culture de cette plante que l'administration espérait développer, mais encore l'industrie sucrière. En février 1812, un élève en pharmacie de Saint-Brieuc, Georges Frogé, fut désigné pour suivre les cours de chimie appliquée de l'école spéciale d'Aubervilliers,

214. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 15 prairial an X. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 174-178.

215. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), liste des manufacturiers les plus distingués, Dinan.

216. Archives Nat., F<sup>20</sup>, Moulins, Côtes-du-Nord, état des moulins à farine en activité, 25 mai 1809.

217. Archives Nat., F<sup>11</sup> 338, 339, 340, Subsistances, Côtes-du-Nord, *passim* et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M<sup>2</sup>, Statistique générale, liste des manufacturiers les plus distingués, Saint-Brieuc, 10 octobre 1810 et 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII an XIII), le préfet au directeur des Droits Réunis, 15 prairial an XII.



créée par le décret du 15 janvier <sup>218</sup>. En avril, M<sup>me</sup> Hello reçut licence de monter une petite sucrerie. Elle demanda au ministère des Manufactures à cette fin un secours de 40.000 francs, on lui accorda 1.200 francs. Par contre, on se montra généreux en brochures et en bons conseils ; on lui envoya les ouvrages de Bonmartin, de Calvez, de Mulot sur la fabrication du sucre de betterave, une gravure représentant une râpe à betteraves mue par quatre hommes et pouvant râper en une heure 1.500 kilos (coût 600 fr.) <sup>219</sup>. De son côté, M<sup>me</sup> Hello ne cessait de réclamer à Paris des subventions sous forme de concessions de matériel : en 1812, une râpe système Delessert et un bassin système Bonmartin ; en 1813, une nouvelle râpe pour remplacer la précédente machine imparfaite dont elle n'avait pu tirer aucun parti. A la fin de 1812, la petite sucrerie guingampaise avait produit 4.000 kilos de sucre, soit 2 % de la récolte de betteraves, et M<sup>me</sup> Hello espérait en fabriquer le triple l'année suivante <sup>220</sup>. Mais culture betteravière et fabrication du sucre devaient disparaître en même temps dans les Côtes-du-Nord, toutes deux créations artificielles de la volonté impériale, vouées à la ruine, aussitôt celle-ci disparue.

Parmi les autres industries, il faut citer les manufactures de tabac (supprimées, du reste, par l'institution du monopole de fabrication et de vente). Saint-Brieuc en compta quelque temps deux, celle de Sébert aîné avec 40 ouvriers et parfois 45, et celle de Louis Rouxel avec 15 ouvriers <sup>221</sup>. Le même Louis Rouxel avait aussi une fabrique d'huile de lin avec 4 ouvriers <sup>222</sup>.

<sup>218</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 28 février 1812.

<sup>219</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 29 avril 1812; 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1815), le préfet à M<sup>me</sup> Le Deuc-Hello, à Guingamp, 19 juillet 1812; *id.* au sous-préfet de Guingamp, 8 décembre 1812; *id.* à *id.*, 30 août 1813; *id.* à *id.*, 7 novembre 1814.

<sup>220</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre des Manufactures et du Commerce, 22 octobre 1812; *id.* à *id.*, 28 octobre 1812; *id.* à *id.*, 31 mars 1813; *id.* à *id.*, 2 septembre 1813.

<sup>221</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1856), liste des manufacturiers les plus distingués, Saint-Brieuc, 10 octobre 1810.

<sup>222</sup>. *Ibid.*

Les papeteries, nombreuses avant 1789, en Bretagne, où mues par la force des chutes d'eau, elles transformaient les pailles des céréales et les chiffons ramassés par les « pillawers », subsistent telles quelles sous l'Empire. On en trouve trois dans le département des Côtes-du-Nord; une à Saint-Brieuc occupe 10 à 12 ouvriers, c'est le moulin à papier Gélinau qui fabrique le papier nécessaire aux imprimeries et librairies locales. Un autre est situé à Plounévez-Moëdec, arrondissement de Lannion, un troisième à Belle-Isle-en-Terre. Cette dernière, ajoute le préfet qui nous donne ces renseignements, aurait pu prendre une certaine extension en raison de sa situation sur la grande route de Paris, mais elle était gênée par les frais de transport et l'achat des matières premières depuis que l'entrepôt et la circulation des chiffons avaient été prohibés dans un rayon de trois lieues des frontières<sup>223</sup>. Les tanneries étaient encore plus nombreuses dans ce pays riche en bêtes à cornes. Une enquête de l'an III en mentionne une quarantaine dans le département, dont 29 à Dinan. Sous l'Empire, on en trouve 6 à Saint-Brieuc dont la plus importante, celle de Claude Rouxel, occupe 10 à 20 ouvriers et rapporte chaque année 45.000 francs<sup>224</sup>. Il y en avait aussi à Paimpol, à Lamballe, à Moncontour, mais le centre principal était encore Dinan avec une vingtaine d'établissements fabriquant des cuirs forts ou simplement corroyés, quelques-uns pratiquant aussi la mégisserie<sup>225</sup>. Les deux maisons les plus importantes étaient la maison Charles Besslay et la maison Roger et Salmon, toutes les deux spécialisées dans la préparation du cuir fort « à la jusée » et occupant de 50 à 60 personnes. Elles fournissaient de 3 à 4.000 cuirs environ par an. Les autres tanneries fabriquaient environ 3.000 douzaines de cuirs de veaux, vaches et génisses et

223. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1803-1812), le préfet au ministre des Manufactures et du Commerce, 24 février 1812.

224. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1469, Enquête sur les tanneries, Côtes-du-Nord (an III); Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), liste des manufacturiers les plus distingués, Saint-Brieuc, 10 octobre 1810, et état du nombre des individus occupés dans la fabrique, Saint-Brieuc, 25 août 1808.

225. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), état du nombre des individus occupés dans les fabriques de Dinan, 16 août 1803; liste des manufacturiers les plus distingués de Moncontour, 25 septembre 1810; 2 M 73, le préfet au ministre de l'Intérieur, 24 janvier 1807.

employaient à elles toutes une centaine d'ouvriers <sup>226</sup>. Dinan avait aussi deux chapelleries « fabriquant de la grosse chapellerie à l'usage de la troupe, des campagnes et des colonies » <sup>227</sup>.

Toutefois, les industries les plus développées dans le département sont encore sous l'Empire, comme avant 1789, les industries textiles. Saint-Brieuc a une filature de coton qui, aux époques de prospérité commerciale, occupe jusqu'à 120 ouvriers : celle de Claude Rouxel qui livre au commerce de 12 à 15.000 kilos de « filés » ; il y en avait une autre à Lanvignec, près Paimpol, et trois à Dinan, dont l'une comptait à un certain moment 60 ouvriers <sup>228</sup>. Les étoffes de laine grossière ou « berlinges et serges » pour les campagnards se fabriquaient à Saint-Brieuc (3 établissements) et à Moncontour (1 établissement) <sup>229</sup>. Saint-Brieuc avait aussi une manufacture de draps proprement dite, celle de Mathieu Le Mée fils ; Dinan confectionnait des « bazins » <sup>230</sup>. Enfin, la vieille industrie bretonne des toiles se rétablit péniblement sous le Consulat et l'Empire des maux que lui a causés la Révolution. Dès l'an IX, le conseil général se préoccupe de sa décrépitude et demande avec insistance au gouvernement consulaire de lui venir en aide, notamment en exigeant des dégrèvements douaniers à Madrid et en rétablissant les anciens bureaux de visite qui assuraient une fabrication loyale <sup>231</sup>. Il obtint partiellement satisfaction par l'arrêté consulaire du 3 fructidor de cette même année et l'arrêté préfectoral du

226. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 26 février 1807.

227. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M<sup>2</sup>, Statistique générale (an VIII-1858), état et nombre des individus occupés dans les fabriques de Dinan, 16 août 1808.

228. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 10 janvier 1812.

229. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale, état du nombre des individus occupés dans les fabriques, Saint-Brieuc, 25 août 1808, et liste des manufacturiers les plus distingués, Moncontour, 15 septembre 1810.

230. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 24 janvier 1807, et M, Statistique générale (an VIII-1858), état des individus occupés dans les fabriques de Dinan, 16 août 1808.

231. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 25 germinal an IX. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 83-86.

26 vendémiaire an X <sup>232</sup>. Ces deux arrêtés, pris en exécution d'une loi de brumaire an V, exigeaient une estampille attestant la fabrication française sur toutes les étoffes; les anglaises seraient saisies et réexportées à l'étranger. Dans chaque arrondissement, le préfet nomma un certain nombre de commissaires pour procéder à la recherche de ces étoffes et à leur estampillage. Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, il y en eut 8, dont l'ex-négociant Droguet de Saint-Brieuc, 1 de Lamballe, 1 de Moncontour, 1 de Quintin; dans celui de Dinan, 5; dans celui de Lannion, 7; dans celui de Loudéac, l'arrondissement textile par excellence, 9 <sup>233</sup>. Après le rétablissement de l'ordre à l'intérieur et la signature de la paix d'Amiens, on put un moment espérer voir l'industrie de la toile retrouver son ancienne prospérité sans qu'il fût besoin de recourir à ces mesures d'un protectionnisme draconien. Mais la reprise des hostilités sur mer, la concurrence des silésiennes et bientôt la politique douanière de l'Empire allaient se charger de dissiper cette illusion. Faute de mieux on croit conjurer la réapparition du mal par un remède emprunté à la thérapeutique de l'Ancien Régime : la réglementation à outrance de la production. Le 26 frimaire an XI un arrêté du préfet, déférant cette fois pleinement aux vœux du conseil général, créa à Quintin, Moncontour, Uzel et Loudéac, des comités de cinq membres élus par les « fabricants » et présidés par le maire, destinés à recueillir les plaintes au sujet des abus de la fabrication des toiles et les projets pour les faire cesser <sup>234</sup>. Une commission centrale, siégeant à Uzel, établirait un règlement d'ensemble. Cette commission, composée de Lemer cier-Bour blanc, de Quintin; J.-M. Glais, de Moncontour; Ollitrault-Kermarec, d'Uzel et Brélivet, de Loudéac, conclut en premier lieu à l'établissement à Uzel d'une chambre permanente du commerce des toiles composée de huit membres élus par leurs

<sup>232</sup>. DUVERGIER, t. XIII, p. 2 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés concernant les établissements publics (an VIII-an XII), fol. 70, arrêté du 26 vendémiaire an X.

<sup>233</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, fol. 71-72, arrêté du 9 brumaire an X. L'opération fut effectuée de nouveau, semble-t-il, en brumaire an XII à Saint-Brieuc chez douze marchands au détail. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 160-161, le préfet au Grand Juge et ministre de la Justice, 9 frimaire an XII.

<sup>234</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *Ibid.*, fol. 126, arrêté du 26 frimaire an XI.



pairs qui se réuniraient tous les mois (2 germinal an XI)<sup>235</sup>. Elle rédigea, d'autre part, un projet de règlement inspiré du plus pur esprit colbertiste sur la qualité et la fabrication des toiles. Les « Bretagnes » ne pouvaient être composées, chaîne et trame, que de fil de lin. Les larges auraient 934 millimètres de largeur au sortir du métier (894 au sortir du blanchiment); les étroites, 718 (677 au sortir du blanchiment). Tout fabricant doit y apposer son cachet à peine de 15 francs d'amende; dans les villes de Quintin, Uzel, Loudéac et Moncontour, un bureau de visite composé de deux inspecteurs et d'un commis apposerait un second cachet attestant la bonne qualité de la toile, moyennant un léger droit. Les ballots contiendraient obligatoirement 60 pièces larges et 100 étroites. Le bureau de visite s'en assurerait également et apposerait un troisième cachet. Des amendes de 25, 100 et 1.000 francs, selon le cas, sanctionneraient les infractions à ces minutieuses prescriptions<sup>236</sup>. Toujours défiant à l'égard des collectivités, le gouvernement bonapartiste n'alla pas aussi loin que le demandaient les marchands de toile. Il ne constitua pas cette chambre syndicale unique d'Uzel qu'ils réclamaient; il se contenta par un arrêté consulaire du 12 germinal an XII de créer à Moncontour, Uzel, Loudéac et Quintin « 4 chambres consultatives » élues par les commerçants notables<sup>237</sup>. Au mois de thermidor ces chambres étaient constituées de la manière suivante : à Moncontour, Monjarret-Kerjégu, Castel, Glais, Veillet-Grandmaison, Joly, Pignard; à Loudéac, Ruello-Keramelin, Moisan, Brélivet, Chapelain-Villeguérin, Viet et Robin-Morhéry fils; à Uzel, Le Deist, Ollitrault-Kermarec, Le Covec, Guillo-Lohan, Duval-Legriss, Artur; à Quintin, Villart, Bouan, Duval, Garnier aîné et Roux père<sup>238</sup>.

235. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, commission et révision pour le commerce des toiles « Bretagne » formée à Uzel et en vertu d'arrêté du préfet des Côtes-du-Nord, 2 germinal an XI.

236. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, projet de règlement pour la manufacture des toiles de Bretagne (20 articles).

237. DUVERGIER, t. XIV, p. 539.

238. Archives Nat., F<sup>12</sup> 922, Chambre consultative des manufactures, procès-verbaux des élections, et le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 4 thermidor an XII.

En même temps, les bureaux de marque étaient mis en activité; dès l'an XII, celui de Quintin dont le préposé cumula ses fonctions avec celles de receveur de l'octroi, au début de l'an XIII, celui de Loudéac; en 1806, celui d'Uzel<sup>239</sup>. Cet interventionnisme se révéla aussi inopérant que celui de l'Ancien Régime sur lequel il était calqué : l'industrie de la toile continua de languir sous le Consulat et l'Empire comme elle avait fait sous la Révolution. Cependant, en 1808, le sous-préfet de Loudéac mentionne encore 300 tisserands dans la commune de Loudéac et plus de 2.500 dans l'arrondissement. Saint-Caradec, La Motte, Trévé, Plémet, Le Quillio, Saint-Thélo étaient les principales agglomérations textiles, à peu de chose près les mêmes qu'avant 1789. Nous manquons de chiffres pour Uzel et pour Quintin<sup>240</sup>. Vers le milieu de l'Empire, Dinan et ses environs fabriquaient encore de 8 à 9.000 pièces de « toiles de cargaison », ce qui occupait de 2 à 3.000 personnes. En outre, il y avait dans la ville même une manufacture, celle de Dutertre (Yves), qui produisait de 13 à 1.500 toiles à voiles et employait 200 ouvriers dont 100 tisserands. C'étaient des « hauts brins », ou des « halles Combourg », dont nous avons déjà vu la célébrité sous l'Ancien Régime<sup>241</sup>.

Pour stimuler toutes ces industries, le gouvernement consulaire et impérial eut recours au procédé nouveau inauguré par le Directoire; celui des Expositions nationales. On sait que la première avait lieu à Paris en l'an VI, sur l'initiative de François de Neufchâteau. Dès l'an IX, Bonaparte en organise une seconde et pose le principe qu'il y en aurait une tous les trois ans; en fait, il n'y en eut qu'en l'an X et en 1806<sup>242</sup>. On procéda de la manière suivante : dans chaque département des jurys particuliers firent une première sélection

239. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808) : fol. 44, arrêté du 7 vendémiaire an XIII; fol. 45, arrêté du 13 vendémiaire an XIII; fol. 106, arrêté du 5 mars 1806.

240. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique (an VIII-1858), état du nombre des individus occupés dans les manufactures de l'arrondissement de Loudéac.

241. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 26 février 1807.

242. Sur ces expositions, cf. *Grande Encyclopédie*, article Expositions, et A. DE COLMONT, *Histoire des expositions des produits de l'industrie française*, Paris, 1955, 1 vol. in-8°.

parmi les productions locales et n'en retinrent que les plus parfaites pour les envoyer à Paris devant le jury national. Le 7 prairial an IX, un arrêté du préfet avait composé pour les Côtes-du-Nord le jury de la façon suivante : Bouan, négociant de Quintin, Duclésieux, négociant et receveur général du département, Louis Denis, négociant, François Jouannin, membre de la Société d'agriculture<sup>243</sup>. Le 8 fructidor, il expédiait à Paris un ballot de trois pièces de toile envoyées par le citoyen Ollitrait-Dureste, de Quintin et, le 12, un autre du citoyen Bouan de la même ville<sup>244</sup>. En 1806, les exposants furent plus nombreux encore. Boullé avait envoyé aux « manufacturiers, artistes et agriculteurs du département » une exhortation chaleureuse à participer à cette « grande, unique et à jamais mémorable solennité... offerte par le plus grand aux plus braves des hommes ! Ainsi, Messieurs, le triomphe de l'industrie française sera associé au triomphe des invincibles guerriers dont la bravoure a pour jamais assuré le bonheur de notre patrie et la paix de l'Europe. Quel puissant motif d'encouragement pour l'industrie nationale ! »<sup>245</sup>. Un certain nombre d'industriels répondirent à son appel : Lhermitte envoya des « échantillons de cotonnades, mouchoirs et filatures de coton » ; Claude Rouxel, des spécimens de coton filé ; Bodin, Bouthier et Bouan, de Quintin, des toiles dites de Bretagne, de même, Glais, de Moncontour, Le Ray, de Loudéac, également des échantillons de lin et de fil ; Hillio d'Uzel, « une navette avec sa volue » ; Michel Gaspaillard de La Prénessaye, « deux douzaines de fuseaux fins » ; Mathieu Le Mée, des étoffes ; Claude Rouxel, deux cuirs de bœuf de sa tannerie du Légué ; Salmon et Brizou-Valdoir, de Dinan, des cuirs de bœuf, de veau et des chapeaux ; Le Coq et Rivoallan, de Lannion, des cuirs de bœuf<sup>246</sup>. Pour les toiles, il y eut deux

243. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 51, arrêté du 7 prairial an IX.

244. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XI), le préfet au citoyen Frion, inspecteur de l'Exposition des Produits de l'Industrie française à Paris, 3 et 12 fructidor an IX.

245. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XIII-1806), circulaire aux manufacturiers, artistes et agriculteurs du département, 21 février 1806.

246. *Ibid.* au sous-préfet de Dinan, 31 mars 1806 ; à Claude Rouxel, au Légué, 31 mars 1806, et 2 M 68, *Id.* (1806-1809) : le préfet aux maires de Quintin et de Moncontour, 12 janvier 1807 ; au sous-préfet de Loudéac, 12 janvier 1807 ; au

épreuves préliminaires, l'une devant les chambres consultatives de Moncontour, Loudéac, Uzel et Quintin, l'autre devant le jury du département. A Paris, Bouan, Bohain, Bodin et Bouttier obtinrent des mentions honorables <sup>247</sup>.

En dehors de ces encouragements solennels du gouvernement central, les industries du département en reçurent aussi quelques-uns, des autorités locales. A l'occasion du 14 juillet 1802 (21-24 messidor an X) et dans le but « d'exciter ... les fabricants de cette commune particulièrement en grosse toilerie dite Halle-Combours », le conseil municipal de Dinan nomma un jury de récompenses. Il se composait de deux négociants Lechevalier et Turpin, et de trois fabricants, Laurent Primor, Tahier et Tostivint. Ce jury décerna une tabatière d'argent gravée comme premier prix à un « fabricant », Allain Moncocoq; en guise de second et de troisième prix elle accorda à deux autres l'exemption pendant un an de loger les troupes et de fournir de la literie à la caserne <sup>248</sup>. En 1806, le préfet autorisait le maire de Quintin à accorder à un tisserand de la commune, Marc Vanel, sur le vu d'un coupon de toile de qualité extra-fine, une gratification de 100 francs (prélevée sur le fond disponible de la marque des toiles) <sup>249</sup>.

C'était encore une façon d'encourager l'industrie que de lui venir en aide pour perfectionner son outillage. Le 13 prairial an XI, le préfet transmet au sous-préfet de Loudéac et au maire de Quintin, de la part du ministre de l'Intérieur, une « affiche » — nous dirions un prospectus — du citoyen Macon, de Lyon, « qui vend des appareils à blanchir les toiles par l'acide muriatique oxygéné » <sup>250</sup>. Le 30 décembre 1806, il

maire de Quintin, 14 janvier 1807; aux sous-préfets de Lannion et de Dinan, 14 janvier 1807; à M. Mathieu Le Mée, négociant au Lugué, 15 janvier 1807; à Claude Rouxel, 13 juillet 1807; au sous-préfet de Dinan, 15 juillet 1807; au sous-préfet de Lannion, 26 décembre 1807.

<sup>247</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), arrêté du préfet du 21 février 1806; 2 M 68, le préfet au maire de Quintin, 14 janvier 1807 et 2 M 73 au ministre de l'Intérieur, 16 janvier 1807.

<sup>248</sup>. Archives mun. de Dinan, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 321, séances du 21-24 messidor an X.

<sup>249</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au maire de Quintin, 15 décembre 1806.

<sup>250</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au sous-préfet de Loudéac et au maire de Quintin, 13 prairial an XI.



communiqué aux sous-préfets de Lannion et de Dinan avec prière d'en faire part aux hongroyeurs une recette nouvelle pour le « suiffage des cuirs », consistant dans l'usage d'un poêle inventé par un M. Curandau<sup>251</sup>. Enfin, ce qui valait mieux, le 25 avril 1810, le préfet avertissait Mathieu Le Mée fils que le ministre de l'Intérieur prenait à sa charge l'acquisition au prix de 4.712 fr. 50 faite par ce dernier fabricant d'une machine Douglas pour le tissage des draps<sup>252</sup>. La Société d'encouragement à l'industrie nationale, fondée à Paris le 9 brumaire an X, à l'imitation de la société anglaise similaire du XVIII<sup>e</sup> siècle, faisait aussi de la propagande dans le département; à la suite d'un avis publié à son sujet par les soins du préfet dans le *Journal des Côtes-du-Nord*, François Ferrary, pharmacien, y adhéra en qualité de membre correspondant<sup>253</sup>.

251. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics, le préfet aux sous-préfets de Lannion et de Dinan, 30 décembre 1806.

252. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 69, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1809-1812), le préfet à M. Le Mée fils, négociant à Saint-Brieuc, 25 avril 1810.

253. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre des Manufactures, 17 juillet 1812.

---

## CHAPITRE II

### La Vie économique (*suite*) : Le Commerce et la Pêche. — Les Travaux Publics (1800-1814).

---

#### PREMIÈRE PARTIE

##### La Vie économique (*suite*) : Le Commerce et la Pêche.

---

IV. LE COMMERCE ET LA PÊCHE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les marchés et le prix des blés; denrées diverses. — Les foires. — Le commerce des bestiaux. — La question des poids et mesures et les poids publics. — Principaux commerçants. — Le roulage. — Le cabotage et le commerce des blés. — La pêche hauturière et côtière. — Le conseil de commerce.

CONCLUSION. — Malgré les interventions réitérées de l'administration napoléonienne, état médiocrement satisfaisant de l'agriculture dans le département des Côtes-du-Nord en 1814. — Ruine de l'industrie et du commerce, surtout des textiles. — Comparaison avec la Côte-d'Or.

Comment s'échangeaient ces productions agricoles ou industrielles ? Les premières s'écoulaient principalement dans les marchés et dans les foires. Ces contacts périodiques entre acheteurs et vendeurs s'accomplissaient suivant un rythme plusieurs fois centenaire, quand la Révolution vint bouleverser ces habitudes économiques par l'institution du calendrier républicain. Le système décadaire, en effet, impliquait l'éventualité de tenir marché l'ex-dimanche sous peine de trop espacer les transactions et de rendre les approvisionnements difficiles. Naturellement les populations bretonnes très imprégnées du traditionalisme catholique refusèrent de se plier à ce qu'elles considéraient comme un usage impie. De là, toutes sortes de difficultés pour les autorités départementales et municipales de l'an II à l'an VII. A peine arrivé dans le département, Boullé s'en rend compte et se hâte d'adopter en la matière une attitude tolérante. Dès messidor an VIII, il écrit à l'agent municipal de Paimpol, à la municipalité de Guingamp de ne pas inquiéter

les habitants de ces communes qui veulent rétablir les marchés aux anciens jours<sup>1</sup>. Mais un peu plus tard, il semble se repentir de cette concession faite au « fanatisme » et revient à la manière forte ; le 12 nivôse an IX, il prescrit au sous-préfet de Loudéac d'empêcher par toutes voies de droit les habitants de Merdrignac de commettre cette infraction à la loi<sup>2</sup>. Un mois plus tard, le 18 pluviôse, il prend une mesure générale ; un arrêté prévient le public qu'en dépit des bruits qui ont circulé sur l'interversion des marchés et leur rétablissement aux anciens jours, l'arrêté consulaire du 7 thermidor an VIII rendant obligatoire le calendrier républicain n'a pas cessé d'être en vigueur<sup>3</sup>.

D'autre part, avec le système décadaire, il arrivait souvent, même dans les communes d'importance moyenne, que les habitants réclamaient deux marchés par décade, le marché unique étant insuffisant pour un espace de dix jours ; c'était le cas de Corlay, de La Chèze, de Plumieux, de Plémet, de Goarec ; à Saint-Brieuc on va jusqu'à en réclamer trois. Sur ce point, le préfet n'avait pas les mêmes scrupules et consentait assez volontiers à satisfaire les réclamations qui lui étaient adressées<sup>4</sup>. Il en résultait néanmoins des complications, surtout si l'on songe qu'il fallait éviter, autant que possible, que des marchés de localités voisines tombassent le même jour. Le Concordat vint tout simplifier ; un arrêté préfectoral du 22 brumaire an XI fixa les marchés, suivant le calendrier hebdomadaire, aux jours suivants (nous ne donnons que les plus importants) :

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X) : fol. 10-11, le préfet à l'agent municipal de Paimpol, 5 messidor an VIII ; fol. 11-12, *id.* à la municipalité de Guingamp, 8 messidor an VIII.

Sur la question de l'application du système décadaire et des difficultés qu'il rencontra dans les Côtes-du-Nord sous la Révolution, cf. H. POMMERET (abbé), *L'esprit public...* spécialement p. 451-454.

2. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, fol. 43, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 12 nivôse an IX.

3. *Idem*, 3 K 1<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII an XII), fol. 40, arrêté du 18 pluviôse an IX.

4. *Ibid.*, fol. 48, arrêté du 12 germinal an IX ; fol. 60, arrêtés du 2 thermidor an IX ; fol. 83, arrêté du 15 ventôse an IX et Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 3-5, séance du 17 pluviôse an IX.

Lundi : Châtaudren, Moncontour, Pontrieux.  
 Mardi : Corlay, Paimpol, Quintin, Rostrenen.  
 Mercredi : Broons, Saint-Brieuc, Tréguier, Uzel.  
 Jeudi : Dinan, Lamballe, Lannion.  
 Vendredi : La Roche-Derrien.  
 Samedi : Guingamp, Loudéac, Saint-Brieuc.

Comme on le voit, Saint-Brieuc est la seule ville du département ayant deux marchés : le mercredi et le samedi. Les autres villes, même les sous-préfectures importantes comme Dinan et Guingamp, doivent se contenter d'un seul. Par ailleurs, à quelques additions et quelques modifications près, ce tableau est encore le tableau actuel des marchés du département<sup>5</sup>. Ces marchés étaient surtout consacrés à l'achat et à la vente des céréales, différant en cela de nos marchés modernes consacrés en outre aux légumes, fruits, volailles et œufs; on y vendait toutefois aussi du foin, de la paille, de la viande, du bois de chauffage, de la chandelle, bref les denrées de première nécessité. C'est d'après leurs cours que le préfet établit ses « mercuriales », qu'il transmet ensuite au ministre de l'Intérieur. Nous les possédons d'une façon assez complète, au moins pour les grains, pendant toute la durée de l'Empire et le tableau des prix que ces céréales atteignent coïncide sensiblement avec celui du produit des récoltes, tel que nous l'avons tracé plus haut en étudiant l'agriculture<sup>6</sup>. Voici d'abord les moyennes par myriagrammes pour les années IX, X et XI :

An IX.

| MARCHÉS          | FROMENT           | MÉTEIL            | SEIGLE            | ORGE              | AVOINE            |
|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Saint-Brieuc ... | 3 <sup>f</sup> 88 | 3 <sup>f</sup> 40 | 3 <sup>f</sup> 30 | 2 <sup>f</sup> 60 | 2 <sup>f</sup> 52 |
| Dinan .....      | 3.39              | 2.50              | 2.85              | 2.94              | 2.43              |
| Guingamp .....   | 3.64              | —                 | 3.33              | —                 | 2.17              |
| Lannion .....    | 3.56              | 3.22              | 3.24              | 3.05              | 1.92              |
| Loudéac .....    | 3.34              | —                 | 3.02              | —                 | 2.43              |

<sup>5</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an X), fol. 119-120, arrêté du 22 brumaire an XI.

<sup>6</sup>. Cf. plus haut, t. II, chap. I<sup>er</sup>, p. 39-41.



An X.

| MARCHÉS          | FROMENT           | MÉTEIL            | SEIGLE            | ORGE              | AVOINE            |
|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Saint-Brieuc ... | 2 <sup>f</sup> 58 | 2 <sup>f</sup> 05 | 1 <sup>f</sup> 87 | 1 <sup>f</sup> 86 | 1 <sup>f</sup> 18 |
| Dinan.....       | 2.35              | 1.77              | 1.79              | 1.84              | 1.20              |
| Guingamp .....   | 2.47              | —                 | 1.62              | —                 | 1.21              |
| Lannion.....     | 2.33              | 1.68              | 1.69              | 1.65              | 1.13              |
| Loudéac.....     | 2.31              | —                 | 1.74              | —                 | 1.35              |

An XI.

| MARCHÉS          | FROMENT           | MÉTEIL            | SEIGLE            | ORGE              | AVOINE            |
|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Saint-Brieuc ... | 3 <sup>f</sup> 03 | 2 <sup>f</sup> 43 | 2 <sup>f</sup> 28 | 2 <sup>f</sup> 29 | 2 <sup>f</sup> »  |
| Dinan.....       | 2.92              | 2.26              | 2.36              | 2.39              | 1.70              |
| Guingamp .....   | 2.63              | —                 | 2.10              | 1.85              | 1.69              |
| Lannion.....     | 2.43              | 1.91              | 1.93              | 1.77              | 1.78              |
| Loudéac.....     | 2.22              | —                 | 2.37              | —                 | 2.02 <sup>7</sup> |

Nous ne possédons de chiffres détaillés ni pour l'an XII, ni pour l'an XIII. Un Tableau des prix moyens par département pour la période 1797-1835, publié dans les *Archives statistiques de la France*, donne 26 fr. 61 l'hectolitre pour l'an XII, qui était pourtant une année de bonne récolte; 16 fr. 39 pour l'an XIII; 10 fr. 75 pour l'an XIV, dans les Côtes-du-Nord<sup>8</sup>. Nous retrouvons d'ailleurs les chiffres détaillés pour les cinq derniers mois de cette année, puis pour les douze mois de chaque année, et pour les espèces de céréales : froment, méteil, seigle, orge, sarrasin, et avoine depuis 1807 jusqu'en 1812.

Moyenne du prix des céréales pour les cinq derniers mois de 1806, l'hectolitre : froment, 10 fr. 25; méteil, 6 fr. 47; seigle, 6 fr. 39; orge, 5 fr. 38; sarrasin, 4 fr. 91; avoine, 4 fr. 36<sup>9</sup>.

7. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, Mercuriales, 2<sup>e</sup> registre, ans IX, X et XI, par communes. Les prix du méteil manquent pour Guingamp et Loudéac.

Rappelons qu'un myriagramme égale 10 kilos. Cf. à titre de comparaison, R. DURAND, *Le prix des grains à Guingamp sous la Révolution* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIX, année 1913-1914, p. 499-502.

8. *Archives statistiques de la France. Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce*, Paris, 1837, 1 vol. in-4<sup>o</sup>, tableau du prix moyen annuel du froment évalué à l'hectolitre dans les départements du Royaume groupés en régions, p. 8, Côtes-du-Nord (an XII-an XIV).

9. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup>, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1808), fol. 132, arrêté du 25 août 1806; fol. 133,

Moyenne annuelle du prix des céréales de 1807 à 1812 (sur 12 mois) :

| ANNÉES | FROMENT            | MÉTEIL            | SEIGLE            | ORGE              | SARRASIN          | AVOINE             |
|--------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| 1807   | 12 <sup>f</sup> 26 | 7 <sup>f</sup> 37 | 7 <sup>f</sup> 12 | 6 <sup>f</sup> 27 | 4 <sup>f</sup> 83 | 4 <sup>f</sup> 71  |
| 1808   | 10 89              | 7 14              | 6.90              | 5.72              | 5.10              | 4.33               |
| 1809   | 11.12              | 7.31              | 6.81              | 5.84              | 4.84              | 4.30               |
| 1810   | 17.59              | 12.86             | 12.30             | 10.81             | 8.75              | 6.40               |
| 1811   | 17.25              | 12.54             | 12 35             | 10 57             | 8.10              | 6.34 <sup>10</sup> |

On remarquera également le parallélisme de ces chiffres avec ceux des résultats des récoltes cités plus haut<sup>11</sup>. Les années 1807, 1808 et 1809 avaient été marquées par des récoltes satisfaisantes; 1810 et 1811, par contre, par des récoltes déficitaires. Aussi voyons-nous tout de suite monter le prix des céréales dans les marchés.

En 1812 ce fut bien pire encore; nous avons vu que des perturbations météorologiques avaient contrarié la germination et la maturation des céréales<sup>12</sup>. Pendant les quatre premiers mois de 1812, la moyenne des mercuriales fut la suivante :

| MOIS       | FROMENT            | MÉTEIL             | SEIGLE             | ORGE               | SARRASIN           | AVOINE              |
|------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| Janvier .. | 24 <sup>f</sup> 27 | 17 <sup>f</sup> 57 | 19 <sup>f</sup> 27 | 14 <sup>f</sup> 01 | 11 <sup>f</sup> 17 | 8 <sup>f</sup> 50   |
| Février .. | 27.15              | 21 57              | 21.36              | 15.81              | 13.91              | 8 90                |
| Mars ....  | 29.41              | 24.06              | 23.79              | 18.25              | 15.05              | 9 90                |
| Avril. ... | 39.49              | 31.72              | 30.51              | 26.15              | 21.20              | 14.40 <sup>13</sup> |

arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1806; fol. 134, arrêté du 15 septembre 1806; fol. 139, arrêté du 15 octobre 1806; fol. 141, arrêté du 31 octobre 1806; fol. 144-145, arrêté du 15 novembre 1806; fol. 145, arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1806; fol. 148, arrêté du 15 décembre 1806; fol. 148, arrêté du 31 décembre 1806; fol. 149, arrêté du 15 janvier 1807.

10. *Archives statistiques de la France...*, p. 8, tableau du prix moyen annuel, etc. (1807-1811) et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup>, fol. 151, arrêté du 30 janvier 1807. A partir de cette date, les arrêtés fixant le prix des grains se suivent de quinzaine en quinzaine jusqu'au 30 décembre 1811 dans 3 K 1<sup>2</sup> et 3 K 1<sup>3</sup> (1808-1814).

11. Cf. plus haut, t. II, chap. I<sup>er</sup>, p. 39-40.

12. *Ibid.*, p. 40-41.

13. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>3</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814) : fol. 100, arrêtés du 31 janvier, du 14 février et du 2 mars 1812; fol. 107, arrêté du 16 mars 1812; fol. 109, arrêté du 31 mars 1812; fol. 110, arrêté du 30 avril 1812; fol. 112, arrêté du 15 mai 1812.

Des désordres se produisirent aux marchés de Guingamp, Châtaudren, Pontrieux, Lamballe dans le courant du mois d'avril. La population, principalement des femmes, maltraita les blatiers qu'elle rendait responsables de la hausse et pilla leurs charrettes. Il fallut l'intervention de la gendarmerie pour rétablir l'ordre <sup>14</sup>. Aussi comprend-on que Napoléon, par le décret du 4 mai qui s'inspirait des prescriptions de la Convention, réglementa strictement la police des blés. Interdiction d'acheter et de vendre du blé ailleurs que dans les marchés, obligation pour les blatiers de déclarer les quantités possédées et les quantités achetées pour l'approvisionnement, prohibition des achats en vue de la spéculation, défense d'acheter pendant la première heure des marchés, qui devait être exclusivement réservée aux habitants et aux boulangers <sup>15</sup>. Un second décret du 8 mai fixait le prix du froment à 33 francs l'hectolitre pour la région parisienne et confiait aux préfets des autres départements le soin d'y pourvoir <sup>16</sup>. Un arrêté de Boullé du 13 mai reproduisit ces dispositions <sup>17</sup>. Ces mesures n'empêchèrent pas de nouveaux désordres de se produire au marché de Saint-Brieuc du 23 mai, où la gendarmerie intervint, semble-t-il, assez mal à propos <sup>18</sup>. D'où nouveaux arrêtés du préfet du 25 et du 28, l'un attribuant expressément la police du marché aux maires, l'autre tarifant le prix des céréales dans les marchés du département comme suit : 33 fr. l'hectolitre de froment, 30 fr. celui de méteil, 27 fr. celui de seigle, 22 fr. celui d'orge et de sarrasin, 16 fr. celui d'avoine.

Les marchands blatiers avaient, en outre, droit à une indemnité de déplacement montant à 0 fr. 67 par lieue pour le

14. Archives Nat., F<sup>7</sup> 3625, Mercuriales, Commerce et Subsistances, Côtes-du-Nord (1811-1813) : le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat, directeur du 1<sup>er</sup> arrondissement de police, 23 avril 1812; l'inspecteur général de la gendarmerie impériale au ministre de la Police générale, 28 avril, 2 mai et 15 mai 1812. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 16, 1812.

15. DUVERGIER, t. XVIII, p. 232-233. Sur la crise de 1811-1812, cf. E. VINCENS, *Notice sur la cherté des grains de 1811 à 1812*, article déjà cité et Cl. CHAILLOU-DESBARRES, *Essai historique et critique sur la législation des grains jusqu'à nos jours*, Paris, 1820, 1 vol. in-8°, p. 71-80.

16. DUVERGIER, t. XVIII, p. 237-238.

17. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K <sup>13</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814), fol. 110, arrêté du 13 mai 1812.

18. *Ibid.*, fol. 112-114, arrêté du 25 mai 1812.

froment, le seigle et le méteil, 0 fr. 47 pour l'orge, 0 fr. 51 pour le sarrasin et 0 fr. 40 pour l'avoine. Enfin, les 50 kilos de farine de froment étaient fixés à 25 francs, ceux de sarrasin à 19 fr. et ceux d'avoine à 21 fr.<sup>19</sup>. Ces nouveaux efforts furent aussi vains que les précédents. Au mois de juin 1812, en réponse à des reproches du conseiller d'Etat directeur du 1<sup>er</sup> arrondissement de police qui lui signalait la violation du décret du 4 mai dans le département où le blé atteignait dans certains endroits jusqu'à 45 francs l'hectolitre, le préfet avouait son impuissance. Le plus clair résultat des décrets du 4 et du 8 mai avait été de faire désertier les marchés et de multiplier les achats clandestins. Les déclarations mêmes n'étaient pas faites. Mieux valait, ajoutait Boullé, fermer les yeux, que d'essayer des mesures de rigueur qui se heurteraient à une opposition unanime<sup>20</sup>. Et en transmettant les mercuriales des mois de mai, juin, juillet et août, il ne cherchait pas à dissimuler les prix exorbitants atteints par les céréales<sup>21</sup>.

| MOIS       | FROMENT            | MÉTEIL             | SEIGLE             | ORGE               | SARRASIN           | AVOINE             |
|------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Mai.....   | 40 <sup>f</sup> 47 | 29 <sup>f</sup> 94 | 32 <sup>f</sup> 79 | 25 <sup>f</sup> 58 | 22 <sup>f</sup> 97 | 16 <sup>f</sup> 21 |
| Juin....   | 37 41              | 30.04              | 30.84              | 23.36              | 21.67              | 15.20              |
| Juillet... | 41.37              | 31.90              | 31.94              | 23.34              | 23.97              | 15.77              |
| Août....   | 36 90              | 25.70              | 22 93              | 18.80              | 22.71              | 11.17              |

Le 6 août 1812, le préfet considérant que la récolte du seigle et de l'orge déjà faite et que celle du froment en pleine activité présentait une situation rassurante, rapportait son arrêté du 28 mai<sup>22</sup>. Nous ne possédons pas les résultats des mercuriales pour les quatre derniers mois de 1812, toutefois il est probable que la baisse se fit assez vite sentir. Le 30 décembre 1812, le marché de Saint-Brieuc accusait les prix suivants :

19. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, *ibid.* et fol. 114-121, arrêté du 23 mai 1812. Cf. Archives Nat., F<sup>7</sup> 3625, Mercuriales, Commerce et Subsistances, Côtes-du-Nord (1811-1813), arrêté du préfet des Côtes-du-Nord, 28 mai 1812.

20. Archives Nat., F<sup>7</sup> 3625, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat, directeur du 1<sup>er</sup> arrondissement de police, 19 juin 1812.

21. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814) : fol. 122, arrêté du 16 juin 1812; fol. 123, arrêtés du 1<sup>er</sup> et du 15 juillet 1812; fol. 124, arrêté du 30 juillet 1812; fol. 126, arrêté du 14 août 1812; fol. 127, arrêté du 31 août 1812.

22. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics, fol. 125-126, arrêté du 2 août 1812.



froment 24 fr. 29, méteil 19 fr. 08, seigle 18 fr. 12, avoine 6 fr. 64 et sarrasin 9 fr. 54<sup>23</sup>. L'année suivante, la baisse s'accroît encore. Le prix moyen du froment qui avait été de 30 fr. 56 pendant cette désastreuse année 1812, tombe à 18 fr. 95 pour 1813, 13 fr. 72 pour 1814 et ne se relève qu'à 16 fr. 83 en 1815. Les autres céréales, méteil, seigle, orge, sarrasin, avoine ne dépassent pas comme maximum au marché de Saint-Brieuc 21 fr. 10 en 1813, 19 fr. 08, 7 fr. 25, 11 fr. 45 et 6 fr. 69; en 1814, 8 fr. 67, 8 fr. 26, 6 fr. 46 et 4 fr. 17<sup>24</sup>.

La viande se vend, en l'an IX, 0 fr. 60 le kilo sur le marché de Saint-Brieuc et de Dinan, 0 fr. 53 à Guingamp, 0 fr. 61 à Lannion et à Loudéac 0 fr. 55; en l'an X, 0 fr. 65 à Saint-Brieuc, 0 fr. 60 à Dinan, 0 fr. 62 à Guingamp, 0 fr. 60 à Lannion, 0 fr. 59 à Loudéac; en l'an XI, 0 fr. 61 à Saint-Brieuc, 0 fr. 64 à Dinan, 0 fr. 64 à Guingamp, 0 fr. 61 à Lannion, 0 fr. 70 à Loudéac<sup>25</sup>.

Le beurre oscille entre 0 fr. 90 le kilo (minimum) et 1 fr. 10 (maximum) au marché de Saint-Brieuc, dans les années 1811 à 1814 (1<sup>er</sup> semestre). Le plus souvent il se fixe autour de 0 fr. 90, 1 fr.; à Dinan, même période, 0 fr. 85 à 1 fr. 75; à Guingamp, 0 fr. 45 à 1 fr. 40; à Lannion, 0 fr. 77 à 1 fr. 50; à Loudéac, 1 fr. à 1 fr. 50<sup>26</sup>. Au mois de juin 1814, le prix moyen du beurre dans les marchés du département est de 1 fr. 08; en novembre de 1 fr. 48<sup>27</sup>.

Le foin vaut 0 fr. 53 le myriag. au marché de Saint-Brieuc en l'an IX, 0 fr. 48 à Dinan, 0 fr. 37 à Guingamp, 0 fr. 39 à Lannion, 0 fr. 44 à Loudéac; en l'an X, 0 fr. 55 à Saint-

23. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre de l'Intérieur, 31 décembre 1812.

24. *Archives statistiques de la France*, tableau du prix moyen annuel du froment évalué à l'hectolitre..., p. 8, Côtes-du-Nord (1812-1815) et Archives dép. des Côtes-du-Nord. M, Subsistances, 1<sup>er</sup> registre de mercuriales (1807-1814). Cf. à titre de comparaison avec l'Ille-et-Vilaine l'article de P. VIARD sur les subsistances dans ce département cité plus haut (indication du prix des céréales).

25. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, 2<sup>e</sup> registre de mercuriales, ans IX, X et XI. Les renseignements manquent pour les autres années.

26. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, 1<sup>er</sup> registre de mercuriales (1807-1814).

27. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au directeur des douanes à Brest, 21 juillet 1814 et 3 K 14, Arrêts du préfet relatifs aux établissements publics (1814-1827), fol. 6, arrêté du 2 novembre 1814, 1 fr. 40 au marché de Saint-Brieuc.

Brieuc, 0 fr. 46 à Dinan, 0 fr. 40 à Guingamp, 0 fr. 40 à Lannion, 0 fr. 42 à Loudéac; en l'an XI, 0 fr. 79 à Saint-Brieuc, 0 fr. 61 à Dinan, 0 fr. 62 à Guingamp, 0 fr. 51 à Lannion, à 0 fr. 72 à Loudéac.

La paille vaut, en l'an IX, 0 fr. 30 à Saint-Brieuc, 0 fr. 49 à Dinan, 0 fr. 19 à Guingamp, 0 fr. 18 à Lannion, 0 fr. 21 à Loudéac; en l'an X, 0 fr. 30 à Saint-Brieuc, 0 fr. 46 à Dinan, 0 fr. 17 à Lannion, 0 fr. 18 à Loudéac; en l'an XI, 0 fr. 60 à Saint-Brieuc, 0 fr. 61 à Dinan, 0 fr. 24 à Guingamp, 0 fr. 16 à Lannion, à 0 fr. 72 à Loudéac.

Le bois vaut, en l'an IX, 7 fr. 95 le stère à Saint-Brieuc, 5 fr. 01 à Dinan, 5 fr. 21 à Guingamp, 5 fr. 65 à Lannion, 5 fr. à Loudéac; en l'an X, 9 fr. 24 à Saint-Brieuc, 5 fr. 83 à Dinan, 6 fr. 46 à Guingamp, 5 fr. 72 à Lannion, 5 fr. 45 à Loudéac; en l'an XI, 10 fr. 30 à Saint-Brieuc, 6 fr. 12 à Dinan, 6 fr. 72 à Guingamp, 5 fr. 61 à Lannion, 5 fr. 75 à Loudéac.

La chandelle vaut, en l'an IX, 1 fr. 37 le kilo à Saint-Brieuc, 1 fr. 30 à Dinan, 1 fr. 47 à Guingamp, 1 fr. 44 à Lannion, 1 fr. 51 à Loudéac; en l'an X, 1 fr. 43 à Saint-Brieuc, 1 fr. 43 à Dinan, 1 fr. 54 à Guingamp, 1 fr. 51 à Lannion, 1 fr. 59 à Loudéac; en l'an XI, 1 fr. 66 à Saint-Brieuc, 1 fr. 53 à Dinan, 1 fr. 79 à Guingamp, 1 fr. 83 à Lannion, 1 fr. 86 à Loudéac<sup>28</sup>.

Nous possédons les prix du pain et de la viande à Saint-Brieuc de 1807 à 1814. Un arrêté du maire du 28 mars 1807, considérant que depuis longtemps, malgré la baisse du grain et des bestiaux, ce prix était excessif, dans le but de mettre un terme « à la rapacité » des boulangers et des bouchers, décida que le pain et la viande seraient désormais taxés par application de l'article 30 de la loi du 22 juillet 1791<sup>29</sup>. Le pain, qui comprend deux qualités, oscille en 1807, de 0 fr. 26 à 0 fr. 17 le kilo (prix extrêmes); en 1808, de 0 fr. 20 à 0 fr. 16; en 1809, de 0 fr. 30 à 0 fr. 16; en 1810, de 0 fr. 34 à 0 fr. 26; en 1811, de 0 fr. 36 à 0 fr. 26; en 1812, année de disette comme on l'a vu plus haut, de 0 fr. 86 à 0 fr. 34; en 1813, de 0 fr. 36 à 0 fr. 18;

28. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Subsistances, 2<sup>e</sup> registre de mercuriales, ans IX, X et XI. Les renseignements manquent pour les autres années.

29. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, registre des arrêtés du maire (an IX-1811), fol. 75-76, arrêté du 28 mars 1807. La taxation s'opère sous forme d'arrêtés qui se succèdent désormais sans discontinuité tous les mois jusqu'en 1814.

en 1814, de 0 fr. 28 à 0 fr. 17 pour la première qualité<sup>30</sup>. La seconde qualité varie en 1807, de 0 fr. 23 à 0 fr. 15; en 1808, de 0 fr. 17 à 0 fr. 14; en 1809, de 0 fr. 25 à 0 fr. 15; en 1810, de 0 fr. 25 à 0 fr. 22; en 1811, de 0 fr. 26 à 0 fr. 22; en 1812, de 0 fr. 69 à 0 fr. 26; en 1813, de 0 fr. 27 à 0 fr. 17; en 1814, de 0 fr. 22 à 0 fr. 16. La viande de bœuf est taxée à 0 fr. 70 le kilo d'une façon constante pendant l'année 1807; elle se stabilise à 0 fr. 60 de 1808 à 1812, oscille de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 en 1813 et atteint de nouveau 0 fr. 70 pendant toute l'année 1814<sup>31</sup>.

Les foires étaient une autre manifestation de la vie économique traditionnelle qui se maintenait encore sous l'Empire. En Bretagne, elles étaient étroitement associées à des fêtes religieuses locales; c'étaient les « pardons » du pays breton, les « assemblées » du pays gallo. Quelques-unes se tenaient dans un lieu de pèlerinage, auprès d'une source ou d'une chapelle, à même la lande. De petites échoppes en bois et en toile se dressaient tout autour, car on n'y vendait pas seulement des bestiaux comme de nos jours, mais encore toute espèce de produits manufacturés (chanvre, lin, fil, laine, toile, draperie, quincaillerie, chaudronnerie, poterie, verrerie, mercerie, sabots, chapellerie, clouterie, épicerie, huiles, charbon de bois et de terre, instruments agricoles, cordes, graisses, beurre)<sup>32</sup>. L'administration centrale du département par arrêté du 24 thermidor an XI, le préfet par arrêté du 20 avril 1807 qui modifiait le précédent sur certains points de manière à tenir compte de quelques réclamations et surtout du rétablissement du calendrier grégorien, établirent la liste suivante<sup>33</sup>. Saint-

30. Le pain de première qualité est dit « fine fleur froment »; il y a des pains de 5 kilos, 2 kilos, 1 kilo, 0 kil. 500. Dans les bonnes années une légère réduction est consentie pour les pains de 5 kilos et de 2 kilos qui coûtent proportionnellement moins cher que le pain de 1 kilo.

En 1812 les prix sont les suivants : janvier, 0 fr. 34; février, 0 fr. 43; mars, 0 fr. 45; avril, 0 fr. 55; mai 0 fr. 62 et 0 fr. 86; juin, 0 fr. 58; août, 0 fr. 58; septembre, 0 fr. 38; octobre, 0 fr. 38; novembre : 0 fr. 38; décembre : 0 fr. 36.

31. Nous ne donnons ici que le prix de la viande de bœuf : les arrêtés municipaux taxent aussi — naturellement moins cher — la viande de vache, de veau, de mouton, enfin la viande assortie (bœuf, mouton et veau). Pas de taxation pour la viande de porc.

32. Cf. dans l'*Almanach National et Impérial* de l'an VIII à l'an XII le tableau général des foires de la République, parfois avec l'indication des produits.

33. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1249B, Foires et marchés, Côtes-du-Nord, tableau général des foires qui se tiennent dans le département, 24 thermidor an VI; tableau général des foires du département des Côtes-du-Nord, arrêté par le préfet 20 août 1807. Imprimé. Bourel, 15 p.

Brieuc avait cinq foires d'un jour chacune : la foire du mercredi des Cendres, celle du mercredi d'avant la Mi-Carême, où l'on vendait surtout des bestiaux, des cuirs verts et des légumes secs, celle du 1<sup>er</sup> mercredi de mai (foire aux bestiaux), celle du 9 septembre dite « foire Fontaine » (bestiaux, cuirs et laines), celle du 30 ou de la Saint-Michel, foire aux bestiaux et aux meubles. Châtelaudren avait quatre foires, dont une qui durait huit jours. On y vendait surtout des chevaux. A la foire du 8 juin dite « foire de Châtelaudren » qui se tenait dans la dernière semaine d'octobre, on vendait des chevaux pendant sept jours, le huitième était le jour des bestiaux. Lamballe avait cinq foires d'un jour chacune. Moncontour, de même; l'une de ses foires, celle du 11 juin, était dite « foire franche ». C'était une foire aux toiles et aux étoffes, une autre dite de la Madeleine (22 juillet) avait été fondée par le duc de Penthièvre, elle se tenait primitivement, mi en Moncontour, mi en Trédaniel : un arrêté du 15 juillet 1807 la transféra à Moncontour dont la municipalité fit l'acquisition d'un champ de foire moyennant la somme de 1.500 francs. Quintin jusqu'en 1807 avait six foires, trois d'un jour et trois de huit, l'une à la Saint-Martin, la seconde à la Mi-Carême, la troisième au 1<sup>er</sup> août. On y vendait des bestiaux, du beurre, des pois, des oignons, des cuirs, des suifs, des lins. L'arrêté de 1807 les réduisit à quatre, d'un jour seulement. A Dinan, il se tenait par an sept foires dont une de huit jours dite « du Liège », le deuxième jeudi de Carême. C'était une foire aux bestiaux, mais on y vendait aussi des étoffes, de la bijouterie et de la mercerie. Des marchands de Tours, Lisieux, Vire y fréquentaient. La foire suivante dite « du Déliège » était une foire aux chevaux et aux fils. Dans cet arrondissement les centres de foires les plus importants étaient La Bouillie (foires d'hiver au Chemin-Chaussé), Broons, Guenroc, Jugon, Matignon, et surtout Pléboulle, dont la foire célèbre sous le nom de « Montbrand » durait dix jours. Guingamp avait seize foires (chevaux, bestiaux, toiles et cuirs), Callac 15 et Rostrenen 27, toutes d'un jour. Trois foires de Rostrenen surtout étaient célèbres : le « Grand Marché » en janvier, la « Foire grasse » (aux jours gras) et la « Foire des Harengs ». Bégard, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Pontrieux, Runan étaient aussi des centres fréquentés. Cet arrondissement paraît même spécialement favorisé à cet égard. A Lannion, il y a dix foires



par an, dont une de trois jours ; celle de la Saint-Michel (27, 28 et 29 septembre). Les autres foires de l'arrondissement sont celles de Langoat, de Saint-Michel-en-Grève (une foire de deux jours), de Plestin, de La Roche-Derrien, et surtout du Vieux-Marché avec 13 foires d'un jour et de Tréguier avec 10 foires. L'une d'elles, la foire de la Fête-Dieu, durait 15 jours. On y vendait « tous objets de commerce excepté les bestiaux ». Dans l'arrondissement de Loudéac les foires les plus importantes et les plus nombreuses se tiennent à Loudéac ( 9 foires d'un jour : toiles et bestiaux) ; Uzel, 10 foires d'un jour : toiles, cuirs, bestiaux (l'une d'elles s'appelle la Foire Fleurie), et surtout à Corlay (12 foires d'un jour)<sup>34</sup>.

D'une façon générale, l'administration impériale ne voyait pas d'un très bon œil la fréquence de ces foires. Toute réunion de citoyens lui est *a priori* suspecte, sent la cabale et l'émeute. En outre, comme les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, préoccupée avant tout du maximum de rendement des forces productives du pays, elle les considérait comme une occasion de perdre leur temps, offerte aux paysans, pour qui les palabres interminables et les beuveries inséparables des transactions constituent les distractions favorites de leurs existences solitaires. L'article 2 de l'arrêté du préfet de 1807, par les sanctions qu'il édicte dans le cas où des foires se tiendraient à d'autres jours que ceux fixés par l'article premier, est singulièrement révélateur de ces préoccupations. « Il est expressément enjoint aux maires de faire dissiper par la force publique (les rassemblements) qui se formeraient sous prétexte de foires en contravention du présent et de traduire devant l'officier de police judiciaire tout individu qui leur opposerait quelque résistance »<sup>35</sup>. Remarquons, enfin, que la procédure d'établissement est assez compliquée. Un arrêté consulaire du 7 thermidor an VIII porte que les jours de foire se règlent par les Consuls sur le rapport du ministre de l'Intérieur et sur l'avis du préfet, tandis que pour les jours de marché un simple arrêté du ministre de l'Intérieur suffit<sup>36</sup>. A partir de 1807, ce sont des décrets impériaux qui modifient le tableau des foires que nous venons d'étudier. Les principaux sont ceux du 26 novembre 1803 accordant à Lamballe une

34. *Ibid.*

35. *Ibid.*, tableau général...

36. DUVERGIER, t. XII, page 263.

sixième foire le premier jeudi de mars<sup>37</sup>, celui du 1<sup>er</sup> mars 1809 rétablissant deux foires de Corlay à leurs anciennes époques<sup>38</sup>, celui du 18 juillet 1809 créant, à la demande du conseil municipal d'Yvias, une foire à Kerfort, près d'une petite chapelle située à peu près à égale distance des communes de Plourivo, Plouvez, Lanvignec, Ploubazlanec, Perros-Hamon, Kérity et Plouézec<sup>39</sup>. Citons encore celui du 22 juin 1810 créant une nouvelle foire à Saint-Brieuc, la veille de la course aux chevaux et trois autres à Loudéac, ce qui portait pour cette ville le chiffre annuel à 12, ainsi qu'avant la Révolution<sup>40</sup>.

Au total, si l'on se place à la fin de l'Empire, on arrive à 375 foires pour l'ensemble du département chaque année, dont plusieurs comme on l'a vu d'une durée de plusieurs jours. En 1913, l'*Annuaire du département* en mentionne 786 : on voit que leur nombre a plus que doublé, mais leur importance a déchu. Très rares sont celles dont la durée dépasse un jour, au maximum elles atteignent deux jours, et ce sont presque exclusivement des marchés aux bestiaux<sup>41</sup>.

Avant de terminer ce qui a trait aux foires, disons quelques mots du commerce des bestiaux et des prix atteints par les animaux au début du siècle : c'est d'ailleurs le seul genre de renseignements que nous possédons sur le taux des transactions qui s'y opéraient. Les foires de Lannion, Saint-Michel, Plestin, Vieux-Marché, Lamballe, Châtelaudren, Dinan, Quintin, Uzel, Corlay, Guingamp, étaient fréquentées par des

37. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1249B, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 10 octobre 1808 et décret impérial du 26 novembre 1808.

38. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord, au ministre de l'Intérieur, 28 février 1809 et décret impérial du 1<sup>er</sup> mars 1809.

39. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 24 mai 1809 et décret impérial du 18 juillet 1809.

40. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 10 juillet 1809 et décret impérial du 22 juin 1810.

41. *Annuaire Guyon* (annuaire du département des Côtes-du-Nord), Saint-Brieuc, 1913, 1 vol. in-12, p. 47-57. A l'appui de ce que nous disons plus haut de l'hostilité de l'administration impériale à l'égard des foires trop nombreuses, cf. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1429, le préfet des Côtes-du-Nord (Boullé) au ministre de l'Intérieur, 10 juin 1814, à propos d'une pétition des habitants de Quintin demandant l'établissement d'un second marché aux toiles par semaine. Boullé conclut à son rejet et ajoute : « La multiplicité des foires gêne les négociants qui ne peuvent toutes les fréquenter et distraît les ouvriers de leur travail ».

maquignons normands qui venaient y acheter des poulains et des bœufs pour les engraisser dans les pâturages de la Manche et du Calvados. A Lannion, par exemple, sur 1.600 bestiaux vendus en trois jours de foire de septembre, 600 le sont à des Normands; à Lamballe, à la foire du deuxième jeudi d'octobre, sur 600, 100; à Châtelaudren, sur les 2.400 vendus en moyenne pendant la foire de huit jours, 500; à Dinan, point de contact avec la Normandie, à la foire du Liège sur 600, 400. Les foires de Jugon, Uzel, Corlay, Guingamp, plus reculées dans le centre du département, reçoivent même souvent leurs visites. A Pontrieux, ce sont les éleveurs du Finistère qui, sur les 500 poulains exposés à la foire du deuxième lundi de septembre, en enlèvent au moins la moitié <sup>42</sup>. En 1814, le préfet estimait environ à 19.900 le nombre de bêtes à cornes sortant annuellement du département; nous n'avons pas de statistique d'ensemble pour la race chevaline <sup>43</sup>.

En 1810, on évaluait, comme suit, le prix courant des bestiaux dans les marchés des arrondissements :

I. — *Arrondissement de Saint-Brieuc.*

| BESTIAUX                     | ANNÉES<br>BONNES       | ANNÉES<br>MÉDIOCRES    | ANNÉES<br>MAUVAISES   |
|------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|
| Bœufs de labour (le couple). | 200 à 150 <sup>f</sup> | 150 à 100 <sup>f</sup> | 100 à 75 <sup>f</sup> |
| Vaches (pièces).....         | 120 à 90               | 90 à 60                | 60 à 50               |
| Génisses.....                | 170 à 50               | 50 à 45                | 40 à 30               |
| Bêtes à laine.....           | 15 à 10                | 10 à 6                 | 5 à 4                 |
| Cochons gras.....            | 100 à 75               | 75 à 60                | 60 à 45               |
| Chevaux.....                 | 360 à 300              | 250 à 200              | 200 à 150             |
| Poulains.....                | 260 à 120              | 120 à 80               | 80 à 60               |
| (vendus aux Normands).       |                        |                        |                       |

42. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1285 : circulaire de 1811 concernant les marchés et les foires, Côtes-du-Nord; indication des principales foires à bestiaux du département, 19 décembre 1809. Les maquignons normands venaient de Coutances, de Caen et jusque de Lisieux. D'autres acheteurs étrangers se servaient d'intermédiaires locaux qui, moyennant une commission, conduisaient les poulains à un rendez-vous indiqué, par exemple à Pontorson.

43. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), statistique bovine pour 1813 (16 août 1814). Quantité de bêtes à cornes sorties du département pour le commerce : 4.900 taureaux et bœufs, 10.100 vaches et génisses, 4.900 veaux.

II. — *Arrondissement de Dinan.*

| BESTIAUX              | ANNÉES<br>BONNES     | ANNÉES<br>MÉDIOCRES  | ANNÉES<br>MAUVAISES |
|-----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| Bœufs (peu de bœufs). | »                    | »                    | »                   |
| Vaches.....           | 80 à 90 <sup>f</sup> | 60 à 65 <sup>f</sup> | 40 à 50             |
| Génisses.....         | 30 à 40              | 24 à 30              | 15 à 20             |
| Bêtes à laine.....    | 6 à 8                | 4 à 5                | 3 à 4               |
| Cochons gras.....     | 50 à 60              | 45 à 50              | 30 à 40             |
| Chevaux.....          | 200 à 250            | 150 à 200            | 100 à 150           |
| Poulains.....         | 250 à 300            | 200 à 250            | 150 à 200           |
| (par les Normands).   |                      |                      |                     |

III. — *Arrondissement de Guingamp.*

| BESTIAUX                     | ANNÉES<br>BONNES | ANNÉES<br>MÉDIOCRES | ANNÉES<br>MAUVAISES |
|------------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Bœufs de labour (le couple). | 200 fr.          | 180 fr.             | 150 fr.             |
| Vaches.....                  | 90               | 66                  | 50                  |
| Génisses.....                | 60               | 45                  | 36                  |
| Bêtes à laine.....           | 9                | 7                   | 6                   |
| Cochons.....                 | 72               | 66                  | 54                  |
| Chevaux.....                 | 240              | 180                 | 150                 |
| Poulains.....                | 150              | 120                 | 90                  |

IV. — *Arrondissement de Lannion.*

| BESTIAUX               | ANNÉES<br>BONNES | ANNÉES<br>MÉDIOCRES | ANNÉES<br>MAUVAISES |
|------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Bœufs (le couple)..... | 150 fr.          | 140 fr.             | 120 fr.             |
| Vaches.....            | 70               | 50                  | 40                  |
| Bêtes à laine.....     | 10               | 7                   | 4                   |
| Cochons.....           | 80               | 70                  | 50                  |
| Chevaux.....           | 300              | 200                 | 170                 |
| Poulains.....          | 150              | 120                 | 80                  |



V. — Arrondissement de Loudéac.

| BESTIAUX               | ANNÉES<br>BONNES | ANNÉES<br>MÉDIOCRES | ANNÉES<br>MAUVAISES |
|------------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Bœufs (le couple)..... | 290 fr.          | 200 fr.             | 100 fr.             |
| Vaches.....            | 90               | 60                  | 45                  |
| Génisses.....          | 40               | 30                  | 24                  |
| Bêtes à laine.....     | 4                | 3                   | 2                   |
| Cochons.....           | 60               | 40                  | 30                  |
| Chevaux.....           | 200              | 150                 | 120                 |
| Poulains.....          | 150              | 120                 | 90 <sup>44</sup>    |

En 1814, le préfet voulant donner au ministre de l'Intérieur une idée du prix d'ensemble du bétail dans les Côtes-du-Nord estimait à 30 fr. le prix moyen des taureaux; 100 fr., celui des bœufs; 50 fr., celui des vaches; 30 fr., celui des génisses; 6 à 7 fr., celui des veaux <sup>45</sup>.

Une question étroitement liée à celle des foires et marchés dans les préoccupations de l'administration bonapartiste est celle des poids et mesures. L'usage en la matière du système métrique décrété en principe par la Constituante, puis par la Convention, avait vu son application par deux fois reculée sous le Directoire. Un arrêté consulaire du 13 brumaire an IX fixa définitivement son entrée en vigueur pour toute la France au 1<sup>er</sup> vendémiaire an X et le préfet des Côtes-du-Nord prit par application de cette mesure générale un arrêté en ce sens le 11 pluviôse an IX <sup>46</sup>. Un *Tableau de comparaison des anciennes et des nouvelles mesures* fut rédigé par Piou et Le Boyer, et distribué dans les communes (29 fructidor an IX) <sup>47</sup>.

44. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), renseignements sur le prix courant des bestiaux, etc., par arrondissements, 5 avril 1810.

45. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), statistique bovine pour 1813, 16 août 1814.

46. DUVERGIER, t. XII, p. 342-344 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 39, arrêté du 11 pluviôse an IX.

Sur la législation antérieure en la matière, cf. *Le Commerce. Instructions. Recueil de textes et notes*, publication de la *Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution*, Paris, 1912, 1 vol. in-80.

47. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 P 4, Contributions indirectes, Divers (Poids et mesures).

L'année suivante (24 floréal an X), le sous-préfet de Lannion nomma deux commissions pour vérifier dans son arrondissement la valeur exacte des anciennes mesures et déterminer leurs rapports avec les nouvelles. L'une de ces commissions comprit, à Tréguier, Goasmeur-Duportal père, Pinard professeur d'hydrographie et Toullic ex-professeur au collège de Saint-Brieuc; à Lannion, Le Bricquier-Kerstivien, Pilatte, professeur au collège, et Toussaint, greffier du tribunal<sup>48</sup>. Toutefois, il est probable que la mise à exécution laissa à désirer puisque trois ans plus tard (25 pluviôse an XIII) paraissait un autre arrêté du préfet prescrivant l'usage obligatoire du nouveau système à dater du 1<sup>er</sup> messidor de la même année<sup>49</sup>. En même temps, Boullé adressait aux maires une *Instruction sur l'usage des décimales et sur la manière d'opérer les calculs où il s'en trouve*, rédigée par Curo, Le Boyer et Piou (Saint-Brieuc, Bourel imprimeur, an XIII)<sup>50</sup>. Un vérificateur fut ensuite nommé aux appointements de 800 francs; c'était Nicolas Le Vavasseur, par ailleurs architecte-voyer de la ville de Saint-Brieuc. Son bureau était ouvert au public trois fois par semaine, de 8 heures à midi et de 2 à 4 heures<sup>51</sup>. Pour faciliter le passage de l'ancien état de choses au nouveau, un arrêté du 1<sup>er</sup> thermidor an XIII autorisa les commerçants à ajuster leurs anciens poids de 50 et 100 livres aux poids nouveaux de 25 et 50 kilos, en les alourdissant avec du plomb, à condition de les faire contrôler au bureau des poids et mesures<sup>52</sup>; un autre du 21 thermidor an XIII reconnut aux marchands de lin et de fil la faculté de se servir de romaines ou de pesons<sup>53</sup>; un troisième du 5 fructidor autorisa les fabricants, en raison de la rareté du bois en feuilles, à faire confectionner en douves cerclées les mesures pour matières sèches<sup>54</sup>. Malgré ces concessions faites à la rou-

48. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Sous-préfet de Lannion : Avis et arrêtés (an VIII-an XI), fol. 115, arrêté du 24 floréal an X.

49. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 60-61, arrêté du 25 pluviôse an XIII.

50. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 P 4, Contributions indirectes, Divers, le préfet des Côtes-du-Nord aux maires du département, 7 germinal an XIII.

51. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 63, arrêté du 14 ventôse an XIII.

52. *Ibid.*, fol. 76-77, arrêté du 1<sup>er</sup> thermidor an XIII.

53. *Ibid.*, fol. 79, arrêté du 21 thermidor an XIII.

54. *Ibid.*, fol. 81-82, arrêté du 5 fructidor an XIII.

tine bretonne, les marchands mettaient peu d'empressement à adopter le nouveau système. Le préfet s'en indignait dans une lettre au sous-préfet de Dinan du 17 vendémiaire an XIV<sup>55</sup>, et un peu plus tard dans une circulaire imprimée en date du 1<sup>er</sup> avril 1806 adressée aux maires, adjoints et commissaires de police : « Plusieurs marchands, y disait-il, sont à la vérité pourvus de nouveaux poids et mesures, mais pour la montre seulement ». Les magistrats chargés d'appliquer la loi ont montré « beaucoup d'insouciance et d'inertie »<sup>56</sup>. Boullé estimait qu'il convenait d'user de rigueur et que le temps de l'indulgence était passé. A la même date parut un arrêté portant règlement de police de la mise en pratique des nouveaux poids et mesures<sup>57</sup>. En même temps, le préfet nommait un ajusteur des anciens poids, un vérificateur en résidence à Lannion, Jacques Le Cocq, ancien capitaine d'infanterie; un autre à Loudéac, un autre à Guingamp, un autre à Dinan<sup>58</sup>. Chaque année, à l'automne, ces fonctionnaires, assistés des commissaires de police, procéderaient à une vérification chez les commerçants et percevraient un droit en conséquence. Les anciens poids et mesures saisis seraient confisqués et mutilés. Les fonctionnaires, spécialement les instituteurs et les membres des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance, ne devaient employer que les nouvelles dénominations. Seules elles étaient utilisées pour les actes officiels<sup>59</sup>. Cette organisation fut complétée par les tournées d'un inspecteur divisionnaire des poids et mesures, ayant juridiction sur les quatre départements de la 13<sup>e</sup> division mili-

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XIII-1806), le préfet au sous-préfet de Dinan, 17 vendémiaire an XIV.

56. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 P 4, Contributions indirectes, Divers, circulaire imprimée du préfet des Côtes-du-Nord, 1<sup>er</sup> avril 1806.

57. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 113-115, arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1806.

58. *Ibid.* : fol. 115, arrêté du 4 avril 1806; fol. 117, arrêté du 17 avril 1806; fol. 120-121, arrêté du 23 avril 1806; fol. 121, arrêté du 29 avril 1806; fol. 126, arrêté du 12 juin 1806 (traitement de Le Vavas seur); et 3 K 13, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1808-1814), fol. 5, arrêté du 15 avril 1808; fol. 7, arrêté du 10 mai 1808 (remplacement à Saint-Brieuc de Le Vavas seur démissionnaire, par Pierre Dorléans et nomination de Mauviel fils, à Guingamp), fol. 8, arrêté du 16 mai 1808; fol. 39-40, arrêté du 9 mai 1809 (Gagon fils à Dinan).

59. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 190-192, arrêté du 15 octobre 1807. Cf. 4 P 4, Contributions indirectes, Divers.

taire <sup>60</sup>. Elle fonctionna normalement à partir de 1807 jusqu'à la fin de l'Empire et donna, semble-t-il, satisfaction au préfet : du moins à partir de cette date nous ne rencontrons plus de plaintes à ce sujet dans sa correspondance.

L'adoption d'un système uniforme des poids et mesures eut pour corollaire l'établissement de bureaux de poids publics dans les marchés et les foires. Un arrêté consulaire du 7 brumaire an IX autorisa le préfet à créer là où il le jugerait utile ces organismes de contrôle, destinés à assurer l'équité du trafic, sans que toutefois leur utilisation par les particuliers devînt jamais obligatoire (loi du 29 floréal an X) <sup>61</sup>. L'application de cette mesure ne commença guère du reste dans les Côtes-du-Nord qu'à partir de l'an XIII. Le 4 prairial le conseil municipal de Callac demandait la permission d'en installer un <sup>62</sup>. L'année suivante, le 21 brumaire an XIV, un arrêté du préfet en créa un à Saint-Brieuc et promulgua un tarif pour le pesage, le mesurage et le jaugeage <sup>63</sup>. Ce poids public commença à fonctionner le 14 juin 1806 ; il comprenait trois employés, dont l'un spécialement affecté à la pesée des grains. Leurs traitements étaient respectivement de 500 fr., 200 fr. et 100 fr. <sup>64</sup>. En janvier 1807, à la suite d'une délibération du conseil municipal du 9 décembre précédent, le tarif fut remanié et entra en vigueur le 10 mars suivant <sup>65</sup>. Lamballe eut son « poids » presque en même temps que Saint-Brieuc (29 brumaire an XIV) ; il entra en activité peu après (1<sup>er</sup> juin 1806) <sup>66</sup>. Puis ce fut le tour de Tréguier (14 février 1806), mis en activité le 1<sup>er</sup> décembre 1806 ; de La Roche-Derrien (14 février 1806), en activité le 1<sup>er</sup> novembre ; de Lannion (11 mars 1806), en acti-

60. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics, le préfet à M. Nourry, inspecteur des Poids et Mesures dans les départements de la 13<sup>e</sup> division militaire, 25 avril 1806.

61. DUVERGIER, t. XII, p. 336-337 et t. XIII, p. 441-442.

62. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 71, arrêté du 4 prairial an XIII (approuvant cette délibération).

63. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 93, arrêté du 21 brumaire an XIV.

64. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 125, arrêtés du 28 mai et du 4 juin 1806.

65. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 147, arrêté du 12 décembre 1806.

66. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, fol. 97, arrêté du 29 brumaire an XIV et fol. 124, arrêté du 20 mai 1806.



vité le 25 octobre; de Guingamp (19 avril 1806); de Loudéac (3 juillet et 13 novembre 1806), en activité le 1<sup>er</sup> janvier 1807; de Dinan (3 septembre 1807), en activité le 20 octobre; de Pontrieux (10 avril 1809), de Moncontour (25 avril 1809), de Paimpol (22 juillet 1809) et de Quintin (29 mai 1811)<sup>67</sup>. Comme on le voit, à la fin de l'Empire, presque toutes les localités de quelque importance au point de vue économique en étaient pourvues.

A côté de ce commerce des marchés et foires que l'on pourrait qualifier d'intermittent et d'ambulant, existe sous l'Empire comme de nos jours le trafic permanent et sédentaire des commerçants à demeure. Nous ne parlons pas des petits détaillants, nombreux dans les villes, dont les documents électoraux, à défaut d'autres, permettraient à la rigueur de reconstituer la liste approximative. Nous nous bornons aux commerçants en gros : à rayon d'action relativement étendu, commissionnaires, armateurs et parfois banquiers. Quelques-uns, c'est le cas des commerçants en toiles, sont plutôt des sortes d'industriels, puisqu'ils emploient des ouvriers à la production; aussi ne sera-t-on pas étonné de rencontrer parmi eux des noms qui ont déjà figuré plus haut dans l'étude de l'industrie textile dans les Côtes-du-Nord. Enfin, un certain nombre d'entre eux faisaient partie des assemblées délibérantes du département; conseils municipaux des grandes villes, conseils d'arrondissement, conseil général<sup>68</sup>. Voici les principaux d'après un état vraisemblablement dressé en 1810, par le préfet. A Saint-Brieuc, c'est d'abord l'importante maison Sébert aîné, qui fait par an de 4 à 500.000 francs d'affaires. En 1810, Louis Sébert qui a 52 ans, exerçait le commerce depuis 20 ans : il ne devait

67. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup> : fol. 101-102 et 102-103, arrêtés du 14 février 1806; fol. 108-109, arrêté du 11 mars 1806; fol. 117-119, arrêté du 19 avril 1806; fol. 130, arrêté du 3 juillet 1806; fol. 136, arrêtés du 10 octobre 1806; fol. 142, arrêté du 10 novembre 1806; fol. 143-144, arrêté du 13 novembre 1806; fol. 145, arrêté du 17 novembre 1806; fol. 147-148, arrêté du 12 décembre 1806. 3 K 1<sup>3</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (1803-1814) : fol. 32-34, arrêté du 10 avril 1809; fol. 36-38, arrêté du 25 avril 1809; fol. 50-52, arrêté du 22 juillet 1809; fol. 88-89, arrêté du 29 mai 1811 et fol. 94, arrêté du 28 août 1811. C'est le préfet qui nomme les préposés de tous ces bureaux.

68. Cf. t. I<sup>er</sup>, chap. I, p. 58 et seq.

Le compte rendu de l'estampillage des toiles françaises pratiqué en l'an XII à Saint-Brieuc mentionne 12 marchands de toiles et étoffes dans cette ville, cf. 2 M 72, fol. 160-161, le préfet au Grand Juge et ministre de la Justice, 9 frimaire an XII.

mourir qu'en 1844. Les vins, les denrées coloniales, les eaux-de-vie, le café, le sucre étaient les principaux objets de son négoce. Parmi les pays étrangers, c'était surtout avec la Suède et le Danemark qu'il était en relations. Jacques Veillet-Dufrèche (chiffre annuel, 150.000 fr.) et Louis Rouxel (200.000 fr.) venaient ensuite en seconde ligne. Louis Rouxel trafiquait aussi avec les pays du Nord; il armait pour le cabotage et, le cas échéant, pour la grande pêche. Leuduger-Fortmorel, le maire de Saint-Brieuc (60.000 fr.)<sup>69</sup>, était spécialisé dans les vins et spiritueux. Au Légué nous rencontrons les deux maisons : Rouxel-Villeféron et Rouxel-Villehellio et Denis, l'une et l'autre pratiquant la commission et l'armement. A Saint-Quay, François Le Mée qui jouissait « d'un grand crédit » fait 200.000 francs d'affaires par an. A Paimpol, Pierre Corouge armait pour Terre-Neuve, le grand et le petit cabotage en temps de paix; depuis la guerre il se bornait à la commission. Il en était de même de Louis Morand, que nous connaissons déjà comme brasseur et filateur de coton : le chiffre moyen de ses affaires ne dépassait pas 60 à 80.000 francs<sup>70</sup>. A Quintin, Jean Villart (160.000 fr.), Augustin Garnier (200.000 fr.) et surtout Louis Bouan (300.000 fr.), étaient les trois principaux négociants en toiles. Avant la guerre ils les expédiaient, comme on l'a dit, par mer sur Cadix<sup>71</sup>, maintenant ils étaient réduits à les écouler à l'intérieur de la France. Bouan faisait en outre la banque<sup>72</sup>. A Dinan, les commerçants les plus notables sont Viel-Belêtre frères qui spéculent sur l'épicerie, les vins et les eaux-de-vie, les toiles à voiles (200.000 fr.), Bazin (Joseph) en relations surtout avec l'Espagne; Beslay (Charles, négociant en vins et en cuirs (250.000 fr. d'affaires par an), en relations avec la Hollande; Dutertre (Yves), négociant en toiles (4 à 500.000 fr.); Raymond Le Chevalier (toiles et vins, 150.000 fr.); Néel (Charles) qui écoulait les cuirs de sa fabrique en Hollande et en Espagne (4 à 500.000 fr.); Gaultier (Jean) qui importait les fers et aciers du Nord (200.000 fr.)<sup>73</sup>. Les deux arrondis-

69. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M 2, Statistique générale (an VIII-1858), liste des négociants les plus distingués.

70. *Ibid.*

71. *Ibid.*, cf. plus haut, t. II, chap. I, p. 18.

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*

sements de Saint-Brieuc et de Dinan étaient les deux arrondissements du département où le trafic était le plus actif. Dans les trois autres, Guingamp, Lannion et Loudéac, on ne peut guère citer que quelques noms d'hommes d'affaires. A Guingamp, Barthélemy Desjars et J.-B. Mazurié associés étaient à la fois commerçants en toile et banquiers. A Pontrieux, Charles-Antoine Le Brigant, l'ami de La Tour-d'Auvergne, possède la plus grosse fortune mobilière du pays (400.000 fr. d'affaires). Il vend et achète toutes sortes de denrées ; du bois, du blé, des graines de lin, du sel, des vins, de l'épicerie. A Tréguier, Le Goaster est « connu pour être celui qui fait le plus d'affaires dans ce pays » ; il faut y joindre Arnould Le Moullec, Yves Toullic, Faugeyroux, Illiac fils. A Pléboulle, Le Restif Motte-Colas fait le commerce des grains ; à Uzel, François Artur et François Le Deist, celui des toiles (chacun 40.000 fr. d'affaires) <sup>74</sup>.

Ces commerçants recevaient et expédiaient leurs marchandises les unes par voie de terre, les autres par mer. Par terre, le transport s'effectuait à l'aide de grosses charrettes de 2 ou 4 roues, attelées de plusieurs chevaux (3 ou 4) : c'est ce qu'on appelle le « roulage ». D'une enquête prescrite en 1811 par le ministre de l'Intérieur, il résulte qu'il y avait depuis l'an X environ, à Saint-Brieuc deux maisons de roulage, Mazurié jeune et Quintin (Marc). Leurs expéditions avaient lieu principalement à destination de Brest et Morlaix, vers l'Ouest ; de Rennes, Paris et la Hollande, vers l'Est ; de Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Marseille, vers le Sud. Le mouvement des voitures était de 40 à 50 par mois. Il fallait de 5 à 6 jours pour aller à Rennes, de 25 à 30 pour aller à Paris, de 30 à 35 jours pour aller à Gand, de 10 à 12 pour aller à Nantes, de 16 à 20 pour aller à La Rochelle, de 25 à 30 pour aller à Bordeaux, de 50 à 60 pour gagner Marseille (en passant par cette dernière ville). Le prix par 50 kilos variait suivant la distance : Saint-Brieuc-Marseille, 16 fr. ; Bordeaux, 13 fr. ; Gand, 13 fr. ; Paris, 8 fr. ; La Rochelle, 8 fr. ; Nantes, 6 fr. ; Rennes, 3 fr.

<sup>74</sup> *Ibid.* et 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au sous-préfet de Lannion, 24 décembre 1807. Tous ces commerçants sont notés « actifs et laborieux ». Pour Sébert, le préfet ajoute : « Eclairé ; ses vues s'étendent au delà de son commerce ». De même, Corouge de Paimpol.

La belle et la mauvaise saison faisaient monter ou descendre de  $1/6^e$  ces prix moyens, pour les villes voisines de 3 à 4 lieues <sup>75</sup>.

A Lamballe, il n'y a pas de maison de roulage à proprement parler, « mais seulement deux voituriers qui vont ordinairement à Rennes, Saint-Brieuc, Morlaix et Brest, et quelquefois à Nantes et à Bordeaux, mais très rarement dans la mauvaise saison » <sup>76</sup>. A Guingamp, depuis 1808, il y a deux maisons de commission; Roulier frères et Chauffray aîné qui transportent à Nantes, Rennes, Caen, Rouen et Lille les cuirs, suifs et miels. Ils mettent 9 jours pour gagner Rennes (3 fr. 50 les 50 kilos), 15 jours pour Nantes (6 fr.), 15 à 16 jours pour Caen (7 fr.), 25 à 28 jours pour Rouen (12 fr.) et 35 jours pour Lille (16 à 17 fr.) <sup>77</sup>. A Tréguier, il n'y a pas d'entreprise fixe : le roulage est accidentel, occasionné surtout par l'arrivée de prises. Le plus important est celui du chanvre à destination de Brest et de Lorient, et celui des vins et eaux-de-vie venant de Rennes, Vannes et Quimper <sup>78</sup>.

Toutefois, quelque importance qu'eût atteint le roulage dès les dernières années de l'Ancien Régime, le trafic se faisait surtout par mer, on le comprend, dans une région dotée d'une façade littorale à la fois si large et si bien articulée, et prenait la double forme du long cours et du cabotage. La guerre maritime fit disparaître la première et ne laissa subsister que la seconde et encore d'une façon extrêmement précaire en raison du blocus anglais. Des sloops de 20 à 30 tonneaux originaires de Saint-Malo et des autres ports bretons parvenaient à se glisser le long de nos côtes sous la protection de nos batteries et de nos stationnaires, comme on le verra plus tard, et à atteindre l'embouchure de la Rance. Ils la remontaient les jours de forte marée jusqu'à Dinan et y apportaient des vins, sels, eaux-de-vie, graines de lin, peaux, ils en rapportaient des miels, des noix, des châtaignes, du cidre, des toiles à destination de Saint-Malo pour majeure partie. Une certaine quan-

75. Archives Nat., F<sup>14</sup> 1269, Enquête sur le roulage et la navigation dans les départements, 1811, Côtes-du-Nord, le maire de Saint-Brieuc au ministre de l'Intérieur, 14 novembre 1811.

76. *Ibid.*, le maire de Lamballe au ministre de l'Intérieur, 7 juillet 1812.

77. *Ibid.*, le maire de Guingamp au ministre de l'Intérieur, 21 décembre 1811.

78. *Ibid.*, le maire de Tréguier au ministre de l'Intérieur, 5 juillet 1812.



tité de miel était exportée en Hollande <sup>79</sup>. Un état du commerce en 1810 nous montre à cette date le port du Légué recevant divers petits caboteurs de Granville, Regnéville, Saint-Malo, Saint-Servan, Le Croisic; ils y débarquaient de la pierre à chaux, du plâtre, du bois, des sabots, du fer, du tabac, du sel; de même Binic, Portrieux, Perros-Guirec, Paimpol <sup>80</sup>. En août 1810, dans ce dernier port entre le *Hasard* de 35 tonneaux venant de Rouen avec une cargaison de bouteilles. Le même bateau déposait à Lannion des faïences de provenance identique <sup>81</sup>. Les sorties sont constituées par des beurres, des graisses, du chanvre, des graines de lin et surtout des grains <sup>82</sup>.

Ce dernier commerce était soumis à des restrictions toutes spéciales. Un arrêté consulaire du 19 ventôse an VIII ne l'autorisait que sous certaines restrictions, moyennant la délivrance à l'expéditeur d'un acquit à caution, destiné à empêcher l'exode des grains à l'étranger. Il faut un arrêté du ministre de l'Intérieur rendu après avis conforme du préfet pour chaque expédition <sup>83</sup>. Ces expéditions sont de diverses sortes. Il y en a d'abord une première catégorie; ce sont celles nécessitées par la consommation locale.

C'est ainsi que les brasseurs du département que nous avons précédemment cités : Le Mée, Terlet, Wavrin, Morand, Bernard, font venir leur orge par mer <sup>84</sup>. De simples propriétaires mêmes qui veulent faire transporter de la sorte le produit des récoltes de leurs terres sont également soumis à cette formalité.

79. *Ibid.*, Ille-et-Vilaine, tableau du commerce et de la navigation de la rivière de Rance depuis Dinan à Saint-Malo, dressé par le maire de Saint-Malo, 1<sup>er</sup> octobre 1812.

80. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1686, Commerce extérieur et mouvement des ports, 1810 : navires entrés dans le port du Légué, *id.*, ports de Binic, Portrieux, Perros-Guirec.

81. *Ibid.*, port de Paimpol, port de Lannion.

82. Archives Nat., F<sup>12</sup> 1686, *passim*.

83. Manque dans DUVERGIER et dans le *Bulletin des Lois*, cité et analysé par V. EMION, *Législation, jurisprudence et usages du commerce des céréales*, Paris, 1854, 1 vol. in-8°, p. 324-325. Cf. H. RIVIERE, *Précis historique et critique de la législation française sur le commerce des céréales et les mesures d'administration prises dans les temps de cherté*, Paris, 1859, 1 vol. in-8° et Cl. CHAILLOU-DESBARRES, *op. cit.*

84. Archives Nat., F<sup>11</sup> 338, Subsistances, Côtes-du-Nord (an II-an IX) : pétition du citoyen Terlet brasseur à Saint-Brieuc, 24 thermidor an VIII; le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 24 fructidor an VIII; le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 8 frimaire an IX; *id.* à *id.*, 29 frimaire an IX; pétition de Jean Terlet, 21 floréal an IX; Le Mée au préfet des Côtes-

C'est ainsi le cas de Blaize et Duparc-Gautier, négociants de Saint-Malo, qui possédaient des fermes, l'un dans la commune de La Bouillie, l'autre dans l'île des Ebihens; de Duval et de Le Gué tous deux domiciliés à Saint-Servan, mais possessionnés en Saint-Cast; d'un commis de marine à Brest, Riennes dont les propriétés sont situées près de Lannion; de deux propriétaires de l'île de Bréhat, dont l'un Morel habitait Guingamp, l'autre Geoffroy, Paimpol <sup>85</sup>.

Une seconde catégorie est constituée par les fournisseurs militaires. Les deux places fortes de la Bretagne septentrionale, Saint-Malo et Brest, réclament sans cesse d'importantes livraisons de grains, Brest surtout quand séjourne dans son port la flotte alliée de l'amiral espagnol Gravina. Parmi ces fournisseurs, toujours en instance d'autorisation auprès du ministre, se fait remarquer Dermite, gros capitaliste du département, à la fois négociant en grains et banquier <sup>86</sup>.

A côté de lui, des négociants de Saint-Malo, de Brest, de Nantes tirent aussi du blé du département des Côtes-du-Nord pour le même objet <sup>87</sup>. Ils en tirent même tant, que dans les mauvaises années (an VIII, an IX) le préfet se plaint amèrement que ces exportations réitérées amènent la hausse et presque la disette <sup>88</sup>. Enfin, à partir de l'an X, le cabotage des

du-Nord, 4 fructidor an IX; 339 (an X-an XIV) : pétition de Wavrin, 29 fructidor an IX; pétition de Louis Morand, 6 nivôse an X; pétition de Terlet, 24 thermidor an XI; pétition de Morand, 21 fructidor an XI; le préfet des Côtes-du-nord au ministre de l'Intérieur, 26 ventôse an XIII; 340 (an XIV-1811). le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 7 mars 1810.

85. Archives Nat., F<sup>11</sup> 338 : le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 19 frimaire an IX; *id.* à *id.*, 22 frimaire an IX; *id.* à *id.*, 3 nivôse an IX; pétition de Morel de Guingamp, 19 thermidor an XI; de Geoffroy de Paimpol, 12 fructidor an XI; de Duparc-Gautier, négociant de Saint-Malo, 23 thermidor an XI.

86. *Ibid.* : rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 17 vendémiaire an IX (concernant Dermite); le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 24 brumaire an IX; *id.* à *id.*, 5 nivôse an IX et 9 pluviôse an IX (fournitures de l'escadre Gravina).

87. *Ibid.*

88. *Ibid.*, le préfet au ministre de l'Intérieur, 12 frimaire et 9 pluviôse an IX; *id.* à *id.*, 29 germinal an IX.

On se demandait en outre si une partie de ces achats de grains n'était pas destinée à passer clandestinement en Angleterre. Le ministre de l'Intérieur envoya en l'an IX en mission secrète sur le littoral de l'Ille-et-Vilaine et des Côtes du-Nord un fonctionnaire des douanes, homme de confiance qui lui adressa de Saint-Malo le 25 thermidor un rapport détaillé où se trouve sur Dermite, l'appréciation suivante : « On m'a beaucoup parlé à Saint-Brieuc d'un particulier nommé Dermite qui, de perruquier qu'il était, a fait une fortune brillante.

grains devient plus intensif, les expéditions ont lieu dans un rayon beaucoup plus étendu sur Nantes, à Bordeaux, à Bayonne, à Rouen. Les spéculateurs proprement dits apparaissent; ce sont des maisons de ces places qui procèdent à ces achats, le plus souvent par l'intermédiaire des négociants du département. Ainsi opèrent en l'an X Le Veux et C<sup>ie</sup> de Rouen, dont Latimier-Duclézieux, Lambert fils de Paimpol, Le Febvre de Tréguier, La Motte Colas au Guildo sont les agents<sup>89</sup>. Un autre négociant de Rouen, Dumas, emploie de la même manière à Lannion Guézennec-Kervisien<sup>90</sup>. En l'an XI nous voyons des négociants de Morlaix, les Barrère, acheter des blés et les expédier jusque dans les Bouches-du-Rhône<sup>91</sup>. En l'an XIV, c'est Bazin de Dinan qui expédie 120.000 myriagrammes de grains et farines sur Bordeaux et Libourne; en 1806, Terrien de Lannion expédie 60.000 myriagrammes de froment en Portugal; en 1807, Lesleven et Testard de Lesneven en envoient une certaine quantité à Brest et à Bayonne; en 1809, Mazurié et Desjars de Guingamp, et Le Coz Kéristiou de Lannion font deux chargements pour le Danemark; en 1810, Illiac aîné de Tréguier en expédie des cargaisons sur Lisbonne<sup>92</sup>. A partir

au commerce des blés et s'est ensuite fait fournisseur (il l'est même encore) ... On dit que cet homme a rendu des services à Saint-Brieuc en faisant venir des grains, principalement lorsqu'il était difficile de s'en procurer, mais par contre il est soupçonné comme bien d'autres de profiter de sa qualité de fournisseur pour enlever tous les grains et fournir des deux côtés. » (Le citoyen Roubin, directeur des douanes au ministre de l'Intérieur, Saint-Malo, le 25 thermidor an IX, F<sup>II</sup> 338).

89. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII) : fol. 88, arrêté du 28 ventôse an X; fol. 91, arrêté du 9 germinal an X; fol. 94, arrêté du 14 floréal an X; fol. 100, arrêté du 9 prairial an X.

90. Archives Nat., F<sup>II</sup> 339, rapport présenté au ministre de l'Intérieur, 23 floréal an X et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, fol. 100, arrêté du 9 prairial an X.

91. Archives Nat., F<sup>II</sup> 339, pétition des citoyens Barrère, négociants à Morlaix, 9 ventôse an XI. En l'an XII le conseil général protesta contre la manière tracassière et brutale avec laquelle les agents des douanes appliquaient l'arrêté consulaire de l'an VIII et émit un vœu en faveur de la libre circulation des grains. Il signale à ce propos parmi les plus importants marchés de grains du département : Dinan, Plancoët, Matignon, Saint-Brieuc, Binic, Portrieux, Paimpol, Pontrieux, Lézardrieux, Pleubian, Tréguier, La Roche-Derrien, Lannion, Plestin, tous situés, comme on le voit, dans la région riche de la côte. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 64-67 et Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 23 germinal an XII.

92. Archives Nat., F<sup>II</sup> 340 : le sénateur Cornudet au ministre de l'Intérieur, 9 vendémiaire an XIV; le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 12 décembre 1807. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance exté-

de cette date recommencent les années de mauvaises récoltes ; dès lors l'exportation des grains semble avoir fléchi en proportion.

La guerre avec l'Angleterre avait fait disparaître en même temps que la navigation au long cours, la pêche lointaine <sup>93</sup>. Complètement anéantie de l'an I à l'an X, elle s'apprêta à renaître quand on vit négocier la paix d'Amiens. Dès le début des pourparlers, en pluviôse an IX, le Conseil de commerce du département des Côtes-du-Nord, dont on parlera un peu plus loin, et qui comprenait les négociants les plus considérables : notamment Le Mée, Denis et les deux Rouxel, adressa au conseiller d'Etat, Barbé-Marbois, dont on se rappelle la mission extraordinaire dans la 13<sup>e</sup> division militaire, lors de son passage à Saint-Brieuc, un « Mémoire sur la pêche à la morue » <sup>94</sup> ; l'année suivante il y ajouta des « Observations ». Dans le « Mémoire » on exprimait le vœu que le Gouvernement « en traitant avec les Anglais de la mer » exigeât d'eux la cession de l'île entière de Terre-Neuve et la restitution de Saint-Pierre et Miquelon », tout au moins celle de la partie nord de l'île, délimitée par une ligne allant du cap Bonavista au cap Saint-Georges ou au cap du Lait. Si ces prétentions étaient de nature à faire échouer les pourparlers de paix, il fallait assurer à nos pêcheurs par des stipulations précises des établissements fixes et permanents dans les ports de cette partie de l'île, la liberté

rière du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 21 juillet 1806. Le préfet appuie la demande de Terrien par les raisons suivantes : « Les grains sont à si bas prix dans ce département et la récolte prochaine s'annonce sous l'aspect d'une si grande abondance qu'il serait à désirer que l'on procurât par tous les moyens possibles l'écoulement des grains dont la surabondance est une sorte de calamité, comme le conseil général l'a très bien observé dans sa dernière session. » 2 M 74, Correspondance extérieure *id.* (1808-1812), le préfet au conseiller d'Etat Réal, directeur de la Police, 2 avril 1809. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 14, fol. 12 et Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 4 juin 1806, déjà citée.

93. Une étude d'ensemble sur la pêche tant côtière que hauturière en Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle reste à faire. Sur la pêche à Terre-Neuve en général, cf. A. BELLET, *Les Français à Terre-Neuve et sur les côtes de l'Amérique du Nord. La grande pêche de la morue à Terre-Neuve depuis la découverte du Nouveau Monde par les Basques au XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°, et J.-M. GROSSETÊTE (abbé), *La Grande Pêche de Terre-Neuve et d'Islande*, Rennes, 1921, 1 vol. in-8° (thèse de Droit), p. 17-45. Historique.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de Commerce et d'Agriculture, Mémoires divers (ans IX, X et XI) mémoire sur la pêche à la morue, 1<sup>er</sup> pluviôse an IX.



de couper tous les bois utiles aux édifices, à la réparation et à la construction des bateaux, la faculté d'y laisser... les ustensiles de pêche, l'excédent du sel et des hommes pour garder, entretenir et réparer les effets et les édifices, exiger « le déguerpissement des Anglais et l'abandon des établissements qu'ils pourraient avoir formé dans l'étendue de nos limites ». D'autre part, si en faisant la paix le sort de la pêche n'était pas amélioré, il faudrait avoir recours au système des primes. D'après la quantité de morues pêchées, ces primes devaient s'élever à 3 millions ou à peu près.

Le contenu des « Observations » était à peu près le même. On y demandait en outre l'envoi en congé de tous les inscrits maritimes attachés à la pêche de la morue et servant à bord des vaisseaux de l'Etat, le rappel des prisons d'Angleterre des marins des quartiers de Granville, Saint-Malo et Saint-Brieuc, la révocation de la défense de tirer par mer d'un département à l'autre les blés dont les armateurs avaient besoin pour confectionner leur biscuit. Enfin, le bruit courant que quelques négociants de Saint-Malo demandaient l'autorisation de former une compagnie « exclusive » pour la pêche de Terre-Neuve, les armateurs briochins s'élevaient avec véhémence contre un « projet aussi absurde » qui fonderait l'accroissement de quelques fortunes particulières sur la ruine du commerce général<sup>95</sup>. Avant même l'aboutissement définitif des négociations, les armateurs faisaient leurs préparatifs. Le 26 frimaire an X, Le Pommellec, Le Mée, Marie et la veuve Le Saulnier de Saint-Jouan adressaient au ministre de l'Intérieur une pétition réclamant pour chacun d'eux l'autorisation globale d'importer par mer 1.000 quintaux de blé pour la fabrication du biscuit sans recourir pour chaque importation à la formalité de l'acquit-à-caution. Ce blé était extrait de Dunkerque, du Havre, de Nantes, de Vannes et de différents ports du département<sup>96</sup>.

Le 4 germinal an X (25 mars 1802) la paix était signée à Amiens ; le conseil général dans sa session de prairial, après s'en être félicité, attirait de nouveau l'attention du Gouvernement sur la question de la pêche à la morue. Après l'avoir

95. *Ibid.* « Observations sur la pêche de la morue sèche à Terre-Neuve ».

96. Archives Nat., F<sup>11</sup> 339, pétition de Le Pommellec, Le Mée, Marie et veuve Le Saulnier de Saint-Jouan, 26 frimaire an X.

remercié d'avoir accordé une prime de 15 à 20 francs par homme d'équipage et de 6 à 12 francs par quintal de morue exporté dans les ports de la Méditerranée et des colonies, le conseil exprimait le souhait que le droit de 10 francs établi sur chaque quintal de morue sèche introduit dans les ports français fût relevé à 20 francs suivant le tarif de 1791 pour parer à la concurrence américaine qui vendait à Marseille 21 francs le quintal de morue de première qualité et 14 francs celui de qualité inférieure.

Il désirait, d'autre part, que la France obtînt en Italie, en Espagne et en Portugal que les morues autres que les morues françaises payassent un droit de 3 francs par quintal; ou, si ce n'était pas possible, que les expéditeurs français reçussent une indemnité de 3 francs qui s'ajouterait à la prime de 6 francs par quintal. Il regrettait que le traité d'Amiens ne comportât aucune clause d'établissement à demeure sur le French Shore. « Cette situation, disait-il, se traduisait pour nos marins par un accroissement de périls.

» L'incertitude du havre que nous devons occuper et que chacun peut prendre par ordre de premier arrivé oblige les capitaines de navires à partir du 1<sup>er</sup> au 10 avril; à expédier un ou deux bateaux montés par 15 ou 20 hommes au travers des glaces occuper en toute hâte un havre. Nous pensons, ajoutaient les conseillers, qu'il serait essentiel de fixer pour 5 ans le havre dans lequel chaque navire pourrait occuper un place. Les quartiers de Saint-Brieuc, Saint-Malo et Granville étant les seuls jusqu'ici pour les expéditions à l'île de Terre-Neuve, celui de Saint-Malo serait désigné comme point central, les armateurs s'y réuniraient l'année prochaine et ensuite tous les cinq ans, chez le commissaire de marine, ils conviendraient des règlements à établir ».

Enfin, le conseil protestait contre l'usage introduit depuis 1783 par quelques armateurs, de grandes sennes ou « hallopes » pour prendre davantage de caplans. Ces hallopes ramenant beaucoup de petites morues finiraient par dépeupler le Banc <sup>97</sup>. Satisfaction leur fut donnée sur deux de ces points dès l'année suivante. Un décret du 15 pluviôse an XI décida que la répartition des places de pêche se ferait entre les armateurs à

97. Archives Nat., Flev., Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 10 prairial an X, rapport de la commission du Commerce et de l'Industrie. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 136-140.

l'amiable ou au sort tous les trois ans à Saint-Malo<sup>98</sup>. Cette année XI, Le Pommellec, Louis Marie, la veuve Guibert, et la veuve Saint-Jouan de Binic, François Ruellan d'Etables, Villeféron du Légué, Fichet de Saint-Servan armèrent encore pour Terre-Neuve<sup>99</sup>.

Quelques mois plus tard (28 prairial an XI), la paix d'Amiens était rompue, les communications entre Terre-Neuve et la Bretagne une fois de plus suspendues. En germinal an XII, le conseil général exprimait un vœu en faveur de l'abolition d'un octroi de 5 francs par quintal de morue établi récemment à Marseille<sup>100</sup>. C'est la dernière fois sous l'Empire qu'il est question d'une façon précise dans les délibérations du conseil, de la pêche à la morue. Désormais on n'en parlera plus qu'incidemment pour déplorer sa ruine par suite de la guerre (1810)<sup>101</sup>, et pendant les douze années du régime impérial, l'activité des pêcheurs du littoral des Côtes-du-Nord sera réduite à la pêche côtière. Nous manquons de renseignements exacts sur le rendement de cette dernière branche de la production, les autorités civiles et maritimes ne paraissant guère s'intéresser à cette question. Il faut se contenter de bribes de documents. Par exemple la pêche du maquereau et du congre semble s'être faite aux environs de Lannion dans des conditions qui sont assez sensiblement celles que Habasque décrivait 12 ou 15 ans plus tard. Des « saleurs », entendez marchands normands, de Granville, achetaient les maquereaux aux pêcheurs bretons et les expédiaient par mer dans ce dernier port d'où on les réexpédiait sur Paris<sup>102</sup>. En juin 1808, le préfet écrit au sous-préfet de Lannion que l'état actuel de la législation ne lui permet pas de

98. DUVERGLIER, t. XIV, p. 106-110, spécialement les articles 2 et 31. Ce dernier article interdit les « hallopes ».

99. Archives Nat., F<sup>11</sup> 339 : pétition de plusieurs armateurs de Binic pour la pêche de la morue à Terre-Neuve, 2 Nivôse an XI; le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 5-7 pluviôse an XI.

100. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 27 germinal an XII, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 93.

101. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Session de 1809 tenue en 1810, séance du 21 février 1810, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, fol. 52-53.

102. HABASQUE, *Notions historiques*, t. 1<sup>er</sup>, p. 57-58. Le même auteur, p. 185, note que le congre se pêchait aussi à Paimpol et qu'en 1810 « deux particuliers l'un de Paimpol, l'autre de Granville » avaient établi à Loguivy en Ploubaz-lannec des ateliers pour fabriquer de la colle à l'aide de ce poisson. Cette fabrication se faisait antérieurement à Bordeaux.

réprimer une tentative d'accaparement d'un « saleur » de Granville qui avait engagé pour son compte toutes les barques de pêche au maquereau <sup>103</sup>. On pêchait aussi la sardine dans les environs de Lannion. Un arrêté du sous-préfet, en date du 19 thermidor an VIII, renouvelant les prescriptions de l'ordonnance de marine de 1684 et de la déclaration du 23 avril 1736, interdit pour cette pêche l'usage des appâts tels que la chaux, la noix vomique, la « coque du Levant » <sup>104</sup>. Dans la rivière de Tréguier existait un banc d'huîtres fréquenté par les riverains dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1808, une exploitation imprudente l'ayant épuisé, le maire dut en interdire l'accès. Il y avait d'autre part à la même époque des parcs à huîtres dans la baie de Saint-Cast <sup>105</sup>. Cette pêche côtière n'alimentait guère en raison de la lenteur des procédés de transport que l'arrière-pays. Cependant en juillet 1810 le sous-préfet de Lannion en réponse à une demande de renseignements du préfet donnait sur son arrondissement les indications que voici. On pêchait, disait-il, sur la côte des maquereaux, lieux, congres et juliennes pendant toute l'année, sauf pendant la durée de la récolte des grains et de la récolte du goémon. En juin et juillet la pêche du maquereau occupait à elle seule 120 bateaux et 300 pêcheurs. Les poissons étaient « salés et mis en barils par des Normands qui les enlèvent pour la consommation de Paris et des grandes villes de l'Empire » ; le produit de cette pêche pouvait être évaluée annuellement à 300.000 francs <sup>106</sup>.

Ce tableau de la vie économique du département des Côtes-du-Nord sous le Premier Empire ne serait pas complet sans la description du conseil de commerce. L'Ancien Régime avait

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au sous-préfet de Lannion, 27 juin 1808.

104. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 9, arrêté du 19 thermidor an VIII.

105. HABASQUE, *Notions historiques*, t. I<sup>er</sup>, p. 77-79. En 1813 les huîtres se vendaient à Tréguier même 6 francs le mille, prix qu'Habasque attribue à l'épuisement du banc. L'interdiction d'exploiter dura jusqu'en 1817. *Ibid.*, t. III, p. 169, note 1. Des parcs furent établis à Saint-Cast en 1811, ils produisaient 4 à 500 milliers d'huîtres et rapportaient par an de 50 à 60.000 francs.

106. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 13, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (1808-1811), fol. 138, le sous-préfet au préfet, 17 juillet 1810. Le sous-préfet y mentionne l'usage suivant pour le maquereau : « Les saleurs sont tenus de livrer à l'approvisionnement des environs jusqu'à la moitié de la pêche au prix convenu avec les pêcheurs. Sans cette précaution qui est très ancienne, l'accaparement aurait lieu. »



créé dès le XVII<sup>e</sup> siècle sous un nom à peu près semblable ces assemblées de commerçants notables, intermédiaires entre le pouvoir central et les producteurs, organes d'information et de contrôle pour le premier, de représentation et de défense corporative pour les seconds. En Bretagne, l'arrêt du Conseil de 1701 avait édicté l'organisation de deux « Chambres du commerce » l'une à Nantes, l'autre à Saint Malo <sup>107</sup>. La Révolution les avait supprimées par la loi du 27 septembre 1791 <sup>108</sup>, mais la nécessité qui s'impose à tout gouvernement d'avoir auprès de lui des groupements de compétences pouvant le documenter sur les phénomènes économiques, les plus délicats de tous à observer, ne tarda pas à les lui faire rétablir : le titre seul et la répartition en furent modifiés. En floréal an IX une circulaire du ministre de l'Intérieur enjoignit aux préfets de constituer auprès d'eux un conseil de commerce de département <sup>109</sup>. Pour les Côtes-du-Nord un arrêté du préfet du 3 brumaire an X le composa comme il suit : Baudouin, conseiller de préfecture ; Denoual, directeur des contributions ; Denis, Duclézieux et Lemée-Desfontaines <sup>110</sup>. Deux ans plus tard, en l'an XII, nous avons vu qu'il avait créé spécialement pour le commerce des toiles quatre chambres consultatives à Uzel, Moncontour, Loudéac et Quintin, et nous avons précédemment étudié leur rôle dans la réglementation de cette branche du négoce <sup>111</sup>. Le conseil de commerce, dans ses observations sur « le projet de loi relative aux manufactures et aux gens de travail de toute profession communiqué par ordre du ministre de l'Intérieur <sup>112</sup>, projet qui devait devenir la loi du 22 germinal an XI, s'en était déjà préoccupé. Mais sa compétence est beaucoup plus étendue que celle des « chambres consultatives ». Elle s'étend non seulement à la « toile », mais

107. Manque dans ISAMBERT. Cité par contre par Ch. LYON-CAEN dans l'article *Chambres de commerce* de la *Grande Encyclopédie* et par M. MARION, *Dictionnaire des Institutions de la France*, même mot. Cf. A. FOULON, *Etude sur la représentation légale du commerce en France*, Nantes, 1876, 1 vol. in-8°.

108. Manque dans DUVERGIER. Cf. *Le commerce. Instruction. Recueil de textes et notes*, p. 114 et article de la *Grande Encyclopédie* cité *suprà*.

109. *Le commerce*, p. 322.

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 71, arrêté du 3 brumaire an X.

111. Cf. plus haut, t. II, chap. I, p. 16.

112. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, Observations, etc.,.

nous le voyons, toujours à propos de ce projet de loi, présenter à toutes les matières du domaine économique. C'est ainsi que au préfet ses observations sur l'apprentissage et le compagnonnage. Tout en reconnaissant que les auteurs du projet « ont vu allier tout ce que la liberté a de précieux entre les citoyens dans les habitudes de la vie avec la garantie qu'ils se doivent respectivement pour le maintien de leurs transactions, le conseil réclamait quelques modifications aux articles 20, 22 et 30 concernant le livret des ouvriers. Il désirait que fut stipulée nettement l'*obligation* pour ceux-ci de déposer leurs livrets chez le juge de paix et d'y faire inscrire en sa présence les « congés », nous dirions les « certificats » du patron. Le projet ne prévoyait que le dépôt *facultatif* pour l'ouvrier entre les mains du patron. « Avec ce système, objectait le conseil, l'ouvrier peut se refuser à lui confier le livret, le quitter sans avoir besoin de congé, ensuite se présenter chez un autre maître au moyen de congé précédemment obtenu et couvrir ensuite toutes les fraudes qu'il aurait pu commettre » <sup>113</sup>. Mais c'est surtout à l'occasion de la préparation du Code de commerce, en l'an X, que le conseil fut appelé à dire son mot. On sait qu'un avant-projet émané d'une commission de jurisconsultes et de commerçants en l'an IX, avant d'être soumis au conseil d'État, le fut au tribunal de cassation, aux tribunaux d'appel, enfin aux tribunaux de commerce et aux conseils de commerce <sup>114</sup>. Celui du département des Côtes-du-Nord donna son avis, le 20 pluviôse an X. Quelques-unes de ses observations méritent d'être notées. Le conseil protesta contre l'obligation inscrite dans l'article IV pour le commerçant d'inscrire au jour le jour sur son livre tout le détail de ses affaires. Il y a là, prétend-il, une sujétion intolérable. Si le commerçant « voulait observer cet article, après avoir passé le jour à faire ses ventes, il faudrait qu'il passât la nuit à les écrire; souvent même il ne sait pas le faire ou n'écrit qu'avec la plus grande difficulté ». Le timbre auquel le projet semblait soumettre les livres de commerce pour les rendre authentiques, paraît, d'autre part, au conseil un impôt onéreux et il le dit en termes très vifs : « Nous entendons tous les jours parler de la faveur qu'on doit au commerce et nous lisons sans cesse dans les

113. *Ibid.*

114. E. CHÉNON, *Les Institutions civiles de l'Empire*, dans E. LAVISSE et A. RAMBAUD, *Histoire générale*, t. IX, Napoléon, p. 247.

papiers publics les promesses flatteuses que fait à cet égard le Gouvernement. A Dieu ne plaise que nous doutions de sa bonne volonté ! Mais il nous semble que la route qu'on suit depuis quelque temps n'est guère propre à le conduire à ce but. Aujourd'hui, c'est le timbre qu'on exige sur tous les registres. Hier on en a triplé, que dis-je, quintuplé même la valeur puisque la feuille qui coûtait 3 sous 1/2 en 1789 se vend aujourd'hui 15 sous. Quelques jours auparavant on venait d'établir coup sur coup les droits de passe et les droits d'octroi qui augmentent le prix des marchandises et en gênent le transport.

» Ces droits avaient été précédés de l'impôt des patentes. On augmentait en même temps les douanes sur les navires, sur les marchandises. On augmentait aussi les frais de procédure dans les tribunaux... Or, nous demandons comment avec ce cortège toujours croissant d'impôts et d'entraves le Gouvernement pourra remplir ses promesses ? » <sup>115</sup>.

L'article 20 qui soumettait à l'autorisation du Gouvernement toutes les sociétés par actions semblait aux yeux du conseil entraver la liberté du commerce et le triomphe de l'industrie. « En temps de guerre, on sait que les corsaires ne s'arment que par actions. En temps de paix, les grandes entreprises soit dans l'Inde, soit dans l'Amérique, soit dans les Echelles du Levant ne s'exécutent qu'avec plusieurs vaisseaux... Les dépenses de ces établissements sont au-dessus des forces d'un simple particulier. De simples sociétés même n'y suffiraient pas... »

La réunion seule de plusieurs actionnaires peut en assurer le succès. « Le Gouvernement devait loin de les gêner par sa surveillance les encourager et ne soumettre à son autorisation que les sociétés par actions ayant la banque pour objet » <sup>116</sup>. A propos de l'article 153 ainsi libellé : « Le Gouvernement détermine les formes et les proportions du jaugeage des navires et autres bâtiments », le conseil regrette que cette matière soit encore laissée dans le vague et il oppose aux lacunes du projet le caractère complet et précis de l'ordonnance de 1681 sur le

115. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, observations du tribunal et du conseil de commerce de Saint-Brieuc sur le projet du Code de commerce.

116. *Ibid.*

commerce maritime « regardée en Europe comme un des plus précieux monuments de la législation de ce siècle » <sup>117</sup>.

Nous sommes loin du ton méprisant sur lequel on aurait parlé, quelques années plus tôt, des édits barbares ou « gothiques » des époques de « tyrannie » et de « féodalité ». Enfin, les articles 196, 197 et 198 relatifs à la discipline des équipages marchands provoquent de la part du conseil les réflexions suivantes : « On parle sans cesse dans ce livre des droits des matelots. On ne parle jamais de leurs devoirs. L'Ordonnance de la marine en avait cependant donné l'exemple Elle avait fait un titre exprès pour leur tracer leurs obligations et fixer les peines qui suivraient leur désobéissance. Ces règles sont d'autant plus nécessaires en ce moment que la Révolution a lâché parmi eux les liens de la discipline et que sans discipline on ne peut espérer de succès dans la marine marchande comme dans la marine militaire; dans une pêche, dans une tempête, dans mille autres occasions l'assiduité au travail et la promptitude de l'obéissance peuvent seules assurer le salut du navire, et le succès de l'expédition. On demande donc que les obligations des matelots soient tracées dans ce code comme elles l'étaient dans l'Ordonnance de 1681 » <sup>118</sup>.

On voit que les leçons de Thermidor et de Brumaire ont porté leurs fruits et que la bourgeoisie révolutionnaire, quand ses intérêts sont en jeu, trouve que l'Ancien Régime avait du bon. Le conseil de commerce du département consigna aussi dans le registre de ses délibérations, malheureusement en négligeant de les dater, une série de remarques sans titre commun, mais qui toutes se rapportent à l'économie rurale : arpentage, défrichements, irrigations, moulins, etc... Peut-être est-ce une réponse à une enquête analogue à celle que nous venons d'étudier en vue du Code de commerce et se référant à un projet de Code rural, ordonnée en 1808. Quoi qu'il en soit, il semble que ce soit là la dernière manifestation d'activité du « conseil de commerce » des Côtes-du-Nord <sup>119</sup>.

117. *Ibid.*

118. *Ibid.*

119. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, abeilles, animaux nuisibles, etc. Sur ce projet de Code rural qui n'aboutit pas, cf. G. PARISSET, *op. cit.*, p. 237, et P. MARMOTTAN, *Un projet de Code rural sous le Premier Empire dans la Revue des Etudes napoléoniennes*, t. III, 1913, p. 321-345.



L'existence des chambres consultatives d'arts et manufactures à Uzel, Quintin, Moncontour, Loudéac diminuait d'ailleurs d'autant son importance et son utilité. L'arrêté consulaire du 3 nivôse an XI rétablissant, à la demande de Chaptal, des « chambres de commerce » élues et reprenant leur vocable ancien est muet sur le compte de notre département. Il n'en crée qu'une pour toute la Bretagne, celle de Nantes; celui du 6 ventôse complétant le précédent se borna à doter Saint-Malo d'une autre<sup>120</sup>. Il faudra attendre la Restauration pour voir fonctionner dans le département des Côtes-du-Nord une « chambre de commerce »; elle sera établie à Saint-Brieuc par ordonnance royale du 7 juillet 1819<sup>121</sup>.

CONCLUSION. — Dans l'ensemble, la situation économique du département des Côtes-du-Nord à la fin de l'Empire apparaît comme médiocrement satisfaisante. Sans doute au point de vue agricole une modification importante et heureuse a été accomplie; la propriété du sol, libérée des derniers « vestiges de la féodalité », est passée entre les mains de la bourgeoisie et dans une certaine mesure de la classe paysanne qui s'apprêtent à en tirer un meilleur parti que l'Eglise ou la Noblesse avant 1789 : à cet égard dans le département des Côtes-du-Nord par la prolongation jusqu'à une époque tardive de la vente des biens nationaux le régime bonapartiste s'est montré nettement le continuateur du régime révolutionnaire.

Et il en va de même de l'amélioration du sort du conveancier, maintenu désormais sur le pied d'égalité juridique avec le propriétaire du domaine congéable. Le Code civil consacre définitivement l'œuvre d'émancipation de la Déclaration des Droits. Mais à cela se bornent les progrès à enregistrer depuis Brumaire jusqu'en 1814. La technique reste la même qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle: aussi routinière, aussi défectueuse, aussi peu scientifique; le rendement des cultures et de l'élevage après une légère tendance à l'amélioration sous le Consulat, a été entravé dans son essor par la conscription et la remonte qui déciment main-d'œuvre et cheptel. Des projets grandioses ont été conçus à Paris, le préfet a multiplié les encouragements oratoires, les statistiques, les distributions de graines de betteraves et même les jurys de récompense mais

120. DUVERGIER, t. XIV, p. 72-73 et p. 123.

121. DUVERGIER, t. XXII, p. 249.

« le moindre grain de mil », on veut dire quelques années de paix durable, auraient mieux fait l'affaire du paysan des Côtes-du-Nord, lui auraient permis de défricher ses landes, de chauler ses terres froides, d'améliorer ses semences, de varier ses assolements, d'étendre ses cultures de pomme de terre, puis de primeurs, de perfectionner son outillage, de croiser plus judicieusement ses bêtes à cornes, ses chevaux, ses moutons et ses porcs; toutes choses qui laissaient encore fort à désirer dans le département à l'époque de la chute de Napoléon <sup>122</sup>.

Pour l'industrie et le commerce c'est pire encore. Aucun progrès à enregistrer pour la métallurgie, la tannerie, ni la céramique. Et il y a par contre très certainement reculé par rapport au XVIII<sup>e</sup> siècle pour l'industrie de la toile, le commerce de mer et la pêche. La cause comme pour l'agriculture, c'est la guerre maritime qui condamne au blocus ce département littoral, par ailleurs mal pourvu de routes, ferme les débouchés extérieurs, coupe les communications avec Terre-Neuve, anéantit la main-d'œuvre, inquiète les capitaux.

A partir de 1807, le nombre des ouvriers employés décroît presque régulièrement : par exemple, l'arrondissement de Dinan qui comptait 1.479 tisserands et tanneurs, en 1806, n'en compte plus que 1.376 en 1808; celui de Loudéac, de 5.280 avant 1808, tombe cette année-là à 2.790. Dans ce dernier arrondissement le chômage amène l'émigration d'une partie de la population ouvrière <sup>123</sup>. En 1810, le préfet signale que 300 ouvriers environ ont pris depuis quelque temps l'habitude d'aller se louer pour la moisson dans les départements du Finistère, de la Loire-Inférieure et de la Vendée. D'autres vont se faire embaucher comme terrassiers et manœuvres sur les chantiers de construction du canal d'Ille-et-Rance et de Napoléonville <sup>124</sup>.

122. Une lettre du préfet au ministre de l'Intérieur du 19 juin 1811 avoue la « stagnation presque absolue du commerce des toiles », Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812).

123. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 11 M<sup>3</sup>, Statistique générale (an VIII-1858), état du nombre des individus occupés dans les fabriques de Dinan, 16 avril 1808, avec l'annotation suivante du maire et du sous-préfet : « (Les industriels de Dinan) vont être obligés de renvoyer une partie de leurs ouvriers vu la stagnation des affaires »); état du nombre des individus occupés dans les manufactures de l'arrondissement de Loudéac, 19 août 1808. En 1807, le nombre des ouvriers de l'arrondissement de Dinan tombe même à 1194.

124. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 22 mai 1810.

Si des études de ce genre avaient été entreprises pour les départements choisis comme points de comparaison : Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Ile-et-Vilaine, il est probable qu'elles eussent abouti à des résultats analogues. Peut-être le Pas-de-Calais avec ses terres à betterave, la Côte-d'Or avec ses grands crus ont-ils connu sous le Premier Empire au point de vue agricole des jours plus heureux que les Côtes-du-Nord, mais la toile végète en Ile-et-Vilaine tout comme dans les arrondissements de Dinan et de Loudéac, les armateurs de Saint-Malo et de Marseille gémissent tout autant que ceux du Légué ou de Paimpol <sup>125</sup>.

Au total c'est le mot faillite qui monte aux lèvres de quiconque entreprend de faire le bilan économique du régime bonapartiste dans le département des Côtes-du-Nord. Pour réparer les maux qu'il aura causés, ce ne sera pas trop du demi-siècle de paix extérieure et de prudente gestion financière que procureront à la France la Restauration et la Monarchie de Juillet. Alors les « terriens » des Côtes-du-Nord, propriétaires, fermiers, convenanciers même récolteront les fruits de l'œuvre foncière de la Révolution ; les ports se ranimeront par la reprise du long cours et de la pêche à Terre-Neuve ; laquelle viendra bientôt s'adjoindre celle « à Islande ». Seule, l'industrie de la toile, frappée à mort par le développement du machinisme non seulement à l'étranger mais dans le nord de la France riche en houille, continuera de périliter malgré toutes les doléances des gens d'Uzel et de Quintin, malgré les encouragements du pouvoir central et finira par disparaître <sup>126</sup>. A la différence de certains autres départements, les Côtes-du-Nord au cours du XIX<sup>e</sup> siècle sont devenues un pays de plus en plus intensivement agricole, de moins en moins industriel. L'histoire économique des vingt années du Premier Empire que nous venons d'esquisser offre l'intérêt de faire pressentir cette évolution.

125. Les monographies consacrées aux Bouches-du-Rhône et au Pas-de-Calais ne renferment aucun chapitre d'histoire économique. Le livre de P. Viard sur la Côte-d'Or fournit quelques maigres notions, p. 204-216 et 221-231 ; de même celui de L. Benaerts sur l'Ile-et-Vilaine, p. 9-64 (à compléter par P. VIARD, *Les subsistances en Ile-et-Vilaine* ... article cité, et H. SÉE, *L'état économique de la Haute-Bretagne sous le Consulat*, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1925, p. 150-163).

126. Une étude sur l'industrie de la toile au XIX<sup>e</sup> siècle dans le département des Côtes-du-Nord reste tout entière à écrire.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### Les Travaux Publics

---

- I. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'action des Etats de Bretagne. — La question des routes et la corvée. — Roulage, messageries et postes. — La navigation intérieure. — Les ports et les phares. — Travaux des municipalités. — Les Cahiers de doléances et les travaux publics.
- II. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Suppression de la corvée et réorganisation du service des Ponts et Chaussées. — La taxe de roulage et les postes. — Construction et entretien quasi-nulle des voies de communication dans les Côtes-du-Nord.
- III. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le personnel : l'ingénieur en chef et les ingénieurs. — L'exécution des travaux : entrepreneurs et cantonniers. — Le budget des travaux publics dans les Côtes-du-Nord : traitements du personnel, crédits affectés aux routes. — Les résultats : le réseau routier de l'Empire. — Son entretien : doléances du conseil général et des conseils d'arrondissement. — Les voitures publiques. — La poste aux lettres. — Les bacs de rivières. — Les projets de canaux : Ille-ét-Rance; Nantes à Brest. — Les ports. — Les sémaphores et les phares.
- CONCLUSION. — Amélioration quasi-nulle des voies de communication dans les Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire par rapport à l'Ancien Régime. Comparaison avec la Côte-d'Or.

#### I. — LES TRAVAUX PUBLICS DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

Avant 1789, la question des travaux publics, surtout celle des routes, en raison du statut politique particulier de la Bretagne, était essentiellement une affaire relevant de la compétence des Etats, surtout depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, et le personnel des Ponts et Chaussées de Bretagne resta totalement distinct jusqu'à la Révolution du personnel des Ponts et Chaussées de France<sup>1</sup>. Cette situation est une conséquence de

1. Une étude d'ensemble sur les travaux publics en Bretagne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles reste à faire. On trouvera, faute de mieux, quelques renseignements, en particulier sur les routes, dans l'*Almanach de Bretagne* à l'article



l'autonomie financière de la province. Les Etats de Bretagne, consentant les impositions destinées aux travaux, avaient la prétention d'en contrôler l'emploi. En 1701, ils obtiennent que leur trésorier ne paye que les sommes ordonnées par eux pour les routes, ponts et ports<sup>2</sup>. Dès lors ils sont maîtres de fixer les dépenses des ponts et chaussées et par conséquent de permettre ou de défendre tels ou tels travaux. Encouragés par ce succès, les Etats cherchent à enlever à l'intendant le droit de faire les adjudications, prétendent prendre part à la nomination des ingénieurs, décider de la réception ou du refus des ouvrages entrepris; ils instituent à cet effet en 1720 une « commission des grands travaux ». Le gouvernement royal après quelques essais de résistance finit par capituler et par reconnaître à la commission intermédiaire le maniement des fonds des travaux relatifs aux routes (1746)<sup>3</sup>. Ces travaux étaient exécutés gratuitement par les paysans réquisitionnés : c'était ce qu'on appelait la « corvée des grands chemins », ou

*Ponts et Chaussées*, et dans OGÉE, *Dictionnaire de Bretagne*. Ce dernier — qui était ingénieur des Ponts et Chaussées et collaborateur du duc d'Aiguillon — (P. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. II, p. 545-547) nous a laissé au t. I<sup>er</sup> de son *Dictionnaire*, Préliminaires, p. 18-23, un Itinéraire des routes qui se trouvent en Bretagne ... qui a la valeur d'un document officiel. Voici, au moment où Ogée écrit (1778-1780), les routes existant dans la région qui nous intéresse : route de Rennes à Brest, *via* Lamballe, Saint-Brieuc, Châtaudren, Guingamp, Belle-Isle-en-Terre; route de Vannes à Saint-Malo, *via* Dinan; route de Vannes à Tréguier, *via* Corlay, Guingamp, Pontrieux, La Roche-Derrien; route de Tréguier à Paimpol; route de Paimpol à Pontrieux; route de Tréguier à Morlaix; route de Carhaix à Guingamp; route de Guingamp à Lannion; route de Carhaix à Rostrenen et Pontivy; route de Pontivy à Châtaudren, *via* Uzel et Quintin; route de Quintin à Saint-Brieuc; route de Saint-Brieuc à Tréguier; route de Saint-Brieuc à Moncontour, Loudéac et Pontivy; route de Port-Louis à Saint-Malo, *via* Lamballe et Moncontour; route de Rennes à Dinan et à Lamballe.

Cf. sur la France en général, Félix LUCAS, *Etude historique et statistique sur les voies de communication en France*, Paris, 1873, 1 vol. in-8°; A. DEBAUVE, *Les travaux publics et les ingénieurs des Ponts et Chaussées depuis le XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1893, 1 vol. in-8°; E. VIGNON, *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1862-1880, 4 vol. in-8°; J. LETACONNOUX, *Les voies de communication en France au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans la *Vierteljahreschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, 1909, t. VII, p. 94-141 et plus spécialement sur la Bretagne, J. LETACONNOUX, *Le régime de la corvée en Bretagne au XVII<sup>e</sup> siècle* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXI, 1905-1906, p. 144-159; t. XXII, 1906-1907, p. 271-293, 453-466, 592-627; t. XXIII, 1907-1908, p. 498-520 et *Les grands chemins de Bretagne : essai sur la résistance provinciale à la centralisation administrative au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans la *Revue du XVIII<sup>e</sup> siècle*, janvier-juin 1917 et A. DE LA BORDERIE, *Histoire de Bretagne*, t. VI, p. 287-290.

2. J. LETACONNOUX, *Le régime de la corvée ...*, t. XXI, p. 155.

3. A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. VI, loc. cit.

tout simplement « la corvée ». Dès 1730, la corvée avait été réglementée par une ordonnance de l'intendant <sup>4</sup>. De cette époque, datent les premiers essais de mise en état de viabilité de la Bretagne. Toutefois, l'on ne sortit de la période des tâtonnements qu'avec l'arrivée du duc d'Aiguillon en 1753. Son *Règlement pour les chemins de Bretagne de 1754* devint le code de la matière <sup>5</sup>. Malgré la résistance obstinée des Etats, il donna à la construction des routes une impulsion nouvelle qui frappa l'esprit des contemporains. Le réseau routier breton, long de 80 lieues seulement en 1743, passa à 380 en 1757, à 800 en 1769, à 950 en 1789. Le procédé employé continua d'être la corvée, sauf pour les travaux d'art. La province fut divisée pour la grande voirie en sept départements; un peu plus tard en neuf. C'étaient les départements de Rennes et de Nantes avec chacun un ingénieur et trois sous-ingénieurs; les départements de Vannes, Quimper, Landerneau, Guingamp, Saint-Brieuc, Dol et Pontivy avec chacun un ingénieur et un sous-ingénieur. Chaque paroisse doit fournir un certain nombre de corvoyeurs. En principe, sont astreints à la corvée tous ceux qui sont soumis au casernement, même les femmes et les mineurs taxés à 20 sols de capitation de 18 à 50 ans. Les uns doivent la corvée personnelle, les autres, la corvée de « harnais »; d'autres peuvent se faire remplacer par un ouvrier à condition que leur remplaçant ne soit ni un vieillard ni une femme ni un enfant hors d'état de travailler. Le nombre des corvoyeurs est donc considérable. En 1753, l'ingénieur en chef l'évalue pour toute la généralité de Rennes à 225.000. Ils sont conduits par un « député » qui les convoque d'après le rôle dressé par le « syndic » et le « général » de la paroisse. L'atelier de travail, nous dirions le chantier, ne devait pas être éloigné de plus de deux lieues du clocher. Le maximum de durée de la corvée devait être de vingt jours par an pour chaque corvéable. Depuis 1762, et surtout depuis le départ du duc d'Aiguillon (1768), la commission intermédiaire des Etats reprit la haute main sur l'administration des travaux publics dans la province, et sa compétence en la matière fut définitivement consacrée par un arrêt du Conseil du 30 janvier 1785. Le procédé de la corvée

4. *Ibid.* et J. LETACONNOUX, *Le régime de la corvée dans les Annales de Bretagne*, t. XXII, p. 273-274.

5. *Ibid.*, t. XXII, p. 286-287, et A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. VI, p. 287-290.

employé tour à tour par le duc et par la commission paraît avoir été fort impopulaire. Quand les Etats combattent d'Aiguillon et sa politique, ils ne se font pas faute de la lui reprocher comme une mesure vexatoire et épuisante pour le pays<sup>6</sup>. D'autre part, la densité de ce réseau routier établi si péniblement est très insuffisante encore à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; il n'y a guère que les grands centres de population, les « petites villes » et les bourgs intermédiaires, à être reliés par des chemins, en tout temps praticables aux voitures. Nombre de bourgs importants comme population, mais excentriques, doivent se contenter de mauvais chemins « bâtards », que les pluies abondantes en Bretagne transforment neuf mois de l'année en véritables bourbiers ; le paysan breton, avant 1789, est essentiellement isolé et le restera longtemps encore. Enfin, il faut compter avec les seigneurs riverains qui ne se gênent pas pour percevoir çà et là des péages plus ou moins justifiés par le médiocre soin qu'ils prennent d'entretenir ces « traverses »<sup>7</sup>.

Sur les grandes routes se déplaçaient les voitures de roulage qui transportaient les grosses marchandises, la poste aux chevaux utilisée par les voyageurs avec leurs bagages, enfin la poste aux lettres. En 1787, dans la région qui nous intéresse, il y avait, pour ces deux derniers services, sur la route de Brest un relai à Lamballe, un à Saint-Brieuc, un à Châtelaudren, un à Guingamp, un à Belle-Isle-en-Terre, un au Ponthou (département actuel du Finistère)<sup>8</sup>. En ce qui concerne la poste aux lettres, depuis 1776 c'était une compagnie fermière qui

6. J. LETACONNOUX, article cité dans les *Annales de Bretagne*, t. XXI, p. 156, t. XXII, p. 287-293, 453-466, 592-627 et t. XXIII, p. 498-520.

7. Cf. les Cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Rennes analysés plus loin, et H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne*, p. 405-408.

8. *Almanach de Bretagne*, 1789, article Messageries et Postes générales de la province de Bretagne tant directes que traverses. Une étude d'ensemble sur les messageries et le roulage en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle reste à faire. D'après l'*Almanach de Bretagne*, en 1789, deux entreprises générales de messageries auraient fonctionné en Bretagne : les Messageries royales de Paris et Nantes, directeur Silardièrre, à Rennes, rue aux Foulons et les Messageries de Basse-Bretagne, bureau central à Rennes, également rue aux Foulons (1 carrosse pour Brest tous les mardis matin, retour à Rennes tous les samedis soir). Il y avait en outre des messageries particulières qui de Rennes desservaient Quintin, Moncontour et Dinan. Sur les messageries et le roulage en général en France à la même époque, cf. J. LETACONNOUX, *Les transports en France au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XI, 1908-1909, p. 97-105 (Les Messageries) et 105-114 (Le Roulage).

l'assurait, avec deux sortes de bureaux fonctionnant régulièrement, « bureaux de direction » et « bureaux de distribution » et leur personnel de commis et de « piétons », nous dirions de facteurs. Il y a 6 courriers par semaine entre Paris et la Bretagne : 3 à l'aller, 3 au retour<sup>9</sup>.

Pour la navigation intérieure, les plus anciens projets d'amélioration de voies fluviales dataient du XVI<sup>e</sup> siècle. Toutefois, ce n'est qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle que l'on peut faire remonter les premières tentatives de réalisation. En 1783, les Etats, à l'instigation du comte de Piré, créèrent une « commission de la navigation intérieure » qui témoigna d'une grande activité. Elle fit régulariser et approfondir le cours de la Vilaine. Elle étudia et proposa la création des trois canaux qui devaient être construits au siècle suivant : le canal de Nantes à Brest, le canal d'Ille-et-Rance et le canal du Blavet<sup>10</sup>. Toutefois, ce n'étaient là que de beaux projets sur le papier, et dans bien des endroits la navigabilité des voies d'eau naturelles mêmes était diminuée ou même gênée par la négligence des riverains et quelquefois leur égoïsme. Seigneurs et bénéficiers ecclésiastiques, surtout les moines, provoquent souvent des plaintes très vives de la part des bateliers par l'établissement de barrages destinés à retenir le poisson, qui constituent autant d'obstacles pour les embarcations<sup>11</sup>.

Les ports de la région de l'ancienne Bretagne correspondant au territoire du département des Côtes-du-Nord étaient au XVIII<sup>e</sup> siècle par ordre d'importance décroissante : Le Légué

9. *Almanach de Bretagne*, 1789, article Poste aux Lettres. Aucune étude n'existe sur la poste en Bretagne sous l'Ancien Régime. D'une façon générale, sur la poste en France, cf. A. BELLOC, *Les postes françaises. Recherches historiques sur leurs origines, leur développement, leur législation*, Paris, 1886, 1 vol. in-8° et faute de mieux, pour la Bretagne, A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 339-96. La poste aux lettres et aux chevaux.

10. Cf. sur la France en général J.-M. DUTENS, *Histoire de la navigation intérieure de la France*, Paris, 1829, 2 vol. in-4°; E. GRANGEZ, *Précis historique et statistique des voies navigables de la France et d'une partie de la Belgique*, Paris, 1855, 1 vol. in-8°; J. LETACONNOUX, *Les transports en France au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XI, 1908-1909, p. 269-272 (batellerie fluviale et flottage).

Sur la Bretagne en particulier, cf. F. BOURDAIS, *La navigation intérieure en Bretagne depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours*, dans les *Annales de Bretagne*, t. XXIII, 1908, p. 335-341 (analyse d'un mémoire de licence ès lettres resté inédit), et A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. VI, p. 377.

11. F. BOURDAIS, article cité.



Saint-Brieuc, Dinan, Tréguier, Paimpol, Lannion, Binic, Pontrieux et Dahouët. Les premiers travaux du Légué n'étaient pas antérieurs au XVIII<sup>e</sup> siècle. De 1731 à 1733, on avait construit aux frais des Etats de Bretagne et de la municipalité de Saint-Brieuc un pont en charpente reposant sur deux culées de maçonnerie, de manière à relier les deux rives du Gouët, ou Pont-Favigo <sup>12</sup>. De 1758 à 1761, on construisit un quai dont le duc d'Aiguillon posa la première pierre et qui fut nommé en son honneur « quai d'Aiguillon ». Ce quai ainsi que le Pont-Favigo fut avarié par une inondation en 1773. De 1778 à 1779, le quai fut réparé aux frais des Etats par des indigents, en guise de travaux de charité; le pont fut laissé en l'état, les voitures traversèrent à gué. Ce ne fut qu'en 1780 qu'on installa une passerelle provisoire réservée aux cavaliers et aux piétons <sup>13</sup>. A Dinan, deux murs de quai, l'un sur la rive droite de la Rance en 1754, l'autre sur la rive gauche en 1765, avaient été construits aux frais des Etats <sup>14</sup>. A Tréguier, le duc d'Aiguillon et l'ingénieur des Etats Cochat de Grandmaison avaient au XVIII<sup>e</sup> siècle assez notablement amélioré le port, dont l'importance était grande dès le Moyen Age. De 1750 à 1760, 15.000 francs furent alloués par les Etats pour la construction d'un quai où fut apposée une plaque aux armes du duc et de l'évêque <sup>15</sup>. A Paimpol, qui n'était primitivement qu'un port d'échouage, les Etats avaient fait construire un quai en 1762; sur la rive gauche opposée, un négociant, Lambert, fit aménager un débarcadère qui porta son nom <sup>16</sup>. A Lannion, le duc d'Aiguillon et l'ingénieur Anfray avaient fait construire un quai dès 1762. Un autre quai et une cale de débarquement avaient été construits aux

12. Aucune étude d'ensemble sur les ports en Bretagne sous l'Ancien Régime. Faute de mieux on utilisera *Ministère des Travaux. Ports maritimes de la France*, Paris, 1874-1899, 8 vol. in-4<sup>o</sup>. Contient pour chaque port des notices historiques remontant à l'Ancien Régime et rédigées par des ingénieurs des Ponts et Chaussées. Le t. III paru en 1878 va de Cherbourg à Argentan et renferme par conséquent les notices consacrées aux ports bretons de la Manche et de l'Océan. On peut aussi glaner quelques renseignements dans HABASQUE.

Sur Le Légué-Saint-Brieuc, cf. *Ports maritimes*, t. III, p. 415-463, et J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 177-179.

13. *Ports maritimes* ... loc. cit.

14. *Ports maritimes*, t. III, p. 321-335

15. *Ibid.*, p. 603-629

16. *Ibid.*, p. 515-545

frais de la communauté de Lannion, en 1786 <sup>17</sup>. A Binic, les bateaux, réduits à l'origine à s'abriter tant bien que mal derrière une jetée de galets au fond du port, disposèrent à partir de 1770 d'une digue en maçonnerie qui protégea la partie nord de l'anse; cette digue due à une subvention des Etats avait été commencée en 1744 <sup>18</sup>.

En fait de phares, il n'en existait qu'un sur toute la portion du littoral qui nous intéresse : celui du cap Fréhel, qui datait de 1717 <sup>19</sup>. A ces ouvrages exécutés aux frais de la province pour la plupart, il faut pour avoir une idée complète de l'activité déployée en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le domaine des travaux publics, joindre ceux exécutés aux frais des municipalités. C'est l'époque où les villes bretonnes, en effet, commencent, relativement parlant, à s'assainir, à s'embellir, à perdre leur physionomie de bourgades du Moyen Age. On abat les remparts en ruines, on construit quelques égouts, on amène de l'eau potable. Saint-Brieuc achète les terrains destinés à servir de champ de foire et de champ de Mars. Guingamp fait agrandir et niveler les places du Vally et de la Motte. Même nous venons de voir ces villes, Saint-Brieuc et Dinan entre autres, assumer des travaux, aménagement de ports, établissement de quais, que dans notre organisation administrative nous réserverions à l'Etat ou aux départements <sup>20</sup>.

Les Cahiers de doléances nous révèlent ce que les contribuables bretons pensaient des méthodes employées et des résultats obtenus ainsi que leurs desiderata. Pour la corvée des grandes routes, une très forte majorité des cahiers de paroisses de la sénéchaussée de Rennes réclame avec véhémence sa suppression comme celle d'un fardeau intolérable pesant exclusivement sur le Tiers et son remplacement par une imposition payée par les trois ordres : 5 paroisses sur 9 dans l'évêché de Saint-Malo se prononcent en ce sens; 32 sur 56

17. *Ibid.*, p. 646-666.

18. *Ibid.*, p. 463-491.

19. E. ALLARD, *Les phares. Histoire, construction, éclairage*, Paris, 1889, 1 vol. in-4°; A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne*, p. 89 et 330; HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 139, note 1.

20. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale...*, p. 1<sup>re</sup>-44<sup>e</sup>. Pour Lamballe en particulier, cf. C.-J.-B. QUERNEST, p. 90 et 93.

dans l'évêché de Saint-Brieuc, 16 sur 38 dans l'évêché de Tréguier <sup>21</sup>.

La ville de Lamballe réclame en outre des mesures de protection contre les inondations dont elle a périodiquement à souffrir <sup>22</sup>. Les habitants de Moncontour, qui ne sont pourtant pas personnellement assujettis à la corvée, s'apitoient sur le compte de leurs voisins des campagnes et demandent que la corvée en nature soit définitivement supprimée, « sauf aux Etats de cette province à prendre tel parti convenable pour en faire supporter la taxe par tous les ordres » <sup>23</sup>.

Le Cahier de la ville de Guingamp est muet sur la question de la corvée, ses bourgeois n'ayant pas à en pâtir, mais il proteste contre les prétentions abusives de maîtres de poste « autorisés six mois de l'année à faire payer à un voyageur trois chevaux quoiqu'ils n'en fournissent que deux » <sup>24</sup>.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes en son article CLII demande « que le mauvais état des chemins de traverse dans les campagnes soit pris dans la plus sérieuse considération comme un des plus grands obstacles à la communication intérieure, à la circulation de toutes les denrées et productions et à l'activité du commerce. Qu'il soit avisé aux moyens de pourvoir à leur réparation et entretien sans grever le peuple » <sup>25</sup>.

Il se préoccupe aussi de la navigation intérieure : « Qu'on exécute, dit-il, dans tout le royaume et en Bretagne en particulier les canaux projetés...; qu'on exécute celui de Rennes à Dinan » (art. CXCI); et il ajoute : « Mais point de commission particulière pour ces travaux; qu'ils soient faits par adjudication sous les ordres de la commission intermédiaire » (art. CCXI) <sup>26</sup>.

Le Tiers de la sénéchaussée de Dinan réclame la suppression de la corvée en nature et souhaite que « la dépense de l'ouver-

21. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, Evêchés de Saint-Malo et de Saint-Brieuc, p. 253, 258, 263, 279, 285, 543, 552, 555, 565, 567, 573, 611, 619, 633, 648, 658, 671, 673-674, 679-680, 685, 689, 711, 723, 727, 737, 775, 785, 795, 800, 805, 809, 813, 824, 827; t. IV, Evêché de Tréguier, p. 70, 83, 91, 93, 99-100, 150, 153, 156, 161, 172, 180, 194, 199, 202-203, 225-226, 235, 322.

22. *Ibid.*, t. III, p. 525.

23. *Ibid.*, t. III, p. 769.

24. *Ibid.*, t. IV, p. 31.

25. *Ibid.*, t. IV, p. 266.

26. *Ibid.*, p. 275 et 279.

ture et entretien des grandes routes soit faite par le Trésor public ou par une imposition sur les trois ordres ». Il demande pour rendre les rivières navigables, le plus loin possible, la suppression des bâtardeaux, observant ici particulièrement que la rivière de Rance, près de Dinan, serait à présent navigable à trois lieues plus loin par le moyen du flux de la mer sans autre travail que le curage et la suppression des dits bâtardeaux »<sup>27</sup>.

Il voudrait que les postes aux chevaux en Bretagne fussent mises en adjudication, que les voitures des fermiers fussent munies de roues ayant six pouces de jante, que les droits de transport de paquets et malles fussent réglementés et perçus en conformité avec ce règlement, que le secret des lettres fût rigoureusement respecté, enfin qu'on ne puisse s'emparer des propriétés privées pour les ouvrages de l'utilité publique qu'après un dédommagement de leur valeur<sup>28</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Ploërmel suggère l'idée de faire travailler en temps de paix les troupes des garnisons intérieures aux réparations et améliorations des chemins et autres ouvrages publics le plus à proximité de leurs quartiers ; leur salaire consisterait « dans une légère augmentation de leur solde à la charge du Gouvernement ou de la province qui les emploiera »<sup>29</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Saint-Brieuc demande, comme celui de Dinan, l'abolition de la corvée et consacre en outre, comme il est naturel dans cette circonscription littorale, deux articles à la navigation maritime<sup>30</sup> : « Secours pécuniaires assurés pour la confection et la réparation des travaux nécessaires pour la sûreté et la commodité des ports et havres du district dont quelques-uns sont menacés d'une ruine prochaine ». « Etablissement de nouveaux phares entretenus au feu de charbon dans tous les endroits de la Manche où ils seront jugés nécessaires à la sûreté de la navigation. Sa Majesté sera suppliée de rendre une déclaration qui ordonne d'employer le charbon de terre dans tous les ateliers où la manipulation permettra cet usage, auquel effet les droits sur l'entrée du charbon seront modérés »<sup>31</sup>.

27. *Archives Parlementaires*, t. III, p. 148-151, art. 4 et 20.

28. *Ibid.*, art. 39, 40, 41 et 57.

29. *Archives Parlementaires*, t. V, p. 384.

30. *Ibid.*, p. 629-632, chapitre I<sup>er</sup>, art. 24; chapitre II, art. 28.

31. *Ibid.*, chapitre III, art. 5 et 9.



## II. — LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

La Révolution supprima la corvée royale; elle proclama la liberté du passage sur les routes et sur les rivières. Les péages furent abolis. Le service des Ponts et Chaussées fut réorganisé et uniformisé. Plus de distinction entre pays d'élections et pays d'Etats : dans chaque département il dut y avoir un ingénieur en chef assisté d'ingénieurs en nombre variable; au-dessus étaient des inspecteurs. L'ensemble du service fut placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du conseil général des Ponts et Chaussées. La construction et l'entretien des routes incombèrent théoriquement aux municipalités et aux départements <sup>32</sup>.

Puis, en présence de leur impuissance et de leur inertie, un décret de la Convention du 16 frimaire an II mit les réparations de tout le réseau, sauf celles des routes vicinales, à la charge de l'Etat <sup>33</sup>. Celui-ci, absorbé par la crise tragique que l'on sait, ne fit rien ou peu s'en faut, surtout dans les départements de l'Ouest ravagés par la guerre civile. Sous le Directoire, pour se procurer des ressources affectées aux travaux publics, on adopta un autre système qui aboutissait purement et simplement à reconstituer les ci-devant péages, en les monopolisant, il est vrai, au profit de l'Etat. La loi relative aux contributions de l'an VI établit une taxe de roulage qui devait être supportée par toute voiture, toute bête de trait ou de somme. Le taux variait selon la longueur du parcours à effectuer. Des barrières étaient placées de distance en distance <sup>34</sup>. La perception de cette taxe était affermée à des adjudicataires chargés d'entretenir en retour une section proportionnelle de

32. Sur l'œuvre de la Révolution en matière de travaux publics, en général, cf. L. CAHEN et R. GUYOT, *L'œuvre législative de la Révolution*, p. 481-484. Appendice : les moyens de communication. Les textes législatifs votés par la Constituante se trouvent dans DUVERGIER, t. I à III. Cf. surtout t. III, p. 210, décret du 6 août 1791 relatif aux Ponts et Chaussées.

33. DUVERGIER, t. VI, p. 402-403. Cf. P. CARON, *L'enquête sur l'état des routes et des canaux au début de l'an II*, dans le *Bulletin d'histoire économique de la Révolution*, années 1917-1919, p. 1-362, par départements. Les Côtes-du-Nord manquent.

34. DUVERGIER, t. X, p. 66-67, loi du 9 vendémiaire an VI, titre VIII : Droit de passe sur les chemins. Cf. L. CAHEN et R. GUYOT, *op. cit.*, p. 481. Une autre loi du 11 frimaire an VII mit les chemins vicinaux à la charge des communes.

route. Quant aux postes, elles furent mises en régie directe : en 1791 la poste aux lettres, en 1793 celle aux chevaux. On revint du reste sous le Directoire à la régie intéressée<sup>35</sup>.

L'application de cet ensemble de mesures législatives dans le département des Côtes-du-Nord et leur rendement efficace sont très mal connus et, faute d'études de détail, nous sommes réduits aux conjectures. Il semble qu'il serait exagéré de dire qu'on ne fit absolument rien dans le domaine des travaux publics, de 1789 à l'an VIII. En 1790-91, l'administration centrale du département consacra d'abord 30.000, puis 80.000 livres d'un fonds de secours que lui avait alloué l'Assemblée nationale, à un certain nombre de travaux de première nécessité à effectuer aux routes et postes à l'aide d'ouvriers secourus comme indigents<sup>36</sup>. Plus tard, en pleine Terreur, sur l'initiative de la commission des travaux publics de la Convention, elle fit exécuter quelques réparations urgentes aux routes les plus importantes par des ouvriers réquisitionnés, tout comme au bon vieux temps de la corvée<sup>37</sup>. Une ligne de télégraphe Chappe rejoignant Brest à Paris passa à travers les Côtes-du-Nord<sup>38</sup>. Toutefois, il en advint vraisemblablement des travaux publics comme de l'instruction publique. La guerre civile et la guerre étrangère absorbèrent toutes les préoccupations et toutes les ressources; les beaux projets de voirie comme les initiatives pédagogiques dormirent dans les cartons des bureaucrates révolutionnaires, plus riches

35. L. CAHEN et R. GUYOT, *op. cit.*, p. 482-483, cf. DUVERGIER, t. X, p. 73, loi du 9 vendémiaire an VI.

36. L. DUBREUIL, *Les travaux de secours dans le département des Côtes-du-Nord en 1790 et 1791* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXV, 1910, p. 254-278.

37. Archives Nat., F<sup>14</sup> 804, Côtes-du-Nord, Routes et Concessions (an VI-1815), état de situation des routes du département des Côtes-du-Nord au 15 floréal an II dressé par l'Administration centrale du département pour répondre à une circulaire de la commission des travaux publics.

Cf. une lettre de Barbaroux aux administrateurs du département des Côtes-du-Nord du 29 avril 1793 publiée par D. Tempier dans la *Revue des archives historiques des Côtes-du-Nord*, 1885, nos 5 et 6, p. 89-90, où il annonce son intention de demander à la Convention l'ouverture des travaux des canaux d'Ille-et-Rance et de Nantes à Brest.

38. Sur le fonctionnement de la poste aux lettres, cf. E. GALMICHE, *La poste aux lettres dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution française* dans la *Revue de Bretagne*, t. L, 1913, p. 84-90.

Sur le télégraphe, cf. I. CHAPPE, *Histoire de la télégraphie*, Le Mans, 1840, 2 tomes en 1 vol. in-8°, et D. BERNARD, *L'établissement du télégraphe Chappe dans les Côtes-du-Nord et le Finistère en 1794* dans le *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1916, t. XLIII, p. 201-211.

de conceptions grandioses que de numéraire. On ne construisit rien, on entretint mal et sur les routes défoncées, où manquait plus d'un pont, diligences et malles-postes, malgré leurs escortes de gendarmerie, essuyèrent à maintes reprises les coups de feu des bandes de Duviquet et de Carfort, qui interceptaient quelquefois même les courriers, détruisant les lettres, s'emparant des valeurs. Inutile de parler des ports et des phares ; la guerre avec l'Angleterre et l'interruption quasi-complète du trafic de mer nous permettent de supposer l'attention qu'on leur témoigna.

### III. — LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Le régime consulaire puis impérial ne modifia pas beaucoup l'organisation administrative des Ponts et Chaussées ; que lui léguait la Révolution ; toutefois, il la centralisa fortement. Ceux-ci continuèrent jusqu'en 1815 de relever du ministère de l'Intérieur auquel fut subordonné un directeur général chargé spécialement de ce service pour la France entière. Ce directeur général fut Crétet de l'an VIII à 1806, Montalivet de 1806 à 1809, Molé de 1809 à 1813, enfin Pasquier de 1813 à 1815 <sup>39</sup>. En principe sédentaire, il est secondé par des inspecteurs généraux ambulants : dès l'an VIII le département des Côtes-du-Nord fut inspecté par un fonctionnaire nommé Besnard <sup>40</sup>. Un peu plus tard, en 1808, ce

39. Il n'existe aucun travail d'ensemble sur les travaux publics sous le Consulat et l'Empire. Quelques-uns seulement des plus importants textes législatifs, en la matière, sont reproduits ou cités dans DUVERGIER. Il faudra le compléter par A. POTIQUET, *Recueil par ordre chronologique des lois, décrets, etc., concernant le service des Ponts et Chaussées*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1868-1878, 5 vol. in-8°. Le tome I<sup>er</sup> va de 1566 à 1851, cf. aussi HERBIN et PEUCHET, *Statistique générale et particulière de la France et de ses colonies*, Paris, 7 vol. in-8° (an XII-1803). t. II, p. 363-386, les routes de France. COURTIN, *Travaux des Ponts et Chaussées depuis 1800 ou tableau des constructions neuves faites sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>*, Paris, 1812, 1 vol. in-8° ; R. PEYRE, *Napoléon I<sup>er</sup> et son temps : histoire militaire, gouvernement intérieur, lettres, sciences et arts*, Paris, 1888, 1 vol. gr. in-8°, p. 367-368 et 560-562 (dépourvu de références). L'*Almanach National* puis *Impérial* donne des renseignements sur le personnel des Ponts et Chaussées. Sur Crétet, Montalivet, Molé et Pasquier, cf. articles biographiques de la *Grande Encyclopédie*. Courtin fut secrétaire général de la direction des Ponts et Chaussées.

40. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Correspondance ministérielle et de l'administration générale des Ponts et Chaussées : objets que les inspecteurs généraux se proposent de demander aux ingénieurs en chef dans leur tournée de

département fit partie de la 14<sup>e</sup> division des Ponts et Chaussées, qui avait pour centre Rennes et pour chef un certain Chaubry<sup>41</sup>. En 1809, il relevait du 9<sup>e</sup> arrondissement d'inspection, qui eut successivement à sa tête l'auditeur au Conseil d'Etat Delamalle, puis Portalis en 1810, enfin Perrin en 1811<sup>42</sup>.

Dans le département même, le poste d'ingénieur en chef continua d'être occupé, de l'an VIII à 1811, par Jacques Piou, un Angevin du Loroux-Bottereau, qui remplissait déjà ces fonctions depuis 1791<sup>43</sup>. Mis à la retraite à cette date ; il fut remplacé par Treton-Dumousseau, de Niort. Ce fonctionnaire fatigué, alors en congé et occupé à se soigner dans sa famille, ne rejoignit son poste qu'en 1812 et sans enthousiasme ; il devait l'échanger, en 1820, contre un emploi analogue dans la Haute-Vienne<sup>44</sup>. L'ingénieur en chef du département a sous ses ordres des ingénieurs ordinaires et des conducteurs. En l'an VIII, le département des Côtes-du-Nord possède quatre ingénieurs ordinaires : Letertre, Luezot, Beaugrand et Piou fils ; sans doute un par arrondissement, l'ingénieur en chef, gérant l'arrondissement chef-lieu et les ports<sup>45</sup>. En l'an XI, Letertre, qui paraît avoir résidé à Guingamp, passa aux travaux du port de Cherbourg<sup>46</sup>. En l'an XIII Pottier, ingénieur

la fin de l'an VIII ; objets convenus entre le préfet du département des Côtes-du-Nord et le citoyen Besnard, inspecteur général des Ponts et Chaussées, 21 fructidor an VIII.

41. Archives Nat., F<sup>14</sup> 805, Côtes-du-Nord (an VI-1815), l'inspecteur de la 14<sup>e</sup> division des Ponts et Chaussées à M. de Montalivet, directeur général des Ponts et Chaussées, Rennes, 21 août 1808.

42. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel, Inspecteurs et Conducteurs, inspecteurs des Ponts et Chaussées du 9<sup>e</sup> arrondissement.

43. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel, ingénieur en chef du Corps Impérial des Ponts et Chaussées en retraite, à Rennes, 2 octobre 1813. Sur le rôle de Piou comme vénérable de la Loge maçonnique et comme membre du jury d'instruction publique, cf. t. I<sup>er</sup>, chap. III, IV et V.

44. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel, Ingénieur en chef, l'ingénieur Treton-Dumousseau au préfet des Côtes-du-Nord, 19 mars et 7 juillet 1812. Sa nomination dans la Haute-Vienne est du 1<sup>er</sup> juillet 1820 (Archives dép. des Côtes-du-Nord, *ibid.*).

45. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel et Traitements.

46. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel, Ingénieurs ordinaires.



ordinaire attaché aux dessèchements de Rochefort, est nommé ingénieur de l'arrondissement de Guingamp, cependant que Piou fils devient ingénieur en chef du département de Jemmapes<sup>47</sup>. En 1808, le personnel des Ponts et Chaussées pour le département des Côtes-du-Nord était le suivant : 1 ingénieur en chef ; 3 ingénieurs ordinaires (Burdelot à Lannion, Mauger à Lamballe, Pottier à Guingamp), plus 4 conducteurs<sup>48</sup>. Cette même année, Burdelot, « nommé dans un autre département », fut remplacé par Aubert-Vincelles<sup>49</sup>. Celui-ci resta peu de temps dans les Côtes-du-Nord, et fut nommé à son tour, en 1809, dans le département du Loiret, et remplacé par Benjamin Cormier, ingénieur ordinaire de la Vendée<sup>50</sup>. En 1810, ce dernier permuta avec Trudon employé aux travaux du port d'Anvers. Ce fut Trudon qui assura l'intérim de Piou à Treton-Dumousseau (1811-1812) comme ingénieur en chef<sup>51</sup>. Il y avait, en outre, des aspirants conducteurs et des piqueurs des ports<sup>52</sup>. Nous ne connaissons pas d'autres mutations dans le personnel des ingénieurs de 1810 à 1814.

L'exécution des travaux publics, construction et entretien, était confiée à des entrepreneurs particuliers, qui se portaient adjudicataires<sup>53</sup>. Cependant, en 1808, une circulaire préfec-

47. *Ibid.*

48. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel et Traitements, état des sommes à payer aux ingénieurs et conducteurs des Ponts et Chaussées du département.

49. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Personnel, Ingénieurs ordinaires.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Correspondance de l'ingénieur en chef (1809-1813), aspirants conducteurs, piqueurs des Ports en 1810.

53. On trouvera le nom d'un certain nombre de ces entrepreneurs dans l'état des ouvrages entrepris sur les grandes routes du département cité plus bas en note (Archives dép. des Côtes-du-Nord, S). En 1809, pour des travaux dont le montant s'élève à 166.554 fr. 19, un de ces entrepreneurs prélève un bénéfice de 15.141 fr. 29 (Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Divers). Devis estimatif des travaux à exécuter sur la route de Châtelaudren à Quintin dressé par Piou le 10 février 1809. Le prix des matériaux va de 0 fr. 34 c. le m<sup>3</sup> (gravier), à 57 fr. 30 (chaux) en passant par 1 fr. 52 (pierre pour empierrement) et 2 fr. 32 (moëllon). Les ouvriers, terrassiers, carriers, casseurs de pierre, maçons, paveurs, bûcherons gagnent en général 1 fr. 50 par jour (en 1811). Ils travaillent 10 heures en été, de 7 à 8 heures en hiver. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Correspondance ministérielle (an XIII, 1811 et 1812).

torale en exécution d'instructions du comte de Montalivet, directeur général des Ponts et Chaussées, détermine les conditions de recrutement et d'organisation de sept brigades de cantonniers affectés à l'entretien de la grande route de Paris-Brest. Ces 7 brigades sont à l'effectif de 48 hommes y compris 7 chefs d'atelier et 3 chefs de brigade. Les cantonniers sont âgés de 20 ans au moins et seront rétribués à raison de 1 fr. 10 par jour chaque ouvrier, 1 fr. 50 chaque chef d'atelier, 2 fr. chaque chef de brigade. Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, la journée de travail commencera à 7 heures du matin et finira à 7 heures du soir; pendant les six autres mois elle commencera avec le jour et finira avec lui. Ces cantonniers auront droit à une heure et demie pour le petit déjeuner, deux heures pour le dîner, une demi-heure pour le goûter. Les chefs d'atelier sauront écrire, si possible; ils seront porteurs d'un registre où seront consignées les heures de travail de chaque ouvrier, à défaut, d'une baguette avec encoche. Tout ce personnel est révocable de droit par l'ingénieur ordinaire « pour cause de négligence, d'insubordination, de mutinerie et d'inconduite »<sup>54</sup>.

Les ingénieurs, conducteurs et piqueurs étaient rétribués par le Trésor public sur les fonds des Ponts et Chaussées. En 1815, l'ingénieur en chef touchait 4.500 francs; deux ingénieurs ordinaires avaient chacun 2.800 fr.; un autre, 2.500 fr.; un piqueur a 1.000 fr.; deux aspirants piqueurs, 600 fr.<sup>55</sup>.

Les crédits pour les travaux des routes étaient également fournis par le Trésor public; à ces crédits venait s'ajouter jusqu'à l'an 1806 (21 septembre) le produit de la taxe des routes perçue par l'enregistrement, puis par les Droits Réunis. Nous possédons, sauf quelques lacunes, d'une façon presque continue le budget des Ponts et Chaussées pour le département des Côtes-du-Nord.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Grandes routes, Organisation des cantonniers (1808-1809), règlement pour l'établissement des cantonniers approuvé par M. le Conseiller d'Etat, directeur général des Ponts et Chaussées, le 1<sup>er</sup> décembre 1808.

55. Archives Nat., F<sup>14</sup> 268, Côtes-du-Nord, Travaux. Un conducteur de 3<sup>e</sup> classe gagne en 1813 près de 1.000 francs par an; un aspirant conducteur 600 francs, Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Correspondance de l'ingénieur en chef (1809-1813).

En l'an VIII, les crédits s'élèvent à 70.633 fr. 39, dont 42.290 fr. 05 provenant du Trésor et 28.343 fr. 34 produit de la taxe d'entretien des routes. Dépenses : 62.948 fr. 76.

L'an IX manque.

Exercice de l'an X : fonds du Trésor public, 62.402 fr. 30; taxe d'entretien des routes, 108.538 fr. 10. Total : 170.940 fr. 40.

Exercice de l'an XI : crédits du Trésor, grandes routes, 210.000 fr.; ponts, 60.000 fr. Total : 270.000 fr.

Taxe d'entretien des routes, 101.851 fr. 93. Total : 371.851 fr. 93.

Exercice de l'an XII : crédits du Trésor, 80.000 fr.; taxe des routes, 114.462 fr. 86. Total : 194.462 fr. 86.

Exercice de l'an XIII : crédits du Trésor, 111.000 fr., dont 69.000 pour les routes, et 42.000 pour les ponts.

La taxe d'entretien des routes donnait : 110.226 fr. 16.

L'exercice 1806 manque.

Exercice 1807 : la taxe des routes a disparu, le Trésor public supporte seul la totalité des dépenses, soit : 168.858 fr. 33.

Avec l'exercice 1808 nous descendons à 143.600 fr.

Exercice 1809, même chiffre ou à peu près : 143.687 fr. 20.

Exercice 1810, léger fléchissement : 139.860 fr.

A partir de 1811, aux fonds du Trésor public s'ajoutent des centimes additionnels votés par le conseil général du département et le budget des Ponts et Chaussées se décompose désormais comme il suit :

Fonds du Trésor impérial : 135.680 fr. 66; centimes facultatifs votés par le conseil général du département, 40.000 fr.

Total : 175.680 fr. 66.

Exercice 1812 : fonds du Trésor pour les travaux des routes de 1<sup>re</sup> classe, 110.500 fr.; de 3<sup>e</sup> classe, 24.500 fr.; charges des Ponts et Chaussées, 21.249 fr. 72. Total : 156.249 fr. 72 auxquels viennent s'ajouter 31.930 fr. de centimes additionnels en exécution du décret impérial du 2 juillet 1812, et 36.000 fr. de centimes facultatifs votés par le conseil général. Au total : 224.179 fr. 72.

Exercice 1813 : fonds généraux du Trésor, routes de 1<sup>re</sup> classe, 200.000 fr.; de 3<sup>e</sup> classe, 15.050 fr.; charges des Ponts et Chaussées, 29.171 fr. 80. Total : 244.221 fr. 80 auxquels viennent s'ajouter, d'une part, 31.930 francs de centimes addi-

tionnels pour les routes de 3<sup>e</sup> classe (en exécution du décret du 2 juillet 1812); d'autre part, 17.215 francs pour les routes départementales (en exécution du décret du 7 janvier 1813).

Total général : 293.366 fr. 80<sup>56</sup>.

Pour l'année 1814, nous ne connaissons pas les crédits fournis par le Trésor public, nous savons simplement que le conseil général vota, en 1813, 41.291 francs pour les routes départementales; d'autre part, que le directeur des Ponts et Chaussées par une lettre du 6 avril 1813 avait invité le conseil à voter un fonds spécial pour la réparation et l'entretien des routes de 3<sup>e</sup> classe. Le conseil s'exécuta dans sa séance du 14 mai 1813 et vota 172.944 francs<sup>57</sup>.

Ainsi, il semble qu'à la fin de l'Empire la totalité des frais d'entretien des routes des Côtes-du-Nord ou presque, incombât au budget départemental. D'autre part, on peut dire d'une façon générale qu'en ce qui concerne les travaux publics et spécialement l'entretien des routes, le régime consulaire et impérial si parcimonieux sur le chapitre d'autres dépenses, par exemple l'instruction publique, se montra généreux (plus de 600.000 francs en 4 ans), dans le département des Côtes-du-Nord.

Quel emploi a été fait de ces ressources ? En d'autres termes quel était au début et à la fin du régime bonapartiste le réseau routier du département et dans quel état d'entretien se trouvait-il ? Nous ne possédons pas malheureusement pour le début du Consulat de tableau détaillé des routes du département. Nous sommes obligés de le reconstituer par voie de conjectures, en partant de tableaux de travaux exécutés par arrondissements d'ingénieurs de l'an VIII à l'an XIV. Les routes principales du département des Côtes-du-Nord à l'époque comprise entre ces deux dates, étaient :

1<sup>o</sup> La grande route de Paris à Brest, *via* Caulnes, Broons, Lamballe, Saint-Brieuc, Châtelaudren, Guingamp, Belle-Isle-en-Terre;

2<sup>o</sup> La route de Dinan à Rennes, *via* Evran et Bécherel;

56. Archives Nat., *Ibid.*, état de situation des Ponts et Chaussées (par année). Pour ces deux décrets relatifs à la perception de centimes additionnels pour l'entretien des routes dans un certain nombre de départements, cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 248 et 306.

57. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1 (an VIII-1815). séance du 12 mai 1813, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord 1 N 15, fol. 90, séance du 12 mai 1813 et fol. 92-93, séance du 14 mai 1813 (manque dans F<sup>1</sup>ev).



- 3° La route de Dinan à Saint-Malo;
- 4° La route de Dinan à Lamballe, *via* Jugon;
- 5° La route de Dinard à Lamballe, *via* Ploubalay-Matignon, et *via* Ploubalay-Plancoët;
- 6° La route de Lamballe à Loudéac, *via* Plouguenast et Moncontour;
- 7° La route de Dinan à Caulnes;
- 8° La route de Loudéac à Josselin, *via* La Chèze;
- 9° La route de Saint-Brieuc à Quintin et à Uzel, avec embranchement sur Loudéac et Pontivy;
- 10° La route de Saint-Brieuc à Lanvollon, avec bifurcation sur Paimpol ou sur Pontrieux;
- 11° La route de Pontrieux, La Roche-Derrien-Tréguier;
- 12° La route de Guingamp à Corlay;
- 13° La route de Guingamp à Lannion;
- 14° La route de Guingamp à Carhaix, *via* Callac;
- 15° La route de Guingamp à Pontrieux;
- 16° La route de Lannion à Morlaix.

Ces routes étaient pavées<sup>58</sup>. Beaucoup d'entre elles pendant la traversée des villes franchissaient sur des ponts les nombreux cours d'eau dont le pays si humide est sillonné. Signalons :

Le pont de Dinan sur la Rance (route de Dinan à Saint-Malo et à Dol).

Le pont de Lehon (route de Dinan à Bécherel).

Le pont de Langohédre (entre Lamballe et Broons).

Le pont du Temple (route de Saint-Brieuc à Lanvollon).

Le pont du Gouëdic (*idem*).

Le pont du Gouët (*idem*).

58. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Etat des ouvrages entrepris sur les grandes routes du département (an VIII-an XIV). En l'an XII, Herbin et Peuchet classait ces routes « d'après le système de M. Crétet, conseiller d'Etat, chargé des Ponts et Chaussées » en trois classes. Routes de 1<sup>re</sup> classe, celles qui passant par Paris se terminent aux frontières de la République, au nombre de 28 pour toute la France : route n° 22 de Paris à Brest par Saint-Brieuc et Morlaix.

Routes de 2<sup>e</sup> classe comprenant « les routes les plus pratiquées entre les grandes places de commerce et celles dont la direction sert à établir les communications d'une frontière à l'autre sans passer par Paris », au nombre de 97 pour toute la France : route n° 11 d'Avranches à Lorient par Dinan, Lamballe et Loudéac; route n° 85 de Saint-Malo à Dinan par Châteauneuf (Ille-et-Vilaine).

Routes de 3<sup>e</sup> classe « propres à un département ou à quelques départements. Elles s'embranchent en général par des directions irrégulières sur les routes de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe et considérées comme propres à chaque département, elles ne font pas une suite coordonnée à celles d'un ordre supérieur » : toutes les autres routes des Côtes-du-Nord. *Statistique générale et particulière de la France* t. II, p. 362-386.

Le pont de Quintin (route de Saint-Brieuc à Quintin).

Le pont de La Ville-Balain (route de Saint-Brieuc à Châteaulaudren).

Le pont de La Roche-Derrien (route de Tréguier à Guingamp par Pontrieux).

Le pont Sainte-Anne à Lannion (unissant la ville et le faubourg)<sup>59</sup>.

A partir du décret du 16 décembre 1811, les routes furent divisées en deux catégories : les routes impériales et les routes départementales. Les routes impériales subdivisées en trois classes étaient construites, reconstruites et entretenues entièrement aux frais du Trésor pour celles des deux premières classes, partie aux frais du Trésor et partie aux frais du département pour celles de troisième classe. La construction, la reconstruction et l'entretien des routes départementales sont à la charge des départements, arrondissements et communes qui participent plus particulièrement à leur usage<sup>60</sup>. Le réseau routier du département des Côtes-du-Nord comprit une route impériale de 1<sup>re</sup> classe ; la route de Paris à Brest, n° 13, et quatre routes impériales de 3<sup>e</sup> classe : la route n° 184 d'Angers à Brest par Redon, Napoléonville, Rostrenen et Carhaix ; la route n° 186 de Vannes à Dinan par Saint-Jouan, Caulnes et Plumaudan ; la route n° 187 de Vannes à Lannion par Corlay, Guingamp et Bégard ; la route n° 188 de Lorient à Saint-Malo par Loudéac, Lamballe et Plancoët<sup>61</sup>.

59. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Etat des ouvrages ... L'entretien de ces routes devait laisser fort à désirer, si l'on en croit une lettre de Boullé à Crétet du 28 germinal an VIII, mais il y avait à cela de bonnes raisons. Au directeur des Ponts et Chaussées lui signalant l'état « alarmant » des voies de communication du département et la nécessité d'appeler là-dessus l'attention du personnel des Ponts et Chaussées, le préfet faisait observer que « depuis neuf mois les ingénieurs ... de ce département n'ont pas reçu (le traitement) qui leur revient et leurs frais de voyage de l'an VII leur sont encore dus, en sorte qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de faire leur service, faute de pouvoir faire l'avance des dépenses auxquelles il les entraîne. Ils viennent de m'adresser leurs réclamations à ce sujet. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 211, Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics (an VIII-an XIII), fol. 1.

60. Sur ce très important décret, cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 93-148 avec tableau annexe des routes impériales divisées en trois classes.

61. *Ibid.* tableau... Les routes n° 13, nos 184, 186 et 187 portent actuellement les nos 12, 164, 166 et 167 ; la route n° 188 est actuellement le n° 168 (Quiberon-Dinard). — Cf. Archives Nat., AFIV 1057, Intérieur, Ponts et Chaussées, Travaux publics (1812-1814), tableau faisant connaître les mesures prises ... en exécution du décret impérial du 16 décembre 1811 : Côtes-du-Nord, routes de 1<sup>re</sup> classe : 122 km. 252 m. 50 ; routes de 3<sup>e</sup> classe : 262 km. 178. Cf. aussi, comme pour tout ce chapitre, la carte I administrative et routière, à la fin du volume.

Dans quel état se trouvaient ces routes au lendemain du coup d'Etat de Brumaire ? Peu satisfaisant, s'il faut en croire à la fois les représentants du pouvoir central et les assemblées locales. L'opinion des premiers nous est connue par les plaintes sans cesse renouvelées du préfet et du directeur général des Ponts et Chaussées, que ces deux fonctionnaires se retournent mutuellement dans leur correspondance<sup>62</sup>. Pour connaître celle des secondes, nous n'avons qu'à feuilleter les registres de leurs délibérations. Dans sa séance du 24 messidor an VIII le conseil d'arrondissement de Dinan signalait la situation déplorable des grandes routes de cette circonscription administrative. La route de Dol à Dinan depuis deux ans est tout à fait impraticable pendant les six mois de mauvaise saison : les

62. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 185 - 2 M 194, Correspondance intérieure du préfet relative aux travaux publics (an VIII-1816) et surtout 2 M 211-2 M 213, Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics (an VIII-1816). C'est dans ces derniers registres que l'on trouvera la correspondance du préfet avec le directeur des Ponts et Chaussées, correspondance des plus monotones. En voici un échantillon. Le préfet au conseiller d'Etat, directeur des Ponts et Chaussées, 5 janvier 1809 : « J'ai reçu votre lettre en date du 15 décembre dernier par laquelle vous me faites part des plaintes qui vous ont été portées par M. le Directeur général des Postes sur le mauvais état des routes de ce département. Il est vrai que je n'ignorais nullement que dans beaucoup d'endroits la route de Montauban au Ponthou est très mauvaise et notamment entre Broons et Lamballe, mais d'après ce qui est à ma connaissance, je ne vois pas qu'il ait été possible d'empêcher qu'il n'y eût sur cette route de mauvais passages principalement dans la partie dont il est question, premièrement parce que le sol en est extrêmement mauvais et que les matériaux qu'on est forcé d'y employer sont également de mauvaise qualité. En second lieu, M. le Conseiller d'Etat, la modicité des fonds accordés pour cette route n'a pas permis de faire toutes les réparations nécessaires et les adjudications de la campagne de 1808 n'ayant pu être faites qu'au mois d'octobre et n'ayant été approuvées que dans le mois suivant, les entrepreneurs n'ont pu faire charrier les matériaux qu'ils ont à fournir, les chemins étant devenus impraticables. Enfin l'emploi de ces matériaux n'a pu avoir lieu, attendu que les cantonniers n'étaient pas établis. Au reste, M. le Conseiller d'Etat, on ne doit pas être étonné en connaissant la nature du sol, de voir que dans plusieurs parties une route aussi fréquentée et sujette à des charriages aussi continus et aussi considérables que l'est celle de Paris à Brest en ce département, soit dans la saison actuelle, après trois mois de pluies, dans un mauvais état et je suis persuadé qu'il en est ainsi dans beaucoup d'autres départements. Quoi qu'il en soit, M. le Conseiller d'Etat, j'ai employé tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour parvenir à l'amélioration des routes de mon département et je n'ai cessé de stimuler à cet égard le zèle de MM. les Ingénieurs principalement pour ce qui concerne la route de Paris à Brest. Tout récemment encore, sur l'avis qu'en fut donné par l'Inspecteur des Postes aux Lettres du très mauvais état de la partie de cette route entre Lamballe et Broons, je chargeai l'Ingénieur en chef de faire vérifier ce passage et de me servir le devis des réparations à y faire. Ce qui a eu lieu et ces travaux vont être adjugés dans quinze jours. Beaucoup d'autres passages exigeaient de semblables réparations et l'Ingénieur

voitures sont obligées de faire le tour par Saint-Malo. L'été, les rouliers mettent deux jours pour faire le trajet qui n'est que de six lieues. La traverse de Dinan est déparée depuis un an : l'hiver, il faut des attelages de renfort. La route de Dinan à Saint-Brieuc, si importante au double point de vue commercial et militaire en raison des communications avec la Normandie, est défoncée ; il faut atteler à chaque voiture 3 et 4 chevaux de renfort<sup>63</sup>. Le même conseil attirait l'attention des pouvoirs publics sur les chemins vicinaux de l'arrondissement de Dinan mis par la loi du 11 messidor an VII à la charge de ces communes et pour l'entretien desquels lesdites

en chef doit m'en remettre les projets pour être exécutés aussitôt qu'il sera possible.

» Telle est, M. le Conseiller d'Etat, la situation de choses relativement à la route de Paris à Brest, en ce département. Elle est dans beaucoup d'endroits très mauvaise sans doute et il serait nécessaire d'y faire des réparations considérables, mais il faudrait qu'il fût fait des fonds suffisants pour cet objet, les sommes allouées chaque année étant trop modiques. Il conviendrait aussi, lorsque la route serait bien réparée, de la mettre à l'entretien.

» Vous m'invitez, M. le Conseiller d'Etat, à veiller à ce que MM. les Ingénieurs visitent souvent leurs routes et ne s'en rapportent pas au compte que leur en rendent les conducteurs. Je conçois que cette surveillance est très importante **et nécessaire** et il n'est pas douteux qu'elle a été jusqu'ici trop négligée de quelques ingénieurs mais je m'assurerai dorénavant s'ils remplissent cette partie du service. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 212. Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics (an XIII-1811), fol. 103-105. On voit que Boullé plaide coupable mais que les circonstances atténuantes — mauvaise qualité des matériaux, insuffisance des crédits, médiocre zèle du personnel — ne lui font pas défaut.

Les chemins vicinaux étaient dans un état pire encore; les communes s'en désintéressaient et Boullé ne voyait aucun moyen de les contraindre à effectuer les réparations les plus urgentes, témoin cette autre lettre au directeur des Ponts et Chaussées du 22 février 1809, à propos de la route de Quintin à Châtelaudren. « Cette route est dans un état affreux et ... depuis l'abolition de la corvée, il n'y a jamais été fait de réparations. Quant à l'invitation que vous me faites d'engager les habitants intéressés à contribuer à ces réparations par des travaux gratuits ou volontaires ou de proposer aux conseils d'arrondissement de voter des centimes additionnels pour cette dépense, j'aurai l'honneur de vous faire remarquer que dans ce moment tous les moyens d'invitation et de persuasion seraient inutiles auprès des habitants des campagnes pour les engager à faire des corvées volontaires pour la réparation des grandes routes qu'ils considèrent depuis longtemps comme devant être à la charge du Gouvernement et comment les porter à faire des corvées volontaires pour ces routes, tandis qu'il est sinon presque impossible, du moins extrêmement difficile d'obtenir d'eux quelque chose pour les chemins vicinaux ? Je désespère donc de pouvoir remplir, comme je le désirerais, vos intentions à cet égard. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 212, Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics (an XIII-1811), fol. 108-109.

63. Archives Nat., F<sup>7</sup>evII, Côtes-du-Nord, Délibérations des conseils d'arrondissement (an VIII), extrait du registre des délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan, 24 messidor an VIII.



communes, faute de ressources, ne faisaient rien. Parmi ces chemins ceux dont les noms suivent étaient signalés comme plus particulièrement importants :

a) Chemin de Plancoët à Dinan, *via* Corseul, approvisionnant le marché de Dinan en grains, bois, cidre.

b) Chemin de Médréac (Ille-et-Vilaine), *via* Plouasne, Tréfumel, Guenroc, Saint-André-des-Eaux, Saint-Maden.

c) Chemin de Dinan à Broons, *via* Trélivan, Bobital, Brusvily, Yvignac.

d) Chemin de Dinan à Ploubalay, avec bifurcation sur Saint-Jacut et Lancieux.

e) Chemin de Combourg à Dinan, à travers la forêt de Coëtquen (servant au transport des fagots et bourrées pour les boulangers et les particuliers de Dinan) <sup>64</sup>.

Quelques semaines plus tard, le 7 thermidor an VIII, le conseil général reprenait au compte du département les mêmes doléances; il y joignait une demande de suppression de la taxe des routes : « Le peuple ne voit pas sans déplaisir et sans méfiance cet impôt des barrières destiné à la réparation des chemins et si aggravant, dissipé par des commis infidèles ou employé à une destination étrangère ». D'après lui, les deux grandes routes de Paris-Brest, « l'une par Rennes et Alençon, l'autre par Dinan et Caen », sans parler des chemins vicinaux, exigeaient particulièrement des réparations <sup>65</sup>.

L'année suivante, 27 germinal an IX, nouvelles plaintes au sujet des routes. La somme que le Gouvernement vient d'allouer pour la réfection de la route de Paris à Rennes dans sa traversée du département est absolument insuffisante. En outre, il faudrait mettre en adjudication son entretien. La route de Lamballe-Jugon et Dinan est presque aussi importante. Elle fait communiquer le département « avec les ports de Cherbourg et du Havre et les départements de l'ancienne Normandie » qui ont d'étroits rapports commerciaux avec les Côtes-du-Nord. Ce dernier département fournit aux premiers « une quantité immense de bœufs et de poulains qui s'engraissent et se forment dans les gras herbages du Cotentin et de la vallée d'Auge. Ils retirent en échange de Vire, Caen, Guibray et Rouen des draps et des cotons ». L'état

64. *Ibid.*, séance du 16 messidor an VIII.

65. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de l'an VIII; séance du 7 thermidor. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11 fol. 21-27.

des routes bordant les côtes était aussi déplorable, entre autres, celle de Lamballe à Saint-Malo par Plancoët et Dinard qui servait au transport des toiles de Quintin expédiées en Espagne par Saint-Malo; et celle de Saint-Brieuc à Lannvallon et Paimpol. Cette dernière route était utilisée pour le « transport des grains dont les contrées fertiles de Paimpol, Pontrieux, Tréguier, etc., alimentent les autres parties du département, du fil de lin et du lin manufacturé à Quintin; des fils de chanvre nécessaires à la manufacture des toiles à voiles de Rennes, enfin des prises de corsaires à Paimpol. Les ponts détruits, les uns par les chouans, les autres par la vétusté » menacent ruine : c'est le cas de ceux du Gouët, de Quintin, Guingamp, Belle-Isle-en-Terre, Lannion et Dinan. La situation est la même dans l'arrondissement de Loudéac. Le conseil demandait au Gouvernement d'ouvrir :

1° Une route de Saint-Brieuc à Paimpol par Binic et Pontrieux, de manière à relier ces petits ports; projet déjà étudié par les Etats de Bretagne;

2° Une route de Binic et Pontrieux à Châtaudren de manière à assurer les communications avec Brest;

3° Une route de Lannion à Callac, commencée en 1791 et interrompue;

4° Une route de Quintin à Moncontour, par Lorges, de manière à relier ces deux marchés de toiles;

5° De finir celle d'Uzel à Loudéac;

6° Et celle de Loudéac à Rennes par Merdrignac, route commencée par les Etats de Bretagne. Au besoin on utiliserait pour ces travaux la main-d'œuvre militaire <sup>66</sup>.

Le conseil revenait ensuite sur la question de la taxe des routes. Cette taxe, d'abord recouvrée directement et ne produisant rien à cause de la fraude, avait été ensuite affermée 69.170 francs, pour l'an IX. Le conseil estimait cette somme insuffisante, les fermiers réalisant de très gros bénéfices. Néanmoins, il insistait pour la suppression de cet impôt dont le rendement en apparence élevé provenait d'un accroissement artificiel et temporaire de circulation sur les routes en raison du blocus des ports. En outre, la taxe des routes était très impopulaire; elle « rappelle ces anciennes fermes des Devoirs, du Sel, du Tabac, ces employés, ces fraudes, ces procès-

66. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de l'an IX : séance du 27 germinal. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 99-101

verbaux, ces amendes et tout ce régime odieux généralement détesté et si justement proscrit par la Révolution... On entend partout calomnier la République à ce propos »<sup>67</sup>. Dans cette même session de l'an IX, même vœu dans la bouche des conseillers de l'arrondissement de Lannion. Les grandes routes de l'arrondissement demandent des réparations, surtout aux entrées de Lannion et à la sortie de « la lieue de grève », où elles sont impraticables. Il faut à tout prix réparer le pont Sainte-Anne. Le conseil demande la continuation de la route de Lannion à Plounevez et Callac, par le Vieux-Marché ou Plouaret, ce qui permettrait de faire arriver jusqu'à Lannion les bois des forêts de Beffou, Coat-an-Hay et Coat-an-Noz et le fer de ces dernières mines et la construction de la route de Lannion à Guingamp : celle-ci servirait à amener le bois à Tréguier<sup>68</sup>.

Les délibérations du conseil général de l'an X reproduisent à peu de choses près celles de l'an IX, en ce qui concerne les routes. Il estimait encore une fois les subventions du Trésor public pour les deux routes de Paris insuffisantes. Il signalait un certain nombre de ponts à refaire, les traverses des bourgs et ville à réparer. Il pensait que les charges trop lourdes des rouliers étaient une des principales causes du mauvais entretien des routes<sup>69</sup>.

La session de l'an XI est marquée par un vœu en faveur de l'abrogation de la taxe des routes pesant sur la circulation de l'avoine et par une approbation d'une pétition de la commune de Loudéac tendant à ce que la route à ouvrir entre Loudéac et Merdrignac passât par La Prénessaye et Plémet, en raison de la foire qui se tenait dans cette dernière localité<sup>70</sup>.

67. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, *Ibid.* et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 101-104.

68. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 10-16, séances du 1<sup>er</sup> au 9 germinal an IX.

69. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de l'an X : séance du 15 prairial, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 164-167 et 1 N 12, fol. 2-5.

70. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de l'an XI : séances des 25 et 26 floréal. « L'avoine, dit le conseil, est dans ce département un objet d'alimentation humaine. A la campagne les bouillies d'avoine constituent les trois-quarts de la nourriture du paysan. Il en est de même dans les villes pour la classe peu aisée. Les gens plus riches eux-mêmes en usent comme d'un élément sain. On fait dans certains cantons du pain d'avoine que l'on préfère au pain d'orge. L'avoine est consommée surtout en cas de disette. Quand l'avoine manque, le seigle, le sarrasin et le froment deviennent plus chers ». Cf

Dans sa séance du 27 germinal an XII le conseil général réitérait ses desiderata de l'année précédente : il exprimait en outre le souhait que le Gouvernement adoptât « l'usage établi dans quelques provinces avant la Révolution de solder à l'année des hommes qui seraient chargés de réparer les plus légères dégradations d'une plus ou moins grande partie de routes à mesure que le besoin s'en ferait sentir ». Nous avons vu précédemment que satisfaction lui fut accordée sur ce point par l'institution de brigades de cantonniers <sup>71</sup>.

Le 15 fructidor de cette même année le préfet procéda en grande pompe à la pose de la première pierre du pont du Gouët « sur la rivière de ce nom », disait le *Moniteur* qui consacra près d'une colonne et demie au compte rendu de la cérémonie. Naturellement il prononça à cette occasion un discours où il appelait « la reconnaissance de ces concitoyens sur les actes du Gouvernement prévoyant et protecteur.

« Vous savez, habitants de ce département, a-t-il dit, vous savez si les extrêmes besoins d'une guerre renouvelée par l'injustice et le manque de foi de nos ennemis ont ralenti pour vous ces travaux réparateurs, si vos routes n'ont pas continué d'être couvertes d'ateliers, s'il ne se prépare pas pour vous de nouvelles communications de plus d'un genre, si de nouveaux ateliers enfin ne sont point ouverts dans tous vos ports, instruments de votre prospérité future, comme ils ont déjà été par le passé une somme de richesses vivifiantes. C'est ainsi que la sagesse, que la bienfaisance, que l'étonnante activité du Gouvernement préparent par des travaux utiles tous les moyens de recréer le commerce avec plus de splendeur que jamais » <sup>72</sup>.

Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 34-35 et 38-39. A la fin de l'an XI, en raison des projets de voyage de Bonaparte dans l'Ouest, le préfet convenablement stylé par le directeur des Ponts et Chaussées, se préoccupa de « sauver la face » et de faire mettre à peu près en état « les plus mauvais endroits » de la route de Lamballe à Saint-Malo, et de celle de Saint-Brieuc à Lanvallon. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 211, Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics (an VIII-an XIII), fol. 90, le préfet au directeur des Ponts et Chaussées, 25 fructidor an XI. Sur ce projet de voyage du Premier Consul, cf. t. I<sup>er</sup>, chap. I<sup>er</sup>, p. 113, note 274.

71. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 91-92, séance du 27 germinal an XII. Manque aux Archives Nat., dans F<sup>1</sup>ev. En ce qui concerne les cantonniers, cf. plus haut, t. II, p. 130.

72. *Le Moniteur*, numéros du 25 fructidor an XII et du 14 vendémiaire an XIII. Ce pont, situé « à la sortie de la ville de Saint-Brieuc, route de cette ville à Lanvallon, Paimpol, Pontrieux, Tréguier, Lannion et Morlaix » auparavant en



Toute cette éloquence, toutes ces belles promesses d'un avenir meilleur ne semblent pas avoir beaucoup touché le conseil général qui s'obstine à voir l'état peu satisfaisant du présent. Aussi en l'an XIII revient-il à la charge et, après avoir protesté une fois de plus contre l'insuffisance des crédits du Trésor, étudie-t-il les causes générales du mauvais état des routes. Il les attribuait avec l'ingénieur en chef, à l'imperfection originelle des travaux et surtout des empièvements, au défaut d'entretien à peu près complet de 1789 à l'an IX, à l'insuffisance des fonds d'entretien depuis l'an IX et aux abus du roulage. Pour faire cesser cet état de choses, il proposait les remèdes suivants : aussitôt que les routes auraient été mises en état, les faire entretenir par des équipes de cantonniers, tenir la main à l'exécution de la loi concernant les roues des voitures publiques, établir des poids à bascule destinés à connaître le poids des voitures assujetties à la taxe, prévenir la gendarmerie de poursuivre les contrevenants à la police du roulage, obliger les riverains à abattre les arbres qui bordent les grands chemins à distance prohibée et à respecter les rigoles d'écoulement <sup>73</sup>.

En 1806, le pont de Lannion détruit depuis huit ans n'est pas encore reconstruit : le conseil attire sur ce point l'attention du ministre de l'Intérieur. Il proteste, d'autre part, contre la manière dont sont faites les adjudications ; pour être admis aux enchères on exige la présentation d'un certificat de l'ingénieur à l'effet de constater que le porteur peut exécuter les ouvrages d'art ; il en résulte que quatre ou cinq entrepreneurs s'entendent et partagent des bénéfices scandaleux. Si l'on admettait indistinctement tous les enchérisseurs, leur concurrence opérerait une réduction salubre dans les prix. Mêmes observations en 1807 : le conseil reproduit ses protes-

bois fut reconstruit en pierre. Le préfet, en bon courtisan, proposa de l'appeler « Pont Bonaparte » ; il ne semble pas qu'on ait agréé à Paris cette initiative. En frimaire an XIII les travaux construits par Piou fils étaient à peu près terminés, et l'on posait la clef de voûte. Archives dép. des Côtes-du-Nord, Correspondance extérieure du préfet relative aux travaux publics, 2 M 211, fol. 74, 94-95, 150 et 172, le préfet au directeur des Ponts et Chaussées le 26 germinal an XI, 15 vendémiaire et 9 messidor an XII et 19 frimaire an XIII. Cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 99. Donne 1806 pour date d'achèvement du pont du Gouët « qui a eu pour entrepreneur M. J.-J.-B. Jonanin. Il n'a qu'une arche ».

73. Archives Nat., Flev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de l'an XIII : séance du 12 floréal, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, fol. 28-32.

tations contre les agissements des entrepreneurs <sup>74</sup>. Il constate que les routes sont toujours dégradées malgré les sommes considérables qui y sont affectées. Il préconise le système du marché à forfait conclu pour un temps déterminé. Il se plaint qu'on ne lui présente aucun état ni des travaux exécutés ni de ceux projetés et demande au ministre de l'Intérieur d'ordonner à l'ingénieur en chef du département de lui adresser à chaque session annuelle deux rapports de ce genre <sup>75</sup>.

La session de 1808 (tenue en 1809) ne présente rien concernant les routes ni les chemins vicinaux. Dans celle de 1809, on se borne à répartir les centimes additionnels pour les routes de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes <sup>76</sup>. Rien en 1810, ni en 1811. En 1812, le conseil, en exécution de l'article 13 du décret impérial du mois de décembre précédent, répartit les routes à la charge du département en deux classes :

Routes de 1<sup>re</sup> classe :

- 1<sup>o</sup> Route de Saint-Brieuc à Morlaix, par Lanvollon, Paimpol, Tréguier, Lannion ;
- 2<sup>o</sup> Route de Dinan à Rennes, par Bécherel ;
- 3<sup>o</sup> Route du port de Saint-Brieuc au port de Lorient, par Saint-Brieuc, Quintin, Uzel, Saint-Caradec, Napoléonville et Baud ;
- 4<sup>o</sup> Route de La Roche-Derrien au pont Losquet ;
- 5<sup>o</sup> Route de Guingamp à Tréguier par Pontrieux.

Routes de 2<sup>e</sup> classe :

- 1<sup>o</sup> Route de Saint-Brieuc à Moncontour ;
- 2<sup>o</sup> Route de Loudéac à Josselin par La Chèze ;
- 3<sup>o</sup> Route de Pontrieux à Paimpol ;
- 4<sup>o</sup> Route de Saint-Brieuc à Quimper, par Guingamp, Callac, Carhaix et Châteauneuf ;
- 5<sup>o</sup> De Rennes à Brest, par Saint-Méen, Merdrignac, Loudéac, Saint-Caradec, Perret et Rostrenen (ouverte seulement jusqu'à Merdrignac) ;

74. Archives Nat., F<sup>1</sup>cv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de 1806 : séances du 12 et du 13 juin, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 14, fol. 19-22.

75. Archives Nat., F<sup>1</sup>cv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de 1807 : séance du 19 octobre, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, fol. 3-5.

76. Archives Nat., F<sup>1</sup>cv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de 1809 tenue en 1810, séance du 22 février 1810, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, fol. 54-56.

6° Route de Perros à Lorient, par Lannion, Callac, Carhaix, Rostrenen (ouverte seulement jusqu'à Ploubezre);

7° De Châtelaudren à Quintin;

8° De Lamballe à Dinard, par Matignon;

9° De Lamballe au havre de Dahouët;

10° De Pontrieux à Belle-Isle-en-Terre (ouverte jusqu'au Tronc-Rouge);

11° De Trémeven à Pontrieux.

Ces routes furent toutes reconnues utiles et méritant conservation. Toutefois, le conseil qui leur affectait 17.215 francs répartissait cette somme d'après les besoins les plus urgents. Il mettait au premier rang la route de Châtelaudren-Quintin avec une subvention de 3.000 francs. Puis venait Loudéac-Josselin, par La Chèze : 1.200 francs; Guingamp-Callac : 1.500 francs; Saint-Brieuc-Lanvollon, Lanvollon-Paimpol, Uzel-Saint-Caradec : 1.000 francs chacune.

Les autres routes se voyaient allouer une somme variant de 6 à 800 francs. Cette classification des routes départementales est la dernière manifestation importante d'activité du conseil général en matière de Ponts et Chaussées<sup>77</sup>. Dans sa session de 1814, il se contentera de rappeler que les communications par chemins vicinaux sont souvent impossibles. La même année, le conseil d'arrondissement de Lannion notait que le pont Sainte-Anne n'était pas encore reconstruit<sup>78</sup>.

Au total, de ce qui précède, il paraît résulter que le gouvernement impérial n'a guère accru par des constructions nouvelles le réseau des routes que lui avait léguées l'Ancien Régime dans la région de Saint-Brieuc; qu'il n'a procédé à l'entretien de ce réseau que d'une façon insuffisante.

Sur ces routes les communications pour les voyageurs étaient assurées par plusieurs entreprises de voitures privées. C'était d'abord la plus importante de toutes, l'entreprise Silardière, ayant son siège principal à Rennes, rue de la Monnaie. En l'an XIII, elle desservait la grande route de Paris-Brest, via Saint-Brieuc, de la manière suivante : tous les deux jours il y avait un départ pour Brest d'un côté, pour Rennes et

77. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, fol. 85-87, séances du 22 et 23 avril 1812. Manque aux Archives Nat. dans F<sup>lev</sup>.

78. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, session de 1814 : séance du 22 octobre, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 16, fol. 8-12; et 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 58-60, session de 1814 : séances du 1<sup>er</sup> au 10 octobre.

Paris de l'autre <sup>79</sup>. Sur cette grande ligne se greffait la ligne Guingamp à Lannion. « Une voiture à pompe part de Guingamp immédiatement après l'arrivée de la diligence de Rennes et se rend à Lannion dans le jour. Elle arrive le lendemain à Guingamp, deux heures avant la diligence de Brest » <sup>80</sup>. Une entreprise Rame desservait Saint-Brieuc, Saint-Malo, Caen et la Normandie avec départ tous les deux jours <sup>81</sup>.

Les relais de poste de ces deux entreprises étaient : Saint-Brieuc, Lamballe, Guingamp, Lannion, Broons, Châteaudren, Belle-Isle-en-Terre et Plancoët. Chacun d'eux est tenu par un « directeur » ou « maître de poste » <sup>82</sup>.

Un service local fonctionnait sur les trajets Guingamp-Saint-Brieuc et Guingamp-Lannion. C'était l'entreprise Kermoalquin et Le Mer, de Guingamp. « Les jours impairs à 2 heures du matin, il part de Guingamp une voiture à pompe pour Saint-Brieuc. Elle arrive à Guingamp les jours pairs à 11 heures du matin. Les jours pairs à midi, il part de Guingamp une voiture à pompe pour Lannion, elle arrive à Guingamp les jours impairs à midi ». Cette entreprise avait un « directeur » à Saint-Brieuc, un à Guingamp et un troisième à Lannion <sup>83</sup>. La seule route de Saint-Brieuc à Saint-Malo, par Dinan, était en l'an XIII sans voitures publiques, et le rédacteur de l'*Annuaire* départemental, à qui nous empruntons les renseignements ci-dessus, faisait

79. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, p. 73-76. Messageries. « Etablissement Silardière. Service d'hiver : 1<sup>er</sup> vendémiaire au 1<sup>er</sup> germinal. *Route de Rennes* : départ de Saint-Brieuc pour Rennes et Paris, jours pairs à 2 heures du matin; arrivée à Saint-Brieuc, jours impairs, à 8 heures du soir. *Route de Brest* : départ de Saint-Brieuc pour Brest, jours impairs, à 10 heures du soir; arrivée à Saint-Brieuc, jours impairs, à 8 heures du soir. Service d'été : la Normandie, les jours pairs, à 2 heures du matin; arrivée à Saint-Brieuc, jours pairs, à 8 heures du soir; arrivée à Saint-Brieuc, jours pairs à 5 heures du soir. *Route de Brest* : départ de Saint-Brieuc, jours impairs à 2 heures du matin; arrivée à Saint-Brieuc, jours pairs à 6 heures du soir. » *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIV* (1806), p. 61-64. Messageries. *Idem*.

80. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII et l'an XIV*, loc. cit.

81. *Ibid.* « Etablissement Rame. Service d'hiver : 1<sup>er</sup> vendémiaire au 1<sup>er</sup> germinal. *Route de Saint-Malo* : départ de Saint-Brieuc pour Saint-Malo, Caen et la Normandie, les jours pairs, à 2 heures du matin; arrivée à Saint-Brieuc, les jours pairs à 8 heures du soir.

» Service d'été : 1<sup>er</sup> germinal au 1<sup>er</sup> vendémiaire. *Route de Saint-Malo* : départ de Saint-Brieuc pour Saint-Malo, Caen et la Normandie, les jours pairs, à 10 heures du soir; arrivée à Saint-Brieuc, les jours pairs à 8 heures du soir. »

82. *Ibid.* « Directeurs ».

83. *Ibid.* Etablissement Kermoalquin et Le Mer, Guingamp.



remarquer avec raison que cette lacune était très fâcheuse, et que l'établissement d'un service régulier avec Dinan faciliterait les relations commerciales entre Lamballe, Saint-Brieuc, le Morbihan, le Finistère, Saint-Malo et la Normandie<sup>84</sup>. Nous ignorons si satisfaction fut donnée sous l'Empire à ces desiderata. Quoi qu'il en soit, il est probable que le reste de l'organisation demeura sans changements jusqu'en 1815.

Le service de la poste aux lettres, qui relève depuis le Consulat du commissaire central des Postes à Paris, était assuré dans le département des Côtes-du-Nord par une quinzaine de bureaux : Saint-Brieuc, Dinan, Plancoët, Loudéac, Moncontour, Lamballe, Broons, Quintin, Châtelaudren, Guingamp, Rostrenen, Belle-Isle-en-Terre, Pontrieux, Tréguier, Lannion, Paimpol, chacun d'eux ayant à sa tête un « directeur », nous dirions aujourd'hui un « receveur »<sup>85</sup>.

Un courrier partait de Saint-Brieuc tous les deux jours pour Paris, Rennes, Nantes, Saint-Malo et Brest. Tous les deux jours également arrivaient un courrier de Paris et un courrier de Brest<sup>86</sup>.

Outre le « directeur », il y avait à Saint-Brieuc un contrôleur et un commis principal<sup>87</sup>. Enfin, apparaît aux environs de 1806 un fonctionnaire qui semble être le chef du service postal dans tout le département puisqu'il correspond avec le directeur général des Postes. C'est Testard qui s'intitule « inspecteur des postes » en résidence ou en mission dans le département des Côtes-du-Nord. Nous le voyons à une date

84. *Ibid.*

85. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, p. 72-73. Poste aux lettres. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIV*, p. 60-61, *idem*. Rappelons que de l'an XI à 1814 le commissaire général du Gouvernement près les Postes, un peu plus tard le directeur général des Postes, fut Lavalette. Il était assisté d'un conseil d'administration des Postes, cf. *Almanach National puis Impérial* (an XI-1814).

86. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, loc. cit. « Départ des courriers de Saint-Brieuc. Service du 1<sup>er</sup> germinal au 1<sup>er</sup> vendémiaire : pour Paris Rennes, Nantes, Saint-Malo et routes, jours pairs de 9 heures à 11 heures du matin. Pour Brest et routes, jours impairs, de 9 heures à 11 heures du matin.

Service du 1<sup>er</sup> vendémiaire au 1<sup>er</sup> germinal : pour Paris, Rennes, Nantes, Saint-Malo et routes, jours pairs de 3 heures à 6 heures du soir. Pour Brest et routes, jours impairs de 3 heures à 6 heures du soir.

Arrivée des courriers à Saint-Brieuc : de Paris, Rennes ... jours pairs de 3 heures à 6 heures du soir; de Brest, jours impairs de 3 heures à 6 heures du soir. »

87. *Ibid.* Cf. A. LE MÉHAUTÉ, *Les bureaux de l'Hôtel des Postes ... de Saint-Brieuc*, dans les *Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord*, t. XLIX, 1911, p. 159-192.

inconnue réglementer sous forme d'avis au public, imprimé, le service des bureaux de poste <sup>88</sup>.

En 1808, le même Testard signalait dans un rapport adressé à Lavalette « l'état affreux » des routes du département des Côtes-du-Nord, beaucoup plus dégradées que celles du Morbihan et du Finistère. Les diligences, les courriers y versaient à chaque voyage. Entre Montauban (Ille-et-Vilaine) et Le Ponthou (Finistère), les courriers seraient bientôt obligés de se frayer un passage à travers champs <sup>89</sup>.

Nous connaissons le rendement de la poste aux lettres dans le département des Côtes-du-Nord, de l'an X à 1810 :

|           | PRODUIT BRUT   | DÉPENSES      | NET                         |
|-----------|----------------|---------------|-----------------------------|
| An X..... | 86.535 fr. 44  | 54.401 fr. 68 | 32.136 fr. 76               |
| An XI.... | 91.207 fr. 93  | 55.308 fr. 64 | 35.899 fr. 29               |
| An XII..  | 88.432 fr. 74  | 56.196 fr. 66 | 32.236 fr. 08               |
| An XIII.  | 86.427 fr. 36  | 56.447 fr. 17 | 29.980 fr. 19               |
| An XIV..  | 89.751 fr. 83  | 69.331 fr. 13 | 20.420 fr. 70               |
| 1807..... | 107.759 fr. 74 | 69.867 fr. 26 | 37.892 fr. 48               |
| 1808..... | 102.531 fr. 21 | 54.835 fr. 23 | 47.695 fr. 98               |
| 1809..... | 106.712 fr. 37 | 55.767 fr. 49 | 50.944 fr. 88               |
| 1810..... | 105.502 fr. 06 | 57.888 fr. 84 | 47.613 fr. 22 <sup>90</sup> |

Depuis 1798, comme on l'a dit plus haut, le télégraphe Chappe traversait le département reliant Paris à Brest. Saint-Brieuc possédait une station de relai. En 1809, nous voyons

88. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 7 P, Postes et télégraphes (an VIII-1808), administration générale des Postes. Avis au public : « Le bureau se fermera à l'instant même de l'arrivée des courriers et ne sera ouvert au public qu'après le travail d'une heure et demie que nécessite l'arrivée », c'est-à-dire pendant la durée du « tri ». Le public ne peut communiquer avec le « directeur » que par les guichets. « La distribution se fera toujours par le facteur ou au guichet, dans les bureaux où il n'y a pas de facteurs, tôt après le départ du courrier. Il est expressément défendu aux facteurs de s'arrêter pendant leur distribution et de répondre aux demandes qui leur sont faites. Aucune distribution n'aura lieu au bureau, sauf pour les lettres adressées poste restante, chargées ou recommandées, ou adressées à certains fonctionnaires pour affaires de service. »

89. Archives Nat., F<sup>14</sup> 805, Côtes-du-Nord, Routes et Concessions (an VI-1815), Lavalette, directeur général des Postes au directeur général des Ponts et Chaussées, 23 novembre 1808 (en lui transmettant le rapport de Testard). Sur l'état de dégradation de la route de Paris-Brest, cf. la lettre du préfet, à la suite d'une demande de renseignements provoquée par ce rapport, reproduite plus haut, p. 135, note 62.

90. Archives Nat., AFIV\* 241-249, Secrétairerie d'état impériale, Finances, Contributions et revenus. Tableau par départements (an X-1810), tableau général du montant brut et du produit net des contributions et revenus ... pour le département des Côtes-du-Nord (an X-1810), poste aux lettres.

Napoléon I<sup>er</sup> ordonner qu'un « traducteur » aux appointements annuels de 450 francs soit nommé à Saint-Brieuc<sup>91</sup>.

Les cours d'eau du département des Côtes-du-Nord : Rance, Frémur, Arguenon, Gouët, Trieux, rivière de Tréguier, Guer ne sont navigables, que dans la portion de leurs cours influencée par la marée. On ne s'étonnera pas de voir l'administration consulaire et impériale ne s'y intéresser que dans la mesure où elle s'intéresse aux ports qui se sont établis à leur embouchure ; ce sera l'objet du paragraphe suivant. Toutefois, indiquons dès maintenant qu'elle s'est préoccupée d'assurer les communications d'une rive à l'autre sur un certain nombre d'entre eux, situés sur le parcours de routes, et d'en tirer des revenus fiscaux. Dès l'an X, une circulaire du conseiller d'Etat Crétet prescrit au préfet de lui fournir un état des bacs existant dans le département et de procéder à leur mise en adjudication au profit du Trésor public<sup>92</sup>. D'après les renseignements fournis à cette occasion, il y aurait eu à cette époque 14 bacs en service dans le département. Il semble que leur nombre ait quelque peu augmenté dans la suite.

Dans l'arrondissement de Dinan, on relève l'indication des bacs du Port à la Duc sur le Frémur (en Pléboulle), mise à prix, 50 fr. en l'an XII ; du Port Hubert, en Plouër, sur la Rance (72 fr.) ; du Livet, en Pleudihen, sur la Rance (60 fr.) ; du Guildo, sur l'Arguenon (110 fr.).

Dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, le bac de Fri-maudour sur l'Iff coupe la route de Paimpol à Pontrieux, dans la commune de Plourivo (70 à 80 fr.).

Le bac de Toul-an-Houillet, sur le Trieux, entre Plourivo et Pleudaniel, est affermé de 40 à 50 fr. Dans l'arrondissement de Lannion, les bacs sont particulièrement nombreux. Citons : les bacs de Saint-Sul (en Trédarzec) ; du Canada (en Trédarzec), sur la rivière de Tréguier ; de Saint-François (en Tréguier) ; de Lézardrieux, sur le Trieux ; du Bodic (en Lézardrieux), sur le Trieux ; de la Roche jaune (en Plouguiel), sur la rivière de Tréguier ; du Pont Rot (en Pommerit-Jaudy) ;

91. Archives Nat., AFIV 1056, Secrétairerie d'état impériale, Rapports des ministres Intérieur, Ponts et Chaussées, Travaux publics, rapport du mois de mars 1809, cf. plus haut, p. 126.

92. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 S, Bacs et bateaux (1792-1820), circulaire imprimée du conseiller d'Etat Crétet, directeur des Ponts et Chaussées, aux préfets, 28 prairial an X, et le conseiller d'Etat Crétet au préfet des Côtes-du-Nord, 5 messidor an X, par application de la loi du 14 floréal an X. Titre IV. Enregistrement : droits sur les bacs et sur les ponts, DUVREGER, t. XIII, p. 417.

de Kerscarbot (en Troguéry), sur le Jaudy; du Yeaudet (en Ploulech), sur la rivière de Lannion; de Toul-an-Héry (en Plestin), sur le Dourdon <sup>93</sup>.

Ces bacs furent mis pendant la durée de l'Empire deux fois en adjudication : une première fois, en l'an XII; une seconde fois, en 1810, pour 3, 6, ou 9 ans. En l'an XII, l'adjudicataire de la totalité des bacs de l'arrondissement de Lannion fut Arnault Le Moullec, de Tréguier, associé à Toullec et à Le Febvre également de Tréguier (au taux de 5.900 fr.) <sup>94</sup>. En 1810, il n'y eut pas d'adjudicataire pour l'ensemble. Chaque bac fut affermé séparément : Le Bodic : 110 fr.; Yeaudet : 90 fr.; Kerscarbot : 330 fr.; La Roche Jaune : 70 fr.; Pont-Rot : 140 fr.; Lézardrieux : 1.810 fr.; Le Canada : 1.240 fr.; Saint-Sul : 960 fr.; Saint-François : 1.100 fr.; Toul-an-Héry : 135 fr. <sup>95</sup>. Le Moullec n'était plus adjudicataire que de Saint-Sul et de Saint-François. Lézardrieux fut remis en adjudication en 1813 pour le temps à courir jusqu'en 1816, pour 1.200 fr. <sup>96</sup>.

Quel était le revenu réel de ces bacs ? Il semble qu'il ait été en baisse d'après le tableau suivant :

|                      | AN XII        | 1810          |
|----------------------|---------------|---------------|
| Saint-Sul .....      | 1.200 francs. | 1.050 francs. |
| Le Canada .....      | 2.020 —       | 2.250 —       |
| Saint-François ..... | 3.986 —       | 3.986 —       |
| Lézardrieux .....    | 3.600 —       | 2.130 —       |
| Le Bodic .....       | 120 —         | 36 —          |
| La Roche Jaune ..... | 39 —          | —             |
| Pont-Rot .....       | 463 —         | 485 —         |
| Kerscarbot .....     | 540 —         | 530 —         |
| Yeaudet .....        | 440 —         | 410 —         |
| Toul-an-Héry .....   | 645 fr. 50    | 574 fr. 75    |
| Totaux.....          | 13.123 fr. 50 | 11.451 fr. 75 |

soit une moins-value de 1.923 fr. 75 <sup>97</sup>.

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 S, Bacs et bateaux, Fermes de l'an XII à 1829 par arrondissements.

94. *Ibid.*, procès-verbal d'adjudication des bacs de l'arrondissement de Lannion, 20 thermidor an XII.

95. *Ibid.*, arrondissement de Lannion, adjudication du passage d'eau, 28 mai 1810.

96. *Ibid.*, adjudication du passage de Lézardrieux, 30 octobre 1813.

97. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 S, Bacs et bateaux (an IX-1825), état destiné à constater la plus-value ou la moins-value des bacs de l'arrondissement de Lannion, 11 mars 1811



On remarquera que les bacs les plus importants et ceux dont le produit était le plus rémunérateur sont, comme de juste, celui de Lézardrieux, puis ceux de Saint-Sul, le Canada et Saint-François, sur la rivière de Tréguier, à proximité de cette dernière petite ville. A titre de renseignements, voici quelques indications sur le prix du passage au bac de Saint-François. Une personne non chargée ou chargée de moins de 50 kilos de marchandises paye 0 fr. 03, 1 cheval ou 1 vache et son conducteur : 0 fr. 08, 1 veau ou porc et son conducteur : 0 fr. 05, 50 kilos de marchandises : 0 fr. 03.

Le batelier ne pourra être contraint à passer que lorsque les passagers lui assureront une remise égale au moins à ce qui est dû pour 6 personnes, soit 0 fr. 18; il ne pourra être contraint à passer isolément des animaux que si le conducteur lui assure une recette de 0 fr. 30<sup>98</sup>.

L'administration impériale des Ponts et Chaussées intervient également pour réglementer l'établissement de moulins sur les cours d'eau. En l'an IX, nous voyons le papetier Gélinau solliciter l'autorisation de construire sur le Gouët un second moulin à papier. En 1810, l'autorisation est accordée au sieur Jean Thomas, propriétaire à Plestin, de construire un moulin de mer; la même année, à un meunier de Bourbriac, pour un moulin sur le ruisseau de la Trime; en 1811, à un meunier de Pestivien, sur le Budelin<sup>99</sup>.

Le projet du canal d'Ille-et-Rance élaboré comme on l'a indiqué plus haut dans les dernières années de l'Ancien Régime sur l'initiative de la Commission de navigation des Etats intéressait particulièrement le département des Côtes-du-Nord. Aussi, dès sa session de l'an VIII, le conseil d'arrondissement de Dinan émit-il un vœu en faveur de la reprise de ce projet. Il rappelait les avantages à la fois stratégiques et commerciaux que procurerait son exécution; le blocus de Brest rendu fictif, le bois de l'intérieur amené à Saint-Malo au prix de 12 à 15 francs le pied cube au lieu de 50 francs, le fer des forges de la Hardouinaie, du Vaublanc, de la Noue et de Paimpont, les chanvres, le sel du Croisic nécessaire à la morue alimentant le trafic du nouveau canal. Deux tracés

98. *Ibid.*, tarif des droits à payer au passage de Saint-François.

99. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 S, Service hydraulique, Cours d'eau et usines : procès-verbal de Jacques Piou, ingénieur en chef, 14 floréal an IX; établissement d'un moulin de mer à Plestin; construction d'un moulin à eau à Pestivien; *id.* à Bourbriac.

avaient été proposés; l'un utilisant la vallée du Meu pour aboutir à Blossac avec 78 écluses, coût : 3.406.236 fr. 10; l'autre utilisant celle de l'Ille et du Linon avec 46 écluses seulement, coût : 2.696.031 fr. Le conseil d'arrondissement ne se prononçait pas entre ces deux itinéraires <sup>100</sup>.

Le vœu du conseil d'arrondissement de Dinan fut repris l'année suivante (27 germinal an IX) par le conseil général. Celui-ci évaluait la durée du travail à 5 ans et le coût à 1.250.000 fr. seulement, soit 178.578 fr. 57 par an. Le conseil proposait de se procurer cette somme par un emprunt aux ressources des communes riveraines du futur canal et suggérait d'utiliser la main-d'œuvre militaire <sup>101</sup>. Il ne fut pas donné au régime impérial de satisfaire ce double vœu, qu'au surplus on ne retrouve pas dans les délibérations du conseil général postérieures à l'an X. Amorcé en 1804 en Ille-et-Vilaine, le canal d'Ille-et-Rance interrompu plusieurs fois par la guerre ne fut livré définitivement au trafic qu'en 1832 <sup>102</sup>.

Le projet du canal de Nantes à Brest intéressait également le département des Côtes-du-Nord. Le tracé provisoire dans sa 3<sup>e</sup> section Pontivy-Brest, entrant dans le territoire du département à la hauteur de Mûr. Il passait par Bon-Repos, Goarec, laissait au nord Rostrenen et Maël-Carhaix et sortait des Côtes-du-Nord un peu à l'ouest du Moustoir. En l'an XII, nous voyons l'ingénieur Bouessel continuer les travaux entrepris dès l'an VIII et des dessinateurs attachés à l'entreprise opérer aux environs de Goarec. Mais, pas plus que le canal d'Ille-et-Rance, le canal de Nantes à Brest ne fut achevé sous l'Empire <sup>103</sup>.

100. Archives Nat., F<sup>1</sup>evii, Côtes-du-Nord, Délibérations des conseils d'arrondissement, extrait des registres de délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan, 24 messidor an VIII.

101. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 27 germinal an IX, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 93-99.

102. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, Coup d'œil d'ensemble sur le département, p. 24; E. GRANGEZ, *Précis historique* ... p. 276-279 donne la date de 1837.

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 S 4, Navigation intérieure, Canalisation entre Nantes et Brest (an XI-1833), organisation relative au projet de navigation intérieure depuis Nantes jusqu'à Brest (instruction manuscrite du conseiller d'Etat Crétet, directeur des Ponts et Chaussées), 26 ventôse an VIII, l'ingénieur en chef Bouessel au préfet des Côtes-du-Nord, 3 floréal an VIII.

Cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, Coup d'œil ... p. 25-26; E. GRANGEZ, *Précis historique* ... p. 440-451. Il ne fut livré au commerce dans toute l'étendue de son parcours qu'en 1838 (28 décembre 1833 pour la section Loire-Vilaine).

Les ports n'avaient pas moins souffert que les routes de l'abandon où les avait laissés la Révolution. Dès le 16 messidor an VIII, le conseil d'arrondissement de Dinan signalait à Dinan, « les quais rompus, les cales détruites, les berges mipées » et réclamait le curage du port de Plancoët<sup>104</sup>. A la même date, celui de Lannion demandait l'enlèvement des vases des ports de Lannion et de Tréguier<sup>105</sup>. En thermidor, le conseil général du département reprenant à son compte ces doléances et, les complétant, estimait que les ports de « Dinan, Plancoët, Port-à-la-Duc, Dahouët, Port-Briec, Binic, Portrieux, Paimpol, Pontrieux, Lézardrieux, Tréguier, Lannion » étaient « dégradés et comblés »<sup>106</sup>. En l'an IX, le conseil précise ses réclamations en adoptant un rapport spécial sur ce sujet de sa commission de navigation et du commerce extérieur. Le port du Légué aurait besoin de murs en pierre sèche, de cales, de deux grilles de carénage, de trois cales de construction; celui de Binic d'un quai. Il faudrait terminer le quai du port de Portrieux, ainsi que la digue entreprise par la Convention en l'an I à la suite du rapport du ministre Dalbarade. A Paimpol, il faudrait achever la chaussée de l'Etang qui servira de quai; au Guildo, construire un quai et une cale pour navires de 200 tonneaux; à Bréhat, rade très commode, reprendre des travaux projetés par la Convention, installer un phare sur le rocher des Héaux; à Pontrieux, construire un quai, baliser cinq rochers dans la rivière de Tréguier, construire un quai et un môle à Perros, enlever avec des « maries salopes » des bancs de sable et de vase qui obstruaient la rivière de Lannion jusque devant la communauté de Sainte-Anne<sup>107</sup>.

Que fit le gouvernement bonapartiste pour répondre à ces demandes ? Un arrêté consulaire du 22 prairial an X, rapportant celui du 17 ventôse an VIII, plaça les ports de commerce à compter du 1<sup>er</sup> messidor dans les attributions du

104. Archives Nat., F<sup>76</sup>vii, Côtes-du-Nord, Délibérations du conseil d'arrondissement de Dinan, 16 messidor an VIII.

105. *Ibid.*, extrait du procès-verbal des séances de la 1<sup>re</sup> session de l'an VIII, arrondissement de Lannion, 15-19 messidor an VIII, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. 1-3.

106. Archives Nat., F<sup>16</sup>v, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, séance du 27 germinal an IX, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 86-93.

107. *Ibid.*

ministre de l'Intérieur. Il serait pourvu aux dépenses de leur entretien d'une part à l'aide de fonds que le Gouvernement y affecterait; d'autre part à l'aide d'une contribution égale à la moitié du tonnage perçus sur tous les bâtiments entrant dans ports de la République (loi du 14 floréal an X et circulaire du 8 thermidor an X du directeur des Ponts et Chaussées); ce droit de tonnage serait perçu par l'administration des douanes<sup>108</sup>. Pour l'an X, les fonds alloués par le Gouvernement furent de 2.000 francs; le montant du demi-droit de tonnage du 14 floréal an X au 30 frimaire an XI fut de 2.680 fr. 10 pour les bureaux de douanes relevant de la direction de Saint-Malo. Dans ce chiffre, le bureau principal du Légué entre, comme de juste, pour 1.112 fr. 46 à lui tout seul. Les 2.000 francs du Trésor furent consacrés au balisage de la rivière de Tréguier.

En l'an XI, la somme affectée par le Gouvernement fut de 32.000 francs; le produit brut du demi-droit de tonnage dans les bureaux relevant de la direction des douanes de Saint-Malo, fut de 2.913 fr. 46. Total : 35.078 fr. 46. Pour la direction de Brest nous ne possédons que les chiffres relatifs aux huit derniers mois, soit 328 fr. 03<sup>109</sup>.

En l'an XII, le conseil général demanda au Gouvernement 98.000 francs pour les ports dont 15.000 pour Saint-Brieuc, 12.000 pour Paimpol et autant pour Tréguier, 12.000 pour Portrieux, 8.000 pour Dinan<sup>110</sup>. Le Gouvernement accorda 68.000, auxquels vinrent s'ajouter 1.945 francs de droit de tonnage. Ces 69.945 francs furent répartis comme il suit : Travaux du port du Légué : 20.846 fr. (cale et mur de quai pour la rive droite); de Binic : 3.000 fr. (32 mètres de quai); de Portrieux : 6.000 fr. (jetée); de Paimpol : 3.000 fr.; de

108. DUVERGIER, t. XIII, p. 417 et 462 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 1, Ports maritimes, Pièces générales, le conseiller d'Etat, directeur des Ponts et Chaussées, au préfet des Côtes-du-Nord, 8 thermidor an X.

109. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 1, Ports maritimes, Pièces générales : état de situation des fonds ordonnancés et des dépenses faites pour l'entretien et la réparation des ports maritimes du département pendant l'exercice de l'an X, 30 nivôse an XI; montant du produit du demi-droit de tonnage pour l'entretien des ports de ce département (direction des douanes de Saint-Malo); le conseiller d'Etat directeur des Ponts et Chaussées au préfet des Côtes-du-Nord, 9 octobre 1807.

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 81-85, séance du 20 germinal an XII. Manque aux Archives Nat. dans F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord. 1.



Pontrieux : 8.000 fr. (dérochements); de Lannion : 3.000 fr. (quai et cale de débarquement entre le pont Sainte-Anne et le quai d'Aiguillon). Les crédits affectés à Tréguier et à Dinan ne furent pas dépensés, faute de devis<sup>111</sup>. Pour l'an XIII la subvention gouvernementale fut de 80.000 fr. auxquels s'ajoutèrent 1.945 fr. de droit de tonnage. Les travaux continuèrent au Légué, à Paimpol (2.000 fr.), à Binic, à Pontrieux (12.000 fr.) et à Dinan<sup>112</sup>.

En 1807, l'ingénieur Piou adressa au directeur général des Ponts et Chaussées Montalivet un mémoire détaillé relatif aux travaux à prévoir sur cet exercice pour les ports du département. Il fallait selon lui achever les travaux des ports de Saint-Brieuc, Pontrieux, Paimpol, Binic, Portrieux et Lannion (coût 190.200 fr.), entreprendre de nouveaux ouvrages à Tréguier (cales), à Dahouët (cale, quai, balise), à Lannion (cale de construction), à Plancoët (cale, quai et chemin de halage), à Erquy (jetée), à Saint-Brieuc (chemin de halage sur la rive gauche du Gouët), à Dinan : soit un total de 258.000 fr. Piou voyait grand à son ordinaire : le Gouvernement se contenta de lui ouvrir un crédit de 35.000 fr. (15.000 fr. pour Saint-Brieuc, 10.000 pour Portrieux, 5.854 pour Pontrieux, 3.000 pour Binic), plus 1.500 fr. de droit de tonnage<sup>113</sup>. Cette parcimonie ne découragea pas Piou. L'année suivante en 1808 il réclamait 171.500 fr. pour la continuation des travaux en cours, 233.000 fr. pour les nouveaux travaux, soit en y ajoutant les traitements des piqueurs de travaux

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 1, Ports maritimes, Pièces générales, le conseiller d'Etat, directeur des Ponts et Chaussées, au préfet des Côtes-du-Nord, 3 thermidor an XIII et 1 N 13, fol. 36-38, séance du 13 floréal an XIII, cf. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1.

112. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S1, Ports maritimes, Pièces générales, le directeur des Ponts et Chaussées au préfet des Côtes-du-Nord, 7 mai 1806; 1 N 13, fol. 36-38, séance du 13 floréal an XIII. Cf. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1. Il ne semble pas qu'il y ait eu de crédits affectés aux ports du département en 1806, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 14, fol. 20-22, séance du 13 juin 1806 et F<sup>lev</sup>, Côtes-du-Nord, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. A cette date le conseil se plaignait que 2 ports seulement sur 8 aient vu s'effectuer les travaux prévus pour l'exercice de l'an XIII.

113. *Ibid.*, mémoire au soutien de l'état de dépenses à faire sur le fonds de l'exercice de l'an 1807 pour les ports maritimes du département adressé par Piou père à M. de Montalivet, 20 février 1807.

114. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ports maritimes, Pièces générales, état des travaux et dépenses du service des ports maritimes des Côtes-du-Nord pour l'emploi des fonds accordés sur l'exercice 1807, 31 juillet 1807.

maritimes, l'entretien des phares et balises, un total de 451.300 fr. Il obtint 58.000 fr.<sup>115</sup>.

Nous n'avons pas pu retrouver les chiffres des crédits affectés aux ports du département à partir de 1809; nous connaissons seulement pour les trois années 1807, 1808 et 1809 celui du demi-droit de tonnage dans les deux directions de douanes de Saint-Malo et de Brest, sans savoir la part réservée au département des Côtes-du-Nord dans cette somme<sup>116</sup>. Il semble qu'à dater de 1810 les travaux de construction et de réparation se soient considérablement ralentis. Cependant, en 1809, l'administration des Ponts et Chaussées paraît s'être encore préoccupée d'établir un nouveau programme de travaux, puisque nous voyons le préfet centraliser des renseignements sur l'importance économique des ports du département<sup>117</sup>. Il est fort probable qu'on en resta là, car les notices sur les ports maritimes rédigées d'après les archives des Ponts et Chaussées, n'indiquent pour ainsi dire plus de travaux exécutés depuis cette date jusqu'à la fin de l'Empire; sauf à Binic où l'on achèvera le quai sur une longueur de 112 mètres en 1809 et de 75 mètres en 1812-1813. On procéda aussi à l'extraction des rochers nuisant à l'accostage ou à l'échouage des navires et à la construction d'un petit môle. A Portrieux, on continua jusqu'en 1811 les travaux du quai commencés en 1806, après quoi on les interrompit faute de

115. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ports maritimes, Pièces générales, état de dépenses à faire sur les fonds de l'exercice 1808 pour les ports maritimes du département dressé par Piou père le 8 mars 1808.

116. *Administration des finances de l'Empire français. Comptes rendus (an XII-1808)*, Paris, 5 vol. in-4°, année 1807, état des produits et dépenses du demi-droit de tonnage pour l'entretien des ports : direction de Brest, recettes brutes : 6.966 fr. 85, dépenses : 1.240 fr. 99, recettes nettes : 6.009 fr. 16; direction de Saint-Malo, recettes brutes : 3.773 fr. 75, dépenses : 722 fr. 26, recettes nettes : 6.244 fr. 59. Année 1808, *idem* : direction de Brest, recettes brutes : 895 fr. 91, dépenses : 62 fr. 63, recettes nettes : 833 fr. 28; direction de Saint-Malo, recettes brutes : 733 fr. 23, dépenses : 51 fr. 35, recettes nettes : 681 fr. 88. *Compte rendu de l'Administration des Finances (1809-1810)*, Paris, 1 vol. in-4°, année 1809. Etat des recettes et des dépenses du demi-droit de tonnage : direction de Brest, recettes brutes : 1.236 fr. 94, dépenses : 287 fr., recettes nettes : 949 fr. 94; direction de Saint-Malo, recettes brutes : 985 fr. 35, dépenses : 315 fr. 46, recettes nettes : 669 fr. 89.

117. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 1, Ports maritimes, Pièces générales, état indicatif des ports maritimes de commerce, rivières et rades du département des Côtes-du-Nord dressé par Piou père, 24 novembre 1809. Renseignements fournis par les maires et officiers de ports au préfet, novembre 1809.

crédits<sup>118</sup>. En 1811, l'ingénieur en chef Treton-Dumousseau, envoyant au préfet le projet de budget des ports maritimes pour 1812, s'exprimait comme il suit : « On a conçu et rédigé (celui-ci) avec la plus sévère économie, mais les besoins sont si grands, les ports dans un tel état de dénuement qu'ils ressemblent à ceux du Nord de l'Amérique qui n'ont encore été façonnés que par les mains de la nature. Du reste, les mêmes observations sur la nécessité de faire des fonds pour ce département qui ont été développées dans le projet de budget pour les Ponts et Chaussées se rattachent à celui des ports maritimes encore en plus mauvais état que les routes et pour lesquels on n'a fait aucun fonds pour 1811 »<sup>119</sup>.

La police de ces ports aux termes de la loi du 13 août 1791 incombait aux capitaines de port chargés de surveiller tout ce qui avait trait au lestage, délestage et lancement des bâtiments de commerce. Ils correspondaient à la fois avec le ministre de la Marine par l'intermédiaire des commissaires et avec celui de l'Intérieur par l'intermédiaire des sous-préfets et des préfets. La ville de Saint-Brieuc avait depuis 1792 un maître de port qui fut d'abord Charles Gleyo, puis à partir de l'an VI Ruellan qui s'intitule « enseigne de la marine française ». Ses appointements étaient de 1.200 francs, qui lui furent payés d'abord par la marine, puis par la ville de Saint-Brieuc<sup>120</sup>. En l'an IX, le conseil d'arrondissement vérifiant les budgets des communes estima que cette dépense était exagérée eu égard aux ressources de Saint-Brieuc et qu'un ancien marin avec un traitement de 200 francs suffirait parfaitement à remplir ces fonctions<sup>121</sup>. Satisfaction fut

118. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S<sup>4</sup>, Port de Binic (an XI-1830).

119. Archives dép. des Côtes-du-Nord, S, Ponts et Chaussées, Correspondance de l'ingénieur en chef (1809-1813), l'ingénieur en chef Treton-Dumousseau au préfet, 12 décembre 1811. En 1814, le conseil général signalait « avec un sentiment douloureux » aux ministres de la Marine, des Finances et de l'Intérieur, l'état de dégradation des ports spécialement ceux de Lannion, Tréguier, Paimpol, Portrieux où les travaux commencés étaient maintenant abandonnés et il ajoutait, peut-être il est vrai pour faire sa cour au gouvernement de la Restauration : « Les besoins de la guerre, les travaux immenses d'Anvers absorbaient tous les fonds ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 16, fol. 8-12, séance du 22 octobre 1814, cf. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>ev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

120. DUVERGIER, t. III, p. 232-236 et Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations (an IX-an XI), séance du 27 pluviôse an X.

121. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S, Ports maritimes, Pièces générales et communes à plusieurs ports, extrait du registre des délibérations du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc, 7 germinal an IX.

donnée au vœu du conseil par l'arrêté préfectoral du 5 pluviôse an XI. Les appointements du maître du port de Saint-Brieuc furent ramenés à 200 francs et il y fut spécifié que le titulaire de l'emploi serait désormais nommé conjointement par les maires de Plérin et de Saint-Brieuc<sup>122</sup>. Ruellan ne semble pourtant avoir donné sa démission qu'en 1807; à cette date, il fut remplacé par Guillaume Rouxel qui était en même temps syndic de marine. Il est qualifié maître de port de 2<sup>e</sup> classe et son traitement est de 600 francs<sup>123</sup>. Il y a également un maître de port de 2<sup>e</sup> classe à Paimpol et un de 3<sup>e</sup> classe à Paimpol, à Lannion, à Pontrieux, à Binic et au Portrieux. Les appointements de ces derniers varient de 150 à 100 francs<sup>124</sup>.

L'étude des travaux publics dans le département des Côtes-du-Nord sous l'Empire ne serait pas complète si nous ne disions quelques mots des sémaphores et des phares. Nous savons qu'il existait une série de « signaux » sur les principaux points du littoral des Côtes-du-Nord; nous ignorons depuis quelle date<sup>125</sup>. D'autre part, ce même littoral possédait un phare, privilège exceptionnel à cette époque. C'était celui du cap Fréhel. Aux termes d'un décret impérial du 7 mars 1806, les phares, à l'exception de ceux de la pointe Saint-Mathieu, d'Ouessant et de Groix qui relevaient du ministère de la Marine, étaient du ressort de l'administration des Ponts et Chaussées<sup>126</sup>. Le phare du cap Fréhel était le seul que l'on rencontrât depuis Cherbourg jusqu'à la pointe Saint-Mathieu. En 1808, les phares de l'Empire furent répartis en trois catégories (phares à illumination nocturne permanente, phares de marée, phares à durée d'illumination variable) et leur entretien

122. *Ibid.*, extrait des registres de la préfecture de Saint-Brieuc, 5 pluviôse an XI.

123. *Ibid.*, extrait du tableau d'organisation des officiers de police des ports maritimes et du décret réglant leurs attributions et traitements, 10 mars 1807; état nominatif des officiers de port employés dans ce département, 23 octobre 1807.

124. *Ibid.*

125. Archives du Port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime (floréal an XI-vendémiaire an XII), fol. 73, le préfet au ministre de la Marine, 17 messidor an XI; répartition des officiers chargés de surveiller les signaux des côtes.

126. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 31, Phares et fanaux, pièces générales, décret impérial du 7 mars 1806. Manque dans DUVERGIER.



au point de vue de l'éclairage confiée à une entreprise unique, l'entreprise A. Desforges et Alexandre Eyriès<sup>127</sup>. Le phare de Fréhel était un phare de 1<sup>re</sup> catégorie. Sa lanterne à huile était d'une puissance de 60 becs, de chacun 5 centimètres de grosseur ; elle exigeait par an 15 barriques d'huile coûtant 9.000 fr. La tour très exposée aux coups de vent qui brisaient souvent les vitres de la lanterne, demandait des réparations assez dispendieuses (1.349 fr. 61 en 1807, plus 450 fr. de réparations annuelles). Il y avait un gardien qui touchait de 40 à 50 fr. par an<sup>128</sup>. Le conseil général avait dès l'an IX émis le vœu que le rocher des Héaux de Bréhat fût à son tour doté d'un phare. Ce vœu ne reçut satisfaction qu'en 1832 par l'établissement d'un feu provisoire avec tourelle en charpente, remplacé seulement huit ans plus tard, en 1840, par une installation définitive avec tourelle de maçonnerie<sup>129</sup>.

CONCLUSION. — Les panégyristes du régime impérial, Thiers entre autres, décrivent volontiers l'activité toute « romaine » du grand bâtisseur que fut, disent-ils, Napoléon. Ils dressent avec complaisance le tableau des gigantesques travaux publics entrepris et quelquefois achevés sous son règne : digue de Cherbourg, port d'Anvers, routes transalpines, bâtisses administratives et militaires de Napoléonville et de Napoléon-Vendée, embellissements de Paris<sup>130</sup>. C'est regarder les choses par le gros bout de la lorgnette ; quand on renverse l'instrument, c'est-à-dire quand on étudie non plus la capitale, les grandes villes, les départements frontières de l'Empire, tous points de première importance politique ou stratégique,

127. *Ibid.*, entreprise unique de l'illumination pour tout l'Empire, A. DESFORGES et A. EYRIÈS, 23 septembre 1808 (pour 9 ans à partir de janvier 1809).

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 S 1, Ports maritimes, Pièces générales, mémoire au soutien de l'état des dépenses à faire sur les fonds de 1807 et 6 S. Phare du cap Fréhel, procès-verbal de visite de l'ingénieur en chef Piou et du sous-commissaire de marine Ferrary, 4 décembre 1806, cf. 2 M 189, Correspondance intérieure du préfet relative aux travaux publics, le préfet à l'ingénieur en chef, 3 février 1807 (signale des dégâts causés par une tempête à la lanterne du phare).

129. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 66 et 86-93, séance du 27 germinal an IX, cf. Archives Nat., Flév, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. HABASQUE, *Notions historiques* ... t. I<sup>er</sup>, p. 215-216, note 2.

130. A. THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1845-1862, 20 vol. in-8°, t. II, p. 160-161 et t. III, p. 288-292, et R. PEYRE, *Napoléon, 1<sup>er</sup> et son temps*, p. 367-368 et 560-562.

mais un département de troisième ordre, pauvre, arriéré comme celui des Côtes-du-Nord, où s'imposaient des besognes modestes de première urgence, non des entreprises d'ostentation, on a une impression toute différente. Beaucoup de papier noirci et quelquefois beaucoup d'argent dépensé en pure perte, un nombreux personnel occupé à « faire savoir » et à « rendre compte », mais très peu de mètres cubes de terrassement et de maçonnerie véritablement exécutés. En 1814, la situation du département des Côtes-du-Nord au point de vue des voies de communication — routes, canaux, ports et phares — est à peu près la même qu'en l'an VIII; seule la sécurité des transports à l'intérieur a augmenté, par suite de la disparition de la chouannerie. Mais c'est à la gendarmerie et à la police « *caput et columen* » de tout le système bonapartiste, qu'il faut faire remonter le mérite de ce progrès, non à l'administration des Ponts et Chaussées. La reconstruction du fameux pont Sainte-Anne, qui devait unir Lannion à son faubourg de Kerampont, a fait couler pendant quatorze ans de la plume des bureaucrates napoléoniens presque autant d'encre qu'il y a d'eau dans la rivière du Guer, mais elle demeure toujours à l'état de possibilité métaphysique au moment où l'Empire s'écroule; à la même date ni le canal d'Ille-et-Rance ni celui de Nantes à Brest ne sont achevés.

Abolition de l'inique corvée mise à part, les rédacteurs des Cahiers auraient pu rééditer leurs doléances, même en ce qui concerne le secret des lettres, auxquelles il advient de faire un détour par le « cabinet noir » quand elles présentent un intérêt trop vif pour les subordonnés de Fouché. Et les choses ne se passent pas différemment dans le département plus riche de la Côte-d'Or, où, en 1806, à l'apogée du système, les grandes routes « internationales » de Paris-Milan et de Paris-Turin ne sont pas praticables, au dire d'un témoin oculaire : le canal de Bourgogne, il est vrai, voit ses travaux poussés avec un peu plus d'activité et l'une de ses sections ouverte à la navigation en 1809; mais dans l'ensemble les contribuables bourguignons ne sont pas mieux traités que les contribuables bretons par l'administration des Ponts et Chaussées.<sup>131</sup> Il faut donc en

131. P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or*, p. 216-221. Aucun renseignement sur les travaux publics dans les ouvrages cités de G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, L. BENAERTS.

rabattre de la légende bonapartiste auréolant Napoléon à l'égal des Césars des deux premiers siècles, grands remueurs de terre, grands assembleurs de pierres : la réalité est tout autre. L'histoire des travaux publics dans le département des Côtes-du-Nord sous le Premier Empire n'est pas beaucoup plus réconfortante que celle de l'instruction publique : projets ambitieux, résultats quasi-nuls, tel est leur bilan à tous les deux en 1814. Dans l'un et dans l'autre cas, la même explication intervient ; les guerres épuisantes et continues qui se succèdent, à partir de 1807, absorbent toutes les ressources de l'Etat, malgré l'énormité des sacrifices demandés aux particuliers.

---

## CHAPITRE III

### La Santé et l'Assistance publiques (1800-1814)

---

I. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La santé publique : misère et saleté des paysans; hygiène déplorable des villes; les épidémies; rareté des médecins; débuts de la vaccination. — L'assistance publique : absence presque complète de secours dans les campagnes; hôpitaux et bureaux de charité des villes : Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, Moncontour, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Loudéac. — Les Cahiers de doléances et l'assistance publique.

II. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'œuvre de la Constituante et de son comité de mendicité. — L'œuvre de la Convention : nationalisation des biens des hôpitaux et laïcisation du personnel; application de ces mesures dans les hôpitaux des Côtes-du-Nord. — L'œuvre du Directoire : lois du 16 vendémiaire an V sur les hospices civils et du 7 frimaire sur les bureaux de bienfaisance.

III. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — La santé publique : médecins; pharmaciens; sages-femmes; les épidémies; la vaccination; mesures d'hygiène. — L'assistance publique : A) Les hôpitaux; le personnel hospitalier : les commissions administratives de Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, Quintin, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Loudéac; les receveurs, les médecins, les religieuses et leur réintégration; les aumôniers, les domestiques. — Les ressources : immeubles, rentes, octrois, casuel, legs et dons. — Les hospitalisés : les militaires et marins malades; les enfants abandonnés. — Le régime intérieur et la situation budgétaire générale des hôpitaux. — B) Les bureaux de bienfaisance : leur reconstitution sous le Consulat; administrateurs et religieuses; ressources diverses. — C) La mendicité et les secours extraordinaires de l'an VIII à l'an XIII; en 1811-1812. — D) Autres institutions d'assistance et de prévoyance.

CONCLUSION. — Progrès peu apparents de la santé et de l'assistance publiques dans les Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire. Amélioration réelle cependant qui se fera sentir plus tard sous la Restauration et la Monarchie de Juillet : raisons de cette contradiction. — Comparaison avec d'autres départements.

#### I. — LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la situation sanitaire des évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier, comme celle de la Bretagne en général, laissait beaucoup à désirer. La misère et la saleté des



paysans, l'hygiène déplorable des villes dépourvues à la fois des canalisations d'eau potable, d'égouts, de voirie et d'abattoirs, infectées par des cimetières, entretiennent une morbidité considérable, laquelle subit de temps en temps de terribles recrudescences<sup>1</sup>. Saint-Brieuc, qui avait déjà connu la peste en 1600, est ravagé en 1741 et 1742 par des « fièvres putrides », probablement des épidémies de typhoïde, que les contemporains attribuent expressément à la malpropreté de la ville. En 1773 et 1774, c'est le tour des paroisses de Plouëc et de Plénée-Jugon, où 2.400 personnes périssent de « fièvre putride vermineuse », tandis que Quintin est décimé par la rougeole et le reste du diocèse de Saint-Brieuc, par la petite vérole. En 1777, c'est la grippe; en 1779, la petite vérole sévit de nouveau; en 1781, la « fièvre maligne » fait son apparition à Châtelaudren; en 1782, la « fièvre catarrhale » exerce ses ravages surtout parmi les soldats; en 1783, encore la petite vérole, un tiers des malades périssent; en 1786, le choléra sévit à Plérin<sup>2</sup>.

Pour faire face à tous ces maux les ressources dont on dispose sont insuffisantes. Sans doute, il y a dans les villes

1. Sur l'assistance publique en général en France sous l'Ancien Régime, cf. l'ouvrage essentiel de C. BLOCH, *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, Paris, 1909, 1 vol. in-8°, que l'on pourra compléter par les articles Hôpital et Mendiant de Marcel MARION, *Dictionnaire des institutions de la France*. Malheureusement pour notre travail la documentation du livre de C. Bloch, ainsi que l'indique du reste le sous-titre, est empruntée presque exclusivement au nord-est de la France.

Une étude d'ensemble imprimée sur l'assistance publique en Bretagne à la veille de 1789 fait encore défaut : il existe un diplôme d'études supérieures d'histoire de l'Université de Rennes intitulé : *La misère et l'assistance en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, de feu H. GAILLARD, consacré à la question. Mais ce travail — du reste médiocre — est resté manuscrit : nous l'avons néanmoins consulté et utilisé. M. H. SÉE a publié dans les *Notices, inventaires et documents du comité des travaux historiques du ministère de l'Instruction publique*, Paris, 1924, 1 vol. in-8°, p. 22-35 une étude sur *La santé publique dans le diocèse de Saint-Brieuc à la fin de l'Ancien Régime* d'après les « Observations médicales » de J.-L. BAGOT. Nous en extrayons une partie des détails ci-dessous. Cf. aussi du même auteur dans le *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1925, p. 88-92, une communication sur *La misère, la mendicité et l'assistance en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime*.

2. Sur les épidémies, outre le travail de M. H. SÉE, cité ci-dessus, cf. A. DUPUY, *Les épidémies en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans les *Annales de Bretagne*, 1886-1888, t. I à III; H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne*, p. 469-492; HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 116-117, *Les Etats de Bretagne et les épidémies*; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 110-118, *Les épidémies à Saint-Brieuc sous l'Ancien Régime*; D. TEMPIER, *Le choléra à Plérin en 1786* dans la *Revue des archives historiques des Côtes-du-Nord*, 1884, p. 32; C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 32 (épidémie de 1584) et 45 (épidémie de 1631).

quelques médecins, formés pour la plupart à la Faculté de médecine d'Angers<sup>3</sup>. L'un d'eux, Jean-Louis Bagot, établi à Saint-Brieuc où il jouera un rôle politique important au début de la Révolution, se fait remarquer par ses connaissances scientifiques et son dévouement. C'est à lui que l'intendant de Bretagne s'adresse pour obtenir une réponse à un questionnaire, rédigé en 1775 par quelques membres de l'Académie des sciences, futurs fondateurs de la Société royale de Médecine, sur l'état sanitaire, les épidémies et les épizooties des diverses généralités. Avec les éléments de sa réponse, Bagot écrivit, en 1790, des « *Observations médicales faites à Saint-Brieuc dans les années 1772, 1773 et suivantes* », mine de renseignements précieux<sup>4</sup>. Lamballe possédait le docteur Louis Lavergne qui avait étudié à Nancy, à la fois médecin et agronome, et qui lui aussi participera au mouvement révolutionnaire<sup>5</sup>. Il faut y joindre quelques apothicaires, chirurgiens, barbiers et « matrones » ou sages-femmes, au savoir des plus empiriques<sup>6</sup>.

3. Sur la médecine en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle en général, cf. R. PETIT (Dr), *La science et l'art de guérir en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans les *Annales de Bretagne*, 1886-1887, t. II, p. 3-20 et 261-291; J. ROGER, *Les médecins bretons du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles. Biographie et bibliographie*, Paris, 1900, 1 vol. in-80.

Les Archives dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1325 renferment une « liste par subdélégation des médecins et chirurgiens de la Bretagne avec l'indication des maladies et traitements qui les occupent plus particulièrement (1786) ». Nous y relevons deux médecins à Dinan, deux chirurgiens à Guingamp, deux à Lannion (dont Dieuleveult que nous retrouvons sous l'Empire). HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 166, mentionne que la communauté de ville de Saint-Brieuc, le 18 novembre 1754, alloua 400 livres à un médecin « tenu de résider assidûment dans la ville, ou tout au moins d'y revenir dès qu'un malade réclamait ses soins ». Les titulaires de cet emploi jusqu'en 1789 furent Connary père et fils, Cartel et enfin Bagot, dont il va être question tout à l'heure. QUERNET, *Notions historiques ... sur la ville de Lamballe*, p. 76 mentionne une délibération à peu près semblable de la communauté de cette ville en 1748. Sur la Faculté de médecine d'Angers, cf. A. DUPUY, article cité, p. 190-226. Nantes avait aussi sa Faculté, simple jury d'examen (*ibid.*). Enfin Rennes possédait depuis 1748 une école de chirurgie (A. PETIT, article cité).

4. Sur J.-B. Bagot (1728-1794) et ses « *Observations médicales* » conservées en manuscrit aux Archives dép. des Côtes-du-Nord, cf. l'article de M. H. SÉE, *La santé publique ...* cité plus haut, qui résume ces « observations ».

5. Sur Louis Lavergne (1750-1831), originaire de Loudéac, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 407-409, note 3 et surtout René ROUAULT DE LA VIGNE, *Un médecin agronome au pays de Lamballe : le Dr Lavergne, Saint-Brieuc*, 1908, 1 plaquette in-80. Extrait du *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 1907, session de Lamballe.

6. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 266-267 cite pour le XVII<sup>e</sup> siècle à Saint-Brieuc l'apothicaire Grillant qui analysa l'eau de la source minérale du Gouëdic, dite « la Fontaine », et publia en 1677 un *Traité des qualités et des vertus des eaux minérales naturellement découvertes proche la ville de Saint-Brieuc avec une*

Mais les campagnes sont démunies de tout. Les paysans doivent se contenter de recourir aux « rebouteurs » et plus encore aux « saints guérisseurs ». En 1786, l'intendant de Bretagne, Bertrand de Molleville avait essayé de créer dans toute la province un service des épidémies en instituant un médecin inspecteur général avec lequel correspondraient les praticiens<sup>7</sup>. La salubre pratique de la vaccine n'en est encore qu'à ses débuts et se heurte à d'invincibles préjugés. En 1773, on inocula pour la première fois à Saint-Brieuc. Bagot, pour prêcher d'exemple, pratiqua l'opération sur sa femme, et ses deux enfants, sans compter d'autres personnes : « Malgré ces inoculations qui furent faites à portes ouvertes, le public est resté persuadé qu'il valait mieux attendre la petite vérole naturelle que de la prévenir ». Lors de l'épidémie de 1783 et de 1784, Bagot cite encore comme des cas exceptionnels les rares malades qui consentent à se laisser vacciner. Ils appartiennent tous à la classe riche et éclairée ; ce sont les enfants du comte de Tréveneuc, ceux du marquis de la Boissière, ceux du comte du Bois-Berthelot ; en 1785, les deux enfants d'un négociant, Desmaisons ; en 1786, les deux enfants du comte de Saint-Georges<sup>8</sup>.

Point d'hôpitaux dans les campagnes ; les petits hôpitaux fondés aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ont été ruinés au cours du XVI<sup>e</sup>. Seules, les « confréries », les « bureaux de charité » qui ne subsistent qu'à l'aide de quêtes, et à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle de quelques dons et legs, font face à la détresse paysanne<sup>9</sup>. Les villes sont un peu moins déséheritées : Saint-

*ample méthode d'en user sainement.* En octobre 1775 la communauté de ville, de Lamballe « voulant remédier au défaut d'une sage-femme habile, vote une subvention de 72 livres pour permettre à une jeune fille de Lamballe ... d'aller suivre à Rennes les cours de la dame du Coudray très renommée dans son art et inventeur d'une machine spéciale. » C.-J.-M.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 86. Cf. A. DUPUY, *Annales de Bretagne*, t. II, article cité, p. 179-205, Les sages-femmes.

7. A. DUPUY, *Les épidémies en Bretagne dans les Annales de Bretagne*, t. II, année 1886-1887, p. 226.

8. H. SÉE, article cité, p. 31-32. Cf. en général sur la propagation de l'inoculation, H. HUSSON (Dr), *Recherches historiques et médicales sur la vaccine*, Paris, 1801, 1 vol. in-8°; E. MONTEILS (Dr), *Histoire de la vaccination. Recherches historiques et critiques*, Paris, 1874, 1 vol. in-8°.

9. Les monographies consacrées aux hôpitaux en Bretagne avant 1789 sont assez nombreuses. Elles sont éparses dans les revues d'érudition locale ; il y aurait profit à en faire le relevé systématique, travail qui attend encore son ouvrier. Nous n'en citerons qu'une — à titre d'exemple : L. MAÎTRE, *L'assistance publique dans la Loire-Inférieure avant 1789 : étude sur les léproseries*,

Briec, Dinan, Guingamp, Lannion, Loudéac, Tréguier, Lamballe, Quintin, Moncontour possèdent chacun un hôpital, sans parler de bureaux de charité. L'hôpital de Saint-Briec qui remonte peut-être au XV<sup>e</sup> siècle était desservi depuis 1666 par les sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve, reconnues par lettres patentes de 1671. Dès 1677, il semble qu'à la suite d'une mission prêchée par des Jésuites on ait fait un grand effort pour lui annexer « un hôpital général », nous dirions un hospice, et y renfermer les pauvres mendiants de la ville. On réussit à y amener 80 individus et cet effort fut renouvelé en 1716. Administré à dater du XVIII<sup>e</sup> siècle par un bureau dont faisait partie l'évêque, l'hôpital de Saint-Briec reçut à plusieurs reprises d'importantes subventions du Trésor royal : en 1733 (ordonnance du 6 mai), 7.000 livres ; en 1754 (ordonnance du 9 novembre), 6.000 ; enfin, à partir de 1752 (arrêt du Conseil), 10.232 livres payées très exactement jusqu'en 1788. Des lettres patentes de 1750 lui avaient décerné le titre d'Hôtel-Dieu royal, à la condition de recevoir les militaires, le cas échéant. Outre les revenus fixes évalués vers 1730 à 1.600 livres, cet hôpital avait un certain nombre de revenus éventuels ou « casuels », montant à la même époque à 2.000 livres, au nombre desquels figuraient l'enlèvement des boues, le monopole de la fourniture des bières ou « chasses », des tentures funéraires et des crieurs d'enterrement<sup>10</sup>. Saint-Briec possédait d'autre part, dans la paroisse Saint-Michel l'établissement des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, fondé le 28 août 1711, qui, enrichi au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle d'un certain nombre de legs et donations, jouait le rôle d'un bureau de charité<sup>11</sup>.

Lamballe avait depuis le Moyen Age deux hôpitaux : l'un appelé Notre-Dame de l'Hôtellerie ou l'Hôtel-Dieu, l'autre,

*aumôneries, hôpitaux-généraux et bureaux de charité*, Nantes, 1880, 1 vol. in-8°. Sur la mendicité, spécialement dans les campagnes, cf. H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne depuis le XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 469-462, cite quelques chiffres de pauvres pour la région Lannion-Tréguier d'après les rôles de 1745 et de 1750. Il n'existe aucune étude précise consacrée à la question pour l'ensemble des deux évêchés de Saint-Briec et de Tréguier.

10. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 113-128 ; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*, t. I<sup>er</sup>, p. 159 et 361 ; t. II, p. 163-164 ; J. LAMARE, *Histoire de Saint-Briec*, p. 110-111 ; D. TEMPIER, *Etablissement d'un hôpital général à Saint-Briec en 1677* dans la *Revue des Archives historiques des Côtes-du-Nord*, 1885, p. 77-84. Cf. comme pour tous ces hôpitaux en raison de leur caractère confessionnel, notre t. I<sup>er</sup>, chap. III, p. 317 et 322.

11. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*, t. I<sup>er</sup>, p. 363-366.



l'hôpital Saint-Yves ou Grand-Hôpital. L'un et l'autre étaient desservis par des infirmières à gages sous la surveillance de la communauté de ville qui choisissait dans son sein des administrateurs. Très appauvris par les guerres du XVI<sup>e</sup> siècle, ces deux hôpitaux avaient été réorganisés au XVII<sup>e</sup>; le 2 mars 1661, les religieuses de Saint-Thomas de Villeneuve fondées à Lamballe même, par Ange Le Proust, prirent la direction de l'Hôtel-Dieu et, le 5 novembre 1684, celle du Grand-Hôpital. Des lettres patentes de Louis XV datées du mois de mars 1752 confirmèrent ce double établissement<sup>12</sup>. Quintin avait aussi son hôpital qui figure dans un acte de 1498 : il était administré sous le contrôle de la communauté de ville par les Paulines de Tréguier, qui s'y étaient installées en 1784<sup>13</sup>. A l'hôpital Saint-Léonard de Moncontour, antérieur au XVI<sup>e</sup>, c'étaient les filles de Saint-Thomas établies en 1662 et reconnues officiellement en 1723<sup>14</sup>.

A Dinan, la fondation de l'hôpital remontait au début du Moyen Age (1108); la femme d'Olivier, vicomte de Dinan, en avait établi un près du prieuré de Saint-Malo. Transféré plus tard près de la porte de Brest, il avait été réorganisé complètement par lettres patentes du mois de juillet 1685. Le bureau d'administration comprenait outre le sénéchal de Dinan, le substitut du procureur du Roi et le syndic en charge, 8 autres « directeurs » choisis parmi les bourgeois par la communauté de ville, et renouvelables par moitié tous les ans. L'un d'eux portait le titre d'économe et l'autre, d'administrateur. Il y avait aussi un greffier et un receveur. Le bureau se réunissait une fois par semaine. L'hôpital, outre ses revenus, percevait différents droits (droit du débit de viande pendant le Carême, le 1/4 des amendes), faisait faire des quêtes, tenait manufacture. Les mêmes lettres interdisaient la mendicité dans la ville de Dinan; les archers de l'hôpital devaient poursuivre les mendiants et 7 visiteurs étaient chargés des enquêtes et secours à domicile. Enfin, le soin des malades était confié aux dames

12. U. ONFROY-KERMOALQUIN, *Etudes sur les villes de Bretagne*, Lamballe, p. 283; C. QUERNEST, *Notions historiques ... sur la ville de Lamballe*, p. 76-77; CAURET (abbé), *Histoire du doyenné de Lamballe pendant la période révolutionnaire*, t. III des *Conférences ecclésiastiques du diocèse de Saint-Brieuc*, 1899, 1 vol. in-8°, p. 93-114.

13. R. CHASSIN DU GUERNY, *Etudes historiques sur la seigneurie de Quintin*, p. 110.

14. A. HOUSSAYE, *Moncontour-de-Bretagne et ses environs*, p. 9, 80 et 86.

de Saint-Thomas de Villeneuve<sup>15</sup>. En 1733, et en 1746, un gentilhomme charitable, conseiller au Parlement de Bretagne, brusquement dégoûté du monde et revenu à Dieu, Marot de la Garaye, avait fondé dans son château, sis tout auprès de Dinan, en Taden, en manière d'annexe à cet hôpital, quelques logements pour les incurables représentant un capital de 25.000 livres. Sa femme et lui, sa vie durant (1675-1755), s'étaient consacrés à leur service, s'improvisant, lui apothicaire et chirurgien, elle oculiste<sup>16</sup>. Dinan avait aussi son bureau de charité depuis le 11 avril 1786; cette initiative était due à Cortois de Pressigny, évêque de Saint-Malo<sup>17</sup>.

A Guingamp, Charles de Blois avait fondé dès le XIV<sup>e</sup> siècle un hôpital ou Hôtel-Dieu près la porte de Rennes, au lieu dit la Délivrance. Cet hôpital desservi par des infirmières à gages était régi par un gouverneur au choix de la communauté; après une vaine tentative en 1626 pour y fonder une congrégation hospitalière recrutée dans la ville, on y appela en 1676 les religieuses Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de Saint-Augustin (25 juillet). De nouveaux bâtiments furent construits avec l'appui du duc de Vendôme qui donna le terrain et les matériaux provenant de la démolition du château de Guingamp<sup>18</sup>. La même année 1676, la ville rebâtit un vieil hospice connu sous le nom d'Hôpital général et le confia également aux Hospitalières. Au cours du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles, il s'enrichit par une série de donations<sup>19</sup>. A Lannion, il y avait deux hôpitaux. L'hôpital Sainte-Anne ou Hôtel-Dieu datait du Moyen Age : en 1664, il était dans un état d'abandon et de ruine à peu près complet. La communauté de ville demanda à l'évêque de Quimper quelques sœurs Hospitalières pour le relever. Trois ans plus tard, celui-ci lui envoyait 5 religieuses chargées de desservir 25 lits (1667). En

15. L. ODORICI, *Recherches sur Dinan et ses environs*, p. 280-307.

16. HABASQUE, *Notions historiques...*, t. III, p. 254-260; L. ODORICI, *op. cit.*, p. 367 et plus spécialement R. CATHENOS, *Vies de M. de la Garaye et de M<sup>me</sup> de Pontbriand, sa sœur*, Saint-Malo, 1790, 1 vol. in-16, réédité à Dinan en 1875, 1 vol. in-18; E. JAC, *Un gentilhomme apothicaire : le comte de la Garaye*, Paris, 1904, 1 vol. in-16.

17. L. ODORICI, *op. cit.*, p. 281.

18. U. ONFROY-KERMOALQUIN (abbé), *Etudes sur les villes de Bretagne : Guingamp*, p. 168-171 et S. ROPARTZ, *Guingamp*, t. I<sup>er</sup>, p. 129-136.

19. U. ONFROY-KERMOALQUIN (abbé), *op. cit.*, p. 173 et S. ROPARTZ, *loc. cit.*

1673, l'évêque de Dol les reconnut officiellement (Sainte-Anne, en Loguivy, était une enclave de Dol dans l'évêché de Tréguier). L'Hôtel-Dieu s'accrut au cours du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle de nouveaux bâtiments et compta parmi ses bienfaiteurs bon nombre de riches Lannionais : les de Kervenno, de Trémaria et de Kérisac. Il existait, d'autre part, un Hôpital général dont la direction fut confiée, en 1724, par la communauté de ville à une religieuse de Saint-Thomas de Villeneuve <sup>20</sup>.

On trouve également deux hôpitaux à Tréguier : l'Hôtel-Dieu existait dès l'époque de saint Yves, toutefois un nouvel établissement portant ce nom fut fondé en 1654 par Pierre du Loz, sieur de Kergouanton, et l'on appela pour le desservir les religieuses Hospitalières de Quimper <sup>21</sup>. Six ans plus tard, le 9 juillet 1660, 3 chanoines fondaient l'Hôpital général. Ce dernier hôpital qui comprenait 40 lits était administré par l'évêque, 2 députés du chapitre, 3 recteurs de la ville, 2 députés de la noblesse, le maire, le syndic, les anciens trésoriers et le greffier. Il existe, en outre, une « marmite des pauvres » desservie d'abord par des « dames de quartier », puis, à partir de l'épiscopat de Mgr de Lubersac, par les Paulines. L'évêque de Léon versait à cette marmite 2.000 livres par an sur les revenus de ses biens sis en Tréguier. On distribuait des pains deux fois la semaine et des remèdes à domicile <sup>22</sup>.

Enfin, l'hôpital de Loudéac, le plus récent de tous, était aussi le plus exigu ; il ne datait que de 1779. A cette époque, François-Joseph Deshayes-Baron, avocat, procureur fiscal des eaux, bois et forêts du duché de Rohan et dame Marie-Louise de Bois-Guéheneuc, son épouse, avaient fait donation au général de la paroisse de Loudéac d'une petite maison pouvant abriter 6 à 7 pauvres et une infirmière, avec 300 livres de revenu annuel. Des lettres patentes du 9 septembre avaient approuvé cette fondation administrée par le recteur, le juge

20. LE NEPVOU DE CARFORT, *Histoire de Lannion*, p. 65 et 82.

21. R. DURAND, *L'Hôtel-Dieu de Tréguier à la veille de la Révolution dans les Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. II, 1913, p. 61-71 et *L'Hôpital général de Tréguier au XVIII<sup>e</sup> siècle*, même périodique, t. LIV, 1922, p. 95-97.

22. Archives mun. de Tréguier, Q, Registre de délibérations du bureau de bienfaisance (an XI-1831), fol. 15-17, séance du 25 septembre 1806.

et le procureur fiscal de Loudéac, 2 anciens avocats ou procureurs, 2 bourgeois notables et un économiste<sup>23</sup>.

Quant au degré de richesse de ces hôpitaux, il est très difficile de l'évaluer, aucune monographie n'existant sur aucun d'eux, et les ouvrages imprimés sur les villes, dont on a extrait les renseignements précédents, ne fournissant aucun élément pour répondre à cette question. D'après un tableau des revenus de 957 hôpitaux existant en 1764, dressé par le comité de mendicité de la Constituante (1790-1791), les revenus des 8 hôpitaux des Côtes-du-Nord se seraient décomposés comme il suit : domaine, 20.722 l. ; rentes, 10.820 l. ; casuel, 3.800 l. ; en tout, 35.342 l. ; charges, 600 l. Revenu net, 34.742 livres<sup>24</sup>.

Les Cahiers de doléances renferment des plaintes nombreuses et très vives contre cet état de choses. Naturellement on les rencontre plutôt dans les cahiers des paroisses paysannes qui ont plus à en souffrir que dans les cahiers des villes. Les villes de Lamballe, Moncontour, Guingamp, qui possèdent des hôpitaux et des médecins, sont muettes sur la question<sup>25</sup>. Par contre, la paroisse de Plouasne se plaint du grand nombre des mendiants et, en vue de les faire disparaître, réclame des hôpitaux pour les infirmes, des travaux pour ceux qui sont encore valides. Il en est de même pour la paroisse de Saint-Alban. Saint-Jacut du Méné demande « qu'il soit établi des maisons de charité par chaque évêché et « gradatim » pour chaque paroisse dont l'entretien soit pris sur les grands bénéfices » ; Saint-Gilles rappelle que, récemment, « les épidémies, les fièvres et les dyssenteries ont enlevé une partie » de ses habitants. Saint-Sauveur de Guingamp supplie le Roi « d'établir des hôpitaux pour le soulagement des misérables de son royaume lorsque ses finances seront entièrement rétablies ». Coatascorn et Plouvenez-Moëdec gémissent de l'extension de la mendicité « extrême en Bretagne » et proposent comme remède, l'établissement d'ateliers et de bureaux de charité<sup>26</sup>.

23. Archives hospitalières de Loudéac, Etat historique et statistique de l'hospice civil de Loudéac, 1820.

24. *Procès-verbaux et rapports du comité de mendicité de la Constituante* (1790-1791), éd. C. BLOCH et A. TUETÉY dans les *Documents sur l'histoire économique de la Révolution française*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°, p. 564. Tableau des revenus de 957 hôpitaux en 1764 (par départements). Côtes-du-Nord.

25. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 513, 749, et t. IV, p. 16 et seq.

26. *Ibid.*, t. III, p. 247, 593, 821, 824 et t. IV, p. 55, 79 et 222.



Le Cahier général du Tiers de la sénéchaussée de Rennes reproduit ces doléances en les résumant, et il ajoute (art. CLIV) : « Qu'il soit établi dans les campagnes et même dans les villes des sages-femmes instruites et approuvées qui devront leurs soins et leurs offices aux pauvres femmes »<sup>27</sup>.

Le Cahier général du bas-clergé du diocèse de Saint-Malo demande également des remèdes gratuits, des chirurgiens et des sages-femmes pour les campagnes. Il voudrait qu'on pourvût plus abondamment et plus solidement aux besoins des hôpitaux subsistants et qu'on en créât en outre de nouveaux pour les « incurables, les fous et les enfants trouvés tant des campagnes que des villes »<sup>28</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Tréguier-Lannion se plaint de la mendicité « qui trouble la sûreté publique et entretient la fainéantise. » Lui aussi exprime le vœu de voir fonder par le Gouvernement des « bureaux de charité » et des « ateliers de travail » qui subviendraient « aux besoins des nécessiteux » et occuperaient « les bras oisifs des fainéants. A ces établissements devrait être dévolue la succession des bâtards à moins que les seigneurs de fief qui en profitent ne se soumettent aux termes de notre règlement et ne continuent l'entretien des enfants exposés et des bâtards sans secours »<sup>29</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Dinan désire « qu'il soit fait un établissement d'accoucheuses et de matrones jurées dans les campagnes de distance en distance et un hôpital dans chaque diocèse pour les mineurs pauvres, les bâtards, les vieillards et infirmes y être reçus, lesquels établissements seront faits par la réunion des bénéfices qui seront supprimés ou réduits »<sup>30</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Plœrmel porte « qu'il soit fait un règlement général et uniforme pour l'administration des hôpitaux, même pour ceux situés dans les villes municipales non royales et ailleurs »<sup>31</sup>.

Enfin, celui de la sénéchaussée de Saint-Brieuc émet quatre vœux :

27. *Ibid.*, t. IV, p. 268.

28. *Ibid.*, t. IV, p. 308.

29. *Archives Parlementaires*, t. I<sup>er</sup>, p. 76

30. *Ibid.*, t. III, p. 151.

31. *Ibid.*, t. V, p. 385.

Chapitre 1<sup>er</sup>. — Art. 12 : « Que dans toutes les paroisses il y ait toujours, mais surtout dans les saisons et les années calamiteuses, des travaux publics et des ateliers de charité avec un salaire proportionné au prix du pain. »

Art. 22 : « L'établissement d'une caisse de charité dans chaque paroisse pour les besoins les plus urgents des pauvres et Sa Majesté sera suppliée de désigner les fonds nécessaires à cette œuvre pie pour supprimer toute quête et mendicité ».

Art. 31 : « L'établissement d'une sage-femme dans chaque paroisse qui sera instruite aux frais du Gouvernement ».

Art. 38 : « Les successions des bâtards seront dévolues aux généraux des paroisses pour le soulagement des pauvres et il sera établi dans chaque ville épiscopale une maison pour les enfants trouvés »<sup>32</sup>.

## II. — LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

La Révolution française avait eu en matière d'hygiène et d'assistance publique des projets grandioses ; mais quelques-uns seulement purent être mis en exécution ; on peut le vérifier en étudiant leur application dans le département des Côtes-du-Nord<sup>33</sup>. La Constituante, en proclamant la liberté de toutes les professions, sans en excepter la médicale, porta aux antiques Facultés de médecine et aux corporations des chirurgiens un coup mortel. Puis les Facultés disparurent elles-mêmes, entraînées dans la ruine des Universités. Pour les remplacer la Convention par son décret du 14 frimaire an III fonda<sup>34</sup> trois Ecoles de santé à Paris, à Montpellier et à Stras-

32. *Ibid.*, t. V, p. 629 et 631.

33. Sur l'assistance publique en général en France sous la Révolution, cf. L. LALLEMAND, *La Révolution et les pauvres*, Paris, 1898, 1 vol. in-8° (va jusqu'à l'an XII et peut être utilisé pour le Consulat et l'Empire) ; F. DREYFUS, *L'assistance sous la Législative et la Convention (1791-1795)*, Paris, 1905, 1 vol. in-8° ; Michel BOUCHET, *L'assistance publique en France pendant la Révolution*, Paris, 1908, 1 vol. in-8° (thèse de droit très médiocre) ; C. BLOCH, *L'assistance publique. Recueil de textes*, Paris, 1909, 1 vol. in-8° ; C. BLOCH et A. TUETÉY, *Procès-verbaux et rapports du comité de mendicité de la Constituante*, cités plus haut ; P. POULLET, *Les institutions françaises de 1795 à 1814*, déjà cité, p. 419-449 (pour la période directoriale).

34. L. LIARD, *L'enseignement supérieur en France (1789-1893)*, Paris, 1894, 2 vol. in-8°, t. I<sup>er</sup>, p. 276-282. Cette liberté absolue de l'exercice de la profession médicale engendra les pires abus et provoqua des plaintes nombreuses, voire des pétitions, sous la Législative (L. LIARD, *loc. cit.*)

bourg avec mission de former des « officiers de santé »<sup>35</sup>. La loi du 14 décembre 1789 confia aux municipalités la régie immédiate des établissements d'assistance publique et celle du 22 décembre 1789 attribua à l'administration départementale l'inspection et l'amélioration des hôpitaux et établissements de charité. En même temps, le comité de mendicité de la Constituante travaillait à un vaste plan de réformes consistant essentiellement à centraliser l'assistance publique et à substituer autant que possible les secours à domicile à ceux distribués dans les établissements hospitaliers. L'Assemblée n'eut pas le temps d'aborder l'examen des rapports de ce comité<sup>36</sup>. Il en fut de même de la Législative qui avait choisi dans son sein un comité de secours publics<sup>37</sup>. La Convention agit davantage ; la plupart de ses décrets s'inspirent des idées déjà développées par le comité de mendicité de la Constituante ; substitution du secours à domicile au secours hospitalier et centralisation. C'est en vertu de ces principes qu'elle vota la loi du 23 messidor an II, enlevant aux établissements de bienfaisance la jouissance de leurs biens et ordonnant que la gestion et la vente de ces biens fussent effectuées conformément aux lois relatives aux biens nationaux<sup>38</sup>.

D'autre part, la politique religieuse exerça sa répercussion sur la question de l'assistance publique et un décret du 15 vendémiaire de la même année déclara déchues de leurs fonctions « les filles des ci-devant congrégations employées au service des pauvres et au soin des malades » qui se refuseraient à prêter le serment. Les corps administratifs étaient tenus sous leur responsabilité de les remplacer par des citoyennes connues pour leur attachement à la Révolution<sup>39</sup>. L'exécution de cette double mesure jeta une grande perturbation dans la vie des établissements hospitaliers. Nous manquons de renseignements sur la vente des biens de ceux des Côtes-du-Nord et nous ne sommes guère mieux documentés sur l'histoire de leur per-

35. DUVERGIER, t. VII, p. 425-426, cf. L. LIARD, *loc. cit.*

36. DUVERGIER, t. I<sup>er</sup>, p. 78, 90 et 91, section III, art. 2; cf. C. BLOCH et A. TUETÉY, *op. cit.*

37. F. DREYFUS, *op. cit.*

38. DUVERGIER, t. VII, p. 264-269

39. *Ibid.*, t. VI, p. 253.

sonnel<sup>40</sup>. On en est réduit à glaner quelques indications d'une impartialité suspecte dans les ouvrages de seconde main consacrés à l'histoire du département, tous systématiquement hostiles à l'œuvre révolutionnaire. C'est ainsi que nous savons sommairement que l'hôpital de Saint-Brieuc fut laïcisé par arrêté de Le Carpentier, en l'an II; que les Dames de Saint-Thomas de Villeneuve, y furent remplacées par 4 « citoyennes » dont la direction très défectueuse, au dire de Geslin de Bourgogne et de Barthélémy, se traduisit par un déficit<sup>41</sup>. D'autre part, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui desservaient le bureau de charité, tolérées d'abord, furent incarcérées le 26 germinal an II; leurs biens furent mis sous séquestre, puis vendus<sup>42</sup>. A Lamballe, une délibération du conseil général de la commune, du 26 septembre 1791, chassa les Dames de Saint-Thomas de l'hospice Saint-Yves et les remplaça par des infirmières laïques dont on n'eut pas toujours à se louer; celles de l'Hôtel-Dieu purent se maintenir. D'après une enquête de l'an V les revenus de l'hospice qui étaient de 5.079 livres 18 sols avant la Révolution étaient tombés à 1.127<sup>43</sup>. A Quintin, à Dinan, les religieuses furent également congédiées. A Guingamp les Hospitalières ayant refusé de prêter serment furent incarcérées à Montbareil, de 1794 à 1795<sup>44</sup>. Par contre, à Moncontour, les religieuses purent

40. L. DUBREUIL, *op. cit.* ne donne aucun renseignement sur la question. Un état des redevances dont les hôpitaux des Côtes-du-Nord jouissaient sur les domaines nationaux qui ont été vendus, non daté, que nous avons trouvé aux Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X, Hospices et bureaux de bienfaisance, Titres communs et instructions ministérielles (an IX-1817) donne 151 fr. 90 en revenu, 3.038 fr. en capital pour l'hospice de Dinan; 11 fr. 50 en revenu, soit 230 fr. en capital pour celui de Saint-Brieuc; 310 fr. 70 en revenu, 6.214 fr. en capital pour celui de Lamballe; 650 fr. 15 en revenu, 13.001 fr. en capital pour celui de Tréguier; 471 fr. 68 en revenu, 9.433 fr. 60 en capital pour celui de Guingamp; 585 fr. 30 en revenu, 11.706 fr. en capital pour les deux hôpitaux de Lannion.

41. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 337, 17 avril 1794; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHELÉMY, *Etudes sur la Révolution*, p. 80-81 et *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 163-164. Cf. sur toute cette question de la laïcisation des hôpitaux, notre t. I, chap. III, p. 350.

42. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHELÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. Ier, p. 366-367.

43. CAURET (abbé), *Le doyenné de Lamballe*, t. III du diocèse de Saint-Brieuc pendant la période révolutionnaire, p. 105-106 et 108-113.

44. U. ONFROY-KERMOALQUIN, *op. cit.*, p. 172; S. ROPARTZ, *op. cit.*, t. Ier, p. 136-137.



se maintenir sur place à condition de revêtir l'habit séculier <sup>45</sup>

Le Directoire se montra plus tolérant et plus modeste en ses prétentions mais aussi plus pratique. La plupart des religieuses hospitalières incarcérées furent relâchées; quelques-unes mêmes se réinstallèrent dans les hôpitaux; ce fut le cas à Saint-Brieuc, en nivôse an V <sup>46</sup>; à Tréguier, dès l'an III pour l'Hôtel-Dieu <sup>47</sup>. Cette même année V vit voter deux lois capitales en matière d'assistance publique : celle du 16 vendémiaire sur les hospices civils et celle du 7 frimaire sur les bureaux de bienfaisance. L'Etat renonçait à la mission qu'il avait si imprudemment assumée de pourvoir directement sur son budget au soulagement des citoyens en détresse. Ce soin devait incomber désormais à des institutions créées tout exprès, jouissant sous la tutelle des administrations municipales et de celle du département de la personnalité juridique : les hôpitaux civils. Ces établissements seraient dirigés chacun par une commission de 5 membres nommés par les municipalités. C'étaient ces commissions qui gèreraient le patrimoine des hospices constitué par des immeubles, des rentes, des dons, et legs, enfin le produit du travail des pensionnaires jusqu'à concurrence des deux tiers : c'étaient elles aussi qui choisiraient le personnel hospitalier <sup>48</sup>. En même temps on se préoccupait de reconstituer ce patrimoine aliéné par la Convention : déjà deux décrets du 9 fructidor an III et du 2 brumaire an IV avaient suspendu les ventes de biens d'hôpitaux <sup>49</sup>; ils furent complétés par la loi de vendémiaire an V qui dans son article 6 leur affecta un certain nombre de biens de remplacement en échange de ceux vendus <sup>50</sup>. Enfin, la loi du 7 frimaire an V organisa, à peu près de la même façon que les hôpitaux, les bureaux de bienfaisance chargés de distribuer les secours à domicile. Une commission également composée

45. Indication fournie par le receveur de l'Hôpital.

46. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 120, note 2 et 126, note 1. La municipalité leur alloua « dès cette époque » à chacun 400 francs, pour leur entretien. Cf. notre t. I, chap. III, p. 358.

47. A. GUILLOU, *Essai historique sur Tréguier* ... p. 113-114.

48. DUVERGIER, t. IX, p. 223-224; cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 431-441.

49. DUVERGIER, t. VIII, p. 304 et 420.

50. DUVERGIER, t. IX, p. 224, déjà cité; cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 432-433.

de 5 membres dut administrer leurs biens constitués par des immeubles, rentes, dons, etc., et enfin par le droit des pauvres<sup>51</sup>.

### III. — LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

Ces deux lois réparatrices commençaient à peine à entrer en application et, par conséquent, leur effet bienfaisant était encore à peine sensible quand s'établit le régime de Brumaire. Par contre les destructions imprudentes de la Législative et de la Convention continuaient de faire éprouver leurs effets désastreux. Aussi le conseil général dans sa séance du 15 prairial an X se plaint amèrement du discrédit dans lequel est tombée la profession médicale. « L'art de guérir, dit la commission d'instruction publique dans son rapport, est devenu une prostitution effrayante entre les mains des histrions, des médocastres et des ignares de tous les sexes. » Il dénonce l'inobservation des lois sur l'exercice de la médecine et la multiplication inconsidérée des officiers de santé, tous plus ignorants les uns que les autres<sup>52</sup>. Satisfaction lui fut donnée par la loi du 19 ventôse an XI. Sous réserve des droits acquis, nul ne put plus exercer la médecine ni la chirurgie en qualité de docteur, sans avoir passé quatre années d'études dans une école spéciale (plus tard Faculté), ni en qualité d'officier de santé, sans avoir été examiné par un jury médical de département<sup>53</sup>. Nous connaissons la composition de celui des Côtes-du-Nord ; il comprit, au lendemain de la promulgation de la loi, Legal-Lassalle et Limon-Belleissue, de Saint-Brieuc, tous deux formés dans les Facultés d'Ancien Régime. Lavergne de Lamballe aurait désiré en faire partie : il réclama contre sa non-inscription. Par contre, Limon-Belleissue témoigna peu d'enthousiasme pour cette nouvelle dignité et démissionna, il fut remplacé par Jacob Besson. La présidence était exercée par un professeur de l'Ecole de médecine de Paris, délégué à cet effet dans le département ; ce fut le

51. DUVERGIER, t. IX, p. 272-273; cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 441-444.

52. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord (an VIII-an X), fol. 178-179, séance du 15 prairial an X. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord. 1, *id.*

53. DUVERGIER, t. XIV, p. 131-135.

docteur Lassus, en l'an XII; en 1811, Chaussier, médecin en chef de la Maternité<sup>54</sup>. Les candidats n'étaient pas très nombreux; en l'an XII, on n'en comptait que 3; en 1806, 3 également; en 1811, 2; jusqu'en 1814 on n'en reçut que 9 en tout. Le jury ne se réunissait pas tous les ans; on le voit fonctionner en l'an XII, en l'an XIII, en 1806, 1808, et 1812<sup>55</sup>. A défaut du jury, le préfet délivrait des autorisations provisoires d'exercer, valables jusqu'à sa prochaine convocation : on le voit procéder ainsi en l'an XI, et en 1814 à l'égard de chirurgiens et d'officiers de santé. Beaucoup de ces praticiens ainsi autorisés étaient d'ailleurs d'anciens chirurgiens militaires retirés dans leurs foyers<sup>56</sup>. Par contre, il poursuivait ou menaçait de poursuites divers individus qui, à Lamballe, Plédéliac, Jugon, se qualifiaient indûment d'officiers de santé et exerçaient sans diplôme : un vétérinaire de Lanvollon, Menguy; une dame Kermaquer, ex-religieuse, furent du nombre<sup>57</sup>. En nivôse, an XII, il reçut d'un certain nombre de « rebouteurs » une pétition demandant l'autorisation de continuer à exercer leur profession, nonobstant la loi sur l'exercice de la médecine, cette loi n'ayant pas prévu le cas, disaient-ils, où des individus rempliraient une partie seulement de l'art de guérir. Chose curieuse, le préfet ne s'y montra pas de parti pris hostile et il la transmit au ministre de l'Intérieur en attirant favorablement

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an VIII-an XII), fol. 158-159, arrêté du 5 prairial an XI; 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), fol. 4-5, le préfet au sous-préfet de Dinan, 24 brumaire an XII; le préfet au docteur Le Gal La Salle; *id.* au docteur Limon-Belleissue, 18 prairial an XII; 2 M 34; Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (1810-1816), le préfet à M. Chaussier, président des jurys de médecine, médecin en chef de l'hospice de la Maternité, 30 juillet 1811.

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au ministre de l'Intérieur, 14 floréal an XII. Sur Pierre Lassus (1741-1807), membre de l'Institut, professeur de pathologie externe à l'Ecole de médecine de Paris et chirurgien consultant de Napoléon, cf. l'article de la *Grande Encyclopédie* et F. CUVIER, *Eloge de Lassus*. Sur François Chaussier (1746-1828), l'auteur du rapport à la Convention sur la création des écoles de santé, cf. également *Grande Encyclopédie*.

56. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an VIII-an XI), fol. 152, arrêté du 13 floréal an XI et 3 K 1<sup>4</sup> (1814-1827) : fol. 7, arrêté du 14 octobre; fol. 8, *id.* du 7 novembre; fol. 9-10, *id.* du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1814.

57. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), fol. 20, le préfet au maire de Lamballe, 8 nivôse an XII; fol. 21, le préfet au sous-préfet de Dinan, même date.

son attention sur ces « remetteurs d'os disloqués... dont plusieurs exercent de père en fils avec habileté et autant de succès que les hommes de l'art les plus instruits »<sup>58</sup>. Nous n'avons pas retrouvé la réponse du ministre ; sans doute fut-elle négative, l'esprit, sinon le texte, de la loi de ventôse s'opposant à ces pratiques empiriques.

A la fin de l'Empire, le département des Côtes-du-Nord comptait 107 médecins, chirurgiens et officiers de santé<sup>59</sup>. Mais sur ces 107 quelques-uns seulement avaient été reçus docteurs, les uns d'après les formes anciennes, c'est-à-dire dans les Facultés de médecine d'Ancien Régime ; les autres d'après les formes nouvelles, dans les Ecoles de santé de la Révolution et les Facultés de médecine de l'Université impériale. Au premier groupe appartenaient le docteur Jacob Besson, de Saint-Brieuc, docteur de la Faculté de Reims en juillet 1792 ; Limon-Belleissue, de Montpellier en août 1786 ; Louis Lavergne, de Lamballe, docteur de Nancy le 25 septembre 1782. Raoul Champmanoir, de Dinan, docteur de Montpellier en 1782 ; François Dieuleveult, de Tréguier, docteur de Reims en 1776, et Louis Villeneuve, de Tréguier, docteur de Nancy en 1792 ; Alexandre Buhot de Guingamp, docteur de Caen en 1780. On remarquera que presque tous ces médecins d'Ancien Régime ont fait acte de scolarité dans les Facultés de province<sup>60</sup>. Au contraire, le second groupe, composé d'hommes plus jeunes ayant fait leurs études depuis 1789, sort presque entièrement de l'Ecole de médecine de Paris ; citons parmi ces derniers : Perrio, de Quintin ; Bigeon, de Dinan ; Derrien, de Paimpol ; Depasse, de Guingamp ; Hamel, de Lannion ; Louis Legal-Lassalle et Conan, de Saint-Brieuc ; Nayrod, de Dinan. La Faculté de Montpellier ne compte plus dans le corps médical du département que 3 de ses anciens élèves<sup>61</sup>. A ces 34 médecins

58. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 166, le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 nivôse an XII.

59. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, Côtes-du-Nord, liste générale des docteurs en médecine et en chirurgie, chirurgiens, officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens et herboristes établis dans le département des Côtes-du-Nord, dressée par le préfet.

60. *Ibid.*, réception d'après les formes anciennes.

61. *Ibid.*, réception d'après les formes nouvelles. F.-A. Perrio avait présenté et soutenu à l'Ecole de médecine de Paris le 10 messidor an X comme thèse de doctorat une dissertation sur la scarlatine, Paris, 1802, 1 vol. in-12, 70 pages ; Bigeon avait soutenu comme thèse en l'an VII un essai sur l'hémoptysie et



s'opposent 23 chirurgiens reçus dans les anciennes communautés de chirurgiens<sup>62</sup>, avant 1789 (dont 2 à Saint-Brieuc et 2 à Dinan) et 50 officiers de santé<sup>63</sup>.

Les spécialités médicales, l'oculistique par exemple, n'ont pas de représentants attitrés dans le département. De temps en temps passe un praticien parisien; alors, l'administration s'empresse de lui faire une publicité officielle. C'est le cas, en l'an IX, pour Forlenze, oculiste de l'Hôtel national des Invalides et de l'Hôtel-Dieu de Paris qui soigne « la cataracte et autres affections de l'œil ». Le préfet, dans un arrêté du 23 prairial, vante la dextérité de l'artiste et engage les habitants des Côtes-du-Nord à y avoir recours. Il traite d'ailleurs gratuitement les malades de l'hôpital et les indigents. En 1810, c'est un autre oculiste de Paris, Lhabitant, qui séjourne une semaine à Saint-Brieuc<sup>64</sup>.

Une loi du 21 germinal an XI réglemena d'autre part l'exercice de la pharmacie. Nul ne pourrait plus désormais préparer ni vendre des remèdes sans avoir étudié huit ans dans une pharmacie ou trois ans dans une école et trois ans dans une pharmacie. Il fallait, en outre, justifier des connaissances acquises pendant ce laps de temps devant une Ecole de pharmacie ou devant un jury départemental<sup>65</sup>. Deux arrêtés du

fait paraître en 1812, chez Huart, à Dinan des *Recherches sur les propriétés physiques, chimiques et médicinales des eaux de Dinan*, 1 vol. in-12, 32 pages. La bibliothèque des Archives dép. des Côtes-du-Nord possède un exemplaire de chacun de ces ouvrages dans sa collection de thèses de médecine du département des Côtes-du-Nord. On y trouve également une *Instruction succincte sur le traitement préservatif de la rage* publiée par LE MAOUT, pharmacien à Saint-Brieuc, Saint-Brieuc, Le Maout, 1845, 1 vol. in-16 de 12 p., extraite d'un mémoire adressé en 1808 par le Dr Lavergne, médecin à Lamballe, à propos d'un chien enragé de Moncontour qui avait mordu 22 personnes, Lavergne préconisait un traitement par cautérisation et suppuration qui lui avait permis d'en guérir 10 et combattait un remède empirique en usage dans les Côtes-du-Nord et connu sous le nom de « spécifique Domalain ». Ce spécifique consistait en une omelette mélangée à des huîtres calcinées.

62. *Ibid.*, maîtres en chirurgie reçus dans les communautés par les lieutenants du premier chirurgien du Roi.

63. *Ibid.*, officiers de santé pourvus de certificat leur tenant lieu de diplôme...: *Id.* reçus par le jury.

64. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 49-50, arrêté du 23 prairial an IX et 2 M 226. Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1810-1811), le préfet aux sous-préfets et aux maires de Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, Quintin et Paimpol, 8 octobre 1810. Sur Joseph-Nicolas Forlenze (1769-1833), oculiste d'origine italienne fixé à Paris, cf. A. DECHAMBRE, *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, article Forlenze

65. DUVERGIER, t. XIV, p. 188-192.

1<sup>er</sup> thermidor et du 30 fructidor an XII organisaient ce jury. Il comprit Théodore Besnier, un apothicaire d'Ancien Régime, affilié en 1786 à la corporation de Rennes, Thomas Ferrary, le fameux Efflam Le Maout dont nous avons étudié le rôle comme professeur à l'école centrale, tous trois résidant à Saint-Brieuc, et Claude Fouque de Dinan<sup>66</sup>. Les candidats durent être peu nombreux, car en 1815 on ne comptait que dix pharmaciens dans le département dont deux seulement sortaient des écoles spéciales<sup>67</sup>.

Cette rareté des pharmaciens soulevait une difficulté dans l'application de la loi de germinal an XI. Dans plusieurs endroits du département, à Tréguier, à Moncontour, à Guingamp, on avait l'habitude, faute d'apothicaires, de s'adresser aux religieuses de l'hôpital. Quelques-unes comme celles de Tréguier approvisionnaient de remèdes les médecins de Paimpol, Pontrieux, La Roche-Derrien et même de Guingamp. Le préfet avait d'abord pris un arrêté en date du 29 brumaire an XII strictement conforme à la loi de germinal. Cet arrêté distinguait les médicaments « magistraux », tels que potions, tisanes, cataplasmes dont la composition n'exigeait pas de connaissances très étendues, des médicaments « officinaux », tels que sirops, pilules, électuaires, sels, emplâtres. La préparation de ceux-ci était réservée aux pharmaciens. Les religieuses n'étaient autorisées à composer que les premiers : encore devaient-elles s'abstenir de les délivrer à des malades, autres que ceux des hôpitaux<sup>68</sup>. En présence des réclamations soulevées par la difficulté de se procurer des remèdes, force fut à Boullé de tempérer ça et là ces dispositions draconiennes. Un arrêté du 27 frimaire an XII permit aux sœurs du bureau de bienfaisance de Guingamp de vendre des drogues au public, n'y ayant dans la ville aucun pharmacien<sup>69</sup>. Celles de Saint-

66. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol 33, arrêté du 1<sup>er</sup> thermidor et fol. 41, arrêté du 30 fructidor an XII.

67. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, Côtes-du-Nord, liste générale des docteurs en médecine ... pharmaciens et herboristes établis dans le département des Côtes-du-Nord, citée plus haut.

68. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 4-5, arrêté du 29 brumaire an XII.

69. *Ibid.*, fol. 7, arrêté du 27 frimaire an XII. Cet arrêté fut rapporté en 1813, un pharmacien s'étant établi dans l'intervalle à Guingamp; 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 15 février 1813.

Briec, par contre, s'attirèrent de la part d'un pharmacien de cette ville un procès qui se termina par leur condamnation en police correctionnelle (1812) <sup>70</sup>.

Pour les sages-femmes, on avait créé en 1792 à Saint-Briec un cours d'accouchement avec deux professeurs aux appointements de 500 francs chacun. En fait il n'y en eut qu'un de nommé; encore n'exerça-t-il pas longtemps. En l'an V il fut appelé comme chirurgien aux armées et son suppléant cessa d'enseigner cette même année. Dans une lettre au ministre de l'Intérieur du 19 floréal an IX, le préfet réclamait le rétablissement de ce cours, indispensable pour prévenir l'ignorance des populations dans cette branche, laquelle « occasionne des accidents mortels »; à cette date on comptait seulement trente sages-femmes dans tout le département et l'arrondissement de Loudéac en était absolument dépourvu <sup>71</sup>. La loi du 19 ventôse an XI, sur l'exercice de la médecine, prévoyait dans l'hospice le plus fréquenté de chaque département « un cours gratuit d'accouchement théorique et pratique ». D'autre part Chaptal avait créé à la Maternité de Paris une école d'accouchement et il conviait le préfet des Côtes-du-Nord à lui envoyer des élèves. Mais celui-ci, estimant le second système coûteux et peu pratique, ne cessait de réclamer l'application de la loi de l'an XI et le rétablissement du cours à Saint-Briec <sup>73</sup>. Au contraire le conseil général, dans sa séance du 13 floréal an XIII, se ralliait aux vues du ministre et envisageait l'envoi à Paris de huit élèves sage-femmes pour l'ensemble du département <sup>74</sup>. En 1806, Boullé prescrivait pourtant encore au maire de Saint-Briec de soumettre à la commission

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au procureur impérial près le tribunal de première instance de Saint-Briec, 24 mars 1812.

71. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 55, le préfet au ministre de l'Intérieur, 19 floréal an IX, et 1 N 13, Délibérations du conseil général, an XIII, fol. 34-35, séance du 13 floréal an XIII. Cf. Archives Nat., Flev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

72. DUVERGIER, t. XIV, p. 134, titre V, De l'instruction et de la réception des sages-femmes.

73. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, fol. 157-158, le préfet au ministre de l'Intérieur, 27 brumaire an XII.

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, fol. 34-35, séance du 13 floréal an XIII citée plus haut.

administrative de l'hospice les mesures à prendre pour la réorganisation du cours<sup>75</sup>. Mais finalement le gouvernement impérial n'adopta pas ce point de vue. Saint-Brieuc n'eut pas de cours d'accouchement et les élèves sages-femmes du département, au nombre de six par an, durent prendre à partir de 1807 le chemin de la Maternité parisienne. Le conseil général vota régulièrement des crédits pour cet objet : frais de voyage et de pension, achat du « Grand » et du « Petit Catéchisme » du docteur Baudelocque<sup>76</sup>. Ce ne fut pas d'ailleurs sans peine que l'on décida les familles à laisser faire à leurs enfants ce voyage, qui, à cette époque, était considéré comme une entreprise presque périlleuse. En 1808, l'arrondissement retardataire par excellence, celui de Loudéac, n'avait encore présenté aucune candidate et le préfet en témoignait au sous-préfet son mécontentement. Même plainte en 1809<sup>77</sup>. Dans les autres arrondissements, les vocations étaient moins clairsemées. Au fur et à mesure que les élèves reviennent de Paris, le préfet essaye de les répartir dans le département au mieux des besoins ; il les recommande à la bienveillance des sous-préfets et des maires. Ceux-ci sont chargés de leur faire de la publicité auprès de leurs administrés, même de donner lecture de leur

75. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 67, Correspondance intérieure du préfet (an XIII-1806), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 26 mai 1806.

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 15, Délibérations du conseil général, 1807, fol. 11-22, séance du 23 octobre (budget de 1808). Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance, 8.000 francs; fol. 32-41, séance du 17 janvier 1809 (budget de 1809), 6.000 francs; fol. 58-64, séance du 5 juillet 1810 (budget de 1811), 6.000 francs; fol. 67-74, séance du 23 août 1811 (budget de 1812), 6.000 francs; fol. 89, séance du 11 mai 1813 (budget de 1813), 6.000 francs. 2 M 225, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1807-1808), fol. 79-81, le préfet au conseil général du département, 16 octobre 1807 (rapport sur le stage des élèves sages-femmes à la Maternité de Paris. Le voyage aller et retour avait coûté pour chacune 200 francs; les frais de pension annuelle à la Maternité s'étaient élevés à 600 francs; enfin les frais d'acquisition d'exemplaires du « Grand » et du « Petit Catéchisme » de Baudelocque à 154 fr. 50). Sur Jean-Louis BAUDELLOCQUE (1745-1810), l'un des fondateurs de l'obstétrique, cf. *Grande Encyclopédie*, article Baudelocque (Jean-Louis). Ce que Boullé désigne dans sa lettre sous le nom de « Grand » et de « Petit Catéchisme », ce sont probablement les deux ouvrages suivants : *Principes des accouchements par demandes et par réponses en faveur des élèves sages-femmes*, Paris, 1775, 1 vol. in-12, avec 30 planches et *L'art des accouchements*, Paris, 1781, 1 vol. in-8°, réédité en 1789 et 1796 avec 17 planches.

77. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 226, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1808-1811), le préfet au sous-préfet de Loudéac, 8 juin 1808 et 22 mai 1809.



diplôme après la grand'messe, comme d'un document officiel <sup>78</sup>. Le préfet aurait désiré faire davantage pour elles : il eût voulu que les conseils municipaux leur votassent des traitements ou tout au moins des indemnités, à charge de soigner gratuitement les mères indigentes (1810) <sup>79</sup>. Il intervient à plusieurs reprises auprès des conseils municipaux de Saint-Brieuc, de Moncontour, de Merdrignac et de Trévé (1811) <sup>80</sup>. Mais ces assemblées témoignaient peu d'empressement à réaliser ses vues <sup>81</sup>. Finalement, le 10 avril 1812, le préfet prit un arrêté enjoignant aux communes d'allouer aux sages-femmes un traitement annuel de 200 francs, pour accoucher les femmes indigentes ; nous doutons, du reste, qu'il ait été appliqué <sup>82</sup>. Les sages-femmes avaient d'ailleurs à lutter, comme dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, contre la concurrence des « matrones ». Plusieurs fois le préfet réprimande à ce sujet les autorités locales trop indulgentes à leur égard <sup>83</sup>. Finalement il se fâche et dénonce ces matrones au procureur impérial (1810 et 1811) <sup>84</sup>. Malgré ces obstacles, l'administration impériale put se vanter d'avoir réalisé sur ce point particulier un progrès assez sérieux. Au début de 1815, le département comptait 67 sages-femmes, dont 39 ayant suivi les cours de la Maternité de Paris <sup>85</sup>.

78. *Ibid.*, le préfet au juge de paix de Plouha, 22 juillet 1808; au sous-préfet de Guingamp, 25 juillet 1808; au sous-préfet de Lannion, 19 août 1808; 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au sous-préfet de Loudéac, 10 août 1812.

79. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 226, le préfet au sous-préfet de Dinan, 10 août 1810, et 2 M 227, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 12 octobre 1811.

80. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 227, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 12 octobre 1811; au maire de Moncontour, même date; au sous-préfet de Loudéac, même date.

81. Le 5 décembre 1810, le préfet écrivait au ministre de l'Intérieur pour le prier de faire pression en ce sens sur les municipalités. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 231, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (1810-1816).

82. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1816), fol. 135-136, arrêté du 10 avril 1812.

83. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 226, le préfet au maire de Saint-Quay, 10 mars 1808; 2 M 227, le préfet au maire de Bégard, 8 octobre 1812.

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 226, le préfet au procureur général impérial près la cour de justice criminelle du département, 3 septembre 1810. et 4 février 1811.

85. Archives Nat., F<sup>o</sup> 143, Côtes-du-Nord, liste générale des docteurs en médecine ... sages-femmes, pharmaciens et herboristes, déjà citée.

Médecins, chirurgiens, pharmaciens et sages-femmes sont les moyens de défense de la société contre la morbidité normale. Mais, de temps à autre, l'état sanitaire empire, la morbidité subit une recrudescence : des épidémies surviennent. Il faut alors avoir recours à des procédés extraordinaires pour les combattre, et c'est ici surtout que se manifeste l'action du pouvoir. Le gouvernement consulaire procéda d'abord à l'égard des épidémies d'une façon rudimentaire et intermittente. Quand le mal éclate dans une commune, le préfet écrit au médecin le plus proche et le prie d'y porter secours, l'administration lui remboursant le montant de ses honoraires; il écrit aussi au maire, met à sa disposition de l'argent, parfois des remèdes, enfin il lui arrive de se préoccuper de trouver sur place des personnes capables d'appliquer les soins prescrits par le médecin et au besoin de le suppléer. C'est ainsi que les choses se passent en l'an VIII à Saint-Agathon, Pabu, Etables, à Saint-Quay, où sévit une « fièvre catarrhale maligne » ou « fièvre putride »; en l'an IX, à Corlay, Cesson, à Bothoa, à Tramain; en l'an X, à Ploufragan, où il y a de nombreux morts, à Plouézec, à Tramain de nouveau, à Pontrieux, à Lanvollon<sup>86</sup>. Le 21 germinal an X, l'épidémie gagnant Guingamp, le préfet répond au sous-préfet qui réclame des vivres et du linge que le Gouvernement est sans ressources, qu'il n'y a qu'à se remettre de soin aux citoyens aisés qui doivent se cotiser, « l'intérêt de tous étant que le mal soit promptement dissipé »<sup>87</sup>. La même année, la saleté de Tréguier encombré de fumiers et d'immondices y cause une épidémie; les deux hôpitaux étant pleins, il faut installer une infirmerie dans

86. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-an X) : fol. 3, le préfet au citoyen Besson, médecin à Port-Briec, 7 prairial an VIII; fol. 28, *id.* au sous-préfet de Guingamp, au citoyen Besson, 8 thermidor an VIII; fol. 82, au citoyen Le Pouliguen, officier de santé à Saint-Brieuc, 25 pluviôse an IX; fol. 83 et 85, au citoyen Beuscher, officier de santé à Quintin, 4 et 11 ventôse an IX; fol. 89 au sous-préfet de Guingamp, 24 ventôse an IX; fol. 93 au maire de Guingamp, 29 ventôse an IX; fol. 148 et 149, au sous-préfet de Dinan et au citoyen Lavergne, médecin à Lamballe, 13 vendémiaire an X; fol. 170, au citoyen Le Pouliguen, officier de santé à Saint-Brieuc, 23 frimaire an X; 2 M 221 (an X-an XII), fol. 1, au maire de Paimpol, 3 pluviôse an X; fol. 18, au sous-préfet de Guingamp, 7 germinal an X et fol. 22, *id.* à *id.*, 14 germinal an X; fol. 24, au maire de Lanvollon, 14 floréal an X.

87. *Ibid.*, fol. 23, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 22 germinal an X et fol. 31, *id.* à *id.*, 21 prairial an X.

l'église du ci-devant séminaire <sup>88</sup>. En l'an XI, épidémie à Plouguernevel, à Broons, à Châtelaudren et à Pontrieux <sup>89</sup>.

La seule organisation sanitaire permanente qui existe dans le département c'est le service médical chargé de visiter les navires qui y abordent et d'y constater, s'il y a lieu, les cas de fièvre jaune. Un arrêté du 3 thermidor an X nomme à cet effet quatre commissions médicales : la première siège à Perros-Guirec ; elle se compose de Guyomar, médecin à Lannion, Le Bail et Sollier, chirurgiens dans la même ville ; la seconde à l'île de Bréhat ; la troisième opère au Portrieux : Conan et Vincent, chirurgiens de Saint-Brieuc en font partie ; la quatrième, à la Fresnaye <sup>90</sup>. Ce service fonctionna jusqu'à la fin de l'Empire, mais pas toujours d'une façon irréprochable <sup>91</sup>. Les épidémies de fièvre jaune qui de 1809 à 1814 ne cessèrent de sévir en Espagne, notamment à Cadix et à Santander, aux Etats-Unis, à Portsmouth enfin, ne rendaient pourtant pas cette précaution inutile <sup>92</sup>. Pour les épidémies éclatant à l'intérieur on avait recouru aux moyens de fortune décrits plus haut.

En l'an XI, le Gouvernement cessa d'accorder des secours pécuniaires pour les épidémies et se remit de ce soin aux

88. *Ibid.*, fol. 36-37, le préfet au sous-préfet de Lannion, 24 messidor an X. Dans la même lettre, interdiction du son des cloches dans cette commune pour annoncer les agonies, les décès et les enterrements. A la même date il y a recrudescence à Guingamp, fol. 39, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 4 thermidor an X.

89. *Ibid.*, fol. 57-58, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 20 vendémiaire an XI; fol. 99, *id.* aux citoyens Lavergne, médecin à Lamballe, et Besson, médecin à Saint-Brieuc, 15 pluviôse an XI; fol. 105, au sous-préfet de Guingamp, 9 ventôse an XI. Sur toutes ces épidémies, cf. Archives Nat., F<sup>o</sup> 42, Côtes du-Nord (an X-1830), détails de pathologie et frais.

90. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 120-123, arrêté du 3 thermidor an X.

91. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, fol. 74-75, le préfet au maire de Plouëzec, nivôse an XI (blâme pour avoir laissé débarquer sans visite sanitaire les marins du navire « *La Confiance* » de Saint-Malo, venant de Terre-Neuve); 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au commissaire de marine et à l'inspecteur des douanes, à Saint-Brieuc, 2 vendémiaire an XI et 2 M 66 (an XII-an XIII), le préfet au général Vaufréland, commandant la division du département et chargé de la surveillance des côtes, 3 vendémiaire an XIII.

92. Archives Nat., F<sup>o</sup> 42, liste des épidémies signalées à l'étranger par le préfet au ministre de l'Intérieur, de 1809 à 1814, contre lesquelles des précautions étaient à prendre dans les ports.

bureaux de bienfaisance<sup>93</sup>. Comme la plupart de ces bureaux n'étaient pas encore en activité à cette date, il en résulta pratiquement la suppression de tout secours. Le conseil général, en l'an XII, à l'occasion d'une nouvelle épidémie qui sévit surtout dans les environs de Paimpol protesta contre cette façon d'agir<sup>94</sup>. L'année suivante, en floréal an XIII, changement complet de méthode de la part du gouvernement impérial en matière de police sanitaire. Cette fois l'intervention de l'administration est permanente et systématique. En exécution d'une circulaire du ministre de l'Intérieur, le préfet nomme cinq médecins des épidémies, un par arrondissement : Besson pour celui de Saint-Brieuc, Bignon de Plouëc pour celui de Dinan, Lavergne de Lamballe pour celui de Loudéac, Depasse fils à Guingamp, Dieuleveult de Tréguier pour celui de Lannion. Ils ont à leur disposition des boîtes de médicaments déposées à la préfecture. A la première invitation du sous-préfet, ils doivent se transporter dans la commune contaminée, y faire une enquête et rédiger un rapport sur la maladie ; si elle n'a ni caractère épidémique ni gravité, ils se bornent à donner leurs instructions aux officiers de santé de l'endroit ; dans le cas contraire, ils devront séjourner dans la commune jusqu'à ce que l'épidémie soit enrayée. Une indemnité de déplacement et de résidence leur serait allouée par le ministre de l'Intérieur<sup>95</sup>. Ces mesures de réorganisation semblent avoir porté leurs fruits. A partir de 1806, les épidémies deviennent plus rares. A la fin de cette année-là on en constate encore

93. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, fol. 88, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 4 pluviôse an XI.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 67-68, séance du 23 germinal an XII, cf. Archives Nat., F<sup>1c</sup>v, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. L'épidémie avait frappé surtout « la classe peu aisée » et le conseil l'attribuait à la mauvaise habitude de coucher « dans un même galetas ».

95. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 36-37, arrêté du 23 prairial an XIII ; 2 M 223, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XIII-1806), fol. 13, le préfet aux sous-préfets, 23 prairial an VIII et fol. 13-15, à MM. Besson, Bignon, Lavergne, Depasse, Dieuleveult, docteurs-médecins, même date. Entre temps, peut-être pour préparer l'opinion à cette nouvelle mesure administrative, le *Moniteur*, d'ordinaire pourtant optimiste, avait signalé dans son numéro du 25 fructidor an XII la gravité de l'épidémie aux environs de Dinan : « Dinan, 18 fructidor. La maladie contagieuse qui désole notre canton depuis tant de mois n'a point encore cessé ses ravages : le nombre des malades est toujours très grand... »



une à Saint-Cast; en 1807, une à Tréméloir; en 1810, à Plaintel; en avril 1812, à Plouëc, Brélidy, Landebaëron, Runan et Plœzal; en décembre de la même année, à Hillion (épidémie de fièvre muqueuse). Toutefois, elles paraissent avoir été assez aisément localisées<sup>96</sup>.

Parmi les maladies épidémiques, il en est une surtout que l'administration impériale combattit avec énergie, ce fut la petite vérole qui avait fait en Bretagne dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle de si épouvantables ravages. D'autre part, on a vu plus haut par le récit de Bagot que la pratique de l'inoculation que Jenner venait de découvrir, était encore bien peu répandue dans les années qui précédaient la Révolution. Naturellement la situation sanitaire des campagnes bretonnes ne s'améliora pas à cet égard depuis 1789 jusqu'au Consulat. Mais dès l'an XI, probablement par ordre de Chaptal, le préfet procéda à une enquête auprès des sous-préfets et des maires du département sur la propagation de la vaccine. Elle accusa 4.317 vaccinations opérées pendant les années IX, X et XI, dont 4.256 ayant réussi<sup>97</sup>. Suivait une liste assez longue de médecins vaccinateurs (29) parmi lesquels nous retrouvons les plus connus des docteurs, chirurgiens et officiers de santé précédemment énumérés<sup>98</sup>. Ces initiatives isolées parurent insuffisantes au gouvernement consulaire; il voulut les coordonner et les renforcer de l'appui officiel de l'administration. Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 14 prairial an XII prescrivit de créer une Société de vaccine dans chaque département<sup>99</sup>. En exécution de cette circulaire,

96. Archives Nat., F<sup>8</sup> 42 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 225, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1807-1808), fol. 1, le préfet à M. Besson, docteur-médecin, 10 avril 1807; 2 M 226 (1808-1811), au Dr Besson, médecin des épidémies, 25 janvier 1810. L'épidémie de Plaintel y est qualifiée de « meurtrière »; 2 M 227 (1811-1813), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 21 avril 1812. Cette dernière épidémie était consécutive à la disette dont il a été déjà été question et que nous retrouverons plus loin à propos de la mendicité.

97. Sur la propagation de la vaccine en général en France, dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, cf. H. HUSSON (Dr), *Recherches historiques et médicales sur la vaccine*, Paris, 2<sup>e</sup> éd., an IX (1801), 1 vol. in-8°; *Rapport sur les vaccinations pratiquées en France en 1806 et 1807*, Paris, 1809, 1 vol. in-8° et l'ouvrage du Dr MONTEILS indiqué plus haut. Les résultats de l'enquête du préfet sont aux Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, Vaccine, Côtes-du-Nord (an XII-1825), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 11 thermidor an XI.

98. *Ibid.*

99. *Ibid.*

le préfet par un arrêté du 10 floréal an XII institua à Saint-Brieuc une Société de vaccine dont il fut lui-même président. Elle comprit 24 membres : 4 médecins, Legal-Lassalle, Limon-Belleissue, Besson et Goguelin; 6 chirurgiens; 2 pharmaciens; le juge de paix, Bienvenue; Denoual, directeur des contributions; Piou père, ingénieur en chef; Tesnière, professeur à l'École centrale; le maire de Saint-Brieuc, Thierry; l'ex-député Le Mée; l'évêque Caffarelli, Odio-Baschamps, chanoine; Rouxel, curé de Saint-Michel, et Courcoux, curé de Saint-Etienne; Baudouin père, conseiller de préfecture, et Gourlay, président du tribunal criminel<sup>100</sup>.

La Société devait choisir dans son sein un comité de cinq membres, qui correspondrait d'une part, avec la Société centrale de Paris; d'autre part, avec des comités d'arrondissement établis dans les sous-préfectures ou même avec les simples praticiens. Tous les trois mois le comité ferait à la Société en séance publique un rapport sur les travaux entrepris dans le département pour la propagation de la vaccine<sup>101</sup>. La Société de vaccine tint sa 1<sup>re</sup> séance le 10 floréal an XII, le jour même de l'arrêté; elle choisit pour vice-président du comité Legal-Lassalle, pour secrétaire Limon-Belleissue, pour membres Besson, Langlais, Goguelin, Connen et Le Mée<sup>102</sup>. Des comités d'arrondissement furent également institués à Dinan, à Lannion et à Loudéac, par les sous-préfets. A Lannion, le comité comprit deux médecins : Guyomar-Kermorin et Prigent-Kerallain, Hamel, officier de santé, le receveur de l'enregistrement Robinet et le curé Lallier (arrêté du 17 prairial an XII). Ce dernier démissionna très rapidement : il donna pour prétexte qu'il voulait « consacrer tout son temps à la conduite spirituelle » et fut remplacé par de Miniac<sup>103</sup>. A Loudéac, par arrêté du 28 vendémiaire an XIII, le comité fut ainsi constitué : Hillion, sous-préfet, président; Eloy, docteur-médecin, remplacé après son départ de l'arrondissement par Lavergne, de Lamballe; Guilmoto-Kernoël,

100. *Ibid.* et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>2</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XI-an XIII), fol. 82, arrêté du 10 floréal an XII.

101. *Ibid.*, article 3.

102. Archives Nat., F<sup>s</sup> 105, procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance de la société de vaccine, 10 floréal an XII.

103. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K<sup>2</sup>, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an XI-an XIV), fol. 113-114, arrêté du 17 prairial an XII.

chirurgien; Heurtault, officier de santé, et Ruello, curé<sup>104</sup>. Ce comité ne semble pas avoir fait preuve de beaucoup d'activité; ses membres « trop éloignés » les uns des autres ne se réunissaient même pas<sup>105</sup>. Le 29 octobre 1807, un nouvel arrêté du sous-préfet nomma à la place de Guilmoto, Heurtault et Ruello, Robin-Morhéry, Mahé, maire de Loudéac, et Tresvaux, docteur en médecine<sup>106</sup>.

La Société et le comité de Saint-Brieuc montrent plus de zèle. Le préfet, en messidor an XII, demanda en leur nom 50 exemplaires au ministre de l'Intérieur des *Recherches sur la vaccine*, du docteur Husson, secrétaire de la Société centrale de la Société de vaccine de Paris, pour les faire distribuer par leur intermédiaire aux officiers de santé des campagnes<sup>107</sup>. Le 25 nivôse an XIII la Société se réunit à la préfecture de Saint-Brieuc pour faire le relevé des vaccinations opérées en l'an XII et pendant les deux premiers mois de l'an XIII, et adresser des félicitations aux médecins vaccinateurs les plus distingués. D'après les chiffres envoyés à cette occasion au ministre de l'Intérieur, il y aurait eu 1.154 vaccinations effectuées dans le département et seulement 60 cas de petite vérole dont 19 décès<sup>108</sup>. Mais, de l'aveu du préfet, le chiffre de 60 devait être bien au-dessous du réel, la plupart des indigents n'appelant pas les médecins pour soigner cette maladie<sup>109</sup>.

Parmi les médecins félicités par la Société, citons Perrio de Quintin, Gandon de Paimpol, Villeneuve de Tréguier, Eloy de Loudéac<sup>110</sup>. Le préfet n'estimait pas toutefois ces résultats satisfaisants; le 9 ventôse an XIII il adressait aux médecins

104. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre des arrêtés du sous-préfet (an VIII-1829), fol. 124, arrêté du 28 vendémiaire an XIII.

105. *Ibid.*, fol. 159, arrêté du 20 octobre 1807.

106. *Ibid.*

107. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, le préfet au ministre de l'Intérieur, 28 messidor an XII. Sur H. Husson (1772-1853), qui fut secrétaire du comité de vaccine lors de l'organisation de ce comité et en rédigea les rapports de 1803 à 1830. Cf. l'art. Husson de la *Grande Encyclopédie*.

108. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, extrait du registre de la Société de vaccine de Saint-Brieuc, 25 nivôse an XIII et le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 9 ventôse an XIII.

109. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 9 ventôse an XIII.

110. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, extrait du registre de la Société de vaccine de Saint-Brieuc, 25 nivôse an XIII.

une circulaire leur recommandant de redoubler d'efforts pour propager cette médication salubre et de lui transmettre très régulièrement tous les trois mois la statistique des personnes inoculées et de celles atteintes de la petite vérole<sup>111</sup>. Il saisissait de la question (30 germinal an XIII) le conseil général du département et se plaignait à ce propos du médiocre enthousiasme, pour ne pas dire de l'hostilité témoignée au nouveau remède par le clergé qui ne faisait rien pour combattre les préjugés des paysans en la matière<sup>112</sup>. Le fait est que leur ignorance était à cet égard incroyable : le maire de Pléhédel prenant la vaccine pour le nom d'une maladie ne répondait-il pas au préfet qui lui demandait le nombre des enfants vaccinés dans la commune, qu'une pareille affection y était inconnue ?<sup>113</sup>. Pendant les années qui suivirent, 1806 et 1807, il y eut dans les Côtes-du-Nord 1.275 vaccinations ; le zèle des médecins et officiers de santé s'étant, paraît-il, refroidi. Le préfet ne recevait plus leurs tableaux qu'après de longs intervalles ; enfin, le clergé persistait dans son abstention, même quelques ecclésiastiques, comme le curé de Lannion, ne craignaient pas d'entraver l'action du corps médical<sup>114</sup>. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le département, cité avec éloges dans les premiers rapports de la Société de vaccine de Paris, ne le soit plus dans celui de 1807<sup>115</sup>.

Aussi, en janvier 1808, nouvelle circulaire du préfet aux médecins, chirurgiens et officiers de santé du département pour réveiller leur ardeur, lettre au ministre de l'Intérieur pour se disculper et se plaindre de l'attitude du clergé (17 août 1808)<sup>116</sup>. Et le ministre de répondre à Boullé qu'il

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 222, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XII-an XIII), fol. 178-179, le préfet aux médecins, chirurgiens et officiers de santé du département, 9 ventôse an XIII.

112. *Ibid.*, fol. 194-195, le préfet au conseil général du département, 30 germinal an XIII.

113. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 223, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XIII-1806), fol. 4, le préfet au maire de Pléhédel, 24 floréal an XIII.

114. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, relevé du nombre de personnes vaccinées dans le département des Côtes-du-Nord pendant les années 1806 et 1807 et le préfet au ministre de l'Intérieur, 18 mai 1808.

115. Archives Nat., F<sup>8</sup> 105, le préfet au ministre de l'Intérieur, 18 mai 1808.

116. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 225, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1807-1808), le préfet aux médecins, chirurgiens et officiers de santé du département, 4 janvier 1808 et 2 M 230, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (1806-1809), le préfet au ministre de l'Intérieur, 17 août 1808.



priera son collègue des Cultes d'intervenir en ce sens auprès de l'évêque<sup>117</sup>. De son côté, la Société centrale de vaccine du département faisait imprimer et distribuer une brochure de propagande dédiée aux habitants des Côtes-du-Nord (8 août 1808)<sup>118</sup>. Grâce à ce redoublement d'efforts la situation sanitaire s'améliore. Cette année 1808, il n'y a pas d'épidémie de variole dans le département et le chiffre des vaccinations atteint 1.080 ; c'est l'arrondissement de Saint-Brieuc qui vient en tête, comme de juste, avec 701 et celui de Dinan en dernier, avec 31. Nous n'avons pas de résultats pour 1809 ; en 1810, 6.065 inoculations. A côté des médecins vaccinateurs, on signale maintenant les sages-femmes<sup>119</sup>. Cette année-là l'arrondissement de Loudéac souffrit d'une épidémie de petite vérole qui atteignit 300 personnes et fit 52 victimes. Mais, par contre, l'imminence du danger eut un heureux résultat, elle dissipa les préjugés, secoua l'apathie de la population et conquit à la cause de l'inoculation cet arrondissement, jusque-là réfractaire. Le préfet signale comme s'étant plus particulièrement distingués : le sous-préfet Hillion qui fit vacciner ses enfants ; sa belle-sœur, une demoiselle Louise Le Marchand, qui opéra en personne de nombreux indigents ; un sieur Guérin Ville-au-Breil qui agit semblablement à Saint-Thélo, enfin les ecclésiastiques eux-mêmes. Grâce à ces divers concours 2.891 personnes purent être inoculées dans l'arrondissement, chiffre considérable, surtout si l'on songe au petit nombre d'officiers de santé qu'il renfermait<sup>120</sup>. En 1811, on pratiqua 707 vaccinations dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, 17 seulement dans celui de Guingamp ; les chiffres manquent pour les autres arrondissements par suite de la négligence des maires et des médecins à transmettre les renseignements. Parmi les médecins vaccinateurs qui s'étaient signalés cette année-là, il faut citer Boury de Moncontour, Perrio de Quintin, Connen, Le Pou-

117. Archives Nat., F<sup>8</sup> 106, le ministre de l'Intérieur au préfet, 19 octobre 1808.

118. *Ibid.*, Avantages de la vaccine, la Société centrale de vaccine du département des Côtes-du-Nord aux habitants du même département. Imprimé, 8 pages. 8 août 1808.

119. *Ibid.*, relevé du nombre des personnes vaccinées en 1808 dans le département des Côtes-du-Nord ; le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 26 décembre 1809 ; tableau des vaccinations opérées en 1810 dans le département des Côtes-du-Nord.

120. *Ibid.*, tableau des vaccinations opérées en 1810...

liguen, Derrien <sup>121</sup>. En 1814, les résultats sont plus satisfaisants : 521 vaccinations dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, 85 dans celui de Dinan, 160 dans celui de Guingamp, 531 dans celui de Lannion (il est vrai qu'il y avait eu 15 cas de petite vérole dont 6 décès), 107 à Loudéac <sup>122</sup>.

L'action des pouvoirs publics commence aussi à se manifester sous l'Empire en matière d'hygiène publique, d'une façon timide et rudimentaire assurément si on la compare aux interventions de l'administration contemporaine, mais tout de même efficace. On a fait remarquer précédemment la malpropreté des villes bretonnes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; bien entendu la Révolution n'y avait rien changé. D'autre part, on a vu dans le chapitre sur la Police les efforts de Boullé pour contraindre les municipalités à un essai d'amélioration de la voirie urbaine <sup>123</sup>. Occupons-nous ici des mesures d'hygiène proprement dites. Le 24 brumaire an IX, le préfet enjoint au maire de Saint-Brieuc de défendre aux vidangeurs de transporter les matières fécales qu'ils extrayaient des maisons particulières, dans « les caves de Robien », créant ainsi aux portes mêmes de la ville un véritable foyer d'infection <sup>124</sup>. En l'an X, il demande au général Lorcet la démolition de deux redoutes élevées au centre de la ville au temps de la chouannerie et qui, maintenant sans utilité militaire, sont transformées en cloaques infects <sup>125</sup>.

On commence aussi à se préoccuper de la question des cimetières. En l'an IX, le préfet réclame au ministre de l'Intérieur l'autorisation pour la commune de Tréguier de transporter le

<sup>121</sup>. *Ibid.*, tableau des vaccinations opérées dans le département en 1811 (expédié par le préfet en 1813).

<sup>122</sup>. *Ibid.*, tableau des vaccinations opérées dans le département des Côtes-du-Nord en 1814. Quelques années plus tard Habasque portait sur la lutte anti-variolique dans les Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire le jugement d'ensemble suivant : « M. Boullé eût lieu de s'applaudir d'avoir institué ce comité (de vaccine) et les succès qu'il obtint sont incontestables, mais bientôt les soins et la préoccupation inséparables d'une longue guerre vinrent absorber l'attention des administrateurs et l'ardeur de Messieurs les vaccinateurs alla en s'affaiblissant de jour en jour. » *Notions historiques ...* t. I<sup>er</sup>, p. 320.

<sup>123</sup>. Cf. notre t. I, chap. II, p. 224-225.

<sup>124</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), fol. 30, le préfet au maire de Port-Brieuc, 24 brumaire an IX.

<sup>125</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet ... (an X-an XII), le préfet au général de brigade Lorcet, 23 thermidor an X.

sien, jusqu'alors situé au centre de la ville, dans un terrain vague sis en Minihiy-Tréguier<sup>126</sup>. Guingamp qui, avant 1789, avait quatre cimetières, en partie aliénés pendant la Révolution, sollicita et obtint la permission en l'an XI d'en établir un plus salubre dans l'ancien enclos des Ursulines. Il en fut de même de Loudéac : le cimetière fut transféré du centre de la ville au lieu dit « les Prétaux » au nord de Loudéac<sup>127</sup>. Obéissant à des soucis analogues, Boullé écrit en 1807 au maire de Plaintel d'empêcher les gens du bourg de faire boire leurs bestiaux à une fontaine publique qui sert en même temps à l'alimentation en eau potable des habitants<sup>128</sup>. Le département des Côtes-du-Nord possédait d'ailleurs une source minérale, aujourd'hui délaissée, jouissant alors d'une certaine vogue médicale, celle de Dinan<sup>129</sup>. Un arrêté du ministre de l'Intérieur la soumit en l'an XIII à l'inspection du docteur Chifoliau de Saint-Malo<sup>130</sup>. En 1812, le docteur Bigeon vanta ses vertus curatives dans ses *Recherches sur les propriétés physiques, chimiques et minérales des eaux de Dinan*<sup>131</sup>. L'année suivante, en 1813, il projetait d'organiser à l'usage des personnes qui viendraient prendre ces eaux une maison de santé dans les bâtiments et jardins de l'ancienne communauté de Sainte-Catherine. Le ministre de l'Intérieur auquel il s'était adressé prescrivit au préfet une enquête sur les avan-

126. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 72, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 36, le préfet au ministre de l'Intérieur, 1<sup>er</sup> pluviôse an IX.

127. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 41, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 114, arrêté du 20 vendémiaire an XI et fol. 145, arrêté du 30 ventôse an XI.

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au maire de Plaintel, 25 juillet 1807.

129. Sur cette source, cf. L. ODORICI, *Recherches sur Dinan et ses environs*, p. 587-592. Fontaine des eaux.

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XI-an XIII), le préfet au sous-préfet de Dinan, 4 prairial an XIII. Sur ce médecin originaire de Saint-Malo, cf. Dr HERVOT, *La médecine et les médecins à Saint-Malo (1510-1820)*, Rennes, 1905, in-8° et son article relatif au mémoire de Chifoliau *sur la topographie médicale du Clos-Poulet et de la ville de Saint-Malo* (1787) dans *l'Hermine*, t. XXXIV, 1906, p. 100-109, 155-164 et 213-218.

131. La bibliothèque des Archives dép. des Côtes-du-Nord en possède un exemplaire. Sur Bigeon, cf. plus haut, p. 176 et note 61.

tages de ce projet<sup>132</sup>. Nous en ignorons les résultats : sans doute, la chute de l'Empire le réduisit à néant, comme elle fit de tant d'autres.

L'usage de la désinfection en cas d'épidémie, qui nous paraît aujourd'hui un des procédés élémentaires de l'hygiène publique, commence à peine à être soupçonné au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant nous voyons le préfet s'en préoccuper à plusieurs reprises. Le 15 prairial an XI, à l'occasion de la « fièvre putride » qui enlevait « journellement beaucoup de personnes à Saint-Brieuc », il écrit au maire d'élaborer de concert avec les principaux médecins et chirurgiens de la ville un règlement de police « qui déterminera les moyens de désinfecter les maisons où la maladie existe »<sup>133</sup>. Deux ans plus tard, en l'an XIII, il faisait extraire par les soins de Le Maout de l'ouvrage de Guyton de Morveau sur la manière de désinfecter et de prévenir les maladies quelques notions élémentaires dont il recommandait l'application par une circulaire aux maires, aux administrateurs des hospices et aux membres des bureaux de bienfaisance<sup>134</sup>.

Enfin, l'activité du préfet en matière d'hygiène publique se manifeste par l'interdiction formulée à plusieurs reprises de mettre en vente des denrées avariées, spécialement du tabac<sup>135</sup>; et par la publicité donnée par ses soins et à titre d'exemple, à un jugement du tribunal de police de Saint-Brieuc condamnant

132. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 70, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1812 1815), le préfet au sous-préfet de Dinan, 18 décembre 1813.

133. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 65, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an X-an XII), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 13 prairial an XI.

134. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet à M. Le Maout, pharmacien à Saint-Brieuc, 5 prairial an XIII; *id.* aux maires, administrateurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, 15 prairial an XIII. Il s'agit évidemment du *Traité des moyens de désinfecter l'air, de prévenir la contagion et d'en arrêter les progrès*, Paris, 1801, 1 vol. in-8°.

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII) : fol. 145, arrêté du 2 floréal an XI; fol. 150, arrêté du 3 floréal an XI; fol. 152, arrêté du 13 floréal an XI; 3 K 12 (an XII-1808), fol. 55, arrêté du 10 nivôse an XIII. A cette époque le monopole de fabrication et de vente du tabac, au profit de l'Etat, n'était pas encore institué. Les arrêtés du préfet prescrivent la destruction par le feu, chez le marchand, du tabac avarié.



à trois jours de prison un boucher de Châtelaudren, qui avait débité de la viande gâtée <sup>136</sup>.

Pour ce qui est de l'assistance publique proprement dite, c'est-à-dire des secours permanents contre la maladie et l'indigence, elle resta organisée conformément aux principes qu'avait posés le Directoire. Hôpitaux et bureaux de bienfaisance sont gérés par des commissions administratives sous la tutelle des municipalités et des agents du pouvoir central, en l'espèce sous-préfets et préfets. Il faut y ajouter des tentatives de répression de la mendicité lesquelles échouèrent finalement, et, dans les années de crise, l'organisation de secours extraordinaires. Nous retrouvons au début du Consulat le même nombre d'hôpitaux dans les Côtes-du-Nord qu'à la veille de la Révolution : savoir dans l'arrondissement chef-lieu, Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, et Quintin ; dans les quatre autres arrondissements, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier et Loudéac. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 vendémiaire, comme on l'a indiqué précédemment, confiait le contrôle de la gestion de ces hôpitaux aux municipalités qui étaient en l'espèce cantonales. C'était là une politique décentralisatrice incompatible avec les tendances du régime nouveau. Aussitôt installé, celui-ci fit passer entre les mains du préfet et du ministre de l'Intérieur la plupart des attributions de ces municipalités en matière d'assistance publique : nomination des administrateurs, du personnel hospitalier proprement dit, des auxiliaires indispensables, médecins, chapelain, domestiques. Ainsi, en ce qui concerne les membres des commissions administratives, à partir de l'an VIII c'est le sous-préfet qui est substitué aux municipalités cantonales. Mais comme les sous-préfets n'avaient pas de pouvoirs propres, ce furent les préfets qui en dernière analyse nommèrent les commissions administratives des hospices, soit indirectement en approuvant les arrêtés des sous-préfets, soit directement en nommant eux-mêmes, par arrêté <sup>137</sup>.

Ces fonctions d'administrateurs étant gratuites, il semble qu'il y ait eu parmi les notables peu d'empressement à les briguer ; les démissions et même les destitutions pour incapacité ou négligence sont fréquentes. A Saint-Brieuc à l'époque

136. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 152, arrêté du 10 floréal an XI.

137. P. POULLET, *op. cit.*, p. 915-917.

du coup d'Etat, en frimaire an VIII, la commission administrative était formée ainsi qu'il suit : Jouanin, président; Langlois, Gautier, Conan et Leuduger<sup>138</sup>. Un arrêté du 28 ventôse an IX la renouvela presque entièrement; elle comprit désormais, sous la présidence de Le Mée-Desfontaines, Bourel-Villaudoré, Conan, Piou fils, Cartel faisant fonctions de receveur et Leuduger de secrétaire; ils furent installés le 21 germinal<sup>139</sup>. Dès l'année suivante, Le Mée était démissionnaire, les autres membres, trop occupés pour s'adonner au lourd travail de rechercher des rentes; la commission fut renouvelée à nouveau (arrêté du 26 vendémiaire an X). Elle se composa de Désert, propriétaire; Damar-Villecado, homme de loi; Chancerel, architecte; Leuduger-Fortmorel aîné et Conan<sup>140</sup>. Ces deux derniers ne tardèrent pas à leur tour à démissionner; ils furent remplacés par Antoine Lucas, propriétaire, et Latimier-Duclézieux, receveur général du département (frimaire an X)<sup>141</sup>. Dans la séance du 13 de ce mois, quatre d'entre eux se répartirent la besogne; Chancerel s'occuperait des bâtiments, Désert, de l'approvisionnement, Villecado, du contentieux et Lucas, de la découverte des rentes<sup>142</sup>. En même temps, la commission adressait aux débiteurs de biens nationaux une exhortation emphatique à les restituer à l'hospice. « Quelles considérations pourraient maintenant les retenir ? Quel prétexte emploierait-on pour se refuser à l'acquit d'une dette devenue celle des pauvres ? Quel emploi plus digne des dons de la piété que le soulagement de cette classe malheureuse et souffrante ? C'est à l'hospice le plus voisin que les produits en seront attribués, c'est sous vos yeux qu'ils seront administrés, ce sont vos concitoyens les compagnons de votre enfance, peut-être vos amis frappés par l'infortune, le mal-

138. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, Hospice de Saint-Brieuc, Correspondance administrative (an VIII-an XIII), la commission de l'hospice civil au préfet, 28 frimaire an VIII.

139. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 34-35, arrêté du 28 ventôse an IX et Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations de la commission de l'hospice (an IX-1814), fol. 1, séance du 21 germinal an IX.

140. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 74, arrêté du 26 vendémiaire an X.

141. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre cité, fol. 4, séances du 5 et du 10 frimaire et du 13 messidor an X.

142. *Ibid.*, fol. 5-6, séance du 13 frimaire an X.

heureux auquel vous unissent les liens du sang, le vieillard dont vous avez connu le malheur, l'orphelin que la patrie a adopté qui réclament ce qui leur appartient et que vous ne pourriez leur refuser sans crime »<sup>143</sup>. En prairial Damar-Villecado se retira : il fut remplacé par Gaignoux<sup>144</sup>.

D'autre part, la signature du Concordat et la reconnaissance officielle du culte catholique allaient avoir pour conséquence d'associer étroitement le clergé à la surveillance des établissements hospitaliers. C'est ainsi qu'un arrêté préfectoral du 14 brumaire an XI, en exécution d'un arrêté consulaire du 24 vendémiaire précédent, nomma Mgr Caffarelli membre de la commission administrative de l'hospice de Saint-Brieuc<sup>145</sup>. Il fut installé solennellement le 21 brumaire par l'adjoint Limon-Belleissue, remplaçant le maire, avec accompagnement de discours. Après avoir félicité l'évêque d'avoir « se rapprocher les esprits longtemps divisés par de funestes dissensions religieuses » l'orateur remercia le Gouvernement de cette nomination : « Il veut ouvrir une carrière plus étendue au zèle qui vous anime pour soulager l'humanité souffrante... Il sait qu'un des devoirs les plus sacrés de la religion que nous professons est de regarder tous les hommes comme des frères et de les secourir dans leurs besoins. » De son côté, Caffarelli célébra la charité « vertu toute céleste que l'auteur de notre zèle a gravé dans le cœur de chacun pour le bonheur de tous et que la religion ennoblit encore davantage.

» Car si la philosophie peut nous rendre l'ami des hommes, la religion seule nous montre encore des frères, elle seule relève la pureté de nos motifs. Si nous considérons en effets ceux que nous présente la philosophie, quelque utiles qu'ils puissent être, bien souvent nous les trouvons faibles et imparfaits; l'homme trouvera-t-il toujours son intérêt particulier à faire des sacrifices et quelquefois de grands sacrifices pour soulager ses frères ? pourra-t-il toujours compter sur leur reconnaissance ?

143. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, proclamation de la commission administrative de l'hospice de Saint-Brieuc à ses concitoyens, 16 pluviôse an X.

144. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre cité, fol. 15, séance du 29 prairial an X et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 15, arrêté du 28 prairial an X.

145. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 141, arrêté du 14 brumaire an XI.

» Une expérience hélas trop malheureuse nous a suffisamment appris combien l'homme était ingrat et avec quelle facilité il oubliait les bienfaits reçus...

» Non, citoyens, il n'est qu'un motif supérieur à toutes les considérations humaines qui puisse soutenir notre zèle, animer notre charité et nous présenter une récompense digne de nos sacrifices » <sup>146</sup>. Pendant les deux années qui suivirent la nomination de Mgr Caffarelli, il faut encore noter deux mutations dans le personnel de la commission. Le 11 pluviôse an XII, Joseph Goguelin, docteur en médecine, précédemment installé à Moncontour et administrateur de l'hospice de cette ville, étant venu s'établir à Saint-Brieuc, remplace Désert nommé receveur ; le 24 ventôse an XIII, Gabriel Bourel, imprimeur, remplace l'architecte Chancerel décédé <sup>147</sup>.

Le décret du 7 germinal an XIII marque une date dans l'histoire de l'organisation administrative des hospices. Désormais les commissions se renouvelleraient par cinquième et par voie de tirage au sort. Mais les vacances survenues en cours d'année par mort, démission ou autrement, comptaient pour le tirage. Les membres restant proposaient cinq candidats, le préfet donnait son avis et le ministre de l'Intérieur statuait. Dorénavant ce sera le mode de recrutement qui va fonctionner à l'hospice de Saint-Brieuc et dans tous les hôpitaux du département <sup>148</sup>.

En fructidor an XIII, Latimier-Duclézieux, et en mai 1806, Gaignoux, tous les deux démissionnaires, sont remplacés dans ces conditions par Lorin, juge au tribunal spécial, et par Dieupart avoué, ex-commissaire du Directoire près la municipalité de Lanloup ; la même année 1806, Lucas, par Hovenagle. En 1807, c'est le tour de Veillet-Dufrèche à la place de Goguelin ; en 1809, de Desury, orfèvre, à celle de Bourel démissionnaire. En 1810, Lorin sortant est maintenu ; par contre, en 1811, à Veillet-Dufrèche succède l'avoué Du Couédic. En 1812, Lorin, nommé juge au tribunal de 1<sup>re</sup> instance, quitte

146. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre cité, fol. 19, séance du 21 brumaire an XI.

147. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XI-an XIII), fol. 62, arrêté du 11 pluviôse an XII et 3 K 143 (an XIII-1807), fol. 20, arrêté du 17 ventôse an XIII. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre cité, fol. 37, séance du 18 ventôse an XII et fol. 46, séance du 24 ventôse an XIII.

148. DUVERGIER, t. XV, p. 202-203, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 917.



ses fonctions d'administrateur pour incompatibilité, il en est de même de Houvenagle devenu conseiller municipal. Le ministre nomme à leur place le marchand Du Couédic et le percepteur Gicquel. En 1813, Dieupart sortant fut continué, mais il mourut en cours d'année, en même temps que l'avoué Du Couédic démissionnait; ils furent remplacés par Esnault, propriétaire, et Prud'homme fils, imprimeur; en 1814, l'orfèvre Desury sortant fut continué, cependant que la place du négociant Du Couédic, démissionnaire, était donnée à l'avocat Aulanier<sup>149</sup>. Il est à remarquer que, dans nombre de cas, le choix du préfet et du ministre ne coïncide pas avec les propositions de la commission.

A Lamballe, une commission administrative nouvelle fut nommée dès la fin de l'an VIII; elle se composait de Grolleau-Villegueury, Plesse Saint-Mirel, avocat, Huot-Grandcourt, Verron et Thoreux. Elle se renouvela normalement par cinquième à partir de 1807 jusqu'à la fin de l'Empire<sup>150</sup>. A Moncontour, la commission de l'hospice en fonctions lors du coup d'Etat de Brumaire ne fut que partiellement renouvelée; des membres nommés en l'an V, le préfet conserva en fonctions, par son arrêté du 12 fructidor an IX, Villeblanche, Glais et René Veillet; il y adjoignit Harel père et le médecin Goguelin<sup>151</sup>.

En l'an VIII la commission administrative de l'hospice de Quintin était composée de Raphaël Perrio, Toussaint Duval, Pierre Basset, François Reux et Laurent Le Breton; Perrio était président. Elle démissionna collectivement le 8 nivôse an IX, conformément dit le président Perrio « à la loi du

149. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre cité, fol. 53, séance du 12 fructidor an XIII; fol. 58, séance du 30 mai 1806; fol. 60-61, séance du 18 juillet 1806; fol. 83, séance du 3 avril 1807; fol. 95, séance du 31 juillet 1807; fol. 129, séance du 20 janvier 1809; fol. 139, séance du 3 novembre 1809; fol. 157, séance du 14 décembre 1810; fol. 162-163, séance du 14 mai 1811; fol. 172-173, séance du 20 mars 1812; fol. 190, séance du 13 août 1813; fol. 192, séance du 12 novembre 1813; 2<sup>e</sup> registre (1814-1836), fol. 3, séance du 27 mai 1814 et fol. 8, séance du 23 septembre 1814. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>3</sup> et 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet de l'an XIII à 1816 correspondant.

150. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 15, arrêté du 4 complémentaire an VIII et Archives hospitalières de Lamballe, E, Registres de délibérations de la commission administrative, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1807); 2<sup>e</sup> registre (1809-1821).

151. Archives hospitalières de Moncontour, E, Registres de délibérations de la commission administrative (an V-1825). Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 64, arrêté du 12 fructidor an IX.

16 messidor an VII », et comme conséquence du changement de la municipalité, le maire Digaultray par arrêté du 30 nivôse nomma pour les remplacer Nicolas Brignon, Jean Limeul, Constantin Daën-Kerménenan, Guy Degéry et Louis Bodin. Ces nominations furent ratifiées par le ministre de l'Intérieur sur avis conforme du préfet le 28 pluviôse an IX. Il est assez curieux de constater que le préfet, qui avait annulé pour incompétence deux arrêtés similaires des maires de Saint-Brieuc et de Guingamp portant nomination d'administrateurs d'hospices, ne paraît pas ici avoir fait de difficultés. Cette commission resta en fonctions jusqu'en 1806 <sup>152</sup>.

A Dinan, la commission administrative nommée en l'an V comprenait Bameul-Chabossais, Dutertre, Saint-Mirel, Egault et Loyer. Elle fut réorganisée une première fois par arrêté préfectoral en l'an X (Dutertre; Egault, notaire; Le Tord et Ozou, hommes de loi; Turpin aîné, ex-maire); une seconde fois en vendémiaire an XI (Le Tord, homme de loi, président; Jean Gautier, négociant; Jean Aubry, marchand de toiles en gros; Guillaume Le Sage, propriétaire, et Guérin aîné, notaire) <sup>153</sup>.

A Guingamp, en l'an VIII, la commission se composait de Festou, Château, Redon, Buhot-Kersers et Blanchard <sup>154</sup>. Le 3 vendémiaire an IX, Blanchard ayant démissionné et Buhot-Kersers étant devenu maire provisoire, ce dernier crut pouvoir prendre un arrêté désignant pour se remplacer lui-même ainsi que son collègue, Jacques Anfray et Ambroise Depasse <sup>155</sup>. Le

152. Archives hospitalières de Quintin, E, Registres de délibérations de la commission administrative : 1<sup>er</sup> registre (an V-an XIII); 2<sup>e</sup> registre (an XIII-1810); 3<sup>e</sup> registre (1811-1820).

153. Archives hospitalières de Dinan, E, Registres de délibérations de la commission administrative : 1<sup>er</sup> registre (an V-an XII), fol. 98, séance du 17 prairial an IX et fol. 111, séance du 15 frimaire an XI. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 123, arrêté du 4 thermidor an X et fol. 136-137, arrêté du 4 vendémiaire an XI. Les remaniements partiels postérieurs sont indiqués à leur date dans le second et le troisième registre de délibérations qui vont respectivement de l'an XII à 1814 et de 1815 à 1832, ainsi que dans 3 K 14<sup>2</sup>, 3 K 14<sup>3</sup> et 3 K 14<sup>4</sup> des Archives départementales.

154. Archives hospitalières de Guingamp, E, Registres de délibérations de la commission administrative, 1<sup>er</sup> registre (1791-an XIII), fol. 32, séance du 1<sup>er</sup> nivôse an VIII.

155. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-an X), fol. 47, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 8 vendémiaire an IX; 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 18, arrêté du 17 vendémiaire an IX.

préfet écrivit à cette occasion au sous-préfet de Guingamp une lettre dans laquelle il qualifiait sa conduite « d'indécente », et le 17 du même mois il prenait un arrêté annulant celui du maire pour excès de pouvoir et approuvant en conformité, avec la lettre du ministre de l'Intérieur du 19 floréal an VIII, celui du sous-préfet du 9 qui nommait deux nouveaux membres<sup>156</sup>. Le 28 thermidor an IX la commission est tout entière renouvelée : elle comprend désormais Le Clech, avoué; Lalès, instituteur; Herpe aîné; André, avoué, et Pierre Guyomar qui semblent être restés en fonctions jusqu'en 1808<sup>157</sup>; le sous-préfet ayant cru devoir désigner « Cadignan », le préfet refusa son assentiment à cette nomination « à cause de ses sentiments exagérés qui l'ont en quelque sorte fait regarder comme le chef d'un parti »<sup>158</sup>.

A Lannion, le président de la commission administrative de l'hospice, Daniel-Kerbriant, dès brumaire an IX, était entré en conflit avec le préfet à propos du rappel des sœurs Hospitalières et avait échangé avec lui à ce propos une « correspondance virulente » où il faisait preuve « d'une opiniâtreté déraisonnable ». De son côté le sous-préfet de Lannion tenait la commission pour « partisan de l'Ancien Régime ». Le préfet, par arrêté du 4 frimaire, destitua Daniel-Kerbriant, et le remplaça par Pillas-Kermarzin, homme de loi<sup>159</sup>. Les quatre autres administrateurs, Bobony, Le Bonder, Allain et

156. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 18, arrêté du 17 vendémiaire an IX.

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 62, arrêté du 28 thermidor an IX; Archives hospitalières de Guingamp, E, Registre cité, fol. 57, séance du 2 vendémiaire an X.

158. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, fol. 123, le préfet au sous-préfet de Guingamp, 23 messidor an IX. Il s'agit sans doute du ci-devant Duplex de Cadignan (J.-B.), émigré rentré et domicilié à Guingamp (cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. II, p. 190) et dans ce cas ces sentiments « exagérés » seraient des convictions royalistes.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 25, arrêté du 4 frimaire an IX et fol. 26, arrêté du 25 frimaire an IX; 2 M 11, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an VIII-an X), fol. 39-40, le sous-préfet au préfet, 3 frimaire an IX.

Sur toute cette affaire, cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 465 et seq.

160. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 26, arrêté du 25 frimaire an IX cité plus haut et 4 K<sup>1</sup>, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 29, arrêté du 13 frimaire an IX « ... considérant que la démission des quatre membres de cette commission est dictée par un esprit de parti: considérant que l'on ne mérite pas de contribuer au soulagement de l'humanité souffrante quand on se laisse guider par les suggestions d'autrui ... »

Perrin s'étant solidarisés avec lui et ayant menacé de démissionner furent destitués à leur tour et remplacés par Brichet ; Robinet, receveur de l'enregistrement ; Tassel, avoué, et Sollier, officier de santé <sup>160</sup>. Robinet démissionna en l'an X en raison de ses attributions de receveur des domaines qui auraient pu le mettre en conflit avec la commission à propos de la découverte des rentes, dont il sera question plus loin : il fut remplacé par Pilatte, directeur de l'école secondaire <sup>161</sup>. L'année suivante, ce fut le tour de Brichet, ce qui permit à Bobony de reprendre un peu plus tard la place qu'il avait jadis perdue <sup>162</sup>. Enfin, en l'an XII, Sollier démissionna et fut remplacé par Stéphan. En l'an XIII, la commission était donc ainsi constituée : Pillas-Kermarzin, Pilatte, Stéphan, Bobony et Tassel <sup>163</sup>. L'union ne semble pas y avoir régné : Bobony avait toutes sortes de difficultés avec ses collègues qui lui reprochaient ainsi qu'à Pilatte ses absences réitérées. De son côté, Bobony se plaignait au préfet de ce que ses collègues employaient dans leurs délibérations en parlant de lui des expressions injurieuses et il en obtenait du préfet la radiation sur le registre <sup>164</sup>.

A Tréguier, la commission administrative comprenait au début de l'an VIII (en nivôse) : Dieuleveult, Caron, Le Bozec, Le Bonniec et Lestard <sup>165</sup>. Le 15 germinal an VIII, Boullé, ayant reçu d'elle une lettre dans laquelle était dépeinte la détresse de l'hospice, y vit une critique « injurieuse » des procédés de l'ancienne administration centrale du département en matière d'assistance publique ; il procéda à une enquête sur la gestion de la commission, qu'il estima irrégulière ; à plusieurs reprises n'avait-elle pas refusé de fournir des états détaillés et clairs des recettes et dépenses ? En conséquence, il prescrivit

161. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, fol. 98, arrêté du 13 frimaire an X.

162. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 6, Hospice de Lannion, Personnel, démission de Brichet, 29 fructidor an XI et le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 6 nivôse an XIII.

163. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre de délibérations de la commission administrative (an XIII-1809), séance du 14 floréal an XIII.

164. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 6, Bobony au préfet, 12 prairial an XIII et Archives hospitalières de Lannion, Registre cité, séance du 24 mesidor an XIII.

165. Archives hospitalières de Tréguier, E, Registres de délibérations de la commission administrative, 1<sup>er</sup> registre (an I-1802), séance du 24 nivôse an VIII.



au sous-préfet de Lannion, par une lettre du 6 messidor, de la destituer en bloc et d'apurer ses comptes <sup>166</sup>. Un arrêté du sous-préfet en date du 26 lui substitua une nouvelle administration ainsi composée : Blaise-Labiche, notaire ; Le Guillou jeune, négociant ; Louis Cabanac, rentier ; Dieuleveult, médecin ; et et Jean Quintin, négociant <sup>167</sup>. La nouvelle commission ne montra pas d'ailleurs beaucoup plus de zèle que la précédente : pendant les mois de thermidor et de fructidor, le sous-préfet ne cessa de lui réclamer communication de sa comptabilité, mais les administrateurs faisaient la ourde oreille. Dieuleveult et Le Guillou ne tardèrent pas d'ailleurs à se démettre de leurs fonctions ; ils furent remplacés par Duval, ex-administrateur de district, et Le Pommellec, marchand (9 vendémiaire an IX) ; puis, sur le refus de celui-ci, par Delivre-Keryenno <sup>168</sup>. Au début de l'an XI, nouveau remaniement : l'arrêté du préfet invoque dans ses considérants le peu d'ordre de la commission, son peu de zèle dans le recouvrement des rentes. En conséquence, 3 membres sur 5, Cabanac, Delivre-Keryenno et Quintin, étaient remplacés par Duportal-Dugoasmeur, Duval-Lezandini et Toullic <sup>169</sup>. Cette fois encore les administrateurs de l'hospice de Tréguier eurent maille à partir avec le sous-préfet de Lannion. Celui-ci écrivait en messidor an XII au préfet que, malgré les explications que ceux-ci donnaient de leur conduite, il maintenait contre eux tous ses griefs. Et il concluait sur le ton du découragement que la commission avait été si souvent renouvelée sans succès, qu'il n'y avait plus guère à espérer un résultat quelconque de ce moyen. « En général, disait-il, et il semble par l'exposé précédent que ces lignes pour-

166. *Ibid.*, séance du 15 germinal an VIII ; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, fol. 17-18, le préfet au sous-préfet de Lannion, 6 messidor an VIII.

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 4, arrêté du 26 messidor an VIII.

168. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 1, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an VIII-an X), fol. 7-8, le sous-préfet au préfet, 3 thermidor an VIII et fol. 14-16, *id.* à *id.*, 3 fructidor an VIII. « Hospices. L'administration de celui de Tréguier ne m'a pas encore transmis de rapport depuis mon entrée en fonctions. Cette insouciance ne provient-elle pas de l'influence qu'exercent dans cette commune les religieuses Hospitalières et le nombre prodigieux des ministres du culte insermentés qui y affluent ? » : 3 K 141, fol. 17, arrêté du 9 vendémiaire an IX ; Archives hospitalières de Tréguier, Registre cité, séance du 7 brumaire an IX.

169. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 138-139, arrêté du 27 vendémiaire an XI.

raient s'appliquer à toutes les commissions des hospices sous le Premier Empire, les administrateurs exerçant des fonctions purement gratuites n'ont aucune responsabilité, ne veulent pas assujettir aux règles d'administration et menacent de se démettre lorsqu'on est obligé de les rappeler à leurs devoirs »<sup>170</sup>. Le préfet ne partagea toutefois pas l'avis de son subordonné et la commission fut une fois de plus réorganisée en 1806<sup>171</sup>.

La commission administrative de Loudéac, composée en l'an VIII de Bigrel, président; Quérangal, Morel fils, Mahé et Chaplain-Villeguérin, se trouva en l'an IX complètement désorganisée par la démission de Morel et la retraite de Bigrel et de Quérangal, nommés l'un commissaire du Gouvernement près le tribunal civil, l'autre receveur de l'enregistrement, deux fonctions incompatibles avec celle d'administrateur<sup>172</sup>. Le sous-préfet proposait pour les remplacer : Toussaint Brélivet, négociant, ancien député aux Cinq-Cents, et Pierre Ruello, curé de Loudéac, ancien député du clergé à la Constituante (21 thermidor an IX)<sup>173</sup>. Le préfet mit son veto à la nomination de Ruello, encore « qu'il y semble très propre par sa conduite bienfaisante », parce qu'il n'avait souscrit qu'avec restrictions à la promesse de fidélité à la Constitution<sup>174</sup>. Et le sous-préfet, en pluviôse an X, modifia ainsi son choix; Brélivet, Viet, receveur particulier, auquel il adjoignit Le Cogniec-Kergrist, avoué, nominations que le préfet ratifia presque immédiatement<sup>175</sup>. En l'an XII, le sous-préfet voulait

170. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 13, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an XII-1806), le sous-préfet au préfet, 25 messidor an XII.

171. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 110, arrêté du 11 août 1806 et Archives hospitalières de Tréguier, E, 2<sup>e</sup> registre (1802-1812), séances du 19 août et du 17 novembre 1806.

172. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre de délibérations de la commission administrative (1797-1817), fol. 2, séance du 15 brumaire an IX, et Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre d'arrêtés du sous-préfet (an VIII-1820), fol. 64, arrêté du 19 pluviôse an X.

173. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre de correspondance du sous-préfet (an IX-an X), fol. 96-97, le sous-préfet au préfet, 21 thermidor an IX.

174. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics, fol. 133-134, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 22 thermidor an IX.

175. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre d'arrêtés du sous-préfet, arrêté du 19 pluviôse an X déjà cité, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 95, arrêté du 25 pluviôse an X.

encore remplacer Brélivet, sous prétexte que ses occupations de membre du Corps législatif le retenaient à Paris la plus grande partie de l'année, par le curé Ruello, déjà membre du bureau de bienfaisance. Le préfet s'y opposa pour incompatibilité<sup>176</sup>. Peut-être en raison de la pénurie du personnel administratif dans cet arrondissement pauvre et ignorant de Loudéac, la commission de l'hospice de cette ville paraît avoir été exceptionnellement stable. C'est un trait qui lui donne une place à part dans ce tableau des commissions administratives des hôpitaux du département.

La loi de vendémiaire an V établissait près de chaque hôpital un receveur chargé de percevoir les revenus de l'établissement, choisi par la commission hors de son sein et contrôlé par elle<sup>177</sup>. L'Empire soumit naturellement cette nomination au visa du préfet. Les receveurs des hospices, pendant les quatorze années du régime bonapartiste, ont été assez fréquemment renouvelés, quoique moins souvent pourtant que les membres des commissions. A Saint-Brieuc, en l'an IX, c'est un nommé Pitot, homme de loi ; démissionnaire, il est remplacé, en l'an X, par Damar Saint-Rivily. Celui-ci démissionne à son tour en l'an XI et la commission propose pour le remplacer, malgré la vive opposition de quelques-uns de ses membres, un ecclésiastique, Boullard, qui fut installé en germinal, mais l'arrêté consulaire du 19 vendémiaire confiant la nomination de receveur au préfet, celui-ci nomma, par arrêté du 10 pluviôse, Désert, membre de la commission qui s'était signalé par son zèle et son activité dans la découverte des rentes. Le même arrêté fixait son traitement à 1.200 francs et son cautionnement à 1.500 francs<sup>178</sup>. Il resta en fonctions jusqu'en 1814 ; à cette époque, il fut révoqué pour divers motifs : irrégularités dans les comptes, propos tendant à dis-

176. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 222, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XII-an XIII), fol. 68, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 27 floréal an XII.

177. DUVERGIER, t. IX, p. 224, art. 3.

178. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1814) : fol. 2, séance du 11 floréal an IX ; fol. 14, séance du 5 frimaire an X ; fol. 6, séance du 20 frimaire an X ; fol. 20-21, séance du 30 frimaire an XI ; fol. 21, séance du 3 nivôse an XI ; fol. 24, séance du 11 germinal an XI ; fol. 35-36, séances des 6 et 13 pluviôse an XII ; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics, fol. 60-61, arrêté du 10 pluviôse an XI. Pour l'arrêté consulaire du 19 vendémiaire an XII, cf. DUVERGIER, t. XIV, p. 420.

créditer l'hospice tenus auprès de tiers, mauvais rapports avec la commission allant jusqu'aux injures. Il fut remplacé par Goujon qui avait jusque-là rempli les fonctions de secrétaire de la commission, aux appointements de 600 francs, et le cautionnement du receveur fut porté à 1.800 francs <sup>179</sup>.

A Lamballe le traitement du receveur était de 500 francs et son cautionnement de 1.200 francs <sup>180</sup>. A Dinan, le traitement était de 700 francs et le cautionnement de 1.200 francs. Il y avait, en outre, un secrétaire aux appointements de 600 fr. <sup>181</sup>. A Lannion, le même receveur resta en fonctions presque pendant toute la durée du Consulat et de l'Empire ; il semble qu'il fut d'abord payé à l'aide de remises (5 centimes par franc sur le produit des travaux des pauvres, la vente des fruits et légumes des jardins et la fourniture des « châsses »). En 1810, son traitement fut fixé à 1.200 francs par an et son cautionnement à une somme égale <sup>182</sup>. Le cautionnement du receveur de Tréguier était de 600 francs <sup>183</sup>. Nous ignorons à la fois le traitement et le cautionnement du receveur de l'hospice de Loudéac. Dans cette dernière ville les fonctions de secrétaire de la commission étaient remplies par l'instituteur, à raison de 100 francs par an <sup>184</sup>.

Les comptes des receveurs étaient apurés par les commissions administratives. Un décret du 7 floréal an XIII les soumit à

179. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre, fol. 195, séance du 6 mai 1814 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1816), fol. 165-167, arrêté du 30 mai 1814.

180. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 8, Hospice de Lamballe, Personnel (1807-1828), arrêté du ministre de l'Intérieur du 8 septembre 1813.

181. Archives dép. des Côtes-du-Nord, X, Hospice de Dinan, Correspondance générale et ministérielle (an VIII-1837), le conseiller d'Etat, directeur général de la comptabilité et des hospices au préfet des Côtes-du-Nord, 23 juillet 1812; Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations de la commission administrative (an XII-1814), fol. 15-16, séance du 18 messidor an XII. Ce même registre porte que le receveur touche 0 fr. 03 centimes par franc sur les recettes fixes et 0 fr. 01 centime sur les recettes variables de l'hôpital.

182. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre de délibérations de la commission administrative (an XIII-1819), séance du 14 mai 1810.

183. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1816), fol. 73-75, arrêté du 5 février 1810 (fixant les cautionnements des receveurs des hospices de Lamballe, Tréguier, Lannion, Saint-Brieuc, Dinan).

184. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre de délibérations de la commission administrative (1797-1817), fol. 23-24, séance du 28 frimaire an XII et fol. 33, séance de 25 août 1806.



une seconde vérification qu'il confia dans chaque arrondissement aux sous-préfets, assistés d'une commission de trois membres choisis par le préfet, un conseiller général, un conseiller d'arrondissement, un conseiller municipal de la ville où était sis l'établissement hospitalier choisi dans le conseil. Ces commissions fonctionnèrent jusqu'à la fin de l'Empire<sup>185</sup>.

Avec les administrateurs et les receveurs, les personnages les plus importants des organisations charitables sont les médecins des hôpitaux. Chose assez curieuse : sous l'Ancien Régime et la Révolution quelques-uns ne semblent pas avoir été rétribués. Il en fut ainsi pendant les premières années du régime de brumaire. A l'hôpital de Saint-Brieuc, ce ne fut qu'en prairial an XIII que Legal-Lassalle qui assurait gratuitement le service depuis longtemps se vit allouer un traitement de 200 francs à compter du 1<sup>er</sup> vendémiaire<sup>186</sup>. En avril 1807, sur la demande du commissaire des guerres, on lui adjoignit pour le service des salles militaires, le chirurgien Beuscher avec 400 francs d'appointements; lui-même vit son traitement, à la même date, porté également à 400 francs<sup>187</sup>. A sa mort, survenue en 1813, trois candidats briguèrent sa succession : son fils Legal-Lassalle qui fit quelque temps l'intérim; Besson, médecin des épidémies, et enfin le docteur Conan, fils lui-même d'un ancien médecin de l'hôpital de Saint-Brieuc, qui avait navigué à bord de navires de commerce et de corsaires, ancien prisonnier en Angleterre, et employé dans divers hôpitaux parisiens. Ce dernier fut proposé par la commission et le préfet; néanmoins le ministre de l'Intérieur choisit Besson<sup>188</sup>.

185. DUVERGIER, t. XV, p. 240-241, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 140-141, arrêté du 15 septembre 1806. La commission de l'arrondissement de Saint-Brieuc comprend Ribault, Leuduger-Fortmorel et Pouhaër; celle de l'arrondissement de Dinan, Faisant, La Vigne-Rouault et Goudelin. Festou-Villeblanche et Vistorte font partie de celle de l'arrondissement de Guingamp; Daniel Kerinou, de celle de l'arrondissement de Lannion.

186. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre, fol. 51-52, séance du 27 floréal an XIII.

187. *Ibid.*, fol. 84, séance du 10 avril 1807 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 2, arrêté du 14 avril 1807 et fol. 12, arrêté du 22 juillet 1807.

188. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre, fol. 185, séance du 9 avril 1813; fol. 186, séance du 28 mai 1813; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 152, arrêté du 22 avril 1813 et 2 M 228, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1813-1816), le préfet au maire de Saint-Brieuc, 23 juillet 1813.

A Lamballe, la commission nomma, en l'an XI, Mellet officier de santé de l'hospice, avec un traitement de 100 francs : il était encore en fonctions en 1813 <sup>189</sup>. Quintin n'eut d'abord pas de médecin spécialement attaché à l'hospice. L'officier de santé Binet, puis, à partir de l'an XI, lui et son confrère Perrio, alternativement par trimestre, assuraient le service gratuit de l'hospice. En décembre 1811, nous voyons la commission décliner l'offre de services également gratuit d'un médecin parisien, Baud, installé à Quintin. Il est probable qu'à cette date encore il n'y avait pas à l'hôpital de médecin régulièrement rétribué <sup>190</sup>.

A Moncontour, avant la Révolution, le médecin de l'hôpital était Le Loutre père, disgracié en 1792 pour ses opinions royalistes et remplacé par Goguelin, puis par Le Loutre fils et enfin par Bourry. En vendémiaire an XIII, la commission administrative, en raison des services que ce dernier lui rendait gratuitement à l'hôpital depuis plusieurs années, une gratification de 200 francs. Bourry resta en fonctions jusqu'à la fin de l'Empire <sup>191</sup>.

L'hôpital de Dinan possédait à la fois médecin et chirurgien dès le début du Consulat. Le médecin était Delaunay qui exerçait depuis 47 ans ; en l'an XII, il réclama un traitement fixe. La commission lui vota 270 livres à dater de vendémiaire an XIII. Le chirurgien était Lefèvre ; atteint d'infirmités, il dut se retirer en l'an XIII. La commission proposa pour le remplacer son fils François-Yves. Le préfet refusa de ratifier ce choix et décida en germinal an XIII que le service chirurgical serait assuré à tour de rôle par les chirurgiens de la ville :

189. Archives hospitalières de Lamballe, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations de la commission administrative (an IX-1807), fol. 8, séance du 8 nivôse an XI et Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, tableau des agents sanitaires des hospices du département dressé par le préfet, 14 avril 1813.

190. Archives hospitalières de Quintin, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations de la commission administrative (an V-an XIII), fol. 87, séance du 29 fructidor an XI ; 3<sup>e</sup> registre (1811-1820), fol. 4, séance du 31 décembre 1811. Quintin ne figure pas dans le tableau des agents sanitaires des hospices cité ci-dessus.

191. Archives hospitalières de Moncontour, E, Registre de délibérations de la commission administrative (an V-1825), séances du 30 vendémiaire an XIII et du 24 novembre 1814.

192. Archives hospitalières de Dinan, E, Registres de correspondance de la commission administrative, 1<sup>er</sup> registre (an V-1806), la commission à Delaunay, docteur-médecin, 30 prairial an XII ; 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1814), fol. 22-23, séance du 28 vendémiaire ; fol. 34, séance du 6 germinal an XIII, et fol. 42, séance du 4 complémentaire an XIII.

Harouard, Letulle et Marval<sup>192</sup>. Ils ne paraissent pas avoir toujours manifesté un zèle bien ardent dans ces fonctions gratuites ; le 4 complémentaire an XIII, à la suite de plaintes des religieuses de Saint-Thomas, qui leur reprochaient de négliger les pansements de certains malades, la commission leur infligea un blâme<sup>193</sup>. En 1808, la commission se décida à titulariser Harouard : il reçut 300 francs par an, plus 0 fr. 15 par journée d'hôpital de militaires et de marins. Y avait-il encore un médecin à cette époque attaché à l'hôpital ? C'est douteux. Une réponse du préfet, en 1813, à un questionnaire du ministre de l'Intérieur sur les agents sanitaires des hospices du département mentionne le seul Harouard<sup>194</sup>.

A Guingamp, une délibération de la commission en date du 4 brumaire an XII indique comme médecins de l'hospice Hélias et Depasse. Nous ignorons la durée de leurs fonctions, ainsi que leur traitement ; l'état de 1813 est muet à cet égard<sup>195</sup>. A Lannion, le médecin de l'hospice depuis l'an IV était Guyomar-Kermorin, dont les appointements furent définitivement fixés en l'an XIV à 300 francs par an. Une délibération de la commission du 22 novembre 1806, tendant à les porter à 400 francs à partir de 1807, ne fut pas approuvée par le préfet ; Guyomar-Kermorin était encore en fonctions en 1813. Quant aux chirurgiens, on se borna à inviter ceux de la ville à prêter gratuitement leur concours<sup>196</sup>. A Tréguier, de 1809 à 1813, le médecin de l'hôpital est le docteur Dieuleveult, aux appointements de 300 francs<sup>197</sup>. A Loudéac, il ne semble pas qu'il y ait eu de médecin à poste fixe. En 1809, la commission propose d'allouer une indemnité de 120 francs à un médecin de la ville pour soins exceptionnels donnés aux malades militaires. Ce médecin devait être probablement le docteur Tresvaux, qui décéda en 1811. A cette époque, un médecin originaire de Morlaix, récemment installé à Loudéac, Guéguen, demanda à

193. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1814), fol. 93, séance du 25 novembre 1808.

194. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, tableau des agents sanitaires ... cité plus haut.

195. Archives hospitalières de Guingamp, E, Registres de délibérations de la commission administrative, 1<sup>er</sup> registre (1791-an XIII), fol. 88, séance du 4 brumaire an XII. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, tableau des agents sanitaires...

196. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séance du 25 brumaire an XIV ; séances du 22 novembre 1806 et du 14 avril 1807. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, tableau des agents sanitaires...

197. Archives Nat., F<sup>8</sup> 143, tableau des agents sanitaires...

lui succéder. Malgré l'avis défavorable de la commission, le préfet le nomma par arrêté du 21 janvier 1812<sup>198</sup>.

Beaucoup plus importante et beaucoup plus délicate que les autres questions de l'administration des hôpitaux, sous l'Empire comme de nos jours, fut celle du personnel hospitalier proprement dit. C'était la Révolution qui l'avait posée en laïcisant, comme on l'a dit, au moins sur le papier, à l'époque de la Convention les hôpitaux. Maintiendrait-on au début du Consulat les infirmières ou économes laïques que l'on avait improvisées tant bien que mal, souvent à l'aide d'anciennes congréganistes plus ou moins sécularisées, ou laisserait-on se reconstituer les anciens ordres charitables ? Nous n'avons pas l'intention de retracer pour la seconde fois, l'histoire de cette reconstitution dans les Côtes-du-Nord, puisque nous l'avons déjà racontée à propos des congrégations<sup>199</sup>. Nous nous bornerons à indiquer ici l'aspect plus particulièrement hospitalier de l'affaire : les relations des commissions administratives avec ces congrégations.

A Saint-Brieuc où, comme on l'a vu, les Dames de Saint-Thomas de Villeneuve avaient été rappelées par elle, dès l'an V, les rapports semblent avoir été corrects. Chacune des 4 religieuses de chœur recevait 200 fr., chacune des 4 converses 100 fr.; les postulantes admises en surnombre paieraient 20 sous par jour. En l'an 1808, la supérieure réclama une sœur converse de plus en raison du nombre croissant de malades; la commission et le préfet firent droit à sa demande. En 1812, les sœurs renoncèrent à leur allocation de 200 fr.<sup>200</sup>.

A Lamballe, c'est la commission administrative qui prend l'initiative du rappel des Dames de Saint-Thomas en l'an IX, avec des considérants très durs pour les anciennes infirmières qui avaient failli amener « la ruine totale de l'hospice »<sup>201</sup>.

A Quintin, l'installation des Dames de Saint-Thomas, en l'an XIII, ne semble avoir suscité aucune difficulté. Le préfet

198. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 39, séance du 13 avril 1809 et fol. 55, séance du 6 janvier 1815. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 122, arrêté du 24 janvier 1812.

199. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 464-469.

200. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre, fol. 56, séance du 21 février 1806; fol. 163-164, séance du 8 août 1806, et fol. 102, séance du 8 janvier 1808, cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 464; HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 126, note 1.

201. Archives hospitalières de Lamballe, E, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1807) déjà cité, fol. 1, séance du 6 vendémiaire an IX. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 464.



et le ministre de l'Intérieur approuvèrent le projet de convention, en demandant simplement au maire de supprimer « les dénominations qui semblent consacrer l'existence d'une corporation religieuse, tandis qu'il s'agit seulement d'une institution charitable ». En fait, comme on s'en est rendu compte, il s'agissait bien d'une « corporation religieuse ». La pension des mères de chœur était de 200 francs et des sœurs converses de 100 fr.<sup>202</sup>. A Moncontour, les Dames de Saint-Thomas de Villeneuve n'avaient pas quitté l'hospice; nous n'avons pas trouvé leur nombre exact. En l'an XI, la commission leur alloua 150 francs; sans doute globalement, ce qui prouve qu'elles ne devaient pas être très nombreuses puisque le traitement total des employés salariés est estimé en 1806 à 272 francs<sup>203</sup>.

A Dinan, où la laïcisation avait été effective, les Dames de Saint-Thomas sont rappelées par délibération de la commission en date du 15 thermidor an XI. Le motif indiqué est la mauvaise gestion des infirmières laïques; les salles étant mal tenues, les malades mal soignés, la cuisine mise au pillage, le cidre et le vin consommés en trop grande quantité<sup>204</sup>. Là encore le préfet témoigne de l'humeur de la décision prise; il blâme l'administrateur délégué auprès de lui pour traiter l'affaire<sup>205</sup>. Il estime que la commission a outrepassé ses pouvoirs, que d'ailleurs la pension de retraite (300 fr.) allouée à M<sup>me</sup> Tranchevent, la directrice laïque, est insuffisante et qu'enfin le ministre de l'Intérieur a seul qualité pour décider d'une

202. Archives hospitalières de Quintin, E, 1<sup>er</sup> registre (an V-an XIII) déjà cité, fol. 94-95, séance du 2 vendémiaire an XIII, projet de convention avec les dames de Saint-Thomas de Villeneuve et 2<sup>e</sup> registre (an XIII-1810), fol. 1, séance du 21 germinal an XIII, traité conclu avec la supérieure générale des sœurs de Saint-Thomas de Villeneuve le 15 ventôse et 9 germinal dernier. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 222, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics, fol. 162, le préfet au maire de Quintin le 22 nivôse an XIII. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 464-465.

203. Archives hospitalières de Moncontour, E, Registre cité, séance du 8 brumaire an XI. « 150 francs alloués à la dame Odio-Baschamps, économe de l'hospice et à ses infirmières », sans doute une parente du vicaire constitutionnel de l'évêque Jacob. En 1808 la « directrice économe » est une dame Chalus (séance du 1<sup>er</sup> avril 1808). C. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 465.

204. Archives hospitalières de Dinan, E, 1<sup>er</sup> registre (an X-an XII) : fol. 129-130, séance du 1<sup>er</sup> thermidor an XI; fol. 131-132, séance du 15 thermidor an XI; fol. 133-134, séance du 9 fructidor an XI.

205. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 157, le préfet au sous-préfet de Dinan, 12 fructidor an XI et Archives hospitalières de Dinan, E, Registre cité, fol. 134-135, séance du 24 fructidor an XI.

question de cette importance. Il faut croire que le ministre se prononça en faveur de la commission et des religieuses puisqu'elles s'installaient le 25 floréal an XII<sup>206</sup>. Le budget de l'an XII rédigé en messidor prévoit une allocation de 100 fr. par dame de chœur, de 50 fr. par sœur converse<sup>207</sup>. Mais ces rapports entre la commission et la supérieure, M<sup>me</sup> Le Paticier-Beaulieu, ne tardèrent pas à devenir mauvais. L'an XIV, les administrateurs écrivaient à la supérieure générale pour se plaindre à la fois de ses capacités et de son humeur. Son caractère impérieux, disaient-ils, éloignait de l'hospice les personnes charitables de la ville disposées à lui donner ; d'autre part, employée jusque-là dans des maisons de retraite, elle n'avait aucune idée de la direction d'un hôpital proprement dit. La supérieure générale, de son côté, se montrait peu disposée à accueillir ces doléances : elle riposta en se plaignant de la pénurie du linge mis à la disposition des sœurs ; elle prétendait, d'autre part, faire supporter à l'hôpital les frais de voyage de la remplaçante<sup>208</sup>. Enfin, le 25 janvier 1806, M<sup>me</sup> Beaulieu quittait l'hospice de Dinan et, le 4 février, M<sup>me</sup> Déguets, religieuse de l'hôpital de Saint-Malo, lui succédait<sup>209</sup>. En 1812, nouvelle supérieure, M<sup>me</sup> Trabaud ; il y avait à ce moment 3 dames de chœur (dont la supérieure) et 4 converses<sup>210</sup>.

A Guingamp, les sœurs Hospitalières furent réintégrées le 15 fructidor an XI à la suite de longues négociations entre la commission et les sœurs Souvestre et Villemadrin. Ces dames

206. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre (an XII-1814), fol. 12, séance du 25 floréal an XII. Les sœurs descendirent « chez le citoyen Beslay législateur », ce qui ne laisse pas d'être piquant quand on se rappelle les opinions antérieures du « citoyen Beslay ». Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 465.

207. Archives hospitalières de Dinan, *Ibid.*, fol. 15-16, séance du 18 messidor an XII (3 dames de chœur et 4 sœurs converses).

208. Archives hospitalières de Dinan, *Ibid.*, fol. 49, séance du 27 vendémiaire an XIV : rapport d'un membre sur la situation intérieure de l'hospice et Registre de correspondance (an X-1806), la commission à la supérieure générale des Dames de Saint-Thomas de Villeneuve, à Paris, 12 brumaire an XIV ; *id.* à *id.*, 3 janvier 1806.

209. Archives hospitalières de Dinan, E, Registre de correspondance (an V-1806), la commission à la supérieure générale des Dames de Saint-Thomas, 25 janvier 1806 ; *id.* à la supérieure de Saint-Malo, 4 février 1806.

210. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1814), fol. 117, séance du 15 mai 1811 et Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, Hospices et secours, Côtes-du-Nord (1811-1815). Etat du personnel de l'hospice de Dinan dressé par la commission administrative le 11 mars 1812.

avaient tenu à poser leurs conditions dans une longue lettre dont il fut donné lecture dans la séance du 18 floréal; la libre disposition du chœur de l'église, la clôture du parloir de l'église du reste de la maison, l'expulsion des bâtiments de l'hospice des anciennes infirmières, le choix « dans le domestique et la pleine autorité »; enfin, à leur gré, l'entretien annuel ou une somme de 2.000 francs. On verra tout à l'heure quel dessein recouvraient ces exigences <sup>211</sup>. En 1807, on retrouve M<sup>me</sup> Villemadrin en compagnie de trois autres religieuses émergeant pour 1.300 francs au budget de la commission <sup>212</sup>. Mais ce n'était là que les religieuses affectées au service de l'hospice. Celles-ci s'étaient adjointes au cours des années précédentes 15 autres compagnes qui ne s'occupaient pas des malades, reconstituant ainsi une véritable communauté cloîtrée. Et fortes du décret impérial du 3 messidor an XII autorisant provisoirement les associations ayant le titre de sœurs Hospitalières, elles réclamèrent, en 1808, l'église, le chœur et le réfectoire <sup>213</sup>. Naturellement la commission protesta; elle songeait précisément à transférer les malades dans le réfectoire et le chœur sous prétexte que les anciennes salles étaient insalubres. Les Hospitalières en appelèrent au ministre des Cultes qui prescrivit une enquête au préfet; celui-ci donna un avis défavorable aux prétentions des religieuses. Toutefois, le conseil municipal de Guingamp se montra plus conciliant, il leur concéda tous les anciens bâtiments conventuels, tout en ramenant en compensation leur pension de 1.300 à 600 fr. <sup>214</sup>. Et la commission administrative finit par s'y rallier (5 décembre 1808), mais non sans une protes-

211. Archives hospitalières de Guingamp, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations de la commission administrative (1791-an XIII), fol. 78, séance extraordinaire du 30 ventôse an XI; fol. 78-79, séance du 10 germinal an XI; fol. 80, séance du 18 floréal an XI; fol. 83, séance du 18 messidor an XI; fol. 86, séance du 15 fructidor an XI (Installation par l'évêque de Saint-Brieuc des sœurs Villemadrin, Sebille et Souvestre).

212. Archives hospitalières de Guingamp, E, 2<sup>e</sup> registre (an XIII-1832), fol. 22, séance du 23 octobre 1807. Madame Villemadrin semble à cette date avoir donné sa démission de supérieure et avoir été remplacée par une dame Guyomar.

213. *Ibid.*, fol. 36-37, séance du 19 octobre 1808. Lecture d'une lettre du sous-préfet de Guingamp à la commission et réponse de la commission.

214. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 230, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (1806-1809), le préfet au ministre des cultes, 27 décembre 1808 et Archives hospitalières de Guingamp, E, 2<sup>e</sup> registre (an XIII-1832), fol. 38-41, séance du 5 décembre 1808.

tation énergique de Pierre Guyomar auprès du préfet (1809).<sup>215</sup> Est-ce l'intervention de celui-ci, dont nous n'avons pas retrouvé la trace, qui paralysait le bon vouloir du conseil municipal ? Toujours est-il qu'en 1811 la question était encore pendante ; elle se compliqua de celle de savoir qui, des sœurs ou de la commission, avait le droit de désigner l'hospitalière et l'économe des pauvres. Le préfet reconnut ce droit aux religieuses<sup>216</sup> : deux ans plus tard, le décret impérial du 8 janvier 1813 leur céda la propriété de l'église, du chœur et du réfectoire jadis appartenant à la ville de Guingamp<sup>217</sup>. Les Hospitalières avaient décidément gain de cause sur tous les points en litige, aussi l'on ne s'étonnera pas de voir l'année suivante (1814) la commission s'élever contre de nouveaux empiètements d'elles en faisant observer au ministre de l'Intérieur qu'en regard des besoins urgents que l'arrondissement et la ville avaient d'un hôpital, celui « d'un couvent de religieuses vivant dans la vie contemplative » n'était que « secondaire »<sup>218</sup>.

En ce qui concerne l'Hôtel-Dieu de Lannion, on a décrit par le menu au chapitre des Cultes tous les incidents qui signalèrent le retour des Hospitalières et la longue lutte soutenue à ce propos par la commission contre le préfet<sup>219</sup>. Celui-ci finit par céder en colorant sa défaite de l'excuse plus ou moins plausible que les motifs de son refus n'existaient plus, les sœurs se présentant non plus comme une « corporation religieuse, mais comme une simple institution de charité ». La pension des treize religieuses qui desservaient les salles et soignaient les malades à domicile était évaluée, en l'an XIV, à 1.000 francs<sup>220</sup>. L'Hôpital général ou hospice de charité, qui

<sup>215</sup>. Archives hospitalières de Guingamp, E, 2<sup>e</sup> registre, fol. 38-41, séance du 5 décembre 1808 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, V, Hospitalières de Guingamp. Guyomar au préfet des Côtes-du-Nord, 14 mai 1809.

<sup>216</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au sous-préfet de Guingamp, 29 juillet 1811.

<sup>217</sup>. Archives hospitalières de Guingamp, E, 2<sup>e</sup> registre, fol. 68, séance du 27 juin 1811.

<sup>218</sup>. *Ibid.*, fol. 84-85, séance du 19 mai 1813 et fol. 94, séance du 17 novembre 1814. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 465.

<sup>219</sup>. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 465-468.

<sup>220</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 229, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-1806), fol. 135-136, le préfet au ministre de l'Intérieur, 9 ventôse an XIII et Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séance du 15 brumaire an XIV.



abritait des vieillards et des enfants, avait été administré depuis le début du Consulat jusqu'en 1813 par d'anciennes Ursulines, dont trois étaient mortes à cette date. La commission administrative demanda et obtint leur remplacement par trois sœurs du Saint-Esprit de Plérin : chacune d'elles était rétribuée 100 francs par an <sup>221</sup>.

A Tréguier, les religieuses Hospitalières, rappelées à l'Hôtel-Dieu dès l'an III, comme on l'a dit, au nombre d'une vingtaine parvinrent à s'y maintenir, malgré l'hostilité du sous-préfet de Lannion et du préfet, qui leur reprochaient comme à Guingamp de constituer une communauté cloîtrée, jusqu'au décret d'autorisation de 1810. Le service des salles comprenait huit sœurs payées chacune 100 francs <sup>222</sup>. Quant à l'Hôpital général, qu'on avait songé comme pour Lannion à réunir à l'hôtel-Dieu, il continua d'avoir son existence séparée et à être desservi par d'anciennes Paulines laïcisées au nombre de quatre; deux d'entre elles portant le titre d'économes recevaient 100 fr. de traitement annuel; deux autres 66 fr. 66 <sup>223</sup>.

A Loudéac, le contrat passé avec les Sœurs de la Sagesse de Lorient pour l'établissement de trois sœurs entretenues et payées 80 francs par an, en thermidor an XI, reçut l'approbation de principe du préfet. Il ne formula de réserves que sur le nombre des religieuses et le choix de l'ordre : il eût préféré qu'on prélevât quelques Hospitalières en surnombre à Tréguier <sup>224</sup>. Par contre, les sœurs eurent à souffrir de l'ancienne infirmière laïque Jeanne Tarquin, maintenant hospitalisée, qui se refusait à reconnaître leur autorité. La commission dut intervenir <sup>225</sup>.

<sup>221</sup>. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séances du 16 avril et 3 juin 1813, 9 novembre 1813 et 5 octobre 1814 (à cette dernière date on installa une quatrième religieuse), et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1813), fol. 155-156, arrêté du 31 mai 1813.

<sup>222</sup>. Cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. IV, p. 468-469 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 12, Hospice de Tréguier, Correspondance et arrêtés (1806-1814), état de solde des employés des hospices de Tréguier (non daté, peut-être de 1809). Hôtel-Dieu.

<sup>223</sup>. *Ibid.*, Hospice général et 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-an X), fol. 63 et 67, le préfet au sous-préfet de Lannion, 25 et 26 frimaire an IX.

<sup>224</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, fol. 139-140, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 12 fructidor an IX et Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 3, séance du 18 thermidor an IX.

<sup>225</sup>. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 23-24, séance du 28 frimaire an XII.

Une affaire étroitement connexe à celle du retour des religieuses dans les hôpitaux est celle du rétablissement des aumôniers ou chapelains. Dès le 13 brumaire an XI, Caffarelli, devenu membre de la commission administrative de l'hospice de Saint-Brieuc, réclamait la permission d'exercer le culte dans l'hôpital <sup>226</sup>. D'autre part, l'arrêté consulaire du 11 fructidor an XI prévoyait un traitement pour les chapelains des hospices <sup>227</sup>. Un arrêté préfectoral du 8 germinal an XIII fixa à 200 francs le traitement des chapelains de Saint-Brieuc et de Dinan, à 100 francs ceux de Quintin et de Loudéac <sup>228</sup>. Il y avait, en outre, dans le budget de l'hôpital de Quintin 100 fr. pour frais de culte <sup>229</sup>. A Loudéac, la nomination de l'aumônier par la commission administrative datait de fructidor an XII : elle avait proposé 200 francs comme taux de sa rétribution. Lamballe a aussi un chapelain au moins vers la fin de l'Empire mais nous ignorons le chiffre de son traitement <sup>230</sup>. Pour Guingamp, on ne rencontre pas trace de nomination de chapelain. Tout au contraire, le 27 frimaire an XII, les Hospitalières ayant demandé à la commission administrative l'autorisation d'établir un oratoire dans l'intérieur de la maison, celle-ci le leur accorda, mais refusa de se charger du traitement de l'aumônier ; nous ne savons si l'on revint plus tard sur cette décision <sup>231</sup>. Par contre, à Lannion, dès le 2 frimaire an XIV, la chapelle était ouverte ; le 7 nivôse la commission présentait pour la place d'aumônier un chanoine honoraire de Saint-Brieuc en résidence à Lannion, auquel elle allouait un traitement de 150 fr. ; le 3 mars 1806, elle votait

226. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, Hospice de Saint-Brieuc, Correspondance administrative (an VIII-an XIII), l'évêque de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 13 brumaire an XI.

227. DUVERGIER, t. XIV, p. 390. Il serait fixé par les préfets ainsi que les frais du culte, sur la proposition des commissions administratives et après avis des sous-préfets. Les arrêtés des préfets relatifs à ces traitements seraient soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

228. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 23, arrêté du 8 germinal an XIII.

229. *Ibid.*

230. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 26, séance du 11 fructidor an XII ; Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, état de la population de l'hospice de Lamballe au 1<sup>er</sup> janvier 1812.

231. Archives hospitalières de Guingamp, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations de la commission administrative (1791-an XIII), fol. 91, séance du 27 frimaire an XIV.

120 fr. pour frais du culte<sup>232</sup>. Deux arrêtés préfectoraux du 22 janvier et du 7 juin 1806 approuvèrent la première délibération mais ramenèrent cette dernière allocation au chiffre de 60 francs<sup>233</sup>. A Tréguier, jusqu'en l'an XII, un prêtre assura gratuitement le service religieux de l'hospice. Malgré l'invitation du sous-préfet de Lannion, la commission, dans sa séance du 26 prairial, maintint cet état de choses<sup>234</sup>.

Outre les médecins, les religieuses, les aumôniers, le personnel attaché aux hospices comprenait encore des domestiques, infirmiers ou autres. En 1806, le personnel subalterne de l'hôpital de Saint-Brieuc se composait d'un infirmier (salaire annuel 60 fr.), un menuisier (60 fr.), un jardinier (60 fr.), un charretier (80 fr.), un aide-jardinier (60 fr.) et un aide-charretier, (60 fr. chacun), un barbier (50 fr.), un portier (30 fr.), une lingère (36 fr. 25)<sup>235</sup>. A Lamballe, les sœurs converses se chargeant des gros ouvrages; il n'y a pour ainsi dire pas de domestiques. Les vieillards les plus valides font office d'infirmiers; un jardinier et deux manœuvres prennent soin du jardin (1811)<sup>236</sup>. A Quintin, en l'an IX, on compte en dehors des ex-Paulines quatre domestiques<sup>237</sup>. A Dinan, en l'an XII, un règlement de police de l'hôpital énumère : un infirmier-major (rétribué 72 fr.), un infirmier en second (50 fr.), un jardinier, un menuisier, deux couturières (rétribuées 36 fr. et 26 fr.), une gardienne pour les enfants (36 fr.), un homme de peine (36 fr.)<sup>238</sup>. A Lannion, l'Hôtel-

232. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séances du 2 frimaire, du 7 nivôse an XIV et du 3 mai 1806.

233. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143. Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 65, arrêté du 22 janvier et fol. 102, arrêté du 7 juin 1806.

234. Archives hospitalières de Tréguier, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an X-1812), séance du 26 prairial an XII.

235. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1814), fol. 63-64, séance du 8 août 1806 : tableau des employés de l'hospice de Saint-Brieuc.

236. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 8, Hospice de Lamballe, Divers, la commission administrative au préfet, 17 décembre 1810 et Archives hospitalières de Lamballe, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (1809-1821), fol. 21-22, séance du 6 janvier 1811.

237. Archives hospitalières de Quintin, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an V-an XIII), fol. 77, séance du 1<sup>er</sup> ventôse an IX.

238. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1814), fol. 15-16, séance du 18 messidor an XII. En 1809 le préfet écrivait au sous-préfet de Dinan qu'il autorisait la commission à fixer à 120 francs le traitement

Dieu, jusqu'en l'an XIV, avait une nombreuse domesticité : deux infirmiers, une infirmière, un portier, une cuisinière, deux domestiques, une journalière. Lors de la réintégration des Hospitalières, on congédia tout ce monde ; on ne garda que deux domestiques : un infirmier gagé 75 fr. par an, une servante, 54 fr.<sup>239</sup>. A Tréguier, l'Hôpital général employait à la fin de l'an IX, trois domestiques. Nous ignorons ce qu'il en était pour l'Hôtel-Dieu ; toutefois, nous voyons presque à la même date le préfet se plaindre de ce que le nombre des employés de cet établissement était trop considérable<sup>240</sup>. En 1812, il y en avait encore 4 à l'Hôtel-Dieu, de 5 à 6 à l'Hôpital général. En 1813, d'après un rapport du président de la commission Duportal-Dugoasmeur, on congédia un infirmier et une servante pour raison d'économie<sup>241</sup>. Enfin, le petit hospice de Loudéac se contentait d'une servante et d'un pâtre<sup>242</sup>.

Après le tableau du personnel des établissements charitables du département, il convient pour avoir une idée de l'effort tenté en matière d'assistance publique sous le Premier Empire, de passer en revue les ressources matérielles qui étaient affectées à leurs besoins. Ces ressources comprennent en première ligne les biens fonciers dont les hôpitaux étaient propriétaires. Ces biens-fonds, c'étaient d'abord les immeubles consacrés au service de l'hôpital même. A Saint-Brieuc, l'hôpital avait été transféré, en floréal an VIII, de l'ancien local de la Madeleine dans le couvent des Capucins précé-

annuel de Jean Morel « instituteur des enfants de l'hospice » (2 M 226, Correspondance relative aux secours publics (1808-1811). Toutefois ce traitement ne figure pas dans un état du personnel dressé en 1812 et rédigé comme il suit : un infirmier, 60 francs ; un jardinier, 50 francs ; un garçon « de bras », 40 francs ; un garçon d'écurie, 75 francs ; une lingère, 40 francs (Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, état du personnel de Dinan dressé par la commission administrative le 11 mars 1712).

239. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séances du 5 brumaire, des 9 et 23 frimaire an XIV.

240. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 12, Hospice de Tréguier, Mouvement et entretien, état des employés de l'hôpital général ou hospice de bienfaisance (trimestre de nivôse an X), et 2 M 220, fol. 58, le préfet au sous-préfet de Lannion, 24 brumaire an IX.

241. Archives hospitalières de Tréguier, E, 3<sup>e</sup> registre de délibérations (1813 à 1825), mouvement des hospices civils de Tréguier pour 1812 ; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 12 déjà cité, rapport sur la situation des hospices de Tréguier pour 1813, 2 février 1814.

242. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 22, séance du 19 ventôse an XI.



demment occupé par l'hôpital militaire<sup>243</sup>. Au dire de la commission, ce bâtiment était loin de présenter toutes les commodités désirables; les appartements étaient trop petits, encombrés de lits. La commission, dans une lettre au préfet, concluait à son transfert dans le couvent des Ursulines. Il ne fut pas donné suite à ce vœu. On se contenta d'aménager l'édifice au fur et à mesure des besoins<sup>244</sup>. En l'an XI, on installa trois nouvelles salles dans l'ancien chœur de l'église<sup>245</sup>. En 1812, le préfet approuvait par arrêté un projet de construction d'un nouveau bâtiment montant à 11.367 fr. 95<sup>246</sup>. A Lamballe, Quintin et Moncontour les hôpitaux continuèrent d'occuper sous l'Empire les mêmes emplacements qu'avant 1789. A noter qu'à Lamballe on loue, en 1807, une partie de l'enclos de l'hôpital à une société de joueurs de boules (bail 45 fr.)<sup>247</sup>. A Dinan, les vieilles constructions près la Porte de Brest qui abritaient l'hôpital et qui n'étaient pas un modèle d'hygiène, puisque le « canal de déjections » de la prison passait à travers le jardin, prirent feu le 31 juillet 1814 et furent à peu près complètement détruites. L'hôpital devait être transféré deux ans plus tard dans l'ancien couvent des Catherinettes, qu'il occupe encore aujourd'hui<sup>248</sup>. A Lannion, il fut question en 1808, sur l'initiative du médecin Guyomar-Kermorin, de transférer l'hôpital, du faubourg de Kerampont dans l'ancien

243. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, Hospice de Saint-Brieuc, Correspondance administrative (an VIII-an XIII), la commission de l'hospice civil au préfet des Côtes-du-Nord, 24 messidor an IX. Cf. J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLEMY, *Anciens évêchés*, t. II, p. 163 et J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 248.

244. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, la commission de l'hospice civil de Saint-Brieuc au préfet, 24 messidor an IX.

245. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), le préfet et la commission de l'hospice de Saint-Brieuc, 14 thermidor an XI.

246. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 147, arrêté du 12 novembre 1812. Ces 11.367 francs provenaient de « rentes remboursées ». Sur ces remboursements de rentes, cf. ce que nous disons plus bas.

247. Archives hospitalières de Lamballe, E, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1807), fol. 15, séance du 24 mai 1807 : pétition des joueurs de boule. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 6-7, arrêté du 27 mai et fol. 13-14, arrêté du 19 août 1807.

248. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations de la commission administrative (an XII-1814), fol. 141, séances du 1<sup>er</sup> et du 22 août 1814; 3<sup>e</sup> registre (1815-1832), fol. 2 et 8, séances du 16 janvier et du 23 octobre 1815; 2<sup>e</sup> registre de correspondance (1806-1817), la commission au sous-préfet, 26 novembre 1808. En outre un égoût de la ville débouchait « tout près des jardins ».

couvent des Ursulines. La question n'était pas encore résolue en 1810 <sup>249</sup>. A Loudéac, l'installation de l'hospice était particulièrement défectueuse. Le bâtiment ne comprenait que deux appartements, l'un occupé par les Sœurs de la Sagesse, l'autre divisé en deux pour les malades des deux sexes, qui étaient entassés les uns sur les autres. Le mauvais état de ces locaux les rendait tout au plus bons, au dire de la commission, à servir de communs <sup>250</sup>. Le conseil d'arrondissement, le 1<sup>er</sup> germinal an XII, demandait au Gouvernement, pour lui permettre d'agrandir, d'établir 1 centime additionnel et 1/2 dans l'arrondissement pendant trois ans, en sus de la contribution foncière <sup>251</sup>. Le conseil général ajourna l'examen de cette demande en raison de l'état d'épuisement de l'arrondissement <sup>252</sup>. Vœu analogue l'année suivante, en germinal an XIII; cette fois, le conseil demandait au Gouvernement un secours de 60.000 francs <sup>253</sup>. Le conseil général approuva le principe de la modalité de la pétition, l'arrondissement s'étant déjà imposé pour la reconstruction de sa prison, mais le gouvernement impérial n'accorda aucun secours <sup>254</sup>. Alors la commission administrative imagina une autre combinaison. Elle demanda au préfet l'autorisation d'acheter les matériaux provenant de la démolition de l'ancienne église de Cadéac, que l'acquéreur était disposé à céder au prix coûtant; le charroi en serait opéré gratuitement par les habitants de Loudéac et les frais de construction couverts par le droit de marque sur les toiles, dites de Bretagne, établi à Loudéac. Le préfet avait commencé par approuver ce projet qui devait être exécuté sur-le-champ, (5 frimaire an XIV), mais le décret du 10 brumaire an XIV étant survenu, il fallut demander à Paris l'approbation minis-

249. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séances du 15 avril et du 16 juin 1808; du 7 mars, 21 juillet, 17 octobre 1810. Couppé, en qualité de membre du Corps législatif, s'intéressa à l'affaire.

250. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre cité, fol. 28, séance du 1<sup>er</sup> fructidor an XIII.

251. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre de délibérations du conseil d'arrondissement (an VII-1831), fol. 38, séance du 1<sup>er</sup> germinal an XII.

252. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12 (an X-an XII), fol. 68, séance du 23 germinal an XII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, même séance.

253. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre de délibérations du conseil d'arrondissement déjà cité, fol. 44-45, séance du 15 germinal an XIII.

254. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, fol. 33, séance du 13 floréal an XIII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, même séance.

térielle (mars 1806) et la réalisation fut ajournée à 1807<sup>255</sup>  
Des communs (écurie, buanderie, four) furent ajoutés en 1812  
et 1813<sup>256</sup>.

Outre les bâtiments abritant les malades et les hospitalisés, les hôpitaux possédaient encore d'autres biens fonciers : maisons, fermes, métairies, convenants, auxquels il faut joindre des rentes foncières. Nous avons vu que la vente de ces biens avait été ordonnée par la loi de l'an II ; et qu'elle avait ruiné les hôpitaux. Malgré les dispositions législatives plus sages édictées par la Convention thermidorienne et le Directoire, la situation des établissements hospitaliers du département des Côtes-du-Nord était encore extrêmement précaire à ce point de vue au début du Consulat. Le conseil général, dans sa séance du 26 germinal an IX, dép'orait « la plaie profonde » que les ventes avaient causé aux hospices et jugeait insuffisantes les mesures prises jusqu'alors pour y remédier<sup>257</sup>. On comprend que le Consulat se préoccupa d'activer la restauration du patrimoine hospitalier entreprise par les gouvernements précédents. Une loi du 4 ventôse an IX affecta aux hospices tout domaine national usurpé, toute rente appartenant à la République dont le paiement aurait été interrompu, le préfet statuant sur les cas d'espèce par voie d'arrêtés<sup>258</sup>. L'arrêté consulaire du 7 messidor de la même année énumérait les catégories de rentes et de domaines tombant sous le coup de la loi et déterminait la procédure à suivre de la part des commissions administratives pour les revendiquer. L'article 11 de l'arrêté soumettait les actions juridiques qu'elles croiraient devoir intenter dans ce but à l'examen préalable d'abord d'un comité

255. Archives hospitalières de Loudéac, Registre cité, fol. 29-30. séances des 19 vendémiaire et 24 brumaire an XIV. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, arrêté du 5 frimaire an XIV; 2 M 223, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XIII-1806), le préfet au sous-préfet de Loudéac, 29 mars 1806. Le décret du 10 brumaire an XIV dont il est ici question « relatif aux constructions, reconstructions et réparations de bâtiments appartenant aux hospices et autres établissements de charité » exigeait l'autorisation du ministre de l'Intérieur pour toute dépense excédant 1.000 francs et celle de l'Empereur pour toute dépense excédant 10.000. DUVERGIER, t. XV, p. 333-334.

256. Archives hospitalières de Loudéac, Registre cité, état historique et statistique de l'hospice civil de Loudéac, 13 novembre 1820.

257. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11 (an VIII-an X), fol. 61-66, séance an XIII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>cv, même séance.

258. DUVERGIER, t. XII, p. 395-396.

consultatif de trois jurisconsultes nommés par le sous-préfet, puis du conseil de préfecture<sup>259</sup>. Nous connaissons la composition de ces comités pour la plupart des arrondissements : celui de Saint-Brieuc fut composé du notaire Tanguy et de deux avoués, Lercux et Bienvenue. Tanguy décédé fut remplacé en 1806 par Gourlay, membre du Corps législatif, démissionnaire en 1807, et remplacé à son tour à cette date par Guinot-Boismenu fils, avocat à Saint-Brieuc ; Bienvenue nommé juge en 1813, par l'avocat Revel<sup>260</sup>. De celui de Dinan fit partie Gesbert ; dans l'arrondissement de Lannion en l'an X le sous-préfet nomma Daniel-Kérinou père, Boulon-Dumény et Le Beaudour. A Loudéac, le sous-préfet nomma le 5 vendémiaire an X Garnier, Guillemot-Treffainguy et Lansard qui paraissent être restés en fonctions jusqu'à la fin de l'Empire<sup>261</sup>. Des arrêtés du préfet envoyaient en possession provisoire<sup>262</sup>.

Malgré cette sollicitude minutieuse de l'administration nouvelle, on retrouve les mêmes doléances que précédemment sur la situation précaire des hôpitaux dans les délibérations du conseil général de l'an X et même de l'an XIII<sup>263</sup>. C'est que la mauvaise volonté des fonctionnaires de l'enregistrement, les réclamations des émigrés amnistiés et réintégrés dans la possession de leurs biens, tout concourait à rendre illusoires les efforts du Gouvernement pour l'améliorer ; terres et rentes à peine récupérées disparaissaient de nouveau. La loi du 8 ventôse an XII assigna aux hospices du département des Côtes-du-Nord, à titre de propriétés incommutables et définitives, 14.857 fr. 88 de revenus, soit 297.172 fr. 50 en capitaux, dont 11.048 fr. 70 de biens de remplacement (Guingamp 2.153 fr. 62,

259. *Ibid.*, p. 467-468.

260. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 69, arrêté du 14 thermidor an IX ; 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 103, arrêté du 20 juin 1806, 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 5, arrêté du 29 avril 1807 et fol. 154, arrêté du 22 avril 1813.

261. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 88, arrêté du 25 vendémiaire an X et Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre d'arrêts du sous-préfet (an VIII-1829), fol. 56, arrêté du 5 vendémiaire an X.

262. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>-3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-1816), *passim* : très nombreux arrêtés de ce genre.

263. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 144-150, séance du 12 prairial an X et 1 N 13, fol. 26, séance du 11 floréal an XIII : « La vente des biens des hospices fut le triste résultat d'une erreur politique », en partie réparée seulement, dit le conseil, par la loi « bienfaisante » du 4 ventôse an IX. Cf. Archives Nat., Fley, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, mêmes séances.



Saint-Brieuc 4.372 fr., Quintin 833 fr. 95, Lannion 581 fr. 13, Dinan 3.108 fr.). Restait à rembourser à cette date 13.041 fr. 59 de revenus pour replacer les hospices dans la situation où ils étaient auparavant<sup>264</sup>. Un décret du 1<sup>er</sup> complémentaire an XIII affecta provisoirement aux hospices des Côtes-du-Nord 15.058 fr. 63<sup>265</sup>. Une loi de septembre 1807 transforma cette possession provisoire en propriété définitive<sup>266</sup>. Ses rentes étaient pour la plupart d'origine ecclésiastique, quelques-unes, des biens d'émigrés. Ainsi l'hôpital de Saint-Brieuc se vit attribuer, au cours des années X et XI, des rentes provenant des fabriques de Saint-Quay, de Châtelaudren, de Cesson, d'Yffiniac, de Pordic, d'Etables, de Quintin, de l'évêché de Saint-Brieuc, du chapitre de Saint-Brieuc, de la collégiale Saint-Guillaume, de l'abbaye de Beauport, des Augustins de Lamballe, du Calvaire et des Ursulines de Saint-Brieuc, des Ursulines de Guingamp, de l'abbaye de Beaulieu, de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Brieuc, de la congrégation de Saint-Yves et de la confrérie de Saint-Sébastien de Quintin<sup>267</sup>. En 1806, le receveur des domaines de l'arrondissement de Guingamp mettait à la disposition de l'hospice neuf terres, dont une provenait de l'abbaye de Bégard, une des biens de Cleux-Dugage, une de ceux de Saturnin de Bourglanc, une de ceux de Louis de Lorgé<sup>268</sup>. Ce même hôpital de Guingamp se vit assigner, en l'an XIII, des biens situés dans l'arrondissement de Maëstricht, département de la Meuse-Inférieure, au capital de 7.585 fr. 86 et en jouit encore

264. DUVERGIER, t. XIV, p. 501 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X, Hospices et bureaux de bienfaisance, Titres communs et instructions ministérielles (an IX-1817, état des biens aliénés et des capitaux remboursés aux établissements d'humanité et des biens et rentes à leur donner en remplacement, dressé par le préfet, 10 fructidor an XII).

265. Manque dans DUVERGIER. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X, Hospices et bureaux de bienfaisance, Titres communs et instructions ministérielles (an IX-1817) cité ci-dessus, décret du 1<sup>er</sup> complémentaire an XIII; état des biens accordés provisoirement aux hospices du département en remplacement de ceux qui ont été aliénés.

266. Citée dans DUVERGIER, t. XVI, p. 182. Cf. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 578-581, tableau détaillé des biens affectés aux établissements hospitaliers : par hospice.

267. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 3, état des rentes affectées à l'hospice de Saint-Brieuc (an X-an XII).

268. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 5, Hospice de Guingamp, Administration des biens et revenus (1793-1827).

aujourd'hui<sup>269</sup>. Aux hospices de Lannion furent dévolus des biens et rentes provenant de l'abbaye de Bégard, de celle de Saint-Jacut, des Augustins de Lannion, des Carmes du Guildo, de l'évêché de Tréguier et d'un grand nombre de fabriques<sup>270</sup>; à celui de Loudéac, des biens provenant des abbayes de Lantenac et de Bonrepos, des fabriques de Cadéac et de Saint-Martin-des-Prés<sup>271</sup>; à celui de Lamballe, des rentes dues « aux ci-devants moines de Saint-Aubin-des-Bois », aux Augustins de Lamballe, aux anciennes fabriques de Lamballe, de Maroué<sup>272</sup>; à celui de Moncontour, des rentes appartenant aux émigrés, de Catuélan, de la Fruglais, de Villéon-Villegourio, Le Prévost de la Tourandais, Beaumour de Saint-Ilan, aux fabriques de Saint-Michel et Saint-Mathurin de Moncontour, de Quessoy, de Bréhan, La Malhoure, Pommerit, Landéhen<sup>273</sup>; à celui de Quintin, sept rentes provenant des biens de Langeron et de Robien; à celui de Tréguier, des rentes provenant des fabriques de Tréguier, de Minihiy, de Camlez, Coatascorn, Plougrescant, etc.; à celui de Loudéac, des rentes provenant de la fabrique de Saint-Thélo, de l'abbaye de Lantenac, de l'émigré de Talhouët<sup>274</sup>. L'opération de la découverte de rentes par les commissions administratives se prolongea pendant tout l'Empire; elle durait encore en 1814<sup>275</sup>.

Beaucoup de ces rentes étaient en argent, d'autres très nombreuses également, en nature : froment, méteil, avoine. L'hôpital de Saint-Brieuc fabriquait une partie de son pain avec le produit de ses rentes en grains, montant en 1806 à 4.951 décalitres de froment et 395 de seigle; le registre de la commission a conservé les clauses du traité passé avec le bou-

269. *Ibid.*, tableau des rentes appartenant aux établissements de charité de Guingamp qui sont en pays étranger, 24 juillet 1816.

270. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 6, Hospices de Lannion, Biens dévolus aux hospices en remplacement de ceux aliénés (ans X et XI).

271. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 7, Hospice de Loudéac, Biens et revenus (an XI-1855).

272. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 8, Hospice de Lamballe, Remise de biens attribués en remplacement de ceux aliénés (an IX-1814).

273. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 9, Hospice de Moncontour, Divers.

274. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 11<sup>1</sup>, Hospice de Quintin, Pièces générales et personnel; 1 X 12, Hospice de Tréguier. Divers.

275. Cf. les dossiers ci-dessus énumérés (1 X 3-1 X 11<sup>1</sup>) et 3 K 14<sup>1</sup>-3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet.

langer chargé de ce soin <sup>276</sup>. Comme le paiement en argent et surtout en nature était gênant, on chercha à affranchir ces rentes en remboursant aux hôpitaux le capital. Chacun de ces remboursements ou affranchissements de rentes avait besoin pour être valable d'être autorisé par un arrêté préfectoral; innombrables sont les arrêtés de cette espèce <sup>277</sup>. Quelques-unes de ces rentes sont en réalité des fermages; la fixation du prix de ces fermages et la passation des baux par les commissions sont contrôlées de près par le préfet. Il en est de même de la vente des produits éventuels de ces immeubles, vieux matériaux, arbres, etc. <sup>278</sup>. Le gouvernement impérial va jusqu'à désigner les notaires devant lesquels doivent être passés les baux des hospices et des établissements de bienfaisance : à Saint-Brieuc, Jacques Gerno; à Lamballe, Grolleau-Villegueury; à Dinan, Cariguet; à Guingamp, André; à Lannion, Pillat-Kermarzin; à Loudéac, Saffray <sup>279</sup>.

Aux fermages et aux rentes s'ajoutent les octrois municipaux et de bienfaisance perçus à l'entrée des villes sur différentes denrées. L'Ancien Régime avait déjà employé ce procédé pour équilibrer le budget des établissements hospitaliers, mais le régime consulaire et impérial en fit un usage plus général encore et plus fréquent. On étudiera plus loin à propos des impôts le détail de cette fiscalité <sup>280</sup>. Contentons-nous de relever ici la part que demandent à ce genre de ressources les principaux hôpitaux. En l'an XI Saint-Brieuc touche 6.000 fr. sur le produit des octrois, soit le quart environ de la recette totale; Moncontour touche 1.750 fr. en 1806, 3.600 fr. en 1807, 2.400 fr. en 1808; Quintin, 5.000 fr. en l'an XII; Dinan, 4.000 fr. en l'an XIII et XIV; Guingamp, 3.000 fr. en l'an XII; Lannion, 3.753 fr. 08 en l'an XIII, 2.000 fr. en 1809;

276. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1814), fol. 62-63, cahier des charges de la meule et manutention des grains de l'hospice de Saint-Brieuc, 1<sup>er</sup> août 1806. L'hospice consommait 30 « tourtes » de pain par semaine. L'adjudicataire devait à l'aide d'un quintal de froment pur ou de froment et seigle fabriquer un quintal de « bon pain », plus 20 kilos de son et 5 kilos « d'issues », à raison de 1 fr. 25 le quintal. L'enlèvement des grains dans les greniers était à sa charge.

277. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141-3 K 141, *passim*.

278. *Ibid.*, p. ex. 3 K 143, fol. 98-99, arrêté du 28 mai 1806.

279. Archives Nat., F<sup>15</sup> 614, Côtes-du-Nord (an VIII-1811), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 18 décembre 1807.

280. Cf. plus loin, chap. IV, p. 307-315.

Tréguier, de 1.450 à 3.000 fr. suivant les années; Loudéac, de 1.500 à 4.000 fr.<sup>281</sup>.

Le casuel très abondant et très varié sous l'Ancien Régime, comme on l'a vu, n'a pas complètement disparu du budget des hôpitaux sous l'Empire. Il affecte deux formes principales : 1<sup>o</sup> le monopole de l'enlèvement des boues dans les rues de la ville; 2<sup>o</sup> le monopole des pompes funèbres. Le premier type de casuel existe à l'hôpital de Saint-Brieuc, qui procède d'abord par régie directe. Jusqu'en l'an 1810, l'hospice, possédant cheval et voiture, faisait enlever les boues par deux de ses employés; il tirait de la vente de ces engrais environ 2.600 francs. A partir de 1810, par raison d'économie, ce monopole fut affermé pour cinq ans séparément pour chaque quartier de la ville, divisée à cet égard en cinq arrondissements. Les hospices de Lamballe, de Loudéac, de Lannion, et de Tréguier ont également le monopole des boues<sup>282</sup>. Le monopole des pompes funèbres sous forme de bannies, de fournitures de « chasses » ou bières pour les morts, d'accessoires de décoration funéraire, tels que tentures, cierges portés aux enterrements par des « pleureuses » de l'hôpital, était très fréquent dans les hôpitaux bretons sous l'Ancien Régime.

281. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre des délibérations de la municipalité (an IX-an XII), fol. 34-38, séance du 27 pluviôse an X : élaboration du budget de l'an XI; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 9, Hospice de Moncontour, état de situation de l'hospice de Moncontour sous le rapport des ressources et des dépenses annuelles, 12 août 1806; 3 K 143, fol. 41, arrêté du 1<sup>er</sup> fructidor an XIII; Archives hospitalières de Moncontour, E, Registre de délibérations de la commission, séance du 1<sup>er</sup> janvier 1807 et Archives mun. de la même ville, D, Registre de délibérations (an IX-1813), séance du 9 mai 1808; Archives mun. de Quintin, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations de la municipalité (an IX-an XII), fol. 27, séance du 24 pluviôse an XI : budget de l'an XII; Archives mun. de Dinan, Registre de délibérations de la municipalité (an IX-1810), fol. 83-86, séance du 22 nivôse an XIII (budget de l'an XIII) et fol. 119-123, dépenses de Dinan pour 1806; Archives mun. de Guingamp, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations de la municipalité (1800-1807), fol. 57, séance du 29 nivôse an XII (budget de l'an XII); Archives mun. de Lannion, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations de la municipalité (1806-1815), budget de 1809; Archives mun. de Tréguier, D, Registres de délibérations de la municipalité (an VIII-1806 et 1806-1815), *passim*; Archives mun. de Loudéac, D, Registres de délibérations de la municipalité (an IV-an XIV et an II-1815), *passim*; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 7, Hospice de Loudéac. Divers (an X-1827). Le maire de Loudéac au sous-préfet, 8 mars 1807; état des réponses faites à un questionnaire du préfet par les administrateurs de l'hospice, 24 octobre 1811.

282. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre cité (an IX-1814), fol. 145-148, séance du 8 juin 1810; Archives hospitalières de Lamballe, de Lannion et de Tréguier, E, Registres de délibérations des commissions administratives, *passim*.



Ceux-ci ont une tendance à le reconstituer, une fois la Révolution terminée, et parfois ils y réussissent. Sans doute, à Saint-Brieuc, le 22 fructidor an X, le préfet refuse d'approuver une délibération de la commission administrative visant au rétablissement des « criées funéraires », au profit de l'hospice ; mais nous retrouvons en 1807 le monopole de la vente de cercueils et de la fourniture des flambeaux et « béguins » (produit 120 fr. par an), à Lamballe où il s'est vraisemblablement continué sans interruption depuis 1789 ; à Dinan, où cette question soulève une querelle avec les marguilliers de la paroisse de Saint-Sauveur, à Guingamp où cette coutume s'est perpétuée jusqu'à nos jours <sup>283</sup>.

Les quêtes font également partie du casuel. Un arrêté du préfet du 19 prairial an XI autorise l'apposition de troncs au profit des hospices dans les lieux publics et les églises <sup>284</sup>. A Tréguier, c'est un des administrateurs qui est chargé à tour de rôle de faire circuler « le pochon » <sup>285</sup>. A Loudéac, en l'an X, Brélivet ouvre même une souscription extraordinaire et le préfet l'approuve, vu la détresse de l'hospice <sup>286</sup>. Le produit du travail des hospitalisés entre aussi en ligne de compte dans les recettes des hospices. Dans la plupart d'entre eux, les vieillards et les enfants sont employés à filer et quelquefois à tisser le chanvre et le lin. C'est le cas, notamment, pour Saint-Brieuc où le produit en est évalué en 1807 à 900 francs ; pour Lamballe (300 fr. en 1807) ; pour Tréguier, pour Loudéac <sup>287</sup>.

283. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 50, le préfet à la commission administrative de l'hospice de Saint-Brieuc, 22 fructidor an X; Archives hospitalières de Lamballe, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1807), fol. 12-13, budget de 1807. Les « béguins » étaient des morceaux d'étoffe décorés d'ornements funéraires portés par les pauvres; Archives hospitalières de Dinan, E, 1<sup>er</sup> registre de correspondance (an V-1806), la commission au maire de Dinan, 27 frimaire an XIII. A Guingamp, en 1913, les décès étaient encore annoncés à voix haute dans les rues par le « crieur des morts », — un des pensionnaires de l'hospice — muni d'une clochette.

284. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 172, arrêté du 19 prairial an XI.

285. Archives hospitalières de Tréguier, E, Registre de délibérations (an I-1802), séance du 9 fructidor an VIII.

286. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, fol. 28, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 23 floréal an X.

287. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1814), fol. 70-71, séance du 17 octobre 1806 (budget de 1807); Archives hospitalières de Lamballe, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1807), fol. 12-13, budget de 1807; Archives hospitalières de Tréguier et de Loudéac, E, Registre de délibérations des commissions, *passim*.

On indique pour mémoire le droit des pauvres sur les spectacles, le produit des amendes et confiscations (en l'an XI : Saint-Brieuc, 224 fr. 64; Lamballe, 109 fr. 47; Quintin, 2 fr. 69; Tréguier, 3 fr. 29; Guingamp, 14 fr. 56; Dinan, 102 fr. 45; Lannion, 5 fr. 98)<sup>288</sup>; enfin la pension des enfants assistés, des militaires et des marins payée par le département et l'Etat dont il sera question plus loin<sup>289</sup>.

Rappelons enfin les legs et donations dont se sont enrichis au cours de la période que nous étudions les hospices du département; à Saint-Brieuc, en 1811, legs d'une rente de 98 fr. 75 par la dame de Quellenec de Locmaria; à Lamballe, fondation d'un lit au capital de 2.000 francs par un anonyme au profit d'un individu de la commune de Landehen (1806); l'année suivante, fondation d'un autre lit dans le même hôpital par Meheust, prêtre de Landehen, au profit d'un malade de cette commune (2.600 fr.); en 1810, legs par une demoiselle Georgine Samson d'un tiers de son mobilier à l'hospice de Lamballe; à Quintin, en l'an XIII, par l'avocat Coëtiquet, d'une rente perpétuelle de 300 francs sur hypothèque; à Tréguier, en 1807, d'une rente de 150 francs assise également sur hypothèque; par la demoiselle Marie-Agathe Le Dauphin du Porzou; à Loudéac, en 1806, de différents immeubles par une dame Louise Soustacher<sup>290</sup>.

Au total, si l'on veut se représenter la fortune moyenne des hospices du département pendant les quinze années du régime impérial, l'on sera obligé de se contenter de chiffres approximatifs, rien n'étant plus malaisé que de se débrouiller au milieu de la comptabilité des hospices, qui le plus souvent ne font pas de distinction entre le revenu ordinaire et le revenu casuel, ce dernier variable suivant les années. Le revenu moyen de l'hospice de Saint-Brieuc semble avoir été d'un peu plus de 30.000 fr.; celui de Lamballe, de 10 à 11.000 fr.; de Moncontour, 3.000 fr.; de Quintin, 11 à 12.000 fr.; de Dinan,

288. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, fol. 38, arrêté du 15 frimaire an XII.

289. Cf. p. 229-230.

290. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807) : fol. 37, arrêté du 26 prairial an XIII; fol. 67-69, arrêté du 17 février 1806; 3 K 144 (1807-1816) : fol. 17-18, arrêté du 6 novembre 1807; fol. 29, arrêté du 8 juin 1808; fol. 44-45, arrêté du 11 octobre 1808; fol. 77-78, arrêté du 23 février 1810; fol. 115, arrêté du 3 octobre 1811.

d'environ 30.000 fr. pour les deux hospices; de Tréguier, idem; de Loudéac, 4.000 fr.<sup>291</sup>.

Après avoir ainsi passé en revue les ressources en personnel et en matériel des hôpitaux des Côtes-du-Nord sous l'Empire, il convient de se demander quel en a été l'effet utile, en d'autres termes, quel fut le nombre des individus hospitalisés, la catégorie à laquelle ils appartenaient et la manière dont ils ont été secourus. En ce qui concerne les deux premières questions, il faudra répéter ce qu'on vient de dire plus haut à propos de revenus et se contenter de chiffres approximatifs, parfois contradictoires. L'hospice de Saint-Brieuc, qui dispose de 220 lits, en 1807, abrite 59 malades, 33 vieillards, 107 enfants : 199 hospitalisés; celui de Lamballe a ordinairement de 100 à 120 pensionnaires, de toutes catégories comme ci-dessus; Quintin, en 1806, en accuse 60, 50 en 1807; en 1812, 34 malades, 15 vieillards, 23 enfants; Moncontour, en 1806, a 17 malades, 6 vieillards, 7 enfants : 30 hospitalisés; Dinan a 130 pensionnaires en l'an XI, 163 en 1811 (90 malades et infirmes, 48 enfants, 25 militaires et marins); 146 en 1812, (30 malades, 55 vieillards, 61 enfants); Guingamp, de 90 à 100 en moyenne; Lannion, dans ses deux hôpitaux, de 80 à 90; Tréguier soigne à l'Hôtel-Dieu en moyenne une quarantaine de malades, à l'Hôpital, de 15 à 17 vieillards, de 20 à 25 enfants; Loudéac abrite de 15 à 20 pensionnaires<sup>292</sup>.

En principe, ces hospitalisés, si l'on excepte les militaires et les marins, sont originaires des communes dans lesquelles sont situés les hospices. C'était là une vieille maxime d'assis-

291. Chiffres obtenus par le calcul d'après les renseignements fournis par les archives hospitalières des différents établissements, renseignements qui sont loin d'être complets ni précis. Voici les chiffres extrêmes pour Saint-Brieuc : 1809, 45.596 fr. 62; 1811, 26.750 fr. 60. Le chiffre fourni pour Dinan est celui de 1809.

292. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1814), fol. 70-71, séance du 17 octobre 1806; état des recettes et dépenses pour 1807. Archives hospitalières de Quintin, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XIII-1810), fol. 11, séance du 22 décembre 1806. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1814), fol. 117, séance du 15 mai 1811; 1<sup>er</sup> registre de correspondance (an V-1806), la commission au sous-préfet, 13 nivôse an XI; 2<sup>e</sup> registre, *id.* (1806-1817), la commission au maire de Dinan, 29 mai 1812. Archives hospitalières de Tréguier, E, Registres de délibérations (an I-1825), *passim*. Archives hospitalières de Loudéac, E, Registre de délibérations (an V-1817), *passim* et en particulier, fol. 22, séance du 19 ventôse an XI. Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, Côtes-du-Nord (1812-1815), état des hospices désignés pour réunir des enfants trouvés et abandonnés à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1812. 25 septembre 1811 : population habituelle des hospices (hospitalisés de toute nature).

tance publique, appliquée avec rigueur sous l'Ancien Régime et en particulier par les hôpitaux généraux, qu'on retrouve du moins au début du régime consulaire. Aussi, le sous-préfet de Lannion demande-t-il comme une dérogation à ce principe d'accepter aux hospices de Lannion et de Tréguier les pauvres originaires de communes rurales dans lesquelles ces établissements ont recouvré des rentes nationales<sup>293</sup>. C'est une manière de récompenser les municipalités de la bonne volonté dont elles ont fait preuve à l'égard des commissions administratives en les aidant dans leurs recherches de rentes. 30 places sont ainsi mises à la disposition des communes du canton de Lannion, 23 de celles du canton de Tréguier; même mesure en 1812<sup>294</sup>. Le préfet l'approuva en principe (brumaire an XI); toutefois, il ne tarda pas peu de temps après à tempérer cette rigueur par des réserves importantes dans une circulaire adressée aux sous-préfets, aux maires de Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, et Moncontour, à l'occasion de l'établissement des octrois : « On a cru, disait-il, d'après l'organisation de ces droits que les hospices ne doivent plus être affectés qu'au service des villes, c'est une erreur. Le Gouvernement n'a jamais entendu que les dispositions par lui faites pour la restauration des établissements qui leur sont consacrés ne profitassent qu'aux indigents des villes où ils sont situés... » Et il concluait en parlant de la découverte de rentes attribuées aux hospices : « Il est de fait que les communes qui procurent un accroissement de dotation à un hôpital doivent avoir droit à un nombre de places d'infirmités proportionné à celui des revenus obtenus dans leur territoire respectif, mais il n'est pas moins d'obligation de recevoir les nécessiteux des autres communes, selon que la situation des individus l'exigera indispensablement »<sup>295</sup>.

293. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 6, Hospice de Lannion, Personnel, extrait des registres de la sous-préfecture de Lannion, 25 floréal an X.

294. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre de délibérations (an XIII-1819), séance du 11 décembre 1812 (arrêté du sous-préfet du 13 novembre mettant 15 lits de l'hospice à la disposition des communes ayant aidé à la récupération des rentes).

295. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 69, le préfet au sous-préfet de Lannion, 21 brumaire an XI, et 2 M 222 (an XII-an XIII), fol. 81-83, le préfet aux sous-préfets et aux maires de Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin et Moncontour, 23 prairial an XII.



Parmi les pensionnaires des hospices, deux catégories se trouvaient administrativement dans une situation spéciale : d'une part, les militaires et marins ; d'autre part, les enfants abandonnés. Il n'y avait dans le département des Côtes-du-Nord ni hôpital militaire, ni hôpital maritime. Les soldats des détachements de passage, les matelots des corsaires et des bâtiments de l'Etat en croisière sur les côtes étaient soignés dans les hospices civils. C'était une lourde charge pour ces établissements. Les hôpitaux de Saint-Brieuc, Lamballe et Guingamp, situés sur la ligne d'étapes Paris-Brest étaient particulièrement encombrés de soldats ; ceux de Lannion et de Tréguier, hôpitaux de la région côtière, de marins ; par exemple, en septembre 1806, Lannion devait admettre d'urgence 35 marins des frégates *La Revanche* et *La Sirène* en relâche à Bréhat<sup>296</sup>. Au mois de décembre, la commission protestait et demandait l'établissement d'une maison de convalescence à Tréguier pour pouvoir les y évacuer<sup>297</sup>. De son côté, l'hôpital de Tréguier en avait reçu une centaine<sup>298</sup>. Ce surcroît de charges devenait intolérable quand l'Etat négligeait d'acquitter le montant de leur pension, comme il arriva à plusieurs reprises, ainsi qu'on le verra tout à l'heure<sup>299</sup>. Quant aux enfants abandonnés, « les enfants de la patrie » de l'époque révolutionnaire, ce fut, pendant les trois premières années du Consulat, l'Etat qui se chargea de leur entretien. D'après le conseil général, qui gémissait sur cette conséquence « du relâchement des mœurs, de la misère et de la guerre civile », il y aurait eu, en l'an IX, 190 enfants abandonnés à la charge des hospices du département, 180 en l'an X (Saint-Brieuc 91, Dinan 47, Lamballe 27, Quintin 2, Guingamp 23, Lannion 2, Tréguier 2), chiffre d'ailleurs que le préfet jugeait trop élevé. L'Etat versait pour leur entretien une somme globale de 3.750 francs, dont 1.700 en chiffres ronds affectés à l'hospice de Saint-Brieuc et 900 à celui de

296. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité (an XIII-1819), séance du 28 septembre 1806.

297. *Ibid.*, séance du 6 décembre 1806.

298. Archives hospitalières de Tréguier, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an X-1812), séance du 25 septembre 1806.

299. La pension des militaires hospitalisés est évaluée annuellement à 1.200 fr. dans le budget de l'hospice de Tréguier pour l'an XII. Archives hospitalières de Tréguier, E, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an X-1812), séance du 24 nivôse an XII.

Dinan. Cette somme était absolument insuffisante, encore le Gouvernement se faisait-il tirer l'oreille pour la solder<sup>300</sup>. La loi du 13 floréal an X mit cette dépense au nombre des dépenses variables du département<sup>301</sup>. Aussi voyons-nous figurer régulièrement à partir de l'an XII un crédit consacré à cet usage dans les budgets départementaux. Ce crédit s'élève à 10.000 fr. pour l'an XI, 14.000 fr. pour l'an XII, 4.000 fr. pour les ans XIII et XIV, 8.000 fr. pour 1807, 6.000 fr. pour 1808, 1809 et 1810, 16.400 fr. pour 1811, 6.000 fr. pour 1812<sup>302</sup>.

Ces variations dans le chiffre des crédits s'expliquent par le nombre plus ou moins grand d'enfants à secourir. D'une façon générale l'administration impériale tendit à diminuer

300. La loi du 27 frimaire an V, confirmant celle des 29 novembre-10 décembre 1790 et des 28 juin-8 juillet 1793, avait mis à la charge de l'Etat les enfants abandonnés « dans les hospices qui n'ont pas de fonds affectés à cet objet » (art. 2), DUVERGIER, t. IX, p. 280, et P. POULLET, *op. cit.*, p. 434. Archives dép. 1 N 11, Délibérations du conseil général (an VIII-an X), fol. 104-106, séance du 26 germinal an IX, et fol. 144-150, séance du 12 prairial an X et 1 N 12 (an X-an XII), fol. 42-43, séance du 28 floréal an XI. Cf. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, mêmes séances. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 220, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-an X), fol. 101-102, le préfet aux commissions administratives des hospices civils, aux sous-préfets et aux maires de Port-Briec, Quintin, Lamballe et Moncontour, 12 floréal an IX; 4 X, Enfants trouvés et abandonnés, Pièces diverses, état des enfants abandonnés du département des Côtes-du-Nord dressé par le préfet le 21 brumaire an IX en exécution de la circulaire du ministre du 19 vendémiaire an IX. D'après cet état les frais d'entretien de ces enfants se seraient élevés à 22.128 francs (le même chiffre est donné par le conseil général). Le préfet attribuait l'augmentation du nombre des enfants abandonnés dans le département à trois causes principales :

« La première est la guerre intérieure dont les auteurs et partisans ont souvent parcouru les campagnes : ces hommes accoutumés à tous les genres de crimes se sont souvent servis avec avantage, pour abuser de la faiblesse des jeunes personnes, de la terreur inspirée par leur férocité et de l'ascendant qu'ils avaient obtenu sur ces êtres trop crédules. La deuxième est le séjour des troupes dans quelques cantons, car ici où la débauche n'est pas à son comble, elle peuple, et même beaucoup. La troisième est la misère affreuse qui désole le pays; cette misère dérive de la stagnation du commerce, des résultats de la chouannerie et de la cherté des denrées. »

301. DUVERGIER, t. XIII, p. 414-416, loi sur les contributions foncière, personnelle et somptuaire de l'an XI, art. 9 « seront à la charge des départements ... celles (les dépenses) relatives aux enfants trouvés. »

302. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11-1 N 15, Délibérations du conseil général (an VIII-1813), budgets des ans XI, XII et XIII, de 1806, 1807, 1808, 1809, 1810 et 1812. Archives Nat., F<sup>lev</sup>, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 115-116, décrets du 11 juin 1810 sur la fixation des dépenses départementales, art. 13 : « Les fonds alloués en 1809 pour les enfants trouvés sont alloués également en 1810. »

le plus possible le chiffre des enfants secourus. Elle pressait les commissions administratives de s'en débarrasser aussitôt qu'ils étaient en âge d'apprendre un métier. C'est dans ce sens que le préfet écrivait en messidor an XI aux commissions de l'hospice de Saint-Brieuc qui en avait 76 à sa charge, dont 30 de 6 à 9 ans, et de Lamballe, où il y en avait 36, dont 5 de 6 à 10 ans et demi <sup>303</sup>. D'après le conseil général, le nombre total à cette époque pour les hospices du département aurait été de 163 <sup>304</sup>. Ces observations portèrent leurs fruits : le 5 thermidor an XI, la commission administrative de Saint-Brieuc organisait un système de primes destinées à récompenser les personnes qui voudraient élever les enfants abandonnés et leur apprendre un métier. La pension serait de 8 fr. par mois jusqu'à l'âge de 8 ans; de 6 fr. de 8 à 10 ans; de 4 fr. de 10 à 12; de 3 fr. de 12 à 14 pour les garçons et de 12 à 15 pour les filles. A 14 ans, si les garçons s'embarquent, ceux qui les auront élevés toucheront 90 fr. pour l'achat du trousseau; les filles, 60 fr. Le préfet estimait ces dispositions si sages qu'il les étendait, sous la forme d'un arrêté, à tous les hôpitaux du département <sup>305</sup>.

Cependant il y eut encore, en l'an XII, 173 enfants abandonnés (Saint-Brieuc, 79; Dinan, 42; Lamballe, 42; Guingamp, 5; Quintin, 1; Tréguier, 1); en l'an XIII, 171; en 1809, 143; dont 98 à la campagne <sup>306</sup>. A partir de 1812, en application du décret impérial du 19 janvier 1811 prescrivant de réduire autant que possible le nombre des dépôts d'enfants, les hospices de Lannion, Saint-Brieuc, Lamballe, Dinan et Guingamp, c'est-à-dire les hôpitaux importants, continuèrent seuls à recevoir des enfants abandonnés. Ceux de Tréguier furent évacués sur Lannion, ceux de Quintin sur Saint-Brieuc,

303. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 135-140, le préfet aux commissions administratives des hospices de Saint-Brieuc et de Lamballe, 9 et 10 messidor an XI.

304. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12 (an XII), fol. 85-86, séance du 26 germinal an XII.

305. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XI-an XIII), fol. 29-30, arrêté du 5 vendémiaire an XI.

306. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, fol. 60, arrêté du 6 pluviôse an XII et fol. 124-125, arrêté du 19 vendémiaire an XIII. Archives Nat., F<sup>15</sup> 614, Côtes-du-Nord (an VIII-1811), état de mouvement des enfants trouvés entretenus dans le département des Côtes-du-Nord pendant l'année 1809.

ceux de Moncontour et de Loudéac, sur Lamballe<sup>307</sup>. En 1812, probablement en raison de la crise des subsistances qui sévissait dans l'ensemble du département, l'hôpital de Lamballe se trouva surchargé d'enfants; il en comptait à cette date 69, dont 32 abandonnés et 37 trouvés<sup>308</sup>.

Ni les vénériens ni les aliénés n'étaient reçus dans les hôpitaux des Côtes-du-Nord : on évacuait les premiers sur Morlaix ou sur Rennes. L'hôpital de cette dernière ville. faisait d'ailleurs parfois des difficultés pour les admettre<sup>309</sup>. Pour les seconds, on les internait provisoirement à la prison de Saint-Brieuc; en cas d'aggravation de leur état on les dirigeait sur l'asile du Petit-Saint-Méen à Rennes, ou sur le dépôt de mendicité de cette même ville<sup>310</sup>.

Quant au régime intérieur de ces hôpitaux, les quelques renseignements épars çà et là dans les registres des com-

307. DUVERGIER, t. XIII, p. 305-307 (décret organique en la matière sous l'Empire, rétablissant les « tours »). L'Etat contribuerait désormais pour « une somme annuelle de quatre millions ... au paiement des mois de nourrice et des pensions des enfants trouvés et abandonnés. S'il arrivait après la répartition de cette somme qu'il y eût insuffisance, il y sera pourvu par les hospices, au moyen de leurs revenus ou d'allocations sur les fonds des communes » (art. 12). D'autre part l'article 4 spécifiait qu'il y aurait « au plus dans chaque arrondissement, un hospice où les enfants trouvés pourront être reçus. » Archives dép. des Côtes-du-Nord, 8 K 14<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1816), fol. 112-114, arrêté du 23 septembre 1811.

308. Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, Côtes-du-Nord (1811-1815), état de la population de l'hospice de Lamballe au 1<sup>er</sup> janvier 1812. Pendant les mois de mars et d'avril 1813, 38 enfants furent abandonnés à la porte de cet hospice « chiffre, dit la commission, plus fort qu'à l'ordinaire » Archives hospitalières de Lamballe, E, 2<sup>e</sup> registre (1809-1813), fol. 47, séance du 31 décembre 1813. En 1811, le chiffre total des enfants trouvés et abandonnés du département s'éleva à 212; en 1812 à 307, en 1813 à 349. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 X, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 4 juin et 7 novembre 1814.

309. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 96-97, le préfet au maire de Lantic, 8 pluviôse an IX; 2 M 222 (an XII-an XIII), fol. 24. *Id.* au sous-préfet de Dinan, 18 pluviôse an XIII; 3 K 14<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an X), fol. 157, arrêté du 6 vendémiaire an XI.

310. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 224, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1806-1807), fol. 29, le préfet à M. Loncle-Launay, à Moncontour, 25 septembre 1806; 3 K 14<sup>1</sup> : fol. 62, arrêté du 29 thermidor an X; fol. 138, arrêté du 22 vendémiaire an XI; 3 K 14<sup>2</sup> (an XI-an XIII) : fol. 21, arrêté du 21 fructidor an XI; fol. 37, arrêté du 14 frimaire an XII; 3 K 14<sup>3</sup> (an XIII-1807), fol. 145, arrêté du 25 septembre 1806. Le conseil général du département appuyait le préfet sur ce point et demandait au ministre de l'Intérieur dans sa délibération du 12 juin 1806 de ratifier ces mesures. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 14, Délibérations du conseil général (1806), fol. 19-20. Cf. Archives Nat., F<sup>15</sup> v, même séance.



missions laissent supposer qu'il est encore assez rude et que le confort procuré aux pensionnaires de l'assistance publique est médiocre. On a déjà vu, à propos des immeubles, les déplorable conditions de salubrité que présentaient quelques-uns d'entre eux, en particulier, ceux de Dinan, Guingamp, Lannion. A Saint-Brieuc même, le resserrement excessif des malades amena une épidémie meurtrière en l'an IX <sup>311</sup>. Contre cette malpropreté et les risques qu'elle entraînait les précautions prises étaient sommaires. Cependant, à Lannion, on achète, en 1806, pour 40 francs, l'appareil à désinfecter de Guyton de Morveau, « qui a mérité les éloges et les applaudissements de toutes les nations civilisées » ; à Lamballe, on procède d'une façon régulière à des aérations et des fumigations <sup>312</sup>. Au sujet de l'alimentation nous possédons peu de détails. A Quintin, l'ordinaire se compose d'une soupe de pain de seigle, viande et légumes. Les malades ont une portion de viande trois fois la semaine, une bouillie d'avoine une fois la semaine. Ils font maigre le vendredi et le samedi ; les Dames de Saint-Thomas ont du pain de froment <sup>313</sup>. A Lamballe, les pauvres ont de la soupe à la viande trois fois la semaine, une soupe à la graisse une fois ; le repas du soir est constitué par de la bouillie d'avoine et du lait baratté <sup>314</sup>. A Dinan, les vieillards ont deux soupes par jour, les enfants, trois. Ces soupes sont grasses quatre jours par semaine ; on y emploie 12 onces de pain, de la viande, du beurre et des légumes <sup>315</sup>. Pour la discipline intérieure de ces hôpitaux, de ceux du moins qui abritaient les vieillards, pas d'autres renseignements que ceux fournis par le registre de la commission administrative de Lannion. Il existait une « chambre de discipline » servant à réprimer les premières infractions au

311. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, Registre de délibérations de la commission (an IX-1814), fol. 2, séance du 23 prairial an IX.

312. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séance du 25 septembre 1806; Archives hospitalières de Lamballe, E, 2<sup>e</sup> registre (1809-1821), fol. 21-22, séance du 6 janvier 1811.

313. Archives hospitalières de Quintin, E, 3<sup>e</sup> registre (1811-1820), fol. 9, séance du 15 mai 1812.

314. Archives hospitalières de Lamballe, E, 2<sup>e</sup> registre, fol. 21-22, séance du 6 janvier 1811.

315. Archives hospitalières de Dinan, E, 2<sup>e</sup> registre de correspondance (1806-1817), la commission au maire de Dinan, 29 mai 1812.

règlement; en cas de récidive, on expulsait le délinquant <sup>316</sup>. Les dépenses précédentes de toute nature s'élevaient à 46.588 fr. 60, en 1807, pour l'hôpital de Saint-Brieuc, ce qui aboutit comme taux à 0 fr. 95 la journée des malades, 0 fr. 53 celle des vieillards, 0 fr. 28 celle des enfants, 1 fr. 80 celle des préposés (religieuses et domestiques); en 1808 à 53.880 fr. 59; en 1809 à 52.620 fr. 75; en 1810 à 50.502 fr. 20; en 1815 à 42.796 fr. 60. A Quintin, en 1806, les dépenses montent à 14.130 fr. (taux de la journée de malades 0 fr. 52, de préposés 0 fr. 75); elles baissent un peu plus tard. A Dinan en l'an XI, les dépenses sont de 14.450 fr., soit 0 fr. 50 la journée de malades, 0 fr. 75 celle des préposés. A Guingamp, la journée de malade revient à 0 fr. 75. A Lannion les dépenses montent à 18.229 fr. 65. A Tréguier le taux de la journée de malades est de 0 fr. 50 <sup>317</sup>.

D'après ce qu'on dit plus haut des recettes, on voit que les hôpitaux des Côtes-du-Nord, pendant la période consulaire et impériale, eurent beaucoup de mal à équilibrer leur budget. Il leur arriva assez souvent d'être en déficit, notamment aux époques de crise politique et économique, de l'an VIII à l'an X, et de 1811 à 1814; ce fut le cas de ceux de Saint-Brieuc, de Lamballe, de Dinan, de Lannion et de Tréguier <sup>318</sup>.

Avec les hôpitaux, les bureaux de bienfaisance constituaient le second rouage de l'organisation hospitalière, telle que la prévoyait la loi de frimaire an V, ainsi qu'on l'a rappelé plus

316. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séance du 23 janvier 1808.

317. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, E, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1814), fol. 70-71, séance du 17 octobre 1806 : état des recettes et dépenses pour 1807, dépenses de l'hospice et fol. 87-89, séance du 9 mai 1808 : état des recettes et des dépenses pour 1808 (83 malades à 0 fr. 95 la journée, 34 insensés et vieillards à 0 fr. 53, 84 enfants à 0 fr. 28, 23 préposés à 1 fr. 11); fol. 132-134, séance du 28 avril 1809; fol. 143-144, séance du 18 mai 1810; 2<sup>e</sup> registre de délibérations (1814-1836), fol. 4-8, séance du 16 septembre 1814. Archives hospitalières de Quintin, E, 2<sup>e</sup> registre (an XIII-1810), fol. 11, séance du 22 décembre 1806. Archives hospitalières de Guingamp, E, 1<sup>er</sup> registre (1791-an XIII), fol. 104, séance du 22 ventôse an XIII. Archives hospitalières de Lannion, E, Registre cité, séance du 4 décembre 1807 (budget de 1808). Archives hospitalières de Tréguier, E, 1<sup>er</sup> registre (an I-1802), séance du 24 brumaire an IX (0 fr. 50 pour les civils, 1 fr. 25 pour les militaires et marins quand il y a sortie, 2 francs quand il y a décès).

318. Archives hospitalières de Saint-Brieuc, Lamballe, Dinan, Lannion et Tréguier, *passim* (budgets de ces mêmes années).

haut<sup>319</sup>. Aux termes de cette loi, il devait y en avoir une par canton; mais il s'en faut que cette prescription ait été appliquée partout pendant les trois années qui s'écoulèrent jusqu'au coup d'Etat, surtout dans le département des Côtes-du-Nord ravagé par la guerre civile, ou, si elle reçut un commencement d'exécution, elle ne tarda pas à tomber en désuétude. C'est du moins ce qu'il est permis de supposer en voyant le régime consulaire procéder à l'installation d'un certain nombre de bureaux. Dans le système directorial, les commissions administratives gérant ces bureaux étaient formées de cinq membres nommés par les municipalités cantonales. Dans le système administratif de l'an VIII, le pouvoir de nomination passe naturellement aux sous-préfets et, pour l'arrondissement chef-lieu du département, au préfet. C'est ainsi qu'en l'an IX, le sous-préfet de Lannion réorganisa la commission du bureau de bienfaisance de La Roche-Derrien qui, depuis quelque temps, ne se réunissait plus<sup>320</sup>. A Paimpol, il ne semble pas qu'il y ait eu de bureau de bienfaisance avant frimaire an IX<sup>321</sup>. A Saint-Brieuc non plus : d'après les expédients auxquels a recours à la même époque la municipalité, on ne dirait pas que la loi de frimaire ait été appliquée. En effet, on voit en germinal le maire rassembler « les citoyens riches » pour se concerter sur les secours à domicile et leur dépeindre la misère profonde de la commune : « Les habitants les plus âgés conviennent, disait-il, n'en avoir pas vu de semblable et n'avoir jamais été témoins d'une année aussi désastreuse soit par le défaut absolu de travail et de commerce, soit par la cherté excessive des denrées... Le citoyen Chrétien, lieutenant de gendarmerie, qui vient de parcourir une partie de cet arrondissement, nous a dit qu'il avait trouvé dans une maison trois enfants couchés sur la cendre et une jeune fille toute nue se présentant à la porte tandis que son père et sa mère étaient à parcourir les villes et les campagnes à leur chercher du pain.

» Dans un autre endroit il a trouvé une trentaine d'hommes armés de bâton, la faim et le désespoir sur le visage

319. Page 173.

320. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an X), fol. 23, arrêté du 23 vendémiaire an IX.

321. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 28, arrêté du 28 frimaire an IX.

qui lui ont dit qu'ils allaient demander du pain aux riches puisqu'ils n'avaient plus le moyen de s'en procurer. » En conséquence, le maire demandait aux citoyens aisés de faire une souscription de 9 à 10.000 francs répartie sur quatre mois, à raison de 2.500 francs par mois, ce qui permettrait de se procurer trois boisseaux de blé et de secourir cent familles indigentes. Des commissaires : Bourel-Villaudoré, Le Mée, Prud'homme, Damar-Villeneuve, furent chargés de faire venir du blé de Rennes et de Nantes pour en revendre à bas prix une partie et distribuer l'autre gratuitement aux pauvres <sup>322</sup>.

En même temps, la municipalité prenait l'initiative de confier de nouveau la répartition des secours à domicile aux ex-Filles de la Charité et le maire écrivait dans ce sens une lettre au ministre de l'Intérieur où leur dissolution et leur emprisonnement étaient qualifiés de « crime de lèse-humanité ». Le besoin de leur rappel se faisait particulièrement sentir en un moment où l'on comptait à Saint-Brieuc de 1.000 à 1.200 pauvres sur une population de 8.000 âmes <sup>323</sup>. Et fort de l'approbation du ministre sur ce point, arrivée en messidor, le maire prenait le 25 brumaire an X un arrêté nommant « administrateurs des secours à domicile », Huet-Brangolo, Thual, Quérangal fils, Mathieu Le Mée et Désury <sup>324</sup>. Mais Boullé, par un arrêté du 6 frimaire, annula cette mesure comme dépassant la compétence de l'autorité municipale et rentrant dans les attributions du sous-préfet <sup>325</sup>. Le maire protesta par lettre auprès du préfet et auprès du ministre (16 frimaire et 10 nivôse an X) : à l'en croire, la nomination de la commission s'imposait d'urgence, ne fut-ce que pour

322. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 1<sup>er</sup> registre de correspondance du maire avec les particuliers (an IX-1809), fol. 4-5, discours du maire aux citoyens riches assemblés pour se concerter sur les secours à domicile, 15 germinal an IX et fol. 10, circulaire aux citoyens Villaudoré, Le Mée, etc., commissaires pour la distribution des secours, 10 prairial an IX.

323. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (an IX-1806), fol. 7, le maire au ministre de l'Intérieur, 8 prairial an IX. L'indigent, y disait-il, « espère revoir encore en sa chaumière ces anges consolateurs ».

324. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 1<sup>er</sup> registre d'arrêtés du maire (an IX-1811), fol. 25, arrêté du 25 brumaire an X.

325. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 85-86, arrêté du 6 frimaire an X.



hâter la restitution des biens du bureau confisqués<sup>326</sup>. Nous ignorons quelle fut la sanction de l'incident. A Lannion, on procéda à peu près de la même façon qu'à Saint-Brieuc. Sous la présidence du maire de Miniac et du sous-préfet se réunit un groupe de notables, composé de Le Goaziou, adjoint; Bobony, Grégoire-Guermaquer, Prigent-Kerallain, médecin, Sollier, Daniel-Kérinou, Guyomard-Kermorin, etc., qui se concertèrent sur le moyen de faire venir 4.000 quintaux de froment de la Manche et de la Loire-Inférieure<sup>327</sup>.

Tant d'initiative de la part d'autorités locales n'était pas faite pour plaire au régime de Brumaire. Une solution de principe n'allait pas tarder à intervenir, plus conforme à ses habitudes d'autoritarisme et de symétrique centralisation. Le 28 brumaire an X, le ministre de l'Intérieur prescrivit aux préfets par une circulaire de réorganiser les bureaux de bienfaisance, à raison d'un par justice de paix, et Boullé s'empressa d'en prévenir ses sous-préfets. Ces bureaux cantonaux devaient comprendre chacun cinq membres, choisis autant que possible parmi des personnes jouissant d'une certaine aisance..., d'une philanthropie reconnue et attachées aux principes libéraux, cette dernière condition étant « indispensable ». On devait en éliminer quiconque était « accusé d'avoir pris part aux troubles intérieurs », l'expérience « attestant sans réplique qu'on ne peut attendre de soins dégagés de tout esprit de parti des individus qui jusqu'ici se sont opposés à toute innovation, quelque avantageux que peut d'ailleurs en être le résultat »<sup>328</sup>. L'application de cette circulaire semble avoir traîné en longueur pendant tout l'an X; en prairial, le conseil général réclamait encore l'établissement des bureaux de bienfaisance dans le département comme une

326. Archives mun. de Saint-Brieuc, 1<sup>er</sup> registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (an IX-1806), fol. 30-31, le maire au préfet des Côtes-du-Nord, 16 frimaire an X et fol. 32-33, *id.* au citoyen Chaptal, ministre de l'Intérieur, 10 nivôse an X.

327. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K<sup>1</sup>, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 50, arrêté du 30 germinal an IX.

328. *Recueil des lettres circulaires ... du ministre de l'Intérieur*, t. IV, p. 12-15, et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 15, le préfet aux sous-préfets, 29 ventôse an X et fol. 23, le préfet au sous-préfet de Guingamp 22 germinal an X. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 918.

pressante nécessité<sup>329</sup>. Dans l'hiver de l'an XI, le préfet put enfin ratifier les nominations de ses subordonnés et fixa les principes du fonctionnement des nouvelles organisations par un arrêté du 30 ventôse qui ne comporte pas moins de treize articles. Les voici réduits à leurs dispositions essentielles : dans chaque chef-lieu de canton, ainsi qu'on vient de le voir, il y aurait désormais un bureau de bienfaisance composé de cinq personnes et dont feraient en sus partie de droit le maire, le juge de paix et le curé. A Dinan et à Saint-Brieuc, il n'y aurait qu'un seul bureau de dix membres auxquels s'adjoindraient les deux juges de paix et les curés des deux paroisses (et à Saint-Brieuc, l'évêque). Il y aurait, en outre, dans chaque commune, un bureau correspondant, comprenant deux membres, le maire et le curé. Les membres des bureaux communaux étaient proposés par les bureaux cantonaux à l'agrément des sous-préfets et du préfet. Les fonctions des uns et des autres étaient gratuites. Les comptes des bureaux étaient vérifiés par le sous-préfet tous les six mois<sup>330</sup>.

Le décret du 7 germinal an XIII qui prescrivait le renouvellement annuel et par voie de tirage au sort des commissions

329. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général (an VIII-an X), fol. 144-150, séance du 12 prairial an X. « Les bureaux de bienfaisance, dépositaires des aumônes de leurs concitoyens pourraient encore devenir dépositaires des épargnes des ouvriers et de tous ceux dont l'unique patrimoine est le travail. Plus ces épargnes seraient fortes et plus ils auraient droit à une certaine quantité de soupes et d'aliments dont ils pourraient disposer et à une certaine somme qui leur serait donnée chaque mois dans leur vieillesse. A leur mort le reste de leurs épargnes serait donné à leurs enfants. » Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ov, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 138, le préfet aux bureaux de bienfaisance des cantons de Jugon, Plélan-le-Petit, Evran, Ploubalay, Saint-Jouan, Collinée, La Chêze, Merdrignac, 2 messidor an XI (pour leur reprocher leur lenteur à s'organiser).

330. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-an XI), fol. 157-164. Le bureau de Saint-Brieuc comprend : Mignard-Morlu, ex-capitaine de gendarmerie; Langlois, chirurgien; Huet-Brangolo, homme de loi; Leuduger-Fortmorel aîné, négociant; Prud'homme père, imprimeur; Gleyo La Chesnaye, docteur-médecin; Jouanin, négociant; Damar-Villeneuve, greffier; Sébert aîné, négociant; Beuscher, payeur-général; celui de Dinan : Besnard, directeur de la poste; Baignoux, greffier; Egault, notaire; Faisant, Beslay, Huart, imprimeur; Raoul Champmanoir, médecin; Urvoy-Fontimeu et Herpin, marchand. Le Dr La Vergne fait partie du bureau de Lamballe; Vistorte-Boisléon et le médecin Ellias de celui de Guingamp. A Lannion on retrouve Grégoire-Guermaquer, Bobony et Sollier; à Tréguier, Le Goaster, négociant; Dieuleveult, médecin et Le Moullec, chirurgien. Le président du bureau de Loudéac est Robin Morhéry.

administratives des hospices s'appliquait également aux bureaux de bienfaisance<sup>331</sup>. A partir de 1806, le recrutement des administrateurs s'opérera de la même manière que celle qu'on a vu pour les hôpitaux. Ce personnel est d'ailleurs pour partie le même que celui qui administre les hospices; il est recruté dans la même classe sociale. Toutefois les mutations par suite de démissions semblent avoir été moins fréquentes que pour les commissions d'hospices, peut-être parce que les fonctions d'administrateurs de bureaux de bienfaisance étaient moins absorbantes.

Les bureaux de bienfaisance avaient comme les hospices leurs receveurs. Le traitement de celui de Saint-Brieuc était de 300 francs par an<sup>332</sup>.

Quelques-uns des bureaux de bienfaisance confient à des religieuses le soin de répartir les secours aux indigents. C'est le cas du bureau de Saint-Brieuc, desservi depuis l'an XI par les religieuses de Saint-Vincent-de-Paul au nombre de huit. Le conseil municipal leur allouait 1.900 fr., ce qui, s'ajoutant à 500 fr. de pension touchés par deux d'entre elles en qualité d'anciennes religieuses, leur permettait de vivre sur le pied de 300 fr. par personne<sup>333</sup>. A Dinan, ce sont les sœurs de la Sagesse (400 fr.)<sup>334</sup>, à Uzel, à partir de l'an XIII, des sœurs du Saint-Esprit de Plérin, dites Sœurs Blanches. Le conseil municipal

331. DUVERGIER, t. XV, p. 202-203, déjà cité, art. 1<sup>er</sup> : « Les administrations gratuites des pauvres et des hospices, sous quelque dénomination qu'elles soient connues, seront désormais renouvelées chaque année par cinquième ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 X 84, Renouvellement des conseils de charité (1806-1830). Exécution du décret impérial du 7 germinal an XIII. Mentionnons parmi les mutations les plus importantes : à Saint-Brieuc, Denoual-Duplessix qui remplace Gleyo La Chesnaye en 1806; Léonard Charner, pâtissier (le père de l'amiral Charner) qui succède à Leuduger-Formorel en 1808; Le Mée, négociant et Langlois, chirurgien remplaçant Beuscher et Denoual en 1811. A Dinan, le Dr Bigeon entre au bureau de bienfaisance en 1811; à Guingamp, Festou-Villeblanche en 1810 et Ambroise de Carné, un ci-devant noble qui s'intitule maintenant « propriétaire », en 1811; à Lannion, Armand de Miniac en 1807 et le receveur des finances Viénot en 1811. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3K 14<sup>1</sup> 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an VIII-1816), *passim*.

332. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 20-21, arrêté du 6 janvier 1808 (nommant un receveur sur proposition du bureau).

333. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 3<sup>e</sup> registre de délibérations du conseil municipal (an XII-1813), fol. 172-181, séance du 14 mai 1813. Sur ces huit religieuses, six seulement participaient effectivement à la distribution des secours. Deux d'entre elles âgées de 70 ans étaient en réalité secourues par le bureau.

334. Archives mun. de Dinan, D, 1<sup>er</sup> registre de délibérations du conseil municipal (an IX-1810), fol. 132-141, séance du 12 mai 1807.

avait voté 800 francs pour leur établissement; sur les instances de la supérieure, le préfet majora cette somme de 2.000 francs<sup>335</sup>. Il ne semble pas par ailleurs que les autres bureaux aient eu recours aux congrégations. A Quintin, il y a un « syndic des pauvres » par section de commune, chargé de dresser la liste des indigents et de leur faire parvenir des secours<sup>336</sup>. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'influence du clergé dans la distribution des secours dut toujours être prépondérante, les curés faisant partie de droit des bureaux cantonaux et communaux. Le conseil municipal de Lamballe va plus loin encore; dans sa séance du 15 mai 1806, il confie positivement au clergé le soin d'assurer la répartition des secours en arrêtant que toute somme destinée aux indigents non distribuée par le maire même sera remise « aux prêtres confesseurs » pour être utilisée à bonnes fins par eux<sup>337</sup>.

Les ressources des bureaux de bienfaisance se composaient, après comme avant la Révolution, de biens immeubles et meubles, du produit des quêtes, et enfin des subventions accordées par les municipalités, exceptionnellement par le Gouvernement<sup>338</sup>. En ce qui concerne les immeubles et les rentes, les bureaux comme les hospices avaient subi des pertes importantes par suite des lois révolutionnaires. En l'an XIII, le conseil général les évaluait à 7.007 fr. 25 de revenu, et invitait le Gouvernement à pourvoir à leur remplacement. « Les bureaux de bienfaisance, disait-il, lui paraissaient encore

335. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, fol. 24, arrêté du 9 germinal an XIII; fol. 25, arrêté du 18 floréal an XIII; fol. 29-30, arrêté du 20 messidor an XIII.

336. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, fol. 24, arrêté du 3 vendémiaire an XII. En 1811 le conseil agita la question de savoir si l'on ne ferait pas appel aux « sœurs de charité », mais il ajourna sa décision. Archives mun. de Quintin, D, 4<sup>e</sup> registre de délibérations (1810-1814), fol. 20-21, séance du 15 mai 1811.

337. Archives mun. de Lamballe, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an XII-1806), séance du 15 mai 1806.

338. C'est le cas pour les réfugiés de Saint-Pierre-et-Miquelon qui reçoivent de l'an VIII à 1806 quelques secours, d'une façon d'ailleurs tout à fait irrégulière et insuffisante. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 29, arrêté du 5 nivôse an IX (690 francs entre 27 personnes); 3 K 142, fol. 72-73, arrêté du 26 ventôse an XII; 3 K 143, fol. 163, arrêté du 21 novembre 1806 (216 francs entre 18 personnes). Dans une lettre du 27 messidor an VIII au ministre de l'Intérieur, le préfet dépeint ces réfugiés comme étant « dans la plus profonde misère ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 229, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-1806), fol. 5-6.



plus indispensables que les hospices, parce que les secours à domicile qu'ils distribuèrent conservaient chez les assistés, l'amour du travail, unique bien des hommes sans propriété »<sup>339</sup>. Les opérations de découverte et de restitution des rentes aux bureaux en exécution de la loi du 4 ventôse an IX et de l'arrêté du 9 fructidor an IX se poursuivirent pendant tout l'Empire dans les mêmes conditions que pour les hospices. Là encore le soin d'activer et de régulariser ces revendications incombait au préfet<sup>340</sup>. En l'an XI le bureau de bienfaisance de Trigavou reçoit, grâce à lui, une maison appartenant aux ci-devant sœurs de la Sagesse<sup>341</sup>. En l'an XII, le bureau de bienfaisance de Saint-Brieuc se voit attribuer une rente de 90 fr. due, par le citoyen Lorin, « à la marmite des pauvres » ; la même année, celui de Plérin, des rentes provenant de la maison des Filles du Saint-Esprit ; celui de Quintin, une redevance de 450 boisseaux de seigle hypothéqués sur les terres du ci-devant duc de Lorges ; en 1806, c'est le tour du bureau de Lannion ; ce dernier recouvra encore un domaine en 1812<sup>342</sup>.

Ce patrimoine des bureaux de bienfaisance ainsi reconstitué s'accrut pendant la durée de l'Empire comme celui des hôpitaux par des dons et legs. Le bureau de Saint-Brieuc, en l'an XII, est gratifié d'une rente de 246 fr. 88, au capital de 4.937 fr. 50, dont disposent en sa faveur deux prêtres de Rennes et leur sœur originaires d'Hillion ; en 1810, d'une rente en froment de 52 décalitres 400 millièmes, provenant d'un autre prêtre, Alexis Boyer, hypothéquée sur une métairie ; en 1813, de 2.600 fr., valeur des biens mobiliers de François-Louis Mignard-Morlu qui les lui a légués<sup>343</sup>. Le bureau de bienfaisance de Quintin hérite aussi de 200 fr. en

339. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 13, Délibérations du conseil général (an XIII), fol. 22-25, séance du 11 floréal an XIII. C'était, ajoutait-il, l'unique remède contre la mendicité encouragée par « d'indiscrètes aumônes ». Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

340. Sur les restitutions des biens nationaux aux bureaux de bienfaisance, cf. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 578-581. Tableau déjà cité.

341. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 173, arrêté du 22 prairial an XI.

342. *Ibid.*, 3 K 14<sup>2</sup> : fol. 63, arrêté du 17 pluviôse an XII ; fol. 63-64, arrêté du 20 pluviôse an XII ; fol. 69, arrêté du 18 ventôse an XII ; 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 83-84, arrêté du 16 avril 1806, 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 137, arrêté du 17 avril 1812.

343. *Ibid.*, 3 K 14<sup>2</sup>, fol. 83, arrêté du 13 floréal an XII ; 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 77, arrêté du 9 février 1810 ; fol. 151, arrêté du 12 avril 1813.

l'an XIII; celui de Paimpol à deux reprises, en 1808 et en 1809, de deux rentes; celui de Créhen (arrondissement de Dinan) se voit donner en 1808 un terrain vague, représentant un capital de 3.000 fr., par Laurent Damar, curé de Saint-Servan, et son frère, Guillaume Damar de l'Etang, colonel du génie, officier de la Légion d'honneur, demeurant aussi à Saint-Servan; celui de Langrolay (arrondissement de Dinan), en l'an XI, reçoit d'une demoiselle Gravé une somme de 8.465 fr. 60 destinée en partie au soulagement des pauvres, en partie à l'établissement d'une école, « dans laquelle une ou deux filles pieuses instruiront gratuitement au moins six jeunes filles des plus pauvres de la commune depuis l'âge de 8 à 9 ans jusqu'à 12 »<sup>344</sup>. En 1814 la demoiselle Anne de Boisbilly Beaumanoir, de Saint-Brieuc, lègue au bureau de Plémet (arrondissement de Loudéac) deux maisons et un jardin représentant en capital une somme de 11.920 fr., soit 526 fr. de revenu, pour y installer deux ou trois sœurs de la Sagesse, vouées à l'éducation des jeunes filles et au soin des malades<sup>345</sup>.

Comme pour les hospices, la gestion et surtout l'aliénation de ces biens s'opère sous la surveillance étroite du préfet. Ainsi, en l'an XII, il faut un arrêté de celui-ci pour permettre au bureau de bienfaisance de La Roche-Derrien de faire abattre des arbres sur des conventions qui lui appartiennent; un arrêté de 1814 autorise le bureau de bienfaisance de Jugon à louer 200 francs, à la famille Guéhenneuc, l'ancienne abbaye de Saint-Aubin-des-Bois, en Plédéliac, qui est sa propriété<sup>346</sup>.

Avec le revenu de leurs biens la majeure partie des ressources des bureaux de bienfaisance est constituée par les subventions des conseils municipaux. A Saint-Brieuc, cette subvention se monte à 3.000 fr. en l'an XII; à Lamballe, en l'an X, à 1.000 fr.; à Moncontour, à 400 fr.; à Quintin, à 300 fr.; à Dinan, 850 fr., non compris la pension des Sœurs de la Sagesse; à Guingamp, 2.000 fr., puis 2.400 fr. (1810); à

344. *Ibid.*, 3 K 14<sup>2</sup>, fol. 7, arrêté du 24 thermidor an XI; fol. 68, arrêté du 16 ventôse an XII; 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 47, arrêté du 9 novembre 1808; fol. 48-49, arrêté du 14 novembre 1808; fol. 64-65, arrêté du 27 juin 1809.

345. *Ibid.*, 3 K 14<sup>4</sup>, fol. 173, arrêté du 28 septembre 1814.

346. *Ibid.*, 3 K 14<sup>2</sup>, fol. 81, arrêté du 3 floréal an XII et 3 K 14, fol. 162-163, arrêté du 20 janvier 1814.

Lannion 500 fr.<sup>347</sup>. Joignons-y une part des amendes et des droits sur les spectacles et le produit des quêtes : tel est l'actif des bureaux de bienfaisance<sup>348</sup>.

Examinons maintenant à quelles charges il devait faire face. Nous n'avons pas trouvé d'état détaillé annuel des personnes secourues par les bureaux de bienfaisance permettant de répondre d'une façon rigoureuse à cette question. Dans un département pauvre comme les Côtes-du-Nord, où s'étaient maintenues les vieilles habitudes d'insouciance, de paresse, et de mendicité bretonnes, nul doute que le chiffre moyen, même dans les années de prospérité, ne dut être considérable. Mais ce n'est là qu'une supposition<sup>349</sup>.

Par contre, nous possédons des détails précis sur la situation et le fonctionnement des bureaux pendant les deux grandes crises économiques de la période consulaire et impériale, crises qui se traduisirent par une recrudescence de misère et de mendicité. La première, qui dure de l'an VIII à l'an XIII environ, est une conséquence à la fois des guerres, civile et étrangère, qui ont épuisé le département et des mauvaises récoltes. On a vu précédemment l'exposé navrant fait par le maire de Saint-

347. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an IX-an XII), fol. 132-136, séance du 30 pluviôse an XII et fol. 144-149, séance du 12 thermidor an XII. Les dépenses du bureau s'élèvent à 20.345 francs, dont 4.045 francs distribués aux indigents à domicile, surtout sous forme de pain et de bouillon. Archives mun. de Lamballe, D, 1<sup>er</sup> registre (an IX-an XII), fol. 42, séance du 28 thermidor an X. Actif et passif de la commune. Archives mun. de Moncontour, D, 1<sup>er</sup> registre (an IX-1813), séance du 31 mars 1810. Archives mun. de Quintin, D, 3<sup>e</sup> registre (an XII-1809), fol. 4, budget de l'an XIII. Archives mun. de Dinan, D, 1<sup>er</sup> registre de délibérations (an IX-1810), fol. 132-141, séance du 12 mai 1807 : budget de 1808. Archives mun. de Guingamp, D, 2<sup>e</sup> registre (an VIII-1807), fol. 77, séance du 29 nivôse an XII et 3<sup>e</sup> registre (1807-1827), fol. 26-29, séance du 6 avril 1810. Archives mun. de Lannion, D, 1<sup>er</sup> registre (an VIII-1816), séance du 27 thermidor an IX.

348. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>1</sup>, fol. 166, arrêté du 19 germinal an XI (autorisant l'impression d'une adresse du bureau de bienfaisance de Saint-Brieuc à ses concitoyens) et fol. 172, arrêté du 19 prairial an XI autorisant l'apposition de troncs par les commissions d'hospices et de bureaux dans les lieux publics et les églises. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2<sup>e</sup> registre (an IX-an XII), fol. 119-120, séance du 15 fructidor an XI : « Le bureau ne subsiste que de quêtes. Elles sont d'ailleurs en décroissance et insuffisantes. » En l'an XI les quêtes de floréal avaient produit 1.350 fr. 30; celles de prairial 893 fr. 18; celles de messidor 508 fr. 83; celles de thermidor 410 francs. Total : 3.162 fr. 31.

349. On ne rencontre aucun renseignement à cet égard dans les Archives municipales.

Brieuc de la détresse des populations environnantes<sup>350</sup>. Il en était de même de tout le département. Dans une lettre au ministre de l'Intérieur du 8 ventôse an IX le préfet décrivait sous les couleurs les plus noires l'état du territoire administré par lui. « Il n'est point, affirme-t-il, de partie de la République où les effets de la guerre se soient fait ressentir d'une manière plus cruelle, d'un côté les nombreux marins que les parties voisines de la mer avaient fournis sont en grande partie périés dans les combats et dans les prisons d'Angleterre, une autre portion considérable est encore détenue chez les insulaires, le reste enfin sert la République sur ses vaisseaux et s'y trouve la plupart du temps sans solde et toujours avec un arriéré considérable. Cependant les uns et les autres étaient chargés de familles qui subsistaient entièrement du produit de leurs voyages.

Le commerce procurait à tous une honnête aisance ; maintenant, elle est détruite de fond en comble et la situation la plus déplorable y a succédé. La guerre continentale a aussi enlevé à l'agriculture une foule de bras, qui n'est pas près de se trouver remplacée dans les campagnes désolées d'ailleurs par d'autres fléaux.

D'un autre côté, les habitants de l'intérieur, surtout vers Loudéac, Quintin et Rostrenen, ne trouvaient d'existence que par le commerce des toiles qui se faisait avec l'Espagne. Son interruption à peu près totale par les dangers actuels de la navigation réduit au dénuement le plus absolu 60.000 familles au moins. Cette branche d'industrie introduisait chaque année en France des capitaux considérables ; le commerce extérieur préparait 12.000 marins aux armées navales, la pêche à la morue seule en entretenait environ 10.000 ; depuis huit ans elle n'a plus lieu. Le cabotage servait de plus à introduire divers objets essentiels qui y manquent totalement ou que l'on ne peut plus se procurer qu'à grands frais puisque tous les transports n'ont lieu que par terre.

En outre, la modicité de la récolte dernière, jointe aux enlèvements considérables de grains faits par la marine nationale et peut-être aussi pour les Anglais, occasionne une disette générale qui a fait porter le prix des subsistances au taux le plus exorbitant et privé la totalité des malheureux des

350. Cf. plus haut, p. 235-236.



moyens de sustenter leur famille et eux-mêmes. Les effets de cette disette s'aggravent encore d'une manière affreuse par la manifestation d'une épidémie dans un canton considérable.

Enfin, la guerre civile dont les ravages se sont étendus sur la totalité des Côtes-du-Nord a rendu pendant longtemps les communications infiniment pénibles et a détruit toutes les relations commerciales qui pouvaient alléger la misère publique. De plus les exactions et les assassinats commis par les brigands ont réduit une foule de familles dans l'état le plus déplorable soit en les privant des personnes qui leur procuraient des ressources, soit en les forçant à se réfugier dans les villes.

Ceux des habitants des campagnes qui n'ont pas subi ces épreuves ont été forcés de servir personnellement ou au moins de leurs facultés pécuniaires les bandes royales et fanatiques par lesquelles ces contrées ont été désolées ; plusieurs villes ont même été envahies et saccagées par les révoltés. Toutes ces causes ont mis les habitants du ressort dans un dénuement absolu et menacent des plus affreux malheurs car les indigents qui sont très nombreux peuvent, étant poussés par le désespoir, occasionner des événements dont les suites funestes sont incalculables » <sup>351</sup>.

L'année suivante, la Société littéraire et d'agriculture de Saint-Brieuc met à l'étude la question de la mendicité comme étant d'une actualité pressante et entend un long rapport du citoyen Denoual. Celui-ci estimait les bureaux de bienfaisance insuffisants et, se plaçant surtout au point de vue répressif, réclamait la création de deux dépôts de mendicité, l'un à Guingamp dans l'ancien couvent de Montbareil, l'autre à Dinan dans l'hospice actuel de Sainte-Catherine <sup>352</sup>. Le conseil général, dans sa séance du 12 prairial an X, faisant

351. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 229, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-1806), fol. 20-21, le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 ventôse an XI.

352. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Industrie et commerce, Registre du conseil de commerce, Société littéraire et d'agriculture établie à Saint-Brieuc, 25 floréal an X, rapport fait par le citoyen Denoual président de la société, membre et au nom de la commission d'activité sur la question de savoir : 1<sup>o</sup> Quel est l'état actuel de la mendicité dans le département ? 2<sup>o</sup> Quels sont les moyens de la réprimer. Le rapport de Denoual débute par un exposé historique qui remonte à Rome, à Platon, à Lycurgue et même à l'Egypte.

siennes les conclusions du rapport de Denoual, réclamait, lui aussi, l'établissement de ces deux dépôts <sup>353</sup>.

Mais il aurait fallu de l'argent pour réaliser ces beaux projets et l'on en manquait : aussi, en l'an XIII, aucun d'eux, malgré le rapport que le préfet en fit au conseil, n'avait reçu le moindre commencement d'exécution <sup>354</sup>. En attendant, les bureaux de bienfaisance supportaient seuls le poids formidable de la détresse générale et de tous côtés les administrateurs ; maires et sous-préfets se plaignaient d'être débordés. En réponse à leurs doléances, Boullé leur conseille d'organiser des « ateliers de charité pour ouvrages mécaniques ou travaux de routes » où l'on occuperait ceux des indigents en état de travailler, les ressources normales du bureau étant consacrées à secourir les invalides. Tel est le sens de sa lettre du 13 fructidor an IX au maire de Plouézec, de celle du 22 floréal an XI au maire de Paimpol, du 2 messidor an XI au sous-préfet de Dinan, du 18 messidor an XI à celui de Lannion. Ceux qui ne voudraient pas se rendre dans ces ateliers seraient conduits de force dans un dépôt de mendicité <sup>355</sup>. De fait, un établissement de ce genre fut organisé à Saint-Brieuc où le ministre de la Guerre céda dans ce but au bureau de bienfaisance la chapelle et une pièce de terre attenante à la caserne du ci-devant hôpital civil (an XI) <sup>356</sup>. Un fonds de 600 francs inscrit primitivement dans le budget municipal de Saint-Brieuc pour les enfants abandonnés lui fut affecté. Cet atelier fut réservé aux jeunes filles qui y travaillèrent le lin et la dentelle et occupa 110 d'entre elles <sup>357</sup>. Un second atelier de filature

353. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général (an VIII-an X), fol. 144-150, séance du 12 prairial an X. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

354. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 222, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an XII-an XIII), fol. 196, le préfet au conseil général du département, 30 germinal an XIII et 1 N 13 (an XIII), fol. 28, séance du 12 floréal an XIII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

355. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 64, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an VIII-an X), fol. 108, le préfet au maire de Plouézec, 13 fructidor an IX; 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII) : fol. 127, le préfet au maire de Paimpol; fol. 137, le préfet au sous-préfet de Dinan, 2 messidor an XI; fol. 141, *id.* au sous-préfet de Lannion, 18 messidor an XI.

356. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, fol. 149, le préfet au bureau de bienfaisance de Saint-Brieuc, 13 thermidor an XI.

357. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (an IX-an XII), fol. 144-149, séance du 12 thermidor an XII déjà citée.

s'ouvrit un peu plus tard à Lannion, en 1806, dans le bâtiment dit de la Tourrière dépendant de l'hospice civil : il put contenir 60 personnes <sup>358</sup>.

Un autre procédé d'assistance traditionnel en Bretagne, employé pendant cette crise par les bureaux de bienfaisance et les maires, c'est la répartition d'office des indigents entre les personnes aisées de la commune. Ce mode de secours rudimentaire n'est pas recommandé par le préfet ; il se contente de l'approuver faute de mieux quand il se trouve en présence du fait accompli et encore avec des réserves. Ces réserves portent principalement sur les mesures de rigueur que les sous-préfets et les maires voudraient voir prendre à l'égard des contribuables riches récalcitrants. En l'an IX, Boullé faisait part de ses perplexités au ministre de l'Intérieur au sujet de cette contrainte qu'aucune loi n'autorisait <sup>359</sup>. En l'an X, il écrivait au maire de Plouëc de surseoir à la répartition des indigents par crainte des protestations et de s'en tenir aux secours à domicile et aux ateliers de charité <sup>360</sup>. En l'an XII, sur de nouvelles instructions du ministre de l'Intérieur qu'il avait sollicitées, il désapprouvait nettement les maires de Châtelaudren, Plouaret, Plounevez-Moëdec, Pommerit-les-Bois, Tréguier, Bothoa, Trégrom qui avaient cru pouvoir envoyer des gendarmes contraindre un certain nombre de leurs administrés à recevoir des indigents <sup>361</sup>. Par contre, il relevait sévèrement l'inhumanité de l'adjoint de Saint-Michel-en-Grève, le citoyen Philippe, qui avait refusé d'hospitaliser « la mère aveugle et la sœur infirme de trois défenseurs de la patrie morts aux armées » et « l'opiniâtreté ridicule » de Turquet-

358. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 143, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XIII-1807), fol. 89-92, arrêté du 7 mai 1806.

359. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 229, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics (an VIII-1806), fol. 93-95, le préfet au ministre de l'Intérieur, 7 nivôse an XII.

360. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 14, le préfet au maire de Plouëc, 24 ventôse an X.

361. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 232 (an XII-an XIII), fol. 3-4, le préfet au maire de Pommerit-les-Bois et au sous-préfet de Lannion, 19 nivôse an XII; fol. 43-44, au maire de Châtelaudren, 6 germinal an XII; fol. 57-58, au maire de Bothoa, 14 floréal an XII; fol. 69, au sous-préfet de Lannion, 28 floréal an XII.

Beauregard, greffier de paix de Plouaret, qui s'était entêté dans une résistance analogue <sup>362</sup>.

L'amélioration du produit des récoltes et la baisse du prix des grains qui en résulta mirent fin à la crise à partir de l'an XIII environ. Mais survient la mauvaise récolte de 1811 et, vers la fin de l'hiver 1811-1812, les administrateurs poussent, tout comme en l'an IX, des cris d'alarme. C'est le maire de Saint-Brieuc qui, dès le 28 novembre 1811, écrit au préfet en ces termes : « L'hiver approche ; les denrées de première nécessité augmentent malheureusement ; presque journellement l'ouvrage manque aux ouvriers de tout genre. Tous les jours il s'en présente un grand nombre à la mairie pour supplier qu'on les fasse travailler. Beaucoup d'entre eux ont déjà pris des passeports pour aller chercher du travail à Nantes, à Cherbourg et dans les villes voisines ; ils laissent ici leurs femmes et leurs enfants dans le dénuement le plus absolu » <sup>363</sup>. Le bureau de bienfaisance de Saint-Brieuc, aux abois, demande au préfet l'autorisation d'ouvrir un registre de souscriptions volontaires, de faire une quête extraordinaire (11 mars 1812) <sup>364</sup>. De son côté, le préfet écrivant au ministre de l'Intérieur recommence ses doléances du début du Consulat : rareté des subsistances et hausse du prix des grains, arrêt complet de la vie économique, en particulier des industries textiles, accroissement inquiétant de la mendicité, épuisement des ressources des bureaux de bienfaisance <sup>365</sup>. Comme la crise était générale dans toute la France, le gouvernement impérial finit par s'émouvoir et par décréter quelques mesures d'ensemble. On a déjà vu à propos du commerce des grains les dispositions qu'il édicta pour en faire baisser le prix. Il essaya aussi d'organiser des secours d'une façon positive. Une

362. *Ibid.*, fol. 21, le préfet au citoyen Philippe, adjoint de Saint-Michel-en-Grève, 16 pluviôse an XII et fol. 34, *id.* au sous-préfet de Lannion, 8 ventôse an XII.

363. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2<sup>e</sup> registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (1806-1815), fol. 122, le maire au préfet des Côtes-du-Nord, 28 novembre 1811.

364. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au bureau de bienfaisance de Saint-Brieuc, 11 mars 1812.

365. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 231, Correspondance extérieure du préfet relative aux secours publics, le préfet au ministre de l'Intérieur, 23 mars 1812.



circulaire du ministre de l'Intérieur du 14 mars 1812 recommanda l'usage des « soupes à la Rumford ». Un décret impérial du 24 mars fixait à 37.100 le nombre de ces soupes à distribuer par jour dans le département des Côtes-du-Nord. Pour décharger de ce soin les bureaux de bienfaisance, déjà écrasés d'occupations, on créait dans chaque commune et dans chaque canton un comité de bienfaisance composé de cinq membres : le maire, le desservant et trois conseillers municipaux <sup>366</sup>. Nous connaissons la composition de ces comités fixés par arrêté pour les deux arrondissements de Saint-Brieuc et de Lannion. Le comité des cantons de Saint-Brieuc comprit Leuduger-Fortmorel, Cartel, Houvenagle et Courcoux. Celui de Lamballe, Grolleau-Vilegueury, Lavergne, Droguet et Millet. Celui de Paimpol, Nicol, juge de paix, Bécot aîné, maire, Le Troquer, maire de Plouézec ; Le Cornec, curé, et Derrien desservant. Celui de Quintin, Digaultray, maire ; Bouan, Brignon et Souvestre curé ; celui de Tréguier, Cavan juge de paix, président, les maires de Tréguier et de Langoat, le curé de Tréguier et le desservant de Plougrescant. Celui de La Roche-Derrien, Savidan, juge de paix, les maires de La Roche et de Pommerit-Jaudy, le curé de la Roche et le desservant de Prat <sup>367</sup>. D'autre part, le préfet, par un arrêté du 27 mars, avait renouvelé, disait-il lui-même, les dispositions de l'ordon-

366. DUVERGIER, t. XVIII, p. 210-212; Recueil de lettres, circulaires ... émanés du ministère de l'Intérieur, t. XII, p. 42-43; cf. HABASQUE, *Notions historiques ...* t. II, p. 109-111 et note 2. D'après cette note il y aurait eu à première vue à Saint-Brieuc en cette année 1812, 470 vieillards et infirmes en état d'être secourus, plus 2.249 individus représentant les ménages chargés d'enfants et 540 personnes isolées ou n'ayant qu'un enfant. Le nombre des enfants dans ces deux classes était de 1.537, celui des nourrices et des femmes en couches de 370 : « C'était la moitié de la population qui tendait la main à l'autre ». En présence d'un aussi formidable accroissement de mendicité, le bureau dut procéder à une révision rigoureuse des indigents au nombre desquels on finit par ne plus porter que 1.700 personnes seulement. Sur les « soupes à la Rumford », cf. l'article Rumford de la *Grande Encyclopédie*. Benjamin Thomson, comte Rumford (1753-1814), homme d'Etat, physicien et philanthrope d'origine américaine, après avoir servi dans les rangs britanniques pendant la guerre d'Indépendance était passé au service de l'Electeur de Bavière en 1781. Pendant dix ans il appliqua dans les Etats de ce prince les maximes du « despotisme éclairé », luttant en particulier contre le paupérisme et la mendicité. C'est à cette occasion qu'il inventa les fameuses « soupes » qui portent son nom. Depuis 1802 il s'était fixé à Auteuil et en 1805 il épousa la veuve de Lavoisier. Il était depuis 1802 associé étranger de l'Académie des Sciences.

367. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>4</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (1807-1816), fol. 134, arrêté du 9 avril 1812 et 4 K<sup>3</sup>, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion, fol. 191, arrêté du 6 avril 1812.

nance de Moulins de 1566 et de celle de Fontainebleau de 1586 en recommandant cette fois la répartition des indigents entre les propriétaires, sans consentir néanmoins pas plus qu'en l'an XII à user de moyens de coercition envers ceux qui essaieraient de se soustraire à cette charge <sup>368</sup>.

L'emploi de ces deux sortes de procédés d'assistance extraordinaire permit d'attendre tant bien que mal la récolte de 1812 qui fut un peu moins mauvaise. D'après un compte rendu du préfet pour le mois d'avril 1812, on aurait distribué des soupes dans le département pendant ce mois à 95.530 pauvres sur une population totale de 519.620 habitants, soit près de 1/5<sup>e</sup> : dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, 24.674 soupes; de Dinan, 17.969; de Guingamp, 16.345; de Lannion, 18.530; de Loudéac, 16.052 <sup>369</sup>.

Les soupes économiques étaient ainsi composées : pour 300 rations, 3 boisseaux de pois verts, 26 livres de farine de haricots, 40 livres de pain, 10 de sel, 9 de beurre, 1 barrique d'herbes fines. Chaque soupe pesant 8 onces revenait à 0 fr. 75. Dans certains endroits on distribua pour le même prix, au lieu de soupe, du pain formé d'un mélange de seigle et de méteil; ailleurs, de la farine de sarrasin pour bouillies et galettes; ailleurs encore, de la farine d'avoine pour bouillies <sup>370</sup>. Le préfet tint la main à ce que les secours fussent toujours distribués en nature; les comités de bienfaisance de Plouëc et de Châtelaudren ayant voulu le faire en argent, sans doute pour s'éviter la peine de la confection des soupes, s'attirèrent un blâme sévère <sup>371</sup>.

Toutefois, d'après une lettre du préfet au ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1812, l'expédient des soupes économiques aurait été absolument insuffisant si la bienfaisance particulière n'y avait suppléé « au delà de toute espérance ». Des quêtes et des souscriptions produisirent dans les villes : à

368. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 144, fol. 127-131, arrêté du 27 mars 1812.

369. Archives Nat., F<sup>15</sup> 615, Côtes-du-Nord (1811-1815), compte rendu pour le mois d'avril 1812 de l'emploi des fonds extraordinaires mis à la disposition des préfets par le décret du 24 mars 1812.

370. *Ibid.*

371. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 227, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (1811-1813), le préfet au juge de paix de Châtelaudren, 22 avril 1812; *id.* au juge de paix de Plouëc, 13 mai 1812.

Guingamp, 8.915 fr. 67; à Paimpol, 3.000 fr.; Moncontour, 2.250 fr.; Quintin, 5.000 fr.; Saint-Brieuc, 16.000 fr.; Dinan, 6.000 fr. Loudéac, 3.300 <sup>372</sup>. Dans les communes rurales des arrondissements de Lannion et de Guingamp et dans une partie de celles de l'arrondissement de Saint-Brieuc où il restait quelques ressources, les fermiers aisés se partagèrent les indigents <sup>373</sup>. La situation fut plus critique dans les arrondissements de Dinan et de Loudéac et dans une partie de celui de Saint-Brieuc : « la misère, dit Boullé, y a été si affreuse que malgré le zèle des autorités locales et les offrandes continuelles de charité, il y a eu nombre de malheureux réduits à se nourrir de la pousse des navets des champs, des laitues, d'oseille et de chicorée sauvages, de raiponces, de pastonnades et autres chétifs produits spontanés de la terre » <sup>374</sup>. Le préfet signalait comme s'étant plus particulièrement distingués par leur bienfaisance, dans l'arrondissement de Lannion, les maires de Tréguier, Plouaret, Trévou-Tréguignec, qui avaient secouru respectivement 10, 20 et 15 pauvres; André, notaire à Plouaret (10 pauvres); deux propriétaires de Tréguier et de Trégrom <sup>375</sup>. A Saint-Brieuc, « dont la généralité des habitants mérite une mention honorable, une voix unanime désigne l'évêque ». D'une part, il avait souscrit à Saint-Brieuc pour 1.000 fr.; de l'autre, il avait donné 500 francs « à un établissement de charité (peut-être le bureau de bienfaisance) qui menaçait ruine » et distribué plus de 1.500 francs dans diverses parties de son diocèse <sup>376</sup>. A Châtelaudren, M<sup>me</sup> Corbel avait fait des distributions évaluées à 5.000 francs : « M. et M<sup>me</sup> Geslin de la même ville et M. Beauchamp, de Plélo, commune voisine, se sont aussi fait remarquer par leurs aumônes ». A Moncontour, Geslin de Trémargat avait donné pendant les derniers mois, soit en argent, soit en nature, jusqu'à 300 francs par semaine. A Plœuc, Baron du Taya, adjoint de la com-

<sup>372</sup>. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1812-1816), le préfet au ministre de l'Intérieur (cabinet particulier du ministre), 25 septembre 1812. Cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 110.

<sup>373</sup>. *Ibid.*

<sup>374</sup>. *Ibid.*

<sup>375</sup>. *Ibid.*

<sup>376</sup>. *Ibid.*

mune de l'Hermitage s'était également fait remarquer par ses libéralités <sup>377</sup>.

Au reste, pendant cette terrible année 1812, la population des Côtes-du-Nord si durement éprouvée, ainsi que le préfet le faisait remarquer avec satisfaction, s'était montrée relativement résignée et tranquille; à part quelques bagarres dans les marchés aux grains, nulle part les souffrances populaires ne s'étaient traduites par de graves désordres <sup>378</sup>. La crise s'apaisa un peu les années suivantes, grâce aux récoltes assez satisfaisantes de 1812, 1813, 1814; toutefois, elle durait encore à la chute de l'Empire. « En 1814, écrit Arsène Bienvenue dans ses Mémoires, on voyait encore des malheureux par bandes de 3 et 4.000 et de dix lieues à la ronde sur la grève de Cesson prendre des coquillages qu'ils dévoraient crus n'ayant ni le temps ni les moyens de les préparer; quelques-uns, qui voulaient en porter à leurs familles, succombaient et tombaient morts de faim sur les routes » <sup>379</sup>.

Quand on a passé en revue les hôpitaux et les bureaux de bienfaisance, on a épuisé la liste des institutions d'assistance du département sous le Premier Empire. La Société de charité maternelle, fondée en 1810, sous le patronage de l'Impératrice et du cardinal Fesch, dont le but était de venir en aide aux mères indigentes, ne put malgré les exhortations du ministre de l'Intérieur et du préfet recruter aucune dame patronesse dans le département des Côtes-du-Nord. Dans un état de 1810, on ne voit même pas figurer M<sup>me</sup> Boullé; le chiffre très élevé de la cotisation, 500 francs, décourageait les bonnes volontés <sup>380</sup>.

377. *Ibid.* Sur la misère pendant l'année 1812, dans la ville de Saint-Brieuc en particulier, une lettre du maire au préfet du 23 novembre (Archives mun. de Saint-Brieuc, D, 2<sup>e</sup> registre de correspondance du maire avec les autorités supérieures (1806-1815), fol. 139-141 donne des détails précis et impressionnants).

378. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, lettre du 25 septembre 1812 citée plus haut : « Il n'est pas à ma connaissance que dans ces circonstances on se soit écarté d'une manière plus grave que dans les circonstances ordinaires du respect dû aux droits de la propriété » et Archives mun. de Saint-Brieuc, lettre du maire du 23 novembre citée ci-dessus. Le maire note lui aussi que « le peuple est resté calme et résigné » et que « l'on n'a pas eu besoin d'employer des mesures de rigueur à l'égard des gens qui refusaient de se cotiser. »

379. A. BIENVENUE, *Mémoires inédits*, ms. B, fol. 104.

380. Archives dép. des Côtes-du-Nord, X, Société de charité maternelle (1810-1811), règlement pour la Société de la charité maternelle, imprimé, 25 juillet 1811; décret impérial du 5 mai 1810; circulaire du cardinal grand-aumônier et secrétaire général, 17 septembre 1811; lettre confidentielle du ministre de l'Intérieur aux préfets du 18 juin 1811 : « Attachez-vous donc dans vos relations avec les



Le département des Côtes-du-Nord ne possédait non plus ni « tontine » ni caisse d'assurance d'aucune sorte<sup>381</sup>. Quand un incendie éclatait, ce qui arrivait encore assez souvent dans un pays où les couvertures de chaume étaient nombreuses et les compagnies de pompiers rares, les sinistrés en étaient réduits à implorer la bienveillance du Gouvernement. A partir de l'an XI, celui-ci, comme pour les épidémies, se déchargea de ces sortes de secours sur les bureaux de bienfaisance<sup>382</sup>. Ou bien encore on autorise les victimes à faire une quête ; lors du grand incendie de l'an XI qui détruisit une partie de la petite ville de Loudéac, les habitants des maisons détruites durent se contenter d'un dégrèvement d'impôts<sup>383</sup>.

Signalons, pour finir cette énumération des institutions d'assistance, l'établissement en floréal an XII d'un mont-de-piété à Saint-Brieuc. Les administrateurs en furent Antoine Lucas, administrateur de l'hospice ; Huet-Brangolo, membre du bureau de bienfaisance ; Pitot, avocat, et Le Saulnier Saudraye ; le receveur de l'hospice et le commis aux écritures remplirent les mêmes fonctions auprès du mont-de-piété. Les receveurs de tous les hospices et de tous les bureaux de bienfaisance du département durent y verser leur cautionnement qui serviraient à prêter sur meubles ou sur hypothèques. Le minimum du prêt sur meubles était de 25 francs ; celui du gage mobilier de 50 francs ; la durée maxima du prêt six mois<sup>384</sup>.

classes les plus aisées à bien faire sentir ce que cette circonstance a d'important et d'heureux pour elles. Ne vous bornez pas aux communications administratives ordinaires, n'engagez personne, mais que chacun sache, je le répète, combien outre les résultats de la nouvelle institution pour le secours des infortunés, l'on peut attendre d'avantages particuliers et d'honorables distinctions pour les membres de l'association » ; état des dames du département des Côtes-du-Nord ayant souscrit. Sur cette institution en général, cf. G. VAUTHIER, *La société maternelle sous l'Empire*, dans la *Revue des études napoléoniennes*, 1914, 2<sup>e</sup> partie, p. 79-82.

381. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1810-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 12 décembre 1810 (en réponse à une circulaire).

382. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII) : fol. 88, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 4 pluviôse an XI ; fol. 130, au sous-préfet de Guingamp, 11 prairial an XI.

383. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 222 (an XII-an XIII), fol. 37, au sous-préfet de Loudéac, 23 ventôse an XII.

384. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, fol. 84-86, arrêté du 15 floréal an XII.

CONCLUSION. — En résumé, si l'on compare la situation du département des Côtes-du-Nord au point de vue de l'assistance publique en 1814 à ce qu'il était en 1789, on verra se dégager de cette comparaison deux conclusions en apparence contradictoires. La première, c'est qu'il n'y a rien de changé ou presque : même mendicité effrayante, même afflux de malades, d'infirmes, d'enfants abandonnés vers les hôpitaux, même pénurie de ressources pour y faire face. La seconde c'est qu'un progrès réel a été accompli dans l'outillage sanitaire et hospitalier ; la lutte contre la maladie et la misère n'est plus abandonnée aux bonnes volontés isolées, aux organisations corporatives plus ou moins desuètes. L'Etat napoléonien, par l'intermédiaire du préfet, a terminé l'œuvre de centralisation et de contrôle sur les institutions d'assistance entreprise par les intendants de la fin de l'Ancien Régime<sup>385</sup>.

D'où vient donc que le rendement en a été si médiocre malgré son impulsion intelligente et active ? L'explication doit être cherchée dans la politique étrangère du Premier Empire qui absorbe toutes les ressources en hommes et en argent et déchaîne par contre coup une terrible crise économique. Mais ce mauvais rendement d'un outillage, au total très remarquable, n'était que passager ; viennent les gouvernements réparateurs et pacifiques de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, qui conserveront le mécanisme napoléonien, mais auront le temps et la volonté de s'en servir pour la prospérité intérieure de l'Etat, on verra de quoi ce mécanisme est capable. Une étude analogue à celle que nous venons de faire révélerait pour la période 1815-1850 une amélioration incontestable de la situation sanitaire et hospitalière du département<sup>386</sup>. Alors seulement les semences jetées par le Directoire et l'Empire, nous voulons dire en particulier les lois organisant les hôpitaux et les bureaux de bienfaisance et la propagation de la vaccine, donneront tous leurs fruits. Ainsi tombe la contradiction que nous avons signalée plus haut.

385. Cela malgré la résistance sourde de l'Eglise, que l'on devine plutôt qu'on ne l'aperçoit nettement, à travers les incidents de l'existence des commissions administratives, en conflit tantôt avec le préfet et tantôt avec les congrégations hospitalières.

386. Cf. HABASQUE, *Notions historiques, passim*, spécialement t. Ier, p. 41. hôpital de Lannion, 321-331, progrès de la vaccination ; t. II, p. 110-130, hôpital de Saint-Brieuc, et 165-166, sages-femmes.

Un rapprochement avec l'histoire de l'assistance publique dans les départements de la Côte-d'Or et de l'Ille-et-Vilaine sous le régime napoléonien, les seuls départements pour lesquels cette histoire a été jusqu'à présent esquissée, confirmerait purement et simplement la conclusion ci-dessus <sup>387</sup>.

387. P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or*, p. 80-84, 222-230 et 237-241; *Les subsistances dans l'Ille-et-Vilaine sous le Consulat et l'Empire* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIII, années 1918-1919, p. 131-153 (mesures d'assistance). Aucun renseignement sur l'assistance publique dans les ouvrages précédemment cités à titre de comparaison de G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, L. BENAERTS.

## CHAPITRE IV

### Les Impôts. — Les Levées d'hommes et la Défense des côtes (1800-1814)

---

#### PREMIÈRE PARTIE

##### Les Impôts

---

- I. LES IMPÔTS DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — Les impôts directs : fouages; capitation et vingtièmes. — Les impôts indirects : devoirs; brieux; droits et revenus divers et leur perception. — Les impôts municipaux. — Les Cahiers de doléances et les impôts.
- II. LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.
- III. LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les impôts et revenus d'Etat : les contributions directes; assiette; taux annuel; perception; rendement; les « Droits Réunis »; l'enregistrement et les domaines; les douanes; les forêts. — Les revenus et impôts municipaux : revenus des biens communaux et centimes communaux : les octrois; les droits de place.
- CONCLUSION. — Simplicité et relative équité du système fiscal napoléonien par rapport à celui de l'Ancien Régime, mais charges de plus en plus lourdes pesant sur le contribuable. — Comparaison avec d'autres départements.

#### I. — LES IMPÔTS DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

On sait de quels privilèges financiers jouissait la Bretagne sous l'Ancien Régime. La distinction en impôts directs et impôts indirects qui existait dans les autres généralités se compliquait dans ce pays d'Etats d'une division nouvelle : il y avait les impôts du Roi et les impôts de la province<sup>1</sup>. « La

(1) Sur les finances de la France en général sous l'Ancien Régime, cf. R. STOURM, *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, Paris, 1885, 2 vol. in-8° (ouvrage superficiel et vieilli); M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, 4 vol. in-8°, t. I<sup>er</sup> (1715-1789), Paris, 1914-1925; E. MARTIN, *Petite histoire financière de l'Ancien Régime*, Paris, 1923, 1 vol. in-8°; et M. MARION, *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*.



Bretagne, dit Rousselot de Surgy dans l'*Encyclopédie méthodique*, considérée dans sa condition actuelle, est un pays d'Etats; elle est réputée étrangère aux cinq Grosses Fermes, sujette au privilège exclusif de la vente du tabac, mais exempte de gabelles et d'aides proprement dites, car les grands et les petits devoirs qui appartiennent à la province sont une sorte de droits d'aides. Les autres droits tant ceux du Domaine que ceux de la Régie générale sur les cuirs et peaux y ont lieu comme dans le reste du royaume »<sup>2</sup>. C'est là une définition excellente du statut fiscal de la Bretagne, et il n'y a qu'à en reprendre en détail les différentes parties pour avoir une énumération complète des impôts divers payés dans le pays breton avant 1789.

Le Roi levait d'abord en qualité de successeur des anciens dues un impôt foncier direct analogue à la taille dans une cer-

cles, articles : Finances, Aides, Taille, etc. (très insuffisants et pour la plupart dépourvus de références bibliographiques). On complétera pour les impôts directs par M. MARION, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1910, 1 vol. in-8° (Recueil de textes avec introduction); pour les impôts indirects par A. ROUSSET et H. LOUCHE-DESFONTAINES, *Histoire des impôts indirects depuis leur établissement aux premiers temps de la monarchie jusqu'à leur reconstitution à l'époque impériale*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°; E.-P. BEAULIEU, *Les gabelles sous Louis XIV*, Paris, 1903, 1 vol. in-8°; E. GONDOLFF, *Le Tabac sous l'Ancienne Monarchie. La Ferme Royale (1629-1791)*, Vesoul, 1914, 1 vol. in-8°; E. BESSON, *Un chapitre de notre histoire financière : l'Enregistrement et la Ferme générale*, Paris, 1893, 1 plaq. in-8° (superficiel); V. FLOUR DE SAINT-GENIS, *Histoire documentaire et philosophique de l'administration des Domaines des origines à 1903 d'après des pièces officielles et les documents inédits*, Le Havre, 1901-1903, 2 vol. in-8°; A. SAULNIER, *Recherches historiques sur le droit de douane jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, 1839, 1 vol. in-8°.

Sur le statut financier de la Bretagne avant 1789 il n'existe encore aucun ouvrage d'ensemble. Faute de mieux on utilisera : N.-L. CARON, *L'administration des Etats de Bretagne de 1493 à 1790*, déjà cité; A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, *id.*, chapitre II, p. 143-271; H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne du XVI<sup>e</sup> siècle à la Révolution*, *id.*, p. 315-363; H. SÉE et A. LESORT, introduction à l'édition des *Cahiers de Doléances de la senéchaussée de Rennes aux Etats généraux de 1789*, t. I<sup>er</sup>, p. LXXXVII-LXXXVIII; M. DE KERHUEL, *Les privilèges financiers de la Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1903, 1 vol. in-8° (thèse de droit); F. QUEYSSETTE, *La fiscalité royale en Bretagne de 1689 à 1715* dans les *Annales de Bretagne*, 1910, t. XXV, p. 476-487 (analyse d'un Mémoire pour le diplôme d'études supérieures) et *L'administration financière des Etats de Bretagne de 1689 à 1715*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°; M. MARION, *Dictionnaire des Institutions...*, article Bretagne.

2. *Encyclopédie méthodique*, Paris, 1782-1792, 166 vol. in-4° (par ordre de matières). Les Finances en trois tomes et quatre parties (1784-1787) sont de Rousselot de Surgy, « ancien premier commis des Finances ». La citation est empruntée à l'article Bretagne.

taine mesure, comme elle pesant exclusivement sur les terres roturières, mais sensiblement plus faible : les fouages. Les fouages étaient un impôt de répartition qui s'établissait d'après une unité fiscale fictive et arbitraire : les « feux ». En 1787 les fouages s'élevaient pour toute la Bretagne à 1.095.000 livres<sup>3</sup>. Nous ne possédons malheureusement pas la répartition de ces fouages par évêchés, et nous ne pouvons pas dire ce que payaient les évêchés de Saint-Brieuc, Tréguier et les portions d'évêchés de Saint-Malo et de Quimper qui correspondaient au département actuel des Côtes-du-Nord. Nous pouvons simplement indiquer à titre d'exemples quelques taxations en feux. Dans l'ancien évêché de Saint-Malo, Caulnes est taxé à 51 feux, pour 2.094 habitants; dans celui de Saint-Brieuc, Pléneuf 31 feux pour 1.233 habitants, Erquy 68 pour 1.505 habitants, Saint-Germain-de-la-Mer (Matignon), 21 feux pour 931 habitants, Plancoët 4 feux 1/2 pour 620 habitants, Pleuc 74 feux pour 5.464 habitants. Lamballe et Moncontour en leur qualité de villes en étaient exemptes. Il en est de même de Guingamp dans l'évêché de Tréguier; par contre Bourbriac (3.048 habitants) est taxé à 68 feux 3/4, Belle-Isle-en-Terre (721 habitants) à 17 feux 1/3, Plouaret Vieux-Marché (4.126 habitants) à 119 feux 2/3<sup>4</sup>.

Les deux impôts directs nouvellement créés, la capitation et les vingtièmes étaient « abonnés », c'est-à-dire répartis et perçus par les soins des Etats. Comme pour les fouages, les circonscriptions ecclésiastiques, évêchés et paroisses, servent de circonscriptions financières. En 1787 la capitation s'élève à 2.559.000 livres. En 1782 elle n'était que de 1.778.470 livres. Dans ce dernier total l'évêché de Saint-Brieuc était compté pour 149.570 livres 15 sols et 3 deniers, celui de Tréguier pour

3. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale*, p. 143 et F. QUEYSSETTE, *La fiscalité royale en Bretagne*, p. 478-480.

4. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 252, 578, 609, 631, 662 et 797 (les chiffres de population sont ceux provenant d'un recensement effectué en 1793 dans le département des Côtes-du-Nord); t. IV, p. 163, 192 et 204.

J. LAMARE dans son *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 187, indique le chiffre de 3.401 livres 12 sols et 6 deniers pour les fouages supportés par « les habitants de Saint-Brieuc et de Cesson », dans « l'état de 1790 qu'on peut considérer comme le dernier de l'ancienne monarchie ». Cf., sur les feux de l'évêché de Saint-Brieuc, RUFFELET (abbé), *Annales Briochines*, note XXII. Il y aurait eu au moment où il écrivait 3.590 « feux » dans ce diocèse.

142.223 livres 18 sols 6 deniers, à peu près à égale distance de l'évêché de Nantes, l'évêché le plus riche de la Bretagne, et de celui de Dol qui en était le plus pauvre<sup>5</sup>. Pour les vingtièmes, le total monte à 3.185.000 livres, pour la province en 1787; en 1782 ils s'élèvent à 303.622 livres 6 sols pour le diocèse de Saint-Brieuc, 254.435 livres 10 sols pour celui de Tréguier. Caulnes payait, en 1770, 1.853 livres 1 sol 4 deniers de capitation, 2.432 livres 15 sols de vingtièmes; Lamballe, en 1748, 4.526 livres 7 sols 9 deniers de capitation, 4.758 livres 6 deniers de vingtièmes, plus 75 livres de vingtièmes d'industrie; Pléneuf, en 1789, 1.400 livres 15 sols 11 deniers de capitation et, en 1787, 1.726 livres 6 sols 1 denier de vingtièmes; Erquy aux deux mêmes dates 1.774 livres 12 sols 4 deniers de capitation, 2.995 livres 12 sols 3 deniers de vingtièmes; Matignon 1.093 livres 16 sols 11 deniers de capitation, 2.732 livres 13 sols de vingtièmes; Plancoët 642 livres 9 sols 11 deniers de capitation, 306 livres 1 sol 8 deniers de vingtièmes; Moncontour 3.407 livres 4 sols 9 deniers de capitation, 2.315 livres 15 sols 1 denier de vingtièmes plus 80 livres de vingtièmes d'industrie; Pléuc 1.431 livres 14 sols 8 deniers de capitation, 5.280 livres 9 sols 3 deniers de vingtièmes. Dans le diocèse de Tréguier, Guingamp paye, en 1788, 6.339 livres 11 sols 3 deniers de capitation, 4.645 livres 16 sols 6 deniers de vingtièmes, 473 livres de vingtièmes d'industrie; Bourbriac 3.621 livres 1 sol 6 deniers de capitation en 1789, 3.403 livres 5 sols 6 deniers de vingtièmes en 1788; Belle-Isle-en-Terre 315 livres 10 sols 21 deniers de capitation en 1770, 822 livres 14 sols de vingtièmes en 1788; Plouaret Vieux-Marché, en 1770, 3.940 livres 17 sols 3 deniers de capitation, en 1788, 3.989 livres 10 sols de vingtièmes<sup>6</sup>.

5. N.-L. CARON, *L'administration des Etats de Bretagne*, p. 148; A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale...*, p. 143; F. QUEYSSSETTE, *La fiscalité royale en Bretagne*, p. 482-485, et L. GUIHENNEUC, *Etude sur la capitation proprement dite dans la province de Bretagne de 1695 à 1788*, Rennes, 1905, 1 vol. in-8° (thèse de droit).

6. N.-L. CARON, *L'administration des Etats de Bretagne*, p. 252; A. DUPUY, *Etude sur l'administration municipale...*, p. 143; F. QUEYSSSETTE, *La fiscalité royale en Bretagne*, p. 485-463; H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 252, 513, 578, 609, 631, 662, 749, 797; t. IV, p. 7, 163, 192 et 204. Lamballe, Moncontour et Guingamp ne payent pas de foudages, mais supportent la capitation et les vingtièmes. On distingue les

Les impôts indirects, beaucoup plus nombreux, étaient perçus eux aussi les uns par la province, les autres par le Roi. Ceux perçus par les Etats portaient le nom générique de « devoirs »; on distinguait parmi eux, les « grands » et les « petits devoirs ». C'étaient des impôts sur les boissons, affermés à des compagnies privées, dont le produit servait aux Etats à combler le déficit creusé par le « don gratuit ». Nous savons qu'il existait des bureaux d'inspecteurs aux boissons à Dinan, Saint-Brieuc, Moncontour, Quintin, Lamballe, Jugon, Tréguier, Guingamp, Lannion, mais nous ignorons le rendement moyen de ces bureaux<sup>7</sup>.

L'« impôt et billot » était aussi un impôt sur les boissons mais perçu par le Roi<sup>8</sup>. Au point de vue des gabelles, la Bretagne était pays « franc »<sup>9</sup>; au point de vue des traites, elle était province réputée étrangère. Des droits s'y percevaient sur les marchandises arrivant, soit par mer de l'étranger et des autres ports du royaume, soit par terre des autres provinces « des cinq grandes Fermes ». Ces droits portaient différents noms : les principaux étaient connus sous le nom de « brieux » et de « devoirs des ports et havres de Bretagne ». C'était ce que nous appellerions des droits de douane; ils pesaient en particulier sur les vins apportés par mer. Tréguier, Lannion, Pontrieux, Paimpol, Saint-Brieuc faisaient partie des 22 districts, entre lesquels se répartissait la perception dans la province. Brieux et devoirs des ports rapportaient environ 125 à 126.000 livres pour l'ensemble de la Bretagne; nous

vingtièmes pesont sur les biens-fonds et les vingtièmes pesant sur le commerce et l'industrie.

J. LAMARE, *op. cit.*, p. 187 donne 18.005 livres, 16 sols, 11 deniers de capitation et 13.395 livres 13 sols 9 deniers de vingtièmes pour Saint-Brieuc et Cesson en 1790. R. CHASSIN DU GUERNY, *op. cit.*, p. 114, indique 6.864 livres 4 sols 8 deniers pour la capitation de la « communauté de Quintin » en 1770; 7.147 livres 4 sols 3 deniers en 1772.

7. N.-L. CARON, *op. cit.*, p. 325 et seq.; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 147, note 2 (la ferme des Devoirs dans le pays de Saint-Brieuc avant 1789); F. QUEYSSSETTE, *La fiscalité royale...*, p. 480-482.

8. N.-L. CARON, *loc. cit.*

9. E.-P. BEAULIEU, *Les gabelles sous Louis XIV*, p. 99. Le sel se vendait à Dol, Fougères, Vitré, La Guerche, Châteaubriand, Ancenis et Clisson; le commerce en était d'ailleurs libre dans ces villes. Par contre la vente dans toute autre localité était prohibée à peine de 500 livres d'amende et des galères en cas de récidive.



ignorons le rendement dans les ports du littoral actuel des Côtes-du-Nord <sup>10</sup>. Le Roi percevait enfin par le système de la « Ferme générale », en Bretagne comme dans le reste du royaume, des droits sur le tabac, les cartes à jouer, les huiles, les cuirs, les amidons et surtout des droits domaniaux multiples, dont les plus connus étaient les droits de contrôle, d'insinuation et de centième denier, de franc-fief et nouvel acquêt. Ces droits correspondaient assez exactement à ceux perçus de nos jours par l'administration de l'enregistrement <sup>11</sup>. Là non plus nous ne savons pas quel en était au XVIII<sup>e</sup> siècle le produit, même approximatif dans la portion de territoire qui nous intéresse. Nous connaissons seulement quelques détails sur l'organisation administrative de la perception. Au point de vue des droits domaniaux, la Bretagne était divisée en trois directions : celle de Nantes, celle de Rennes et celle de Morlaix. Chacune de ces directions était partagée en « ambulances » ou « départements ». La direction de Rennes en comprenait quatre : Rennes, Vitré, Dinan et Saint-Brieuc ; celle de Morlaix trois : Morlaix, Landerneau et Quimper <sup>12</sup>. Chacune des « ambulances » se subdivisait en « bureaux ». Le « département » de Dinan en comptait 20, parmi lesquels nous relevons Broons, Dinan, Evran, Merdrignac, Plouër ; celui de Saint-Brieuc 16 :

10. *Encyclopédie méthodique Finances*, articles Brieux, Devoirs (Devoirs des ports et havres) et Etrangères (Provinces réputées) : J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHELEMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 147, le personnel des Fermes du Roi pour les traites et le tabac dans l'évêché de Saint-Brieuc (indique trois « capitaines-généraux » établis au Légué, à Paimpol, et au cap Fréhel, sans doute les prédécesseurs de nos officiers de douanes).

11. L. GUILLOU, *Essai sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration des Domaines en Bretagne (1759-1771) à la suite de l'aliénation des droits domaniaux faite au profit de la province*, Rennes, 1904, 1 vol. in-8°.

12. *Ibid.*, Pièces justificatives, état du personnel par directions et par ambulances en 1767 et *Inventaire des Archives dép. des Côtes-du-Nord*, t. I<sup>er</sup> (1869), série C, articles 9-26, Ferme du Domaine.

Pour le personnel fiscal chargé de percevoir ces différents impôts, cf. les *Etreannes Bretonnes* qui pour 1789 mentionnent à Saint-Brieuc un « receveur des fouages ordinaires », un « receveur des fouages extraordinaires, capitation et vingtièmes », un « contrôleur général du Tabac », un « directeur des devoirs, impôts et billot ». Le fonctionnement nous en est très mal connu, faute d'études de détail, cf. cependant E. GALMICHE, *Une affaire de tabac en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans les *Comptes rendus, Procès-verbaux et Mémoires de l'Association Bretonne*, tenue à Quimper en 1923, Saint-Brieuc, 1924, 1 vol. in-8°, p. 131-135 (affaire de fraude dans laquelle furent compromis des gentils-hommes du pays de Lamballe et qui se termina par une rixe avec les employés de la Ferme dans la forêt de la Hunaudaie. Il y eut des tués et des blessés).

Binic, Châtelaudren, Jugon, Lamballe, Langast, Lanvollon, Loudéac, Matignon, Moncontour, Paimpol, Plancoët, Plœuc, Quintin, Saint-Brieuc, Uzel; celui de Morlaix, 16 également parmi lesquels : Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Corlay, Guingamp, Lannion, Pontrieux, Plestin, Plougonver, Rostrenen, Saint-Nicolas-du-Pélem, Saint-Caradec, Tréguier, Vieux-Marché. On voit donc que le département actuel des Côtes-du-Nord chevauchait sur ces trois « ambulances ». Les titulaires de ces bureaux nous sont connus à la date de 1767 : citons parmi eux quelques noms que nous retrouverons postérieurement à la Révolution mêlés à la vie politique ou administrative : un Denis-Lagarde à Paimpol, un Quérangal à Saint-Brieuc.

A ces diverses ressources proprement fiscales il faut, pour avoir une idée à peu près exacte de ce que le Trésor royal tirait avant 1789 de la région qui nous occupe, ajouter le produit des forêts royales. Ces forêts étaient peu nombreuses et peu étendues sur le territoire correspondant au département actuel des Côtes-du-Nord. Elles comprenaient :

1° Le taillis de Léhon et le Bois-du-Roi près Dinan (une vingtaine d'arpents).

2° La forêt de Bosquen près Collinée (1.000 arpents).

3° La forêt de Duault près Callac (832 arpents); le tout relevant de la gruerie de Bosquen et de la maîtrise particulière de Carhaix.

Le revenu ne nous en est malheureusement pas connu; toutefois nous savons qu'il n'était pas ce qu'il aurait pu être, en raison de l'exploitation défectueuse et des abus de toute nature, en particulier des « délaissements », destinés à solder le personnel forestier<sup>13</sup>.

Les villes avaient elles aussi leurs ressources propres : biens domaniaux ou patrimoniaux, titres de rentes, octrois, droits de place. Saint-Brieuc par exemple, outre quelques pièces de

13. R. DURAND, *Les forêts royales en Bretagne avant 1789* dans les *Annales de Bretagne*, 1917, t. XXXII, p. 10-20 et H. SÉE, *La question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXVI, année 1924, p. 1-30. Les autres forêts des évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier appartenaient, comme on l'a dit plus haut, p. 10-11, note 14, à des seigneurs et à des gens d'église : Loudéac, les Salles, la Nouée au prince de Léon, Quintin ou Lorges au duc de Lorges, la Hunaudaie au comte de Rieux, Saint-Aubin à l'abbaye du même nom.

terre, percevait un droit sur les toiles et, depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, toute une série de droits sur les boissons, les uns affermés, les autres en régie<sup>14</sup>. Lamballe avait un « grand octroi » : 1 sol par pot de vin, 6 deniers par pot de cidre se vendant dans les auberges, auquel était venu s'adjoindre en supplément le « petit octroi » : 6 deniers par pot de vin, 3 par pot de cidre. Les non débitants ne payaient rien<sup>15</sup>. A Dinan, la Ferme des Devoirs de Bretagne percevait, pour le compte de la ville et moyennant une légère rétribution, une taxe sur les boissons qui constituait le plus clair des revenus de la municipalité<sup>16</sup>. Les ressources des paroisses rurales étaient plus exiguës encore ; si l'on n'envisage que leur « gouvernement extérieur », pour parler comme Potier de la Germondaye, c'est-à-dire leur activité en tant que communes, en négligeant leur rôle de fabriques, on peut dire que ces ressources se bornent au revenu de quelques bois et pâturages appelés pour cette raison « communaux » ; les paroisses littorales jouissant en sus du produit de la coupe du goémon et parfois de certaines pêcheries<sup>17</sup>.

Comment ce mécanisme fiscal fonctionnait-il et de quelle manière était-il jugé par les contribuables à lui soumis, c'est ce que nous révèlent les Cahiers de 1789. Les doléances concernant les impôts y sont nombreuses, véhémentes de forme ; elles forment avec celle concernant la justice, l'Eglise et les droits seigneuriaux la majeure partie du contenu de ces cahiers. Dans la sénéchaussée de Rennes il y a quasi-unanimité de la part des paroisses pour protester contre l'inégalité des impôts directs et leur mauvaise répartition, pour réclamer

14. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, chap. III, p. 271-441, les finances municipales et surtout p. 328-348, les revenus des communautés ; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés*, t. II, p. 90-96, octrois de Saint-Brieuc avant 1789 ; J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 150-151.

15. Archives mun. de Lamballe, D, 2<sup>e</sup> registre de délibérations du conseil municipal (an XII-1810), séance du 10 octobre 1806. Cf. C.-J.-B. QUERNET, *Notions historiques et archéologiques sur la ville de Lamballe*, p. 62.

16. Archives mun. de Dinan, D, 1<sup>er</sup> registre de délibérations du conseil municipal (an IX-1810), fol. 8-12, séance du 23 pluviôse an IX. Quintin percevait aussi 2.500 livres par an de « devoirs » sur les vins, cidres et bières, dont la moitié est concédée aux Pères Carmes. R. CHASSIN DU GUERNY, *op. cit.*, p. 118.

17. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 348 et seq., l'administration financière des paroisses.

que les fouages, la capitation et les vingtièmes pèsent sur le clergé et la noblesse comme ils pèsent sur le Tiers. Parmi les impôts indirects les droits de contrôle et de franc-fief semblent avoir été particulièrement onéreux et impopulaires : les agents chargés de les percevoir sont couramment accusés d'avoir recours à « d'affreuses vexations »<sup>18</sup>. Lamballe demande en outre que les douanes soient « reculées aux frontières »<sup>19</sup>. Moncontour accuse le droit sur les cuirs d'avoir ruiné sa « manufacture »<sup>20</sup>. Guingamp demande aussi le « reculement des barrières » et la franchise générale de toute marchandise du royaume dans une province qui fait corps avec lui. Il signale la « détérioration » trop fréquente du tabac vendu par les agents de la Ferme lesquels ne se contentent pas d'en rendre le débit onéreux pour le public et très lucratif pour eux, mais ne craignent pas de le répandre sans se mettre en peine des effets dangereux et funestes qu'en peuvent résulter (art. 18)<sup>21</sup>. Les parchemins et papiers timbrés servant à authentifier les actes sont eux aussi trop souvent de mauvaise qualité. La marque du cuir a fait presque disparaître les tanneries de Guingamp. L'abus des pensions et gratifications accordées « sur les titres les plus frivoles » est dénoncé comme l'une des principales causes du déficit. Enfin la comptabilité des villes est soumise à une série de vérifications longues, inutiles et dispendieuses ; on demande la simplification de ces formalités, notamment la suppression du contrôle de la Chambre des comptes, celui des Etats de Bretagne étant suffisant<sup>22</sup>.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes consacre à la question de la réforme financière tout son Titre troisième : impôts, dette nationale, c'est-à-dire 18 articles. Notons particulièrement l'article LXXIII qui constitue une affirmation de principes « Tout impôt et tarif de droits sera désormais intitulé : De par le Roi, impôt ou droit consenti par les Etats généraux jusqu'à telle époque. Il est important que tout

18. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes aux Etats généraux de 1789*, t. III, évêché de Saint-Brieuc, *passim*.

19. *Ibid.*, p. 518-525.

20. *Ibid.*, p. 758.

21. H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. IV, évêché de Tréguier, p. 22-28.

22. *Ibid.*, plus spécialement, p. 25-28.



Français ait sous les yeux cette vérité fondamentale que nul impôt ne peut être établi sans le consentement de la Nation » ; et semblablement les articles LXX, LXXI et LXXII « L'imposition réelle sur toutes propriétés sans distinction, sans exception est la moins susceptible d'inégalité, mais il ne faut pas qu'elle soit portée à un taux nuisible à l'agriculture, et aux travaux de campagne qui ont besoin d'être encouragés ».

« L'impôt sur les personnes sera établi et réparti eu égard à leurs facultés ; de manière que celui qui aura le double de l'aisance paye le triple de l'imposition des aisés de sa classe et ainsi de suite ». « Quant aux subsides sur les consommations on imposera de préférence les objets de luxe et de pure fantaisie. Les impôts dont la perception sera jugée la plus facile et la moins grevante pour les pauvres seront toujours ceux à préférer ».

Par ailleurs on retrouve dans le Cahier de la sénéchaussée les mêmes vœux que dans ceux des paroisses, en faveur de l'abolition des droits domaniaux, centième denier, droits sur les cuirs, papiers et amidons, droit de contrôle et surtout de « franc-fief, tribut injuste, non moins ruineux qu'avilissant pour la Nation qui réduit l'homme au-dessous de la terre et qui concentre dans une classe de privilégiés toutes les propriétés un peu étendues » (art. LXX). Comme conséquence, ces « réformes économiques doivent entraîner la suppression des fermiers, administrateurs et régisseurs généraux de finances, etc. » (art. LXXV)<sup>23</sup>. Les deux axiomes fondamentaux du droit fiscal de 1789 figurent également dans le Cahier de la sénéchaussée de Dinan :

ART. 2. — « Que tous impôts qui auront lieu dans la province de Bretagne soient à l'avenir supportés d'une manière égale et par chacun en proportion de ses propriétés et facultés quelconques sans distinction d'ordre et qu'il n'y ait qu'un seul rôle pour chaque objet et qu'on supprime tous impôts particuliers à un ordre, sauf à le remplacer par des impositions générales ».

ART. 33. — « Que nul impôt ne pourra être perçu qu'autant qu'il aura été consenti par les Etats Généraux et pour un temps limité et que la tenue périodique des Etats Généraux soit fixée à un terme court et de six ans au plus ». Comme

<sup>23</sup>. *Ibid.*, p. 251-254.

revendications de détail on réclame tout comme dans la sénéchaussée voisine la suppression des pensions, l'abrogation des droits de contrôle, d'insinuation, de franc-fief, des impôts sur les cuirs, des douanes intérieures. Les gens de Dinan, commerçants avisés et actifs, vrais Normands postés en pays breton, sont particulièrement nets sur ce dernier point.

ART. 9. — « Que les droits d'entrée et de sortie d'une province supprimés comme étant infiniment gênants pour le commerce; que les droits sur les marchandises étrangères soient payés à leur entrée dans le Royaume » <sup>24</sup>.

Le Cahier du Tiers, de la sénéchaussée de Tréguier-Lannion groupe toute une série d'articles sous la rubrique suivante : « Justice dans les Impôts » et s'exprime comme il suit : « L'impôt, pour être juste, doit être proportionnellement supporté par tous les citoyens avec les autres charges publiques, ainsi :

1° Abolition du franc-fief, fouages... et de tous les subsides distinctifs des ordres de citoyens.

2° Assujettissement général de toute personne actuellement privilégiée... par contribution en argent, suppression de toute exemption particulière.

3° Egale et proportionnelle répartition des impôts en raison de la fortune sans distinction de naissance et de profession sur des rôles communs aux trois ordres égalisés sur les lieux.

4° Défense d'établir et de lever des droits additionnels de sous pour livres et autres pareils, ni aucun subside, ni même d'altérer le titre des monnaies sans le consentement de la Nation assemblée ».

Par application de ces principes est demandée la « suppression des pensions, dons et gratifications qui déprécient le Trésor royal et la caisse des Etats de Bretagne » ; la « renonciation formelle à l'avenir du Gouvernement à tout emprunt par anticipation », enfin « la simplification des impositions, surtout du contrôle par un tarif clair et précis » <sup>25</sup>.

Le Cahier du Tiers de la sénéchaussée de Ploërmel parle à peu près le même langage. ART. 4. — « Que nul impôt ne pourra être établi ni perçu que du consentement libre de la nation dans l'assemblée des Etats légalement convoqués et

24. *Archives parlementaires*, t. III, p. 148-151.

25. *Archives parlementaires*, t. IV, p. 76-77.

constitués, sans aucun enregistrement ou sanction quelconque de quelques tribunaux que ce soit, qu'il en soit de même des emprunts qui ne sont que des impôts anticipés, sauf en cas qu'il fût besoin de secours urgents et imprévus dans l'intermédiaire d'une teneur à l'autre à assembler extraordinairement les Etats Généraux pour y pourvoir. »

ART. 7. — « Le bien public et le bon ordre des finances exigent une loi qui rend les ministres responsables et comptables de leur administration à la Nation assemblée : pour assurer les effets de cette comptabilité dont l'idée se trouve dans un ouvrage émané du génie auquel le Tiers Etat rend un hommage mérité, il est juste que les ministres soient même assujettis à des comptes provisoires qui deviendront publics par la voie de l'impression. »

Par ailleurs le Tiers de la sénéchaussée de Ploërmel demande comme celui de Rennes, de Lannion et de Dinan, la suppression des pensions inutiles, des droits de contrôle, de franc-fief et de centième denier auxquels il joint ceux sur les amidons, particulièrement gênants pour le commerce des toiles, la grande ressource du pays de Loudéac. Il ajoute (art. 78) « Qu'il soit mis un fort impôt sur les objets de luxe tels que les laquais, les chaises à porteurs, voitures, chiens de chasse, marques d'or et d'argent, vins étrangers et cartes. Cet impôt qui servira à faire face aux besoins de l'Etat ne portera pas sur la classe des laboureurs si négligée jusqu'ici et cependant si importante et si utile à la Société »<sup>26</sup>.

Enfin le Cahier du Tiers de la sénéchaussée de Saint-Brieuc et Jugon, à toutes les doléances et revendications que nous venons de passer en revue, joint des vœux en faveur de la suppression de tous droits de brieux qui ne se perçoivent qu'en Bretagne « et de la réduction des droits de marque dans les bureaux de visite de la manufacture » des toiles, deux questions qui tenaient spécialement au cœur des habitants de cette circonscription à la fois industrielle et maritime<sup>27</sup>.

26. *Archives parlementaires*, t. V, p. 378-383.

27. *Ibid.*, p. 629-632, cf. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 187. Les habitants de Saint-Brieuc et Cesson payaient en 1789-1790, 34.803 livres, 3 sols, 2 deniers en fougages, capitation et vingtièmes. Et Lamare ajoute : « Dans cette somme les privilégiés n'étaient compris que pour 10.319 livres, 12 sols tandis que le Tiers supportait 24.483 livres 11 sols et 2 deniers ».

## II. — LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

La Révolution française, ainsi qu'on le sait, donna satisfaction à la plupart de ces vœux en proclamant comme principes fondamentaux de son droit public l'égalité des charges financières et leur consentement obligatoire et périodique par la Nation, en remplaçant fouages, vingtièmes et capitation par les contributions foncière et mobilière supportées par tous, auxquelles s'adjoignit la patente des commerçants, en supprimant les aides et les droits sur les cuirs, en reculant aux frontières les lignes de douanes, en réglementant enfin et en simplifiant les droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques<sup>28</sup>.

La répartition des contributions directes est attribuée aux administrateurs départementaux et municipaux. Quant à la perception, elle est également réorganisée. Pour les contributions directes notamment, au lieu des collecteurs de l'Ancien Régime, la loi du 23 novembre 1790 la confiait par voie d'adjudication à un soumissionnaire dans chaque commune et celle du 30 prairial an V, dans chaque canton; cependant que la régie des douanes était organisée par la loi du 23 avril 1791<sup>29</sup>. Mais, faute d'études de détail, nous ignorons comment ces mesures générales furent appliquées dans le département des Côtes-du-Nord, et comment la population se plia à ces nouveaux procédés. Nous ignorons de même le résultat des mesures financières extraordinaires de la Convention, nécessitées par l'état de guerre. Nous ignorons enfin le fonctionnement dans le département du régime fiscal du Directoire, compliqué de deux nouveaux impôts, celui des portes et

28. Sur l'histoire financière de la Révolution française en général, cf. G. GOMEL, *Histoire financière de l'Assemblée constituante*, Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°; *Histoire financière de la Législative et de la Convention*, Paris, 1902-1905, 2 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 195-254 (pour la période directoriale); M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. II (1789-1792) et III (1792-1797).

29. DUVERGIER, t. II, p. 39-60, et p. 394-399 (1 directeur à Saint-Malo, 1 inspecteur à Saint-Brieuc) et t. IX, p. 429-430. Sur les contributions directes en particulier, cf. *Les contributions directes, Instruction, Recueil de textes et notes*, Paris, 1914, 1 vol. in-8°, Publication de la commission des recherches ... des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, et M. MINORET, *La contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution*, Paris, 1900, 1 vol. in-8° (thèse de droit).



fenêtres (loi du 4 frimaire an VII) et la taxe des barrières (loi du 9 vendémiaire an VI)<sup>30</sup>. Il est probable, étant donné la guerre civile, que le rendement a dû en être très médiocre<sup>31</sup>. Rappelons d'autre part qu'en présence de l'anarchie à laquelle avait abouti la répartition des contributions directes confiée aux autorités élues, la loi du 22 brumaire an VI avait créé dans chaque département une agence des contributions directes, composée des commissaires du Directoire exécutif près les administrations municipales et cantonales, d'un inspecteur et de préposés aux recettes, et destinée à accélérer et à coordonner l'action des pouvoirs locaux en matière d'assiette et de recouvrement<sup>32</sup>. Enfin l'impôt des patentes considéré comme un impôt indirect était confié à l'administration de l'enregistrement. Pourtant malgré ces améliorations techniques il restait dans toute la France en l'an VII 35.000 rôles non rédigés et les messages directoriaux eux-mêmes confessaient le désordre des écritures.<sup>33</sup>

Ces grandes lignes de l'histoire financière générale de la Révolution une fois remises sous les yeux du lecteur, à défaut de détails locaux, pour lui permettre d'avoir un point de comparaison, force nous est de partir seulement du lendemain de Brumaire pour retracer avec quelque précision l'histoire financière du département.

### III. — LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814):

Le régime consulaire conserva les quatre contributions directes que lui léguait le Directoire : l'impôt foncier, la contribution personnelle-mobilière et somptuaire, l'impôt sur les patentes, l'impôt des portes et fenêtres. Il se contenta d'harmoniser ce régime fiscal avec la constitution politique autoritaire et centralisatrice qui va se renforçant de l'an VIII

30. DUVERGIER, t. X, p. 66-78 et XI, p. 70-71. Sur la taxe des barrières en particulier, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 241-242.

31. HERBIN et PEUCHET dans leur *Statistique générale et particulière de la France*, Paris, an XII, 7 vol. in-8° et atlas. T. III, p. 390-391 donnent les chiffres suivants pour la contribution foncière dans les Côtes-du-Nord sous la Révolution : 1791 : 2.163.500 livres; an V : 1.974.300 francs; an VI : 1.875.585 francs, an VII : 1.792.300 francs.

32. DUVERGIER, t. X, p. 125-133 (Côtes-du-Nord, 5 préposés).

33. A. THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. I<sup>er</sup>, p. 12-13.

à l'an XII et d'en perfectionner le détail<sup>34</sup>. Ces perfectionnements portèrent surtout sur l'établissement de l'assiette des contributions, spécialement de la foncière et de la mobilière, et sur les procédés de recouvrement. A partir du 25 ventôse an VIII chaque année la loi des finances, « décrétée » par le Corps législatif, ordonnait la levée des impôts pour l'année suivante; cette règle théorique subit d'ailleurs des exceptions vers la fin de l'Empire où la loi ne fut votée qu'avec des retards et fut quelquefois remplacée par un simple décret impérial. La répartition entre les départements continua d'être la répartition en usage depuis la Constituante, très défectueuse en ce qui concernait la contribution foncière, faute de cadastre. Les conseils généraux des départements répartissaient les contingents départementaux entre les arrondissements et les conseils d'arrondissement entre les différentes communes du ressort.

S'inspirant des mêmes principes et des mêmes préoccupations que la loi de l'an VI rappelée précédemment, la loi du 3 frimaire an VIII créa dans chaque département une « direction des contributions directes », composée d'un directeur assisté de contrôleurs et d'inspecteurs, qui fut chargée de la rédaction du rôle d'après le travail des répartiteurs<sup>35</sup>. Le directeur des contributions dans le département des Côtes-du-Nord fut Jean-François-Marie Denoual, ancien commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département (16 prairial an VII-an VIII). Il devait conserver cette importante fonction pendant toute la durée du régime impérial<sup>36</sup>. Il fut assisté d'un inspecteur Pierre Toudic, remplacé à sa mort en 1807 par un certain Deslogettes qui venait de l'Ardeche. Ce dernier, toujours malade, passa en 1812 dans

34. Sur les finances du Consulat et de l'Empire en général, cf. M. GAUDIN, duc de Gaète, *Notice historique sur les finances de la France (1800-1814)*, Paris, 1818, 1 vol. in 18; R. STOURM, *Les finances du Consulat*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 789-827; M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. IV (1797-1818).

35. DUVERGIER, t. XII, p. 10-11.<sup>6</sup>

36. *Almanach national*, an VIII, supplément p. 82 (sous la rubrique : Direction des recouvrements); an IX, p. 439 (Direction du recouvrement des impositions directes); an X, 1814-1815 (Directeur des contributions directes). Sur Denoual-Duplessix, cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 241, note 4 et 274; il mourut en 1815. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 17, le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 16 septembre 1815.

la Dordogne; il eut pour successeur Martin auparavant employé dans le département de l'Ourthe<sup>37</sup>. Un chef de bureau, un sous-chef et un expéditionnaire complétaient le personnel central du service de l'assiette. Sept contrôleurs l'assistaient répartis dans les arrondissements : Fercocq à Saint-Brieuc (200 fr.), Ribault à Guingamp (200 fr.), Jacques Guyomar-Kermorin à Lannion (175 fr.), Marbaud à Rostrenen (190 fr.), Cauvin à Dinan (200 fr.), Dumatz à Broons (175 fr.), Nédellec à Loudéac. Un peu plus tard, en l'an XII, la répartition des contrôleurs a changé. On trouve Fercocq à Guingamp, Cauvin à Lamballe, Ribault à Dinan, Guyomar à Lannion, Marbaud à Rostrenen, Nédélec-Duverger à Pontrieux, et Dumatz à Loudéac. Dumatz qui était noté « ivrogne et incapable » fut révoqué en 1812; la même année on créa un 8<sup>e</sup> poste de contrôleur qui fut confié à un surnuméraire, Le Pommellec<sup>38</sup>.

Quant aux répartiteurs prévus également par la loi de frimaire, ils étaient nommés par arrêtés des sous-préfets. Nous avons retrouvé quelques-uns de ces arrêtés : à Lannion pour l'an IX nous voyons figurer Simon Bobony et Le Cocq père, à La Roche-Derrien, Le Saux père, à Tréguier, Labiche et Cabanac; en l'an X, à Lannion, Grégoire Guermaquer père, Pillas-Kermarzin et Le Bonder, à Tréguier, Guillou jeune; pour l'an XI, à Lannion, Le Cocq père et Le Bonder; à Loudéac pour l'an IX, Quéro-Bringolo et Damard; pour l'an X, Joseph Beurel arpenteur et Louis Le Deist père, tous notables

37. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 17, le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 13 janvier 1807; *id.* à *id.*, 28 mars 1812. Sur Pierre Toudic, ex-avocat à Guingamp, ex-administrateur du département, ex-député suppléant à la Convention, cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 224, note 5.

38. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 25, état nominatif des contrôleurs de la direction des contributions directes du département des Côtes-du-Nord dressé conformément à la circulaire du ministre des Finances du 4 fructidor an VIII, 4 frimaire an IX (avec des notes sur leur manière de servir qui sont sans doute du directeur). Fercocq, Ribault et Marbaud sont les mieux notés. Marbaud de Rostrenen est apprécié comme il suit : « placé dans un pays très difficile, a rempli ses devoirs avec zèle et intelligence, mais il n'est pas aussi exercé que les citoyens Fercocq et Ribault »; 1 P 17, le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 22 avril 1812 et 27 mai 1812. *Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, p. 65-66, employés de la direction des Contribution directes. Sur ces divers fonctionnaires et spécialement sur Fercocq et Ribault, cf. L. DUBREUIL, *La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 35, 41, 47 et 112 d'une part; p. 113 et 273 de l'autre.

que nous avons déjà rencontrés au cours de cette étude occupant des fonctions publiques <sup>39</sup>.

Pour rendre plus exacte la fixation des revenus imposables et par suite plus équitable la répartition de l'impôt foncier, le gouvernement consulaire entreprit de faire confectionner un cadastre. L'arrêté du 12 brumaire an XI prescrivit l'établissement d'un cadastre par épreuve dans 1.915 communes tirées au sort, sur toute l'étendue du territoire français <sup>40</sup>. Un autre arrêté du 29 vendémiaire an XII, complété sous l'Empire par la loi du 15 septembre 1807, ordonna un cadastre plus approximatif, par masses de culture <sup>41</sup>. D'où la nécessité d'adjoindre au personnel proprement financier de la direction des contributions directes, un personnel technique d'arpenteurs géomètres. Le géomètre en chef du département fut Delaunay, dont le traitement, fixé à 2.400 francs au début de 1806, fut augmenté un peu plus tard de 1.000 francs. Delaunay était assisté d'un certain nombre d'adjoints; en l'an XIII nous en trouvons 1 à Saint-Brieuc, 2 à Dinan, 1 à Guingamp, 2 à Lannion, 1 à Loudéac. Quelques-uns furent recrutés sur place, comme Sergent, l'ancien directeur de l'école secondaire de Dinan; d'autres, comme Pierre Jollain affecté également à Dinan, provenaient du cours pratique de géométrie du département de la Seine fondé par Chanlaire et Laprade en l'an XI, qui envoyait des prospectus aux préfets des départements, et qui se recommandait de l'appui officiel du ministre des Finances <sup>42</sup>. Les opérations du cadastre étaient surveillées par

39. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), fol. 8, arrêté du 19 thermidor an VIII; fol. 16, arrêté du 29 thermidor an VIII; fol. 52-53, arrêté du 11 floréal an IX; fol. 110, arrêté du 18 germinal an X. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre des arrêtés du sous-préfet (an VIII-1829), fol. 5, arrêté du 9 thermidor an VIII; fol. 7, arrêté du 13 thermidor an VIII; fol. 34, arrêté du 19 floréal an IX.

40. Manque dans DUVERGIER et dans le *Bulletin des Lois*. Cf. *Grande Encyclopédie*, article Cadastre qui le cite; P. POULLET, *op. cit.*, p. 792-794; *Annuaire dinannais* pour 1833, p. 238-248. Notice sur le cadastre en général et en particulier celui du département des Côtes-du-Nord.

41. L'arrêté manque dans DUVERGIER et dans le *Bulletin des Lois*. Cité dans l'article Cadastre. Texte de la loi dans DUVERGIER, t. XVI, p. 184-191. Titre X. Dispositions concernant le cadastre, cf. ci-dessus.

42. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 28, Divers (cadastre), le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 15 mars 1806 et 28 décembre 1806; *id.* à *id.*, 8 thermidor an XII; P.-G. Chanlaire et P.-J. Laprade, géographes, directeurs du cours pratique de géométrie approuvé par le Gouvernement au géomètre du département des Côtes-du-Nord. *Annuaire du département des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, p. 66, ingénieurs-géomètres du cadastre. *Id.* pour l'an XIV, p. 54.



un certain nombre de directeurs des contributions directes faisant fonctions d'inspecteurs du cadastre. L'Empire français fut divisé en 12 sections cadastrales. La 7<sup>e</sup> inspection, chef-lieu de Rennes, qui comprenait outre 4 départements bretons, la Manche, l'Orne, le Calvados, la Mayenne, la Sarthe fut inspectée par Boutry, directeur des contributions dans le département de l'Eure. Boutry fit une tournée dans les Côtes-du-Nord <sup>43</sup>. Il ne paraît pas d'ailleurs que les opérations cadastrales y aient été poussées avec toute la rapidité désirable. Le ministre des Finances gourmandait à ce sujet le préfet en brumaire an XII « Votre département, citoyen préfet, lui écrivait-il, est excessivement en retard ». Même grief en ventôse <sup>44</sup>.

Le taux des impôts directs établis dans le département des Côtes-du-Nord fut le suivant pendant les 14 années du régime consulaire et impérial.

A). *Contribution foncière*. — La loi du 17 fructidor an VII avait prorogé, pour l'an VIII, le montant des contributions de l'année précédente, soit 1.792.000 francs pour la contribution foncière dans le département des Côtes-du-Nord <sup>45</sup>. Le gouvernement du coup d'Etat se contenta d'adjoindre par la loi du 27 brumaire an VIII une subvention de guerre de 0 fr. 25 centimes additionnels au principal de cette contribution, destinée à remplacer l'emprunt forcé du Directoire, soit pour le département des Côtes-du-Nord 448.000 francs <sup>46</sup>. La loi du 25 ventôse an VIII prorogea de même pour l'an IX les contributions directes de l'an VIII, sauf quelques modifications, notamment un dégrèvement de 5 millions « sur la contribution foncière au profit des départements qui seront jugés y avoir droit » <sup>47</sup>. L'arrêté consulaire du 17 floréal de la même année comprit le département des Côtes-du-Nord parmi ces départements et lui accorda un dégrèvement de

43. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 28, Divers, instruction pour les directeurs des Contributions, inspecteurs du cadastre, approuvée par le ministre des Finances, 7 ventôse an XII. Impr. Nat., 16 pages.

44. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 28, circulaire du ministre des Finances aux préfets des départements, 30 brumaire an XII (avec annotation manuscrite du ministre à l'adresse du préfet des Côtes-du-Nord) et le ministre des Finances au préfet des Côtes-du-Nord, 4 ventôse an XII.

45. DUVERGIER, t. XI, p. 325.

46. DUVERGIER, t. XII, p. 8-9, cf. aussi p. 14-16, loi du 11 frimaire an VIII « qui règle définitivement les contributions directes de l'an VIII, art. 1 à 6.

47. DUVERGIER, t. XII, p. 152-153.

52.300 francs <sup>48</sup>. Le conseil général dans sa réunion de thermidor an VIII répartit, comme il suit, ce dégrèvement entre les arrondissements les plus éprouvés par la guerre civile : Saint-Brieuc, 18.000 fr. ; Dinan et Guingamp, 10.000 fr. chacun ; Loudéac, 9.000 fr. ; Lannion, 5.300 fr. Le principal de la contribution foncière resta donc fixé à 1.740.000 fr., plus 5 centimes de non-valeurs, soit 87.000 fr., plus 10 centimes pour le département, soit 174.000 fr. Total : 2.001.000 fr. <sup>49</sup>.

En l'an X le principal de la contribution foncière est augmenté de 20.000 fr. En effet, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 ventôse an IX exceptait de la matière imposable les forêts et bois nationaux dont les impositions s'élevaient pour le département à 18.101 fr. <sup>50</sup>. Les Côtes-du-Nord eurent donc à payer au principal 1.760.000 fr., plus 11 centimes de fonds de non-valeurs et dépenses fixes (193.600 fr.) et 5 centimes de dépenses variables du département (88.000 fr.). Total : 2.041.600 fr. <sup>51</sup>.

Le taux de la contribution foncière reste le même, centimes compris, en l'an XI. Seule l'affectation des centimes change ; 7 centimes vont au fonds de non-valeurs et aux dépenses fixes du département (123.200 fr), 9 centimes aux dépenses variables (158.400 fr.) <sup>52</sup>. En l'an XII dégrèvement considérable de la

48. *Ibid.*, p. 219-221.

49. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du Conseil général (an VIII-an X), fol. 27-32, séance du 8 thermidor an VIII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>dv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance.

L'arrêté consulaire du 17 floréal an VIII cité ci-dessus, d'après DUVERGIER, donnait 1.450.000 francs comme reliquat de la contribution foncière des Côtes-du-Nord au principal, une fois le dégrèvement effectué. Le Conseil général donne le chiffre de 1.740.000. C'est ce dernier chiffre que nous retrouvons avec ceux des centimes additionnels dans Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>l</sup>, Contributions directes, Correspondance ministérielle (an XI-1813) (en réalité Répartements (an VIII-1806), tableau du répartition de la contribution foncière de l'an IX fait par le conseil général, 11 thermidor an VIII. On trouvera le répartition par arrondissements de la contribution foncière, détaillée année par année, de l'an IX à 1814, plus loin à l'Appendice. Pièces justificatives. Tableau n° 1.

50. DUVERGIER, t. XII, p. 415-416; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 50-51, séance du 21 germinal an IX : état des forêts et bois nationaux, cf. Archives dép. 2 P 2<sup>l</sup>, Etat des forêts et bois nationaux, de leur produit et de la contribution foncière de l'an VIII, 17 germinal an IX et Archives Nat., F<sup>1</sup>dv, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, an IX.

51. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>l</sup>, tableau du répartition de la contribution foncière de l'an X fait par le conseil général le 21 germinal an IX.

52. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>l</sup>, Contribution foncière pour l'an XI, répartition du Conseil général, 13 prairial an X. Cet état porte en

contribution foncière édictée par la loi de finances du 4 germinal an XI : 10.200.000 fr. pour l'ensemble du territoire de la République<sup>53</sup>. Ce dégrèvement se traduit aussitôt par une diminution importante du chiffre de cette contribution dans les Côtes-du-Nord. Il tombe à 1.982.400 fr., centimes compris : savoir, au principal, 1.680.000 fr., 2 centimes de non-valeurs (33.600 fr.), 8 centimes de dépenses fixes (134.400 fr.), 8 centimes de dépenses variables (134.400 fr.)<sup>54</sup>.

Le chiffre de la contribution foncière ne varie pas pour l'an XIII ; il reste fixé pour le département à 1.982.400 fr., centimes compris<sup>55</sup>.

L'an XIV, la contribution foncière des Côtes-du-Nord monte à 2.175.600 fr. : soit, au principal 1.680.000 fr., 10 centimes de frais de guerre (168.000 fr.), 2 centimes de non-valeurs (33.600 fr.), 0 fr. 075 de dépenses fixes départementales (126.000 fr.), 0 fr. 085 de dépenses variables (142.800 fr.), 0 fr. 015 de frais d'arpentage (25.200 fr.)<sup>56</sup>.

En 1807, le principal de la contribution foncière reste le même : 1.680.000 fr., plus 10 centimes de frais de guerre,

autre que les centimes additionnels en y comprenant les centimes communaux s'élèvent à 363.121 fr. 77 (au lieu de 281.600, fonds de non-valeurs et dépenses départementales fixes et variables), auxquels s'ajoutent 6.377 fr. 19 de réimpositions provenant de l'an IX et 11.479 fr. 95 de réimpositions provenant de l'an X de sorte que le département eut à payer en fin de compte 2.140.978 fr. 91.

53. DUVERGIER, t. XIV, p. 169-175.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, contribution foncière de l'an XII plus 18.480 fr. 01 de frais d'arpentage — sans doute pour le cadastre, — 83.474 fr. 11 de centimes communaux, les réimpositions et les remises aux percepteurs. Total : 2.173.816 fr. 29.

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, répartition de la contribution foncière de l'an XIII entre les arrondissements, 22 germinal an XII. Plus 50.400 francs de frais d'arpentage, 83.412 francs de centimes communaux, 7.129 fr. 49 de réimpositions, 106.169 fr. 52 de mises aux percepteurs. Total : 2.229.511 fr. 01. Cf. DUVERGIER, t. XIV, p. 484-493, loi du 5 ventôse an XII avec tableaux annexes, tableau n° 1, état de la répartition de la contribution foncière entre les 108 départements de la République : Côtes-du-Nord, 1.680.000 fr.; tableau n° 3, maximum des centimes destinés dans chaque département aux dépenses fixes : Côtes-du-Nord, 8 centimes; tableau n° 4, *idem* pour les dépenses variables : Côtes-du-Nord, 8 centimes.

56. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, tableaux de répartition de la contribution foncière de l'an XIV. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 168-181, loi du 2 ventôse an XIII avec tableaux annexes, tableau n° 3, état de répartition de la contribution foncière de l'an XIV entre les 108 départements : Côtes-du-Nord, 1.680.000 francs; tableau n° 5, maximum des centimes pour dépenses fixes : Côtes-du-Nord, 7 centimes et demi; tableau n° 6, *idem* pour dépenses variables : Côtes-du-Nord, 8 centimes et demi.

2 centimes de non-valeurs, 7 centimes 9/16 de dépenses fixes, 8 centimes 7/16 de dépenses variables, ce qui donne un total de 2.150.400 fr. Il ne semble pas qu'il y ait eu de frais d'arpentage <sup>57</sup>.

En 1808, le montant de la contribution foncière n'est plus que de 1.999.200 fr., dont 1.680.000 fr. au principal, 33.600 fr. de non-valeurs, 141.960 fr. de dépenses fixes (8 centimes 45 %), 143.640 fr. de dépenses variables (8 centimes 55 %) <sup>58</sup>. Même taux en 1809 <sup>59</sup>.

En 1810, nous remontons à 2.055.200 fr., dont 1.680.000 fr. au principal, 33.600 fr. pour le fonds de non-valeurs, 141.960 fr. pour les dépenses fixes (8 centimes 45 %), 143.640 fr. pour les dépenses variables (8 centimes 55 %) et 56.000 fr. d'arpentage parcellaire (30 centimes) <sup>60</sup>.

En 1811, 2.122.400 francs, dont 1.680.000 fr. au principal, 33.600 francs pour fonds de non-valeurs, 285.600 fr. pour 17 centimes de dépenses fixes et variables, 67.200 francs pour 4 centimes de frais de culte et 56.000 francs pour frais de cadastre <sup>61</sup>. Même taux en 1812 <sup>62</sup>.

57. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, Contributions directes, Répartements (1807-1819), contribution foncière de 1807; 1 N 14, Délibérations du conseil général (1806), séance du 9 juin 1806, répartition de la contribution foncière ... et des centimes additionnels de 1807. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 406-414, loi du 24 avril 1806, art. 66-70 et tableaux annexes, tableau n° 1, maximum de centimes pour les dépenses fixes : Côtes-du-Nord, 7 centimes neuf seizièmes; *idem* pour les dépenses variables, 8 centimes sept seizièmes.

58. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, Contributions directes, Répartements (1807-1819), contribution foncière de 1808. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 184-190, loi du 15 septembre 1807, titre IV *article 9* : « La contribution foncière et la contribution personnelle et mobilière seront perçues au principal pour l'année 1809 sur le même pied qu'en 1807 »; *article 10* : « Les 10 centimes imposés en sus du principal de la contribution foncière de 1807 pour la guerre sont supprimés pour 1808 ». Tableaux annexes : maximum des centimes pour dépenses fixes : Côtes-du-Nord, 8 centimes quarante-cinq centièmes; *idem* pour dépenses variables, 8 centimes cinquante-cinq centièmes.

59. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution foncière de 1809, répartition, 4 août 1808. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 359-366, loi du 25 novembre 1808, art. 6 et tableaux annexes, même maximum de centimes pour les dépenses fixes et les dépenses variables qu'en 1808.

60. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution foncière de 1810, état de répartition, 18 août 1809. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 4-8, loi du 15 janvier 1810, articles 14, 15 et 16.

61. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution foncière de 1811, tableau du répartition. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 88-90, loi du 20 avril 1810, articles 3, 5 et 6.

62. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, tableau du répartition de la contribution foncière de 1812. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 483-484, loi du 15 juillet 1811, articles 5, 6 et 7.



En 1813, également, mais la gravité des circonstances extérieures force l'Empereur à édicter par décret du 11 novembre 1813 30 centimes additionnels au principal de la contribution foncière, en sus du taux de 1812, soit, avec les remises des percepteurs et receveurs, 511.451 fr. 02, ce qui donne au total pour la contribution foncière 2.633.851 fr. 02<sup>63</sup>.

En 1814, le principal de la contribution foncière arrêté par le conseil général en date du 14 mai 1813 s'élevait à 1.680.000 fr., auxquels s'ajoutent 38.600 fr. pour fonds de non-valeurs, 285.600 fr. pour dépenses variables, 67.200 fr. pour frais de culte, 56.000 fr. pour frais de confection du cadastre. Total 2.122.400 fr.<sup>64</sup>.

A ces 2.122.400 fr. vinrent s'ajouter en 1814, en exécution du décret du 9 janvier, 50 centimes additionnels au principal, ce qui donne avec le fonds de non-valeurs un supplément de 848.400 fr.<sup>65</sup>. Si l'on additionne ces 848.400 fr. aux 2.122.400 fr. qui précèdent, on obtient pour cette année 1814 le chiffre imposant de 2.970.800 fr. C'est le maximum, semble-t-il, atteint par la contribution foncière pendant la période consulaire et impériale.

B) *Contribution personnelle*. — La loi du 17 fructidor an VII prorogeant pour l'an VIII, comme on l'a vu plus haut à propos de la contribution foncière, le montant des contributions de l'année précédente fixa à 308.000 fr. la quote-part du département des Côtes-du-Nord en ce qui concernait la contribution personnelle-mobilière<sup>66</sup>.

Pour l'an IX, par suite du dégrèvement de la loi de ventôse an VIII ramenant le chiffre global de la contribution person-

63. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, tableau du répartition de la contribution foncière de 1813, 17 août 1812, et centimes extraordinaires de la contribution foncière de 1813. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 368-373, loi du 20 mars 1813 et p. 507-508, décret du 11 novembre 1813.

64. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, tableau du répartition de la contribution foncière de 1814 arrêté par le conseil général, 14 mai 1813.

65. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, tableau du répartition des 50 centimes du principal de la contribution foncière de 1814 entre les arrondissements arrêté par le préfet, 18 janvier 1814. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 542, décret du 9 janvier 1814. Pour les centimes extraordinaires de 1813 et de 1814 et leur répartition par arrondissements, cf. Appendice. Pièces justificatives, tableau n° V (pour les quatre contributions).

66. DUVERGIER, t. XI, p. 325.

nelle et mobilière de 40 à 30 millions, le montant de la somme à payer par les Côtes-du-Nord ne s'élève plus qu'à 231.000 fr. au principal, plus 11.550 fr. pour non-valeurs et 23.100 fr. pour les dépenses du département. Total : 265.650 fr.<sup>67</sup>.

Pour l'an X, le principal de la contribution personnelle-mobilière reste le même 231.000 fr., auxquels s'ajoutent 11 centimes pour non-valeurs et dépenses départementales fixes, soit 25.410 fr., et 5 centimes pour dépenses variables, soit 11.550 fr. Total : 267.960 fr.<sup>68</sup>.

Pour l'an XI, le montant de la contribution personnelle, somptuaire et mobilière est de 241.600 fr. au principal, plus 16.912 fr. de non-valeurs et dépenses fixes, 21.744 fr. de dépenses variables. Total : 280.256 fr.<sup>69</sup>.

En l'an XII, en l'an XIII et en l'an XIV, le taux de la contribution personnelle-mobilière reste le même. Le principal s'élève à 241.600 fr., plus 4.832 fr. de non-valeurs, 19.328 fr. de dépenses fixes et autant de dépenses variables. Total : 285.088 fr.<sup>70</sup>.

Aucun changement en 1807<sup>71</sup>. Pour les années 1808, 1809 et 1810 le taux de la contribution personnelle-mobilière

67. DUVERGIER, t. XII, p. 152-153, article 3. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>1</sup>, tableau du répartition de la contribution personnelle et mobilière de l'an IX par le conseil général, 11 thermidor an VIII. On trouvera le répartition par arrondissements de la contribution personnelle-mobilière année par année, de l'an IX à 1814, plus loin à l'Appendice. Pièces justificatives. Tableau n° II.

68. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>1</sup>, tableau du répartition de la contribution personnelle et mobilière de l'an X fait par le conseil général le 21 germinal an IX. Cf. DUVERGIER, t. XII, p. 415-416, loi du 21 ventôse an IX, article 1<sup>er</sup>.

69. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>1</sup>, tableau du répartition de la contribution personnelle, somptuaire et mobilière de l'an XI fait par le conseil général le 13 prairial an X. Cf. DUVERGIER, t. XIII, p. 414-416, loi du 13 floréal an X, article 3.

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 2<sup>1</sup>, répartements de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire des ans XII, XIII et XIV. Cf. DUVERGIER, t. XIV, p. 169-174, loi du 4 germinal an XI, art. 13 et tableaux; p. 484-498, loi du 5 ventôse an XII, art. 93 et tableaux; t. XV, p. 168-181, loi du 2 ventôse an XIII, art. 30 et tableaux.

71. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution personnelle et mobilière de 1807, répartements. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 406-414, loi du 24 avril 1806, art. 68.

atteint 287.504 fr. (241.600 fr. au principal, 4.832 fr. de non-valeurs, 20.415 fr. 20 de dépenses fixes, 20.656 fr. 80 de dépenses variables)<sup>72</sup>.

En 1811, légère augmentation. Principal : 241.600 fr. ; 2 centimes de non-valeurs, soit 4.832 fr. ; 17 centimes de dépenses fixes et variables, soit 41.072 fr. ; 4 centimes de frais de culte, soit 9.664 fr. Total : 297.168 fr.<sup>73</sup>.

Même taux en 1812 ainsi qu'en 1813, mais le décret du 11 novembre de cette dernière année en double le principal, ce qui, avec les remises des percepteurs, donne un supplément de contributions de 245.115 fr. 23. Total pour 1813 : 542.283 fr. 23<sup>74</sup>.

En 1814, le système appliqué est identique. Le taux de la contribution personnelle-mobilière, centimes compris, est toujours de 297.168 fr., auxquels s'ajoute un supplément de 244.016 fr. obtenus par le doublement du principal de cette contribution. Total : 541.184 fr. C'est à peu de chose près le montant de l'année précédente<sup>75</sup>.

Ainsi, en moins de quatorze ans, la contribution personnelle-mobilière avait augmenté de plus de 230.000 fr.

72. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution personnelle et mobilière de 1808, 1809 et 1810, répartements. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 184-190, loi du 15 septembre 1807, art. 9; p. 359-366, loi du 25 novembre 1808, art. 6; t. XVII, p. 4-8, loi du 15 janvier 1810, art. 14.

73. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, tableau du répartition de la contribution personnelle et mobilière de 1811. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 88-90, loi du 20 avril 1810, art. 3.

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, tableau du répartition de la contribution personnelle-mobilière de 1812, 27 août 1811; tableau du répartition de la contribution personnelle et mobilière de 1813, 17 août 1812; extrait des registres de la préfecture des Côtes-du-Nord, 22 novembre 1813, imprimé, et centimes extraordinaires de la contribution personnelle-mobilière de 1813. Ce dernier document qui semble postérieur à la perception de la contribution personnelle-mobilière de 1813 proprement dite donne comme montant de cette perception 352.644 fr. 83, ce qui avec les centimes extraordinaires donnerait en réalité 597.760 fr. 06. Cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 483-484, loi du 15 juillet 1811, art. 5, 6 et 7; t. XVIII, p. 368-373, loi du 20 mars 1813 et p. 507-508, décret du 11 novembre 1813, art. 2.

75. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, tableau du répartition de la contribution personnelle et mobilière de 1814, 14 mai 1813 et tableau du répartition du doublement du principal de la contribution personnelle et mobilière de 1814 (doublement 241.600 francs, plus 2.416 francs de non-valeurs (1 cent.)), 18 janvier 1814. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 542, décret du 9 janvier 1814.

C) *Portes et fenêtres.* — En l'an VIII, la contribution des portes et fenêtres pour les Côtes-du-Nord s'élève à 98.722 fr. 03 <sup>76</sup>. En l'an IX elle atteint 99.056 fr. 20 <sup>77</sup>.

Pour l'an X, fléchissement : 96.571 fr. 59 <sup>78</sup>. Pour l'an XI, légère augmentation : 96.635 fr., soit 87.850 fr. au principal et 8.785 fr. de non-valeurs <sup>79</sup>.

Pour l'an XII et l'an XIII, de nouveau diminution : 94.160 fr. dont 85.600 fr. au principal et 8.560 fr. de non-valeurs <sup>80</sup>.

Pas de changement de l'an XIV à 1812 inclus <sup>81</sup>. En 1813, au chiffre précédent viennent s'ajouter de par le décret du 11 novembre 30 centimes additionnels au principal, ce qui, avec les remises des percepteurs, donne un supplément de 26.053 fr. 25 (25.680 fr. de centimes, plus 373 fr. 25 de remises). Total : 120.213 fr. 25 <sup>82</sup>.

76. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P, état des opérations du bureau de la direction des contributions directes en ce qui concerne les rôles de la contribution des portes et fenêtres pour l'an VIII. Rappelons que l'impôt des portes et fenêtres établi par la loi du 4 frimaire an VII était à l'origine un impôt de quotité. Le dernier tarif édicté par la loi du 6 prairial an VII était le suivant : 0 fr. 60 centimes par porte et fenêtre « donnant sur les rues, cours et jardins » dans les communes au-dessous de 5.000 âmes, 1 fr. 80 dans les communes de 100.000 âmes et au-dessus, 0 fr. 75 à 1 fr. 50 centimes dans les communes intermédiaires; taxe spéciale pour les portes-cochères. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 220-221.

77. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, portes et fenêtres de l'an IX. On trouvera le répartition par arrondissements de la contribution des portes et fenêtres, année par année, de l'an IX à 1814, plus loin à l'Appendice. Pièces justificatives. Tableau n° III.

78. *Ibid.*, portes et fenêtres de l'an X.

79. *Ibid.*, portes et fenêtres de l'an XI : répartition, 25 floréal an X. Aux termes de la loi du 13 floréal an X la contribution des portes et fenêtres était devenue un impôt de répartition, dont le montant désormais fixé à l'avance par le législateur serait intégralement recouvré. Cf. DUVERGIER, t. XIII, p. 414-416, loi du 13 floréal an X, art. 13-22 et P. POULLET, *op. cit.*, p. 800-801.

80. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, répartition de la contribution an XIII. Cf. DUVERGIER, t. XIV, p. 169-174, loi du 4 germinal an XI, art. 19 et p. 484-498, loi du 5 ventôse an XII, art. 99.

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, répartition de la contribution des portes et fenêtres pour l'an XIV, 10 floréal an XIII; 2 P 4, portes et fenêtres, de 1807; *id.*, de 1808; *id.*, de 1809; *id.*, de 1810; *id.*, de 1811; *id.*, de 1812. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 163-181, loi du 2 ventôse an XIII, art. 36; p. 406-414, loi du 24 avril 1806, art. 66; t. XVI, p. 184-190, loi du 15 septembre 1807, art. 14; p. 359-366, loi du 25 novembre 1808, art. 6; t. XVII, p. 4-8, loi du 15 janvier 1810, art. 14; p. 88-90, loi du 20 avril 1810, art. 3; p. 483-484, loi du 15 juillet 1811, art. 5.

82. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution des portes et fenêtres de 1813, 17 août 1812 et état du montant des centimes extraordinaires des portes et fenêtres de 1813. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 368-373, loi du 20 mars 1813 et 507-508, décret du 11 novembre 1813.



Pour 1814, le taux normal de 94.160 fr. maintenu en 1813 fut majoré par le décret de janvier. Le montant du principal est doublé, ce qui donne 85.600 fr., plus 856 fr. de non-valeurs, au total une imposition supplémentaire de 86.456 fr. Total général des sommés exigées en 1814 au titre des portes et fenêtres : 180.616 fr. C'est presque le double du taux de l'an VIII<sup>83</sup>.

D) *Patentes*. — Nous n'avons pas retrouvé les chiffres de l'an VIII. En l'an IX, le montant de cette contribution pour le département des Côtes-du-Nord s'élève à 123.525 fr. 88, dont 75.724 fr. 40 de droits fixes et 47.801 fr. 48 de droits proportionnels<sup>84</sup>.

En l'an X, légère augmentation : 131.300 fr. 20<sup>85</sup>. En l'an XI, fléchissement (123.842 fr.), qui s'accroît en l'an XII (122.262 fr.) et en l'an XIII (110.291 fr. 53)<sup>86</sup>.

83. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, tableau du répartition de la contribution des portes et fenêtres de 1814 fait par le préfet, 20 mai 1813, et répartition du doublement des portes et fenêtres de 1814 entre les arrondissements, 18 janvier 1814. Cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 542, décret du 9 janvier 1814.

84. Sur la contribution des patentes, impôt de quotité perçu d'abord par l'administration de l'enregistrement, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 218-220 (loi organique du 1<sup>er</sup> brumaire an VII fixant le tarif de la patente) et p. 799-800 (arrêté du 15 fructidor an VIII). « La contribution des patentes conserva pendant toute la durée du Consulat et de l'Empire l'organisation générale que lui avait donnée la loi du 1<sup>er</sup> brumaire an VII, sauf des changements de détail à la taxation de certaines professions, il ne fut apporté de modifications importantes ... que sous le rapport des agents chargés de l'assiette et de la perception de l'impôt ». On trouvera le répartition par arrondissements de la contribution des patentes, année par année, de l'an IX à 1814, plus loin à l'Appendice. Pièces justificatives. Tableau n° IV. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 21, patentes de l'an IX.

85. *Ibid.*, patentes de l'an X. Chiffre en désaccord avec celui donné par Archives Nat., AFIV\* 241, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, Tableau par départements (an X-1810), tableau général du montant net et du produit brut des contributions et revenus de l'an X dans le département des Côtes-du-Nord : patentes : 136.209 francs (montant brut). Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 800 : « L'arrêté du 26 brumaire an X enleva à l'administration de l'Enregistrement le recouvrement de la contribution des patentes pour l'attribuer aux percepteurs des contributions directes ». Cf. DUVERGIER, t. XII, p. 415-416 et t. XIII, p. 175.

86. Archives Nat., AFIV\*, 242, 243, 244, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : contributions et revenus, Tableau par départements (an X-1810), tableau général ... patentes, an XI, an XII, an XIII. Les Archives dép. des Côtes-du-Nord ne fournissent aucun renseignement pour ces trois années permettant de contrôler AFIV\*, cf. DUVERGIER, t. XIII, p. 416, loi du 13 floréal an X, art. 23-27; t. XIV, p. 171, loi du 4 germinal an XI, art. 22; p. 493, loi du 5 ventôse an XII, art. 102.

En l'an XIV, nous remontons à 124.045 fr. 92, dont 107.425 fr. 08 au principal et 5 centimes de fonds de non-valeurs (16.620 fr. 84)<sup>87</sup>.

En 1807, nouveau fléchissement, peut-être à la suite du Blocus Continental : 92.149 fr.<sup>88</sup>; en 1808 : 95.573 fr. (léger relèvement); en 1809 : 104.950 fr.; en 1810 : 104.876 fr.; en 1811 : 101.229 fr. 16 au principal, plus 5.061 fr. 33 pour non-valeurs, plus 1.004 fr. 39 pour la caisse d'amortissement (3 centimes); total : 107.494 fr. 88. En 1812 : 99.360 fr. 08 au principal, plus 4.967 fr. 58 pour non-valeurs, plus 983 fr. 09 pour la caisse d'amortissement (3 centimes); total : 105.310 fr. 75<sup>89</sup>. En 1813, le principal des patentes s'élève pour les Côtes-du-Nord à 97.641 fr. 25, auxquels le décret du 11 novembre ajoute 30 centimes additionnels soit 29.292 fr. 53; total : 126.934 fr. 78<sup>90</sup>. La contribution des patentes fut la seule qui ne fut pas majorée par le décret du 9 janvier 1814. Bien que nous n'ayons pas retrouvé indiqué d'une façon précise dans les Archives ni nationales ni départementales son montant pour 1814, il est à présumer qu'il demeure fixé au taux de l'année précédente (non compris les centimes additionnels)<sup>91</sup>. Un relevé du montant brut des rôles des contributions directes de l'exercice donne pour les patentes du département 98.867 fr. 16, chiffre qui s'écarte assez peu du chiffre du principal de 1813, ce qui tendrait à prouver la vraisemblance de la supposition ci-dessus<sup>92</sup>.

87. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 24, montant des patentes pour l'an XIV. Aucun renseignement dans AFIV\* 245. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 168-181, loi du 2 ventôse an XIII, art. 39 et 40.

88. Archives Nat., AFIV\* 246, tableau général du montant brut et du produit net des contributions et revenus de 1807 dans le département des Côtes-du-Nord. Patentes. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 411, loi du 24 avril 1816, art. 66.

89. Archives Nat., AFIV\* 247, tableau général ... 1808, Patentes; 248, *id.*, 1809; 249, *id.*, 1810. Aucun renseignement dans les Archives dép. des Côtes-du-Nord pour ces trois années; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, Résumé des rôles des contributions directes de l'exercice 1811; *id.* de l'exercice 1812. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 186, loi du 15 septembre 1807, art. 14; p. 60, loi du 25 novembre 1808, art. 6; t. XVII, p. 7, loi du 15 janvier 1810, art. 14; p. 88, loi du 30 avril 1810, art. 3; p. 483, loi du 15 juillet 1811, art. 5.

90. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, contribution des patentes de 1813, cf. DUVERGIER, t. XVIII, p. 372, loi du 20 mars 1813 et p. 507, décret du 11 novembre 1813, art. 1<sup>er</sup>.

91. DUVERGIER, t. XVIII, p. 542, décret du 9 janvier 1814.

92. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 28, Contributions extraordinaires, 1814.

Resterait à examiner maintenant par quels procédés et dans quelle proportion exacte ces impôts ont été recouvrés. La loi du 27 ventôse an VIII établit dans chaque arrondissement, au lieu des préposés aux recettes de la loi de l'an VI nommés par le receveur du département, des receveurs particuliers nommés par le Gouvernement sur présentation du ministre des Finances. Le receveur du département continua de centraliser leurs recouvrements, mais il prit le nom de receveur-général<sup>93</sup>. Au début de la période consulaire le receveur du département est un certain Mauruc : il ne tarda pas à donner sa démission et fut remplacé par arrêté du 13 prairial par Latimier-Duclézieux<sup>94</sup>. Quatre autres arrêtés du 19 maintinrent, avec le titre de receveurs particuliers, les quatre préposés aux recettes en fonctions Le Moine à Lannion, Chapaux à Dinan, Viet à Loudéac, Herpe à Guingamp<sup>95</sup>. Nous possédons quelques renseignements sur ce personnel. Olivier Latimier-Duclézieux était originaire de Moncontour. Il avait participé à la rédaction du cahier de la paroisse en qualité de « négociant aisé ». Grand acquéreur de biens nationaux, c'était probablement un des plus riches capitalistes du département, en possession de fonds abondants qui lui permettaient de consentir des avances tant à l'Etat qu'aux particuliers et de faire la banque. Il devait conserver ses fonctions jusqu'à la chute de l'Empire<sup>96</sup>. Jacques Chapaux avait été précédemment receveur de district; nommé en ventôse an IV receveur du département il avait refusé cette place et s'était contenté de celle de préposé de receveur et payeur. Maurice Herpe était

93. DUVERGIER, t. XII, p. 178-179. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 796.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 16, arrêté consulaire du 13 prairial an VIII.

95. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, arrêté du 19 prairial an VIII.

96. Sur Olivier-René Latimier-Duclézieux, homme de loi à Moncontour quand éclata la Révolution, grand acquéreur de biens nationaux, qui devait rester jusqu'en 1830 receveur-général du département et mourir en 1844 à l'âge de 81 ans. cf. *Annuaire des Côtes-du-Nord* pour 1845, Nécrologie, p. 153; H. SÉE et A. LESORT, *op. cit.*, t. III, p. 731; cahier de la paroisse de Moncontour et L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux, passim*. A. BIENVENUE dans ses *Mémoires*, manuscrit A, fol. 140-141, s'exprime ainsi qu'il suit sur le compte de Latimier : « fils d'un petit courtier, colporteur de toiles, allant de ville en ville offrir des toiles pour le compte des gros fabricants » et le range avec Dermite parmi les spéculateurs en fournitures et assignats que la Révolution a enrichis.

également receveur de district depuis l'an II; il avait été ensuite préposé aux recettes. Jean-Isaac-Louis Le Moyne était préposé aux recettes depuis le 30 floréal an V et Pacifique Viet, depuis le 1<sup>er</sup> vendémiaire an VIII seulement. Chapaux démissionna en l'an XI et fut remplacé par Benjamin Delaunay jusqu'en 1810, puis par Dufresne-Laigle qui resta en fonctions jusqu'en 1814. Herpe mourut en l'an XIII; son successeur fut Després de Jézincourt en fonctions jusqu'en 1814. En 1806 ce fut le tour de Viénot de devenir receveur particulier de l'arrondissement de Lannion en remplacement de Le Moyne décédé : Viénot exerçait encore en 1814. Viet demeura en fonctions pendant les quatorze ans du régime napoléonien <sup>97</sup>.

En ce qui concerne la perception des impôts directs au premier degré, la loi de finances du 5 ventôse an XII supprima la mise en adjudication, source de nombreux abus, et créa des percepteurs à vie, rétribués à raison de 5 centimes par franc sur le montant de leur perception <sup>98</sup>. Un décret impérial du 17 messidor créa dans le département des Côtes-du-Nord 130 perceptions et y nomma autant de percepteurs à vie <sup>99</sup>.

L'arrondissement de Lannion en comprit pour sa part 23. Citons parmi les principales : Tréguier, La Roche-Derrien, Perros-Guirec, Lézardrieux, Lannion (percepteur Luc Jourrand), Plouaret, Plestin. Le percepteur de Plouaret, Le Corre, dénoncé par la rumeur publique au sous-préfet de Lannion en 1810, comme concussionnaire, fut destitué et condamné comme tel en 1812 <sup>100</sup>.

L'arrondissement de Saint-Brieuc en eut 33, parmi lesquelles : Bréhat, Paimpol, Le Faouët, Pommerit-Jaudy, Lanvollon, Etables, Pordic, Plérin, Châtelaudren, Ploufragan, Yffiniac, Plaintel, Moncontour, Maroué, Erquy.

L'arrondissement de Dinan en eut 30 : Saint-Cast, Matignon, Jugon, Plédéliac, Broons, Evran, Ploubalay,

97. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 P 8, Personnel des receveurs généraux (an XI-1840). Cf. *Almanach National puis Impérial* (an XI-1814).

98. DUVERGIER, t. XIV, p. 486, art. 9 à 16. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 796.

99. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, décret du 17 messidor an XII et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P, Commissions et prestations de serment des percepteurs à vie, et 2 P, Percepteurs (an X-1815).

100. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 3, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (1806-1813), fol. 164, arrêté du 17 décembre 1810. Cf. sur sa condamnation par la cour d'assises, notre t. I<sup>er</sup>, chap. III, p. 291.



Plélan-le-Petit, Saint-Hélen, Yvignac; celui de Loudéac en eut 18 : Corlay, Goarec, Mûr, Uzel, Merléac, Merdrignac, Collinée, La Chèze, Plémet.

Enfin, l'arrondissement de Guingamp en comprit 26 : Pontrieux, Bégard, Plouisy, Goudelin, Carnoët, Callac, Bourbriac, Duault, Saint-Gilles-Pligeaux, Maël-Carhaix, Ros-trenen<sup>101</sup>. Ne sont pas comprises dans cette répartition les villes possédant un receveur municipal chargé en même temps de la perception des deniers de l'Etat; c'étaient les villes et communes dont le montant des rôles s'élevait au-dessus de 15.000 francs (arrêté du 4 pluviôse an XI)<sup>102</sup>. Saint-Brieuc eut ainsi un receveur, Joseph Gicquel, nommé le 28 floréal an XI; de même Lannion, Dinan et Guingamp. Sauf une mutation en 1807, ce personnel devait rester en fonctions jusqu'à la fin de l'Empire<sup>103</sup>.

Quel fut le rendement des impôts ainsi perçus ? Nous possédons pour répondre à cette question un document très précis pour les années comprises entre l'an X et 1810; c'est un tableau dressé par départements par la Secrétairerie d'Etat impériale. En l'an X, le produit net de l'ensemble des contributions directes pour le département des Côtes-du-Nord est de : 2.192.077 fr. 04; en l'an XI : 2.181.799 fr.; en l'an XII : 2.272.631 fr. 06; en l'an XIII : 2.402.022 fr. 03; en 1806 : 2.385.780 fr.; en 1807 : 2.355.070 fr.; en 1808 : 2.187.168 fr.; en 1809 : 2.233.127 fr.; en 1810 : 2.234.266 fr.<sup>104</sup>.

Pour les années 1811 et 1812, les chiffres bruts du compte rendu imprimé de l'administration des Finances sont respectivement de 2.828.102 fr. et de 2.980.619 fr.; les frais de perception montant au 1/354<sup>e</sup> et au 1/257<sup>e</sup>, ce qui classe les Côtes-du-Nord dans un rang moyen parmi les cinq départements bretons après le Finistère, avant l'Ille-et-Vilaine, la Loire-

101. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P, Commissions et prestations de serment des percepteurs à vie : tableau annexé au décret du 17 messidor an XII.

102. DUVERGIER, t. XIV, p. 94-95.

103. Archives Nat., AFIV, Arrêts consulaires et décrets impériaux, arrêté du 28 floréal an XI; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P, Cautionnement des receveurs municipaux. Cf. *Almanach National puis Impérial* (an XII-1814).

104. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, Tableau par départements (an X-1810) déjà cité plus haut à propos des patentes.

Inférieure et surtout le Morbihan où les impôts semblent être rentrés difficilement <sup>105</sup>.

Nous ne connaissons pas le produit des contributions directes ordinaires pour 1813 et 1814, mais nous avons quelques renseignements sur celui des contributions extraordinaires ordonnées par les décrets du 11 novembre 1813 et du 9 janvier 1814. En ce qui concerne les 812.037 fr. 68 demandés sous forme de 30 centimes additionnels à la foncière, aux portes et fenêtres et aux patentes d'une part, de l'autre au doublement de la personnelle-mobilière, nous savons que le département avait fini de s'en acquitter en septembre 1814. C'était trop tard pour Napoléon qui dans le même décret en prévoyait le paiement pour la fin de janvier, dernier délai, mais cela n'en représentait pas moins un gros effort fiscal pour les habitants des Côtes-du-Nord <sup>106</sup>. Quant à la contribution extraordinaire du décret du 9 janvier qui se traduisait par une surcharge de 1.195.495 fr. 90, son recouvrement fut plus laborieux encore ; en décembre 1814, il n'y avait guère que 800.000 fr. de rentrés, le reste s'échelonna jusqu'en décembre 1815 <sup>107</sup>. Ces deux contributions furent d'ailleurs spécialement affectées de par la loi de finances de septembre 1814 « au paiement des réquisitions et fournitures faites par les armées » <sup>108</sup>.

Il s'en faut du reste que ces divers recouvrements, surtout les derniers, se soient effectués toujours d'une façon bénévole de la part du contribuable. Quand celui-ci tardait trop à s'exécuter, le « porteur de contraintes » allait lui remettre un bulletin d'avertissement. Ces porteurs étaient choisis par les sous-préfets sur présentation des receveurs particuliers. En l'an VIII, nous voyons le sous-préfet de Loudéac en nommer 8

105. *Comptes rendus de l'Administration des Finances, 1811 et 1812*, état général des frais de recouvrement des contributions directes de 1811 et état général des frais faits par les receveurs pour le recouvrement des contributions directes de 1812.

106. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 28, Contributions extraordinaires, état des recouvrements des contributions extraordinaires de 1813 (décret du 11 novembre).

107. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 28, Contributions extraordinaires, état du recouvrement des 0 fr. 50 cent. du principal de la contribution foncière en 1814 ... établis par le décret impérial du 9 janvier. Au 31 décembre 1815, 1.194.737 fr. 20 avaient été versés : restait à payer la somme insignifiante de 574 fr. 03.

108. DUVERGIER, t. XIX, p. 236-250, loi du 23 septembre 1814, article 6.

pour les 56 communes de son arrondissement. Il y avait parmi eux d'anciens militaires et aussi des huissiers. Ils prêtaient serment et étaient rétribués au taux de 2 francs par jour; de même en l'an X, en l'an XII, en 1806<sup>109</sup>. Nous voyons opérer de façon semblable le sous-préfet de Lannion<sup>110</sup>. Si l'avertissement restait lettre morte, le porteur de contraintes pouvait s'installer à demeure chez le récalcitrant; mais pour deux jours seulement : il prenait le nom de « garnisaire ». C'est le terme dont se sert pour le désigner le sous-préfet de Lannion<sup>111</sup>. Si la mesure restait sans effet, on procédait, après de nouveaux délais, à la saisie et à la vente des biens de l'intéressé jusqu'à concurrence de la somme due, majorée des frais. Nous n'avons pas de précisions statistiques sur ces recouvrements forcés; mais il est probable qu'ils ont dû se multiplier dans les années sombres de la deuxième moitié du règne<sup>112</sup>.

Plus typiques peut-être encore du système bonapartiste au point de vue financier que les contributions directes sont les contributions indirectes ou, plus exactement, pour employer le terme officiel, les Droits Réunis. Ce fut la loi du 5 ventôse an XII qui établit ces droits, calqués principalement sur les aides et devoirs d'Ancien Régime, et qui organisa une administration spéciale pour les percevoir. Cette organisation fut complétée par toute une collection de lois et de décrets qui s'échelonnent chronologiquement jusqu'aux derniers jours de l'Empire, accroissant le taux des droits, allongeant la liste

109. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre des arrêtés du sous-préfet (an VIII-1829), fol. 7, arrêté du 13 thermidor et fol. 10, arrêté du 19 thermidor an VIII; fol. 65, arrêté du 11 ventôse an X; fol. 112, arrêté du 12 frimaire an XII; fol. 147, arrêté du 7 mai 1806.

110. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1-4 K 4, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-1836), *passim*.

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 K 1, Avis et arrêtés du sous-préfet de Lannion (an VIII-an XI), arrêtés du 26 fructidor an IX, du 8 et 17 vendémiaire an X.

112. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, tableau par départements (an X-1810). Les frais de contrainte et de garnisaires pour le recouvrement des contributions directes s'élèvent à 15.364 francs pour tout le département en l'an X; 15.747 francs pour l'an XI; 17.107 francs pour l'an XII; 12.568 francs pour l'an XIII; 13.070 francs pour l'an XIV; 21.354 francs pour 1807; 16.496 francs pour 1808; 12.209 francs pour 1809; 9.290 francs pour 1810.

des matières imposables, renforçant le personnel destiné au recouvrement <sup>113</sup>.

Dans le département des Côtes-du-Nord ce personnel comprit à partir de l'an XII un directeur Bonamy (Louis), ancien officier de cavalerie nommé par arrêté du 16 germinal an XII en résidence à Saint-Brieuc; un inspecteur en résidence dans la même ville qui fut d'abord Defermont, puis Gouët (an XIV), puis à partir du 12 juin 1806 Saint-Victor de Mortillet, ancien officier de cavalerie. En 1812 on créa un second poste d'inspecteur pour un certain Peyronny, remplacé à son tour en 1813 par Bonamy, fils sans doute du directeur. Bonamy père occupa du reste ce poste jusqu'en 1814 et même au delà. A partir de 1806 il y eut en outre cinq contrôleurs principaux, un par arrondissement : celui de Lannion, Laurent La Rufetière est un ancien inspecteur des Devoirs; celui de Saint-Brieuc, Debruc, est un ancien officier. Et autant de receveurs principaux : un à Dinan, un à Guingamp, un à Lannion, un Loudéac, un à Saint-Brieuc. Le receveur de Lannion, un certain Desailleurs, était un ancien conseiller à la Cour des Aides. Le personnel des Droits Réunis dans les Côtes-du-Nord comprenait en outre 4 contrôleurs ambulants; un en résidence à Saint-Brieuc, un à Loudéac, un à Guingamp, un à Dinan; 6 contrôleurs de villes (Saint-Brieuc, Lannion, Dinan, Tréguier, Lamballe); 3 receveurs particuliers « sédentaires » (Quintin, Lamballe et Tréguier) et 29 receveurs à cheval. Parmi ces derniers on en trouve en résidence, outre les sous-préfectures, dans presque tous les chefs-lieux de canton un peu considérables : Matignon, Broons, Jugon, Evran, Mon-

113. Il n'existe, croyons-nous et c'est grand dommage, aucune monographie consacrée aux Droits Réunis. Faute de mieux on consultera A. TRESCAZE, *Recueil chronologique des contributions indirectes de 1789 à 1820*, Poitiers, 13 vol. in-4°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 801-811; Ch. MEHL, *Les origines de l'administration des contributions indirectes*, Paris, 1884, 1 plaquette in-8°, n'est qu'un très médiocre article extrait de la *Revue générale d'administration*. On trouve les principaux textes législatifs et administratifs dans DUVERGIER, notamment t. XIV, p. 484-498, loi du 5 ventôse an XII, titre V des Droits Réunis; t. XV, p. 195-200, décret du 1<sup>er</sup> germinal an XII, p. 323-324, décret du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIV; p. 388-389, décret du 27 mars 1806; p. 406-414, loi du 24 avril 1806, titres VI et VII; p. 453, décret du 5 mai 1806; p. 458, décret du 11 juin 1806; t. XVI, p. 82, décret du 25 janvier 1807; p. 281-282, décret du 16 juin 1808; p. 312-313, décret du 16 juin 1808; p. 336, décret du 28 août 1808; p. 359-366, loi du 25 novembre 1808, titres VII et VIII; p. 370-372, décret du 21 décembre 1808; t. XVII, p. 285-288, décret du 29 décembre 1810; t. XVIII, p. 169-270, décret du 12 octobre 1812; p. 303-305, décret du 5 janvier 1813.



contour, Uzel, Callac, Rostrenen, Paimpol, Tréguier, La Roche-Derrien, Merdrignac <sup>114</sup>. D'après l'énumération qui précède on peut se rendre compte combien serré était le réseau d'agents employés par le gouvernement impérial à « traquer la matière imposable ».

C'est que cette matière est elle-même immense et des plus malaisées à saisir. Qu'on en juge plutôt par la liste des droits variés perçus à la fin de l'Empire : on distingue parmi eux les droits « généraux » et les droits « spéciaux ». Les droits généraux, de beaucoup plus nombreux et les plus lourds, frappent en première ligne les boissons : vins, cidres et poirés, eaux-de-vie et liqueurs ; pour chaque espèce de boissons il y a triple droit, mouvement, entrée, et détail <sup>115</sup>. Viennent ensuite les tabacs (fabrication, vente et licence). A partir de 1811 les droits sur les tabacs furent même transformés en monopole, au profit de l'Etat, de l'achat en feuilles, de la fabrication et de la vente tant en gros qu'en détail des tabacs fabriqués. La Régie devrait s'approvisionner en feuilles de tabacs français à l'exception d'un quinzième qu'elle pourrait prendre en tabacs étrangers. Chaque année le ministre des Finances ferait connaître aux préfets la quantité d'hectares de terre qui pouvaient être plantés dans chaque département, à raison des besoins du service de la Régie. Celle-ci était tenue d'acheter et de payer comptant la totalité de la récolte, à des prix déterminés d'avance par catégories de qualités. Des commissions d'expertise interviendraient dans l'estimation des tabacs et la fixation des prix <sup>116</sup>. Puis ce sont les droits sur les bières, les distilleries, les octrois (10 % du produit sont adjugés à l'Etat), sur les sels (à partir de 1806, mais dans les départements de fron-

114. *Almanach Impérial* (an XII-1814) et Archives de la direction des Contributions indirectes du département des Côtes-du-Nord, Tableau du personnel en 1806. Sur Bonamy en particulier, cf. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 390, qui donne les renseignements suivants : Louis Bonamy, négociant trécorrois, nommé directeur des Droits Réunis probablement « sur l'intervention efficace de son ami Clément de Ris » ; acquéreur de biens nationaux : s'attache surtout à acheter les biens d'Andrault de Langeron sur lesquels sa mère avait une importante créance. D'après Archives Nat., AFIV 1078, Rapports du ministre des Finances, c'était « un ancien officier, ayant fait toute la guerre de la Vendée et aide le Gouvernement de sa fortune. Recommandé par la députation des Côtes-du-Nord et par le sénateur Canclaux » (pièce non datée).

115. P. POULLET, *op. cit.*, p. 802-806, les impôts de consommation sur les boissons.

116. *Ibid.*, p. 808-812, le monopole des tabacs, cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 258-288, décret du 29 décembre 1810.

tière comme les Côtes-du-Nord, ce droit est perçu par l'administration des douanes), les matières d'or et d'argent, les cartes à jouer, les voitures publiques<sup>117</sup>. Les droits spéciaux sont ceux de navigation intérieure, la ferme des bacs et passages d'eau, les droits sur les canaux non afferchés, la taxe des routes<sup>118</sup>.

Nous ne connaissons pas le rendement détaillé de chacune de ces catégories de droits pour le département des Côtes-du-Nord pendant la période 1800-1814, si ce n'est pour le tabac, et encore antérieurement au monopole. Nous savons qu'il existait en l'an XI dans les Côtes-du-Nord 17 fabriques de tabac réparties entre les agglomérations suivantes : Belle-Isle, Callac, Châtaudren, Tréguier, Dinan, Guingamp, Lannion et Saint-Brieuc qui produisaient 11.431 myriagrammes supportant un droit de 45.724 francs<sup>119</sup>. Toutefois, nous connaissons le rendement global des Droits Réunis dans les Côtes-du-Nord pour la période comprise entre l'an XIII et 1810 par le document provenant de la secrétairerie d'Etat impériale, cité plus haut : an XIII (net) : 152.471 fr. 34; 1806 : 481.266 fr. 62, 1807 : 767.478 fr. 10, 1808 : 740.105 fr. 76, 1809 : 805.581 fr. 46, 1810 : 996.630 fr. 53<sup>120</sup>.

117. P. POULLET, *op. cit.*, p. 804, droits sur les bières; p. 806, droits sur les sels. Cf. DUVERGIER, t. XV, p. 382, décret du 16 mars; p. 388-389, décret du 27 mars; p. 406-414, loi du 24 avril 1806, titre VII, loi organique en la matière : aux termes de ses articles 59 et 60 le produit de la taxe sur le sel était destiné à remplacer celui de la taxe d'entretien des routes dorénavant supprimée et serait exclusivement affecté aux ponts et chaussées.

118. Archives Nat., AFIV, 1078, Rapports du ministre des Finances à l'Empereur, Administration des Droits Réunis, tableau des produits de 1809 d'après la matière imposée.

119. *Ibid.*, état général par département du nombre des fabricants de tabac pour l'an XI et de la taxe qu'ils supportent. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 P 2, Tabacs pour l'an XII, état général des rôles de fabricants de tabac pour l'an XI. La perception des droits de garantie des matières d'or et d'argent établis par la loi de l'an VI fut organisée dès l'an VIII par arrêté du préfet. Il y eut au moins un bureau à Saint-Brieuc dont les balances furent fournies par la Monnaie de Paris. Ouvert deux jours par semaine au public, il comprenait comme personnel un contrôleur, un essayeur et un receveur. En 1806 le département comptait une trentaine d'orfèvres (fabricants et marchands) : Saint-Brieuc a 3 fabricants et 5 marchands; Dinan 8 fabricants. Les autres résident à Guingamp, Lannion, Lamballe et Quintin. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K1, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an VIII-an XII), fol. 16-17, arrêté du 13 thermidor an VIII; fol. 72, arrêté du 11 frimaire an X; 3 K 12, fol. 147, arrêté du 4 brumaire an XIII; fol. 78, arrêté du 11 thermidor an XIII; 8 P, Dossier factice concernant les monnaies.

120. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, tableau par départements (an X-1810).

Ce chiffre a certainement dû être dépassé encore de 1811 à 1814; il est fourni pour la plus grande part par les droits généraux, en particulier, ceux pesant sur les boissons, c'est-à-dire en l'espèce, les cidres.

Le recouvrement de ces différents droits ne cessa pas d'exiger des formalités nombreuses, compliquées, gênantes pour le public et finalement très impopulaires. Les archives de l'administration des contributions indirectes ont malheureusement disparu et nous manquons là-dessus des renseignements précis qu'elles auraient pu nous fournir <sup>121</sup>; toutefois nous pouvons nous en faire une idée approximative par quelques détails que renferme à ce sujet la correspondance du préfet. Bien que fonctionnaire essentiellement d'ordre administratif et policier, celui-ci coopère parfois avec le fisc à l'organisation de la perception des droits. Ainsi le 8 floréal an XII on le voit intervenir à propos du droit sur les bières et distilleries établi par la loi du 5 ventôse précédent <sup>122</sup>. Le 6 prairial de la même année un de ses arrêtés décide que la perception des droits sur la bière fabriquée par la brasserie Morand à Lanvignec sera provisoirement faite par les préposés de Paimpol <sup>123</sup>. Un arrêté du 2 vendémiaire an XIII fixe une date d'ouverture et une de clôture à la période de fabrication des cidres et poirés dans le département pour permettre la formalité de l'inventaire par les Droits Réunis <sup>124</sup>. Un autre arrêté du 6 thermidor an XIII rappelle aux marchands de cidres et poirés qu'ils doivent se faire présenter par l'acheteur avant l'enlèvement de la marchandise la quittance attestant qu'ils ont payé le droit de 16<sup>e</sup> par hectolitre <sup>125</sup>.

En janvier 1811 de concert avec un inspecteur général des Droits Réunis expédié spécialement à cet effet dans les Côtes-

121. Le seul document échappé aux destructions systématiques des archives anciennes, qui sont de règle dans cette administration, est celui que nous avons cité plus haut.

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 66, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-an XIII), le préfet aux sous-préfets et aux maires de Saint-Brieuc et de Paimpol, 8 floréal an XII (pour les avertir que les préposés aux octrois feront provisoirement la recette des droits à la fabrication des bières et sur les distilleries pour le compte de l'Etat).

123. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet concernant les établissements publics (an XII-1808), fol. 26, arrêté du 6 prairial an XII.

124. *Ibid.*, fol. 42, arrêté du 2 vendémiaire an XIII.

125. *Ibid.*, fol. 78, arrêté du 6 thermidor an XIII.

du-Nord, Boullé règle dans le détail la mise en train du nouveau monopole des tabacs. En février il réunit sous sa présidence une commission composée de Louis Sébert, Denoual-Duplessix et Latimier-Duclézieux qui élaborera un tarif d'achat du tabac en feuilles d'une part chez les cultivateurs, d'autre part chez les fabricants et négociants. Chez les cultivateurs, la Régie dut le payer de 198 à 98 fr. le quintal selon la qualité, chez les fabricants de 213 fr. 56 à 106 fr. 80. Ces prix furent d'ailleurs jugés trop élevés par le ministre des Finances et ramenés à 100 fr. 70 et 30 fr. pour les négociants comme pour les cultivateurs (récolte de 1810). Les récoltes antérieures bénéficièrent d'une majoration de 20 %<sup>126</sup>. Ces tabacs étaient dirigés sur les manufactures de l'Etat; il y en avait en 1809 quatre en Bretagne, Saint-Malo, Morlaix, Lorient et Nantes. Le tabac une fois préparé revenait des manufactures aux entrepôts avant d'être détaillé. Il y eut un entrepôt principal établi à Saint-Brieuc, dont le titulaire fut Aubrée, ancien officier, qui obtint cette place par la protection de Defermon, et autant d'entrepôts particuliers que d'arrondissements<sup>127</sup>.

L'activité du préfet en matière de Droits Réunis s'exerçait parfois en un sens qu'on est surpris de constater de la part d'un fonctionnaire, d'ordinaire exécuter zélé des volontés gouvernementales. On le voit à plusieurs reprises essayer de modérer la manière inquisitoriale des « rats de cave » impériaux. Ainsi en juillet 1806 il appuie une réclamation des fabricants et marchands de sel raffiné de Langueux contre une fausse application des décrets des 16 et 27 mars et de la loi du 24 avril par laquelle on les assujettit à payer un double droit,

126. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 P 3, Tabacs, le directeur des Droits Réunis au préfet des Côtes-du-Nord, 29 janvier 1811; arrêté du préfet du 18 février 1811; arrêté ministériel du 7 mars 1811.

127. Archives Nat., AFIV, 1078, état des fabriques de tabac en 1809 et liste des candidats pour les entrepôts principaux du tabac dans les divers départements, 13 février 1811 et Archives de la Direction des Contributions indirectes, Tableau du personnel, 1809 : entreposeurs de tabacs. Pierre Aubrée était un ancien chef de bataillon « estropié ». Nous le retrouverons plus loin lors de la levée de la garde nationale en 1814 et 1815. Cf. Epilogue, p. 437.

En 1814 après le retour de Louis XVIII la fraude en matière de tabac prit un tel accroissement dans le département, surtout dans l'arrondissement de Dinan, que les ventes de l'entrepôt diminuèrent considérablement. Par une lettre du 9 décembre 1814, le directeur général des Droits Réunis signala le fait au préfet comte de Goyon et demanda l'intervention de la gendarmerie. La loi du 24 décembre 1814 énonça l'interdiction de planter du tabac dans toute l'étendue du département : la chose n'alla pas sans résistance.



sans égard aux procédés qu'ils emploient pour obtenir du sel raffiné. En février 1807 il intervient en faveur d'un fabricant de tabac de Guingamp le sieur Thouroude dont l'administration des Droits Réunis veut fermer l'établissement à la suite d'une contravention <sup>128</sup>.

En février 1808, il soumet au directeur des Droits Réunis les doléances de ses administrés et tâche d'obtenir de lui une interprétation bienveillante de la loi de 1806 sur la vente au détail des boissons <sup>129</sup>. Une autre fois il rend compte au directeur général de l'assiduité des receveurs buralistes et autres préposés à délivrer des congés et passavants (29 octobre 1808), cela dans le but de ménager les susceptibilités des particuliers intéressés <sup>130</sup>. C'est qu'en bon policier au courant de l'« esprit public », Boullé se rendait compte beaucoup mieux que les agents de la Régie, déformés et absorbés par leur tâche de techniciens, combien les Droits Réunis étaient impopulaires. Il y avait là dans l'âme des masses, hantées par surcroît des souvenirs odieux des aides et de la gabelle, un foyer incandescent qu'il importait de ne pas attiser imprudemment. Cette impopularité alla croissant à mesure que déclinait le prestige du régime impérial. Le 12 juillet 1813, le préfet demandait au sous-préfet de Loudéac des renseignements sur des rébellions ayant éclaté dans plusieurs communes de son arrondissement contre des employés des Droits Réunis, en particulier à Langast, à Collinée et à Pontgand. Dans cette dernière localité les gendarmes avaient même pris fait et cause pour la foule <sup>131</sup>. Nous ignorons la réponse.

A côté de l'administration des Droits Réunis, il faut placer en tant que source pour l'Etat de revenus indirects celle de

128. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au conseiller d'Etat, directeur général des Droits Réunis, 23 juillet 1806 et *id.* à *id.*, 4 février 1807. Thouroude n'était en réalité que le prête-nom de Desjars, banquier et maire de Guingamp et de Mazurié, autre banquier et président du tribunal de commerce de Quintin qui firent agir le préfet.

129. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 68, Correspondance intérieure du préfet relative aux établissements publics (1806-1809), le préfet au directeur des Droits Réunis, 12 février 1808.

130. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 29 octobre 1808.

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 92, Correspondance intérieure du préfet relative aux octrois et aux contributions indirectes (1810-1815), le préfet au sous-préfet de Loudéac, 12 juillet 1813.

l'enregistrement créée par la loi du 22 frimaire an VII et représentée dans chaque département par un directeur assisté d'un certain nombre de sous-ordres<sup>132</sup>. Dans le département des Côtes-du-Nord ce directeur fut jusqu'en l'an IX Boucault, puis Cohas qui mourut le 12 thermidor an XIII. Baudot fut alors nommé et devait conserver cet emploi jusqu'à sa mort survenue au début de 1811; à cette date il fut remplacé par Hocbecq, auparavant directeur dans le département de l'Ariège. Un surnuméraire premier commis de Direction était adjoint au directeur<sup>133</sup>. Il avait sous son autorité en 1810, d'après un rapport de Baudot lui-même, 29 bureaux de receveurs : 7 dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, dont 1 à Saint-Brieuc, 1 à Lamballe, 1 à Paimpol, 1 à Moncontour, 1 à Quintin; 7 dans celui de Guingamp dont 1 à Guingamp et 1 à Bourbriac; 5 dans celui de Dinan, dont 1 à Dinan et 1 à Broons; 5 dans celui de Lannion (1 à Lannion, 1 à Tréguier); 5 dans celui de Loudéac; plus 5 conservateurs d'hypothèques à Saint-Brieuc, Dinan, Guingamp, Lannion et Loudéac<sup>134</sup>.

Les attributions de l'administration de l'enregistrement varièrent d'une façon assez notable de l'an VIII à 1814. Jusqu'à l'an X, elle percevait les patentes qui passent à cette date aux contributions directes; jusqu'à l'an XII, les impôts indirects. A cette époque elle se décharge de la plus grande partie de ces derniers sur l'administration nouvellement créée des Droits Réunis. Elle ne conserve plus que ce qu'on pourrait

132. Sur l'administration de l'enregistrement au XIX<sup>e</sup> siècle en général et plus particulièrement sous l'Empire, cf. faute de mieux l'article Enregistrement de la *Grande Encyclopédie* signé E. Besson qui donne un petit historique; Th. KÜN, *Manuel complet de l'aspirant au surnumérariat de l'Enregistrement*, Paris, 1885, 1 vol. in-8°; F. LEFEBVRE, *Organisation et attributions de l'administration de l'Enregistrement*, Paris, 1921, 1 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 819. Le texte législatif fondamental en la matière, la loi du 22 frimaire an VII, se trouve dans DUVERGIER, t. XI, p. 99-137. Le directeur général de l'Enregistrement sous le Consulat et l'Empire fut Ch. Duchâtel (1851-1844), conseiller d'Etat à vie et plus tard comte de l'Empire, cf. *Grande Encyclopédie* article Duchâtel (Ch.) signé F.-A. Aulard.

133. *Almanach National* puis *Impérial* (an VIII-1814), Côtes-du-Nord. Enregistrement et Domaines. Conservateur des Hypothèques. Archives de la direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre du département des Côtes-du-Nord, Registres de correspondance des directeurs avec le ministre et avec les employés supérieurs, *passim*. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, décret du 4 janvier 1811.

134. Archives de la Direction de l'Enregistrement, Reg. cité, rapport au préfet du directeur Baudot sur un projet de réorganisation des bureaux, 21 juillet 1810. Ce rapport fut transmis au ministre.

appeler la matière de l'enregistrement proprement dite, c'est-à-dire les droits perçus sur les actes civils et judiciaires, sur les formalités hypothécaires ; le timbre (débite des papiers timbrés) et enfin la régie et administration des biens de l'Etat autres que les forêts et les biens affectés à un service public<sup>135</sup>.

C'est cette dernière branche de l'administration qui est désignée sous le nom de domaine.

L'activité domaniale de l'administration de l'enregistrement, sans être aussi intense sous l'Empire que pendant la période révolutionnaire, n'est cependant pas négligeable. On en a déjà eu un aperçu par ce que nous avons dit des ventes de biens ruraux, spécialement des conventions, au chapitre de l'agriculture<sup>136</sup>. Nous plaçant maintenant à un point de vue exclusivement fiscal, nous résumons sommairement les conclusions auxquelles arrive L. Dubreuil dans son ouvrage déjà cité. Les ventes, suspendues par l'arrêté consulaire du 9 floréal an IX, reprennent après la loi du 15 floréal an X, sur le pied d'une mise à prix égalant dix fois le revenu de 1790 pour les biens ruraux. 70 millions seraient versés pendant sept ans à partir du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII sur le produit de ces ventes dans la caisse d'amortissement créée en l'an VIII pour l'extinction de la Dette publique. De fait elles devaient se poursuivre jusqu'en 1813, mais beaucoup moins nombreuses et beaucoup moins rémunératrices que précédemment. Le stock des biens disponibles qui s'élevait en l'an X à près de 2 millions pour les seuls biens ruraux, fut successivement restreint par les restitutions aux émigrés rentrés, aux fabriques, aux hospices et bureaux de bienfaisance, par les affectations à la Légion d'honneur et à la sénatorerie de Rennes, enfin au domaine extraordinaire pour la constitution des majorats. Déduction faite de tout cela, il semble que les ventes de l'an X à 1806 aient porté sur 875 articles et produit environ 1.561.077 fr. 18. Restaient encore à liquider, en 1806, 1.519 articles qui produisirent jusqu'en 1813, époque des dernières ventes, 1.247.383 fr., ce qui donne pour la période impériale, en négligeant les années VIII et IX, un total général de 2.809.060 fr. 18. Au moment où l'Empire s'écroule, il ne lègue

135. P. POULLET, *op. cit.*, p. 800, 809 et 819.

136. Cf. plus haut, p. 30-32.

plus à la Restauration que 98 articles à liquider<sup>137</sup>. La gigantesque opération amorcée par la Constituante peut être considérée comme terminée.

Voici, d'autre part, les recettes de la branche enregistrément proprement dite :

An X, revenu détaillé : enregistrement, 650.837 fr. 32; timbre, 213.860 fr. 75; greffe et hypothèques, 73.511 fr. 52; décime par franc, 94.712 fr. 20; tabac, 6.438 fr. 19; droits divers (voitures publiques, or et argent, amendes), 8.867 fr. 16. Totaux : 1.048.231 fr. 74 brut; 937.125 fr. 08 net.

Revenu global : an XI, 1.133.881 fr., net; an XII, 1.300.467 fr.; an XIII, 1.048.922 fr. (à remarquer que le tabac n'y figure plus); an XIV, 941.624 fr. (enregistrement : timbre, greffes et hypothèques; amendes et condamnations; décime par franc); 1807, 956.485 fr.; 1808, 884.219 fr. 04; 1809, 803.174 fr. 07; 1810, 905.655 fr. 05<sup>138</sup>.

Les traites, ou douanes entre provinces, ayant été abolies par la Constituante, le 31 octobre 1790, la ligne des bureaux ne subsista plus qu'à la frontière de la France, c'est-à-dire en Bretagne, le long des côtes. Depuis la loi du 2 mars 1791 réorganisant les douanes, le département des Côtes-du-Nord releva de deux directions, celle de Brest et celle de Saint-Malo, la limite semblant avoir passé par Pontrieux<sup>139</sup>. Les papiers de ces deux circonscriptions administratives n'ayant pas été conservés, il nous est difficile de fournir des renseignements précis sur leur personnel et leur fonctionnement. Ces renseignements ont

137. L. DUBREUIL, *La vente des biens nationaux*, p. 347-600. Les ventes nationales de l'an VII à 1813, spécialement p. 435, 440, 461, 467, 471-472, 473, 479, 498, 507, 511, 644-646. C'est nous qui totalisons. Pour les principaux textes législatifs et administratifs visés par L. DUBREUIL, cf. DUVERGIER, t. XII, p. 11 et 447, XIII, p. 421, XIV, p. 493.

138. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, tableau par départements (an X-1810), tableau général du montant brut et du produit net des contributions et revenus ... Enregistrement.

139. Sur les douanes en général sous le Premier Empire, cf. faute de mieux l'article Douanes de la *Grande Encyclopédie*; *Recueil général des lois, décrets, arrêtés et ordonnances concernant les douanes de 1789 à 1876*, Paris, 1877, 4 vol. in-4°; DUJARDIN-SAILLY, *Législation des douanes de l'Empire français*, Paris, 1812, 1 vol. in-4°; H. BACQUÈS, *Les douanes françaises*, Paris, 3<sup>e</sup> édit., 1882, 1 vol. in-12; V. BARBIER, *Monographie des directions de douanes en France*, Paris, 1890, 2 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 811-818. Sur le Blocus continental, cf. M. DUNAN, *Le système continental*. Bulletin d'histoire économique dans la *Revue des études Napoléoniennes*, 1913, p. 115-146. Le directeur général des



dû être tirés de d'autres sources et sont nécessairement très fragmentaires. Nous connaissons le nom de deux directeurs : Davignon à Brest et Caseau-Major à Saint-Malo qui furent en fonctions pendant toute la durée du Consulat et de l'Empire<sup>140</sup>. Un inspecteur, Pierre Canoby, assisté de quatre contrôleurs et de plusieurs receveurs résidait à Saint-Brieuc; il relevait de la direction de Saint-Malo. Il avait sous sa surveillance tout le littoral depuis l'Ille-et-Vilaine jusqu'à l'embouchure du Trieux; le reste relevant de l'inspecteur, en résidence à Morlaix<sup>141</sup>. Ce littoral était celui des 3 arrondissements de Dinan, de Saint-Brieuc et de Lannion : il était enserré d'un réseau de brigades constitué par des agents militarisés et armés. En l'an XII, dans l'arrondissement de Dinan, les principaux postes de douane sont les suivants : Lancieux, Saint-Jacut, Trégon, Ploubalay, Saint-Potan (à effectif renforcé), Matignon, Pleboulle, Plévenon, Pléhérel. Celui de Saint-Brieuc comptait des brigades à Plurien, Erquy (très importante), Pléneuf, Planguenoual, Morieux, Yffiniac, Hillion, au Légué, à Saint-Brieuc, au Roselier, au Grand-Rosaire, à Pordic, Binic, Saint-Quay (très importante), Plouha (idem), Lanloup, Plouézec, Païmpol, Ploubazlannec (très importante) et Bréhat. Enfin dans l'arrondissement de Lannion nous rencontrons une brigade à Lézardrieux (très importante), une à Lanmodez, une à Pleubian, une à Tréguier, une à Plougrescant, une à Plouguiel, une à Louanner, une à Tréleven, une à Perros-Guirec, une à Ploumanach, une à Trégastel, une à Pleumeur-Bodou, une à Trébeurden, une à Lannion, une à

Douanes sous le Consulat et l'Empire fut jusqu'en 1812 Collin — sans doute Collin de Sussy nommé à cette date ministre des Manufactures et du Commerce — puis Février. Cf. *Almanach National* puis *Impérial* (an VIII-1814). Ni ROBINET (Dr), *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, ni la *Grande Encyclopédie* ne consacrent la moindre ligne à Collin de Sussy. Sur Février, cf. l'article de la *Grande Encyclopédie*.

140. *Almanach National* puis *Impérial* (an VIII-1814) : Douanes; V. BARBIER, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 234-277, Direction de Brest; t. II, p. 452-508, Direction de Saint-Malo.

141. Canoby venait du département de l'Escaut, où il avait servi comme sous-inspecteur. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative, 2<sup>e</sup> carton (an IX), le préfet de l'Escaut au préfet des Côtes-du-Nord, 27 messidor an IX. C'était un des habitués du petit cercle de « libéraux » fréquentant chez Bienvenue; il y racontait « avec feu ses campagnes contre Souvarow » (*Mémoires inédits d'A. Bienvenue, manuscrit B*, fol. 88). En 1813 c'est un certain Beaufils et non plus Canoby, qui correspond avec le préfet en qualité de « inspecteur des Douanes ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 10-4 R 15. Gardes Nationales (1813-1814).

Ploulech, une à Trestrez, une à Saint-Michel-en-Grève et une à Plestin. Ces brigades sont commandées par des « lieutenants et sous-lieutenants d'ordre » : elles constituent le personnel « ambulant » par opposition aux receveurs « personnel sédentaire »<sup>142</sup>.

Il est probable que leur répartition subsista sans changements jusqu'à la fin de l'Empire. En l'an XII l'inspecteur général Lautié chargé de visiter les directions de douanes de Brest, Saint-Malo, Cherbourg, Rennes, Saint-Valéry, Boulogne et Dunkerque, fit une tournée dans le département des Côtes-du-Nord<sup>143</sup>. En 1810, quand furent créés les tribunaux spéciaux de douanes et les cours prévôtales des douanes, le département des Côtes-du-Nord fut compris dans le ressort du tribunal de douanes de Saint-Malo et de la cour prévôtale de Rennes<sup>144</sup>.

Le personnel des douanes impériales était chargé avant tout d'appliquer le tarif fondamental de 1791, remanié successivement par les lois du 8 floréal an XI, du 22 ventôse an XII, du 30 avril 1806, le décret de Berlin du 21 novembre 1806, les décrets de Milan du 23 novembre et du 17 décembre 1807 (Blocus continental). Indépendamment de ces droits de douane proprement dits, il percevait encore des droits de balance, de navigation, des décimes additionnels, le produit de la vente des saisies<sup>145</sup>. Nous connaissons le rendement net

142. *Annuaire des Côtes-du-Nord pour l'an XIII*, p. 69, Douanes nationales. Le receveur du Légué, Peyronnet, fréquentait également chez Bienvenue. A. BIENVENUE, *loc. cit.*, note qu'il connaissait « autre chose que le jaugeage, le transit et les droits de congé ». Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>o</sup>III, 12, Prestations de serment (1792-1815) : énumération des préposés et officiers de douanes ayant prêté serment en l'an XII.

143. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 P 1, Douanes, l'inspecteur des douanes en résidence à Saint-Brieuc, Canoby, au préfet des Côtes-du-Nord, 16 messidor an XII. Cet inspecteur général fut reçu avec les honneurs militaires : un douanier fut mis en sentinelle à sa porte. Ce dont le commandant de place de Saint-Brieuc prit ombrage : le même officier se plaignait de la « vanité » des douaniers qui arboraient un uniforme avec des boutons. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative, carton 6, an XII, le colonel Coutard du 65<sup>e</sup> régiment d'infanterie au préfet, 1<sup>er</sup> messidor an XII. Ce petit détail est typique de la morgue des militaires sous l'Empire et de leurs sentiments à l'endroit des fonctionnaires civils.

144. DUVERGIER, t. XVII, p. 205-208, décret du 18 octobre 1813 avec état des cours prévôtales et des tribunaux ordinaires des douanes, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 732.

145. DUVERGIER, t. III, p. 210-230; t. XIV, p. 209-222; p. 512-514; t. XV, p. 415-432; t. XVI, p. 66-68, 222 et 223-224.

des douanes par direction de l'an IX à 1814, défalcation faite des dépenses diverses, traitement des employés, loyer des bureaux, etc. Les chiffres extrêmes sont pour la direction de Brest — 204.864 fr. 52 (déficit de l'an IX), + 1.281.014 fr. 46 (bénéfice de 1810); pour la direction de Saint-Malo — 409.697 fr. 87 (déficit de 1813), + 965.034 fr. 36 (bénéfice de 1811)<sup>146</sup>. D'autre part, pour le département des Côtes-du-Nord lui-même, à cheval sur les deux directions, nous possédons des renseignements relatifs aux ans X, XI, XII, XIII et XIV, à 1807, 1808, 1809 et 1810. Ces renseignements concordent avec ceux de la statistique par directions :

An X : recettes, 26.706 fr. 74; dépenses, 134.969 fr. 15.  
Déficit : — 108.262 fr. 41.

An XI : recettes, 35.040 fr. 24; dépenses, 149.094 fr. 47.  
Déficit : — 114.054 fr. 53.

An XII : recettes, 21.478 fr. 76; dépenses, 150.768 fr. 05.  
Déficit : — 129.289 fr. 09.

An XIII : recettes, 32.965 fr. 50; dépenses, 154.265 fr. 50.  
Déficit : — 121.300 fr.

1806 : recettes, 22.377 fr. 88; dépenses, 153.975 fr. 20.  
Déficit : — 131.597 fr. 42.

1807 : recettes 325.400 fr. 50; dépenses, 115.111 fr. 66.  
Produit net : + 170.288 fr. 39.

1808 : recettes, 5.950 fr. 92; dépenses, 166.106 fr. 07.  
Déficit : — 160.455 fr. 15.

1809 : recettes, 4.647 fr. 02; dépenses, 177.479 fr. 85.  
Déficit : — 174.832 fr. 79.

1810 : recettes, 511.615 fr. 76; dépenses, 182.231 fr. 64.  
Produit net : + 328.384 fr. 12<sup>147</sup>.

A partir de 1806, dans un rayon de trois lieues à partir des côtes, l'administration des douanes fut chargée, concurremment avec celle des Droits Réunis dans la zone de l'intérieur, de recouvrer la taxe sur le sel créée par la loi du 24 avril 1806 : taxe perçue au moment de l'enlèvement de la

146. *Comptes rendus de l'administration des Finances*, Etat général des recettes et des dépenses de douanes par direction (an IX-1814). Cf. Appendice. Pièces justificatives, tableau n° VI, les recettes et dépenses année par année.

147. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, tableau par départements (an X-1810), droits de douanes perçus dans le département (1<sup>o</sup> droits de douane, balance et navigation; 2<sup>o</sup> décime par franc; 3<sup>o</sup> recettes diverses et extraordinaires; 4<sup>o</sup> saisies, amendes et confiscations).

saline. Or, toutes les salines des Côtes-du-Nord étaient littorales, c'est-à-dire que l'impôt sur le sel y fut perçu exclusivement par les douanes<sup>148</sup>. Le rendement de cette taxe monta en 1806 (jusqu'au 20 septembre) pour la direction de Brest à 186.426 fr. 20, desquels il faut déduire pour frais de perception 1.649 fr. 40. Produit net : 184.277 fr. 20. Dans la direction de Saint-Malo le revenu brut fut de 81.209 fr. 08; frais de perception 6.829 fr. 47. Produit net : 74.379 fr. 61.

Du 21 septembre de cette même année au mois de décembre, les résultats furent les suivants : direction de Brest : recettes, 35.693 fr. 20; dépenses 978 fr. 09. Net : 34.601 fr. Direction de Saint-Malo : recettes, 49.816 fr. 05; dépenses, 6.159 fr. 81. Net : 43.656 fr.

De 1807 à 1814 le rendement net oscilla pour la direction de Brest entre 127.356 fr. 85 (chiffre minimum : année 1808) et 621.360 fr. 70 (chiffre maximum : année 1813); pour la direction de Saint-Malo, 40.046 fr. 38 (chiffre minimum : année 1808) et 519.496 fr. 97 (chiffre maximum : année 1814)<sup>149</sup>.

Pour les années 1806 à 1810, nous possédons le chiffre du revenu de cette taxe pour le département.

1806 : 92.198 fr. 79 perçus par les douanes, auxquels s'adjoignent 889 fr. 20 perçus par les Droits Réunis. Total : 95.087 fr. 99, dont à déduire 8.510 fr. 78 de frais de perception, soit un rendement net de 84.937 fr. 21.

1807 : 43.187 fr. 66 perçus exclusivement par les douanes. Frais de perception : 8.765 fr. 80. Produit net : 34.421 fr. 86.

1808 : 38.881 fr. 37 perçus exclusivement par les douanes. Frais de perception : 9.437 fr. 29. Produit net : 29.144 fr. 08.

1809 : 66.509 fr. 75 perçus exclusivement par les douanes. Frais de perception : 12.150 fr. 91. Produit net : 54.338 fr. 84.

1810 : 97.002 fr. 89 perçus exclusivement par les douanes. Frais de perception : 12.803 fr. 38. Produit net : 84.199 fr. 51<sup>150</sup>.

148. DUVERGIER, t. XV, p. 409-410 et 458-462, décret concernant les sels, 11 juin 1806, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 808. Le décret du 11 novembre 1813 ordonna la perception de deux nouveaux décimes par kilo de sel, DUVERGIER, t. XIV, p. 508.

149. *Comptes rendus de l'administration des Finances*, Etat général des recettes et dépenses de l'impôt sur le sel par directions de douanes (1806-1814). Cf. Appendice. Pièces justificatives, tableau n° VII, les recettes et les dépenses année par année.

150. Archives Nat., AFiv\*, 245-249, droits sur les sels perçus dans le département (1806-1810).



On voit que la courbe de cette taxe est, jusqu'en 1810 du moins, nettement ascendante. Nul doute qu'elle ne constituât pour les contribuables une charge assez lourde, non seulement en elle-même, mais encore par les complications administratives dégénérant en tracasseries auxquelles sa perception donnait lieu. Le préfet des Côtes-du-Nord s'en rendait compte : aussi le voit-on intervenir en faveur de ses administrés auprès de la régie des douanes dans le même sens qu'auprès de celle des Droits Réunis. En octobre 1806 il appuie auprès du directeur de Brest une plainte du maire de Pontrieux contre le receveur des douanes de l'endroit. Celui-ci n'apportait-il pas « des entraves à l'infini » aux marchands de cette petite ville, obligés depuis la suspension des communications par mer d'aller s'approvisionner à Guingamp, où des paludiers du Croisic et de Vannes apportaient le sel à dos de mulets ? <sup>151</sup>.

Enfin, de 1807 à 1809, l'administration impériale des douanes a recouvré pour l'entretien des ports le montant du 1/2 droit de tonnage : nous l'avons mentionné à propos des travaux publics <sup>152</sup>.

Les droits de douane perçus tels qu'on les a indiqués plus haut représentent-ils la totalité des droits à percevoir sur le trafic maritime : en d'autres termes la fraude s'est-elle pratiquée et dans quelles proportions ? C'est une question qui a son importance dans l'histoire d'un département sous le Premier Empire, davantage encore pour les douanes que pour les Droits Réunis. Le personnel des brigades eut sans doute fort à faire pour réprimer la contrebande qui s'exerçait traditionnellement sur les côtes avec l'Angleterre ; surtout à partir du Blocus continental. Cela on peut l'affirmer pour ainsi dire *a priori*, mais les archives des directions ayant disparu totalement nous manquons de renseignements précis pouvant confirmer cette assertion. Cependant nous pouvons signaler quelques faits significatifs quoique isolés. En l'an X le sous-préfet de Lannion signale au préfet que la capture près de Trébeurden par les douaniers de tabacs et de savons anglais a provoqué un incident assez grave. Les habitants ont menacé les préposés et ont même incendié deux meules de jonc appar-

151. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 73, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (an XII-1808), le préfet au directeur des douanes de Brest, 25 octobre 1806.

152. Cf. plus haut, p. 152-154.

tenant à l'un d'entre eux <sup>153</sup>. En l'an XIII le préfet des Côtes-du-Nord ayant averti, sur injonction du ministre de la Police générale, l'inspecteur des douanes de Morlaix, de qui relevait, comme on l'a dit, la section du littoral située à l'ouest de Pontrieux, que des marchandises anglaises étaient introduites clandestinement dans cette région et que beaucoup de commerçants se livraient à la fraude, l'inspecteur lui répondait sur le ton d'un homme n'ayant plus d'illusions à cet égard. « Les préposés de Tréguier et de Pontrieux ont découvert il y a quinze jours un entrepôt de 80 milliers de chiffons ou drilles à La Roche-Derrien; ils l'ont saisi... Le renchérissement de cette matière première surtout en Angleterre donne de l'importance à cette saisie » <sup>154</sup>. A partir de 1809, nous voyons apparaître les « licences », c'est-à-dire les autorisations accordées par les douanes, à beaux deniers comptants, d'importer malgré le Blocus des marchandises anglaises indispensables, à condition d'exporter des marchandises pour la même valeur. Les principaux bénéficiaires sont Le Coz-Kéristiou armateur de Lannion; Mazurié et Desjars de Guingamp (sous pavillon danois); Cabanac de Tréguier (sous pavillon espagnol) <sup>155</sup>. En 1810, sort de Tréguier le *San-Antonio*, armateur Le Fer de la Saudre, capitaine Charles sous pavillon espagnol, avec un chargement de froment, vins, papiers, sacs de toile; en 1811 de Lannion la *Clémencia*; de Tréguier la *Nuestra Senora de la Speranza*; de Lannion la *Francina*, capitaine Jean Krugger, sous pavillon prussien; de Tréguier le *William*, sous pavillon américain, armateurs Mazurié et Desjars; le *John* même pavillon, mêmes armateurs; du Légué la *Junge Anna*, sous pavillon prussien <sup>156</sup>.

153. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 11, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an VIII-an X), fol. 28, le sous-préfet au préfet, 11 messidor an X.

154. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 6 P, Douanes, Correspondance générale, l'inspecteur des douanes de Morlaix au préfet des Côtes-du-Nord, 9 prairial an XIII. Ces chiffons ou drilles étaient sans doute destinés à être exportés pour fabriquer du papier.

155. Archives Nat., AFIV, 1060, Rapports des ministres, Intérieur, Manufactures, Commerce (an VIII-1809), tableau de la distribution de 25 licences faite le 14 août 1809. Sur les « licences de commerce », cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 815-816.

156. Archives Nat., AFIV, 1061, Rapports des ministres, Intérieur, Manufactures, Commerce (1810-1811), état des navires munis de licences entrés dans nos ports en juin 1810 et tableau général des exportations et importations opérées par les navires porteurs de licences, 4 février 1811.

En 1811 également et en 1812 le préfet transmet au ministre de l'Intérieur des pétitions tendant à obtenir des licences, de Charles Néel négociant à Dinan, et de Cartel de Tréguier<sup>157</sup>. Rappelons pour terminer cet exposé du fonctionnement des douanes impériales dans le département des Côtes-du-Nord qu'une partie de ses agents, militarisés et armés comme on l'a déjà dit, coopéraient avec la gendarmerie à la police des côtes (arrestation d'étrangers suspects cherchant à s'introduire sans passeports, en particulier d'émigrés, saisie de livres et de libelles) et avec les troupes régulières et les garde-côtes, à la défense du territoire<sup>158</sup>.

La gestion des forêts domaniales avait été confiée par la Révolution française à une conservation générale des forêts rattachée à l'administration des domaines et plus tard à celle de l'enregistrement (loi du 15 septembre 1791). C'est cette dernière « régie financière » qui continua à percevoir le revenu des forêts et biens nationaux sous le Consulat jusqu'à la loi du 16 nivôse an IX<sup>159</sup>. A cette date une administration spéciale fut créée, celle des eaux et forêts. Le département des Côtes-du-Nord fut compris dans la 5<sup>e</sup> conservation forestière dont le chef-lieu fut Rennes. Il forma d'abord une demi-inspection, associée à celle du Morbihan, puis une inspection, avec un inspecteur en résidence, d'abord à Loudéac, ensuite à Saint-Brieuc, qui fut Harel de la Perrière (6 pluviôse an IX) et un sous-inspecteur Olagnier en résidence à Guingamp. Ces deux fonctionnaires

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 74, Correspondance extérieure du préfet relative aux établissements publics (1808-1812), le préfet au ministre de l'Intérieur, 11 décembre 1811; *id.* au ministre des Manufactures et du Commerce, 18 mai 1812. En 1811 un rapport du ministre de l'Intérieur à l'Empereur sur la situation du commerce et des manufactures dans 37 départements donne l'appréciation d'ensemble que voici sur le service des douanes dans les Côtes-du-Nord : « Les douanes font sur toutes les côtes un service actif et sévère ». Archives Nat., AFIV, 1062, Rapports des ministres de l'Intérieur, Manufactures, Commerce (1811-1814).

158. Au sujet de ce mode d'activité du service des douanes, cf. notre t. I<sup>er</sup>, chap. II, p. 176 et 196. Cf. aussi plus loin, p. 375.

159. DUVERGIER, t. III, p. 312-327 (texte organique en la matière pour la période révolutionnaire) et t. XII, p. 371-372. Sur l'administration des Eaux et Forêts en France au XIX<sup>e</sup> siècle et plus spécialement sous le Consulat et l'Empire, cf. l'article Forêts de la *Grande Encyclopédie* (médiocre); L. GOUJON, *Mémorial forestier ou recueil complet et suivi des lois, arrêtés et instructions relatifs à l'administration forestière (1789-1807)*, Paris, 1810, 6 vol. in-8°. Bergon (Joseph Alexandre) fut directeur de l'administration des Eaux et Forêts depuis nivôse an I... jusqu'en 1814. Cf. *Grande Encyclopédie*, art. Bergon.

occupèrent ces postes jusqu'à la Restauration<sup>160</sup>. Ils étaient assistés de gardes généraux et de gardes particuliers. Nous en ignorons le nombre, mais nous savons qu'ils étaient recrutés parmi d'anciens sous-officiers et soldats par l'administration forestière sur proposition des sous-préfets : il y avait à Guingamp un garde général<sup>161</sup>.

On a vu précédemment combien exigü était le domaine forestier de la couronne dans le territoire des anciens évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier<sup>162</sup>.

La Révolution française joignit à cet héritage de la Monarchie un certain nombre de bois et forêts provenant de confiscation de biens d'émigrés ou d'ecclésiastiques, de sorte qu'en l'an IX l'état des forêts et bois domaniaux dans le département des Côtes-du-Nord était le suivant :

*Arrondissement de Lannion.* — Commune de Pleumeur-Bodou : bois Pors-ar-Parc ; de Plestin ; bois du Limois.

*Arrondissement de Saint-Brieuc.* — Commune de Saint-Alban : bois de Coron, 450 ha., revenu 3.600 fr. ; de Pléguien : bois de la Salle, 175 ha., 1.400 fr. ; de Pommerit-les-Bois : 43 ha., 344 fr. Total : 668 hectares.

*Arrondissement de Dinan.* — Commune de Plédéliac : forêt de Saint-Aubin, 450 ha., revenu 3.600 fr. ; de Brusvily : bois du Garouët et du Boreux ; de Saint-Potan et Pluduno : bois de la Ville Hanion ; de Plumaugat et Lanrelas, 308 ha., 2.464 fr. ; de Plénée : bois de Dollo, 150 ha., 1.200 fr. ; de Broons : bois de Broons, 175 ha., 1.400 fr. ; de Landébia et Pléven : forêt de la Hunaudaie, 3.000 ha., 24.000 fr. ; de Hénansal : bois de Coron, 340 ha., 2.720 fr. Total : 4.512 hectares.

160. J. PEUCHET, *Statistique élémentaire de la France*, Paris, 1805, 1 vol. in-8°, p. 302-309 indique comme faisant partie de la 5<sup>e</sup> conservation forestière les départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère, du Morbihan et de la Loire-Inférieure. Pour le personnel, cf. *Almanach National* puis *Impérial* (an X-1814). Eaux et Forêts.

161. Archives Nat., F<sup>1</sup>oIII, Côtes-du-Nord, 12, Prestations de serments (1792-1815), extrait des procès-verbaux de prestations de serment de fonctionnaires et employés publics, an XII; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités inférieures ou égales (an X-an XI), fol. 22, le sous-préfet de Lannion à l'inspecteur des Eaux et Forêts, 3 nivôse an X; fol. 74, *id.* à *id.*, 25 germinal an X; fol. 134, *id.* au garde général forestier du cantonnement de Guingamp, 25 fructidor an X.

162. Cf. plus haut, p. 10-11, note 14.



*Arrondissement de Loudéac.* — Commune du Gouray : forêt de Bosquen, 250 ha., revenu 2.000 fr.; de Langourla : bois du Parc, 168 ha., 1.844 fr.; d'Ilifault : taillis de la Brière; du Gouray : bois du Parc, 168 ha.; de Caurel : bois de Caurel, 250 ha.; de Plumieux : bois de Coëtlogon, 560 ha., 4.480 fr.; de Plémet, de Lescouët, de Plélauff, de La Ferrière, de Melionnec : bois divers. Total : 1.673 hectares.

*Arrondissement de Guingamp.* — Commune de Lanrodec : divers; de Saint-Péver : bois d'Avaugour, 335 ha., revenu 2.680 fr.; de Kerpers et Saint-Conan, de Belle-Isle : divers; de Plougouven et Louargat : forêt de Coat-an-Hay et Coat-an-Noz, 1.600 ha., revenu 12.800 fr. : commune de Coadout : divers; de Duault : forêt de Duault, 380 ha., 3.040 fr. de revenu; de Kergrist : divers, 159 ha., 1.272 fr. : de Glomel : divers, 182 ha., 1.456 fr.; de Paule : divers, 340 ha., 2.720 fr. Total : 3.376 hectares <sup>163</sup>.

La surveillance de ces bois était exercée concurremment par les agents des eaux et forêts et par le préfet et les sous-préfets. En l'an IX le sous-préfet de Guingamp signale des déprédations de particuliers dans la forêt de Duault; celui de Lannion, dans celle du Beffou <sup>164</sup>. De son côté le préfet, tant à l'instigation des ministres de la Police générale et des Finances que du conservateur de la 5<sup>e</sup> conservation forestière, invitait les sous-préfets à surveiller la gestion des gardes <sup>165</sup>. En messidor an XIII il interdit par arrêté de couper des baliveaux

163. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, Délibérations du conseil général (thermidor an VIII-prairial an X), fol. 50-51, état des forêts et bois nationaux (21 germinal an IX). Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. La superficie totale serait d'après cet état environ 10.229 hectares. J. PEUCHET, dans sa *Statistique élémentaire de la France*, p. 162 donne 12.147 « arpents métriques » de bois nationaux sur une superficie forestière totale de 46.780 arpents métriques pour le département.

164. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 264, Correspondance du sous-préfet de Guingamp avec le préfet (an VIII-an XI), fol. 34-35, le sous-préfet au préfet, 8 vendémiaire an IX; 2 M 1<sup>1</sup>, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures (an VIII-an X), fol. 72, le sous-préfet au préfet, 11 ventôse an IX.

165. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 125, Correspondance intérieure du préfet relative aux Domaines nationaux (an XIII-1806), fol. 60, le préfet aux sous-préfets du département, 1<sup>er</sup> prairial an XIII; 2 M 136, Correspondance extérieure, *id.* (an VIII-an XI), fol. 92-93, le préfet au conservateur de la 5<sup>e</sup> division forestière, à Rennes, 24 prairial an IX.

dans les bois pour en faire des « clapes » à battre la moisson <sup>166</sup>. Enfin nous voyons en septembre 1810 le sous-préfet de Lannion, en vue de rendre plus aisée la tâche de ceux-ci, prescrire aux maires des chefs-lieux de canton d'exiger de tout individu exposant en vente des plants forestiers un certificat du maire de leur commune attestant qu'ils étaient propriétaires ou fermiers de pépinières <sup>167</sup>.

L'aliénation de toute portion de ces bois, sous forme de coupes mises en adjudication ou autrement, nécessitait un arrêté consulaire, plus tard un décret impérial <sup>168</sup>.

Le revenu des bois domaniaux des Côtes-du-Nord qui avaient beaucoup souffert pendant la Révolution fut encore déficitaire en l'an X :

Revenu brut (Ventes de bois et accessoires) : 14.734 fr. ; frais d'exploitation à déduire : 18.492 fr. 98. Déficit : 3.758 fr. 98.

Par contre, dès l'année suivante la situation s'améliora considérablement et de l'an XI à 1810 le bilan de leur exploitation s'établit comme il suit :

An XI, revenu brut : 74.555 fr. 90 ; frais à déduire : 16.247 fr. 63. Revenu net : 58.308 fr. 27.

An XII, revenu brut : 55.801 fr. 55 ; frais à déduire : 16.878 fr. 73. Revenu net : 38.922 fr. 82.

An XIII, revenu brut : 30.185 fr. 15 ; frais à déduire : 16.343 fr. 73. Revenu net : 13.841 fr. 42.

1806, revenu brut : 42.943 fr. 70 ; frais à déduire : 18.610 fr. 67. Revenu net : 24.333 fr. 03.

1807, revenu brut : 52.944 fr. 47 ; frais à déduire : 20.018 fr. 39. Revenu net : 32.926 fr. 08.

166. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 12, Arrêtés du préfet relatifs aux établissements publics (an XII-1808), fol. 75-76, arrêté du 21 messidor an XIII. Cet abus fréquent, surtout dans l'arrondissement de Dinan, aboutissait à une véritable déprédation des forêts nationales. Art. 2 : « Les moissonneurs pourront se servir seulement de branches de houx ou d'autres arbres provenant de leurs propriétés ou concédés librement par les propriétaires. »

167. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités inférieures (1810-1811), fol. 86, le sous-préfet aux maires des chefs-lieux de canton, 5 septembre 1810.

168. Archives Nat., AFIV, Arrêtés consulaires et décrets impériaux, arrêté consulaire du 25 thermidor an XI; décret impérial du 25 prairial an XIII (forêt de Duault); *id.* du 22 brumaire an XIV; *id.* du 27 octobre 1806; *id.* du 18 septembre 1807; *id.* du 19 octobre 1808; *id.* du 9 et du 28 février 1810; *id.* du 1<sup>er</sup> septembre 1811.

1808, revenu brut : 42.911 fr. 47; frais à déduire : 20.383 fr. 17. Revenu net : 22.528 fr. 30.

1809, revenu brut : 52.565 fr. 76; frais à déduire : 20.275 fr. 83. Revenu net : 32.289 fr. 93.

1810, revenu brut : 44.517 fr. 90 frais à déduire : 20.344 fr. 39. Revenu net : 24.173 fr. 51<sup>169</sup>.

Les résultats manquent pour les quatre dernières années de l'Empire.

Indépendamment des impôts destinés à équilibrer les budgets de l'Etat et du département, les contribuables des Côtes-du-Nord sous le régime bonapartiste supportent des impôts communaux. La loi du 11 frimaire an VII avait peu de temps avant le coup d'Etat déjà doté les communes de l'autonomie financière. Les ressources destinées à faire face aux dépenses municipales étaient constituées par des centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle dans les limites du maximum fixé par le législateur, du 1/10<sup>e</sup> du produit des patentes, des revenus des biens communaux, de la location des places dans les halles, marchés, etc.<sup>170</sup>.

Enfin, un certain nombre de communes furent autorisées par des lois spéciales à percevoir sous forme d'octrois des impôts de consommation. Le Consulat et l'Empire changèrent peu de chose à ce système; ils se contentèrent de développer de préférence aux centimes additionnels communaux qui ne durent jamais dépasser le taux de 5 par franc (loi du 13 floréal an X), les droits de location et les octrois<sup>171</sup>. On s'en

169. Archives Nat., AFIV\*, 241-249, Secrétairerie d'Etat impériale, Finances : Contributions et revenus, tableau par départements (an X-1810), administration forestière. En l'an IX le conseil général estimait leur revenu moyen (sans doute brut) à 26.900 francs. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, état des forêts ... cité plus haut.

170. DUVERGIER, t. XI, p. 84-95.

171. DUVERGIER, t. XIII, p. 414, art. 12. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 784-786, les finances communales et J. BOURDON, *L'administration communale sous le Consulat* dans la *Revue des études napoléoniennes*, 1914, p. 289-304, déjà cité. La loi du 20 mars 1813 affecta à la caisse d'amortissement les revenus de biens ruraux, maisons et usines possédés par les communes en échange d'une rente. DUVERGIER, t. XVIII, p. 368-369. Nous possédons le chiffre global des centimes municipaux perçus dans le département, de l'an X à 1810, qui est donné par Archives Nat., AFIV\*, 241-249, déjà plusieurs fois cité : an X, 93.652 francs; an XI, 95.416 francs; an XII, 95.347 francs; an XIII, 95.492 francs; 1806, 96.080 francs; 1807, 100.291 francs; 1808, 118.720 francs; 1809, 117.603 francs; 1810, 118.309 francs.

convaincra en passant rapidement en revue le budget des principales communes. Voici par exemple le budget des recettes de la ville de Saint-Brieuc pour l'an XI (premier budget régulier). Les recettes montent à 30.938 fr., somme dans laquelle les centimes additionnels communaux n'entrent que pour 1.600 fr., le revenu des biens communaux 1.580 fr., les places aux halles 735 fr. La majeure partie des recettes est fournie par l'octroi : 25.800 fr.<sup>172</sup>. L'établissement de cet octroi avait été demandé par le conseil municipal dès le 22 pluviôse an VIII pour faire face aux dépenses de l'hospice civil, les centimes communaux étant absolument insuffisants. Cet octroi frappait surtout les boissons :

Vins, l'hectolitre 3 fr. ; eaux-de-vie et liqueurs, la « velte » 1 fr. ; cidre, poiré et bière par hectolitre 1 fr.

Les boissons transitant ou faisant entrepôt ne paieraient pas. Les bois à brûler ou de construction paieraient 0 fr. 50 la charretée ; les fagots ou bourrées, 0 fr. 25 ; le charbon de bois par charge de cheval, 0 fr. 25 ; le foin par millier ou 100 bottes, 1 fr. ; la paille par charretée, 0 fr. 50<sup>173</sup>.

Cet octroi était entré en activité le 8 floréal an VIII, avec approbation du préfet<sup>174</sup> ; 9 bureaux de perception et 14 préposés assurèrent le recouvrement sous la direction d'un receveur, Damar-Saint-Rivily qui déposa 12.000 fr. de caution et d'un inspecteur qui fut Boschat, puis Planazu (nivôse an IX)<sup>175</sup>.

Le 30 pluviôse an X la commission des octrois demanda l'extension ou le relèvement du tarif de l'octroi qui frapperait désormais, outre les matières indiquées plus haut, les pommes à cidre, le tabac, les draperies, soieries, merceries, chapel-

172. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 67-69, séance du 13 fructidor an X : budget de l'an XI. Sur les octrois en France au XIX<sup>e</sup> siècle, cf. faute de mieux l'article Octroi de la *Grande Encyclopédie*; M. BLOCK, *L'octroi; pourquoi il est conservé*, Paris, 1878, 1 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 784.

173. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an IX), séance du 22 pluviôse an VIII.

174. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics, hospices et octrois de bienfaisance (an VIII-an XI), fol. 2, arrêté du 8 floréal an VIII et Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an IX), fol. 113-114, séance du 7 floréal an VIII.

175. Archives mun. de Saint-Brieuc, *ibid.* et fol. 129, séance du 3 nivôse an IX.



leries, les drogueries, verreries, faïences et quincailleries<sup>176</sup>. Il ne fut pas donné suite immédiatement à ces projets.

Cette même année au X vit une modification importante s'accomplir dans le mode de perception des octrois des villes du département qui furent mis en adjudication et non plus régis directement. Le fermier de l'octroi de Saint-Brieuc fut un nommé Adam, adjudicataire pour la somme de 25.800 fr. (6 fructidor). Le citoyen Boschat ex-directeur de l'octroi prit désormais le titre de commissaire du Gouvernement pour la ferme des octrois<sup>177</sup>. Les choses se passèrent de la même manière dans les autres villes du département, Dinan, Lamballe, Tréguier, Quintin, Uzel, Guingamp, Lannion, Loudéac qui possédaient elles aussi déjà des octrois<sup>178</sup>.

L'octroi de Dinan, dont le tarif avait été élaboré par le conseil municipal dans sa séance du 19 germinal an VIII, avait été mis en vigueur par arrêté préfectoral du 4 prairial de la même année. Outre les boissons et les combustibles il frappait les animaux vivants et morts et différentes denrées d'épicerie<sup>179</sup>. Perçu d'abord directement par 1 inspecteur et 4 receveurs, il fut adjugé en l'an XI 19.500 fr. à un sieur Jardin<sup>180</sup>. Celui de Lamballe établi dès floréal an VIII, puis réorganisé par délibération du conseil municipal de pluviôse an IX et approuvé par arrêté préfectoral de germinal de la même année, frappait les boissons et le tan destiné aux tanneries de la ville. En l'an X il fut adjugé 13.900 fr. à un sieur Baray<sup>181</sup>. Celui de Tréguier fut organisé par arrêté préfectoral du 21 germinal an IX. Ainsi qu'il était naturel dans un port, il atteignait certains produits d'origine étrangère, vins d'Espagne, charbon de

176. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 41-59, séance du 30 pluviôse an X. Elle rédigea en même temps un mémoire tendant à la réunion du Légué à la commune de Saint-Brieuc qui fut adopté par le conseil et transmis au préfet.

177. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics ... (an VIII-an XI), fol. 129-131, arrêté du 6 fructidor an X.

178. *Ibid.*

179. Archives mun. de Dinan, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an VII-an X), fol. 181, séance du 19 germinal an VIII.

180. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 129-131, arrêté du 6 fructidor an X cité plus haut.

181. Archives mun. de Lamballe, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 6-10, séance du 18 pluviôse an IX et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 36-40, arrêté du 17 germinal an IX et fol. 129-131, arrêté du 6 fructidor an X déjà cité.

terre, graines de lin. L'adjudicataire en fut Bernard de Pontrioux pour une somme de 7.300 fr.<sup>182</sup>. Les octrois de Quintin et d'Uzel furent adjugés respectivement 10.400 et 3.700 fr. à François Reux de Quintin et à Kerphilippe d'Uzel; celui de Guingamp établi par arrêté du 21 messidor an IX fut adjugé 14.200 fr. à Jacques Pasquieu de La Roche-Derrien. Il frappait les boissons et les animaux. Celui de Lannion établi par arrêté du 16 prairial an X atteignait exclusivement les boissons; il fut adjugé 9.500 fr. à un certain Le Saux<sup>183</sup>. L'année suivante (4 fructidor an XI) c'est le tour de Loudéac de se voir imposer un tarif entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> vendémiaire an XII<sup>184</sup>.

Quelques jours plus tard (22 fructidor an XI) eut lieu une nouvelle adjudication des octrois. Cette fois l'adjudicataire de Dinan fut un certain Le Tourneux de Villegeorge de Rennes pour le prix de 20.000 fr. Le même Le Tourneux eut la ferme des octrois de Lamballe (14.000 fr.) et de Saint-Brieuc. A Quintin, ce fut François Reux pour 12.300 fr.; à Tréguier, Le Saux pour 7.600 fr.; à Uzel, Louis Onfroy-Kermoalquin de Guingamp pour 3.200 fr. Il ne semble pas qu'il y ait eu adjudication cette année-là à Guingamp, à Lannion ni à Loudéac<sup>185</sup>.

Le 3 vendémiaire an XII ce fut la commune de Belle-Isle-en-Terre qui est dotée d'un octroi<sup>186</sup>. Le 8 du même mois, dans une circulaire adressée aux maires du département, le préfet recommandait chaleureusement l'établissement des octrois comme le seul procédé sûr d'équilibrer les budgets municipaux<sup>187</sup>. Le 6 nivôse il était établi dans 15 communes rurales<sup>188</sup>, le 8 nivôse à Pontrioux<sup>189</sup>. Le 22 nivôse an XII le

182. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 42-45, arrêté du 21 germinal an IX.

183. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 141, fol. 52-56, arrêté du 21 messidor an IX et fol. 129-131, arrêté du 6 fructidor an X, plusieurs fois cité.

184. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics ... (an XI-an XIII), fol. 9-11, arrêté du 4 fructidor an XI.

185. *Ibid.*, fol. 21-23, arrêté du 22 fructidor an XI.

186. *Ibid.*, fol. 24-28, arrêté du 3 vendémiaire an XII.

187. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 221, Correspondance intérieure du préfet relative aux secours publics (an X-an XII), fol. 166-168, le préfet aux maires du département, 8 vendémiaire an XII.

188. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, Arrêtés du préfet relatifs aux secours publics (an XI-an XIII), fol. 39-40, arrêté du 6 nivôse an XII.

189. *Ibid.*, fol. 40-42, arrêté du 8 nivôse an XII.

tarif de l'octroi de Saint-Brieuc fut relevé, annulant celui de thermidor an VIII. D'autre part conformément au vœu du conseil municipal émis en l'an X, le Légué et le pont du Gouët furent rattachés à Saint-Brieuc au point de vue de l'octroi. Le produit fut réparti entre les communes de Saint-Brieuc et Plérin au prorata de leurs populations respectives<sup>190</sup>. Dans le courant du même mois on établit l'octroi à Goarec, Paimpol, Moncontour. Notons dans cette dernière ville une taxe pesant sur les « toiles de halles » ; 0 fr. 05 la pièce au-dessous de 20 aulnes, 0 fr. 10 la pièce au-dessus<sup>191</sup>. Le 4 ventôse an XII, c'est l'octroi de Lannion, dont le tarif est remanié comme il suit : 12 fr. la barrique de vin, 24 fr. celle d'eau-de-vie, 3 fr. celle de cidre et bière.

Le 8 prairial c'est celui de Guingamp. Le décalitre d'eau-de-vie paiera 0 fr. 80 de droit, l'hectolitre de vin rouge et blanc et de cidre introduit par les débitants, le double de celui introduit par le consommateur ordinaire (3 fr. et 1 fr. 15)<sup>192</sup>.

A la fin de l'an XII un rapport général au Premier Consul du conseiller d'Etat François, ayant le département des recettes et des dépenses des communes, donnait la situation suivante pour les Côtes-du-Nord au point de vue des octrois :

Arrondissement de Saint-Brieuc : 15 communes avec octroi, Dinan 5, Guingamp 4, Lannion 3, Loudéac 2, rapportant en tout 135.366 francs<sup>193</sup>.

Cette fin d'année XII le public fut prévenu que, par ordre du directeur général des Droits Réunis ayant le département des octrois, les octrois municipaux de Dinan, Guingamp, Lamballe, Lannion, Quintin, Saint-Brieuc, Tréguier et Uzel seraient mis en ferme pour 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIII; Loudéac et Belle-Isle-en-Terre seraient affermés pour une année<sup>194</sup>. L'adjudication donna les résultats suivants. Adjudicataires :

190. *Ibid.*, fol. 45-56, arrêté du 22 nivôse an XII.

191. *Ibid.*, fol. 57, arrêté du 23 nivôse; fol. 57-58, arrêté du 25 nivôse et fol. 58-59, arrêté du 26 nivôse an XII.

192. *Ibid.*, fol. 65-66, arrêté du 4 ventôse an XII.

193. Archives Nat., AFIV, 1078, Rapports du ministre des Finances à l'Empereur. Antoine François, dit François de Nantes (1756-1836) fut directeur général des Droits Réunis depuis le 6 germinal an XII jusqu'à la chute de l'Empire. cf. *Grande Encyclopédie*, art. François (de Nantes).

194. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 142, fol. 105-107, arrêté du 20 thermidor an XII.

*Dinan.* — Boutier-Villegat, de Dinan, et Le Tourneux-Villegeorge, de Rennes, pour la somme de 15.100 fr.

*Lamballe.* — Le Tourneux, 15.200 fr.

*Saint-Brieuc.* — Michel Adam, Le Saulnier Saudraye et Rouxel-Villeféron de Saint-Brieuc pour la somme de 43.000 fr. avec Rouxel-Villeféron du Légué comme caution.

*Loudéac.* — Louise-Marie-Joseph Le Mercier, veuve Mahé, 7.900 fr.

*Tréguier.* — Philippe Caron de Villars, 7.000 fr.

*Lannion.* — Joseph Blanchard de Guingamp, 12.000 fr.

*Belle-Isle-en-Terre.* — Charles Denise de Belle-Isle-en-Terre, 1.575 fr.

*Guingamp.* — Yves Buhot-Kersers, 15.800 fr.

*Quintin.* — François Reux, 15.100 fr.

*Uzel.* — Onfroy-Kermoalquin de Guingamp, 6.300 fr.<sup>195</sup>.

Dans le courant de l'an XIII, l'octroi est établi à Merdrignac, puis à Grâce, à Châtelaudren, dans 15 communes de l'arrondissement de Loudéac (dont Corlay), à Plénée-Jugon, Plaintel, Etalles et Rostrenen<sup>196</sup>. On voit le préfet intervenir par arrêtés pour annuler l'adjudication de Tréguier viciée par des manœuvres frauduleuses, interpréter le tarif et régler son mode de recouvrement à Saint-Brieuc, faire résilier le bail de Guingamp, partager entre Lannion et Loguivy-lès-Lannion, pour le faubourg de Kérampont, le produit de l'octroi. Sur 21.605 fr. 55 produit présumé de l'an XIII, Lannion se voyait attribuer 19.148 fr. 71 et Loguivy 2.456 fr. 84<sup>197</sup>.

Le 3 complémentaire an XIII, le tarif d'octroi de Dinan fut remanié conformément aux vœux du conseil municipal. Le 14 frimaire an XIV le bail passé avec Le Tourneux-Villegeorge concernant cet octroi fut résilié et adjugé 23.300 fr. à

195. *Ibid.* Les mises à prix étaient pour Saint-Brieuc, 31.528 francs; Dinan, 15.000 francs; Guingamp, 15.000 francs; Lannion, 11.000 francs; Loudéac, 5.200 francs; Lamballe, 15.000 francs; Tréguier, 6.600 francs; Belle-Isle-en-Terre, 1.240 francs; Quintin, 12.300 francs; Uzel, 5.200 francs.

196. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>2</sup>, fol. 117, arrêté du 4; fol. 122, arrêté du 12; fol. 123, arrêté du 13; fol. 123-124, arrêté du 14 vendémiaire; fol. 138, arrêté du 9 brumaire an XIII; 3 K 14<sup>3</sup> (an XIII-1807), fol. 20, arrêté du 18 ventôse et fol. 30-36, arrêté du 17 prairial an XIII.

197. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>2</sup>, fol. 110-111, arrêté du 6 fructidor; fol. 115, arrêté du 15 fructidor an XII; fol. 118, arrêté du 6 vendémiaire; fol. 121-122, arrêté du 11 vendémiaire an XIII; 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 8, arrêté du 16 frimaire et fol. 9-10, arrêté du 1<sup>er</sup> nivôse an XIII.



Louis Lhermitte de Dinan moyennant le paiement d'une indemnité de 1.258 fr. 33 au fermier évincé<sup>198</sup>. Un certain nombre d'octrois de communes d'importance secondaire furent affermés pour un an. Citons parmi elles Pontrieux, La Roche-Derrien, Châtelaudren, Plancoët, Matignon, Evran<sup>199</sup>. Le 17 mai 1806, relèvement de l'octroi de Guingamp; le 1<sup>er</sup> juillet relèvement de celui de Loudéac.

Le 10 mars 1807, celui de Lamballe fut remanié : les taxes additionnels portant sur les débitants furent supprimées. Le 20 août, c'est le tarif de Châtelaudren qui est approuvé. Le même jour un arrêté de principe du préfet homologue les tarifs des octrois de Lannion, Loudéac, Moncontour, Paimpol, Pontrieux, Quintin, Saint-Brieuc, Tréguier et Uzel. On remarque dans ces nouveaux tarifs, qui furent approuvés, sauf quelques modifications, par le directeur des Droits Réunis (septembre) la suppression de la différence des droits payés par les débitants et de ceux payés par les simples consommateurs<sup>200</sup>. D'autre part, cet arrêté détermine le procédé suivant lequel l'octroi doit être perçu dans les communes rurales. La perception doit ou se faire en régie directe ou affermée. Si elle se fait en régie directe, elle doit être confiée autant que possible au secrétaire de mairie. À cette date 22 communes rurales demandaient à établir des octrois : savoir 18 dans l'arrondissement de Guingamp, 2 dans celui de Dinan, 2 dans celui de Loudéac.

Pour ces 20 communes, le tarif uniforme sera le suivant : 1 fr. 20 par décalitre d'eau-de-vie, 2 fr. 50 par hectolitre de vin, 0 fr. 50 par hectolitre de cidre.

Ces communes, en outre, percevaient des droits sur le bétail<sup>201</sup>. Un arrêté du 15 septembre 1807 nomme toute une série de préposés d'octroi : à Lamballe, 1 contrôleur et 6 commis; à Quintin, 1 receveur et 2 commis; à Saint-Brieuc,

198. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 43-44, arrêté du 3 complémentaire an XIII et fol. 46-47, arrêté du 22 vendémiaire an XIV; fol. 57-62, arrêté du 15 frimaire an XIV.

199. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 56-57, arrêté du 14 frimaire an XIV et fol. 57-62, arrêté du 15, cité ci-dessus.

200. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 14<sup>3</sup>, fol. 96-97, arrêté du 17 mai 1806; fol. 180-189, arrêté du 10 mars 1807; 3 K 7<sup>23</sup>, Arrêtés du préfet relatifs aux octrois et aux contributions indirectes (1807-1811), fol. 7-17 et 17-19, arrêtés du 20 août 1807; fol. 19-26, arrêté du 8; fol. 27, arrêté du 12 septembre 1807.

201. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>23</sup>, fol. 19-26, arrêté du 8 septembre 1807 cité ci-dessus.

1 inspecteur, 2 commis ambulants attachés au bureau central et 11 commis répartis dans différents bureaux; à Lannion, 1 préposé principal et 2 préposés; à Tréguier, Loudéac et Uzel, 1 préposé principal et 1 préposé<sup>202</sup>.

Le 23 octobre de la même année, l'octroi est établi d'office dans 29 communes de l'arrondissement de Dinan dont le budget était déficitaire<sup>203</sup>. Le 3 novembre, le tarif de Guingamp est de nouveau remanié : les droits sur le sucre et le café sont supprimés, ceux sur le cidre et la bière réduits, ceux sur l'eau-de-vie relevés<sup>204</sup>.

Le 13 juin 1808, à la suite d'une demande du conseil municipal de Saint-Brieuc, le tarif de l'octroi est encore augmenté. Les droits sur le cidre et la bière sont accrus, la paille est atteinte pour la première fois<sup>205</sup>. Il en est de même en décembre de celui de Quintin<sup>206</sup>. A la même date, en exécution de la loi de finances du 25 novembre, un droit d'entrée sur les boissons, perçu au profit du Trésor, vient se superposer aux droits d'octrois municipaux dans les villes de 2.000 âmes et au-dessus<sup>207</sup>. L'année suivante, le décret du 17 mai 1809 codifie les dispositions législatives ou réglementaires relatives aux octrois : il se traduit en décembre 1810 par un relèvement des droits d'octrois à Saint-Brieuc et à Quintin<sup>208</sup>. Celui de Saint-Brieuc subit d'ailleurs une nouvelle modification en 1811<sup>209</sup>. De plus, aux termes de l'article 165, la surveillance de cette perception s'exerce désormais sous le contrôle de l'administration des Droits Réunis<sup>210</sup>. En conséquence nous voyons le préfet viser en 1810 la commission de Debruc, contrôleur principal des Droits Réunis, préposé à la surveillance des octrois de Saint-Brieuc et environs; et en 1811 celle de

202. *Ibid.*, fol. 28, arrêté du 15 septembre 1807.

203. *Ibid.*, fol. 41, arrêté du 23 octobre 1807.

204. *Ibid.*, fol. 45-46, arrêté du 3 novembre 1807.

205. *Ibid.*, fol. 102-104, arrêté du 13 juin 1808.

206. *Ibid.*, fol. 119, arrêté du 7 décembre 1808.

207. *Ibid.*, fol. 120-121, arrêté du 23 décembre 1808. Cf. DUVERGIER, t. XVI, p. 360, article 18.

208. DUVERGIER, t. XVI, p. 414-426, règlement relatif aux octrois municipaux et de bienfaisance, 17 mai 1809 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>28</sup>, fol. 155-174 et 175-176, arrêtés du 8 décembre 1810.

209. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>28</sup>, fol. 189-192, arrêté du 29 août 1811.

210. DUVERGIER, t. XVI, p. 425.

Toulgoët pour Dinan <sup>211</sup>. En 1811, l'octroi de Dinan est remis en régie; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1812 la perception en est confiée à un receveur, deux commis ambulants et cinq préposés sédentaires <sup>212</sup>. Le 6 mars 1812 l'octroi de Quintin est encore augmenté <sup>213</sup>. Quelques semaines auparavant, le 8 février de la même année, avait paru un décret qui confiait à l'administration des Droits Réunis la perception des octrois municipaux; nouvel et suprême empiètement du pouvoir central sur les franchises communales en matière financière <sup>214</sup>.

Ces augmentations de tarifs, qui, sauf quelques exceptions, suivirent une marche continuellement ascendante (à Saint-Brieuc, l'hectolitre de vin qui payait 2 fr. en l'an X, paie 5 fr. 70 en 1811), grevaient très lourdement les populations <sup>215</sup>. Les octrois étaient presque aussi impopulaires que les Droits Réunis <sup>216</sup>.

Avec les octrois les droits de location dans les marchés et les foires constituaient pour quelques communes des ressources appréciables. On a vu précédemment le conseil municipal de Saint-Brieuc faire état dans son budget de l'an XI d'une recette de 735 francs provenant de la location de places aux halles <sup>217</sup>. Mais c'étaient surtout les foires qui donnaient lieu à la perception de ces droits : les arrêtés du préfet autorisant les conseils municipaux nous le prouvent surabondamment. A la foire de Montbran, en Pléboulle, un arrêté préfectoral du 28 thermidor an XI fixe toute une série de droits « d'échoppe »; de même à Uzel et à Loudéac. En l'an XII c'est le tour de Broons et de Pontrieux; en l'an XIII de Corlay, de Grâce, de Merdrignac, de La Roche-Derrien, de La Chèze et de Langast;

211. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>28</sup>, fol. 157, arrêté du 5 décembre 1810 et 3 K 7<sup>29</sup> (1811-1812), fol. 1, arrêté du 13 novembre 1811.

212. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>29</sup>, fol. 2, arrêté du 23 décembre 1811.

213. *Ibid.*, fol. 7-10, arrêté du 6 mars 1812.

214. DUVERGIER, t. XVIII, p. 197-198.

215. Archives mun. de Saint-Brieuc, D, Registre de délibérations du conseil municipal (an IX-an XII), fol. 41-49, séance du 30 pluviôse an X et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 7<sup>28</sup>, fol. 189-192, arrêté du 29 août 1811.

216. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 264, Correspondance du sous-préfet de Guingamp (an VIII-an XI), fol. 63-64, le sous-préfet de Guingamp au préfet, 9 pluviôse an IX.

217. Cf. plus haut, p. 308. De même à Uzel, Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>2</sup>, fol. 38, arrêté du 16 fructidor an XII.

en 1806 de Plœuc, de Mûr, de La Motte et de La Prénessaye<sup>218</sup>. Dans le cours de 1808 un certain nombre de ces tarifs furent homologués par le ministre de l'Intérieur<sup>219</sup>. Ces droits étaient tantôt perçus directement (c'était le cas à Corlay, La Roche-Derrien, Plœuc, La Motte) tantôt affermés (c'était le cas à Loudéac, où ils rapportaient 860 fr. par an et à Uzel 760 fr.)<sup>220</sup>.

CONCLUSION. — Au total, qu'il s'agisse de fiscalité directe ou indirecte, d'impôts d'Etat ou de taxes communales, l'impression qui se dégage du tableau précédent, c'est celui du poids croissant des charges supportées par les contribuables pendant les quinze années du régime consulaire et impérial.

Sans doute ce régime, conservant l'essentiel des conquêtes de la Révolution, a eu le mérite de doter la France d'un système simple, clair et équitable dans ses grandes lignes. Ceux des rédacteurs des Cahiers de 1789 qui vivaient encore en l'an VIII ont pu être satisfaits. Egalité des Français devant l'impôt, vote annuel du budget par le Corps législatif, répartition par les assemblées élues, progrès indéniable dans la perception, allègement des impôts indirects, suppression des douanes intérieures, sur tous ces points, ils ont obtenu satisfaction. Satisfaction de principe, s'entend, car le régime impérial a une façon à lui d'appliquer les textes constitutionnels. On sait ce que valaient le consentement et le contrôle du Corps législatif en matière budgétaire, surtout depuis la suppression du Tribunat; et la description que nous avons faite précédemment des assemblées locales — conseil général, conseils d'arrondissement, conseils municipaux — a édifié le lecteur sur leur indépendance et leur hardiesse dans le domaine financier comme dans les autres domaines administratifs. Il

218. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, fol. 174-175, arrêté du 28 thermidor et fol. 181, arrêtés du 19 fructidor an XI; 3 K 12, fol. 23, arrêté du 13 germinal; fol. 35, arrêté du 19 thermidor an XII; fol. 42-43, arrêté du 4 vendémiaire; fol. 44, arrêté du 11 vendémiaire; fol. 51, arrêté du 7 frimaire; fol. 65, arrêté du 1<sup>er</sup> germinal; fol. 85, arrêté du 26 fructidor an XIII; fol. 123, arrêté du 10 mai; fol. 129, arrêté du 24 juin; fol. 130, arrêté du 30 juin; fol. 134, arrêté du 6 septembre 1806.

219. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 13 (1808-1814), fol. 18-20, arrêté du 20 septembre et du 15 novembre 1808. Quelques-uns de ces droits furent supprimés comme ne rapportant rien : p. ex. à La Roche-Derrien et à Mûr.

220. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 11, fol. 181, arrêtés du 19 fructidor an XI; 3 K 12, fol. 51, arrêté du 7 frimaire an XIII; fol. 90, arrêté du 19 vendémiaire an XIV.



vient d'ailleurs un moment où l'Empereur, usant de l'argument du salut public, se passe du vote de ces assemblées et par simple voie de décret proroge les budgets et même les double et les triple par des additions au principal et aux centimes additionnels. Les aides et la Ferme du tabac ressuscitent sous le nom de Droits Réunis et peu s'en faut qu'il n'en soit de même de la gabelle avec l'impôt sur le sel. Et que les exigences des traites à côté de la tyrannie du régime du Blocus continental ?

Quant aux chiffres, ils sont éloquentes. Négligeons le produit des contributions indirectes, de l'enregistrement et des douanes, trois catégories de revenus auxquelles l'Empire a pourtant demandé d'importantes ressources, et tenons-nous en aux contributions directes pour lesquelles nous sommes mieux renseignés. En choisissant trois points de repère, l'an IX, 1809, 1813, le levant, le zénith et le couchant du régime, nous arrivons aux résultats suivants :

An IX : montant d'ensemble des contributions directes (centimes additionnels compris) : foncière, 2.001.000 fr.; mobilière, 265.650 fr.; portes et fenêtres, 99.056 fr. 20; patentes, 123.525 fr. 88. Total : 2.489.232 fr. 08.

1807 : foncière, 2.150.400 fr.; mobilière, 285.088 fr.; portes et fenêtres, 94.160 fr.; patentes, 92.149 fr. Total : 2.621.797 fr.

1813 : foncière, 2.633.851 fr. 02; mobilière, 542.283 fr. 23; portes et fenêtres, 120.213 fr. 25; patentes, 126.934 fr. 78. Total : 3.423.282 fr. 28 <sup>221</sup>.

Après une élévation modérée correspondant aux années heureuses du Consulat et de l'Empire, la progression depuis Tilsitt jusqu'à Fontainebleau a été rapide et considérable.

On souhaiterait pouvoir instituer des comparaisons précises avec les trois autres départements, des Bouches-du-Rhône, du Pas-de-Calais et de la Côte-d'Or. Malheureusement les chiffres ne nous ont point été fournis pour ce dernier département et sont fort incomplets pour les deux premiers : ils ne s'étendent pas au delà de 1810. Cependant un simple coup d'œil nous révèle

221. Cf. plus haut, p. 274-282. Nous avons préféré les chiffres de 1813 à ceux de 1814 en raison de notre incertitude au sujet du montant exact des patentes pour cette dernière année. En admettant celui de 98.867 fr. 16 que nous avons indiqué comme probable, et en l'ajoutant au produit de la foncière (2.970.800 francs), de la personnelle-mobilière (541.184 francs) et des portes et fenêtres (180.616 francs), on obtient un total de 3.791.467 fr. 16 qui dépasse encore celui de 1813.

qu'au point de vue foncier les Côtes-du-Nord en l'an IX se situent à égale distance du Pas-de-Calais, aux riches cultures (3.684.034 fr.) et des Bouches-du-Rhône, où la fortune de Marseille ne compense pas la stérilité des maigres terres provençales (1.580.000 fr.)<sup>222</sup>. Pour la même année les Bouches-du-Rhône paient il est vrai 553.500 fr. de contribution personnelle-mobilière, contre 490.332 fr. (Pas-de-Calais) et 265.650 fr. (Côtes-du-Nord), ce qui s'explique par l'importance de l'agglomération marseillaise<sup>223</sup>. En 1807, dans les deux départements pour ces deux contributions, il y a faible accroissement et même diminution.

Pas-de-Calais : foncière, 4.182.941 fr. 03; mobilière, 552.816 fr. 36. Bouches-du-Rhône : foncière, 1.520.000 fr.; mobilière, 577.800<sup>224</sup>, ce qui confirme nos conclusions particulières pour les Côtes-du-Nord. Pas de renseignements sur la situation financière de ces départements pendant la dernière période de l'Empire. En ce qui concerne les Droits Réunis, le mécontentement paraît avoir été plus vif dans la Côte-d'Or, pays de riche production viticole, que chez les pauvres buveurs de cidre du pays de Saint-Brieuc et Tréguier; il a même frisé en 1808 la rébellion ouverte.

Partout, une fois passée la « lune de miel » du Consulat, le gouvernement impérial semble avoir eu la main lourde au point de vue fiscal à l'égard de la France, presque aussi lourde qu'au point de vue policier. Et pour mettre davantage encore à l'épreuve le loyalisme et le dévouement « des fidèles sujets de Sa Majesté Impériale et Royale » les exigences en hommes viendront s'ajouter aux exigences pécuniaires.

222. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône*, p. 215; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais* ..., p. 155. Aucune précision pour la Côte-d'Or dans P. VIARD, *op. cit.* Il se contente simplement d'indiquer (p. 46-47) que les impôts directs même au début du régime bonapartiste ne rentrent pas partout facilement et qu'on est parfois obligé d'avoir recours aux garnisaires. Pour l'Ille-et-Vilaine, L. BENAERTS, *op. cit.*, p. 141, donne 2.300.000 francs.

223. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône*, p. 216; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais* ... p. 155; L. BENAERTS donne 362 250 francs pour l'Ille-et-Vilaine, p. 141.

224. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône*, p. 221; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais* ... p. 157.

225. Aucun renseignement dans les ouvrages de G. SAINT-YVES, FOURNIER et CHAVANON cités plus haut, cf. P. VIARD, p. 249-253.

## DEUXIÈME PARTIE

### Les Levées d'hommes et la Défense des côtes

---

- I. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — Les charges militaires : armée royale et logement; milice proprement dite; milice garde-côtes; milice bourgeoise. — L'inscription maritime. — Les Cahiers de doléances et les charges militaires.
- II. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La garde nationale et les bataillons de volontaires; la réquisition et la levée en masse; la fabrication du salpêtre; la défense des côtes contre les croisières anglaises.
- III. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les charges militaires : les généraux commandant la 13<sup>e</sup> Division et le département; la conscription (taux annuel, examen, réfractaires et déserteurs); les gardes d'honneur; les gardes nationaux; les canonniers garde-côtes; les charges matérielles annexes (logement des troupes, réquisition des grains, fustils, chevaux, logement des prisonniers de guerre). — Les charges maritimes : l'inscription maritime; la course et les corsaires de Paimpol; la défense fixe des côtes (l'île Bréhat et les Sept-Iles); la défense mobile.

CONCLUSION. — Charges militaires croissantes et insécurité chronique du littoral sous le Consulat et l'Empire. Comparaison avec la Côte-d'Or.

#### I. — LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LES ÉVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

La France d'Ancien Régime ignorait, comme on le sait, le service obligatoire. Cela ne veut pas dire qu'elle n'avait à supporter aucune charge militaire. Les régiments royaux recrutés par enrôlements volontaires ou mieux par racolement étaient logés ou casernés aux frais des villes ou des provinces<sup>1</sup>. En outre, depuis la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le gouver-

1. Sur les institutions militaires de la France avant 1789 en général, cf. A. RAMBAUD, *Histoire de la civilisation française*, t. II, chap. XI, l'armée au XVII<sup>e</sup> siècle et chap. XII, l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (avec indications bibliographiques); Marcel MARION, *Dictionnaire des institutions de la France*, articles Armée et Recrutement (bien sommaires); A. DURUY, *L'armée royale en 1789*, Paris, 1888, 1 vol. in-12; A. BABEAU, *La vie militaire sous l'Ancien Régime*, Paris, 1890, 2 vol. in-8°; L. MENTION, *L'armée de l'Ancien Régime de Louis XIV à la Révolution*, Paris, s. d. (1900), 2 vol. in-8°; G. GIRARD, *Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV. Racolage et milice (1701-1715)*, Paris, 1922, 1 vol. in-8°; A. NAVREAU (L<sup>b</sup>), *Le logement des gens de guerre de 1439 à 1789*, Poitiers, 1924, 1 vol. in-8°.

nement royal, toujours à court d'hommes, avait pris l'habitude de lever, d'abord en temps de guerre seulement et d'une façon intermittente, puis d'une façon permanente, des régiments de milice provinciale, recrutés par voie de tirage au sort parmi les paysans <sup>2</sup>.

Dans les provinces maritimes, une autre espèce de milice existe : c'est la milice garde-côtes. Aux termes de l'ordonnance de marine de 1681, « dans une zone de deux lieues sur toutes les côtes du royaume, tous les habitants en état de porter les armes sont assujettis au service des batteries côtières. Ceux d'entre eux qui sont les plus propres au maniement des armes forment des compagnies franches qui s'exercent une fois par mois en temps de paix et en cas de guerre se portent sur tous les points menacés » <sup>3</sup>. Enfin, les villes entretenaient des compagnies de milice bourgeoise, théoriquement appelées en cas de siège à concourir à la défense des places, mais qui n'étaient guère en fait, surtout dans les villes ouvertes, que des troupes de police et de parade <sup>4</sup>. A la tête de cette organisation hétéroclite et de médiocre valeur, l'Ancien Régime avait placé dans chaque province une hiérarchie surabondante et coûteuse : gouverneurs généraux, commandants en chef, lieutenants de Roi et gouverneurs particuliers <sup>5</sup>.

En 1789, Saint-Brieuc était occupé depuis le mois de mars par le régiment du Poitou à l'effectif de 1.145 hommes et de 2 bataillons de 5 compagnies chacun. Son colonel était le marquis de Saint-Chamans, « absent, à Paris », ainsi que le lieutenant-colonel Chevalier de Bévry. Le commandement

2. Sur la milice sous l'Ancien Régime, cf. A. BABEAU, *Le recrutement territorial sous l'Ancien Régime. Etude sur la milice dans la Champagne méridionale*, Paris, 1877, in-8°, pièce; J. GEBELIN, *Histoire des milices provinciales (1688-1791). Le tirage au sort sous l'Ancien Régime*, Paris, 1882, 1 vol. in-8°; Maurice SAUTAI (capitaine), *Les milices provinciales sous Louvois et Barbezieux (1688-1697)*, Paris, 1909, 1 vol. in-8°; M. MARION, *Dictionnaire*, art. Milice.

3. L. HENNET, *Les milices garde côtes*, Paris, 1886, 1 pièce in-8° et surtout G. TOUDOUZE, *La défense des côtes de Dunkerque à Bayonne au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°, p. 165-190; M. MARION, *Dictionnaire des institutions*, art. Milice garde-côtes (très sommaire).

4. M. MARION, *Dictionnaire*, art. Milice. « Les anciennes milices continuèrent à exister sous la monarchie absolue mais n'eurent plus guère qu'une existence purement nominale. Elles ne faisaient guère que figurer dans les cérémonies publiques ou que participer d'une façon très restreinte au service du guet ».

5. M. MARION, *Dictionnaire*, art. Gouvernements, Gouverneurs.



effectif était exercé par le major de Falgueriette. Saint-Brieuc ne possédant pas de caserne, les soldats étaient logés chez l'habitant<sup>6</sup>.

En ce qui concerne la milice proprement dite, nous ne savons pas exactement, faute d'une bonne étude sur les milices provinciales bretonnes, à quel chiffre s'élevait le contingent demandé au pays de Saint-Brieuc et Tréguier, ni quelle utilisation en était faite. Ce contingent ne devait pas dépasser selon toute vraisemblance quelques centaines d'hommes, puisque l'effectif total de la milice bretonne depuis 1765 est de 4.260 hommes, groupés en 6 bataillons (contingent annuel de la Bretagne, 710 hommes; service variant de 4 à 6 ans). Réunis par paroisse de manière à former une compagnie, les miliciens en temps de paix sont convoqués annuellement au mois de mai, à Rennes et à Vannes, pour une période d'exercices et mobilisés en temps de guerre. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment pendant la guerre de Succession d'Autriche et celle de Sept Ans, des détachements de miliciens de Saint-Brieuc avaient combattu aux Pays-Bas et sur le Rhin<sup>7</sup>.

La milice garde-côtes créée comme on l'a dit par l'ordonnance de 1681 et plusieurs fois réorganisée, notamment en 1778, sous le nom de canonniers garde-côtes, comprenait en Bretagne 100 compagnies, à l'effectif chacune d'une quarantaine d'hommes, groupées en 20 divisions. Dans la région qui nous intéresse, Matignon, Lanvollon, Tréguier, Lannion, Plestin étaient des chefs-lieux de division. La milice garde-côtes se recrutait exclusivement dans les paroisses du littoral, par voie de tirage au sort, comme les milices provinciales. Le service y était de 5 ans au lieu de 6 et passait pour moins dur

6. Sur l'organisation militaire de la Bretagne avant 1789, en général, cf. A. DE GOUË, *Des charges et obligations militaires imposées à la Bretagne depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1789*, Paris, 1906, 1 vol. in-8° (thèse de droit, médiocre) et H. BINET (L<sup>h</sup>), *L'administration militaire des Etats de Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle* dans le *Bulletin historique et philologique*, 1910, p. 179-207. Sur la garnison de Saint-Brieuc, cf. E. GALMICHE, *La vie militaire à Saint-Brieuc sous l'Ancien Régime et au début de la Révolution* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXXIV, année 1920, p. 129-143.

7. M. SAUTAI (capitaine), *Les milices provinciales sous Louvois et Barbezieux (1688-1697)*; Ch. DE LA LANDE DE CALAN, *La défense des côtes de Bretagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, Vannes, 1892, 1 vol. in-8° (extrait de la *Revue de Bretagne et Vendée*) et surtout A. DE GOUË, *op. cit.*, p. 47. Cf. aussi H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne...*, p. 355-362 (Les paysans et la milice).

parce que les soldats ne quittaient pas le pays<sup>8</sup>. En 1675, les miliciens garde-côtes de Plérin et Saint-Brieuc, renforcés de miliciens bourgeois, prirent d'assaut une frégate d'Ostende qui venait de s'échouer sur la pointe du Roselier. En récompense, le Roi fit don de six canons à la ville de Saint-Brieuc. Au siècle suivant, un autre contingent de miliciens garde-côtes de la région de Dinan participa à titre de corps de réserve à l'affaire de Saint-Cast<sup>9</sup>.

Enfin, quelques-unes des villes bretonnes avaient des compagnies de milice bourgeoise, notamment Saint-Brieuc et Lamballe. Troupes de police et de parade, a-t-on dit plus haut, mais qui toutefois n'étaient pas absolument dépourvues de valeur militaire. Nous avons vu tout à l'heure celle de Saint-Brieuc se distinguer, en 1675, à l'affaire du Roselier en compagnie des miliciens garde-côtes. Elle recommença au XVIII<sup>e</sup> siècle un exploit du même genre et cette fois il semble qu'elle opéra seule. En 1780, un corsaire de Saint-Malo, l'*Enjôleur*, armé de 28 canons, menacé par deux frégates anglaises de 40, se réfugia dans la baie et se jeta à la côte. L'ennemi se préparait à débarquer et à s'emparer du navire échoué; mais la milice bourgeoise apparut et par sa ferme attitude sauva l'*Enjôleur*. Nous ignorons quel pouvait être l'effectif de cette troupe; du moins nous en connaissons les cadres à la même époque. Le commandant, qui était en même temps le maire de Saint-Brieuc Poulain-Corbion, avait sous ses ordres 1 major, 1 aide-major, 7 capitaines, 7 capitaines en second et 7 lieutenants<sup>10</sup>.

8. *Almanach de Bretagne* pour 1786. Canonniers garde-côtes, cf. Ch. DE LA LANDE DE CALAN, *La défense des côtes en Bretagne...*, et *La réforme de la milice garde-côtes en 1756* dans le *Bulletin archéologique de l'Association Bretonne*, année 1891, p. 259-264; A. DE GOUË, *Les charges militaires...*, p. 62-63 (donne le chiffre de 1.200 canonniers pour l'évêché de Saint-Brieuc et de 1.520 pour celui de Tréguier d'après l'ordonnance de 1778); H. BINET (capitaine), *La défense des côtes de Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle. Etudes et documents* dans la *Revue de Bretagne*, 1910, t. I<sup>er</sup>, p. 57-72, 113-129, 169-189 et 225-247; t. II, p. 225-248; 1911, t. I<sup>er</sup>, p. 112-180; 1912, t. I<sup>er</sup>, p. 236-253, 304-311 et 352-358; t. II, p. 5-23 et 80-93; 1913, t. I<sup>er</sup>, p. 123-147, 172-176, 259-265 et 300-308. Sur les paysans et la milice garde-côtes, cf. H. SEE, *Les classes rurales...*, p. 362.

9. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 64; A. DE LA BORDERIE et B. POCQUET, *Histoire de Bretagne*, t. VI, p. 265 et 269. Les miliciens proprement dits qui participèrent à l'action en compagnie des troupes de ligne et des volontaires — gentilshommes et bourgeois du pays — n'étaient pas bretons.

10. Sur la milice bourgeoise des villes bretonnes en général, cf. A. DUPUY, *Etudes sur l'administration municipale en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 80<sup>a</sup>-87<sup>a</sup>.

Toutes ces forces, de valeur militaire très inégale, relevaient du gouverneur général qui était, en 1786, le duc de Penthièvre, assisté d'un commandant en chef, d'un commandant en second, de 2 lieutenants généraux, l'un pour le comté Nantais, l'autre pour les 8 autres évêchés, et de 3 lieutenants de Roi. Un de ceux-ci avait sous ses ordres les évêchés de Quimper, Léon, Tréguier et Saint-Brieuc. Il y avait, en outre, 10 gouverneurs particuliers de places fortes, dont 1 à Dinan <sup>11</sup>.

Enfin, l'on aura une idée à peu près complète des charges militaires pesant sur le pays de Saint-Brieuc et de Tréguier avant 1789 si l'on joint à ce qui précède l'inscription maritime. Introduite en Bretagne dès 1669 par ordonnance royale, cette institution aurait fourni en 1691 17.342 matelots pour toute la Bretagne : chiffre du reste des plus suspects <sup>12</sup>. D'autre part, nous ignorons la part contributive dans ce total des évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier. Un « Rôle général de tous les officiers et matelots de la province de Bretagne servant sur les vaisseaux du Roi », arrêté vingt ans plus tôt, en mars 1671, et répartissant les matelots âgés de 18 à 50 ans en cinq classes, donne les résultats suivants : évêché de Tréguier : 1<sup>re</sup> classe, 166 hommes; 2<sup>e</sup> classe, 167; 3<sup>e</sup> classe, 172; 4<sup>e</sup> classe, 168; 5<sup>e</sup> classe, 169; les paroisses de Tréguier, Pleumeur-Bodou, Saint-Quay étant les plus fortement mises à contribution. Evêché de Saint-Brieuc : 1<sup>re</sup> classe, 381 hommes; 2<sup>e</sup> classe, 340; 3<sup>e</sup> classe, 345; 4<sup>e</sup> classe, résultats incomplets; 5<sup>e</sup> classe, 346; les paroisses d'Etables et Binic, Bréhat, Saint-Cast, Ploubazlanec fournissant le plus gros chiffre d'inscrits <sup>13</sup>. En 1784,

Sur celle de Saint-Brieuc, cf. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 190 et 191; J. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHÉLÉMY, *Anciens évêchés de Bretagne*, t. II, p. 96-98. Sur celle de Lamballe en 1744, cf. C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques...*, p. 74-75.

11. *Almanach de Bretagne* pour 1786. Etat militaire; RUFFELET (abbé), *Annales briochines* donne la liste des gouverneurs de Saint-Brieuc. Pour Lamballe, cf. C.-J.-B. QUERNEST, *op. cit.*, p. 133-134; pour Dinan, L. ODORICI, *op. cit.*, p. 400-402.

12. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 223; A. DE GOUË, *op. cit.*, p. 101. Recrutement des équipages de la flotte.

13. *Rôle général de tous les officiers marins et matelots de la province de Bretagne contenant leurs âges, qualités, signaux et demeure, ensemble leur rang de service sur les vaisseaux du Roi, divisés en 5 classes arrêté à Brest le 15<sup>e</sup> jour du mois de mars 1671*, Paris, 1671, 1 vol. in-fol. Evêché de Tréguier.

une ordonnance avait définitivement réorganisé l'inscription maritime et divisé le littoral en six départements au point de vue du recrutement des matelots : chaque département se subdivisait lui-même en quartiers et les quartiers en syndicats. Le département de Brest comprenait 20 quartiers, parmi lesquels Dinan, Saint-Brieuc et Tréguier <sup>14</sup>.

Les Cahiers de doléances de 1789 nous laissent entrevoir comment les populations s'accommodaient de ce régime. La ville de Lamballe, gîte d'étapes sur la grande route de Brest, réclame contre « les fréquents passages de troupes qui sont une surcharge accablante pour une grande partie des habitants ». Il serait « d'une justice indispensable » qu'elle pesât sur tous indistinctement ou qu'on fît « un fonds pour l'achat de lits qui seraient répartis en différents dépôts et distribués dans les casernes de villes de garnison et de passage... ; il ne serait pas nécessaire de construire de nouvelles casernes, on trouvera toujours assez de maisons particulières ; l'embarras est de se procurer un nombre suffisant de lits. Il répugne à l'humanité de s'emparer de celui des malheureux ; il n'est point de charge publique plus dure » <sup>15</sup>. Les habitants de Moncontour (art. 4.) « se plaignent de la levée des milices par le sort et demandent en conséquence que cette levée soit abolie et, en événement cependant qu'elle soit jugée nécessaire pour l'entretien de l'Etat, les dits habitants réclament et ne cesseront jamais de réclamer la suppression des exemptions jusqu'ici accordées aux domestiques des deux ordres privilégiés » <sup>16</sup>.

Mêmes plaintes à Guingamp au sujet du logement des troupes et de la milice <sup>17</sup>. Belle-Isle-en-Terre ajoute que les soldats qui passent et repassent sans cesse dans cette paroisse allant de Morlaix à Guingamp en maltraitent les habitants « qui ne savent pas le français » <sup>18</sup>. Les Cahiers des paroisses littorales ou sublittorales de Saint-Yves-la-Poterie, Noyal-sous-Lamballe, Pléboulle, Erquy, Saint-Potan, Plédéliac, etc., protestent contre la lourde charge de la milice garde-côtes et

<sup>14</sup>. A. DE GOUÉ, *op. cit.*, p. 106.

<sup>15</sup>. H. SÉE et A. LESORT, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Rennes*, t. III, p. 523-524.

<sup>16</sup>. *Ibid.*, p. 759.

<sup>17</sup>. *Ibid.*, t. IV, p. 30-31.

<sup>18</sup>. *Ibid.*, p. 193.



contre les conditions injustes dans lesquelles s'opèrent son recrutement <sup>19</sup>.

Le Cahier général de la sénéchaussée de Rennes exprime le vœu « que les gouverneurs, les commandants, les lieutenants du Roi, les majors tant des provinces que des villes soient réduits au nombre purement nécessaire pour le service..., qu'ils soient tenus à la résidence » (art. CLXXVII) : ceux des villes qui ne seraient « ni fortifiées, ni de frontières étant supprimés » (art. CLXXVII. Il demande « que le tirage au sort et les enrôlements forcés soient absolument abolis, comme portant l'effroi et la désolation dans les campagnes. Les enrôlements volontaires aux frais de l'Etat lui fourniront autant de sujets qu'il en faudra pour le service ».

En ce qui concerne l'inscription maritime, il ajoute : « Supposé que la politique s'oppose à la suppression des classes, on doit apporter du moins à leur régime tous les tempéraments qu'exige l'humanité » (art. CC) et il en indique quelques-uns : paiement exact de la solde aux marins en service, gestion scrupuleuse des deniers de la Caisse des Invalides de la Marine (art. CIC) <sup>20</sup>.

Le Cahier de la sénéchaussée de Dinan réclame d'une part la suppression des « enrôlements forcés tels que les milices de terre et de mer » et leur remplacement par une contribution pécuniaire pesant sur les trois ordres, ou tout au moins la disparition des exemptions accordées aux domestiques des privilégiés ; d'autre part la construction de casernes dans les villes de garnison <sup>21</sup>.

Celui de la sénéchaussée de Lannion émet un vœu en faveur « de l'assujettissement général de toute personne actuellement privilégiée au logement des troupes, casernement, patrouilles, milices de terre et de mer... » <sup>22</sup>.

Celui de la sénéchaussée de Ploërmel propose de réaliser des économies en supprimant les « appointements énormes des gouverneurs et lieutenants de Roi des provinces et des villes » le titre honorifique dont ils sont parés devant leur suffire, et en faisant disparaître les états-majors inutiles <sup>23</sup>.

19. *Ibid.*, t. III, p. 552, 555, 573 et 574, 616, 679, 690.

20. *Ibid.*, t. IV, p. 272-273, 276 et 277.

21. *Archives parlementaires*, t. III, p. 150.

22. *Ibid.*, t. IV, p. 76.

23. *Ibid.*, t. IV, p. 378.

Enfin celui de la sénéchaussée de Saint-Brieuc se prononce pour « l'abolition de la milice tant de terre que de mer pendant la paix et dans le cas de remplacement pendant la guerre », la substitution au tirage par la voie du sort « d'une prestation pécuniaire supportable par les trois ordres »<sup>24</sup>.

Au total, les doléances du Tiers en matière de charges militaires et maritimes se résument dans l'allègement de ces obligations, qui pesaient presque exclusivement sur les petits bourgeois et les paysans et dans une répartition plus équitable, atteignant à leur tour les privilégiés.

## II. — LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

De l'organisation militaire et maritime de l'Ancien Régime critiquée, comme on le voit, à si juste titre, la Révolution française fit en grande partie table rase comme de maintes autres institutions. Elle supprima notamment milice et milice garde-côtes et les remplaça par la garde nationale, qui faisait concourir tous les citoyens au maintien de l'ordre et éventuellement, en cas d'invasion du sol national, à la défense de la patrie<sup>25</sup>. Bientôt le conflit avec l'Autriche, puis avec l'Europe, fit de cette éventualité une réalité tragique.

Malheureusement, faute de monographie, nous ignorons d'une façon précise comment furent appliquées dans le cadre nouveau du département des Côtes-du-Nord les grandes lois de défense nationale sur l'enrôlement des volontaires et un peu plus tard sur la réquisition et la levée en masse. Nous ne possédons sur la vie militaire du département de 1789 à 1800 que des indications fragmentaires glanées çà et là. Nous savons pourtant que, dès le mois d'août 1789, des gardes nationales s'organisèrent un peu partout dans le département, en particulier à Saint-Brieuc, à Guingamp, à Dinan, à Lamballe, etc... La garde nationale briochine comprenait 1 compagnie de grenadiers, 1 de chasseurs et 7 de fusilliers. Son colonel fut Poulain de Corbion maire et député à l'Assemblée nationale, assisté d'un colonel en second, M. de la Villeberno, che-

24. *Ibid.*, t. IV, p. 632.

25. Lois du 18 juin et 6 décembre 1790; 21 juin, 28 juillet, 4 août et 19 septembre 1791, cf. DUVERGIER, t. I<sup>er</sup>, p. 252-253; t. II, p. 94-95, t. III, 60-61, 168-174 et 206-208.

valier de Saint-Louis et d'un lieutenant-colonel, M. Boulard, contrôleur des Fermes. Le 21 juillet 1791 elle reçut solennellement une cravate tricolore, don de Poulain-Corbion, qui fut attachée à son drapeau. Elle prêta en même temps le serment civique dans les termes suivants « Je jure d'employer les armes remises en mes mains à la défense de la Patrie et à maintenir contre les ennemis du dedans et du dehors la constitution décrétée par l'Assemblée nationale, je jure de mourir plutôt que de souffrir l'invasion du territoire français par des troupes étrangères, de n'obéir qu'aux ordres qui seront donnés en conséquence des décrets de l'Assemblée nationale »<sup>26</sup>.

En 1792, les gardes nationaux des Côtes-du-Nord fournirent 3 bataillons de volontaires. L'un d'eux fit partie de l'armée du Nord et fut fait prisonnier à Oudenarde; le second participa sous Hoche aux opérations ayant pour but de débloquer Landau, le troisième fut envoyé au secours de la ville de Nantes menacée par les Vendéens (juin 1793). Il s'y distingua par sa bravoure et reçut à cette occasion une lettre de remerciements du conseil général de la commune de cette ville : « Votre valeur dans cette fameuse journée du 29 juin dernier en passant dans les fastes de la liberté vous assure l'immortalité, prix de votre courage ». De retour à Saint-Brieuc, il fut reçu sous un arc de triomphe<sup>27</sup>.

Le tirage au sort ne s'effectua pas du reste partout sans incidents; il s'en faut de beaucoup. A Tréguier les autorités qui siégeaient à cet effet dans l'église de N.-D. de Coat-Colvezou furent assaillies par une foule furieuse et n'eurent que le temps de s'enfuir par une porte dérobée. Ce fut « l'année des coups de bâton » dont on garde encore le souvenir dans le pays<sup>28</sup>. A Penvenan et à La Roche-Derrien il y eut des tués et des blessés<sup>29</sup>. En décembre 1792, c'est sur Paris, pour défendre la Convention, que l'administration départementale des Côtes-du-Nord dirige un contingent de volontaires<sup>30</sup>.

26. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 279 et 307; C.-J.-B. QUERNEST, *Notions historiques...*, p. 94-95 et 100.

27. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 314 et 326; C. MELLINET, *La commune et la milice de Nantes*, Nantes, s. d. (1840-1844), 12 vol. in-8°, t. VII, p. 333, 338, 356 et 363.

28. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 315

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*, p. 318

La déclaration de guerre à l'Angleterre en février 1793 donne au département maritime des Côtes-du-Nord un regain d'activité belliqueuse. Au mois de mars des commissaires de la Convention chargés de presser l'armement du littoral firent leur apparition à Saint-Brieuc. Palasne de Champeaux capitaine à l'état-major de l'armée des Côtes de Brest fut chargé de tout le secteur compris entre Dinan et Plestin<sup>31</sup>. Saint-Brieuc même reçut un commandant de place qui fut un certain Müller capitaine d'infanterie<sup>32</sup>. Au plus fort de la lutte contre la coalition, les grandes mesures de salut public s'exécutèrent tant bien que mal dans le département des Côtes-du-Nord comme dans le reste de la France. En septembre 1793 la paroisse de Saint-Etienne de Saint-Brieuc perdit ses cloches qui furent employées à la fonte des canons, à l'exception d'une seule<sup>33</sup>. En février 1794 le citoyen Le Maout fut préposé par arrêté des représentants du peuple pour l'armée des côtes, à la réquisition du salpêtre dans tout le département et investi à cet égard de pouvoirs illimités. Il fit preuve de la plus grande activité, se procurant non sans peine des chaudières de cuivre, installant 24 ateliers d'évaporation à Port-Brieuc, Dinan, Guingamp, Pontrieux, Lannion, Lamballe, Rostrenen, Loudéac, Broons, Châtelaudren, Quintin, Paimpol, Plestin, Le Vieux Marché, cependant qu'on abattait des bois dans les forêts de l'Etat pour en retirer de la potasse. Quand les ateliers d'évaporation furent supprimés, ils avaient produit 34.274 livres de salpêtre dont 6.793 pour le seul district de Saint-Brieuc<sup>34</sup>.

De 1793 à 1801 la flotte anglaise ne cessa d'ailleurs pas de faire le blocus de la côte et se livra même de temps en temps à des démonstrations qui tenaient en haleine les riverains. En janvier 1794 la corvette *l'Assemblée Nationale*, poursuivie par la frégate anglaise *Diamant*, se jeta sur les rochers de Pennou-Guézec à peu de distance de l'île d'Er, à l'embou-

31. *Ibid.*, p. 321.

32. *Ibid.*, p. 521.

33. *Ibid.*, p. 328.

34. *Ibid.*, p. 334 et L. DUBREUIL, *L'extraction du salpêtre dans le district de Dinan* dans les *Annales de Bretagne*, t. XXVIII (1912-1913), p. 147-178. Un atelier de fabrication des armes fut établi à Saint-Brieuc dans les caves de l'hôtel de Beauvoir sous la direction d'un citoyen Lesnard, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 107-108, note 1.



chure de la rivière de Tréguier. Une partie de l'équipage se réfugia sur cette île, où les Anglais envoyèrent deux péniches pour les canonner, mais elle parvint à gagner la côte de Plougrescant, où elle se sauva ; l'autre, commandée par le capitaine Corouge, préféra couler avec le navire<sup>35</sup>. Le 13 avril 1795 une flotte anglaise de 15 à 16 frégates et corvettes apparut dans la baie de Saint-Brieuc depuis Tréveneuc jusqu'aux Mâts de Goëlle. Elle échangea quelques coups de canon avec les batteries de la côte et esquissa un simulacre de débarquement. Les troupes républicaines commandées par le général Valletaux et renforcées de gardes nationaux des communes littorales se tinrent prêtes à intervenir. Intimidé, l'ennemi disparut vers l'Est<sup>36</sup>. Le 12 mars 1796 une corvette française, *l'Étourdie*, escortant un convoi de 8 à 9 voiles qui se rendait de Saint-Malo à Brest fut contrainte de se réfugier dans la rade d'Erquy sous la protection du fort de la pointe. Elle y fut bloquée pendant trois jours par une division anglaise commandée par Sydney Smith. Cette division comprenait deux bricks, un lougre et le vaisseau rasé, *le Diamant*. Le 16 dans l'après-midi les forces anglaises s'étant portées dans la rade, un combat très vif ne tarda pas à s'engager. Après quelques heures la corvette française perdit son capitaine et se trouva hors d'état de soutenir la lutte. L'équipage se réfugia à terre après avoir mis le feu au navire qui sauta : tout le convoi fut en outre perdu. Au total, perte de plus d'un million pour la France<sup>37</sup>.

En 1797 la garde nationale du département fut réorganisée conformément aux instructions du ministre de la Police générale, c'est-à-dire en excluant les éléments démocratiques<sup>38</sup>.

### III. — LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814).

A partir de l'an IX le département des Côtes-du-Nord fait partie de la 13<sup>e</sup> division militaire dont le chef-lieu est Rennes. Cette division comprend deux subdivisions de chacune deux

35. HABASQUE, *Notions historiques*, t. 1<sup>er</sup>, p. 70-71, note 4 et Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 333.

36. Ch. LE MAOUT, *Annales armoricaines*, p. 360. Cf. notre t. 1<sup>er</sup>, Appendice, p. 593-596.

37. *Ibid.*, p. 377.

38. *Ibid.*, p. 387.

départements : 1<sup>re</sup> subdivision, chef-lieu Rennes : Ille-et-Vilaine et Morbihan. 2<sup>e</sup> subdivision, chef-lieu Brest : Finistère et Côtes-du-Nord. Chaque département a à sa tête un général de brigade <sup>39</sup>.

La 13<sup>e</sup> division fut successivement commandée de 1800 à 1814 par les généraux Delaborde jusqu'en 1807, puis Travot (1808-1810), de nouveau Delaborde (1811-1812) et enfin Frère (1812-1814).

Le général Delaborde était un Bourguignon, simple soldat de l'ancienne armée royale en 1783, dont la Révolution avait fait un chef de bataillon de volontaires de la Côte-d'Or (1791). Général de brigade en 1793 à l'armée des Alpes, puis général de division, il devait commander la 13<sup>e</sup> division de l'an IX à 1807. En 1808 et 1809 on le trouve faisant campagne aux armées du Portugal et d'Espagne. En 1810, sans doute pour lui permettre de se reposer de ses fatigues, on lui redonne le commandement de la 13<sup>e</sup> division qu'il ne garde que deux ans. En 1812 et 1813 il fait partie de l'armée du Nord et de la Grande Armée. A la chute de l'Empire il était gouverneur du palais impérial de Compiègne <sup>40</sup>.

Le général Travot était son quasi-compatriote; Franc-Comtois de Poligny, et lui aussi soldat de l'ancienne armée royale, il était devenu en 1791 chef de bataillon des volontaires du Jura. Chef de brigade en 1793, il s'était illustré en Vendée par sa lutte contre Charette qu'il avait fini par capturer. C'est là qu'il avait conquis successivement le grade de général de brigade, puis de général de division. En 1807, il avait commandé un camp volant à Napoléon-Vendée. C'était si l'on peut dire un spécialiste des guerres de l'Ouest qui remplaçait Delaborde à la tête de la 13<sup>e</sup> division. Il quitta en 1810 ce commandement territorial pour prendre du service semi-

39. Sur l'organisation militaire de la France de 1800 à 1814 en général, cf. J. MORVAN, *Le soldat impérial (1800-1814)*, Paris, 1904, 2 vol. in-8°; P. POULLET, *op. cit.*, p. 256-286; J. BOURDON, *L'administration militaire sous Napoléon 1<sup>er</sup> et ses rapports avec l'administration générale dans la Revue des études napoléoniennes*, 1917, p. 17-46. L'*Almanach National* puis *Impérial* donne les noms des généraux commandant les divisions et les départements, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 849-850.

40. Archives administratives du ministère de la Guerre, Dossiers des officiers généraux, N° 135, dossier du général de division Delaborde (Henry-François), cf. *Grande Encyclopédie*, art. Delaborde.

actif à l'armée de réserve des Pyrénées. Son rôle pendant les Cent-Jours à l'armée de la Loire est trop connu pour qu'il soit besoin de le rappeler ici <sup>41</sup>.

Quant au général Frère, originaire de l'Aude et lui aussi ancien officier de volontaires, il avait servi sous la Révolution aux armées des Pyrénées occidentales, des Alpes et d'Italie. Chef de brigade, commandant l'infanterie de la garde consulaire en l'an X, on le retrouve un peu plus tard en Hollande, en Hanovre, enfin à la Grande Armée où il devient général de division en 1808. Il passe ensuite à l'armée d'Espagne, revient à l'armée d'Allemagne, et en 1809 est blessé à Wagram. Sans doute cette blessure le rend impropre au service actif; car il n'occupe plus désormais que des emplois sédentaires. Nommé le 8 février 1812 au commandement de la 13<sup>e</sup> division militaire, il devait y être maintenu par la première Restauration <sup>42</sup>.

Le département des Côtes-du-Nord à partir de l'an VIII fut placé successivement sous les ordres directs des généraux Casabianca, Roulland, Gratien, Lorcet, Vaufreland, Boyer, Cacault et Fabre. La fréquence de ces mutations prouve qu'on n'attachait à ce commandement aucune importance; simple poste de repos, de convalescence pourrait-on dire, pour officier général fatigué ou blessé, entre deux campagnes.

Le divisionnaire Casabianca qui était en fonctions lors du coup d'Etat et dont le rôle dans l'affaire de la prise de Saint-Brieuc par les chouans avait été peu brillant, semble-t-il, prit sa retraite peu de temps après et fut nommé sénateur, sans doute en sa qualité de compatriote du Premier Consul <sup>43</sup>.

Roulland, ancien soldat du régiment de Normandie, ancien chef de bataillon et chef de brigade des armées révolutionnaires, prisonnier à Landrecies en 1794, avait, depuis sa rentrée en France en 1795, fait presque toute sa carrière dans l'Ouest (Ille-et-Vilaine, Manche, Morbihan). Nommé au commandement du département des Côtes-du-Nord le 26 mars 1800, il ne devait y rester qu'un an. Les dernières années du

41. *Ibid.*, N° 398, dossier du général Travot. Pas d'article biographique dans la *Grande Encyclopédie*. Cf. faute de mieux D<sup>r</sup> ROBINET, *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire*, t. II, art. Travot.

42. *Ibid.*, N° 470, dossier du général Frère.

43. *Ibid.*, N° 181, dossier du général Casabianca, cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 85, 86 et note 2.

régime impérial le verront commandant de la place de Belle-Ile-en-Mer<sup>44</sup>.

Gratien, ex-dragon du régiment de Dauphin, capitaine au 2<sup>e</sup> bataillon de volontaires parisiens, avait servi de 1792 à l'an IX aux armées du Nord, de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Lui non plus ne fera que passer à la tête du département des Côtes-du-Nord, avant de reprendre du service actif aux armées d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie; il mourra de maladie à Plaisance en avril 1814<sup>45</sup>.

Lorcet (1803-1804) était un Champenois qui avait guerroyé aux armées d'Allemagne et d'Italie. Plus tard il sera employé au camp de Boulogne, et à l'armée d'Espagne<sup>46</sup>. Vaufreland (1804-1806), un ancien hussard de Bercheny, avait été chef d'état-major de Championnet en l'an XII; après avoir occupé divers emplois à l'intérieur, il exercera un commandement au 8<sup>e</sup> corps de l'armée d'Espagne en 1809 et sera mis à la retraite l'année suivante, sur cette injonction brutale de Napoléon : « Le général Vaufreland n'est bon à rien; il faut lui donner sa retraite »<sup>47</sup>. Boyer qui le remplaça en 1807 était un ex-volontaire de la Dordogne; depuis 1803 on le rencontre occupé à des tâches plutôt policières que militaires dans le Finistère et le Morbihan<sup>48</sup>. En 1812 il permutera avec Cacault, un autre vétéran des guerres de la Révolution et de l'Empire, commandant l'île d'Aix. Celui-ci ne fera dans le département qu'une très courte apparition et ne tardera pas à repartir à la Grande Armée avec laquelle il fera la campagne de Russie et la campagne d'Allemagne de 1813; il devait trouver la mort au cours de celle-ci<sup>49</sup>. Le général Fabre fut le dernier commandant du département des Côtes-du-Nord sous l'Empire; c'était un Vannetais qui s'était distingué au siège de Toulon sous les ordres du général Dugommier, puis à l'armée d'Italie sous ceux de Kellermann, Schérer et enfin Bonaparte. En

44. Archives administratives du ministère de la Guerre, N<sup>o</sup> 485, dossier du général Roulland.

35. *Ibid.*, N<sup>o</sup> 551, dossier du général Gratien.

46. *Ibid.*, N<sup>o</sup> 805, dossier du général Lorcet.

47. *Ibid.*, N<sup>o</sup> 1078, dossier du général Vaufreland.

48. *Ibid.*, N<sup>o</sup> 946, dossier du général Boyer (Henri).

49. *Ibid.*, N<sup>o</sup> 1236, dossier du général Cacault (Jean-Baptiste). C'est le fils du Nantais François Cacault, l'un des négociateurs du traité de Tolentino, plus tard député de la Loire-Inférieure au Corps législatif et sénateur de l'Empire



l'an IX, il est chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division militaire et en l'an XII de la 12<sup>e</sup> (Nantes) avec le grade d'adjudant-commandant. En 1807 on le trouve à la Grande Armée. Général de brigade depuis mai 1809, il sert à l'armée d'Espagne (1810) et commande à Brest une brigade de garde nationale en 1812. Le 26 janvier 1813, il était nommé commandant du département des Côtes-du-Nord. Le gouvernement de Louis XVIII devait l'y maintenir en 1814<sup>50</sup>.

Une des opérations les plus importantes auxquelles préside le général commandant le département est celle de la conscription<sup>51</sup>. On sait que la loi du 19 fructidor an VI, votée sous le Directoire, resta avec quelques retouches la charte militaire du régime consulaire et impérial. Aux termes de cette loi et du décret organique du 8 fructidor an XIII qui codifie les modifications législatives ou autres antérieures, la conscription atteignait chaque année les Français valides ayant atteint au 1<sup>er</sup> janvier 20 ans, puis à partir de 1806, 19 ans révolus. Elle pesait sur eux jusqu'à vingt-cinq ans. La rigueur de cette obligation était atténuée d'une part par de nombreuses exemptions, accordées notamment aux ecclésiastiques et aux membres de l'enseignement, ainsi qu'aux soutiens de famille, d'autre part par la faculté de remplacement et de substitution<sup>52</sup>.

Le contingent annuel était presque toujours divisé en deux fractions, dont l'une devait être immédiatement appelée sous les drapeaux, et dont l'autre ne devait être levée que pour porter en cas de nécessité l'armée sur le pied de guerre. Les conscrits de réserve restaient chez eux ; ils n'étaient réunis et exercés que pendant les saisons où il y avait le moins de travaux à la campagne. Mais les incessants besoins d'hommes de l'Empire ne tardèrent pas à nécessiter l'incorporation du contingent de réserve au même titre que celle du contingent actif. Un décret du 24 floréal an XIII l'organisa en compagnies de réserve, sorte de garde d'honneur à la disposition des préfets<sup>53</sup>. Dans les Côtes-du-Nord cette compagnie ne

50. *Ibid.*, N° 1073, dossier du général Fabre (Gabriel-Jean).

51. Sur la conscription en général sous le Consulat et l'Empire, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 826-842.

52. Cf. DUVERGIER, t. X, p. 406-412 et t. XV, p. 290-305.

53. DUVERGIER, t. XV, p. 246-252, cf. Maurice DUNAN, *La garde d'honneur du préfet de l'Allier (C<sup>ie</sup> de réserve, C<sup>ie</sup> départementale). Premier Empire et Restauration*, Moulins, 1913; 1 vol. in-8°.

fut levée qu'en vendémiaire an XIV ; elle comprit : 1 capitaine, Buthiaux (Jean), 1 lieutenant, 3 sous-officiers, 4 caporaux, 1 tambour et 50 fusiliers. Elle devait durer jusqu'en 1812, affaiblie du reste par de très nombreux prélèvements à destination des dépôts actifs (par exemple en 1808) <sup>54</sup>.

Le taux du contingent annuel était fixé par la loi et un peu plus tard par sénatus-consulte. La répartition entre les départements fut faite par le ministre de la Guerre en l'an VIII et IX, à partir de l'an X par le législateur lui-même, puis par le Gouvernement, quand la conscription fut ordonnée par sénatus-consulte.

En l'an VIII le contingent total de la conscription pour la France entière fut de 30.000 hommes, mais les départements de l'Ouest encore agités par la chouannerie en furent pratiquement exempts. Un arrêté consulaire du 16 germinal an VIII régla comme il suit la situation des conscrits des départements de l'Ouest. Tous ceux dont les parents ne payaient pas 50 francs d'impôts étaient exemptés comme indigents. Quant aux autres ils pouvaient se racheter soit en versant à l'Etat une somme de 300 francs ; soit en versant une somme de 100 francs et en fournissant un remplaçant. Tous les citoyens mariés ou veufs à la date du 27 messidor étaient envoyés en congé à condition de se faire remplacer <sup>55</sup>. Rachats et remplacements produisirent dans le département des Côtes-du-Nord la somme de 197.400 francs <sup>56</sup>.

54. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Compagnie de réserve, Registre de délibérations du conseil d'administration, procès-verbal d'organisation en date du 29 vendémiaire an XIV et Archives Nat., F<sup>9</sup>, 810, Compagnies de réserve, Côtes-du-Nord (1806-1814). Cette année 1808 elle fournit 25 hommes. En février 1814 son effectif tombe à 15 hommes.

55. DUVERGIER, t. XII, p. 130-135, arrêté qui crée une armée de réserve, 17 ventôse an VIII et règlement relatif au complément de l'armée de terre, *id.* ; p. 136-137, loi qui met à la disposition du Gouvernement tous les Français dont la vingtième année a été terminée le 1<sup>er</sup> vendémiaire an VIII, 17 ventôse an VIII. L'arrêté du 16 germinal manque dans DUVERGIER. On le trouvera par contre *in-extenso* Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/25, Exemptions et remplacements, art. 1<sup>er</sup> : « Tous les réquisitionnaires des départements ... de la Loire-Inférieure, du Morbihan, de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Finistère et les conscrits des mêmes départements, autres que ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 ventôse an VIII seront considérés comme ayant obtenu des exemptions ou congés provisoires. » Cf. *ibid.*, circulaire imprimée du préfet des Côtes-du-Nord aux administrations municipales, 17 floréal an VIII.

56. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/25, Exemptions et remplacements, l'administrateur du Trésor public au préfet des Côtes-du-Nord, 27 frimaire an X.

On essaya d'autre part de provoquer, comme partout ailleurs, un courant d'engagements volontaires à destination de l'armée de réserve qui se constituait à Dijon, au début de 1800, sous les ordres du Premier Consul. Ces volontaires qui s'habilleraient, s'équiperaient et se monteraient à leurs frais devaient constituer des bataillons d'infanterie légère et des escadrons de hussards. Cette mesure ne donna aucun résultat dans le département des Côtes-du-Nord épuisé par les guerres civiles<sup>57</sup>.

La conscription de l'an IX et celle de l'an X furent réglées par une seule et même loi, celle du 28 floréal an X; elle fixait le chiffre du contingent total à 30.000 hommes du service actif et à un chiffre égal pour la réserve. La part du département des Côtes-du-Nord fut de 100 hommes pour chacune de ces deux portions de contingent. Ce fut le conseil général dans sa séance du 13 prairial an X qui en fit la répartition entre les arrondissements. Celui de Saint-Brieuc fournit 54 hommes<sup>58</sup>.

La conscription de l'an XI et celle de l'an XII furent également de 30.000 hommes et d'autant pour les réserves. Les Côtes-du-Nord durent fournir 290 conscrits « pour chacune de ces catégories » ce qui fait un total de 1.160 hommes<sup>59</sup>. En l'an XIII le département a 239 hommes d'active à fournir et autant d'hommes de réserve<sup>60</sup>. Le 14 floréal, 227 hommes sont déjà partis : dont 111 à destination du 53<sup>e</sup> régiment

57. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/25, Exemptions et remplacements, circulaire imprimée du ministre de l'Intérieur aux préfets des départements, 21 ventôse an VIII et instruction du général Mathieu Dumas sur l'organisation des volontaires de l'armée de réserve.

58. DUVERGIER, t. XIII, p. 435-436. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 11, fol. 151-160, séance du 13 prairial an X. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. En tout 400 hommes se décomposant comme il suit : arrondissement de Lannion, 64 hommes; arrondissement de Saint-Brieuc, 108; arrondissement de Dinan, 72; arrondissement de Loudéac, 76; arrondissement de Guingamp, 80.

59. DUVERGIER, t. XIV, p. 207-208, loi relative à une levée de conscrits de l'an XI et de l'an XII, 16 floréal an XI. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 40-41, séance du 27 floréal an XI. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. La répartition de chaque tranche de 290 hommes est la suivante par arrondissement : Lannion, 50; Saint-Brieuc, 51; Dinan, 59; Loudéac, 57; Guingamp, 63.

60. DUVERGIER, t. XIV, p. 528, loi du 13 germinal an XII avec tableau de répartition par départements; Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 72-73, séance du 24 germinal an XII. Cf. Archives Nat., F<sup>1</sup>ev, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, 1, même séance. Répartition du total de 478 conscrits : arrondissement de Lannion, 32; Saint-Brieuc, 52; Dinan, 50; Loudéac, 44; Guingamp, 56.

d'infanterie et 100 du 60<sup>e</sup>; quelques hommes furent versés dans la cavalerie <sup>61</sup>.

En l'an XIV la conscription édictée par une loi de nivôse an XIII porta le contingent actif du département à 820 hommes, dont 770 étaient déjà partis en frimaire <sup>62</sup>. Un peu plus tard deux autres détachements de conscrits de réserve, l'un de 340 hommes, l'autre de 212 hommes étaient dirigés sur Strasbourg <sup>63</sup>. L'année 1806 devait d'ailleurs connaître une nouvelle conscription. Un sénatus-consulte du 2 vendémiaire an XIV, suivi du décret du 3 août 1806, ordonna la levée de 30.000 hommes ayant achevé seulement leur 19<sup>e</sup> année. Le département des Côtes-du-Nord eut à fournir 672 hommes d'active et 405 de réserve, presque tous destinés au 60<sup>e</sup> d'infanterie, alors en Italie <sup>64</sup>.

En 1807, levée de deux conscriptions : celle de 1807 (789 hommes d'active et 263 de réserve), et celle de 1808 (1.054 hommes, dont 791 d'active) <sup>65</sup>. Encore, disait le directeur de la conscription, ménageait-on le département des Côtes-du-

61. Archives Nat., F<sup>9</sup>, Police militaire, 173, Recrutement, Correspondance générale (an VI-1833), Côtes-du-Nord, le préfet au ministre de l'Intérieur, 14 floréal an XIII.

62. DUVERGIER, t. XV, p. 149 (le tableau de répartition manque) et 290-305, décret relatif à la conscription de l'an XIV, 8 fructidor an XIII, Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 13 frimaire an XIV et Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Compagnies de réserve et garde-côtes (titre erroné), recrutement de la levée de l'an XIV dans les Côtes-du-Nord : 239 hommes dirigés sur le 21<sup>e</sup> de ligne; 240 sur le 8<sup>e</sup>; 200 sur le 60<sup>e</sup>; le reste sur les dragons, les carabiniers, l'artillerie, les pontonniers et le train. Cf. Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, Rapports des ministres, 1122, Guerre, Conscription (an XII-1806), conscription de l'an XIV, contingents des départements.

63. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet au ministre de l'Intérieur, 27 et 30 frimaire an XIV.

64. DUVERGIER, t. XV, p. 326 et t. XVI, p. 27, Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, Conscription de 1806, Côtes-du-Nord; Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le directeur général des revues et de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 10 septembre 1806. Le dépôt du 60<sup>e</sup> reçut 633 conscrits des Côtes-du-Nord : on les acheminait par détachements de 100, 150 et 200 hommes sur Chambéry.

65. DUVERGIER, t. XVI, p. 77-78, décret relatif à la conscription de 1807, 18 décembre 1806; p. 133, sénatus-consulte qui met à la disposition du Gouvernement 80.000 conscrits de 1808, 7 avril 1807 et 134, décret sur la levée et la répartition des conscrits de 1808, 18 avril 1807. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le directeur de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 29 décembre 1806; Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 3 août 1807.



Nord en raison des inscrits maritimes et des canonniers garde-côtes qu'il avait à fournir <sup>66</sup>. Les hommes de la levée active de 1807 furent affectés aux 45<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> d'infanterie, aux fusiliers de la garde, aux cuirassiers, aux sapeurs, à l'artillerie à pied et au train; ceux de la réserve, principalement au 29<sup>e</sup> dragons et au 20<sup>e</sup> chasseurs, enfin au 17<sup>e</sup> de ligne <sup>67</sup>. Les hommes de la levée active de 1808 furent répartis en 5 légions établies à Lille, Metz, Rennes, Versailles et Grenoble; sur les 791 hommes des Côtes-du-Nord, 264 vont à la légion de Metz <sup>68</sup>. Ceux de la réserve, 263 hommes des Côtes-du-Nord, servent à alimenter différents corps dont le 39<sup>e</sup> de ligne qui en reçoit 168 : 62 seulement sont versés à la légion de Metz <sup>69</sup>. En 1808 le préfet ayant fait remarquer que la plupart des conscrits des Côtes-du-Nord dirigés sur des corps stationnés en Italie et en Dalmatie ne pouvaient s'habituer au climat de ces pays et y contractaient presque tous des maladies mortelles, il fut décidé que désormais aucun conscrit originaire de ce département ne franchirait plus les Alpes <sup>70</sup>.

La conscription de 1809, levée en 1808, réclama au département des Côtes-du-Nord 1.046 hommes dont 784 hommes d'active et 262 de réserve. Les 784 hommes d'active étaient à destination surtout des 36<sup>e</sup> et 50<sup>e</sup> d'infanterie; les hommes de la réserve à destination des équipages de la flotte à Boulogne et de l'artillerie de marine à Rochefort <sup>71</sup>. Un décret du 12 septembre 1808 ordonna en outre une levée supplémentaire de 80.000 conscrits appartenant aux classes 1806-1809 : les Côtes-du-Nord furent comprises pour 1.097 hommes <sup>72</sup>.

66. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le directeur de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 29 décembre 1806.

67. *Ibid.*, *id* à *id.*, 29 janvier 1807.

68. DUVERGIER, t. XVI, p. 128-129, décret qui ordonne la formation de cinq légions de réserve de l'intérieur, 20 mars 1807; Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, Rapports des ministres, 1123, Guerre, Conscription (1807-1808), état des conscrits que chaque département doit fournir pour 1808.

69. Archives Nat., AFIV, 1123, répartition entre les corps des 19.988 conscrits formant la réserve de 1808.

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le ministre d'Etat, directeur des revues, au préfet des Côtes-du-Nord, 27 janvier 1808.

71. DUVERGIER, t. XVI, p. 236-237, sénatus-consulte relatif à la conscription de 1809, 21 janvier 1808 et p. 244, décret contenant la répartition des conscrits de la classe de 1809, 7 février 1808. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 29 avril 1808.

72. DUVERGIER, t. XVI, p. 342; Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 31 octobre 1808.

La conscription de 1810, levée en 1809, fut pour le département des Côtes-du-Nord de 1.046 hommes, dont la plupart furent dirigés sur les dépôts des fusiliers et des conscrits de la garde à Paris, le 6<sup>e</sup> d'artillerie à pied à Rennes, le 10<sup>e</sup> bataillon du train à Auch, le 1<sup>er</sup> cuirassiers à Epinal, le 50<sup>e</sup> de ligne, dépôt à Cambrai, le 108<sup>e</sup>, dépôt à Anvers, le 13<sup>e</sup> léger, dépôt à Ostende<sup>73</sup>. Cette conscription fut accompagnée d'un appel supplémentaire de conscrits de réserve appartenant aux classes 1806, 1807, 1808 et 1809. Pour ces quatre dernières levées le département des Côtes-du-Nord fut taxé à 136 hommes<sup>74</sup>.

En octobre, nouveau sénatus-consulte autorisant une levée de 36.000 conscrits supplémentaires appartenant aux classes 1806 à 1810. Le contingent des Côtes-du-Nord s'éleva à 430 hommes qui furent dirigés partie sur Paris (dépôt de fusiliers et de tirailleurs de la garde), partie sur le dépôt du 8<sup>e</sup> de ligne (Bayonne) et sur celui du 119<sup>e</sup> (Dax)<sup>75</sup>.

La conscription de 1811 (103.390 conscrits) frappa le département des Côtes-du-Nord à raison de 911 hommes dont 624 pour le service actif et 287 conscrits de réserve. Ceux du contingent actif sont principalement à destination des 114<sup>e</sup> et 117<sup>e</sup> de ligne; ceux de la réserve sont dirigés en grande partie sur les 61<sup>e</sup> et 85<sup>e</sup> de la même arme<sup>76</sup>. Celle de 1812, ordonnée

73. DUVERGIER, t. XVI, p. 337-338, sénatus-consulte du 15 septembre 1808; Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, état des départements qui doivent fournir les conscrits de 1810, 31 janvier 1809, Côtes-du-Nord et recrutement de l'armée, décret impérial sur la levée des conscrits de 1810, 31 janvier 1809.

74. DUVERGIER, t. XVI, p. 409, sénatus-consulte du 25 avril 1809. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 1<sup>er</sup> septembre 1809 : 42 conscrits de la classe 1806; 26 de celle de 1807; 34 de celle de 1808; 34 de celle de 1809. Ces conscrits étaient aux termes du sénatus-consulte destinés à la Garde, Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement de l'armée, le préfet des Côtes-du-Nord au général commandant le département, 16 octobre 1809.

75. DUVERGIER, t. XVI, p. 459, sénatus-consulte du 5 octobre 1809. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 10 novembre 1809, et AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, 1124, Rapports des ministres, Guerre, Conscription (1809-1811), répartition des 36.000 conscrits de la levée complémentaire ordonnée par sénatus-consulte du 5 octobre 1809.

76. DUVERGIER, t. XVII, p. 262-263, sénatus-consulte qui ordonne la levée de 120.000 hommes de la conscription de 1811, 13 décembre 1810 et p. 325, décret qui met en activité 80.000 conscrits de 1811, 3 février 1811. Archives Nat., AFIV, 1124, état des départements qui doivent fournir 103.390 conscrits de 1811, Côtes-du-Nord et AFIV 1126, répartition entre les départements des 24.169 conscrits de réserve de 1811.

par sénatus-consulte du 20 décembre 1811, enlève au département 1.000 hommes (garde impériale, carabiniers, dragons, artillerie à pied, sapeurs, bataillon à bœufs, 4<sup>e</sup> léger). Elle fut complétée par l'incorporation dans l'armée active de 100 cohortes de gardes nationaux <sup>77</sup>.

La conscription de 1813, édictée par sénatus-consulte du 1<sup>er</sup> septembre 1812, fut pour le département des Côtes-du-Nord de 1.553 hommes, dont 1.121 pour les cantons de l'intérieur des terres; les cantons littoraux, sur lesquels pesaient d'autres charges, n'étaient tenus de fournir que 432 hommes <sup>78</sup>. Pour 1814, le sénatus-consulte du 11 janvier 1813 porte le contingent des Côtes-du-Nord à 1.132 hommes, auxquels il faut ajouter une levée supplémentaire de 100.000 hommes sur les classes 1809 à 1812. Le contingent des Côtes-du-Nord dans cette dernière levée fut de 1.000 hommes. Ces 1.000 hommes servirent à alimenter les dépôts de la garde impériale à Courbevoie et celui du 17<sup>e</sup> de ligne à Lille. Pour une autre levée supplémentaire de 90.000 hommes sur la conscription de 1814 le taux du département fut de 700 hommes <sup>79</sup>. Dans la cons-

77. DUVERGIER, t. XVIII, p. 149 et 205-206, sénatus-consulte concernant la division de la garde nationale et l'appel de cent cohortes sur le premier ban, 13 mars 1812. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Défense des côtes, Commandement des Côtes-du-Nord, extrait de la répartition des conscrits des Côtes-du-Nord mis en activité par décret du 24 décembre 1811.

78. DUVERGIER, t. XVIII, p. 261; Archives Nat., F<sup>7</sup>, 3590, Conscription (an VII-1815), Côtes-du-Nord, le préfet des Côtes-du-Nord au directeur du 1<sup>er</sup> arrondissement de police, 21 novembre 1812. Sur les 1.121 hommes des cantons terriens, 204 étaient versés dans les cohortes du premier ban de la garde nationale de manière à remplacer les hommes manquants « et mis à la disposition du ministre de la Guerre qui les appellera s'il y a lieu » (art. 3 du sénatus-consulte). En l'espèce ces 204 conscrits furent affectés à la 41<sup>e</sup> cohorte de garde nationale à Rennes. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : instructions ministérielles, extrait de la répartition des conscrits de la classe 1813.

79. DUVERGIER, t. XVIII, p. 308 et 387, sénatus-consulte portant que cent quatre-vingt mille hommes sont mis à la disposition du ministre de la Guerre pour augmenter les armées actives ... 3 avril 1813. Art. 1<sup>er</sup> : « 90.000 hommes de la conscription de 1814 qui étaient destinés à la défense des frontières de l'Ouest et du Midi et spécialement des chantiers d'Anvers, de Cherbourg, de Brest, de Lorient, de Rochefort et Toulon ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, extrait de la répartition entre les corps des conscrits mis en activité ... sur les classes 1809, 1810, 1811 et 1812, 26 janvier 1813 et extrait de la répartition entre les corps des conscrits mis en activité sur la classe de 1814. Ces conscrits de 1814 alimentent surtout les 15<sup>e</sup>, 121<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup>, 135<sup>e</sup> et 155<sup>e</sup> de ligne; 92 sont incorporés dans la garde impériale. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, Levée de 90.000 hommes, situation au 5 juillet 1813.

cription de 1815 et la levée de 120.000 hommes sur les classes antérieures 1808-1814, le département des Côtes-du-Nord fournit 3.400 hommes, affectés à la jeune garde, au 138<sup>e</sup> de ligne, au 149<sup>e</sup>, au 113<sup>e</sup>, au 131<sup>e</sup>, etc... Enfin la levée de 300.000 hommes sur les classes de l'an XI à 1814 lui demande encore 500 hommes <sup>80</sup>.

On essaya aussi de provoquer chez les anciens soldats, du moins ceux de la garde, un courant de rengagements. Le 18 janvier 1814 le préfet des Côtes-du-Nord faisait afficher l'avis suivant : « Sa Majesté l'Empereur invite tous les militaires qui ont servi dans la garde impériale à reprendre du service dans cette garde jusqu'au moment où l'ennemi sera chassé du territoire français et à se rendre à cet effet à Paris. Les militaires de cette garde qui voudront reprendre momentanément du service devront se présenter devant le sous-préfet de l'arrondissement dont ils font partie, lui donner leurs noms et prénoms et faire connaître l'arme dans laquelle ils ont servi. Les sous-préfets m'adresseront tous les cinq jours l'état de ces militaires qu'ils dirigeront sur Saint-Brieuc, en m'envoyant l'état. Il n'est pas besoin d'expliquer à ces anciens braves combien est honorable pour eux cet appel du souvenir » <sup>81</sup>.

Au total le département des Côtes-du-Nord, pendant la période 1800-1814, a fourni à la conscription près de 19.000 hommes pour une population de 500.000 habitants (en chiffres ronds) <sup>82</sup>.

Le mécanisme du fonctionnement de la conscription était assez compliqué. Il exige la collaboration des autorités civiles et militaires. Ce sont les préfets et les sous-préfets qui dressent le tableau des conscrits du département, ce sont eux aussi qui répartissent entre les arrondissements et les communes ou cantons. Alors a eu lieu le tirage au sort qui détermine le tour

80. DUVERGIER, t. XVIII, p. 490-491, sénatus-consulte qui met deux cent quatre-vingt mille conscrits en activité de service, 9 octobre 1813 et p. 510, sénatus-consulte qui met trois cent mille conscrits à la disposition du ministre de la Guerre, 15 novembre 1813. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, extrait de la répartition entre les corps des conscrits de la levée des 120.000 hommes ordonnée par le sénatus-consulte du 9 octobre 1813. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, Conscription de 1815 et levée de 120.000 hommes, situation au 11 décembre 1813; levée de 300.000 hommes, situation au 3 février 1814.

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, préfecture des Côtes-du-Nord, 18 janvier 1814. Avis imprimé.

82. C'est nous qui totalisons.



de départ des conscrits, puis l'examen. Cette dernière opération a pour objet d'arrêter à la fois la liste des conscrits non-indigents autorisés à se faire remplacer et celle des indigents qui prétendent à une dispense de remplacement. D'abord confié aux conseils municipaux, l'examen le fut ensuite au sous-préfet et en deuxième ressort au préfet siégeant en conseil de recrutement, assisté de l'officier général ou supérieur commandant le département, d'un docteur en médecine « recommandable par ses talents et sa probité » et d'un capitaine de recrutement. Ce dernier n'était pas comme dans notre organisation contemporaine un fonctionnaire spécialisé et à demeure ; c'était un officier détaché d'un corps actif, assisté d'un nombre variable de lieutenants et de sous-officiers, qui avaient pour mission de presser les levées et d'encadrer les conscrits jusqu'à leur arrivée au dépôt<sup>83</sup>. Nous possédons l'itinéraire de deux de ces conseils de recrutement, celui de 1812 et celui de 1813. En 1812 le conseil fonctionna du 25 octobre au 8 novembre : il siégea les 25 et 26 à Saint-Brieuc les 20 et 29 à Lannion, les 30 et 31 à Guingamp, les 3 et 4 novembre à Loudéac, les 6 et 7 à Dinan en passant par Moncontour et Lamballe. En 1813 le conseil fonctionna dans les mêmes conditions du 28 octobre au 19 novembre<sup>84</sup>. Quant au détachement de recrutement il appartenait en 1806 au 60<sup>e</sup> régiment d'infanterie et comprenait un capitaine, 2 lieutenants, 3 sous-lieutenants, 11 sergents et 22 caporaux<sup>85</sup>.

Comment les exigences en hommes du régime impérial furent-elles supportées dans les Côtes-du-Nord ? Au début, tout alla bien. Parlant de la levée des conscriptions de l'an XI et de l'an XII, le préfet écrivait au ministre de l'Intérieur « la levée s'est faite partout avec calme et sans la moindre inquiétude pour la tranquillité publique, les divers détachements, et notamment ceux des points où le chouannage

83. P. POULLET, *op. cit.*, p. 833-838.

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, itinéraire du conseil de recrutement pour la levée de 1813, 25 septembre 1812; itinéraire du conseil de recrutement pour la levée de 120.000 hommes ordonnée par le sénatus-consulte du 9 de ce mois sur les classes de 1814 à 1808, 14 octobre 1813.

85. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *ibid.*, le directeur de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 3 septembre 1806.

avait le plus corrompu l'esprit public, sont partis en criant : « Vive la République ! »<sup>86</sup>.

Toutefois, en XIV, répondant à deux lettres l'une du ministre de l'Intérieur, l'autre du conseiller d'Etat, directeur de la Police, Réal, sur l'éventualité envisagée par le Gouvernement de lever les réserves des années IX à XIII, Boullé ne cachait pas que cette mesure lui paraissait de « nature à provoquer une fâcheuse sensation et peut-être même une commotion ». L'arrivée de prisonniers autrichiens qu'on lui annonçait pour être mis à la disposition des cultivateurs et des industriels constituerait d'après lui l'adoucissement bien insuffisant d'un acte de rigueur « impolitique » et très propre à plonger les populations « dans une sorte de désespoir »<sup>87</sup>. Le Gouvernement passa outre à ces appréhensions et l'événement cette fois encore lui donna raison. De fait, dans un tableau récapitulatif des 5 classes de conscription IX à XIII levées dans les Côtes-du-Nord, le chiffre des réfractaires ne s'élève qu'à 12 contre 279 incorporés pour les ans IX et X ; à 42 contre 673 incorporés pour les ans XI et XII. C'est un des départements où le taux est le plus faible alors qu'il s'élève à 1.406 pour ces quatre années dans le Lot et à 1.946 dans l'Escaut<sup>88</sup>. Le 29 janvier 1806 sur un contingent de 820 hommes de la conscription de l'an XIV, 818 sont mis en route<sup>89</sup>.

A partir de 1807 les choses commencent à se gâter, le préfet reçoit l'ordre de diriger sur la 5<sup>e</sup> compagnie de pionniers à Wesel les conscrits qui se mutilent volontairement<sup>90</sup>. De fait, en 1808, des rassemblements de déserteurs sont signalés dans le bas de Plessala entre Moncontour et Collinée<sup>91</sup>.

86. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 25 nivôse an XI et 5 ventôse an XII.

87. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au conseiller d'Etat Réal, 22 brumaire et au ministre de l'Intérieur, 29 brumaire an XIV.

88. Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, Rapports des ministres, Guerre, Conscription (an XII-1806), 1122, rapport à l'Empereur du 17 thermidor an XIII.

89. *Ibid.*, état de situation dans chaque département de la levée des conscrits de l'an XIV à l'époque du 29 janvier 1806. Le département des Côtes-du-Nord ne compte pas un seul déserteur, tandis que l'Escaut, à la même date, en compte 418.

90. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le directeur général de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 14 octobre 1807.

91. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 158, Correspondance diverse du préfet relative à la guerre (mai-décembre 1808), fol. 110, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 19 décembre 1808.

En 1809, Boullé expédie à Mézières 5 réfractaires rentrés volontairement <sup>92</sup>. Puis nous voyons apparaître les garnisaires, dont l'action répressive vient s'ajouter à l'action persuasive des maires et des desservants <sup>93</sup>. Le 22 juin 1809 le préfet des Côtes-du-Nord reçoit du directeur général de la conscription la lettre suivante qui ne visait d'ailleurs pas particulièrement son département : « Je vous préviens, Monsieur le préfet, que l'indulgence trop longtemps accordée aux réfractaires et déserteurs des départements de l'Ouest, les troubles qui ont menacé de compromettre la tranquillité de ces départements et surtout l'inutilité bien démontrée de toute mesure qui n'ôterait pas aux réfractaires et aux déserteurs les moyens de reparaître dans leurs foyers ont déterminé Son Excellence le ministre de la Guerre à faire transporter aux îles de la Charente (dépôt de Saint-Gilles), tous ceux qui auraient persévéré dans leur insoumission » <sup>94</sup>.

Ainsi stimulé, Boullé fait du zèle : le 20 juin 1810, après le décret impérial du 25 mars amnistiant les réfractaires qui rentreraient volontairement, il adresse aux conscrits des classes 1806-1810, qui ne s'étaient pas encore présentés pour profiter de l'amnistie une proclamation de ton énergique : « Jeunes gens, j'ai transmis le 18 avril dernier aux maires du département une proclamation sur l'amnistie accordée par le décret impérial du 25 mars précédent. Cette proclamation a été affichée et publiée... ses dispositions vous ont fait connaître que le délit de désertion vous était remis entièrement ainsi que l'amende... à condition de rejoindre un corps de ligne ou une compagnie de garde-côtes ou celles de la réserve du département. Plus de deux mois se sont écoulés depuis la promulgation du décret de grâce de Sa Majesté... vous êtes toujours en état d'insoumission. Le temps approche où l'amnistie aura eu son terme (1<sup>er</sup> juillet 1810). L'administration va s'armer d'une nouvelle rigueur contre eux d'entre vous qui auront persévéré dans leur désobéissance ». Les mesures suivantes seront prises incessamment par elle : « Ne laisser aucun repos au réfractaire

92. Archives Nat., F<sup>9</sup> 173. le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 1<sup>er</sup> mai 1809.

93. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 14 juin 1809.

94. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le directeur général de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 22 juin 1809.

qui ne sera pas rentré dans le devoir, le faire poursuivre avec rigueur dans sa personne et dans les biens de leur père et mère, faire saisir et condamner le citoyen qui leur aura donné asile, dénoncer à l'autorité supérieure la commune qui sera reconnue l'avoir recélé... faire peser sur elle la mesure ruineuse des garnisaires, signaler la conduite des administrateurs de cette commune et provoquer contre eux l'animadversion du Gouvernement ». Le préfet terminait en annonçant son intention d'appliquer ces pénalités afin que dans un département « où tout marche d'ailleurs avec ordre sous le joug salutaire de la loi », il ne fût pas dit qu'une « poignée d'individus » fit exception et se dérobat « seule à son empire »<sup>95</sup>.

On se plaignait du reste que la conscription ne fut pas toujours appliquée d'une façon équitable. Dans une circulaire au préfet du 8 novembre 1810, le ministre de la Police générale s'exprimait ainsi qu'il suit : « La conscription, Monsieur, excite souvent des murmures dans les départements parce qu'elle donne lieu à des préférences coupables... Les jeunes gens des villes soit par faveur ou par complaisance, soit par les moyens de corruption qu'ils emploient parviennent presque toujours à éluder la loi et la conscription ne pèse en réalité que sur ceux des campagnes qui n'ayant ni protection ni fortune sont les seuls appelés à partir : de là le mécontentement et la désertion »<sup>96</sup>. Toutefois quelques jours plus tard le directeur de la conscription assurait le préfet des Côtes-du-Nord que son département n'était pas mis en cause par la circulaire précédente. « Cette circulaire, disait-il, n'est qu'une suite de l'intention fortement manifestée par Sa Majesté de faire exécuter les lois de la conscription avec une rigoureuse justice... Le département des Côtes-du-Nord où les opérations doivent à vos soins une grande régularité ne peut être sous ce rapport l'objet d'aucune mesure particulière »<sup>97</sup>.

95. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 95, Arrêtés du préfet relatifs à la gendarmerie nationale ... aux mouvements et levées des troupes (1808-1835), fol. 95, arrêté du 20 juin 1810. Le même registre contient de nombreux arrêtés déclarant réfractaire tel ou tel conscrit, ou établissant des garnisaires. Pour le décret impérial du 25 mars 1810, cf. DUVERGIER, t. XVII, p. 70-72.

96. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, circulaire du ministre de la Police générale aux préfets au sujet de la conscription, 8 novembre 1810.

97. *Ibid.*, le directeur général de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 4 décembre 1810.



De fait, à la date du 25 mars 1810, le département des Côtes-du-Nord comptait 250 conscrits en état d'être poursuivis; 72 seulement se réclamèrent du bénéfice de l'amnistie<sup>98</sup>. Pour traquer les réfractaires et déserteurs impénitents, insensibles aux accents de l'éloquence préfectorale, on organisa en 1811 « des colonnes mobiles ». La 8<sup>e</sup> colonne mobile commandée par le général de Berckheim fut affectée à la 13<sup>e</sup> division militaire et devait parcourir l'itinéraire suivant : Saint-Brieuc, Moncontour, Loudéac, Napoléonville, Baud, Hennebont, Port-Louis et Belle-Ile, c'est-à-dire le théâtre de l'ancienne chouannerie. Le détachement opérant dans les Côtes-du-Nord fut placé sous les ordres du chef d'escadron Schneit des chasseurs à cheval de la garde; il comprit 30 chasseurs de la garde, 5 gendarmes d'élite, 5 gendarmes départementaux et 200 volontiers du 10<sup>e</sup> léger et du 105<sup>e</sup> de ligne<sup>99</sup>. Maires et recteurs reçurent du préfet et de l'évêque l'ordre de seconder son action de tout leur pouvoir, de toute leur influence; on lut au prône les avertissements comminatoires du préfet relatifs aux conscrits en état de rébellion et à leurs recéleurs<sup>100</sup>. La colonne mobile circula jusqu'en février 1812 opérant dans les Côtes-du-Nord un centaine d'arrestations. Au 1<sup>er</sup> février 1812, il restait encore 37 conscrits ayant échappé à toutes les recherches<sup>101</sup>.

En 1813, ordre de diriger sur la 7<sup>e</sup> compagnie de pionniers stationnée à Flessingue les conscrits de la 13<sup>e</sup> division militaire convaincus « de s'être rendus volontairement incapables

98. Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, 1126-1146, Rapports des ministres, Guerre, Conscription, 1812, situation du département sur les réfractaires des classes 1806-1812, 25 mars 1810 et 1<sup>er</sup> juillet 1810. Au 1<sup>er</sup> janvier 1810 depuis l'établissement de la direction de la conscription on comptait dans les Côtes-du-Nord 359 réfractaires, 193 déserteurs et 15 « fauteurs ». Les amendes prononcées contre eux s'élevaient à 334.400 francs, Archives Nat., AFIV, 1124, compte général de la conscription.

99. Archives Nat., AFIV, 1125, Rapports des ministres, Conscription (avril-décembre 1811), carte de l'Empire français indiquant l'itinéraire des colonnes mobiles. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, le chef d'escadrons, Schneit, commandant la colonne mobile du département des Côtes-du-Nord, au général Boyer, 22 avril 1811 et le général de brigade Baron de Berckheim, commandant la colonne mobile de la 13<sup>e</sup> division militaire, au général Boyer, Rennes, 11 avril 1811.

100. Archives dép. des Côtes-du-Nord, *ibid.*, le lieutenant Dulaurens en service dans les communes de Hénon et du Quessoy au préfet, 27 janvier 1811.

101. Archives Nat., AFIV, 1126-1146, Situation des départements sur les réfractaires (1816-1812), 1<sup>er</sup> février 1812.

de servir dans les corps de ligne », c'est-à-dire de s'être mutilé le pouce; un peu plus tard les réfractaires sont expédiés à Wesel et à Strasbourg <sup>102</sup>. Au mois d'août de cette même année le directeur de la conscription invite le préfet à avertir les conscrits dans un but d'intimidation, que les mutilés volontaires dont le nombre se multipliait, seraient incorporés non plus dans les pionniers, mais dans le bataillon du train des équipages ou dans les compagnies d'ambulances <sup>103</sup>. En septembre, le même fonctionnaire, alors le baron d'Hastrel, jugea bon d'envoyer un de ses agents en mission dans un certain nombre de départements en vue « d'obtenir des renseignements exacts sur leurs ressources relativement aux diverses classes de conscrits et par ce moyen de faciliter les opérations que pourrait ordonner plus ou moins prochainement Sa Majesté ». Et comme le bruit se répand d'une levée de 300.000 habitants et y cause quelque émotion, le général d'Hastrel rappelle au préfet qu'au cas où la tranquillité serait troublée, il a à sa disposition une colonne mobile de 7 à 800 gendarmes stationnée à Laval sous les ordres du général Raynaud et organisée de manière à pouvoir se porter sur tous les points où sa présence serait nécessaire <sup>104</sup>.

En décembre 1813, le ministre de l'Intérieur félicitait Boullé du succès de la levée des 34.000 conscrits des classes 1808 à 1814, dont 3.043 avaient été mis en route <sup>105</sup>. Il semble donc qu'au total le département des Côtes-du-Nord se soit montré moins rebelle que beaucoup d'autres au fardeau de la conscription <sup>106</sup>.

102. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, le général de division, directeur de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 24 mars et 29 juillet 1813.

103. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 20 août 1813.

104. *Ibid.*, le ministre de l'Intérieur aux préfets des départements, 16 septembre 1813. Cet agent « honoré de la confiance » du général d'Hastrel n'était autre que le commissaire des guerres d'Hargenvilliers. *Id.*, d'Hargenvilliers au préfet des Côtes-du-Nord, 17 septembre 1813 et le général de division d'Hastrel, directeur de la conscription, au préfet des Côtes-du-Nord, 24 novembre 1813. Cf. *Almanach Impérial*, 1813, p. 233, direction générale de la conscription militaire.

105. *Ibid.*, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 21 décembre 1813.

106. Habasque connu, en 1834, au moment où il écrivait ses *Notions historiques* un des survivants des tueries impériales, Noël-François Dolédec, né à Cesson en 1785 qui avait fait à la Grande Armée les campagnes de 1806, 1807,

Mais la conscription ne constitue pas la seule contribution en hommes réclamée aux habitants du département : il faut y joindre les gardes d'honneur, les gardes nationaux, et les canonniers garde-côtes.

Le sénatus-consulte du 3 avril 1813 et le décret du 5 du même mois créèrent quatre régiments de gardes d'honneur qui devaient être formés de cavaliers volontaires s'équipant et se montant à leurs frais. Le contingent des Côtes-du-Nord serait versé dans le 3<sup>e</sup> régiment à Tours <sup>107</sup>. Une circulaire imprimée du ministre de l'Intérieur aux préfets précisa dans quelles conditions seraient enrôlés ces gardes : le contingent des Côtes-du-Nord était fixé, au minimum à 61, au maximum à 123 gardes. Les gardes devaient comprendre partie des engagés volontaires, partie des jeunes gens de 19 à 30 ans désignés par le préfet <sup>108</sup>. Le 15 mai 1813 le détachement des Côtes-du-Nord était constitué par arrêté préfectoral, à une unité près, sur les indications fournies par les maires et malgré d'innombrables protestations des intéressés. Il comptait 40 volontaires et 30 désignés : au total 70 <sup>109</sup>. Parmi les volontaires de l'arrondissement de Saint-Brieuc figurent Jean Latimier-Duclézieux, de Saint-Brieuc, fils du receveur général du département; Emmanuel de la Motte-Rouge, de Lamballe, dont le père avait été lieutenant de vaisseau; François Damar-Villeneuve, fils du greffier du tribunal; Jean Poulain-Corbion, fils d'un capitaine d'infanterie et neveu de Leuduger-Fortmorel, maire de Saint-Brieuc; parmi ceux de Dinan, Lamour de Cartou, surnuméraire des Droits Réunis, fils d'un ancien maire de la Chapelle Blanche; parmi ceux de Guingamp, René de Lécluze surnuméraire des douanes, fils du receveur des contributions directes de Pontrioux, neveu par sa mère de Denis de Lagarde, avocat

1808, 1809 et 1810 et de 1812. Trois fois blessé, il avait été réformé après avoir reçu à Smolensk un coup de feu qui lui avait enlevé deux doigts de la main droite. Retiré à Cesson sur son lopin de terre, le grognard avait rédigé un journal de ses campagnes, cf. HABASQUE, *op. cit.*, t. II, p. 301, note 1.

107. DUVERGIER, t. XVIII, p. 387-388 et 395-398. Sur les gardes d'honneur en général, cf. BUCQUOY (Lt), *Les gardes d'honneur sous le Premier Empire*, Nancy, 1908, 1 vol. in-8° et surtout E. LOMIER, *Histoire des régiments de gardes d'honneur (1813-1814)*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°.

108. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes d'honneur, 4 liasses, circulaires du ministre de l'Intérieur des 9 et 23 avril 1813.

109. *Ibid.*, circulaire du préfet aux maires, 15 avril 1813; arrêté du préfet du 25 mai 1813.

général à la Cour impériale de Rennes et de Denis de Lagarde, directeur général de la Police du grand duché de Toscane ; parmi ceux de Lannion, Yves Le Goaster, de la Roche-Derrien, surnuméraire de l'enregistrement, fils d'un négociant, membre du collège électoral du département ; dans celui de Loudéac, Michel de Rochefort, de Plouguenast, fils d'un ancien officier d'artillerie, en somme presque tous des fils de fonctionnaires ou tout au moins de parents dévoués au régime impérial, quelques-uns fonctionnaires eux-mêmes. Parmi les désignés on rencontre au contraire des descendants d'anciennes familles rentrées d'émigration, restées royalistes de cœur, secrètement hostiles au régime bonapartiste et qui font là figure « d'otages » : Joseph Ropartz, Gustave de la Guérande, Auguste de Kerautem, Louis Rouxel-Villeféron, Michel Vésuty, Sévère Rouxel de Lescouët, Victor Veillet-Dufrèche dans l'arrondissement de Saint-Brieuc ; Armand Langlais-Prémorvan, Adrien Magon la Balue, François de Serizay, Théodore de Saint-Méloir dans l'arrondissement de Dinan ; Emmanuel de Saisy, Frédéric de Kérouartz, Auguste Le Roux de Coëtando dans l'arrondissement de Guingamp ; Hyacinthe de Pontavice du Huessey, Guillaume Artur de Keralio, Joseph Raison du Cleuziou, Joseph Jourand du Trémén dans l'arrondissement de Lannion ; Jean-Marie du Gourlay dans celui de Loudéac <sup>110</sup>.

La grosse difficulté fut de monter et d'équiper les gardes d'honneur ; théoriquement ils auraient dû le faire à leurs frais. En fait la plupart d'entre eux étaient hors d'état de subvenir à cette dépense. Il fallut donc procéder autrement. A l'aide d'une contribution extraordinaire prélevée sur les fortunes de 100.000 francs et au-dessus, taxées à 1 franc pour 1.000 francs on constitua un fonds commun destiné à faire face aux dépenses de la levée des gardes d'honneur, des réquisitions de chevaux et de l'organisation de la garde nationale dont il sera parlé plus loin <sup>111</sup>. Cette contribution produisit 13.710 francs dans la commune de Saint-Brieuc, où furent taxées 33 personnes, parmi lesquelles Geslin-Bourgogne, Sébert aîné, Veillet-Dufrèche et Beuscher ; 2.365 fr. dans celle de Lam-

110. *Ibid.*, arrêté du préfet du 25 mai 1813 et registre d'inscription des enrôlés volontaires dans le 3<sup>e</sup> régiment des gardes d'honneur.

111. Archives dép. des Côtes-du-Nord, A, Gardes d'honneur, 1 dossier, relevé des fortunes de 100.000 francs et au-dessus taxées à 1 pour 1.000 pour faire face à la dépense de la levée des gardes d'honneur, 1813.



balle; 2.800 fr. à Quintin (Fraval et Bouan). A Plourivo, Armez fut taxé à 750 fr.; à Plérin, Denis et Rouxel durent payer 515 fr.; dans la commune de Lannion 17 personnes furent taxées; à Tréguier 9; à Dinan 15; à Loudéac 1; à Guingamp 10 <sup>112</sup>.

Parmi les protestations que souleva cette mesure, signalons celle de Louis Rouxel de Plérin qui se trouvait taxé à 300 fr. d'une façon exagérée; elle n'obtint aucun succès et eut pour épilogue l'arrêté suivant du préfet en date du 11 novembre 1813 : « Considérant qu'il est de notoriété publique que la fortune du sieur Rouxel est le double de l'évaluation erronée qui a servi de base à la fixation de cette cote.

.....  
Considérant... que le sieur Rouxel a refusé d'obtempérer non seulement à la demande émanée de l'administration, mais encore à deux avertissements envoyés à de longs intervalles par le receveur général du département; qu'en cela le sieur Rouxel s'est constitué en un état de résistance qui semblerait appartenir de près à l'esprit de sédition, exemple dangereux qu'il conviendrait de réprimer promptement.

Arrête :

1<sup>o</sup> La cotisation du sieur Rouxel Louis est fixée à la somme de 600 francs.

2<sup>o</sup> Commandement lui est fait de payer dans les trois jours de la notification.

3<sup>o</sup> A défaut d'obéir à ce commandement il sera établi à la diligence de M. le receveur général des garnisaires chez le sieur Rouxel, sauf dans le cas d'insuffisance de cette mesure à en prendre telles autres d'administration et de police qu'il sera vu appartenir, même envers sa personne » <sup>113</sup>.

Peut-être à cause de ces protestations la levée s'opéra très lentement. En juin 1813, le ministre de l'Intérieur en manifestait à Boullé de la mauvaise humeur : « Je vous le dis à regret, votre département figure sur le compte rendu hebdomadaire que je rends à Sa Majesté, comme préfet en retard avec ceux de l'Elbe et de la Weser qui assurément n'ont pu

112. *Ibid.*

113. *Ibid.*, arrêté du préfet du 11 novembre 1813. D'après une note du directeur des contributions directes du 8 novembre 1813, les revenus immobiliers de Rouxel-Villeféron se seraient montés à cette date à 6.873 fr. 72, produits par des propriétés sises à Saint-Brieuc, Plérin, Ploufragan, Morieux et Planguenoul.

prendre aucune mesure d'organisation tandis que leurs départements étaient occupés par les opérations militaires » <sup>114</sup>.

Le 8 juillet, nouveau rappel à l'ordre à propos des chevaux « Aucun de vos collègues n'a élevé de pareilles difficultés » <sup>115</sup>. Le préfet ayant protesté contre ces reproches qui lui paraissaient injustifiés s'attira une verte semonce : « Vous me dites que vous avez appris avec peine et surprise que vous figuriez dans mon compte rendu hebdomadaire comme préfet en retard. Vous me dites que vous avez fait cependant tout ce qui a été possible pour accélérer l'opération mais que la difficulté de se procurer des effets d'habillement et d'équipement a occasionné des retards qu'il ne vous a été possible ni de vaincre ni de prévenir.

.....  
» Quelque confiance que m'inspire un préfet, je ne puis dire à Sa Majesté que ce que je sais ; et vous devez comprendre qu'il en sera ainsi toutes les fois que vous ne mettez pas plus d'exactitude que vous ne l'avez fait jusqu'à présent à m'adresser des comptes périodiques obligatoires qu'ont remplis tous vos collègues et que prescrivaient mes circulaires. » Et comme si ce n'était pas encore suffisant, le ministre ajoute de sa propre main le *post-scriptum* suivant : « Ce n'est pas dans cette seule circonstance, Monsieur, que j'ai remarqué les retards de votre correspondance, la négligence que vous mettez à me donner des renseignements périodiques que je vous demande. L'administration d'un grand empire serait impossible si l'on ne réunissait pas au centre des dossiers qui permettent de faire connaître l'état positif des choses, le succès, le progrès des différentes opérations prescrites. Un département n'est pas un Etat faisant partie d'une fédération dont les détails intérieurs puissent être considérés abstraction faite de ce qui se passe dans les autres départements. Vous avez besoin de vous pénétrer de ces vérités : je l'ai remarqué depuis longtemps, je saisis l'occasion de vous le dire » <sup>116</sup>.

Enfin à la date du 24 juillet un premier détachement est mis en route, le reste devant quitter Saint-Brieuc en septembre

114. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes d'honneur, 4 liasses, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 28 juin 1813.

115. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 8 juillet 1813

116. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes d'honneur, 1 dossier, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 17 juillet 1813.

« C'est beaucoup trop tard, gronde le ministre de l'Intérieur, la plus grande partie des départements même les plus éloignés ont fait partir la totalité de leur détachement »<sup>117</sup>. Et quand le dernier garde d'honneur a rejoint, le ministre, épluchant les renseignements fournis par le préfet sur chacune des recrues, administre à son infortuné subordonné une nouvelle algarade. N'a-t-il pas en effet admis un sieur Hommay, fils d'un boulanger ? « Ce commerçant a beau être qualifié d'un des plus imposés de Saint-Brieuc et d'une famille estimée. Certes, si au lieu d'un renseignement aussi vague, vous m'eussiez fait connaître que la profession du sieur Hommay était celle de boulanger, je n'aurais pas consenti que son fils fût admis dans la garde d'honneur.

D'après cet exemple, j'ai lieu de craindre que beaucoup d'autres de vos gardes sur lesquels vous avez donné des renseignements insuffisants n'appartiennent également à des parents exerçant des professions qui rendraient leur fils inadmissible dans un corps d'élite comme celui des gardes d'honneur »<sup>118</sup>.

À côté de l'armée active, le régime consulaire et impérial, comme les régimes révolutionnaires qui l'avaient précédé, maintint la garde nationale. Toutefois, dans les années qui suivent le coup d'Etat, cette institution était devenue extrêmement languissante. La garde nationale subsiste ; elle figure dans la plupart des budgets municipaux, au moins des villes de moyenne importance, mais elle est réduite au rôle de troupe de police et de parade, ne prenant guère les armes qu'aux cérémonies officielles : processions, Saint-Napoléon, etc...<sup>119</sup>. En brumaire an XIII (2 décembre 1805) un détachement de gardes nationaux d'élite désignés par les maires s'en alla à

117. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes d'honneur, 4 liasses, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 5 août 1813. Le 3<sup>e</sup> et, semble-t-il, dernier détachement partit le 9 septembre, *id.* à *id.*, 22 septembre 1813.

118. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes d'honneur, 1 dossier, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 19 décembre 1813.

119. Sur la garde nationale sous le Consulat et l'Empire, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 853-856; F. SICARD, *Institutions militaires des Français*, Paris, 1831, 4 vol. in-8°, t. III, p. 7781; J. ALBOIZE et Ch. ELIE, *Fastes des gardes nationales de France*, Paris, 1849, 2 vol. gr. in-8°, t. I<sup>er</sup>, p. 217-270; L. LÉVY-SCHNEIDER, *Napoléon I<sup>er</sup> et la garde nationale dans La Révolution Française*, t. LV, p. 530-545; t. LVI, p. 18-45 et 114-143.

Paris assister aux fêtes du couronnement. Il y fut passé en revue et reçut des éloges pour sa bonne tenue <sup>120</sup>.

Un sénatus-consulte du 2 vendémiaire an XIV posa le principe de la réorganisation des gardes nationales. « Les gardes nationales seront, y était-il dit, réorganisées par décret » dans les départements, arrondissements et cantons où l'Empereur le jugerait nécessaire <sup>121</sup>. Le décret du 8 vendémiaire de la même année traça les grandes lignes de l'organisation nouvelle. Feraient partie de la garde nationale tous les Français valides de 20 à 60 ans. L'unité serait la cohorte équivalente dans l'armée active au bataillon. Chaque cohorte comprendrait 2 compagnies d'élite, l'une de grenadiers l'autre de chasseurs, et 8 compagnies de fusiliers. Plusieurs cohortes groupées formeraient une légion <sup>122</sup>. Un décret du 12 novembre 1806 ordonna la formation d'un certain nombre de légions, notamment dans les départements du Nord, de la Somme, du Pas-de-Calais. Les Côtes-du-Nord ne furent pas visées par ce décret <sup>123</sup>.

En 1809, lors du débarquement des Anglais à Flessingue et pendant que l'Empereur guerroyait en Autriche, les ministres, entre autres Fouché, prirent l'initiative de mettre sur pied un certain nombre de gardes nationales. Le département des Côtes-du-Nord, situé très loin du théâtre d'opérations, ne fut pas compris dans cette mesure <sup>124</sup>.

Toutefois l'attention du Gouvernement fut ramenée sur la garde nationale et sur les ressources que l'on pourrait en tirer comme armée « auxiliaire », territoriale, dirions-nous. De cette époque date un projet d'organisation de huit armées défensives, composées de gardes nationales mobiles, qui figure dans un rapport adressé à l'Empereur en novembre 1809. L'armée du Nord ou 2<sup>e</sup> armée comprendrait 4 divisions de 2 brigades chacune, sauf la 4<sup>e</sup> division qui serait de 3 brigades. Elles se recruteraient dans la Basse-Normandie, la Bretagne et la Vendée. La 2<sup>e</sup> division correspondrait aux quatre départements

120. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 94, Arrêtés du préfet relatifs à la gendarmerie nationale (an VIII-1808), fol. 93, arrêté du 5 fructidor an XII et 2 M 169, Correspondance extérieure du préfet relative à la guerre (an XII-an XIII), le préfet au conseiller d'Etat, directeur du 1<sup>er</sup> arrondissement de police, 11 vendémiaire an XIII et à M. Morin, commandant le détachement de garde nationale à Versailles, 25 brumaire an XIII.

121. DUVERGIER, t. XV, p. 326.

122. *Ibid.*, p. 326-328.

123. DUVERGIER, t. XVI, p. 54-57.

124. Sur cette initiative de Fouché et les arrière-pensées qu'elle cachait, cf. L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 108-137.



suivants : Ille-et-Vilaine et Morbihan (1<sup>re</sup> brigade) ; Côtes-du-Nord et Finistère (2<sup>e</sup> brigade). Les Côtes-du-Nord fourniraient un régiment de 5 bataillons à l'effectif de 103 officiers et 2.910 hommes. Pour trouver des officiers on comptait sur la présence dans le département d'une soixantaine d'officiers de l'armée active, (officiers de recrutement, retraités ou réformés). L'arrondissement de Saint-Brieuc fournirait 8 compagnies, Dinan 6, Guingamp 6, Lannion 4, Loudéac 4 <sup>125</sup>. L'évacuation rapide de Flessingue (23 décembre 1809) ne rendit pas nécessaire d'en venir là. Mais l'administration napoléonienne possédait désormais un élément d'appréciation sur les ressources éventuelles en hommes du département, en cas de levée en masse ; elle devait s'en souvenir en 1813.

Trois ans plus tard, un sénatus-consulte du 13 mars 1812 réorganisa la garde nationale de tout l'Empire en trois bans : le premier comprenant les hommes de 20 à 26 ans encore soumis à la conscription, le second comprenant les hommes de 26 à 40 ans, le troisième comprenant ceux de 40 à 60 ans. Le même sénatus autorisa une levée de 100 cohortes prises sur le premier ban et leur incorporation dans l'armée active <sup>126</sup>.

L'année suivante un nouveau sénatus-consulte (du 3 avril 1813) mettait sur le pied d'activité la garde nationale dans une série de départements en vue de la défense éventuelle des frontières de l'Ouest et du Midi <sup>127</sup>. Cette fois le département des Côtes-du-Nord fut touché. D'après le décret du 5 avril le département dut fournir 4.800 hommes répartis en 4 cohortes et 32 compagnies. En décembre l'organisation des cadres était la suivante : elle comprenait un chef de légion qui fut Jérôme Morin, receveur principal des Droits Réunis à Saint-Brieuc, ancien lieutenant de grenadiers. La 1<sup>re</sup> cohorte eut pour chef Dorléans, un officier retraité de Saint-Brieuc. Elle comprenait 3 compagnies, l'une d'elles était commandée par un capitaine de frégate en retraite, Scolan. La 2<sup>e</sup> était sous les ordres de Droguet, ancien commandant des côtes en résidence

<sup>125</sup>. Archives Nat., AFIV, 1124, Rapports des ministres, Conscription, Guerre (1809-1811), rapport à l'Empereur du 11 novembre 1809; nombre par département des officiers et sous-officiers ... utilisables pour les armées de garde nationale, 11 novembre 1809.

<sup>126</sup>. DUVERGIER, t. XVIII, p. 205-206.

<sup>127</sup>. Ce sénatus-consulte manque dans DUVERGIER. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 855-856.

à Lamballe ; elle comprenait 4 compagnies. La 3<sup>e</sup> cohorte était sous ceux de Bouttier-Villegast, propriétaire à Dinan (3 compagnies). L'une d'elle était commandée par Pélaud, capitaine retraité à Plancoët. La 4<sup>e</sup> cohorte avait pour chef Saffray, notaire à Loudéac, et comprenait quatre compagnies, l'une d'elles commandée par un capitaine retraité, François Communier. La 5<sup>e</sup> cohorte avait pour chef Artur, négociant à Loudéac (quatre compagnies) ; la 6<sup>e</sup>, Speits, officier retraité ; la 7<sup>e</sup> Le Cocq, vérificateur des poids et mesures (4 compagnies) ; la 8<sup>e</sup>, Grégoire Guermaquer, propriétaire (4 compagnies) <sup>128</sup>. La constitution des cadres ne s'était d'ailleurs pas opérée sans difficulté : nombreuses sont les lettres de notables qui déclinent l'honneur de porter l'épaulette sous prétexte que leurs occupations auraient à en souffrir <sup>129</sup>. Un conseil d'administration présidé par le préfet et dont faisaient partie, outre le chef de légion, le capitaine de gendarmerie et un conseiller général, prononçait sur les exemptions et les cas de réforme <sup>130</sup>. La garde nationale fit l'exercice tous les dimanches par ordre du sénateur général comte de Beaumont, commandant les gardes nationales du 4<sup>e</sup> arrondissement <sup>131</sup>.

Quant à la valeur militaire de cette troupe, on peut s'en rapporter au témoignage du sénateur et général comte Canclaux envoyé comme commissaire extraordinaire dans la 13<sup>e</sup> division militaire au début de 1814, avec mission notamment d'accélérer la levée et l'organisation des gardes nationales <sup>132</sup>. Dans une lettre à Montalivet, datée du 7 mars, Canclaux s'exprimait ainsi sur le compte des gardes nationaux des Côtes-du-Nord : « Presque tous sont sans armes, au moins de calibre,

128. Le décret manque également dans DUVERGIER. Cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 855-856. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 11-4 R 15, Gardes nationales (1813-1814), le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 7 avril 1813 ; arrêté du préfet, 15 avril 1813, et R, Garde nationale, organisation de la garde nationale du département, 24 décembre 1813.

129. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 11-4 R 15, Gardes nationales (1813-1814).

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 3, Garde nationale, Registre du conseil d'organisation de la garde nationale du département des Côtes-du-Nord (1813-1814).

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Divers, 1813, le chef de la Légion de la garde nationale du département des Côtes-du-Nord au général Fabre, 13 novembre 1813.

132. Sur la mission de Canclaux cf. L. BENAERTS, *Les commissaires extraordinaires de Napoléon I<sup>er</sup> en 1814, d'après leur correspondance inédite*, Paris, 1915, 1 vol. in-8°, p. XII, p. XXI et p. 89-103.

ce qui est un grand malheur. Il se fait sentir à Saint-Brieuc même où la cohorte urbaine est suffisamment bien organisée, mais peu habillée uniformément. On ne peut trop presser sur ce point ceux qui ont fait et font journellement sans se plaindre, sans murmurer des sacrifices à la patrie. Cependant j'ai excité leur zèle par des raisons prises dans la chose même et j'espère qu'elles produiront un bon effet... Ce département a deux bataillons à Brest, mais indépendamment qu'ils sont nécessaires à cette ville si importante et dénuée de troupes, ce sont des soldats nouvellement levés et qui n'ont pas tous des armes. Ils sont bien habillés et fournis de tout. Il n'y a eu dans cette levée ni déserteurs ni réfractaires, ni retardataires, ce qui arrivera toujours quand le Breton croira être engagé pour rester dans le pays. Une fois devenu soldat, il suivra partout la voix de ses chefs et de l'honneur ». L'exposé se terminait par la demande d'une somme de 160.000 francs destinée à faire face aux dépenses du traitement d'activité de la garde nationale <sup>133</sup>.

Enfin, le département des Côtes-du-Nord en sa qualité de département maritime eut à fournir, en plus de la garde nationale, des canonniers garde-côtes. Cette force spéciale avait été créée ou mieux organisée par arrêté du gouvernement consulaire du 8 prairial an XI : elle devait se recruter dans les communes maritimes, de préférence parmi les anciens soldats, et comprendre 100 compagnies échelonnées depuis Bruges jusqu'à la Corse <sup>134</sup>. Le département des Côtes-du-Nord serait taxé à lui seul pour 288 hommes répartis en 3 compagnies ; la 32<sup>e</sup>, la 33<sup>e</sup> et la 34<sup>e</sup>. Il y aurait en outre 2 compagnies de canonniers sédentaires à Bréhat et 1 aux Sept-Iles, dont le service se confondrait avec celui de la garde nationale de ces communes <sup>135</sup>. Ces canonniers avaient à leur disposition un certain nombre de corps de garde répartis en 5 arrondissements. C'était de l'Est à l'Ouest : l'arrondissement de Matignon avec 8 corps de garde, dont 1 à Dahouët, 1 autre à la Tour des Ebihens, 1 autre au fort Lalatte ; l'arrondissement de Saint-Brieuc : 6 corps de garde, dont 1 au Roselier, 1 à

133. *Ibid.*, Canclaux à Montalivet, Rennes, le 7 mars 1814, p. 101.

134. DUVERGIER, t. XIV, p. 284-288, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 847.

135. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance diverse, an XI, le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 21 prairial an XI.

Binic, 1 à Pordic; l'arrondissement de Bréhat : 8 corps de garde; l'arrondissement de Paimpol : 10; l'arrondissement de Lannion : 8, dont 1 à Port-Blanc, 1 à Perros, 1 aux Sept-Iles. La 32<sup>e</sup> compagnie avait pour centre et pour point de ralliement le fort Lalatte; la 33<sup>e</sup>, l'île Bréhat, la 34<sup>e</sup> les Sept-Iles <sup>136</sup>. L'armement était très varié; il y avait des pièces de 36, de 24, de 18, de 16, de 12 et même de 8 et de 6. Les Sept-Iles avaient 17 pièces de canon, dont 11, de 18, et 2 de campagne de 4. A Bréhat existaient des fourneaux pour boulets rouges; tout ce matériel relevait de la sous-direction d'artillerie de Saint-Malo et de la direction de Rennes <sup>137</sup>.

En juillet 1809, lors du débarquement des Anglais à Flessingue, les ministres, craignant une série de coups de main sur tout le littoral, levèrent 15.000 garde-côtes qui devaient rester en activité pendant toute la belle saison jusqu'au 15 novembre 1809 <sup>138</sup>. Les Côtes-du-Nord durent fournir 2.800 hommes; l'effectif de la 34<sup>e</sup> compagnie fut porté à 108 canonniers. Même des départements de l'intérieur des terres : la Mayenne, la Sarthe, le Maine-et-Loire furent mis à contribution <sup>139</sup>.

De 1811 à 1814, les compagnies de garde-côtes furent très souvent alertées : de concert avec des détachements d'infanterie de force variable, elles participent, en particulier à l'île Bréhat, à la surveillance des croisières anglaises et à la protection des convois et des corsaires français dont il sera parlé plus loin <sup>140</sup>. En 1811, les canonniers des Sept-Iles apprirent à

136. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, tableau général des corps de garde de la division et le lieutenant faisant fonctions de sous-directeur d'artillerie à Saint-Malo au général Boyer commandant le département des Côtes-du-Nord, 23 septembre 1811.

137. *Ibid.*, état de situation des pièces de canon et de leur emplacement dans les batteries ci-dessous désignées, non daté; procès-verbaux des épreuves des fourneaux à boulets rouges des batteries de Bréhat, avril 1811.

138. Archives Nat., AFIV, Secrétairerie d'Etat impériale, 1124, Rapports des ministres, Guerre, Conscription (1809-1811), décret portant organisation de 3 cohortes de gardes-côtes dans les départements de l'Ouest, juillet 1809.

139. *Ibid.* et Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, effectif de la 34<sup>e</sup> compagnie en 1809.

140. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, nombreux rapports de chefs de poste relatant ces escarmouches, cf. plus loin, p. 374-376. Dès 1806, les canonniers garde-côtes d'Erquy avaient eu l'occasion de se distinguer à l'occasion d'un combat entre



l'ennemi par un salut de 100 coups de canons, la naissance du Roi de Rome<sup>141</sup>. Quand survinrent les mauvaises années du régime, la pénurie d'hommes obligea à puiser dans les canonniers garde-côtes pour alimenter les détachements de renforts à destination des dépôts d'artillerie<sup>142</sup>. De sorte que Canclaux put écrire avec juste raison au cours de sa tournée de 1814 : « Les côtes de Bretagne sont tellement garnies de places, hérissées de batteries, qu'il n'est pas possible de songer à en mettre davantage. Mais elles ont besoin de défenseurs »<sup>143</sup>.

La conscription, les gardes d'honneur, les garde-côtes ne représentent qu'une partie des charges militaires imposées par le régime impérial au département des Côtes-du-Nord. A côté du personnel, le matériel : logement des troupes, achats, puis réquisitions de grains et de fusils, levées de chevaux, entretien des militaires blessés et malades et des prisonniers de guerre.

Le logement des troupes de garnison ou de passage qui était, comme on l'a vu, un des fardeaux les plus accablants qu'eussent à supporter les villes sous l'Ancien Régime, continua de peser sur elles pendant toute la durée du Consulat et de l'Empire. Les effectifs de troupes stationnés à l'intérieur de la France se sont accrus depuis 1789, cependant que les années agitées qui se sont écoulées postérieurement à cette date, n'ont point permis la construction de casernes. D'autre part, très peu de bâtiments provenant des anciens biens nationaux se prêtent à cet usage. Il en résulte que le plus

la frûte française *La Salamandre* venant de Saint-Malo et la corvette anglaise la *Constance*. La *Salamandre* fut prise par les Anglais mais la *Constance* atteinte par le feu des garde-côtes français resta au pouvoir de ces derniers, HABASQUE, t. III, p. 123, note 1.

141. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, le commandant de la place des Sept-Iles au général Boyer, 22 mars 1811.

142. *Ibid.*, le capitaine commandant la 33<sup>e</sup> compagnie au général Fabre 4 février 1814; R. Divers, 1813, le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division au général Fabre, 5 juillet 1813 (50 hommes de chaque compagnie de garde-côtes à diriger sur Mayence). En 1812 leur effectif n'est déjà plus que de 67 à 68 hommes chacune. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Défense des côtes, Commandement des Côtes-du-Nord, situation des 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup> compagnies de canonniers garde-côtes au 14 juillet 1812.

143. L. BENAERTS, *Les commissaires extraordinaires*, p. 94, Canclaux à Montallivet, Rennes, le 18 janvier 1814. Le même Canclaux déplore la désorganisation à peu près complète de l'effectif des garde-côtes par ces prélèvements incessants « on a enlevé les meilleurs, à raison d'un tiers par compagnie », p. 101, Canclaux à Montallivet, Rennes, le 7 mars 1814.

souvent, tout comme avant la Révolution, les soldats de Napoléon sont logés chez l'habitant : c'est le cas à Saint-Brieuc en 1806 du 70<sup>e</sup>, puis du 86<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Il en va de même à Moncontour et à l'île Bréhat; et cette promiscuité des militaires et des civils provoque de part et d'autre une animosité dégénérant parfois en conflits violents<sup>144</sup>.

Pour les subsistances, l'Empire en confia le service au corps des commissaires des guerres. Il y avait un commissaire des guerres en résidence à Saint-Brieuc : c'était à lui qu'incombait la tâche de passer les marchés de vivres, fourrages, bois de chauffage, effets destinés aux troupes et d'en surveiller l'exécution. Les commerçants en grains faisant des affaires avec le commissariat des guerres étaient assez nombreux dans les Côtes-du-Nord. Le principal semble avoir été François Dermitte de Saint-Brieuc, dont la fortune en capital était évaluée en 1809 par l'administration impériale à 150.000 francs<sup>145</sup>. Il approvisionnait entre autres places Brest et Cherbourg, mais paraît avoir rencontré parfois d'assez sérieuses difficultés pour remplir ses obligations<sup>146</sup>. En juin 1812, le ministre des Manufactures se plaignait au préfet à ce sujet de la mauvaise volonté des cultivateurs et des manœuvres de spéculation des meuniers. « Il faut, disait-il, à tout prix contraindre les détenteurs de grains à livrer une quantité proportionnée à leurs ressources, au besoin se saisir de leurs marchandises de force et à leurs frais et les traduire devant les tribunaux »<sup>147</sup>. Pourtant la

144. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Commandement des Côtes-du-Nord, 1806, situation des troupes du département, 16 mars 1806. Le 70<sup>e</sup> de ligne est à l'effectif de 1.036 hommes dont 726 à Saint-Brieuc; même situation du 86<sup>e</sup> de ligne au 23 juin 1806, le 86<sup>e</sup> est à l'effectif de 1.088 hommes dont 283 à Saint-Brieuc; défense des côtes, 1807. Le maire de Saint-Brieuc au colonel du 86<sup>e</sup> de ligne, 8 janvier 1807, à l'occasion d'un passage de troupes. « Les habitants logent déjà d'une manière permanente une grande partie de la garnison ». Sur les contestations entre militaires et civils auxquelles donne lieu cet état de choses, cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/236, le ministre, directeur de l'administration de la Guerre, au préfet des Côtes-du-Nord, 23 juin 1809.

145. Sur les fonctions des « commissaires des guerres », — dont une partie des attributions étaient passées aux « inspecteurs aux revues » depuis l'an VIII — sous le Consulat et l'Empire, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 847-848. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/259, Instructions. Lettres ministérielles (an VIII-1829), le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 2 vendémiaire an IX (pour lui annoncer l'arrivée d'un commissaire des guerres à Saint-Brieuc).

146. Sur Dermitte, cf. plus haut, p. 102-103, note 88.

147. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement de l'armée (1800-1815), le ministre des Manufactures et du Commerce au préfet des Côtes-du-Nord, 17 juin 1812.

même année dès le mois d'avril, le directeur général des vivres au ministère de la Guerre avait prié Boullé de donner à Dermite toute la protection dont il avait besoin pour effectuer l'achat de gré à gré de 5.908 quintaux de grains, faute de quoi les réquisitions deviendraient inévitables <sup>148</sup>. En 1814, on en vint à cet expédient « désagréable », ainsi que le qualifiait le comte Canclaux <sup>149</sup>.

En 1813, on réquisitionna aussi les fusils « de calibre et de munition » ; on les payait aux propriétaires de 6 à 10 francs. La réquisition produisit dans les Côtes-du-Nord 834 fusils ; elle ne semble pas avoir provoqué d'incidents <sup>150</sup>. En 1814, on en vint à utiliser les armes déposées comme pièces à conviction au greffe du tribunal de Saint-Brieuc <sup>151</sup>.

Beaucoup plus épuisantes que ces réquisitions furent pour ce département essentiellement agricole les nombreuses levées de chevaux qui se succédèrent de 1800 à 1814. Aux derniers jours du régime directorial, la loi du 4 vendémiaire an VIII prescrivit la réquisition sur le territoire de la République de 40.000 chevaux, payables en mandats, qui pourraient servir au paiement des contributions chez le percepteur et pour moitié seulement à celui de la subvention de guerre <sup>152</sup>. L'administration centrale du département dans une circulaire aux municipalités du 13 ventôse les exhorta impérativement, malgré la détresse du pays, à appliquer la loi <sup>153</sup>. L'opération se poursuivit sous le Consulat après Brumaire. Le contingent des Côtes-du-Nord calculé sur le pied de 1/30<sup>e</sup> était de 962 che-

148. *Ibid.*, le comte de l'Empire, directeur général des vivres de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 25 avril 1812.

149. *Ibid.*, le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 18 février 1814 et le sénateur général comte Canclaux au préfet des Côtes-du-Nord, Rennes, le 9 mars 1814 (lettre non publiée par L. BENAERTS).

150. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Divers, 1813, le général baron Evain, directeur de la 6<sup>e</sup> division au ministre de la Guerre et au général commandant le département des Côtes-du-Nord, 16 novembre 1813 et Recrutement, Armes, Fort des Sept-Iles et Divers, 1814, état de situation des fusils rassemblés par ordre des 14 et 15 novembre 1813.

151. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R. 1808, Garde nationale, Artillerie, Prisonniers de guerre.

152. DUVERGIER, t. XI, p. 374-376 et Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), le ministre de l'Intérieur aux citoyens composant l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord, 24 vendémiaire an VIII.

153. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), l'administration centrale du département des Côtes-du-Nord aux municipalités. 13 ventôse an VIII.

vaux<sup>154</sup>. Une commission composée de 3 officiers de cavalerie et de 2 civils fut chargée de le lever. Il ne semble pas que le chiffre fixé ait pu être atteint, à beaucoup près. Un état daté de floréal an VIII résume les résultats de l'opération de la façon suivante : district de Lannion, 31 chevaux ; de Pontrieux, 45 ; de Guingamp, 6 ; de Port-Briec, 15 ; de Loudéac, 15 ; de Rostrenen, 1 ; de Dinan, 53 ; de Lamballe, 94 ; de Broons, 120. Total : 380<sup>155</sup>.

En 1807, l'Empereur ayant par décret du 12 décembre 1806 prescrit la constitution à Saint-Malo d'un équipage de 12 bouches à feu « prêtes à se porter partout où besoin sera », la levée des 120 chevaux nécessaires à cet équipage, dans la région de Dinan, ne s'opéra qu'avec la plus grande difficulté<sup>156</sup>. En 1811, impossible de se procurer de gré à gré 30 chevaux hongres réclamés par le train des équipages militaires, le département étant épuisé par la guerre et le roulage ; il faut avoir recours à la réquisition<sup>157</sup>.

Mais ce fut surtout en 1813 que les exigences de l'Empire en matière de remonte pesèrent lourdement sur le département. Un décret impérial du 4 janvier 1813 ordonna la levée dans toute l'étendue de l'Empire de 15.000 chevaux (3.000 pour les carabiniers et les cuirassiers, 4.500 pour les dragons, 7.500 pour la cavalerie légère)<sup>158</sup>. La part du département des Côtes-du-Nord était de 250 : 125 pour la grosse cavalerie, payables 400 fr. pièce, 125 pour la cavalerie légère payables 200 fr.<sup>159</sup>. En annonçant cette mesure aux maires le préfet, qui prévoyait le peu d'enthousiasme de ses administrés, terminait par cet avertissement menaçant : « Si quelques-uns cherchent à se soustraire à la revue des chevaux, je vous charge de me les

154. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 9 germinal an VIII.

155. *Ibid.*, résultat des opérations de la commission nommée pour la levée des chevaux en exécution de la loi du 4 vendémiaire an VIII, 8 floréal an VIII.

156. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Commandement des Côtes-du-Nord, 1806, le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 29 décembre 1806.

157. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), le ministre directeur de l'administration de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 11 septembre et 28 novembre 1811.

158. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), décret impérial du 4 janvier 1813 (manque dans DUVERGIER).

159. *Ibid.*, circulaire imprimée du préfet des Côtes-du-Nord aux maires, 15 janvier 1813.



faire connaître afin que je les fasse poursuivre comme réfractaires au décret impérial »<sup>160</sup>. La levée s'effectua en effet très lentement malgré les efforts du commissaire spécialement préposé à cet effet : le vérificateur des poids et mesures de l'arrondissement de Saint-Brieuc, Dorléans, ancien officier retraité du 20<sup>e</sup> chasseurs à cheval. C'est l'arrondissement de Dinan qui donna le meilleur rendement; celui de l'arrondissement de Loudéac fut quasi-nul. Beaucoup de chevaux présentés étaient des chevaux entiers : Boullé prescrivit aux sous-préfets de les faire « castrer de pleine autorité, au cas que les propriétaires s'y refuseraient »<sup>161</sup>. En juin, 145 chevaux seulement avaient pu être réunis. Paris s'impatientait et s'étonnait de cette lenteur dans un département de la 13<sup>e</sup> division possédant pourtant « des ressources abondantes en chevaux »<sup>162</sup>. En juillet, il manquait encore 105 chevaux de grosse cavalerie. On dut admettre des chevaux de cavalerie légère pour les remplacer<sup>163</sup>.

Il s'agissait de remonter la cavalerie de la Grande Armée dont les montures avaient disparu dans la débâcle de Russie. Comme ce procédé coûtait cher, Napoléon s'avisa d'un autre expédient, celui de se faire offrir dans un élan de soi-disant enthousiasme patriotique, par les municipalités, des cavaliers équipés et montés. Le 15 janvier 1813 le préfet des Côtes-du-Nord recevait du ministre de l'Intérieur la lettre suivante : *Confidentielle* « Le *Moniteur* d'hier vous a fait connaître la sensation qu'a produite sur tous les citoyens de la bonne ville de Paris la publication des pièces et rapports d'après lesquels a été rendu le sénatus-consulte du 11 janvier 1813, pièces et rapports que vous devez faire imprimer et publier comme vous avez fait pour les bulletins de la Grande Armée. Déjà les mêmes sentiments se sont prononcés dans les principales villes des départements les plus voisins de la capitale. Je ne doute pas qu'aussitôt que vos administrés seront instruits, ils n'éprouvent le besoin d'exprimer des vœux semblables. J'ai

160. *Ibid.*

161. *Ibid.*, arrêté du préfet des Côtes-du-Nord, du 26 février 1813 (minute) et le préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets, 26 février 1813 (minutes).

162. *Ibid.*, le général Frère, commandant la 13<sup>e</sup> division militaire à Rennes, au préfet des Côtes-du-Nord, 1<sup>er</sup> mars 1813; le ministre, directeur de l'administration de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 23 mars et 2 juin 1813.

163. *Ibid.*, le ministre, directeur de l'administration de la Guerre, 23 juillet 1813.

fait rédiger une note de ce qui a été fait dans Seine-et-Oise, dans Seine-et-Marne, dans l'Oise, dans la Seine et dans l'Aisne. J'ai pensé qu'il vous serait agréable de connaître comment a été réalisé un des plus beaux monuments de l'honneur français. Je suis certain que votre département ne restera point en arrière. » Suivait une note imprimée fixant à 143 chevaux le contingent des Côtes-du-Nord<sup>164</sup>. Le lendemain, nouvelle lettre du ministre de l'Intérieur au préfet avec la mention expresse : *Confidentielle. Pour lui seul.* « Vous avez reçu par le courrier d'hier, Monsieur le préfet, une lettre et des notes relatives aux offres que feront sans doute les villes et les cantons de votre département pour la formation des compagnies de cavaleries ou de chasseurs.

» Vous sentez que les délibérations des villes et des cantons et leurs adresses ne doivent jamais paraître le résultat d'une impulsion donnée par le Gouvernement ou par ses agents mais celui d'un mouvement spontané de ses administrés. Cette réflexion vous servira de règle pour la physionomie que doivent avoir les délibérations et les adresses que vous me remettrez. Leur fond doit être religieusement conservé, mais vous ne devez pas considérer comme des changements quelques modifications que vous feriez dans la forme de la rédaction.

» Il est important surtout dans les offres qui sont faites qu'on ne les présente pas comme tout à fait isolées. Quelques hommes ne sont rien si on les considère seuls ; ils sont beaucoup si on les fait envisager comme le contingent probable et naturel à la formation d'une armée, comme l'offrande dictée par le sentiment de l'honneur national, par l'indignation contre ceux qui oseraient concevoir la pensée d'y porter atteinte, contre le traître dont la honteuse défection nous révèle un nouveau crime de l'Angleterre.

» Il est inutile que je vous dise que cette dépêche, que celle d'hier sont toutes confidentielles. Elles vous font connaître ce que je présume du zèle de vos administrés, la manière dont les effets doivent être régularisés, les résultats qu'il serait cruel pour vous de ne pas obtenir, qu'il est impossible que vous n'obteniez pas, mais auxquels votre habileté, la confiance que vous avez su inspirer, l'attachement de vos administrés, le

<sup>164.</sup> *Ibid.*, le ministre de l'Intérieur au préfet des Côtes-du-Nord, 15 janvier 1813.

dévouement et l'intelligence de vos collaborateurs doivent, je le répète, donner toute la physionomie d'actes spontanés et non inspirés » <sup>165</sup>.

Aussitôt, discrètement stylés, les conseils municipaux des principales villes du département se réunissent en séance extraordinaire. A Saint-Brieuc, le maire ayant exhorté les conseillers « à donner dans les circonstances présentes des témoignages de leur amour et de leur fidélité pour l'auguste personne de Sa Majesté l'Empereur et Roi, dans lequel se confondent les sentiments dont tout bon Français doit être animé, lorsque, par des coups imprévus, la patrie a besoin du concours de toutes les volontés et de la réunion de tous les efforts » le conseil municipal prit la délibération suivante :

« Considérant que par leur caractère national, les habitants de Saint-Brieuc sensibles au sentiment de l'honneur et de la patrie n'ont pu voir qu'avec la plus profonde indignation l'exemple affreux de trahison et de perfidie qui est venu inopinément compromettre la sûreté de la Grande Armée dans laquelle ils ont des parents et des amis. Considérant qu'il est de l'intérêt de tous, d'investir Sa Majesté l'Empereur de tous les moyens de force et de puissance, afin que ses intentions bien connues de procurer à ses sujets l'inappréciable bienfait d'une paix honorable et avantageuse puissent s'accomplir, le conseil municipal pénétré de reconnaissance veut s'empresser d'en donner de sincères témoignages. Considérant que la ville de Saint-Brieuc n'est pour ainsi dire peuplée que de cultivateurs et d'artisans dont la condition a été infiniment malheureuse par l'effet de la disette de 1812, que la classe la plus aisée a fait pendant ces temps calamiteux les plus grands sacrifices pour subvenir aux besoins des indigents, que malgré de telles circonstances les habitants de Saint-Brieuc ne calculant que d'après les divers sentiments qui les animent, votent par l'organe de leur conseil municipal l'offre à faire à Sa Majesté l'Empereur de 2 cavaliers montés et équipés » <sup>166</sup>.

Cela s'appelle s'exécuter, mais de mauvaise grâce, et en clamant aussi haut qu'on pouvait le faire sans courir trop de risques, un désir ardent de la paix. Encore fallut-il pour réunir la somme nécessaire renoncer au procédé de la souscription

165. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 16 janvier 1813.

166. *Ibid.*, extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Saint-Brieuc, 23 janvier 1813.

volontaire à laquelle on avait d'abord songé et taxer d'office les habitants aisés <sup>167</sup>.

Les communes rurales du canton Nord de Saint-Brieuc offrirent 3 cavaliers; de même celles du canton Sud; le canton de Châtelaudren, 4; la ville de Lamballe, 1 chasseur de la garde; les communes rurales du canton de Lamballe, 3 cavaliers; le canton de Lanvallon, 3; celui de Moncontour, 4; celui de Paimpol, 5; le canton de Pléneuf, 2; le canton de Plœuc, 3; celui de Plouha, 3; la ville de Quintin, 2; les communes rurales du même canton, 3 soit 42 cavaliers pour l'arrondissement de Saint-Brieuc; celui de Dinan, 28; celui de Guingamp, 28. A Guingamp même le maire rappelle avec un juste orgueil que la première compagnie de volontaires sortit il y a vingt-deux ans des murs de cette ville pour défendre la frontière de l'invasion des étrangers. Les deux arrondissements plus pauvres de Lannion et de Loudéac offrirent respectivement, l'un 25, l'autre 23 cavaliers <sup>168</sup>.

En juillet 1813, nouvelle levée de chevaux; cette fois il s'agit de 80 animaux destinés à la cavalerie légère de l'armée d'Espagne <sup>169</sup>. En décembre 1813 un décret impérial réquisitionna 15.000 chevaux, soit pour le département des Côtes-du-Nord 215 chevaux de dragons et de cavalerie légère. Boullé annonça cette réquisition aux maires en style impératif : « Ces chevaux sont destinés à la défense du territoire de l'Empire menacé par de nombreux ennemis. Il n'est aucun Français qui dans une circonstance si impérieuse ne doive s'empresser d'offrir ce qu'il possède pour une destination aussi sacrée.

167. *Ibid.*, le maire de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 1<sup>er</sup> février 1813.

168. *Ibid.*, état et répartition de la dépense des cavaliers montés et équipés offerts par les villes et les cantons du département; extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Lamballe, 25 janvier 1813; offre de cavaliers équipés et montés par l'arrondissement de Dinan; extrait des registres de délibérations du conseil municipal de la ville de Guingamp, 23 janvier 1813; le sous-préfet de Guingamp au préfet des Côtes-du-Nord, 19 février 1813; offre de cavaliers équipés et montés, arrondissement de Loudéac; offre de cavaliers équipés et montés, arrondissement de Lannion.

169. Le décret manque dans DUVERGIER. Cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Remonte (an VIII-1820), instruction pour la levée de 4.200 chevaux de selle à fournir par les départements pour compléter les régiments de cavalerie de l'armée d'Espagne en exécution d'un ordre de l'Empereur du 23 juillet 1813, 6 août 1813. On paye 480 francs le cheval de grosse cavalerie, 430 francs le cheval de dragons, 350 francs le cheval de cavalerie légère. 8.000 francs sont mis à la disposition du préfet pour ces achats.



L'Empereur compte à cet égard sur le patriotisme de ses sujets; je suis de mon côté trop accoutumé à recueillir des preuves de la bonne volonté des habitants de ce département pour n'être pas persuadé qu'ils concourront avec une noble émulation à remplir le contingent.

» Aucune obligation d'intérêt personnel, aucun prétexte ne peuvent être opposés à l'intérêt de l'Etat qui commande impérieusement que la fourniture demandée soit faite sous le délai fixé par le Gouvernement. Si donc, contre mes espérances, il se trouvait des gens assez mal disposés pour vouloir résister aux ordres que vous leur donnerez... soit en refusant de faire conduire devant vous leur chevaux, soit en déroband à votre examen quelques chevaux parce qu'ils les auraient crus susceptibles d'être requis, je vous recommande spécialement de me faire connaître ces personnes afin que je prenne les moyens de les punir de leur mauvaise volonté » <sup>170</sup>.

Malgré ces menaces, la levée ne réussit à procurer que 170 chevaux : 155 de cavalerie légère et 15 de dragons, qui furent affectés aux 5<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> régiments de dragons et au 2<sup>e</sup> cheval-légers <sup>171</sup>.

Quand arriva à Rennes le comte Canclaux au début de janvier 1814, il manquait encore quarante-cinq chevaux pour le 14<sup>e</sup> dragons dont le dépôt se trouvait dans cette ville. Canclaux prit un arrêté imposant aux Côtes-du-Nord une levée supplémentaire; dans une lettre adressée au préfet, passant outre aux objections de ce dernier, il le justifiait en termes sommaires comme il suit : « Cet arrêté m'est dicté par le motif que je vous ai déjà cité, la nécessité de l'obéissance et ce motif fera de même la règle de votre conduite » <sup>172</sup>.

Il faut croire qu'il obtint satisfaction car, dans une lettre du 7 mars à Montalivet, il parle de l'opération comme si elle avait réussi : « La levée des chevaux s'est faite avec peine vu

170. *Ibid.*, levée de 170 chevaux ordonnée par décret impérial du 13 décembre 1813 (qui en demandait 215) : 155 de cavalerie légère, 15 de dragons et circulaire imprimée du préfet aux maires, 23 décembre 1813.

171. *Ibid.*, état des chevaux dirigés sur Versailles, 26 janvier 1814. On ne put se procurer de conducteurs; on dut utiliser comme tels quelques hommes d'un détachement de recrues rejoignant les dépôts de la jeune garde.

172. *Ibid.*, le sénateur général comte Canclaux, commissaire extraordinaire dans les départements de la 13<sup>e</sup> division militaire au préfet des Côtes-du-Nord, 12 janvier 1814; arrêté du même, 17 janvier 1814; le même au préfet des Côtes-du-Nord, 17 janvier 1814.

le nombre de 215 demandés. Cependant le contingent est fourni avantageusement »<sup>173</sup>.

Outre les livraisons de grains, fusils, chevaux, le département des Côtes-du-Nord eut encore à supporter les frais d'installation de nombreux prisonniers de guerre et blessés. Dès 1806, on songea à envoyer quelques prisonniers dans les Côtes-du-Nord, sans doute des Prussiens. En petit nombre, répartis chez les agriculteurs, ils auraient constitué un appoint de main-d'œuvre agricole plutôt qu'un fardeau et un surcroît de dépenses. Le ministre de la Guerre et celui de l'Intérieur l'annonçaient tous les deux aux préfets dans deux circulaires grandiloquentes.

« L'Empereur, disait le premier, veut que l'arrivée en France des nombreux prisonniers de guerre qu'il vient de faire, loin d'être une surcharge pour les finances de l'Etat, soit un moyen de donner une nouvelle activité aux travaux de manufacture et fournir aux besoins de l'agriculture.

.....  
Les prisonniers qui seront envoyés dans votre département pour les travaux des particuliers... ne doivent point être mis en dépôt mais immédiatement être répartis chez les principaux agriculteurs et manufacturiers et chez tous les particuliers qui en réclament ». « La loyauté française, disait le second, tend la main à l'ennemi vaincu et la prévoyante sollicitude de notre auguste Empereur s'étend jusque sur les victimes que le sort de la guerre a désarmées... Au milieu des grands événements notre auguste Souverain ne perd pas de vue les intérêts des campagnes ; il vous associe au bienfait qu'il va procurer à notre agriculture : vous sentirez d'autant plus le prix d'une faveur aussi insigne, qu'après avoir compati aux malheurs des vaincus, vous pouvez contribuer à en faire des colons pour la France »<sup>174</sup>.

Le préfet se hâta de décliner cette « insigne faveur » dans trois lettres adressées au ministre de l'Intérieur, au conseiller d'Etat chargé du 1<sup>er</sup> arrondissement de Police et au ministre de la Guerre. Les arguments qu'il invoqua furent la proximité des côtes et l'absence de locaux pouvant abriter les

173. L. BENAERTS, *Les commissaires extraordinaires* ... p. 101.

174. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/259, Instructions, Lettres ministérielles (an VIII-1820), le ministre de la Guerre aux préfets (circulaire imprimée), 24 novembre 1806 et le ministre de l'Intérieur aux mêmes, 18 brumaire an XIV.

prisonniers : deux particularités qui rendaient la surveillance très difficile <sup>175</sup>. Nous ne savons s'il obtint satisfaction et si ces colons d'un nouveau genre furent dirigés sur d'autres départements. Il est probable, car nous n'avons rencontré aucun document attestant la présence à cette date dans les Côtes-du-Nord de prisonniers de guerre.

Mais c'est en janvier 1814 que le département en reçut un grand nombre et cette fois dans des conditions bien différentes. Il ne s'agissait plus de répartir chez les cultivateurs des escouades de travailleurs ; il fallait à présent loger, ravitailler et faire surveiller plusieurs milliers de prisonniers évacués des dépôts de la 2<sup>e</sup> et de la 6<sup>e</sup> division militaire sur la 13<sup>e</sup>. Le département des Côtes-du-Nord en reçut pour sa part 3.100, tous Espagnols, distribués comme il suit : 1.200 à Saint-Brieuc, 600 à Guingamp, 800 à Dinan, 500 à Lamballe <sup>176</sup>.

En février, il en arriva d'autres : 632 le 6 février, 953 le 11, tous Espagnols, à destination de Saint-Brieuc et 454 également Espagnols, pour Guingamp ; 674 le 14 pour Lamballe ; 130 pour Saint-Brieuc les 16 et 24 février <sup>177</sup>. D'autres traversaient le département sans s'y arrêter, mais il leur fallait fournir un gîte d'étape : c'étaient des Russes, des Autrichiens et des Prussiens à destination de Morlaix, Landerneau, Brest, et Lennéven <sup>178</sup>. Ces prisonniers, du moins ceux de Saint-Brieuc, étaient au témoignage de Canclaux dans le « dénuement le plus absolu » ; le bâtiment qui les abritait, dans un état déplorable <sup>179</sup>. On manquait de troupes pour les garder, d'officiers pour les commander. Le voisinage de la mer compliquait encore les choses, risquant de faciliter les évasions. On songea pour cette raison à utiliser les petites villes de l'intérieur du département : or ces villes manquaient précisément de cons-

175. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 170, Correspondance extérieure du préfet relative à la guerre (an XIII-1807), fol. 70-71, le préfet au conseiller d'Etat chargé du 1<sup>er</sup> arrondissement de Police générale de l'Empire, 19 frimaire an XIV et fol. 138, le même au ministre de la Guerre, 3 décembre 1806.

176. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement, Armes, Fort des Sept-Iles et Divers, 1814, le préfet des Côtes-du-Nord au général Fabre, 28 janvier 1814 ; le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division à Rennes au préfet, 25 janvier 1814.

177. *Ibid.*, le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division au préfet, 6, 11, 16 et 24 février 1814.

178. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 2 février 1814 ; au général Fabre, 7 mars 1814.

179. L. BENAERTS, *op. cit.*, p. 102, Canclaux à Montalivet, Saint-Malo, 23 février 1814.

tructions suffisamment vastes<sup>180</sup>. Aussi n'est-il pas rare de voir les prisonniers s'écarter de leur dépôt, terroriser par leurs pillages et leurs vols les habitants du voisinage. A Guingamp le maire fut averti par un placard anonyme apposé à sa porte que les prisonniers espagnols d'accord avec les nobles complotaient d'égorger les « bons citoyens » (16-17 mars 1814). Vérification faite, il n'y avait là que l'écho de commérages de femmes apeurées; toutefois le fait est significatif; il montre l'impression d'insécurité ressentie par la population civile en présence de tous ces étrangers mal surveillés<sup>181</sup>.

Le département des Côtes-du-Nord reçut aussi des blessés et des malades. En mars 1814, le ministre directeur de l'administration de la Guerre réclamait d'urgence qu'on mit à sa disposition 150 lits à Dinan, 150 à Lamballe, 200 à Saint-Brieuc<sup>182</sup>. A défaut de place dans les hôpitaux civils et militaires, le préfet était invité à organiser dans des locaux convenables des hôpitaux complémentaires, et à se procurer la literie nécessaire<sup>183</sup>. La chose n'allait pas sans de grosses difficultés : à Lamballe le maire se déclara hors d'état d'exécuter les ordres du préfet, faute de place et faute de ressources; il prétendait faire retomber cette charge sur les autres villes du département. Lamballe ayant fort à faire à hospitaliser les militaires de passage qui utilisaient la grande route de Paris<sup>184</sup>.

On aurait une idée inexacte de la participation du département des Côtes-du-Nord à la lutte de l'Empire contre l'Europe si l'on oubliait que c'était un département maritime, relevant du 3<sup>e</sup> arrondissement, c'est-à-dire de Brest<sup>185</sup>. A ce titre il y a contribué de deux manières :

180. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement, Armes, Fort des Sept-Iles et Divers, 1814, le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division à Rennes au général Fabre, 25 février 1814.

181. *Ibid.*, le préfet au général Fabre, 10 février 1814; le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division au général Fabre, 26 mars 1814; le lieutenant de gendarmerie commandant le dépôt de prisonniers de guerre de Guingamp au préfet, 18 mars 1814.

182. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/259, Instructions, Lettres ministérielles (an VIII-1829), le ministre, directeur de l'administration de la Guerre, au préfet des Côtes-du-Nord, 28 mars 1814.

183. *Ibid.*

184. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 R/259, le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 5 avril 1814.

185. Sur l'organisation et le fonctionnement de la marine de guerre sous le Consulat et l'Empire, cf. P. POULLET, *op. cit.*, p. 852-853; E. CHEVALLIER (capitaine de vaisseau), *Histoire de la marine française sous le Consulat et l'Empire*,



1° par l'inscription maritime, et la course;

2° par la défense de ses côtes.

Faute d'études précises, nous ignorons comment a fonctionné l'inscription maritime pendant la Révolution en France et plus spécialement en Bretagne. Une lettre au ministre du préfet maritime Caffarelli, commandant l'arrondissement de Brest, nous permet d'avoir une impression d'ensemble du recrutement maritime au début du Consulat (11 vendémiaire an IX). D'après Caffarelli la levée d'inscrits du mois de thermidor an VIII avait produit dans l'arrondissement 1.446 hommes. Caffarelli ne spécifie pas la part des Côtes-du-Nord dans ce chiffre global mais il donne des détails intéressants sur l'état moral de diverses circonscriptions. Le littoral des Côtes-du-Nord se répartissait entre les quartiers de Dinan, Saint-Brieuc, Paimpol, Tréguier, Morlaix et Lannion, subdivisés eux-mêmes en syndicats. Le quartier de Dinan était en l'an VIII dans un état médiocre : « Il est placé au centre de la chouannerie; beaucoup d'hommes inscrits ont péri dans les querelles de parti; d'autres ne paraissent jamais. Lorsque les discordes civiles ont cessé, le Gouvernement n'a pas cru devoir prescrire des recherches trop rigoureuses, les autorités constituées ont usé de ménagements; les syndics sont presque tous des hommes nuls, aucun réquisitionnaire ou conscrit n'avait encore rejoint à l'époque de la revue. Cependant le sous-commissaire Bataillier a beaucoup de fermeté et de zèle... A Saint-Brieuc, le sous-commissaire Ferrary a une intelligence et un zèle bien rares : ses syndics sont assez bons, ses matricules sont bien tenus. La chouannerie a fait disparaître beaucoup de marins, mais cet administrateur infatigable en découvre toujours quelques-uns. A Paimpol, le sous-commissaire Garnier ne remplit pas ses fonctions avec la même supériorité. Le commis qui est à Tréguier a de l'activité dans l'esprit, mais c'est tout, car il est infirme et mal secondé par ses syndics presque tous incapables de l'être. Le quartier de Paimpol avec du soin, du temps et des moyens coercitifs don-

Paris, 1886, 1 vol. in-8° (très médiocre); F.-J. DELAUNEY (chef d'escadron), *Napoléon et la défense des côtes*, Paris, 1890, in-12, pièce. La base de la législation au point de vue du recrutement des équipages de la flotte et des ouvriers des arsenaux est la loi du 3 brumaire an IV qui continue d'être en vigueur (DUVERGIER, t. VIII, p. 439-442). Un arrêté consulaire du 7 floréal an VIII créa les préfets maritimes (DUVERGIER, t. XII, p. 213-218).

nera des matelots presque tous répandus sur des caboteurs et des corsaires. Le commis de Lannion, quartier de Morlaix, est trop vieux, il remplit mal sa place. Ses syndics sont généralement mauvais, ses matricules en désordre. Avec un autre chef et du temps, on y trouverait des matelots ». D'une façon générale, Caffarelli estime que l'institution de l'inscription maritime est en décadence. Les causes de cette décadence sont multiples.

1° Il y a d'abord la course. Les corsaires enlèvent les meilleurs éléments; ils commettent des fraudes nombreuses dans la rédaction de leurs rôles d'équipage. Il faudrait être très économe de permissions d'armer en course, les inscrits n'ayant que trop de tendance à préférer ce service à celui de l'armée navale.

2° Il faut y joindre les combats, la chouannerie, les prisons d'Angleterre, le non paiement de la solde.

3° Ajoutons enfin des radiations frauduleuses commises en grand nombre par les maires et les syndics<sup>186</sup>. Vers la même époque, le préfet des Côtes-du-Nord dans une circulaire aux maires et adjoints des communes maritimes du département les exhortait à user de toute leur influence et au besoin de toute l'autorité auprès des inscrits pour leur persuader de rallier Brest<sup>187</sup>. En l'an XI le préfet maritime signale partout pénurie de marins : les agents de l'inscription maritime sont obligés d'employer des garnisaires pour rechercher des fuyards<sup>188</sup>. En l'an XII, même note : « Les levées dans les quartiers du 3<sup>e</sup> arrondissement ne me donnent plus personne et je ne peux

186. Sur le général Caffarelli — le propre frère de l'évêque de Saint-Brieuc — qui fut préfet maritime de Brest pendant toute la durée du régime impérial, cf. P. LEVOT, *Histoire de la ville et du port de Brest*, Brest et Paris, 1864-1876, 5 vol. in-12, t. V; Maurice BERNARD, *L'œuvre de Caffarelli à Brest, de thermidor an VIII à pluviose an IX* dans la *Révolution française*, 1915, t. LXVIII, p. 24-48 et R. DURAND, *La défense de Brest sous le Consulat* dans les *Annales de Bretagne*, 1916, t. XXXI, p. 522-528. Le rapport de Caffarelli est extrait des Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance des préfets maritimes, 1<sup>er</sup> registre (an VIII-an IX), fol. 57-60, le préfet maritime au ministre de la Marine, 11 vendémiaire an IX.

187. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 146, Correspondance diverse du préfet relative à la guerre (an IX-an X), le préfet aux maires et adjoints des communes maritimes, 24 ventôse an IX.

188. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime, Registre (an XI-an XII), fol. 51-52, le préfet maritime au ministre de la Marine, 30 prairial an XI.

faire d'armements »<sup>189</sup>. Un peu plus tard, « j'ai épuisé tous les moyens que j'ai pour avoir des marins dans mon arrondissement; ordre aux agents de l'inscription maritime d'envoyer ceux qui peuvent servir, invitation à l'inspecteur des quartiers de presser ces levées, de faire rédiger des états de situation des gens de mer avec une méthode qui présentât réellement les ressources; tout a été mis en usage pour avoir des hommes de mer »<sup>190</sup>. Un peu plus tard encore, en raison de la pénurie de marins, le préfet maritime rendait compte qu'il en était réduit à faire enrôler les équipages des pataches des douanes<sup>191</sup>.

Presque à la même époque, en l'an XII, le préfet des Côtes-du-Nord était obligé à la demande du sous-commissaire de marine de Saint-Brieuc d'admonester sévèrement le maire de Pordic, lequel se risquait à accorder aux inscrits de sa commune des certificats frauduleux leur permettant de prolonger abusivement la durée de leurs congés<sup>192</sup>. Cette même année, dans un discours au Corps législatif, Lacuée estimait à 28.372 le nombre des inscrits maritimes du département des Côtes-du-Nord, fournissant chaque année à la flotte de guerre un contingent de 410 hommes. Ces chiffres semblent en contradiction formelle avec un état de situation des inscrits maritimes de tout l'arrondissement lequel se serait monté à la date du 1<sup>er</sup> avril 1807 au chiffre global de 28.452 hommes, dont 16.970 au service de l'Etat, 521 au long cours, 550 en course, 1.738 au petit cabotage<sup>193</sup>. En 1811, légère augmentation : 34.433 inscrits, dont 17.434 en activité<sup>194</sup>. Dans les deux cas nous ignorons la quote-part du département des Côtes-du-Nord.

189. *Ibid.*, Registre (an XII-an XIII), fol. 19, le préfet maritime au ministre de la Marine, 22 vendémiaire an XII.

190. *Ibid.*, même registre, fol. 54-56, le préfet maritime au ministre de la Marine, 1<sup>er</sup> brumaire an XII.

191. *Ibid.*, même registre, fol. 159, le préfet maritime au ministre de la Marine, 27 frimaire an XII.

192. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 154, Correspondance diverse du préfet relative à la guerre (an XIII-an XIV), le préfet au maire de Pordic, 1<sup>er</sup> thermidor an XIII.

193. Discours de Lacuée cité par J. PEUCHET, *Statistique élémentaire de la France*, Paris, 1805, 1 vol. in-8°, p. 253-255. Cf. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime, 3<sup>e</sup> trimestre de 1807, le préfet maritime au ministre de la Marine, 19 août 1807, situation des inscrits maritimes de l'arrondissement au 1<sup>er</sup> août 1807.

194. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime (janvier-septembre 1811), fol. 104, le préfet maritime au ministre de la Marine, 26 août 1811, situation des inscrits maritimes du 3<sup>e</sup> arrondissement.

Il est probable que ce chiffre a dû s'abaisser dans les mauvaises années qui ont suivi. Un sénatus-consulte du 13 décembre 1810 en vue de parer à cette insuffisance d'inscrits réserve d'ailleurs au recrutement de l'armée de mer les conscrits des cantons littoraux de 30 départements maritimes<sup>195</sup>. Ainsi en 1811, le département des Côtes-du-Nord fournit 309 conscrits de ses cantons maritimes à l'armée de mer : 150 au 4<sup>e</sup> équipage de haut bord, le *Tilsitt* à Anvers ; 150 au 7<sup>e</sup>, le *Friedland* ; 9 au 5<sup>e</sup> équipage de flottille à Ems ; et en juillet de la même année 104 ouvriers au port de Boulogne<sup>196</sup>. En 1812, 386 hommes sont affectés aux équipages de haut bord et de flottille, 42 au 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine à Brest<sup>197</sup>. En 1813, les cantons littoraux des Côtes-du-Nord fournissent 570 hommes de la classe 1814 à la flotte de guerre : au *Courageux* du port de Cherbourg, à l'*Océan* et au *Foudroyant* du port de Rochefort, aux 15<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> équipages de flottille, enfin au bataillon dit du Danube<sup>198</sup>.

Ce ne sont pas seulement des hommes que la marine de guerre impériale tira du département des Côtes-du-Nord mais encore des bâtiments. Sans parler des bois réservés aux flottilles dans les forêts domaniales du département, soumises à la servitude de « martelage », rappelons que le conseil général dans une séance extraordinaire du 15 messidor an XI avait offert au gouvernement consulaire une somme de 220.000 francs sous forme de 10 centimes additionnels, destinés en principe à la construction d'une corvette de 16 canons de 8, qui porterait le nom du département et de deux chaloupes canonnières<sup>199</sup>. Nous ignorons si la corvette fut réellement cons-

195. DUVERGIER, t. XVII, p. 263.

196. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Divers, 1810, le directeur général des revues et de la conscription au préfet des Côtes-du-Nord, 14 mars et le ministre de la Guerre aux généraux commandant les divisions, 17 juillet 1811.

197. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Recrutement : Instructions ministérielles, certificat de quitus, département des Côtes-du-Nord, classe de 1812, marine, 9 mars 1813.

198. *Ibid.*, extrait de la répartition entre les corps des conscrits mis en activité sur la classe de 1814, cantons littoraux, 5 mars 1813.

199. Sur la servitude de martelage, cf. p. ex. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime (nivôse-germinal an XII), fol. 71, le préfet maritime au ministre de la Marine, 16 pluviôse an XIII, rendant compte que 242 pieds d'arbres ont été abattus pour le compte de la marine dans la forêt de Robien. Pour la délibération du conseil général,



truite mais nous savons que les chaloupes canonnières destinées « à la flottille nationale » furent mises en chantier à Lannion par les soins de trois entrepreneurs, dès le mois de fructidor an XI<sup>200</sup>. En pluviôse an XII, ces trois bateaux étaient prêts à rallier Brest. D'autres chaloupes furent construites à Saint-Brieuc<sup>201</sup>.

D'autre part, depuis la reprise des hostilités avec l'Angleterre, quelques armateurs des Côtes-du-Nord se remirent à pratiquer la course<sup>202</sup>. C'était surtout Paimpol qui était le principal centre d'armements, c'était là qu'on amenait les prises pour les vendre<sup>203</sup>. Toutefois on armait aussi à Saint-Brieuc et à Binic. En l'an XI, part de Paimpol *l'Alerte*, armateur Alexis Bouët, 29 hommes d'équipage et 2 pierriers<sup>204</sup>. En 1807, Bécot et Nicol demandent une lettre de marque pour un bâtiment appelé *la Sybille*; en 1808, c'est Lé Saulnier de Saint-Jouan de Saint-Brieuc qui adresse semblable requête pour *le Requin*<sup>205</sup>. En 1809, le même de Saint-Jouan équipe la goëlette *Eléonore*; en 1810, c'est le tour de Louis Rouxel avec le *Lively* de 20 à 25 tonneaux, portant 20 hommes d'équipage et 4 pierriers. En 1811, nous voyons *l'Espadon* (armateur Le Saulnier de Saint-Jouan) et en

cf. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 12, fol. 43-44, séance (extraordinaire) du 15 messidor an XI. Cette délibération — qui manque aux Archives Nat. dans Flev — fut approuvée par l'arrêté consulaire du 30 messidor suivant, DUVERGIER, t. XIV, p. 354.

200. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime (an XI-an XII), fol. 179-180, le préfet maritime au ministre de la Marine, 17 fructidor an XI.

201. *Ibid.* (nivôse-germinal an XII), fol. 50-51, le préfet maritime au ministre de la Marine, 9 pluviôse an XII.

202. Sur la course en général sous le Consulat et l'Empire, cf. N. GALLOIS, *Les corsaires français sous la République et l'Empire*, Paris et Le Mans, 1847, 2 vol. in-8°; L. BENAERTS, *Saint-Malo pendant le Consulat et l'Empire. Les corsaires dans les Annales de Bretagne*, 1898-1899, t. XIV, p. 367-403, et F. ROBIDOU (abbé), *Les derniers corsaires malouins. La course sous la République et l'Empire*, Paris et Rennes, 1920, 1 vol. in-8°.

203. Cf. *Journal des Côtes-du-Nord*, 1811-1815, collection déjà citée : Nouvelles de mer.

204. Archives du port de Brest, Fonds de l'arsenal, Etats relatifs aux corsaires armés dans l'arrondissement (an V-1807).

205. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime, 1807, 3<sup>e</sup> trimestre, le préfet maritime au ministre de la Marine, 24 juillet 1807, et Fonds de l'arsenal, Etats relatifs aux corsaires...

1812, l'*Actif* (armateur Louis Rouxel) prendre la mer<sup>206</sup>. Il s'en faut du reste que les armements pour la course aient eu à Paimpol une importance comparable à ceux qu'ils avaient à Saint-Malo à la même époque<sup>207</sup>.

Enfin le département des Côtes-du-Nord a connu sur son territoire des opérations de guerre pendant toute la période consulaire et impériale. Ces opérations ont consisté dans la défense fixe et mobile des côtes contre les incursions des croisières anglaises de la Manche.

La défense fixe était assurée par des détachements de troupés de ligne, de force et de composition variables, et par les canoniers garde-côtes dont on a étudié plus haut le recrutement et l'organisation. En mars 1806, on note sur le littoral des Côtes-du-Nord la présence du 70<sup>e</sup> de ligne à l'effectif de 1.031 hommes, dont 201 à l'île Bréhat, 30 aux Sept-Iles et 726 en réserve à Saint-Brieuc. En juin de la même année, c'est le 86<sup>e</sup>, colonel Lacroix, à l'effectif de 1.088 hommes répartis entre Saint-Brieuc, Pontrieux, Binic et l'île Bréhat. En juillet un bataillon de ce même 86<sup>e</sup>, ayant son gros à Plurien, détache des postes de 15 à 20 hommes, à Saint-Cast, au fort La Latte, au cap Fréhel, à Erquy<sup>208</sup>.

Le principal centre de la défense fixe était l'île de Bréhat, mouillage excellent pour les navires de commerce français qui circulaient péniblement le long des côtes et pour les corsaires qui venaient y conduire leurs prises. Bréhat avait une petite garnison permanente de fantassins du 86<sup>e</sup>, qui furent remplacés en 1813 par des pupilles de la garde, puis par un détachement de gardes nationaux prélevés sur la garnison de Brest<sup>209</sup>. Les rapports de son commandant Goujon-Grondel nous permettent de nous rendre compte d'une façon approximative de la vie

206. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime, 1809, 3<sup>e</sup> trimestre, le préfet maritime au ministre de la Marine, 2 juillet 1809; 1810, 1<sup>er</sup> trimestre, *id.* à *id.*, 12 février 1810, et Fonds de l'arsenal, Etats relatifs aux corsaires.

207. Cf. F. ROBIDOU (abbé), *op. cit.*

208. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Commandement des Côtes-du-Nord, situation des troupes du département des Côtes-du-Nord, 16 mars 1806; *id.* au 23 juin 1806; *id.* au 15 juillet 1806 (déjà citées).

209. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Divers, 1813, le chef d'état-major de la 13<sup>e</sup> division au général commandant le département des Côtes-du-Nord, 15 février 1813, et rapport du commandant de place de Bréhat au général Fabre, 20 octobre 1813. Il y avait eu aussi quelque temps à Bréhat des fantassins du 4<sup>e</sup> régiment suisse (1811).

assez mouvementée de cette petite place côtière. Le 8 messidor an XI, on y signale l'arrivée du corsaire *l'Espoir* de Saint-Malo; le 21 mai 1806, d'un navire danois *Dido*, allant de Barcelone à Altona avec un chargement d'eau-de-vie, capturé par un corsaire de Boulogne *les Deux Frères*. Le 20 septembre 1809, une prise anglaise le *Montevideo*, chargée de planches et de bois de construction, y entre, escortée par le corsaire *l'Eléonore* de Binic, capitaine Sauveur; le 9 octobre rentrée de deux corsaires le *Lézard* et le *Spéculateur*, ce dernier du port de Saint-Malo. En décembre, départ pour croisière de deux corsaires la *Camille* de Boulogne et l'*Orphalos* <sup>210</sup>.

En février 1810, rentrée d'une prise américaine et du corsaire de Saint-Malo, le *Saint-Joseph*. En mai, entrée du corsaire *La Dévote*, capitaine Surcouf; en juin, des corsaires le *Petit Charles* et le *Maître de Danse*; le 6 novembre, d'un parlementaire anglais venant de Portsmouth avec 96 soldats du 3<sup>e</sup> régiment suisse; le 3 et le 4 décembre 1810, de deux corsaires de Saint-Malo *Le Coursier*, capitaine Gonidec, et *Le Brestois*, capitaine Saint-Sauveur <sup>211</sup>.

Le 17 janvier 1811, arrivée à Bréhat d'un navire parlementaire anglais avec 188 prisonniers français. Le 5 mars, relâchent à Bréhat, 5 navires marchands français venant de Saint-Malo et convoyés par une canonnière de la marine impériale et 11 venant de Brest dans les mêmes conditions. Le 19 c'est un navire de commerce anglais de 15 à 20 tonneaux chargé de pierres à chaux et allant à Jersey qui avait perdu sa route et avait été capturé par la patache des douanes <sup>212</sup>.

Le 14 juin un détachement mixte de douaniers et de fantassins à bord d'une péniche armée d'un canon de quatre et d'un pierrier soutint un engagement heureux contre une péniche anglaise; celle-ci fut forcée de rallier sa corvette mouillée environ à 4 lieues Est de l'île. A cette date la garnison de l'île Bréhat n'était que de 96 fantassins et de 61 canonniers. En août sortent et rentrent les corsaires, le

210. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, rapports du commandant de l'île Bréhat; Divers, 1810, *id.*; Divers, 1813, *id.*

211. *Ibid.*

212. *Ibid*

*Turbulent* et le *Courageux* venant de Paimpol, le *Petit Charles* escortant un brick de prise<sup>213</sup>.

En septembre 1811, Bréhat signale vers les 11 heures du matin une corvette-brick anglaise qui pourchasse un convoi français. Plusieurs coups de canon sont tirés de part et d'autre : finalement le convoi repart pour Brest et l'ennemi s'éloigne. En novembre sortent pour croisière l'*Eléonore* et le *Furet*, deux corsaires. Au cours de 1813 plusieurs prises anglaises sont également amenées à Bréhat; en janvier c'est la *Couronne Royale* capturée par le *Coursier* avec un chargement de bois; en mars le brick le *Joseph-Marie* de Londres avec une cargaison de coton, huile, bois de teinture, quinquina; en novembre une autre prise anglaise, chargée de laine, en décembre une prise escortée par l'*Auguste*, chargée d'huile d'olive, de raisins secs, de crème de tartre<sup>214</sup>.

Avec Bréhat, les Sept-Iles sont un des points de la côte où l'activité militaire est le plus intense. En mars 1811, elles comptaient une petite garnison d'une quarantaine d'hommes (voltigeurs du 4<sup>e</sup> régiment suisse, puis du 10<sup>e</sup> léger, et canonniers garde-côtes)<sup>215</sup>. Là aussi corsaires et convois faisaient relâche et il n'était pas rare d'entendre parler la poudre aux environs. En février 1811, le commandant de place Buhot signale l'arrivée d'une prise anglaise de 300 tonnes venant des Indes, chargée de sucre, café, indigo, cochenille : valeur 2 millions et 1/2. Cette prise fut dirigée sur Saint-Malo. En mai de la même année, un convoi français de huit voiliers, dont une canonnière d'escorte, allant de Perros à Brest, fut attaqué à la hauteur des Sept-Iles par une corvette anglaise. La canonnière fut prise, ainsi qu'un sloop; les 6 autres navires purent se réfugier dans la baie de Lannion. Le 28 du même mois, attaque sans succès dans les mêmes parages d'un convoi de 23 voiliers allant de Perros-Guirec à Brest par un vaisseau anglais. Les croisières anglaises se risquaient jusqu'aux abords du littoral proprement continental. Le 3 janvier 1811, un convoi

213. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, le commandant d'armes de Bréhat au général Boyer, 17 juin 1811 et situation de la garnison de Bréhat au 19 juin 1811.

214. *Ibid.*, rapport du commandant de Bréhat du 9 septembre 1811 et Divers, 1813, rapports du commandant de Bréhat.

215. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Canonniers garde-côtes et Correspondance du général Boyer, état de situation des troupes stationnées dans la place des Sept-Iles au 13 mars 1811 et rapports du commandant de place, 1811.



composé de 10 voiles faisait route vers Brest : poursuivi à l'ouest de Paimpol par une corvette anglaise, il n'eut que le temps de se réfugier dans la rivière de Tréguier sous la protection de la batterie de garde-côtes de Creach-ar-Brun. Celle-ci, ayant tiré quelques coups de canon sur la corvette anglaise, la contraignit à reprendre le large.

On voit par ce qui précède que la vigilance de la défense fixe était perpétuellement tenue en haleine. A ce service de surveillance s'ajoutait celui de la défense mobile : elle était constituée par quelques bâtiments de faible tonnage patrouillant sur la côte. C'est ce qu'on appelle, dans le langage de la marine de guerre du Premier Empire, des « stationnaires ». En l'an XI par exemple, le préfet maritime de Brest dispose pour défendre le littoral des Côtes-du-Nord des bâtiments suivants : la chaloupe le *Venteux* posté devant Perros et les Sept-Iles ; la *Protectrice* autre chaloupe, devant Perros et Bréhat, l'*Inquiète* qui circule depuis Bréhat jusqu'au cap Fréhel en longeant la baie de Saint-Brieuc. En outre un dogre, le *Sans Pitié*, est mouillé sous Bréhat. D'après les instructions du préfet maritime, les dogres devaient défendre les mouillages à la manière des batteries flottantes ; les chaloupes canonnières se porter au secours des convois français menacés <sup>216</sup>.

L'année suivante en prairial an XII le lougre *Granville* mouillé à Lannion fut attaqué de nuit par trois péniches détachées d'une frégate anglaise. Une tentative d'abordage eut lieu au cours de laquelle se distingua le lieutenant de vaisseau Cuvillier commandant le lougre, qui fut grièvement blessé <sup>217</sup>. En l'an XIII, la composition des forces de la défense mobile sur le littoral des Côtes-du-Nord est un peu différente :

216. Archives du port de Brest, Fonds de l'Intendance, Correspondance du préfet maritime (floréal an XI-vendémiaire an XII), fol. 38, le préfet maritime au ministre de la Marine, 23 prairial an XI.

217. *Ibid.* (germinal-messidor an XII), le préfet maritime au ministre de la Marine, 2 prairial an XII. Cette escarmouche eut l'honneur d'être relatée dans le *Monteur* du 5 prairial an XII. Rappelons d'ailleurs à ce propos que ce journal ne perd pas une occasion d'exciter la haine de ses lecteurs contre la « perfide Albion » en mettant sous leurs yeux le récit des sévices infligés aux habitants des côtes françaises par les équipages des croisières anglaises (bombardements ou tentatives de débarquement), cf. par exemple dans le *Monteur* du 4 prairial an XIII l'histoire de 11 pêcheurs de la baie de Saint-Brieuc, « presque tous sexagénaires », canonnés, faits prisonniers et finalement abandonnés dans leurs barques sans mâts, voiles, ni avirons « à la fureur de la mer » par leurs « lâches ennemis ». Ces pêcheurs furent sauvés par une patache des douanes.

elles comprennent un cutter, l'*Aurore*, stationnaire de la baie de Saint-Brieuc, commandé par un enseigne de vaisseau et une canonnière la *Laborieuse*, stationnaire de Bréhat. Nous manquons de renseignements pour les années postérieures <sup>218</sup>.

CONCLUSION. — Peu glorieuse et bien terne, comme on le voit, a été l'existence militaire du département des Côtes-du-Nord sous le Premier Empire, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a pas été marquée par des efforts continus et méritoires de la part des populations. Levées d'hommes multipliées, sous quelque nom qu'on les désigne, conscrits, gardes nationaux, gardes d'honneur, garde-côtes, inscrits maritimes, ouvriers des ports, réquisitions de chevaux, de grains, de fusils, logement des troupes, des prisonniers de guerre, des blessés et des malades, insécurité chronique du littoral, bloqué par les escadres anglaises, qui rend des plus précaires le cabotage et même la pêche et tient en haleine les populations côtières, voilà le résumé de ces efforts.

En déduction de ce passif très lourd, on ne voit guère à mentionner que les bénéfices assez restreints de la course, lesquels ne profitent qu'à quelques armateurs de Saint-Brieuc et de Paimpol. Il est permis de trouver que c'est une maigre compensation; et ce n'était pas tout à fait cela que rêvaient les rédacteurs des Cahiers, quand ils consignaient les récriminations des paysans bretons contre la milice et la garde-côtes des dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, au demeurant assez débonnaires.

Si l'on a pu dire précédemment que le régime impérial, malgré ses exigences, avait allégé les charges financières des contribuables en simplifiant le système fiscal de l'ancienne Monarchie et surtout en respectant la maxime fondamentale de la Déclaration des Droits qui proclamait tous les citoyens égaux devant l'impôt, on ne peut conclure de même pour les charges militaires. Incontestablement il les a aggravées au delà de toute prévision, et cela sans donner à la France, finalement aussi exsangue d'hommes que sâoule de gloire, la satisfaction de principe, qui eût peut-être rendu le sacrifice moins douloureux; l'égalité de tous devant l'impôt du

<sup>218</sup>. *Ibid.* (messidor-5 complémentaire an XIII), le préfet maritime au ministre de la Marine, 23 messidor an XIII.

sang. Il a gardé du système militaire de l'Ancien Régime ce qu'il avait de plus absurdement et de plus odieusement archaïque, le recrutement restreint, les exemptions et le remplacement qui ne profitaient qu'aux riches, et il en a décuplé le rendement meurtrier. Naturellement comme pour les contributions, il s'est montré de plus en plus avide, insatiable même, depuis les belles années du Consulat jusqu'aux sombres jours de 1813 et de 1814 : à cette date ayant « mangé son blé en herbe », ayant convoqué par anticipation plusieurs classes, n'osant avoir recours à la mobilisation de la garde nationale ni à l'expédient « terroriste » de la levée en masse, n'ayant plus ni soldats, ni chevaux, ni armes, ni argent, il s'est trouvé dans l'impossibilité de contenir les coalisés hors de nos frontières traditionnelles.

La force militaire qui était sa raison d'être et son unique soutien s'est brusquement réduite à zéro, et il s'est effondré, non moins brusquement, comme un cavalier auquel vient soudain à manquer une monture surmenée. Le phénomène qui apparut au grand jour à Paris se manifesta avec des proportions plus modestes mais d'une façon tout aussi nette dans le département des Côtes-du-Nord, qui avait fourni sa bonne part dans les efforts surhumains demandés au peuple français pendant quatorze ans.

Avec ses 19.000 recrues pour une population de 500.000 habitants, levées de l'an XI à 1813, notre département fait figure honorable en regard de celui de la Côte-d'Or avec ses 11.000 recrues pour 350.000 habitants<sup>219</sup>. Et, tout éloigné qu'il fût de la frontière terrestre, tout insuffisamment francisé qu'il demeurât, malgré les souvenirs encore tout chauds de la chouannerie, il n'a pas présenté sensiblement plus de simulateurs, de mutilés volontaires, de réfractaires ni de déserteurs, que ce morceau de Bourgogne fondu depuis de longs siècles

219. P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or*, p. 42-46, 146-177 et 308-326. C'est l'unique point de comparaison dont nous disposons. Les deux monographies de MM. Chavanon, Saint-Yves et Fournier consacrées aux départements des Bouches-du-Rhône et du Pas-de-Calais ne contiennent pas le plus mince détail sur les charges militaires supportées par ces départements sous le Consulat et l'Empire. Quant à l'énormité des sacrifices en hommes imposés aux départements de l'Ouest par le régime bonapartiste et à leur état d'épuisement à cet égard en 1814, un aveu de Canclaux est à retenir : « Tout a été tiré de cette province (la Bretagne) », Canclaux à Montalivet, Rennes, le 7 mars 1814, dans L. BENAERTS, *Les commissaires extraordinaires*, p. 101.

dans l'unité nationale, situé à quelques journées de marche seulement de la Trouée de Belfort, route naturelle des invasions <sup>220</sup>.

Dans l'une comme dans l'autre de ces deux unités territoriales il y a eu de la part des populations, d'abord un enthousiasme modéré à l'égard du système de la conscription, puis de la lassitude, et enfin pendant les dernières années une résistance sourde, mais au total le puissant mécanisme administratif de l'an VIII, mis en marche par le moteur central et fonctionnant avec la même régularité impitoyable à Saint-Brieuc qu'à Dijon, en a triomphé. Bon gré mal gré, en dépit des gémissements et des cris de colère étouffés, il a extrait des deux départements les hommes et les chevaux demandés, à quelques unités près. Pour cela, il a mis en œuvre tous les mobiles psychologiques : les menaces, la persuasion, l'amour de la gloire, le prestige des uniformes et des grades, l'appât de la solde et du pillage, la crainte du gendarme et du garnisaire ; il a employé concurremment officiers et fonctionnaires, militaires et civils, voire policiers et ecclésiastiques, transformant ces derniers en racoleurs de la chaire et du confessionnal. Les préfets, un Boullé, un Cossé-Brissac, talonnés, éperonnés par les bureaux parisiens, ministère de la Police et direction de la conscription notamment, tour à tour félicités et gourmandés — plus souvent gourmandés — ont fait en la matière de véritables tours de force, et peut-être pour caractériser leur activité administrative dans son ensemble, n'y a-t-il pas au bout du compte de meilleure formule que celle d'un historien bonapartiste, qui s'en sert comme d'un éloge à leur endroit : « Ils ont été avant tout des collecteurs d'impôts et des recruteurs d'hommes ».

---

<sup>220</sup>. P. VIARD, *op. cit.*, p. 146-177. On a dû employer dans la Côte-d'Or comme dans les Côtes-du-Nord le système des garnisaires, utiliser tout comme en Bretagne l'influence morale du clergé.



## EPILOGUE

### La Première Restauration. — Les Cent-Jours (1814-1815)

---

I. L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME. — LA PREMIÈRE RESTAURATION (Avril 1814-Mars 1815). — Le préfet Boullé et le retour des Bourbons. — La mission extraordinaire du comte de Ferrières. — Le comte de Goyon remplace Boullé. — Administration du comte de Goyon : épuration du personnel dirigeant et des corps élus; recouvrement des contributions; surveillance de l'esprit public. — Evolution de cet esprit dans un sens hostile aux Bourbons.

II. LES CENT-JOURS. — L'ÉCROULEMENT DÉFINITIF (Mars-Juillet 1815). — Le retour de l'île d'Elbe et l'opinion dans le département des Côtes-du-Nord. — Devismes remplace comme préfet le comte de Goyon. — Acceptation de l'Acte additionnel et élections législatives. — La mission extraordinaire du général Caffarelli et l'épuration des administrations et des corps élus. — Mesures militaires : rappel des hommes en congé et mise sur pied des gardes nationales; réquisition des chevaux. — L'esprit public dans les Côtes-du-Nord, pendant les Cent-Jours : bonapartistes et fédérés; royalistes et chouans. — La catastrophe de Waterloo et le département des Côtes-du-Nord.

CONCLUSION. — Calme relatif du département des Côtes-du-Nord pendant la Première Restauration et les Cent-Jours.

#### I. — L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME. LA PREMIÈRE RESTAURATION (AVRIL 1814-MARS 1815).

Ce fut par le numéro du *Journal des Côtes-du-Nord* du 14 avril 1814 qu'e les administrés de Boullé apprirent officiellement la capitulation de Paris<sup>1</sup>. Le lendemain 15, le préfet adressait aux maires la circulaire suivante, que l'on peut considérer comme son testament. « Le retard apporté par les circonstances à l'arrivée des malles de Paris et l'ignorance où j'étais moi-même du véritable état des choses, m'ont empêché de vous informer, avant ce jour des grands événements qui se sont passés dans la capitale et qui promettent à la France les bienfaits d'une paix prochaine et d'un gouvernement tutélaire dans la dynastie des ses anciens Rois ». Suivait le récit des événements militaires et politiques qui s'étaient déroulés

1. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 534.

depuis le 31 mars : la bataille de Paris, l'établissement du Gouvernement provisoire et la proclamation de la déchéance de Napoléon par le Sénat, l'adhésion du Corps législatif et l'abdication de Napoléon, enfin la rédaction par le Sénat d'une Constitution et le rappel de Louis XVIII.

Boullé les commentait comme il suit : « Il est facile de comprendre, en comparant le passé avec l'espérance d'un avenir fondé sur une constitution si sage, que la tranquillité et la liberté individuelles ne peuvent que gagner au changement amené par la force des événements. Il est donc du devoir de chaque fonctionnaire, comme de celui de chaque citoyen, de se soumettre au nouveau gouvernement, et nous nous sommes empressés, M. le secrétaire général, MM. les Membres du conseil de préfecture et moi, de donner notre adhésion aux décrets du Sénat et du Gouvernement provisoire ». Il recommandait ensuite, sans l'ordonner, le port de la cocarde blanche et du drapeau, et terminait par un appel au calme.

« Je n'ai pas besoin de vous dire, pour que vous le sentiez, Messieurs, que plus les circonstances sont extraordinaires et plus vous devez user de vigilance pour maintenir l'ordre public et de soin pour éclairer vos compatriotes et leur montrer les événements sous leur vrai point de vue. Ce n'est point ici le triomphe d'un parti, c'est la restauration de l'édifice social, c'est le retour aux idées saines d'administration générale et à la pratique des moyens de rendre la paix à la France, la tranquillité aux familles et la liberté au commerce. Quiconque chercherait donc à s'emparer de cet événement pour afficher des prétentions déplacées ou faire naître des inquiétudes sans fondement, aurait également tort et devrait être réprimé. Désormais, un seul sentiment doit nous guider, celui de l'union, un seul désir nous animer, celui de seconder le Gouvernement dans ses soins pour cicatriser les plaies de la France »<sup>2</sup>.

Deux jours plus tard, le 17, un *Te Deum* fut chanté à la cathédrale, en présence des autorités constituées, de la garde « urbaine », des troupes de la garnison, de toute la population de la ville et d'une grande partie de celle des communes envi-

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 537, 21 avril 1814. En date du 15 avril la circulaire y est publiée *in-extenso*.

ronnantes. La ville fut pavoisée de blanc et illuminée. Le soir, on dansa, « un orchestre fut établi sur la principale place ». « Tout concourut, ajoute le *Journal des Côtes-du-Nord* du 21, qui donnait le compte rendu de la cérémonie, à augmenter le charme et le bonheur de cette fête vraiment nationale où la gaieté française proscrite et si péniblement remplacée par les dehors factices de la contrainte, reparut après une si longue absence, plus vive et plus aimable que jamais »<sup>3</sup>.

Il s'en faut pourtant que les flonflons de cet orchestre fissent oublier à l'ancien Constituant, à l'ancien subordonné de Fouché, les préoccupations de l'heure. Dans cette Bretagne, jadis terriblement agitée par les fureurs de la chouannerie, et qu'il avait eu tant de mal à pacifier, comment allait réagir l'opinion publique, à l'annonce de cette restauration des Bourbons, qui semblait présager à d'aucuns la restauration de l'Ancien Régime ?

L'inquiétude, qui perce déjà dans sa circulaire du 15, reparait dans un article du *Journal des Côtes-du-Nord* du 26, à propos de la publication par le *Moniteur* du texte constitutionnel, rédigé par le Sénat, article visiblement tendancieux : « Ce n'est point une contre-révolution qu'a désirée la France, en s'affranchissant du joug honteux sous lequel elle gémissait, mais une révolution qui la replaçât sous le règne des princes adorés et gouvernés eux-mêmes par les lois ». Et il concluait : « Les véritables amis de l'ordre et de la bonne cause doivent se prémunir contre les suggestions d'une politique étroite et cupide qui tendrait à diminuer le nombre des Français heureux, par le retour du souverain légitime. Qu'ils imitent la magnanime générosité du Roi lui-même qui n'ouvre pas seulement ses bras paternels aux individus restés fidèles à sa cause, mais à tous les partis, mais à ses ennemis eux-mêmes, réunis aujourd'hui par le besoin de sauver la patrie !

» Il n'y a plus ni partis, ni révolutionnaires en France ! Il n'y a plus même de sectateurs de l'horrible tyrannie de Bonaparte et l'inépuisable bonté qui caractérise les princes de la Maison de Bourbon doit couvrir d'une égale protection et d'un égal amour tous les individus de l'ancienne et de la nouvelle France. *Novus renascitur ordo !* »<sup>4</sup>.

3. *Ibid.*, n° 537, 21 avril 1814. En date du 18. Compte rendu détaillé de la cérémonie religieuse et des réjouissances.

4. *Ibid.*, n° 539.

Cependant, la première Restauration suivait son cours. Le 2 mai, Louis XVIII avait lancé la proclamation de Saint-Ouen et le lendemain il faisait son entrée à Paris. Son frère, le comte d'Artois, qui l'y avait précédé depuis le 12 avril, avait, dès le 22 du même mois, nommé, dans les divisions militaires, une série de commissaires extraordinaires, recrutés parmi les émigrés de marque, et destinés à surveiller et, au besoin, à épurer l'ancien personnel administratif<sup>5</sup>.

La 13<sup>e</sup> division militaire, c'est-à-dire les départements de l'ancienne Bretagne, échut au comte de Ferrières, gentilhomme beauceron, ancien capitaine de vaisseau et chevalier de Saint-Louis<sup>6</sup>.

Le 30 avril, il était à Rennes, où il séjourna une quinzaine de jours. Le 1<sup>er</sup> mai, il lançait de cette ville aux : « Braves et fidèles Bretons » une proclamation dont voici les passages essentiels :

« Enfin, vos vœux les plus chers sont accomplis, vos glorieux efforts sont couronnés de succès. La France vient de recouvrer son monarque légitime et cette auguste famille qui durant tant de siècles l'a gouvernée avec gloire et toujours avec bonté. Qui mieux que vous, peut apprécier cet inestimable bienfait de la divine Providence qui après les plus grandes tempêtes, ramène doucement au port le vaisseau de l'Etat ? Qui mieux que vous peut sentir un si grand bonheur ? Vous les dignes compatriotes des du Guesclin et d'une foule de héros qui dans tous les temps ont illustré la France et parmi lesquels on doit distinguer le général Moreau !...

» S'il restait encore parmi vous quelques esprits timides, séduits ou égarés, dites-leur que les plus illustres guerriers dont la France s'honore, viennent de déposer leurs lauriers au pied du trône en jurant de le défendre. Dites aux militaires que la gloire de leurs exploits demeure tout entière et ne restera pas sans récompenses, que leurs décorations et leurs grades sont conservés... ; que ceux mêmes qui semblaient arrêtés par la crainte chimérique du retour à la tyrannie partagent aujourd'hui l'élan de tous les cœurs et s'unissent pour bénir le

5. Ernest LAVISSE, *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, t. IV ; S. CHARLÉTY, *La Restauration*, p. 16.

6. Archives Nat., F<sup>7</sup> 7029, Missions extraordinaires, 1814, C<sup>te</sup> de Ferrières, 13<sup>e</sup> division. Itinéraire du comte de Ferrières : Rennes, Lamballe, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Tréguier, Morlaix, Brest. Retour à Paris le 24 juillet.



libérateur de la patrie ». Venaient ensuite trois paragraphes de circonstance relatifs aux trois questions brûlantes : conscription, biens nationaux, impôts.

« Le premier bienfait que nous devons à son retour est l'abolition du fléau de la conscription, inventée pour éterniser les guerres... Après les promesses solennelles qu'il nous a données, qui pourrait craindre des ressentiments ou des vengeances, des réactions ou des spoliations ? Si vous saviez ce qu'il en coûte à sa tendresse de ne pouvoir vous affranchir dès à présent de la majeure partie des impôts devenus indispensables pour acquitter une énorme dette et pour réparer tant de désastres, aucun de vous n'hésiterait à payer des tributs destinés à un si noble usage. »

Enfin, le clergé se voyait convié à se féliciter de la Restauration dans les termes suivants : « Et vous dont le zèle ne sera plus captif, ministres d'une religion sainte, qui n'aurez plus à vous défendre de la perfide protection de l'impiété, réjouissez-vous, chantez l'hymne de la reconnaissance, votre vénérable chef replacé sur la chaire de saint Pierre, va rappeler la doctrine de l'Eglise dans sa pureté. Le descendant de saint Louis, le fils aîné de l'Eglise, le Roi très chrétien, dans tout ce qui se rapporte à la religion ne fera rien que de concert avec ce grand Pontife »<sup>7</sup>.

En même temps que cette proclamation destinée au grand public, de Ferrières adressait aux curés bretons une circulaire à demi-confidentielle (4 mai), destinée à réchauffer leur ferveur royaliste, tout en la modérant du reste : « Le clergé de la Bretagne dont vous faites partie, Monsieur le Curé, s'est trop bien signalé dans ces derniers temps pour que S. M. Louis XVIII n'ait pas été informé de la pureté de son zèle et de ses vertus vraiment pastorales. C'est pourquoi je crois devoir vous adresser directement la proclamation ci-jointe comme un gage de la satisfaction de Sa Majesté et de son désir d'améliorer votre sort dès que les circonstances le permettront. Je vous prie de donner la plus grande publicité à ce que je n'ai pas inséré dans la proclamation, à savoir qu'il

7. Archives Nat., F<sup>7</sup> 7029, Proclamation du comte de Ferrières aux habitants des départements composant la 13<sup>e</sup> division militaire, Rennes, 1<sup>er</sup> mai 1814, imprimerie Julien Prout. Par une autre proclamation, également du 1<sup>er</sup> mai, il les exhorta au calme. C'était aller, disait-il, contre les intentions de Louis XVIII que « de se permettre tous mouvements, toutes exaltations contraires à l'ordre public ».

n'entre point dans la pensée du Roi de rétablir les droits féodaux, de répartir l'impôt inégalement, ni de faire revivre les privilèges de l'ancienne noblesse. Des agitateurs font courir des bruits de ce genre, également contraires au repos public et aux intentions de Sa Majesté, qui sous peu de jours manifestera ses pensées sur la Constitution.

» J'attends encore de votre zèle le soin d'instruire vos paroissiens que les besoins actuels et pressants de l'Etat exigent qu'ils viennent à son secours en payant les impôts que Sa Majesté a le plus grand désir de diminuer. Déjà le Roi donne la preuve de cette intention bienfaisante, en apportant dans la perception des Droits Réunis des modifications qui en adoucissent la rigueur et en diminuent la quotité.

» Engagez aussi les militaires de tous grades qui se seraient retirés dans votre commune sans autorisation légale à rejoindre leurs corps sans aucun retard. Dites-leur que Sa Majesté désirant entourer son trône de soldats français, les rappelle non pour les exposer aux terribles dangers des combats, mais pour assurer la tranquillité de l'intérieur et les convaincre par ses soins paternels qu'elle veut nous faire oublier les peines qu'ils ont trop longtemps endurées »<sup>8</sup>.

De Saint-Brieuc, Boullé essaya en vain de se mettre en rapport avec lui, peut-être dans l'espoir d'être maintenu. Le 4 mai, dans une lettre au commissaire de l'Intérieur et des Cultes, il protestait de son empressement à seconder le commissaire extraordinaire. « Au reste, disait-il, tout était tranquille dans le département »; toutefois l'opinion publique engourdie sous l'Empire commençait à se réveiller et à se préoccuper « de la constitution définitive du Gouvernement... Il se manifeste, entre la classe des anciens nobles et les autres citoyens des dissentiments que l'incertitude qui résulte de l'état provisoire ne fait qu'irriter, parce que en général les premiers élèvent la prétention de recouvrer des privilèges exclusifs qui offensent les seconds. Ces prétentions sont entretenues par des discours et des brochures où l'esprit de parti se manifeste de la manière la plus évidente. Parmi ces brochures on remarque particulièrement celle qui a pour titre : *Réflexions de M. Bergasse, ancien député à l'Assemblée, Cons-*

8. Archives Nat., F7 7029, le commissaire de S. M. Louis XVIII dans les départements de l'Ouest, comte de Ferrières, à M. le curé de ... Circulaire imprimée.

tituante, sur l'Acte constitutionnel du Sénat. On la répand avec profusion et les anciens nobles la préconisent avec une affectation égale à leur ardeur à attaquer l'Acte constitutionnel adopté par le Sénat et le Gouvernement provisoire »<sup>9</sup>.

De son côté, le maire provisoire de Rennes, Trublet, qui paraît avoir été animé d'un zèle royaliste intempérant, signalait au comte de Ferrières qu'on imprimait à Saint-Brieuc une brochure libérale intitulée : *Opinion de M. Grégoire, sénateur*, et accusait à mots couverts le préfet des Côtes-du-Nord de favoriser cette impression<sup>10</sup>.

Ainsi, Boullé était désigné d'avance aux coups des ultras. Le 25 mai, le comte de Ferrières était à Saint-Brieuc. En vain, le *Journal des Côtes-du-Nord* lui souhaita-t-il la bienvenue en termes équivoques et qui pouvaient tourner à la louange de Boullé lui-même<sup>11</sup>; trois jours après, il écrivait au ministre de l'Intérieur un véritable réquisitoire contre le préfet. Non seulement, il reprenait à son compte les accusations du maire de Rennes au sujet de la brochure Grégoire, dont Boullé avait répandu, disait-il, « 4.000 exemplaires », mais il incriminait toute sa gestion administrative antérieure et le représentait comme un des partisans les plus acharnés du régime bonapartiste : en conséquence, il importait de le destituer au plus tôt. « La feuille ci-jointe du *Journal du département des Côtes-du-Nord* du 9 avril, rédigé sous la censure du préfet, contient un article, sous le faux titre d'« Avis d'un habitant de la Gironde », qui montre au grand jour les opinions dangereuses de cet administrateur. L'esprit mal-faisant qui le dirige se propagerait avec rapidité même dans les départements voisins si bientôt on ne lui enlevait son influence pernicieuse dont il fait un si mauvais usage ». De Ferrières avait même songé à l'expédier séance tenante à Paris « rendre compte de sa conduite au Gouvernement », s'il avait eu sous la main quelqu'un pour le remplacer. A tout

9. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au commissaire de l'Intérieur et des Cultes, 4 mai 1814. « M. le Comte de Ferrières n'a pas encore correspondu avec moi, j'ai cependant appris indirectement qu'il est arrivé à Rennes. »

10. *Ibid.*, le maire de Rennes à M. le comte de Ferrières, 27 mai 1814.

11. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 552, 28 mai 1814 : « Nous ne doutons pas que la réception improvisée qui lui a été faite par les habitants de Saint-Brieuc ne soit pour M. le Comte de Ferrières la preuve du bon esprit qui anime le département des Côtes-du-Nord, non moins que de la sagesse et du dévouement des magistrats qui l'administrent ».

hasard et pour contenir le « parti de l'anarchie », il fit venir à Saint-Brieuc 100 dragons de la garnison de Rennes<sup>12</sup>.

Le 2 juin, nouvelle lettre empreinte du plus rayonnant optimisme : « C'est avec satisfaction que j'annonce à Votre Excellence les progrès que le bon esprit a fait dans le département des Côtes-du-Nord, malgré l'obstacle d'une autorité opposée. J'ai pu me convaincre par l'enthousiasme que les habitants ont manifesté à mon arrivée et depuis mon séjour ici qu'il existait toujours dans les cœurs bretons le germe de cet attachement prononcé pour le Roi qui les a en tout temps distingués des autres sujets; que ces heureuses dispositions captivées jusqu'ici par la crainte, aujourd'hui excitées et protégées par ma présence se développent chaque jour avec la plus vive énergie. Ce n'est pas seulement dans les villes qu'elles expriment de la manière la plus prononcée, mais encore dans les campagnes où je me suis transporté au milieu de différents rassemblements occasionnés par des fêtes annuelles où s'étaient réunis les citoyens de toutes les classes, de toutes les parties du département. J'y ai été accueilli avec des transports de satisfaction qui m'ont assuré que ce n'est qu'aux fonctionnaires seuls que l'on peut attribuer l'indifférence ou la résistance de quelques communes, fruit éphémère de propos séditieux que chaque habitant était disposé à repousser et que le silence du maire autorisait. J'ai reconnu encore cette façon de penser générale par les nombreuses adresses qui me sont arrivées depuis que j'habite le chef-lieu.

» J'attendais, Monseigneur, pour consolider l'existence de ce bon esprit, la réponse que je désirais avoir de Votre Excellence à ma lettre du 20 mai. Ne pouvant plus longtemps prolonger l'incertitude des bons royalistes et la crainte des habitants des Côtes-du-Nord sur la conservation d'un préfet que ses opinions rendent incapable de rien faire pour le service du Roi, je me suis décidé à nommer provisoirement aux fonctions de préfet de ce département, M. de Cintré... Je lui donne par ce courrier avis de ma décision et l'engage à prendre les ordres de Votre Excellence, avant son départ. Dès qu'il sera arrivé dans cette ville, j'ordonnerai à M. le préfet Boullé de partir pour Paris, afin d'y rendre compte au Gouvernement

12. Archives Nat., F7 7029, le comte de Ferrières au ministre de l'Intérieur, Saint-Brieuc, 28 mai 1814.



de sa conduite qui était un des ressorts les plus actifs des lois vexatoires de l'ancien gouvernement dont il se plaisait autant à étendre la rigueur, qu'il a montré de lenteur et de mauvaise volonté à faire connaître les intentions bienfaisantes de notre Roi légitime. » On voit que son hostilité à l'égard de l'ancien préfet des Côtes-du-Nord ne faisait que s'accroître au cours de son séjour à Saint-Brieuc<sup>13</sup>.

Cependant le ministre ne crut pas devoir ratifier sur-le-champ la mesure prise par son trop zélé subordonné et, dans une réponse datée du 9 juin, se contenta de lui dire que le remplacement de Boullé était à l'étude<sup>14</sup>.

De Morlaix, où il était arrivé à la date du 12 juin, de Ferrières revint une troisième fois à la charge : « J'ajouterai aux renseignements que j'ai eu l'honneur de vous transmettre par mes lettres du 28 mai et du 2 juin, les observations que j'ai faites depuis en parcourant quelques arrondissements des Côtes-du-Nord. Partout, j'ai remarqué dans le peuple la plus énergique impulsion dans l'amour de leur Roi, partout j'ai trouvé les fidèles Bretons de toutes les classes dévoués à Sa Majesté et ne désirant pour jouir du bonheur de son règne que d'être gouvernés par des administrateurs dignes d'eux et disposés à leur faire sentir les bienfaits du Souverain.

» Je ne puis, Monseigneur, vous peindre l'élan et le transport d'allégresse qu'a produit mon passage et mon arrivée dans deux ou trois sous-préfectures. J'ai vu, par cette explosion, que les cœurs avaient été comprimés même depuis les derniers événements qui ont sauvé la France. Partout dans ce département, les bons Français ont eu à lutter contre les autorités et les agents du préfet qui fidèle à son système antiroyaliste a établi un grand nombre de maires, dignes du système, et composé la garde nationale dans le même sens, en ayant soin d'écarter tous ceux qui pourraient nuire à ses projets. Qu'il ait suivi ce plan avant les événements du 30 mars, ce ne serait pas un grand grief s'il n'y avait joint les mesures les plus vexatoires pour achever de ruiner en outrepassant la loi, les malheureux et fidèles sujets de Sa Majesté. Mais interpellé à ce sujet, il m'avait fait l'éloge de ses maires et de sa garde

13. *Ibid.*, le comte de Ferrières au ministre de l'Intérieur, Saint-Brieuc, 2 juin 1814.

14. *Ibid.*, le ministre de l'Intérieur au comte de Ferrières, 9 juin 1814. Minute

urbaine et cependant j'ai vu le contraire dans mon court séjour à Guingamp, Lannion et Tréguier. Ce n'est pas, Monseigneur, que j'ai des griefs à ajouter à ceux exprimés dans ma précédente lettre, mais j'ai vu pendant mon séjour à Saint-Brieuc qu'il fallait toute l'influence d'un commissaire du Roi pour relever les fronts presque découragés par un système vexatoire, sous l'influence du secrétaire général de la préfecture et des affidés du préfet... gens qui ont acquis une fortune scandaleuse par des spoliations.

» J'ai acquis la certitude que des mesures de police prescrites par moi le 15 mai, pour prévenir les troubles et les chocs d'opinion, n'étaient pas encore exécutées le 25 mai dans le département des Côtes-du-Nord, tandis que, sous l'ancien gouvernement, vingt-quatre heures suffisaient au préfet pour mettre à exécution les mesures les plus rigoureuses. Enfin, Monseigneur, partout l'opinion publique réproouve depuis longtemps ce magistrat et je suis convaincu que M. de Cintré par ses qualités recommandables peut justifier le choix que j'ai fait de lui. A l'avantage d'être d'une famille distinguée dans la province, il joint celui des talents, de l'expression, de la douceur de caractère... Quoique étranger à ce département et n'y ayant aucune propriété, il y est connu par la manière distinguée dont il a rempli, à Rennes, les fonctions de sous-préfet »<sup>15</sup>.

De son côté, Boullé signalait au ministre les allures hautes, pour ne pas dire hostiles, du commissaire royal à son endroit. De Ferrières avait refusé le logement préparé à la préfecture et était descendu à l'auberge de la Grande-Maison. Il avait différé de jour en jour d'accepter son invitation à dîner et il était finalement parti pour Guingamp sans avoir accepté (9 juin 1814)<sup>16</sup>. Le même jour, le préfet des Côtes-du-Nord assistait fort dévotement, aux côtés de l'évêque, au service solennel célébré dans la cathédrale en l'honneur de Louis XVI. L'abbé de La Mennais prononça l'oraison funèbre de l'« infortuné monarque » ; il y exhorta les Français à « vivre en frères » et à faire « le sacrifice de leurs ressentiments au pied du cercueil du souverain » qu'ils pleuraient<sup>17</sup>.

15. *Ibid.*, le comte de Ferrières au ministre de l'Intérieur, Morlaix, 12 juin 1814.

16. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, Personnel administratif, 161<sup>16</sup>, Dossier du comte de Goyon, Boullé au ministre de l'Intérieur, Saint-Brieuc, 9 juin 1814. De là de Ferrières gagna Morlaix par Lannion.

17. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 559, 14 juin 1814.

Mais le lendemain 10, une ordonnance du Roi remplaçait Boullé à la tête du département <sup>18</sup>. A la vérité, ce n'était pas de Cintré, le candidat du comte de Ferrières. L'abbé de Montesquiou n'avait pas cru devoir aller jusque-là ; son choix s'était porté sur un personnage de couleur politique moins accentuée, à la fois homme d'Ancien Régime et fonctionnaire impérial. Michel-Auguste, vicomte de Goyon, né à Nantes le 25 décembre 1764, officier aux gardes françaises, puis dans la garde constitutionnelle du Roi, émigré le 19 mars 1793, était rentré en France en 1801. Rallié à l'Empire qui devait en faire un baron, il avait été successivement auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de Montaigu (Vendée), puis préfet de l'Aveyron, enfin préfet du département de la Méditerranée <sup>19</sup>.

Le comte de Goyon se mit en route aussitôt, pour rejoindre son poste ; toutefois, retardé par des accidents de voiture <sup>20</sup>, il y avait été précédé, deux jours auparavant (23 juin), par le duc d'Angoulême qui accompagné d'une suite de 5 personnes et de 7 domestiques se rendait à Brest. En l'absence du préfet, le duc fut reçu par Le Minihy, doyen des conseillers de préfecture. Le tribunal de Saint-Brieuc, son président Gautier de la Motte en tête, se transporta à l'entrée de la ville, près d'un arc de triomphe. Gautier harangua le prince en termes poétiques : « Après de longues tempêtes et de longues tourmentes un soleil sans nuages se lève enfin sur la France, sa chaleur vivifiante redressa les plantes et les fleurs courbées par l'orage : la terre reprend un aspect riant. Il manquait à nos départements éloignés qu'un rayon détaché de l'astre de vie vint les éclairer et les ranimer. Ils le reçoivent en vous, Monseigneur ;

18. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, Personnel administratif et objets généraux, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820). Dans une lettre du 29 juin 1814, Boullé protesta contre sa révocation auprès du ministre de l'Intérieur dans les termes suivants : « Il y a environ trente ans que j'ai rempli des fonctions publiques sans autre interruption qu'une détention de treize mois sous le gouvernement révolutionnaire ... sous le vain prétexte de fédéralisme. Il n'est pas un de mes actes de mes diverses magistratures pendant ce long intervalle qui pèse sur ma conscience et si au lieu de délations ténébreuses dont il paraît que j'ai été l'objet, on m'avait attaqué ouvertement et par des faits dont on m'eût donné communication, j'ose me flatter que j'y aurais répondu d'une manière satisfaisante ». Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, 161<sup>16</sup>, Dossier du comte de Goyon.

19. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, 161<sup>16</sup>, Dossier du comte de Goyon, cf. Honoré FAURÉ, *Biographie des Préfets*, t. I<sup>er</sup>, p. 191-192 et *Dictionnaire des Girouettes par une société de Girouettes*, Paris, 1815, 1 vol. in-8°, p. 223.

20. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 26 juin 1814.

la seule présence de Votre Altesse Royale va guérir bien des blessures et faire oublier bien des peines. Tous les cœurs s'ouvrent à la joie sous votre influence, et se pressent autour de vous pour vous exprimer leur amour. Vous avez trouvé, Monseigneur, des lieux plus brillants que ceux-ci, mais nulle part vous n'avez trouvé des cœurs plus fidèles et plus dévoués que les nôtres. »

Une jeune « demoiselle » le complimenta. Le soir, il y eut dîner à la préfecture, « feu de joie », qui fut allumé par M. le duc de Guiche, « de la maison de S. A. R. » et feu d'artifice »<sup>21</sup>.

Le duc d'Angoulême ne fit d'ailleurs que toucher barre à Saint-Brieuc; dès le lendemain, il repartait pour Brest, qu'il allait inspecter en qualité de grand-amiral de France, en s'arrêtant à Guingamp<sup>22</sup>.

Pendant ce temps, le comte de Goyon prenait possession de son poste (25 juin)<sup>23</sup>. Installé par Le Minihy, il adressa le 26 juin la proclamation suivante aux sous-préfets, maires et habitants des Côtes-du-Nord : « Appelé par Sa Majesté à l'administration de ce département, je me félicite d'y trouver en vous des collaborateurs estimables dont le zèle éprouvé et éclairé par une longue expérience garantit les bons effets de votre dévouement au service du Roi.

» Sa Majesté par sa déclaration du 2 mai et par son ordonnance du 4 courant dont toutes les dispositions sont autant de bienfaits, nous a fait connaître sa volonté et nous a tracé la marche de notre conduite : nous la suivrons scrupuleusement... »

21. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 564, 27 juin 1814. *Le Moniteur*, n° du 2 juillet 1814, p. 727, Saint-Brieuc le 25 juin; HABASQUE, *Notions historiques*, t. II, p. 270. Archives du tribunal de Saint-Brieuc, 2<sup>e</sup> registre de délibérations (1811-1813), fol. 11-12, discours du président Gautier.

22. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 572, 14 juillet 1814. Le duc passa à Guingamp le 27 juin, cf. sur ce voyage Henry HOUSSAYE, 1815, *La Première Restauration, Le retour de l'île d'Elbe, Les Cent Jours*, p. 33.

A Guingamp se produisit un incident dont le comte de Goyon devait rendre comptes quelques jours plus tard au ministre de l'Intérieur. Le maire Guyomar reçut du marquis de la Boissière « officier à la suite » du duc d'Angoulême, la défense écrite de se présenter devant « Monseigneur », en raison de ses votes à la Convention. (Le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 20 juillet 1814, lettre publiée dans l'*Archiviste*, 1892-1893, p. 52-55, par L. SÉCHÉ, sous le titre suivant : *La chasse aux régicides sous la Restauration*, d'après Archives Nat., F<sup>1</sup> bis II 9.)

23. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 564, 27 juin 1814 et Archives Nat., F<sup>1</sup> bii, Personnel administratif, Objets généraux, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), compte rendu de l'installation en date du 28 juin 1814.



C'était se réclamer de la Déclaration de Saint-Ouen, d'une part, de la Charte de l'autre et faire profession de royalisme constitutionnel.

Et il ajoutait : « Nous ne perdrons jamais de vue cette belle partie des instructions de Son Altesse Royale, Monsieur, à MM. les commissaires du Roi dans les provinces : « Vous apprendrez à tous combien sont nécessaires l'oubli du passé, les sacrifices mutuels, enfin la franche réunion des vœux et des volontés pour réparer tant de désastres. Portez au peuple l'espérance et rapportez la vérité au Roi. »

» Déjà, Messieurs, ces espérances que MM. les commissaires royaux nous apportaient au nom du Roi se sont réalisées plus promptement que nous ne pouvions nous en flatter. Déjà le Roi nous a donné la paix, nous a dégagés du séjour des armées alliées, nous a donné une charte. Déjà Sa Majesté a ramené parmi nous nos pères, nos frères, nos enfants, nos parents et nos amis que l'ambition et le sort de la guerre avaient jetés dans les prisons ennemies. Déjà en abolissant la conscription militaire, Sa Majesté nous a donné le plus grand des bienfaits, a réalisé le plus vif de nos vœux et la plus chère de nos espérances...

» La confiance est rétablie, le numéraire reprend son utile circulation ; le commerce, ce premier élément de la prospérité des nations, va reprendre ses anciennes relations, nous offrir le débouché de notre superflu et pourvoir à nos besoins : le respect des propriétés est garanti et la dette est assurée. »

Pour finir, un petit couplet à l'adresse du clergé, mais où le gallicanisme (doctrine officielle de la Restauration non moins que de l'Empire, ne l'oublions pas), ne perdait pas ses droits : « Enfin, Messieurs, le culte de nos pères nous est intégralement rendu ; la chaire de vérité ne sera plus profanée par l'adulation, la flatterie, le mensonge. L'auguste chef de l'Eglise rentré dans ses droits, nous garantit les nôtres. La religion va nous prodiguer les consolations que le courage, la vertu et la résignation de ses ministres n'ont pas cessé de nous offrir, même au milieu des temps les plus orageux et les plus critiques. Nous rendons à Dieu ce qui appartient à Dieu, au Roi ce qui appartient au Roi » <sup>24</sup>.

Dans l'ensemble, la note de cette proclamation était sensiblement plus modérée que celle des harangues du bouillant comte de Ferrières.

Pourtant il ne faudrait pas croire que la modération du comte de Goyon l'empêchât d'accomplir consciencieusement sa tâche de préfet royaliste. Parmi les objets de cette tâche, il place naturellement l'épuration de l'ancien personnel administratif légué par l'Empire. Une lettre du 20 août 1814, adressée au ministre de l'Intérieur, fournit sur ce personnel les appréciations suivantes qui ne manquent ni de clairvoyance ni de sens politique.

Le Gorrec (secrétaire général) est noté « froid, réservé, mais souple et docile, très influent sous l'ancien préfet ». Grand acquéreur de biens nationaux et propriétaire de nombreuses fermes disséminées sur tous les points du département, il tâche de dissimuler sa fortune et vit avec une parcimonie extrême. Dans le fond, sans convictions.

« Toutes ses vues et toutes ses actions tendent à la conservation et à l'augmentation de cette fortune, et chaque opinion qui paraît menacer cette nature de propriété lui fait un mal qui s'exaspère en raison de la consistance qu'elle acquiert : il tient beaucoup à sa place et préférerait pourtant une sous-préfecture... Je ne le crois ni royaliste ni bonapartiste, c'est l'homme du gouvernement qui flattera son amour-propre et protégera sa fortune ».

Ch. Néel, sous-préfet de Dinan, « négociant surtout occupé de sa fortune. S'attacherait à un gouvernement qui protégerait le commerce ».

Mauviel, sous-préfet de Guingamp, avocat chargé de famille, « bonapartiste zélé », disposé du reste à se rallier, mais de moralité douteuse. Au total, « très mauvais sous-préfet ».

Le Grontec, sous-préfet de Lannion, disposé en apparence à se rallier.

Hillion, sous-préfet de Loudéac, « le meilleur sous-préfet du département », actif, zélé, sans opinion politique.

Au conseil de préfecture, Le Minihy est noté comme estimable et riche. Sa fortune ne consiste pas en biens nationaux.

Barbedienne, juriconsulte ayant un cabinet d'affaires, est « très utile pour le contentieux ».

Limon-Belleissue est modeste, « très bien pensant ». Il s'occupe surtout de littérature.

Houvenagle, beau-frère de Le Gorrec, « a peu de moyens ».

En résumé, de Goyon proposait de changer Le Gorrec, Mauviel, et peut-être Houvenagle; son candidat aux fonctions de secrétaire général était un de ses anciens collaborateurs de l'Aveyron : Charles Durand de la Cour, jadis conseiller de préfecture <sup>25</sup>.

Le ministre ne partagea pas entièrement ses vues. Le Gorrec fut remplacé, non par Durand de la Cour, mais par un noble d'origine lyonnaise, de Gacon, officier d'artillerie sous Louis XVI, émigré, puis receveur principal des Droits Réunis à Angers, sous l'Empire (22 août 1814) <sup>26</sup>.

Trois sous-préfets bonapartistes sur quatre furent destitués Mauviel, Néel et Le Grontec. Leurs successeurs furent respectivement de Grassin, membre du conseil général de l'Allier, à Dinan; de Quélen, ex-officier de cavalerie, à Guingamp, et Billiard, sous-chef de bureau au ministère de l'Intérieur, à Lannion. Hillion fut maintenu à Loudéac. Une cinquième sous-préfecture fut créée à Saint-Brieuc en faveur de Carrère dont nous ignorons la profession et les antécédents <sup>27</sup>.

Au conseil de préfecture, Le Minihy, Barbedienne, Limon-Belleissue, Houvenagle restèrent en fonctions; on leur adjoignit, en remplacement de Guinot-Boismenu, décédé, Gouyon de Vaurouault <sup>28</sup>.

Le conseil général, les conseils d'arrondissement et municipaux furent pareillement épurés.

Pour le conseil général, le comte de Goyon profita de toutes les vacances fortuites, démissions ou décès, pour y introduire

25. Archives Nat., F<sup>1</sup>bi, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820). le comte de Goyon au ministre de l'Intérieur, 20 août 1814.

26. *Ibid.*, F<sup>1</sup>bi 161, Dossier de Gacon.

27. *Le Moniteur*, 1814, six derniers mois, p. 972, n° du 30 août 1814, ordonnance royale du 22 août 1814 nommant de Carrère sous-préfet de Saint-Brieuc. *Ibid.*, p. 1050, n° du 13 septembre 1814, ordonnance royale du 9 septembre nommant sous-préfets de Dinan, Guingamp et Lannion, de Grassin, de Quélen et Billiard. Sur ce dernier, cf. R. KERVILER, *Bio-bibliographie bretonne*, article Billiard. Il était né en 1788 à Courtomer (Orne) et devait devenir en 1830 préfet du Finistère. Il est l'auteur, en collaboration avec Guibert, d'une *Histoire des villes de France*, Paris (1844-1848), 6 vol. in-8°, dans laquelle il a écrit les chapitres concernant Nantes et Brest.

28. *Almanach Royal* (1814-1815), Côtes-du-Nord, p. 263-264 et Archives Nat., F<sup>1</sup>bi, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820). Gouyon de Vaurouault fut nommé par ordonnance royale du 3 octobre 1814.

des royalistes, pour la plupart nobles ou grands propriétaires. C'est ainsi que, dès le 31 avril 1814, il proposait pour le siège d'Armez, démissionnaire, en première ligne, de la Noue fils aîné; en seconde, Geslin de Bourgogne; pour celui de Touzé démissionnaire, Gouyon-Thaumatz et de Quélen; pour celui de Bobony, non acceptant, Geslin aîné et Guinot-Boismenu; pour pour celui de Robin-Morhéry fils, en faillite, de Quélen <sup>29</sup>.

L'ordonnance royale pourvoyant à ces vacances ne fut rendue qu'en novembre 1814 <sup>30</sup>, et ce fut une assemblée départementale des plus incomplètes qui siégea en octobre. Outre les vacances précédemment indiquées, il faut encore signaler l'absence de Festou-Villeblanche, Buhot-Kersers et Ribault; 14 conseillers seulement étaient présents. Le président fut Daniel-Kérinou et le secrétaire, de Miniac. Au cours de cette session qui dura cinq jours (du 17 au 22), le conseil se préoccupa surtout d'intéresser les pouvoirs publics à la réorganisation de la pêche à la morue et de l'industrie des toiles, l'une et l'autre si gravement atteintes par la guerre avec l'Angleterre <sup>31</sup>.

Ce ne fut que le 4 novembre que de la Noue, Gouyon-Thaumatz, Henry de Beauchamps, Geslin de Bourgogne et Amable de Quélen furent nommés conseillers généraux <sup>32</sup>. Ils siégeaient en mars 1815, en compagnie de Kérinou, Carré, Buhot-Kersers, Peltier, Maurice, Quérangal, Moucet, de Lavergne, Guillou jeune, Corouge-Kersaux et de Miniac, quand Napoléon revint de l'île d'Elbe <sup>33</sup>.

De Goyon agit de même pour les conseils d'arrondissement. Celui de Saint-Brieuc avait un membre démissionnaire, François Clérivet; il fut remplacé, dès le 1<sup>er</sup> septembre, par Michel

29. Archives Nat., F<sup>1</sup>br, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), liste des candidats pour les places vacantes dans le conseil général et les conseils d'arrondissement dressée par le préfet le 31 août 1814.

30. Archives Nat., F<sup>1</sup>br, Côtes-du-Nord, 4 (1807-1807), ordonnance royale du 4 novembre nommant cinq conseillers généraux des Côtes-du-Nord.

31. Archives Nat., F<sup>1</sup>ov, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, n° 1 (an VIII-1815), session de 1814, séance du 22 octobre et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 16, Délibérations du conseil général (1814-1821), fol. 8-12.

32. Archives Nat., F<sup>1</sup>br, Côtes-du-Nord, 4 (1807-1813), cité plus haut.

33. Archives Nat., F<sup>1</sup>ov, Conseils généraux, Côtes-du-Nord, n° 1 (an VIII-1815), session de 1815, séance du 20 mars et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 16 (1814-1821).



Picot, de Plédran <sup>34</sup>, et à sa session d'octobre le conseil manifesta aussitôt un zèle royaliste prononcé qui s'exprima dans une adresse au Roi, ainsi conçue : « Sire, les membres du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc ne peuvent se trouver réunis sans éprouver le besoin d'exprimer à Votre Majesté les sentiments dont ils sont pénétrés : l'amour, la fidélité et le dévouement qu'ils lui ont voués et à tous les membres de son auguste famille et que partagent les habitants de cet arrondissement se sont manifestés par la plus grande effusion lorsque Son Altesse Royale Mgr le duc d'Angoulême leur a donné un jour de fête et de bonheur en offrant à leurs yeux un des princes dont le retour était l'objet de leurs vœux.

» Nous supplions Sa Majesté d'agréer l'assurance que les sentiments dont ils prennent la liberté de lui offrir l'expression sont inaltérables dans leurs cœurs » <sup>35</sup>.

Au conseil d'arrondissement de Guingamp, en remplacement d'un membre décédé et de trois membres sortants, entrent également quatre nobles : de Kérouartz, de la Boissière, Dupleix de Cadignan, et Gouyon de Vaurouault <sup>36</sup>.

Au conseil d'arrondissement de Lannion, entre de Trogoff-Coatalliou <sup>37</sup>. Ce conseil vote lui aussi, en octobre 1814, une adresse de fidélité à Louis XVIII, mais il y exprime sa « reconnaissance de la charte constitutionnelle » que le Roi a donnée à la France <sup>38</sup>.

Au conseil d'arrondissement de Loudéac, le préfet fait nommer Hervé Mariala, de la Roue et Bigrel. Il ne semble pas qu'ils aient siégé à la session d'octobre 1814. Le zèle royaliste du conseil ne laisse néanmoins rien à désirer et s'échauffe même jusqu'à parler en latin et en vers <sup>39</sup> :

« Sire. Le trône du grand Henri ne pourrait être plus glorieusement occupé que par un illustre rejeton de sa famille. Vous êtes, Sire, cet illustre rejeton. A l'exemple de ce bon roi, vous voulez rendre votre peuple heureux et vous ne désirez

34. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), liste des candidats...

35. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 N 97 bis, Délibérations du conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc, 1814, séance du 2 octobre.

36. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), liste des candidats...

37. *Ibid.*

38. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 N 1, Délibérations du conseil d'arrondissement de Lannion (an VIII-1840), fol. »3-60, session du 1<sup>er</sup> au 10 octobre 1814.

39. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>bi</sup>, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), liste des candidats...

vous-même être heureux qu'à l'ombre de son bonheur. Combien de fois vos yeux paternels se sont-ils tournés vers cette patrie qui vous était si chère et dont le sein était malheureusement déchiré par mille factions qui travaillaient en sens contraire ! Mais vous avez paru et le calme vous accompagnait. Tout renaît à l'aspect de Votre Majesté et l'on peut dire à l'imitation du poète célèbre : *Jam redit Lodoix, redeunt Saturnia regna* »<sup>40</sup>.

Les conseils municipaux furent pareillement épurés, ou tout au moins on profita de toutes les occasions pour y introduire le plus grand nombre possible d'éléments royalistes. On a précédemment vu, qu'aux termes du sénatus-consulte du 16 thermidor an X, les conseillers municipaux élus pour vingt ans devaient être renouvelés, par moitié tous les dix ans. Le premier renouvellement avait lieu en l'an XI ; le second devait avoir lieu en 1812. Il ne semble pas qu'il ait eu lieu effectivement<sup>41</sup>.

En conséquence, Goyon dressa, en octobre 1814, une liste des candidats destinés à remplacer les conseillers municipaux sortants. Naturellement, les nobles prédominent : à Saint-Brieuc, nous relevons ceux de la Villéon fils, de Geslin Bourgogne, de Geslin Ruvéré, de Tréveneuc, de Saint-Pern, de la Noue aîné, de Trémereuc, de Saint-Pierre, de Kéranflech ; il y joignit trois autres noms, pour combler les vides de la liste sortante en 1822, parmi lesquels Prud'homme<sup>42</sup>.

A Guingamp, même tactique ; liste de 1812 : de Cargouët, de Carné, de Gouyon, Hingant de Saint-Maur, de Kérouartz, de la Noue, Saisy de Kérampuis, du Bouays Bégassière ; liste de 1822 : de la Boessière, de Drouilly<sup>43</sup>.

40. Archives de la sous-préfecture de Loudéac, Registre de délibérations du conseil d'arrondissement (an VIII-1831), fol. 59-60, séance du 1<sup>er</sup> octobre 1814.

41. Archives Nat., F<sup>1</sup>bi, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), Ville de Saint-Brieuc, tableau relatif au premier renouvellement de la seconde moitié du conseil municipal dont les fonctions finissent le 31 décembre 1812.

42. *Ibid.*, tableau arrêté par le préfet le 3 octobre 1814 et liste des candidats présentés pour remplir les places vacantes dans le conseil municipal de Saint-Brieuc parmi les membres dont les fonctions doivent cesser au 31 décembre 1822.

43. *Ibid.*, Ville de Guingamp, 4 octobre 1814. Guyomar ayant refusé de donner sa démission de maire malgré les instances du préfet, celui-ci proposa sa révocation et son remplacement par de Carné. (Le préfet au ministre de l'Intérieur, 20 juillet 1814. Lettre publiée dans l'*Archiviste* citée plus haut). L'a-t-il obtenue ? Nous n'en avons pas la preuve, n'ayant pas retrouvé la réponse du ministre. D'autre part Guyomar figure encore en qualité de maire de Guin-

A Dinan, en 1815, le conseil municipal comprend parmi les membres nouveaux : Faisant (Nicolas), procureur du Roi; Gouyon de Thaumatz, ancien lieutenant du Roi; Hingant (François), avocat; de Kérohan, propriétaire; Magon de la Ballue, propriétaire; de Louaisel, ancien garde du corps; Langlais-Prémorvan, propriétaire<sup>44</sup>.

Ainsi le personnel administratif du département des Côtes-du-Nord à commencer par le préfet, son chef, se trouva, sous la première Restauration, recruté d'une façon toute nouvelle. Voyons, maintenant, quel a été son rendement.

Sous l'Empire, la levée de la conscription et des impôts, le maintien de l'ordre à l'aide d'une police vexatoire et méticuleuse absorbaient, comme on l'a vu, les trois quarts de son activité.

Le gouvernement de Louis XVIII n'a que faire d'hommes, mais il a toujours besoin d'argent, à la fois pour payer ses dépenses ordinaires et pour liquider le passif de l'Empire. Or, les contribuables las de tant de sacrifices, prenant, d'autre part, au pied de la lettre l'engagement du comte d'Artois d'abolir les Droits Réunis, ne mettaient aucun empressement à s'acquitter.

Quant aux contributions directes, le préfet multiplie les appels aux maires et aux curés pour faire rentrer l'arriéré de 1814<sup>45</sup>.

En janvier 1815, sur 3.228.781 fr. 06, montant de la contribution ordinaire, il ne restait à rentrer que 345.480 fr. 93. Pour la contribution extraordinaire, sur 1.195.495 fr. 90, il restait à rentrer 404.463 fr. 31<sup>46</sup>.

gamp dans une souscription pour le rétablissement de la statue d'Henri IV en décembre 1814. Cf. plus loin, p. 405. M. L. DUBREUIL dans son article déjà cité sur Pierre Guyomar (*Annales de Bretagne*, t. XXIV, p. 298-318) ne donne aucun renseignement à ce sujet; il ne paraît même pas avoir connu la lettre de Goyon publiée dans l'*Archiviste*.

44. Archives communales de Dinan, série D, Registre de délibérations de la municipalité (1815-1819), fol. 8-11, séance du 1<sup>er</sup> mars 1815. De même pour Lou-deac, Archives Nat., F<sup>1</sup>Br, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820).

45. Henry HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 26-27 et *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 569, 7 juillet 1814, circulaire aux maires, percepteurs et habitants du département concernant le recouvrement des contributions, 2 juillet 1814. *Idem*, du 11 juillet 1814, dans le n° 571 du 12 juillet. L'évêque autorisa la lecture de cette dernière en chaire par les recteurs.

46. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 28, Contributions extraordinaires, Relevé du montant brut des rôles des contributions directes pour la confection des bordereaux de recouvrement par mois, exercice 1814 et état du recouvrement des 0 fr. 50 du principal de la contribution foncière en 1814 et du doublement ... de la personnelle-mobilière et des portes et fenêtres...

D'autre part, les contributions de 1815 furent réparties comme il suit :

Contribution foncière, 2.520.000 francs, dont :

|                |                                        |
|----------------|----------------------------------------|
| 707.002 fr. 50 | pour l'arrondissement de Saint-Brieuc, |
| 533.872 fr. 50 | » » » Dinan,                           |
| 508.096 fr. 50 | » » » Guingamp,                        |
| 400.320 fr.    | » » » Lannion,                         |
| 370.708 fr. 50 | » » » Loudéac.                         |

Contribution personnelle-mobilière, 362.400 francs, dont :

|                |                                        |
|----------------|----------------------------------------|
| 105.346 fr. 50 | pour l'arrondissement de Saint-Brieuc, |
| 68.070 fr.     | » » » Dinan,                           |
| 69.570 fr.     | » » » Guingamp,                        |
| 60.495 fr.     | » » » Lannion,                         |
| 58.918 fr. 50  | » » » Loudéac.                         |

Contribution des portes et fenêtres, 94.160 francs, dont :

|               |                                        |
|---------------|----------------------------------------|
| 29.631 fr. 80 | pour l'arrondissement de Saint-Brieuc, |
| 19.695 fr. 50 | » » » Dinan,                           |
| 15.807 fr.    | » » » Guingamp,                        |
| 17.220 fr. 50 | » » » Lannion,                         |
| 11.805 fr. 20 | » » » Loudéac.                         |

On n'a pas pu retrouver le montant des patentes <sup>47</sup>.

Pour les Droits Réunis, les difficultés furent encore plus grandes. Les paysans, persuadés de leur abolition, se refusaient systématiquement à les payer, depuis la chute de l'Empire, et leur refus prenait la forme d'une opposition violente et quasi-révolutionnaire <sup>48</sup>. Pendant les dernières semaines de son administration, Boullé avait réagi par des instructions énergiques adressées aux sous-préfets et aux maires. Le 11 mai, il leur avait adressé, d'une part, une circulaire du ministre des Finances, du 6 mai, précisant qu'il n'était innové en rien au décret du 8 février 1812, qui avait chargé l'administration des Droits Réunis de la perception des octrois, ni dans l'exécution des tarifs et règlements en vigueur; d'autre part, une proclamation, en date du 7, du comte de Ferrières, qui avait pour objet « de détruire les faux bruits répandus par l'erreur ou la malveillance contre les intérêts de l'Etat, principalement

47. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 3, Contributions directes, Répartements (1807-1819), tableaux du répartition de la contribution foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres de 1815 pour les 5 arrondissements.

48. Henry HOUSSAYE, 1815, *loc. cit.*



sur l'abolition des Droits Réunis »<sup>49</sup>. Pourtant l'agitation continuait : dans l'arrondissement de Loudéac, en particulier, les employés des Droits Réunis se heurtaient « de tous côtés, de la part des redevables, à un refus formel d'acquitter les droits d'octroi », et à ce refus se joignaient souvent des menaces « qui auraient des suites très fâcheuses si l'on voulait user de la moindre rigueur »<sup>50</sup>.

Le comte de Goyon parvint à surmonter ces résistances, mais il ne se dissimulait pas l'impopularité du système. En octobre 1814, dans son compte rendu d'ensemble au directeur de la Police générale il disait à l'article Contributions : « Le peuple s'attendait à une diminution des contributions ; il voit avec regret que l'état des finances et les charges du royaume n'ont pas permis au Roi de réaliser ce vœu de son cœur paternel.

» De tous les impôts, celui établi sur le sel est le plus onéreux au peuple et c'est tout simple : il ne peut oublier la franchise dont il jouissait autrefois ; mais il s'exprime avec franchise sur le droit de circulation substitué à celui de mouvement dans le projet de loi sur les boissons ; il observe que les Français ne peuvent plus prendre le change sur des mots qui sont synonymes comme leurs effets. Ce n'était pas le droit en lui-même, mais les formes qui l'accompagnent dont il se plaignait et ces formes qu'il trouve odieuses et révoltantes sont conservées. Votre Excellence veut connaître la vérité ; je me fais un devoir de la lui dire. D'ailleurs les contributions directes et indirectes s'acquittent assez régulièrement et se recouvrent sans frais comme sans difficultés »<sup>51</sup>.

Malgré l'abolition du blocus la contrebande subsistait. Elle se faisait principalement avec les îles anglaises dont les marins allaient chercher du sel au Croisic et dans la Loire-Inférieure, pour le débarquer ensuite clandestinement dans les Côtes-du-Nord. Goyon signalait cette pratique dans le même compte rendu et il ajoutait : « J'ai concerté avec M. le général Fabre

49. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 93, Correspondance intérieure, Octrois et impositions indirectes (1800-1815), le préfet aux maires des communes du département, 11 mai 1814.

50. *Ibid.*, le préfet au sous-préfet de Loudéac, 16 mai 1814.

51. Archives dép. des Côtes-du-Nord, série M, Correspondance du préfet ; 2 M 53, Correspondance intérieure, Police administrative et de sûreté générale (15 juillet 1812-15 mars 1816), le préfet au ministre, directeur de la Police générale, 5 octobre 1814.

la mesure de détacher quelques troupes sur les points habituels de cette fraude.

» La justice s'est emparée des coupables qui lui ont été dénoncés : j'ai appelé toute la sollicitude du ministère public sur la nécessité d'intimider les fraudeurs par quelques exemples de sévérité. Il importe au commerce français comme à la morale publique de paralyser ces coupables spéculations »<sup>52</sup>.

Toutefois, la grande préoccupation du préfet royaliste des Côtes-du-Nord, comme jadis du préfet bonapartiste, c'est la direction et le contrôle de l'opinion, ou, comme on dit depuis la Révolution, de « l'esprit public ». Avant tout, il s'agit de « royaliser » de gré ou de force la masse des indifférents, de contenir les opposants, de modérer les excès de zèle des défenseurs du trône et de l'autel. Le préfet dispose pour cela du *Journal des Côtes-du-Nord*, le seul périodique du département, qui continue de paraître sous sa censure.

Les matières y sont un peu plus abondantes que sous l'Empire, en raison surtout de la publication des débats de la Chambre des députés. De temps à autre, un article doctrinal y paraît, confectionné sans doute de toutes pièces à la préfecture, et destiné à mettre l'opinion au diapason voulu. Citons, comme modèle de genre, celui du 1<sup>er</sup> décembre 1814, n° 631. C'est une espèce de bilan de la première Restauration, des plus optimistes, comme de juste. « Il nous est doux de reporter souvent nos yeux et d'attirer les regards des lecteurs sur le spectacle de notre situation : tracer le tableau de notre bonheur, c'est en accroître le sentiment. Déjà, nous nous sommes plu, il y a quelque temps, à peindre tout ce que nous devons jusqu'ici à ce gouvernement qui trouva tant de maux à réparer et qui a fait le bien en silence, mais on ne saurait trop redire, on ne saurait trop fréquemment proclamer les bienfaits que répand sans faste une administration légitime tandis que l'usurpation et la tyrannie semblaient ne pouvoir jamais faire retentir assez haut et assez loin ces actes d'une puissance arbitraire qui voulait éblouir les peuples en les accablant... »

Voici maintenant un petit alinéa à l'adresse des vétérans des armées napoléoniennes : « Le soldat que l'honneur attache à ses vieux drapeaux est respectable jusque dans les erreurs de

52. *Ibid.*, article « Contrebande ».

cette religion militaire, source de son courage et de sa gloire. Si quelques hésitations passagères et individuelles empêchèrent d'abord les vœux de l'armée de se confondre entièrement avec ceux de tout le peuple français, le prince destiné à faire par sa bonté la conquête de ces braves qui avaient conquis l'Europe par leur valeur, sut voir des gages de dévouement dans ces incertitudes mêmes que son cœur interprétait avec vérité; il ne douta pas que les étendards de saint Louis et de Henri IV ne dussent rallier autour d'eux des hommes touchés de tous les souvenirs de la gloire nationale à laquelle ils ont si puissamment coopéré. En effet, toutes les fluctuations ont cessé et le soldat français, fixé dans son devoir et ferme dans sa discipline, rassemble aujourd'hui ses trophées au pied de l'antique bannière des Bourbons. La confiance est partout rétablie, dans l'armée comme dans le peuple, et partout elle est affermie, justifiée par des résultats inattendus qu'elle produit elle-même en partie et qui réagissent sur elle ».

Enfin, l'article se terminait par un développement bien curieux, écho de toutes les préventions des royalistes contre l'Université impériale : « L'éducation publique toujours si tumultueuse, si peu régulière au milieu du bruit des armées reprend un caractère plus paisible et plus convenable; nos lycées sont des collèges qui ne sont plus des camps, les abus disparaissent tous les jours, les mauvais exemples sont écartés, les bonnes mœurs sont recommandées, comme les bonnes doctrines et la religion qui auparavant ne se glissait qu'à la dérobée et furtivement dans les exercices de l'instruction publique, le sacerdoce qui ne s'y montrait qu'avec embarras y reparaissent avec honneur, tels qu'ils se présentent dans l'état même sous les auspices d'un prince sagement pieux qui sait que la manifestation des rapports de l'homme avec la Divinité est la première condition et l'indispensable base des sociétés humaines. »

Et le comte de Goyon ou son porte-parole concluait : « Le tableau de la société française s'embellit donc tous les jours de toutes les espérances qui se réalisent et de toutes les perspectives qui se développent par degrés : peut-on se lasser de les contempler avec reconnaissance ? » <sup>53</sup>.

Un autre procédé pour diriger l'opinion consiste dans l'appât des récompenses, spécialement des décorations. L'Empire

avait eu la Légion d'honneur et les titres de la noblesse impériale; la Restauration rétablit l'ordre de Saint-Louis et créa l'ordre du Lys <sup>54</sup>. De ce dernier destiné à récompenser les adeptes de la « bonne cause » elle se montra particulièrement prodigue. Dès le mois de septembre 1814, les sous-préfets et les maires reçurent l'ordre d'adresser au préfet des propositions. Nous possédons celles des maires de Quintin, de Paimpol, de Lamballe et du sous-préfet de Loudéac.

A Quintin, le maire, sans s'oublier lui-même, a dressé une liste de 75 personnes. On y remarque un certain nombre de conseillers municipaux, de fonctionnaires et de notables; parmi ces derniers : Louis-Hyacinthe Cavelier-Cuverville, ancien capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis; Veillet-Dufrèche, François Bellom-Kerangal, Louis-Henry Ville-neuve, négociants, sans doute en toiles.

A Paimpol, 51 personnes sont inscrites par le maire Bécot; son nom voisine avec celui de François Corouge-Kersaux, président du tribunal de commerce, de plusieurs commerçants et capitaines, enfin du curé, Guillaume Le Cornec et de ses vicaires.

A Lamballe, 80 propositions. On y remarque des prêtres : Micault-Soulleville et Sorgniard; deux professeurs, Le Sage et Le Grand, des tanneurs et des mégissiers, et deux militaires en retraite : Jean Knapp, chevalier de Saint-Louis, ancien chef de bataillon et Olivier Le Bret, chevalier de la Légion d'honneur, ancien capitaine de grenadiers.

Enfin, le sous-préfet de Loudéac a établi sa liste comme il suit : d'abord 56 maires et adjoints, et à peu près autant de notabilités et de fonctionnaires. Dans cette seconde catégorie, figurent de la Roue, deux du Gourlay, de Kerpezdron, de Trémaudan, du Tertre, de Quélen, Bourdonnais du Clézio, tous qualifiés de propriétaires et appartenant à la classe des anciens nobles.

Nous ignorons quelle suite fut donnée à ces propositions; d'ailleurs, la décoration du Lys ne tarda pas à perdre son caractère de distinction honorifique et à tomber au rang de simple signe de ralliement à l'usage des « purs » du parti royaliste <sup>55</sup>.

54. Sur l'ordre du Lys, cf. *Grande Encyclopédie*, article Ordre du Lys de H. Gourdon de Genouillac.

55. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 1 Z 13, Décorations du Lys (1800-1815).



Un autre procédé pour échauffer leur zèle et éliminer de leurs rangs les tièdes et les traîtres fut l'érection de monuments commémoratifs ou autres, par souscription.

Ce fut d'abord la souscription pour le rétablissement de la statue d'Henri IV, puis celle pour le monument dédié aux victimes de Quiberon, due à l'initiative du maréchal Soult qui essayait de faire oublier son passé bonapartiste par cette manifestation éclatante. Nous possédons la liste des souscripteurs de la statue d'Henri IV en décembre 1814. Le préfet a payé d'exemple parmi les fonctionnaires, avec 100 francs ; le général Fabre et les sous-préfets ont emboité le pas, de même, un certain nombre de maires, entre autres Guyomar, de Guingamp, des magistrats, Ellès, curé de Lannion, même de petits employés de l'administration des domaines et des Droits Réunis. La Chambre littéraire de Lannion donne 40 francs, le directeur et les professeurs du collège de la même ville, 22 francs. Enfin, viennent des nobles : du Gaspérin, de Guingamp, 150 francs ; de Loz, de Pleumeur-Bodou, idem ; du Cleuziou, de Lannion, 15 francs. En janvier 1815, la souscription atteignait 5.248 fr. 90 <sup>56</sup>.

Pour le monument de Quiberon, au début de 1815, on recueillit 3.665 fr. 25 dont 1.823 fr. 30 pour l'arrondissement de Saint-Brieuc, 487 fr. 50 pour celui de Dinan, 444 fr. 85 pour celui de Guingamp, 758 fr. 70 pour celui de Lannion, 150 fr. 90 pour celui de Loudéac. Naturellement on retrouve parmi ces souscripteurs, outre les fonctionnaires, presque tous les noms de l'émigration : Henry de Beauchamp, Chrétien de Tréveneuc, Courson de Licineuc, Méhérenc de Saint-Pierre, Geslin de Bourgogne, de la Noue, de Quélen, de Carné, de la Bégassière, de Boisboissel, de Kernier, du Cleuziou <sup>57</sup>.

Comme sous l'Empire, la correspondance du préfet avec le ministre de l'Intérieur et le directeur de la Police générale nous permet de suivre pour ainsi dire jour par jour ses rapports avec ses administrés.

Au début, la tâche de Goyon a été relativement facile. La population des Côtes-du-Nord qui n'avait du reste, jamais auparavant, ni sous la Révolution ni sous l'Empire, fait

56. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 632, 3 décembre 1814.

57. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 Z, liasse 2, état de paiement des souscriptions pour le monument de Quiberon par arrondissements

montre d'une activité politique bien intense, n'aspire qu'au repos et accepte passivement le fait accompli. La Saint-Louis se célèbre à peu de chose près comme la Saint-Napoléon, avec les inévitables « feux de joie, feux d'artifice et danses publiques : partout l'unanimité des sentiments d'enthousiasme et d'amour pour le Roi donnait le gage du bonheur que l'on éprouve de voir Sa Majesté Louis XVIII rendu au vœu commun des ses fidèles sujets » (1<sup>er</sup> septembre 1814). Toutefois, le préfet, soit par candeur, soit par ironie raffinée, jugeait nécessaire d'ajouter l'observation suivante : « Les rapports que je reçois de toutes les localités de mon département ne ressemblent en rien à ces procès-verbaux de fêtes commandées par le dernier gouvernement; ici tout a été libre, spontané, et l'on n'avait à exprimer que des sentiments véritablement français » <sup>58</sup>.

De ci, de là, seulement quelques notes discordantes. A Saint-Brieuc, des drapeaux blancs placés au balcon de M. Picot disparaissent, enlevés par des mains inconnues; « des jeunes gens turbulents chantent de nuit des chansons dans lesquelles la dignité royale est outragée » (26 août 1815). « Cette conduite, observe le préfet, peut se caractériser de provocation à la révolte ». Ordre à la gendarmerie de faire des patrouilles nocturnes <sup>59</sup>.

Le sieur Cotillard, maire de la commune de Saint-Carreuc, ainsi que quatre gendarmes à pied de la brigade de Plœuc ont proféré des propos outrageants « contre la prérogative et l'autorité royales » et même sont accusés d'avoir crié « Vive l'Empereur! » en réponse au cri de « Vive le Roi! ». En conséquence, le procureur du Roi, près le tribunal de Saint-Brieuc, est requis d'informer (16 septembre 1814) <sup>60</sup>.

L'exportation des grains produit aussi une certaine effervescence « dans la classe laborieuse et indigente du peuple », particulièrement à Lannion. Le sous-préfet et le maire jugent la situation assez sérieuse pour demander l'envoi dans cette

58. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 53, le préfet au directeur général de la Police, 1<sup>er</sup> septembre 1814.

59. *Ibid.*, le préfet au maire de Saint-Brieuc, 26 août 1814.

60. *Ibid.*, le préfet à M. le Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Saint-Brieuc, 16 septembre 1814.

ville d'une compagnie d'infanterie, détachée de Saint-Brieuc, la garde nationale ne leur paraissant pas assez sûre <sup>61</sup>.

Mais ce sont surtout les questions religieuses et les rapports des autorités civiles ou des populations avec le clergé qui préoccupent le préfet. La fameuse circulaire de Beugnot, du 7 juin, sur l'observation rigoureuse du dimanche et des fêtes provoque à Saint-Brieuc même des difficultés. Le préfet est obligé de modérer le zèle intempestif du commissaire de police, de l'inviter à tolérer « la vente des comestibles jusqu'à huit heures et demie du matin » et même plus tard, dans l'intérieur des boutiques « extérieurement fermées » (7 juillet 1814) <sup>62</sup>. A Loudéac, c'est la procession de la Fête-Dieu (circulaire de Beugnot, du 10) qui amène des bagarres <sup>63</sup>.

Moins dociles qu'au temps de Fouché, l'évêque et son imprimeur se refusent à remettre au préfet des exemplaires de mandements ou Lettres pastorales (11 août 1814) <sup>64</sup>.

Un desservant nommé à Plessala s'obstine à ne pas prêter serment au Roi, sous prétexte que ses 21 années d'émigration en Angleterre sont caution suffisante de son zèle royaliste ! Le préfet est obligé d'avoir recours à l'autorité diocésaine et de la prier de rappeler à l'ecclésiastique en question « que la loi du 12 germinal est maintenue » et qu'il doit s'y conformer (18 août 1814) <sup>65</sup>.

Bref, au bout de trois mois de gestion administrative, dans les Côtes-du-Nord, le préfet portait sur les habitants du département le jugement d'ensemble suivant (5 octobre 1814), « La masse de la population du département jouit des événements du mois d'avril avec tous les témoignages les moins équivoques de la franchise qui distingue le peuple breton. Il n'y a pas à s'y méprendre. La chute de l'ancien gouvernement a été géné-

61. *Ibid.*, le préfet à M. le général Fabre commandant le département, 17 septembre 1814.

62. *Ibid.*, le préfet au directeur général de la Police, 7 juillet 1814, cf. Henry HOUSSAYE, 1815, p. 11.

63. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale et administrative (an VIII-1815), carton 18 (1814), le sous-préfet de Loudéac au préfet des Côtes-du-Nord. Au cours de la cérémonie le sous-préfet avait prononcé un discours et le curé avait béni le drapeau de la garde nationale, mais il y avait eu des « cris et des insultes de quelques individus de la classe du peuple ».

64. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 53, le préfet au directeur général de la Police, 11 août 1814.

65. *Ibid.*, le préfet à M. le vicaire général du diocèse, 18 août 1814.

ralement bien accueillie et a fait place aux plus flatteuses espérances pour l'avenir. On attend le bonheur du gouvernement de Louis XVIII : il importe de ménager, de soutenir, et de réaliser ces espérances ». Quelques ombres au tableau : « Le séjour dans leurs foyers des déserteurs rentres, celui des prisonniers et surtout des marins revenus d'Angleterre, celui des officiers renvoyés en retraite ou avec demi-solde, ou en semestre forcé, les uns et les autres sans recevoir leur décompte de solde arriérée et sans moyens d'existence, sans goût, comme sans volonté et sans moyens pour le travail... Les clameurs de ces gens qui ne veulent aucun gouvernement, qui criaient, il y a quatre mois, contre Bonaparte et aujourd'hui contre les Bourbons, voilà ce qui porte le plus d'atteinte à l'opinion publique...

» Les mœurs laissent peu à désirer sous le rapport de la pureté, elles gagneront cependant à l'extinction du fléau de la guerre dont la funeste conséquence est de produire tous les désordres. Votre Excellence semble induire de l'état des mœurs qu'il est surprenant que les opinions n'en sont pas plus fortement prononcées et les sentiments plus exaltés peut-être. Je ne pense pas qu'il y ait lieu d'appliquer ce raisonnement aux habitants de ce département. L'exaltation des sentiments leur est étrangère. La docilité et l'esprit de soumission forment le fond du caractère de la population des Côtes-du-Nord...

» Les actes du Gouvernement sont de nature à tranquilliser les propriétaires des domaines nationaux sur le sort de leurs propriétés et je dois répéter que les premières inquiétudes ont été calmées et ne se sont pas reproduites depuis que les intentions franches et loyales de Sa Majesté à cet égard ont été mieux connues et mieux appréciées. »

Enfin, l'état d'esprit du clergé est caractérisé avec perspicacité : « La plus grande harmonie règne, du moins en apparence, entre les membres du clergé de mon département. » Rien ne révèle, à l'encontre d'autres localités, telles que Morlaix ou Fougères, la persistance du schisme anticoncordataire qui préoccupait le Gouvernement. Mais, « au surplus, l'opinion la plus constamment prononcée chez le clergé est celle d'une indépendance entière qui ne reconnaît aucune autorité quelconque que celle de l'Eglise et n'admet pas même celle du Roi »<sup>66</sup>. C'était noter avec beaucoup de justesse l'un

66. *Ibid.*, le préfet au directeur de la Police générale, 5 octobre 1814.



des caractères typiques du clergé français à partir de la chute de l'Empire : l'ultramontanisme, résultat aussi incontestable que surprenant de la Révolution française et du Concordat. On sait, d'autre part, que ce seront les maladresses et les outre-cuidances de ce clergé nouveau modèle, autant au moins que les insolences de la noblesse, qui amenèrent la chute du gouvernement de la première Restauration et le mouvement essentiellement jacobin et anticlérical des Cent-Jours.

À partir d'octobre 1814, les difficultés commencent à apparaître et le ton des lettres du préfet devient un peu moins optimiste. Les allures provocantes des émigrés amènent des incidents fréquents dont quelques-uns d'une certaine gravité. En octobre 1814, c'est un avocat noble de Lannion, de Kergariou, qui se prend de querelle, au cours d'une discussion politique avec un sieur Le Corre, lieutenant retraité du 14<sup>e</sup> de ligne. Un duel s'ensuit, au cours duquel le « demi-solde » est blessé à mort et meurt quatre heures après. Le tribunal de première instance de Lannion est saisi de l'affaire <sup>67</sup>. Les témoins appelés déclarent qu'il y a eu dispute, mais aucun d'eux n'a assisté au duel. En conséquence, faute de preuves contre Kergariou, le procureur du Roi conclut à un non-lieu et le tribunal lui donne raison <sup>68</sup>.

Vers la même époque, un autre noble, M. de Crésolles « l'un des habitants les plus distingués de Lannion » apercevant plusieurs enfants grimpés dans les arbres de l'une de ses propriétés tire sur eux avec un fusil chargé de plomb. L'un des enfants est blessé à la tête et la famille porte plainte devant le tribunal de Lannion. Le préfet juge sévèrement la « vivacité » de M. de Crésolles d'autant plus, ajoute-t-il, que, d'après les indications du sous-préfet, les arbres « étaient dépouillés de leurs fruits et que son champ était ouvert » <sup>69</sup>.

En décembre 1814, le maire de Corseul, Allain, est suspendu pour avoir tenu des propos indécents contre Sa Majesté et la décoration du Lys <sup>70</sup>.

67. *Ibid.*, le préfet au sous-préfet de Lannion, 6 octobre 1814.

68. *Ibid.*, 2 M 37, fol. 94, le préfet au directeur général de la Police, 24 novembre 1814.

69. *Ibid.*, 2 M 37, fol. 94, le préfet au directeur général de la Police, 24 novembre 1814.

70. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 53, le préfet au ministre de l'Intérieur, 16 décembre 1814.

Vers la fin du même mois, des bruits de complot bonapartiste circulent dans le département; on prétend que Bonaparte reviendra au printemps prochain. Le préfet n'attache pas d'ailleurs plus d'importance qu'il ne convient à ces rumeurs qui lui paraissent mises en circulation par les acquéreurs de biens nationaux<sup>71</sup>. Ceux-ci, vers cette date, commencent à s'agiter. Les gros acquéreurs songent à transiger avec les anciens propriétaires, tandis que les petits s'y refusent<sup>72</sup>.

Le 11 janvier 1815, l'évêque Caffarelli mourut. Il avait combattu le régime bonapartiste dans la mesure où celui-ci lui paraissait empiéter sur les droits de l'Eglise, et surtout sur son autorité propre, mais, au fond, il ne lui était pas hostile et l'abdication de Napoléon lui causa de vifs regrets. Il entraînait dans ce sentiment des raisons personnelles. La famille du prélat, dont l'ex-Empereur avait fait la fortune, se trouvait en quelque sorte entraînée dans sa chute. Aussi avait-il observé à l'égard du gouvernement de Louis XVIII une attitude correcte mais froide. Il avait laissé à son vicaire général et homme de confiance, Jean-Marie de La Mennais, dont le royalisme n'était pas moins ardent que l'ultramontanisme, le soin de rédiger le mandement sur la délivrance de Pie VII, ainsi que celui de prononcer l'oraison funèbre de Louis XVI, au service solennel de la fin de mai. De son côté, le gouvernement royal l'avait considéré avec une certaine défiance et lui avait tenu rigueur de ses anciens excès de zèle à l'égard de l'usurpateur : peut-être cette demi-disgrâce fut-elle pour quelque chose dans l'aggravation subite de l'état de santé du prélat et dans sa fin prématurée. Le *Journal des Côtes-du-Nord* inséra à cette occasion, dans ses numéros du 10 et du 17 janvier, deux entrefilets émus : « La perte de ce prélat non moins distingué par ses lumières que par ses qualités éminentes a excité parmi ses diocésains des regrets aussi vifs qu'universels. » Et plus tard, à propos de ses obsèques et de son inhumation dans la cathédrale : « Pendant le cours de cette pieuse et touchante cérémonie, l'émotion fut générale; on remarqua même que plusieurs des assistants ne purent retenir leurs larmes, au moment même où la pierre se referma sur les restes précieux de notre digne pasteur. Le bien qu'il a

71. *Ibid.*, le préfet au directeur général de la Police, 23 décembre 1814.

72. *Ibid.*, *id.* à *id.*, 11 janvier 1815.

fait, les regrets qu'a excités sa perte et les souvenirs qu'il laisse dans le cœur de ses diocésains nous font espérer que les personnes qui ont vécu dans l'intimité de ce vertueux prélat nous mettront à lieu de rendre à sa mémoire le juste tribut d'éloges qui lui est dû ».

Mais, en regard de ces regrets officiels à l'usage du *vulgum pecus*, il est piquant de placer l'appréciation confidentielle du préfet sur le prélat, destinée à la direction de la Police. « 11 janvier 1815. L'évêque est mort ce matin... Il n'était ni aimé ni estimé de son clergé, mais bienfaisant envers les pauvres. Il ne s'était pas convenablement prononcé à l'époque des événements : ce n'est pas une perte pour la dynastie de notre légitime souverain » <sup>73</sup>.

Le rapport trimestriel du 16 janvier est ainsi conçu :

*Esprit public.* — « L'esprit public de ce département est généralement bon et tout porté pour le nouveau gouvernement. L'on ne doit cependant point en conclure que l'universalité des habitants voit de la même manière les affaires générales du royaume et que se laissant guider dans son opinion par cette confiance absolue qui n'admet ni doute ni raisonnement, elle admet sans distinction toutes les mesures du Gouvernement. Quoi que ce soit la manière d'être de la grande majorité, l'on ne doit pas se dissimuler qu'il existe encore dans ce pays bon nombre d'hommes qui soit par prévention, soit par opinion, sont en opposition avec le Gouvernement, en sorte que l'on y distingue d'une manière bien prononcée un parti de l'opposition. Quelques circonstances ont concouru à entretenir cette division qui a existé de tout temps dans ce pays entre des roya-

73. *Ibid.* Cf. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 649, 10 janvier<sup>1</sup> 1815, n° 651, 17 janvier-1815. Sur le rôle de Jean-Marie de La Mennais pendant ces derniers mois de la vie de Mgr Caffarelli, cf. Ad. ROUSSEL, *La Mennais et ses correspondants inconnus*, Paris, 1912, 1 vol. in-12, p. 103. Jean-Marie de La Mennais à Querret, principal et professeur de mathématiques du collège de Saint-Malo, Saint-Brieuc, 26 mai 1814. « Nous avons ici depuis trois jours M. le Comte de Ferrières. Tout annonce qu'il se propose de faire plusieurs réformes et quelques-unes semblent d'une nécessité très pressante, car ce pays est gangrené de jacobinisme. Néanmoins l'esprit public est bon mais l'esprit particulier des gens en place est encore celui de 93, 94 et années suivantes. Il paraît qu'on veut les faire sauter et je pense qu'ils ne le trouveront pas mauvais puisqu'il y a si longtemps qu'ils se donnent les violons. Au reste s'ils ne sont pas contents, d'autres le seront et le système de compensation ne sera point dérangé : c'est ce qui me console », et p. 109-110, appréciation de Roussel sur ce rôle. Sur le mandement et l'oraison funèbre en question, cf. A. LAVEILLE, *Jean-Marie de La Mennais*, Paris, 1903, 2 vol. in-8°, t. Ier, p. 157 et *Journal des Côtes-du-Nord* n° 559, 14 juin 1814, qui donne un court résumé de l'oraison funèbre.

listes exagérés et des partisans plus exagérés encore de la Révolution. Ces circonstances sont :

» 1<sup>o</sup> La publicité des opinions des membres des deux chambres; l'exagération des principes que quelques-uns manifestent dans les discussions influe beaucoup sur l'opinion publique, entretient et augmente la division qui existait déjà entre les deux partis.

» 2<sup>o</sup> La publicité que le Gouvernement lui-même donne à certains de ses actes de bienfaisance. Le Roi, mu par cette bonté qui lui est si naturelle, par sa justice même, a cru devoir accorder des récompenses ou des indemnités aux personnes qui, armées pour sa cause, ont éprouvé des pertes ou se sont distinguées dans la guerre de chouannerie qui a eu lieu dans la Bretagne.

» L'on ne peut disconvenir que beaucoup de mauvais sujets, des voleurs même et des assassins n'aient pris prétexte de chouannerie pour piller, commettre des assassinats et autres horreurs que l'on voudrait plutôt voir oublier que retracer. La malveillance a profité des récompenses qu'il est sans doute dans l'intention du Roi de n'accorder qu'à ses vrais, fidèles et honnêtes sujets pour faire croire à la classe ignorante que c'est le crime, le pillage, le viol et l'assassinat, inséparables résultats de la guerre civile, que l'on veut récompenser. Il eût été plus prudent et plus politique, si je ne me trompe, d'accorder des récompenses aux personnes qui les ont méritées, mais sans éclat et sans publicité, et jamais aux personnes reconnues pour s'être livrées au vol et à l'assassinat. La moindre erreur dans ce genre révolte et exaspère le parti contraire; rien de plus facile que d'en commettre et une récompense accordée à l'homme entaché de crimes rend odieuse une mesure qui n'avait pour objet que de récompenser la fidélité.

» Au reste, je suis loin de concevoir aucune inquiétude de cette diversité d'opinions... Je n'ai pas de craintes sur les conséquences tant que les choses en resteront au point où elles sont et qui se bornent jusqu'ici à des propos même très secrets. Mais je crois qu'il serait préférable de chercher les moyens de réunir s'il était possible tous les partis et de réaliser ce vœu de notre auguste monarque qui est de régner sur un peuple de frères. Il serait certainement trop heureux de pouvoir réparer toutes les pertes, cicatriser toutes les plaies, mais il n'y a que



le temps qui puisse nous conduire à de pareils résultats. Les remèdes trop prompts peuvent produire un effet contraire et l'on doit craindre que ceux suggérés par l'enthousiasme dont le résultat serait d'augmenter les impôts déjà bien forts n'eussent des conséquences funestes. Je me confirme de plus en plus dans l'opinion où j'ai toujours été qu'il n'existait pas de conspiration dans ce département, contre l'autorité royale et j'aurai l'honneur de vous répéter ce que j'ai déjà eu celui de vous dire que la France est dans Paris et que l'action de la Police doit porter sur cette ville ».

*Clergé.* — Note plus bienveillante qu'en octobre 1814. Le préfet commence-t-il à se rendre compte qu'il test de son intérêt de le ménager ? Le siège épiscopal de Saint-Brieuc est du reste vacant et ce sont trois vicaires capitulaires, parmi lesquels J.-M. de La Mennais, qui maintenant l'administrent.

« Le clergé est bon : Les curés de canton sont bien choisis. Beaucoup de succursales sont vacantes par le manque d'ecclésiastiques mais les petits séminaires, dont la formation est sollicitée ou autorisée, remédieront sans doute bientôt à cet inconvénient. Jusqu'ici, je n'ai pas eu à me plaindre des ecclésiastiques, les rapports qui m'ont été faits sur leur compte sont satisfaisants. Je tâche toujours de diriger leur influence en faveur du Gouvernement et je dois convenir que je n'ai point trouvé de résistance chez eux. »

*Mœurs et morale publiques.* — « Il est peu de pays où les mœurs aient conservé autant de pureté et de simplicité que dans les Côtes-du-Nord. Les habitants des campagnes ne se sont presque pas ressentis, sous ce rapport, des effets de la Révolution. Tout chez eux, jusqu'à leurs vêtements, nous retrace le temps de nos aïeux... »

*Domaines nationaux.* — « Les acquéreurs de cette nature de propriété sont dans une sécurité parfaite. Ce qui le prouve, c'est le prix élevé auxquels ils tiennent les ventes de ces sortes de biens. Les petites propriétés sont au denier 25 et 30 ; les propriétés plus considérables pourraient s'obtenir du denier 15 au denier 20. Les anciens propriétaires se conduisent avec prudence envers les acquéreurs. Je n'ai pas été confirmé qu'il y ait eu aucune affaire entre eux.

» La proposition de M. le duc de Tarente (relative à l'indemnisation des émigrés) a produit deux sentiments contraires.

Les intéressés désirent qu'elle soit accueillie : c'est tout naturel. Il serait à désirer que la situation des finances de la France le permît. Le parti opposé craint qu'il y soit donné suite; M. le Maréchal n'indiquant aucun moyen pour faire face à la charge énorme qui en résulterait pour le Trésor, il ne pourra y être pourvu que par une addition aux contributions actuelles dont l'énormité excite des réclamations. »

*Garde nationale.* — « Tous les sous-préfets sont en tournée pour son organisation. Elle ne pourra être complète que dans les premiers jours de mars prochain...

» Je n'attends pas un grand bien de cette organisation, elle ne sera d'aucune ressource pour le Gouvernement. En temps de paix, le service de la garde nationale est parfaitement inutile et ne sert qu'à causer des mécontentements parmi les habitants des campagnes que cela distrait de leurs travaux. En temps de guerre l'on ne doit pas y compter parce que l'on ne parviendra jamais à faire un bon soldat d'un père de famille dont les goûts, les affections et les intérêts sont en opposition avec le métier de la guerre. Je croyais que l'épreuve qu'avait fait l'ancien gouvernement de ce moyen qui lui manqua complètement et qui servit à hâter sa chute, avait fixé l'opinion sur l'utilité de la garde nationale.

» L'on peut ajouter qu'il n'est pas sans inconvénient et peut-être même dangereux de mettre des armes entre les mains du peuple, surtout à la suite d'une révolution comme celle qui a eu lieu en France et qui, quoique très heureusement terminée, a laissé deux partis en présence qu'il faudrait empêcher à jamais d'en venir aux mains. »

*Instruction publique.* — « Je pense que les cinq écoles secondaires que nous avons dans ce département sont plus que suffisantes pour ses besoins, surtout si l'on y ajoute les deux écoles ecclésiastiques que sollicite le clergé. Je crois que depuis la Révolution le goût de l'instruction a trop gagné les campagnes et que l'on a trop multiplié les établissements de ce genre. Il résulte de là que le cordonnier, le menuisier, et autres artisans un peu aisés, ayant des collègues à leur porte, veulent faire instruire leurs enfants.

Parvenus à un certain degré d'instruction, ils n'ont plus les moyens de perfectionner leur éducation. De là cette foule de jeunes gens sans état, sans profession, que nous voyons tous

les jours solliciter les plus petits emplois pour fournir à leur subsistance, et qui vivent dans la misère, tandis que s'ils eussent eu moins de facilité de se procurer une éducation incomplète, ils auraient embrassé la profession de leur père et vivraient peut-être dans une honnête et honorable aisance. Les mœurs n'y gagnent rien non plus car c'est dans cette classe de demi-savants que règne le plus de vices et que l'on trouve le plus de partisans des révolutions, parce qu'ils espèrent avoir toujours quelque chose à gagner dans les mouvements. Si le Gouvernement s'occupe donc jamais d'un nouveau plan d'instruction, je croirais convenable aux intérêts du Souverain et à ceux de ses peuples d'être plus sobre dans l'établissement des écoles secondaires. Je n'ai pas de reproches à faire à celles de ce département : c'est contre le principe général de leur institution que portent mes observations » <sup>74</sup>.

74. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, Correspondance extérieure, Objets généraux (1807-1815), fol. 110-113, le préfet au directeur général de la Police, 16 janvier 1815. Sur l'attitude du gouvernement de la première Restauration et du comte de Goyon à l'égard des établissements universitaires des Côtes-du-Nord et du personnel enseignant, cf. LAVEILLE, *Jean-Marie de La Mennais*, t. Ier, p. 220 et note 1. En raison de la mauvaise réputation du collège de Saint-Brieuc, le comte de Goyon refusa d'y mettre son fils et préféra confier l'éducation de ce dernier à l'abbé Vielle. A Dinan une ordonnance royale du 3 octobre 1814 dispensa les séminaristes de l'abbé Berthier de suivre les cours du collège et dans le même temps l'aumônier fut supprimé « sans doute, dit Bellier-Dumaine, pour que l'on pût renouveler avec plus de vraisemblance ces accusations d'impiété et d'immoralité dont naguère on n'avait pas été avare ». Le seul témoignage de sympathie que le collège reçut fut l'autorisation pour vingt de ses élèves de porter la décoration du Lys « comme récompense de leur conduite et de leurs succès ». Mais de cette faveur le gouvernement royal se montrait si prodigue qu'elle n'avait plus aucune signification. D'ailleurs on sut très mauvais gré au principal d'avoir tardé à la demander pour lui et pour ses collègues. Pour tout dire, le nouveau régime tint Sergent et son collège en suspicion. Cf. Ch. BELLIER-DUMAINE, *Histoire du collège de Dinan, Annales de Bretagne*, t. XI (1895-1896), p. 682-686. A Guingamp le principal Gautho quitta le collège en 1814 et ne fut pas remplacé; le pensionnat fut fermé. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Guingamp, Correspondance générale (an IX-1815), état de la consistance actuelle du collège de Guingamp, 13 octobre 1815. A Tréguier l'école presbytérale d'Yvias vint s'établir en 1814 dans la maison des Vieilles-Paulines d'abord, puis à l'hôtel du Lion-d'Or dans la rue Saint-Yves, sous la direction de M. Queré, recteur de Landelaéron. Elle comptait 200 élèves. Cf. *Le collège de Tréguier par un ancien élève*, p. 111. Peut-être cette opération s'accomplit-elle à l'instigation du comte de Goyon, qui, le 1<sup>er</sup> janvier 1815 faisait part au recteur de Rennes du projet — déjà cher à Caffarelli — de reconstituer à Tréguier si possible, ou, à son défaut, à Guingamp ou à Lannion « une seconde maison d'éducation ecclésiastique » destinée « à former des sujets familiarisés avec l'idiome breton ». En même temps le principal du collège, Offret, était disgracié et ramené au rang de professeur de classe élémentaire. Sa place fut donnée à un certain Le Gall « dont on louait ... le zèle et la régularité ». Malgré cela la décadence du collège s'accroît et ses

Le 21 janvier, la commémoration de l'exécution de Louis XVI a lieu « avec pompe, dignité et respect »<sup>75</sup>. Mais cinq jours plus tard, à Saint-Brieuc, nouvelle altercation entre un ex-officier de la garde impériale, en demi-solde, Grosvalet, et un employé du payeur, Le Bret. Le Bret avait chanté dans une auberge une chanson dont le refrain était « Vivent les Bourbons ! » Grosvalet riposta par un « Vive l'Empereur ! »

élèves ne tardèrent pas à l'abandonner pour aller rejoindre l'école de Queré. Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Tréguier (an X-1833), Correspondance, Renseignements demandés par M. le sous-préfet de Lannion le 8 novembre 1815 sur les collèges, etc. de l'arrondissement et *Le collège de Tréguier*, p. 111. Le mieux noté au point de vue royaliste de tous les collèges du département semble avoir été celui de Lannion. Dès le 31 août 1814 Pérennès écrivit au comte de Goyon pour lui demander protection. « Lors des derniers événements, disait-il, tous mes élèves ont montré une allégresse, une décence et une conformité de sentiments qui m'ont causé un sensible plaisir et ont été remarqués de M. le Comte de Ferrières dans la visite dont il nous a honorés. « Dieu et le Roi », la religion catholique et les Bourbons, cette devise sera constamment celle de mes élèves comme elle a été celle de leurs pères et de leurs ancêtres. Tous ont vu avec plaisir que j'ai fait coïncider la distribution des prix avec la Saint-Louis et les deux fêtes, celle de la royauté et celle de la jeunesse, futur appui du trône, se sont prêté dans notre ville un éclat mutuel ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lannion, Correspondance générale (an X-1815), liasse 4.

La première Restauration s'en prit même aux bibliothèques municipales constituées, comme on l'a vu, en grande partie à l'aide de volumes provenant des séminaires et couvents et dès 1814 elle essaya de faire restituer ces derniers au clergé. Les municipalités ayant mis peu de bonne volonté à exécuter cet ordre, l'administrateur général des Cultes écrivit au préfet des Côtes-du-Nord une lettre de blâme (6 octobre 1814) affirmant en outre que ces livres dépérissaient dans les dépôts où ils se trouvaient entassés sans ordre et n'étaient « d'aucune utilité publique ». Tout royaliste et tout dévot qu'il fût, de Goyon se cabra et fit justice des allégations intéressées de l'administrateur dans une lettre à la fois ferme et modérée. « Ceux qui vous ont rapporté que les dépôts qui renferment les livres dans le département les offraient entassés sans ordre et prêts à se détruire, faute de soins, n'ont jamais visité ces dépôts et vous ont sciemment trompé. Les dépôts de livres dans mon département (et je les ai personnellement visités) sont des bibliothèques publiques parfaitement tenues et soignées par les principaux des collèges communaux : toutes les personnes qui cultivent les sciences et les arts sont admises à consulter les livres qui y sont réunis et bien classés et pas du tout entassés sans ordre. Je dois regretter, Monsieur le Conseiller d'Etat, qu'avant d'accuser mon administration de torts aussi graves, vous n'ayez pas délégué quelqu'un de votre confiance pour constater l'état de ces dépôts et des livres qu'ils renferment ». Le tableau tracé par le comte de Goyon était peut-être un peu embelli pour les besoins de la cause, mais on devine à quelle préoccupation il obéissait en le traçant. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 75, Correspondance extérieure, Etablissements publics (1812-1816), n° 89, le préfet à l'administrateur général des Cultes, 16 octobre 1814.

75. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, Correspondance intérieure, Objets généraux (1807-1815), fol. 114, le préfet à l'administrateur général des Cultes, 25 janvier 1815.



D'où un duel : Grosvalet y fut légèrement blessé, Le Bret grièvement! <sup>76</sup>.

Au début de février, les troubles de Rennes provoqués par la nomination du chef chouan du Boisguy comme commissaire chargé d'allouer les récompenses aux anciens combattants des armées royales sont l'objet dans le département des Côtes-du-Nord de nombreuses conversations <sup>77</sup>; les esprits finissent pourtant par se calmer, quand arrive le 11 mars la nouvelle du débarquement de « Buonaparte. L'effet produit sur les esprits est celui de l'indignation contre cette coupable et odieuse démarche et l'expression du ralliement pour et autour du Roi » <sup>78</sup>.

## II. — LES CENT-JOURS. — L'ÉCROULEMENT DÉFINITIF (MARS-JUILLET 1815)

A cette date, en effet, Bonaparte n'est encore qu'un aventurier et son débarquement une folle tentative. Le gouvernement de Louis XVIII fait bonne contenance, Paris est calme et Ney promet de ramener l'« Usurpateur » dans une « cage de fer » <sup>79</sup>. Sur l'ordre du ministre de la Guerre Clarke, qui a remplacé Soult, le préfet rappelle les militaires en congé pour former un bataillon de réserve (16 mars 1815). Rendez-vous leur est donné à Saint-Brieuc pour le 21, à Dinan pour le 22, à Lannion pour le 23, à Guingamp pour le 24, à Lou-deac pour le 25 <sup>80</sup>.

Le 17, le comte de Goyon se déclare sûr du département, dans l'ensemble, mais laisse pourtant percer quelques signes d'inquiétude : « Quant à l'esprit public, la masse est sans doute bonne, mais nous avons des têtes ardentes et la fermentation fait des progrès rapides. Elle a été fortement excitée par l'organisation des gardes nationales. Cette institution, très

76. *Ibid.*, fol. 116, le préfet au directeur général de la Police, 26 janvier 1815.

77. *Ibid.*, fol. 118, le préfet au directeur général de la Police, 2 février 1815, sur ces troubles, cf. Henry HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 88-89

78. *Ibid.*, fol. 133, le préfet au directeur général de la Police et au ministre de l'Intérieur, 11 mars 1815.

79. Sur toute cette période en général, cf. Henry HOUSSAYE, *op. cit.*; S. CHARLÉTY, *op. cit.*, et Ed. LE GALLO, *Les Cent-Jours. Essai sur l'histoire intérieure de la France depuis le retour de l'île d'Elbe jusqu'à la nouvelle de Waterloo*, Paris, 1924, 1 vol. in-8°.

80. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 676, circulaire du préfet aux maires, 16 mars 1815.

bonne et très utile dans les grandes villes, ne convient pas du tout à nos contrées. Je n'ai jamais cessé de le représenter, parce que j'observais tous les effets qui en résulteraient. Si Votre Excellence se fait représenter mes lettres dès l'origine... Elle s'en convaincra. J'ai promis que la tranquillité de mon département ne serait pas troublée et j'ai tenu ma promesse. Mais ensuite, quand une invasion aussi extraordinaire et une marche aussi rapide change aussi péniblement l'état des choses, il est difficile de prévoir tous les événements qui peuvent en résulter ; on ne peut que s'efforcer de les prévenir. J'y mets tous mes soins et je conserve la confiance que si chacun veut s'y prêter, écarter les préventions et éteindre les démarcations, se réunir enfin à former faisceau autour de la Charte constitutionnelle, nous n'aurons à gémir sur aucun excès »<sup>81</sup>.

Probablement à son instigation les conseils municipaux de Dinan, Guingamp, Lannion, Lamballe, Quintin, Tréguier multipliaient au Roi les adresses de fidélité<sup>82</sup>.

Le 18, le *Journal des Côtes-du-Nord* publiait celle du conseil général sous forme de proclamation aux habitants du département. « Tout ce qui aime sincèrement la Patrie, tout ce qui sent le prix d'un gouvernement paternel et d'une liberté garantie par les lois ne doit plus avoir qu'une pensée. » Telles sont, braves et fidèles Bretons, les paroles augustes et sacrées d'un Roi que Dieu dans sa clémence nous a rendu pour nous arracher aux maux qui désolaient la France.

» Méritons les bienfaits de cette Providence en montrant cette union si désirable, ce respect pour les lois qui font la force des empires et assurent la vraie liberté publique. Par cela même, nous donnerons à notre bienfaisant monarque la preuve la plus certaine de notre dévouement et de notre amour. Nous montrerons notre respect pour cette charte qui est et sera la règle journalière de sa conduite.

» C'est nous tracer nos devoirs. Volons donc tous à la défense de cette patrie que l'ennemi de la paix ose attaquer ! Oui, braves Bretons, ce mot de Patrie, les dangers qui la menacent suffisent seuls pour exciter ce noble courage qui dans tous les

81. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 134, le préfet au ministre de l'Intérieur et au directeur de la Police générale, 17 mars 1815.

82. Archives communales de Dinan, 3<sup>e</sup> registre de délibérations du conseil municipal (1815-1819), fol. 12-13, séance du 13 mars 1815. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 134, cf. *supra*.

temps a distingué les habitants des Côtes-du-Nord. Oui, chacun va rivaliser de zèle pour donner à son Roi et à sa patrie l'appui qui nous assurera bientôt la paix et le bonheur.

» Chargé par Sa Majesté de vous fournir les moyens de « défendre la liberté contre la tyrannie, la propriété contre le brigandage, et la charte constitutionnelle contre un monstrueux despotisme », le conseil général du département va travailler avec ardeur et sans relâche à justifier la confiance du Roi et de ses concitoyens. Unis par les mêmes intérêts, animés du même esprit, nous tâcherons par notre conduite et notre exemple de vous prouver la vérité des paroles de notre auguste monarque « que tous les Français égaux par la Constitution, doivent l'être aussi pour la défendre ».

» Rallions-nous sous ses étendards, hâtons-nous de former ces légions qui sauront repousser l'ennemi : répondons à cet appel qui doit électriser tous les cœurs français lorsqu'il nous dit : « Nous voulons que la charte constitutionnelle soit le point de ralliement et le signe de l'alliance de tous les Français. Nous regarderons comme étant seuls véritablement affectionnés ceux qui déféreront à cette injonction ». Le zèle et le dévouement connu de messieurs les maires et fonctionnaires publics de ce département, nous sont un très sûr garant qu'ils propageront et seconderont de tous les moyens les sentiments exprimés par le conseil »<sup>83</sup>.

Le 21 mars, les conseils municipaux de Loudéac et d'Uzel suivaient le mouvement et manifestaient eux aussi pour le Roi et la Charte<sup>84</sup>.

Le 22, le préfet pouvait encore écrire : « La tranquillité se maintient et même se fortifie », et envoyer l'adresse de fidélité de la municipalité de Paimpol<sup>85</sup>.

Ce fut la dernière manifestation du zèle royaliste de M. de Goyon, et elle arrivait deux jours trop tard.

Pendant que les fonctionnaires et élus des Côtes-du-Nord péroraient, Napoléon avançait toujours. Parti de Lyon, le

83. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 677, 18 mars 1815.

84. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 135, le préfet au ministre de l'Intérieur, 21 mars 1815, et Archives communales de Loudéac, 4<sup>e</sup> registre de délibérations du conseil municipal (1815-1833), fol. 8, séance du 16 mars 1815.

85. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 136, le préfet au directeur de la Police, 22 mars 1815; *id.* au ministre de l'Intérieur, 22 mars 1815.

11 mars, il couchait aux Tuileries dans la nuit du 20 au 21. Vingt-quatre heures auparavant les trois couleurs flottaient sur le clocher de la cathédrale de Tréguier : dans la nuit du 19 au 20, quatre anciens marins, dont l'un s'appelait Philibert Renan, l'y avaient attaché comme au mât d'un navire <sup>86</sup>.

Décidément les dieux ont prononcé : avec résolution le comte de Goyon s'adapte aux circonstances et, le 27, il envoie à l'Empereur une adresse de fidélité du conseil municipal de Saint-Brieuc <sup>87</sup>. Le 29, il rend compte à Carnot, le nouveau ministre de l'Intérieur, qu'en application du décret du 13, il a ordonné à tous les émigrés non-amnistiés, rentrés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1814, de quitter le département. Le même jour, il annonce que tout est tranquille dans le département : « Les campagnes laissaient entrevoir des vœux ou des espérances inconsidérées ; ces démarches ont cessé et l'on s'est convaincu que ce serait inutilement que l'on voudrait entreprendre des tentatives propres à fomenter des troubles ou à provoquer des désordres civils. Le département des Côtes-du-Nord est peut-être de tout l'Empire celui qui donne le plus grand exemple de soumission et d'union entre les différentes classes de la société » <sup>88</sup>.

Peut-être, en sa qualité d'ancien fonctionnaire impérial, se flattait-il de l'espoir d'être maintenu par Napoléon, malgré son ralliement à la Restauration. Il se trompait : il ne resta plus à la tête de sa préfecture qu'une quinzaine de jours, juste le temps nécessaire pour convoquer les collèges électoraux, transmettre à Paris les adresses des conseils municipaux de Dinan, Loudéac et Lamballe, et assister à la destitution de son secrétaire général de Gacon et à son remplacement par Le Gorrec <sup>89</sup>.

Lui-même reçut, le 11 avril, la nouvelle qu'il devait avoir pour successeur un nommé Devismes, l'intérim étant assuré par le conseiller de préfecture Le Minihy <sup>90</sup>.

86. ERNEST RENAN, *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, p. 91-92 et Henry HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 349-350.

87. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 137, le préfet au ministre de l'Intérieur, 27 mars 1815.

88. *Ibid.*, fol. 138, le préfet au ministre de l'Intérieur, 29 mars 1815 et fol. 139-140, *id.* à *id.*, 29 mars 1815.

89. *Ibid.*, fol. 141-142, le préfet au ministre de l'Intérieur, 5, 6 et 10 avril 1815.

90. *Ibid.*, fol. 146, le préfet au ministre de l'Intérieur, 12 avril 1815.



La nouvelle de son départ provoqua le rassemblement d'un certain nombre de jeunes gens de Saint-Brieuc qui se réunirent « sur la principale place de la ville et après avoir chanté des airs patriotiques autour de l'arbre de la Liberté » se portèrent « vers la demeure de plusieurs fonctionnaires tels que le sous-préfet, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, le contrôleur principal des Droits Réunis et quelques personnes appartenant à l'ancienne noblesse. Des clameurs se firent entendre et quelques-uns des fonctionnaires ci-dessus furent menacés ».

Cette petite manifestation alarma le prudent et autoritaire Le Minihiy qui, en bon élève de Boullé et de Fouché, détestant d'instinct tout mouvement dans la rue, la fit disperser par des patrouilles. Un proclamation du maire de Saint-Brieuc éclaira « les citoyens sur leurs devoirs et les invita à la tranquillité »<sup>91</sup>.

De Goyon put quitter Saint-Brieuc sans encombre mais le gouvernement impérial n'utilisa pas ses services. A la seconde Restauration seulement, il devait redevenir préfet de l'Yonne<sup>92</sup>.

Son remplaçant fut, non pas, comme on aurait pu s'y attendre, Boullé, nommé le 22 mars préfet de la Vendée, mais un homme plus jeune, absolument étranger à la Bretagne, le Lorrain Devismes (Pierre-Jean). Né en 1772 à Nancy, il avait tâté d'abord la carrière militaire, puis de la Ferme générale. Emigré, il était rentré dès 1796. On le trouve ensuite receveur général de l'armée à Venise; puis, en 1806, administrateur du Timbre et des Monnaies à Berlin; de 1807 à 1813, intendant militaire à Erfurt. Il y fut assiégé et ne rentra en France que le 16 mai 1814<sup>93</sup>.

Le 14 avril, il était à Saint-Brieuc et adressait aux habitants des Côtes-du-Nord la proclamation suivante : « Appelé par Sa Majesté l'Empereur à l'administration de ce département, je dois manifester les intentions de notre souverain et j'éprouve un plaisir d'autant plus vif à remplir cette obligation que vous pouvez la regarder comme le gage d'un bonheur constant.

91. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 148, le conseiller de préfecture Le Minihiy, faisant fonctions de préfet, aux ministres de l'Intérieur et de la Police, 13 avril 1815.

92. H. FAURÉ, *Biographie des préfets*, t. I<sup>er</sup>, p. 191-192. Goyon de Matignon.

93. *Ibid.*, t. I<sup>er</sup>, p. 56-57; Boullé et t. II, p. 197-198, De Wismes. Détails partiellement inexacts qu'il faut rectifier par son dossier Archives Nat., F<sup>1</sup>br 15<sup>22</sup>. C'est ce dossier que nous reproduisons ici, avec son orthographe Devismes. Sur Boullé, préfet de la Vendée, cf. E. GABORY, *Napoléon et la Vendée*, Paris, 1914. 1 vol. in-8°, p. 437 et note 1.

Ainsi, à ces fers honteux de l'esclavage sous le poids desquels vous n'auriez pas tardé à succomber succède une perspective heureuse et consolante.

» Un gouvernement arbitraire avait déjà rompu ce faisceau d'idées libérales, fruit de 25 ans de peines et de victoires; il avait miné la base de nos institutions les plus sages, lorsqu'un événement sans exemple dans l'histoire, rappelant Napoléon sur le trône, empêcha cette chute monstrueuse.

» Respecter les autels de notre religion, et ses ministres, protéger tous les propriétaires quelle que soit l'origine des droits de possession, soutenir le faible contre l'homme puissant s'il doit être la victime d'un acte arbitraire, enfin, assurer par des moyens que ne réprouve pas la justice, la tranquillité et le bonheur de tous, tels sont les principes dont je dois surveiller la propagation, tel est encore l'esprit des lois dont je veux garantir l'exécution, j'en prends l'engagement sacré avec les braves habitants des Côtes-du-Nord, mais je leur demande une confiance pleine et entière et ils trouveront en moi des sentiments paternels.

» Qu'ils se méfient surtout de ces hommes qui cherchent à répandre clandestinement des faits diamétralement opposés au système du Gouvernement actuel, qu'ils couvrent de mépris ces êtres malfaisants qui, se plaisant à porter l'alarme dans le cœur des familles, osent les assurer qu'elles vont être frappées dans leurs affections les plus vives.

» Habitants des villes et des campagnes, ces hommes égarés par des passions effrénées sont vos plus dangereux ennemis. Ils outragent les plus chers objets de vos pensées, ils en méconnaissent la pureté puisqu'ils cherchent à les flétrir par les plus perfides insinuations; ils n'ignorent pas cependant quelles seraient les suites de votre erreur.

» En un mot « détruire » est leur devise... « Paix, honneur et patrie », telle est celle de notre auguste souverain, comparez et jugez.

» Mais déjà l'Empereur connaît le bon esprit qui unit les habitants du département des Côtes-du-Nord. Il est instruit que les efforts de quelques malveillants ont été infructueux.

» Sa Majesté est convaincue que vos sentiments pour elle ne seront jamais altérés et quelle se conservera toujours digne de votre respect, de votre amour et de votre dévouement. La France entière nourrit cette certitude : le drapeau tricolore

flotte sur toutes les cités de l'Empire français : tel est le signe de l'inaltérable union des bons Français pour le grand homme qui a fait et maintiendra à jamais la gloire de notre chère Patrie. Vive l'Empereur! »<sup>94</sup>.

On remarquera particulièrement dans cette proclamation le paragraphe 3 destiné visiblement à rassurer le clergé et à se le concilier. C'est que le mouvement bonapartiste prenait, comme on l'a déjà dit, une tournure nettement anticléricale et que les royalistes exploitaient cette tendance. Une lettre de Devismes au ministre de la Police, du 17 avril, le prouve encore davantage :

« Votre Excellence me fait l'honneur de m'informer par sa lettre du 10 courant que M. le maire de Moncontour l'a informée que l'on faisait circuler dans les campagnes le bruit que toutes les églises allaient être démolies par ordre de l'Empereur... Quoique les diverses proclamations que j'ai fait répandre aient pour objet de fixer l'opinion des habitants de ce département sur les intentions de Sa Majesté, je viens de faire publier un avis spécial tendant à démentir le bruit qui vous a été dénoncé. J'ai déjà fait une visite à MM. les vicaires généraux pendant la vacance du siège, ainsi qu'aux ecclésiastiques les plus influents de la ville chef-lieu. J'ai tâché de les rassurer sur les doutes qu'on cherche à leur insinuer sur les dispositions favorables de l'Empereur. Ils m'ont donné la promesse d'user de leur influence pour éclairer le clergé. A Saint-Brieuc et dans une très grande partie du département, on chante le *Domine salvum fac Imperatorem*. Il faut espérer que cet exemple sera suivi par tout le reste »<sup>95</sup>.

Les vicaires généraux du diocèse de Saint-Brieuc ou, pour parler plus canoniquement que Devismes, les vicaires capitulaires *sede vacante*, c'étaient quatre chanoines, Manoîr, Floyl, Boulard et J.-B. de La Mennais, et à dire vrai, c'était J.-B. de La Mennais tout seul. Il gouvernait le diocèse (toutes proportions gardées), comme Bonaparte avait jadis gouverné la France entre Siéyès et Lebrun ; n'ayant pas cru devoir abandonner ce poste de combat, quelque périlleux qu'il fût, ainsi

94. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 686, 13 avril 1815 et 686 *ter*, 14 avril 1815. Ce dernier numéro donne le texte de la proclamation.

95. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 37, fol. 149, le préfet au ministre de la Police générale, 17 avril 1815.

que nous l'apprend une lettre de son frère, alors réfugié à Londres <sup>96</sup>.

La tâche du nouveau préfet était triple ; il lui fallait :

1° Faire procéder aux élections ;

2° Assurer la levée d'hommes à laquelle l'Empereur n'allait pas tarder à recourir, en raison de la situation extérieure ;

3° Maintenir le bon ordre.

Dès Lyon, Napoléon avait promis une constitution nouvelle. Le 22 avril, elle fut promulguée dans le *Moniteur* : ce fut l'« Acte additionnel aux constitutions de l'Empire ». On sait que, nonobstant les promesses impériales, cet acte maintenait le régime électoral antérieur, double collège de département et d'arrondissement, formé d'électeurs à vie, nommés par les assemblées de canton qui se composent de tous les citoyens, à raison d'un membre pour 500 habitants domiciliés dans l'arrondissement, d'un pour 1.000 dans le département. Mais au lieu d'avoir simplement le droit de présenter chacun deux citoyens pour former la liste sur laquelle devaient être nommés les membres du Corps législatif, les collèges électoraux avaient désormais le droit d'élection directe à la Chambre des députés. Les collèges de département nommaient 238 députés ; ceux d'arrondissement, un par arrondissement, soit 368. L'industrie et la propriété « manufacturière et commerciale » auraient une représentation spéciale pour laquelle il était créé 13 grands arrondissements nommant 23 députés, choisis par les électeurs du département où se trouve la capitale du grand arrondissement, sur une liste dressée par toutes les chambres de commerce du même arrondissement, total : 629 membres <sup>97</sup>.

Le même jour, parut un décret portant que les Français étaient appelés à consigner leur vote sur des registres ouverts dans toutes les communes, et que le dépouillement aurait lieu à l'assemblée du Champ-de-Mai, convoquée à Paris pour le 26 mai <sup>98</sup>.

96. A. LAVEILLE, *op. cit.*, t. I<sup>er</sup>, p. 169-174 et J.-M. et F. DE LA MENNAIS, *Lettres inédites adressées à Mgr Bruté de Rémur*, Nantes, 1862, 1 vol. in-12, p. 94-95, Féli à Bruté de Rémur, Londres, 25 avril 1815.

97. H. HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 540-565 ; S. CHARLÉTY, *op. cit.*, p. 42-51 ; LE GALLO, *op. cit.*, p. 205-248 et plus spécialement L. RADIGUET, *L'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire du 22 avril 1815*, Paris, 1911, 1 vol. in-8° et P. VINSON, *Un essai de représentation proportionnelle pendant les Cent-Jours dans la Révolution française*, t. LXVII, année 1914, p. 36-63 et 131-160.

98. H. HOUSSAYE, p. 550.



En bonne logique constitutionnelle, les élections à la Chambre des représentants n'auraient dû avoir lieu qu'après la clôture de ce plébiscite. Mais, pressé par ses conseillers libéraux, Napoléon se laissa aller à commettre à la fois une illégalité et un non-sens : « faire procéder à l'élection d'une assemblée, en vertu d'une constitution qui était encore soumise à la sanction du peuple et sur laquelle on commençait seulement de voter ». En conséquence, le 1<sup>er</sup> mai parut au *Moniteur* un décret portant convocation des collèges électoraux, à l'effet d'élire des députés à la Chambre des représentants, qui serait réunie après la proclamation de l'acceptation de l'Acte additionnel <sup>99</sup>.

Les opérations du plébiscite durèrent toute la dernière semaine d'avril et la première quinzaine de mai. Les résultats dépouillés le 18 mai furent les suivants :

|                                   | OUI   | NON   | TOTAL<br>des votants |
|-----------------------------------|-------|-------|----------------------|
| Arrondissement de Saint-Brieuc... | 849   | 404   | 1.253                |
| »       »   Dinan.....            | 944   | 28    | 972                  |
| »       »   Guingamp.....         | 1.026 | 295   | 1.321                |
| »       »   Lannion.....          | 1.644 | 385   | 2.029                |
| »       »   Loudéac.....          | 510   | 53    | 563                  |
|                                   | 4.973 | 1.165 | 6.138 <sup>100</sup> |

Ainsi que le faisait remarquer Devismes au ministre de l'Intérieur : « le total des votes émis est loin d'être en rapport exact avec une population de 530.000 âmes. La cause de cette énorme différence doit être attribuée aux *Représentations respectueuses* dont j'ai eu l'honneur de vous faire passer un exemplaire le 10 de ce mois. Si elles n'avaient pas été colportées et distribuées avec profusion dans les campagnes, pour entraîner l'opinion des hommes sans culture, je ne doute pas qu'une foule de citoyens ne se serait empressée d'émettre son vote, et certes la majorité aurait été en faveur de l'Acte additionnel, puisque malgré les machinations ouvertes ou secrètes,

99. *Ibid.*, p. 553.

100. Archives Nat., F<sup>1</sup> III, Côtes-du-Nord, 5, Elections (1810-1815), relevé des votes émis dans le département des Côtes-du-Nord sur l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire présenté à l'acceptation du peuple français.

ce relevé présente une différence de plus de 4/5 contre le rejet »<sup>101</sup>.

D'autre part, le 6 mai 1815, le préfet convoquait les électeurs des Côtes-du-Nord. Le 13, s'ouvrit à Saint-Brieuc la session du collège de département. Même abstention que pour le plébiscite. Sur 283 inscrits, 150 seulement prirent part au vote.

Furent élus : Le Gorrec, qui recueillit 118 voix ; Charles Beslay, 111 ; Olivier Rupérou, 77 ; et Nicolas Armez, 78.

Le collège d'arrondissement de Saint-Brieuc élut Bienvenue, par 45 voix sur 184 inscrits et 81 votants ; celui de Dinan, Faisant, par 94 voix, sur 159 inscrits et 122 votants ; celui de Lannion, Tassel, par 60 voix, sur 157 inscrits et 116 votants ; celui de Guingamp, Hello, par 94 voix, sur 159 inscrits et 122 votants ; celui de Loudéac, Carré, par 56 voix, sur 155 inscrits et 92 votants ; enfin, le collège électoral des industriels et commerçants du 3<sup>e</sup> arrondissement commercial élut Claude Rouxel, négociant à Saint-Brieuc<sup>102</sup>.

Sur chacun de ces députés, Devismes adressa, le 21 mai, au ministre de l'Intérieur, une série de notes confidentielles du plus haut intérêt. On y voit percer toutes les défiances du bonapartiste autoritaire qu'était cet administrateur lorrain, contre l'exaltation libérale provoquée par les promesses de l'Acte additionnel chez les survivants de la génération de 1789.

Le Gorrec y est apprécié très sévèrement : « J'ai déjà eu l'honneur de m'expliquer sur les principes et la conduite de M. Le Gorrec..., dans mon rapport du 10 mai à l'égard des *Représentations respectueuses* adressées à Sa Majesté sur l'Acte additionnel dont il est le rédacteur et l'un des signataires. Je ne puis donc que m'en référer à l'opinion que j'ai émise en général sur son compte. M. Le Gorrec avait été éloigné de la préfecture, sous l'ancien gouvernement, parce que ses

101. *Ibid.*, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 19 mai 1815. Sur cette brochure, cf. plus loin, p. 443-445. Sur l'abstention générale des électeurs, cf. E. LE GALLO, *op. cit.*, p. 245 et seq.

102. Archives Nat., F<sup>le</sup> III, Côtes-du-Nord, 5, Elections (1810-1815), circulaire imprimée du préfet aux membres des collèges électoraux, 6 mai 1815. Liste des députés à la Chambre des Représentants élus par les divers collèges du département des Côtes-du-Nord, 22 mai 1815 et *Journal des Côtes-du-Nord*, n<sup>o</sup> 699, 20 mai 1815, 3<sup>e</sup> arrondissement commercial (Loire-Inférieure, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Mayenne, Vendée). L'élection eut lieu à Nantes, chef-lieu de l'arrondissement.

opinions ne s'accordaient pas avec le système qui existait alors. Dès que l'Empereur fut rendu aux vœux de la France, il fut réinstallé dans ses fonctions, mais il ne s'y rendit pas, parce que mon prédécesseur, le comte de Goyon, était encore maintenu en fonctions. Ce n'est qu'à mon arrivée que M. Le Gorrec reparut et s'empara du poste dans lequel Sa Majesté avait daigné le réintégrer. Ce particulier est remuant et inquiet. Ses principes en Révolution ont été exaltés et le sont encore. Tout en feignant de la modestie, il n'est rien moins qu'ambitieux. Il l'a prouvé récemment en faisant solliciter en sa faveur la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par la voix d'une pétition, chargée d'une foule de signatures qu'il faisait recueillir partout où il avait l'espoir d'en obtenir. La presque certitude qu'il avait que mon prédécesseur serait rappelé déterminait cette démarche de sa part. Son insuccès l'a humilié ; il a senti trop tard que de tels moyens ne pourraient entraîner le choix du Gouvernement. »

Armez, 60 ans, ex-prêtre, célibataire, conseiller général, vivant tantôt à Paris, tantôt dans ses terres. « Ses principes tendent à la monarchie constitutionnelle ». Conduite honorable. « Pas d'autre ambition que celle d'être représentant du peuple ».

Beslay, monarchiste constitutionnel : « Il ne me paraît point douteux que le choix de M. Beslay ne soit l'un des plus favorables à l'état et à l'intérêt de l'Empereur ».

Bienvenue, « généralement estimé ; sa conduite a toujours été honorable et prudente, même au milieu des convulsions révolutionnaires. Cependant ses opinions républicaines ont été très exaltées et l'on ne croit pas qu'elles sont entièrement calmées. Quant à son ambition, elle n'est pas satisfaite par sa nomination à la Chambre des représentants. Elle le serait sans doute s'il était appelé à une cour impériale. Monarchiste constitutionnel. »

Carré « passe pour avoir des idées saines et un jugement profond ». Peu d'ambition, étant occupé de ses affaires.

Tassel, « on lui accorde peu de talent. Il n'a point marqué dans la Révolution, mais on dit que ses principes sur cette matière sont néanmoins effervescents et qu'ils ont besoin d'être modérés. »

Hello, « est le fils du sous-préfet de cet arrondissement... Il a 29 ans. Toute sa fortune consiste dans celle de son cabinet

d'avocat à Lorient. Chacun s'accorde à dire que c'est une âme ardente et pénétrée d'un vrai patriotisme. Ennemi prononcé des Bourbons, on assure que le retour de l'Empereur a excité sa joie jusqu'au délire. Il s'est rendu à Rennes pour se lier à la Confédération bretonne, à la formation de laquelle il a puissamment contribué, par son énergie. On le dit doué d'une brillante élocution. Enfin, il tient à une famille dont les principes ne se sont jamais démentis et son père rend les services plus utiles, dans les fonctions qui lui sont confiées. »

Faisant, « paraît peu connu sous le rapport de talents distingués. Cependant jouit de l'estime générale : ses principes sont attachés à la Révolution et l'on dit que dans tous les temps et dans toutes les circonstances, il s'est toujours comporté honorablement et avec sagesse » <sup>103</sup>.

Au total, si l'on accepte la classification de H. Houssaye <sup>104</sup>, le département des Côtes-du-Nord avait élu quatre « jacobins » : Le Gorrec, Bienvenue, Tassel et Hello ; un « bonapartiste » déterminé, Beslay, et deux « libéraux », Armez et Carré.

Dans la cérémonie dite du Champ-de-Mai, le 1<sup>er</sup> juin, le département fut représenté par sept députés, plus sept membres du collège électoral du département ; Duportal-Dugoasmeur, de Tréguier ; Grégoire-Guermaquer, de Lannion ; Quérangal, de Loudéac ; Lavergne, de Moncontour ; de Palasne-Champeaux, adjudant-général et officier de la Légion d'honneur, Egault, ingénieur des Ponts et Chaussées, et Dutertre de Dinan. Théoriquement, ces électeurs auraient dû être au nombre de dix. Mais on s'était heurté au peu d'enthousiasme des notables qui reculaient devant un voyage dispendieux et fatigant et n'étaient pas à court de bonnes excuses. On dut recourir à un expédient : Bienvenue, Tassel et Hello cumulèrent la qualité de députés et celle de membres du corps électoral <sup>105</sup>.

Ce furent les seules élections qui eurent lieu. Aux termes d'un décret rendu le 20 avril, tous les maires, adjoints, conseillers

103. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>CH</sup>, Côtes-du-Nord, 5, Elections (1810-1815), le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 21 mai 1815.

104. H. HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 564.

105. Archives Nat., F<sup>1</sup><sup>CH</sup>, Côtes-du-Nord, 5, Elections (1810-1815), liste des électeurs qui se trouvent à Paris pour l'assemblée du Champ-de-Mai dressée par Le Gorrec, président de la députation et Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 M 92, le sous-préfet de Dinan Néel au préfet, 10 mai 1815.



municipaux, conseillers d'arrondissement, conseillers généraux durent cesser leurs fonctions à l'arrivée des commissaires extraordinaires chargés, entre autres missions, de l'épuration des administrations et corps élus : Napoléon reprenait le procédé de Louis XVIII <sup>106</sup>.

Cette fois le commissaire extraordinaire de la 13<sup>e</sup> division militaire fut le général comte Caffarelli, le propre frère de l'ancien évêque, l'ex-préfet maritime de Brest dont il a été question précédemment <sup>107</sup>. Il arriva à Saint-Brieuc dans l'après-midi du 3 mai et en repartit le 5. Le *Journal des Côtes-du-Nord* lui souhaita la bienvenue dans les termes suivants : « Sa Majesté ne pouvait être représentée plus dignement dans ce département que par le comte Caffarelli. Les nombreux et importants services qu'il a rendus dans ce pays pendant son administration, les rapports intimes qu'il y conserva si longtemps avec notre digne prélat, les souvenirs et les regrets qu'il y a laissés étaient d'assez puissants motifs pour avoir à nous féliciter de voir une mission aussi importante que l'est celle de M. le comte Caffarelli, confiée à une personne aussi distinguée et surtout aussi capable de la remplir » <sup>108</sup>.

Ce fut pendant ce rapide séjour que l'administration des Côtes-du-Nord fut véritablement réorganisée dans le sens bonapartiste.

On commença par les sous-préfets. La sous-préfecture de Saint-Brieuc fut conservée mais de Carrère fut remplacé par Philibert, ancien secrétaire général de l'intendance d'Erfurt, et, sans doute, homme de confiance de Devismes.

A Dinan, Charles Néel succéda à de Grassin, démissionnaire le 13 avril; à Guingamp, Hello, juge de paix, à Quélen, Mauviel s'étant rendu impossible par le discrédit où il était tombé. A Lannion, Rivoallan (Gustave) succéda à Billiard. Il ne semble pas qu'on ait touché à Hillion de Loudéac <sup>109</sup>.

106. H. HOUSSAYE, *op. cit.*, p. 507 et E. LE GALLO, *op. cit.*, p. 270-286.

107. Sur la carrière de cet officier général, cf. plus haut, p. 369-370 et note 186. La liste des commissaires extraordinaires est donnée par DUVERGIER, t. XIX, p. 480. Elle est du 21 avril. Sur la mission de Caffarelli dans la 13<sup>e</sup> division militaire en général, cf. Archives Nat., F<sup>1a</sup> 555. Rapport d'ensemble daté du 11 mai.

108. *Journal des Côtes-du-Nord*, n<sup>o</sup> 694, 8 mai 1815.

109. Archives Nat., F<sup>1bII</sup>, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), le préfet au ministre de l'Intérieur, 17 avril 1815 et 21 avril 1815. Caffarelli ne fit que ratifier sur ce point les nominations proposées par Devismes auquel il reconnaissait du reste « du dévouement, de l'énergie, de la sagesse et des talents ». E. LE GALLO, p. 277. Devismes figure parmi les préfets bien notés de la 13<sup>e</sup> division.

Le conseil de préfecture continua de compter parmi ses membres Le Minihy, Barbedienne, Limon-Belleissue, plus Houvenagle et Bouvier-Destouches, ex-capitaine aux grenadiers à cheval de la garde, membre de la Légion d'honneur<sup>110</sup>.

Le conseil général comprit désormais, outre les anciens membres : Daniel-Kérinou, Carré, Buhot-Kersers, Pelletier, Quérangal, Moucet, Guillou (le jeune), Lavergne, Corouge-Kersaux et de Miniac, un certain nombre de bonapartistes notoires, en remplacement des royalistes nommés par le comte de Goyon : Cabanac (Louis), Perrin, Rouxel (François), Guimart, Bienvenue, Le Mée-Desfontaines, Gouyon-Thaumatz, Desjars, Lucas, Digaultray, Beslay, Viet, Le Deist<sup>111</sup>.

Le conseil d'arrondissement de Saint-Brieuc : Morand, Droguet, Le Breton, Denis, Lorin père, Leuduger-Fortmorel, Salaün, Veillet-Dufrèche, Mérite, Ropartz (Fortuné), Gerno.

Celui de Dinan : Nicolas, Sevoy, Roquelin, Huart, Rouault de Lavigne, Alberge, Robert, Hardy-Dubignon, Bazin, Macé, Gesbert.

Celui de Guingamp : Gaultier, Le Breton, Depasse, Le Guillou-Kergoat, Le Bouetté, Rinquin, Le Bouédec, Flouriot, Loyer, Clech-Kerthomas, Le Bourhis.

Celui de Lannion : Robinet, Tassel, Grimault, Bricchet, André Cathou, Allain, Le Vaillant, Chanoïn, Le Cocq, Lissillour.

Celui de Loudéac : Carré (Louis), Louis, Lostys, Chaplain, Quérangal, Tilly-Kerthomas, Bigrel, Hervé-Marialla, La Noue, Saffray, Robin-Morhéry<sup>112</sup>.

Les maires et conseillers municipaux de Saint-Brieuc, Dinan, et Loudéac furent également renouvelés.

A Saint-Brieuc, Leuduger-Fortmorel, le maire d'avril 1814, redevint maire avec Sébert et Tueux comme adjoints. Le conseil municipal fut composé de la manière suivante : Désert, Gerno-Cartel, Dermitte, Le Cardinal, Guiot, Latimier-Duclézieux, Denoual-Duplessix, Besson, Leuduger la Salle, Conan, Goguelin, Damar-Villeneuve, Bienvenue, Guimart, Beuscher, Bourel-Roncière, Morin (Jérôme), Grosvalet,

110. Archives Nat., F<sup>1</sup>bi, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), arrêté de Caffarelli, commissaire extraordinaire dans la 13<sup>e</sup> division militaire, 4 mai 1815 et Caffarelli au ministre de l'Intérieur, 4 mai 1815.

111. *Ibid.*

112. *Ibid.*

Lucas, Vésuty, Rouxel, Legal-Lassalle, Dubois Saint-Séverin, Le Meur, Huguet, Jouanin, Le Marchand, Aubrée, Landin, <sup>113</sup>.

A Guingamp : Pierre Guyomar redevint maire avec Le Bihan et Herpe comme adjoints; à Dinan : Le Chevalier, avec Gauthier et Bignon; à Loudéac : Gabriel Mahé, avec Quéro et Edy <sup>114</sup>.

Résumant son œuvre, dans un rapport adressé probablement au ministre de la Police générale, Caffarelli s'exprimait ainsi : « J'ai réinstallé les maires, adjoints et conseils municipaux des quatre villes de Saint-Brieuc, Guingamp, Dinan, et Loudéac, ayant 5.000 âmes de population. Il y a eu quelques changements dans les maires et adjoints, moins en raison des opinions que parce que j'ai voulu des hommes énergiques, capables d'inspirer du dévouement et de maintenir dans le devoir les communes qu'ils administrent. Quant aux membres des conseils municipaux, j'ai fait rejeter beaucoup d'individus très récemment admis et les ai fait remplacer par des citoyens honnêtes et attachés à l'Empereur.

» J'ai lu dans le *Moniteur* le décret relatif à la nomination des maires des communes au-dessus de 5.000 habitants. Je n'aurais pu m'en occuper, non plus, comme je l'ai marqué à Votre Excellence de Rennes, de Vannes ou de Quimper. Mais est-ce un bien de renvoyer cette nomination aux assemblées primaires ? C'est un problème difficile à résoudre, dans un pays comme celui-ci, où des chefs de parti tiennent dans leurs mains la population de leurs communes. M. le préfet, avec qui j'ai conféré, avisera autant que possible à ce que les assemblées ne soient pas influencées d'une manière prépondérante » <sup>115</sup>.

Malheureusement pour la cause impériale, les hommes choisis par Caffarelli n'étaient pas tous aussi énergiques qu'il le supposait ou l'affirmait. A quelques-uns, plus perspicaces que résolus, l'aventure de l'île d'Elbe, une fois le premier moment d'enthousiasme passé, ne disait rien qui vaille.

113. *Ibid.* Dans l'ancien conseil municipal — celui de 1814 — plusieurs membres avaient refusé de prêter serment à l'Empereur, notamment Prud'homme avec l'excuse suivante : « jusqu'à l'époque où le peuple français jouira d'une constitution librement acceptée par lui ». Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 262, n° 1767, le sous-préfet de Saint-Brieuc au préfet, 2 mai 1815.

114. *Ibid.*

115. Archives Nat., F1br. Côtes-du-Nord, 4 (1807-1813), lettre non datée et mutilée de Caffarelli, classée par erreur dans ce dossier.

Ceux-là cherchaient toutes les occasions de fuir les responsabilités et les honneurs compromettants. Témoins Leuduger-Fortmorel et Sébert qui démissionnèrent presque aussitôt<sup>116</sup>. Leuduger était pourtant, au témoignage de Goyon, un acquéreur de biens d'émigrés, « vu avec déplaisir par les habitants les plus recommandables ». Aussi, Devismes affligé et surpris « de voir un fonctionnaire revêtu de l'estime et de la confiance publique se retirer au moment où les citoyens de toutes classes rivalisent de zèle et de dévouement pour le service de la patrie », lui fit-il écrire sur un ton très sec par le sous-préfet de Saint-Brieuc avec ordre de garder ses fonctions jusqu'à remplacement par le ministre de l'Intérieur. Et il songeait pour le poste de maire à Vésuty, Jouanin père ou Langlois; pour celui d'adjoint à Gerno, Bourel-Roncière ou Conan (8 juin 1815). Waterloo survint avant qu'il fût donné suite à ce projet<sup>117</sup>.

Avec la réorganisation de l'administration et les élections, une des tâches les plus absorbantes et les plus dures qui s'imposèrent à Devismes, fut celle d'assurer les levées d'hommes et de chevaux réclamées par le régime des Cent-Jours.

Malgré ses assurances pacifiques, le retour de Napoléon équivalait à la rupture avec les Alliés de 1814, et à la guerre. L'Empereur le sentait si bien qu'à peine rentré en France, il se préoccupa de compléter les effectifs de l'armée systématiquement affaiblie et désorganisée par le gouvernement de Louis XVIII. « S'il se fût senti la toute-puissance de naguère, il eût recouru, pour doubler l'armée, à une levée extraordinaire sur les classes de 1806 à 1814, au rappel de la classe 1815 et à l'appel anticipé de la classe 1816. Mais il hésitait, à peine ayant repris la couronne, devant une mesure aussi impopulaire que le rétablissement de la conscription, abolie par Louis XVIII ». Force lui fut donc de s'en tenir comme seule ressource au rappel du corps des soldats en congé limité et illimité, ainsi que des déserteurs (soit 59.000 hommes, au

116. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 38, fol. 16, le préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 29 mai 1815.

117. Archives Nat., F<sup>1b</sup>II, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), liste des candidats indiqués par le préfet des Côtes-du-Nord pour une place de conseiller de préfecture, 24 juillet et Archives dép., 2 M 262, n° 1823, le sous-préfet de Saint-Brieuc au maire de Saint-Brieuc, 17 mai 1815. Archives Nat., F<sup>1b</sup>II, Côtes-du-Nord, 5 (1814-1820), le préfet au ministre de l'Intérieur, 8 juin 1815.



plus). Le décret d'appel préparé dès le 28 mars ne fut rendu public que le 9 avril <sup>118</sup>.

D'autre part, le territoire étant menacé, aux termes des lois de 1791, 1792, 1805 et 1813 qui n'avaient pas été abrogées, la garde nationale fut mobilisée. Un décret rendu le 10 avril prescrivit que tous les citoyens susceptibles du service de la garde nationale seraient inscrits sur les contrôles pour être formés en bataillons. Par de nouveaux décrets, 326 bataillons à 720 hommes chacun furent dirigés sur les places frontières et les camps retranchés <sup>119</sup>.

Enfin, au début de juin 1815, l'Empereur se décida à lever par décret la conscription de 1815; toutefois, l'application en fut ajournée, dans les départements de l'Ouest <sup>120</sup>.

Comment ces différentes mesures s'exécutèrent-elles, dans les Côtes-du-Nord ?

Le 21 avril, Devismes adressa aux maires une circulaire leur enjoignant de hâter le rappel des anciens soldats. Les exhortations patriotiques y alternaient avec les menaces.

« La patrie attend de nouveaux efforts des braves qui ont déjà combattu pour sa gloire et qui ne peuvent demeurer sourds à la voix de l'honneur. L'Empereur ne doute pas qu'ils ne s'empressent d'y répondre; il ne doute pas non plus que vous ne vous attachiez à seconder de tous vos moyens l'exécution de ses ordres. C'est à l'administration de déployer en cette circonstance toute l'activité nécessaire pour en assurer le succès et à faire un appel individuel aux militaires, même à ceux en retraite reconnus en état de reprendre du service; enfin, elle doit user de tous les moyens de persuasion et de confiance qui sont en elle pour accélérer et compléter la rentrée sous les drapeaux de tous les individus atteints par le décret.

» Pour exciter les sentiments généreux dans cette foule de braves il vous suffira, Messieurs, de leur donner connaissance du décret du 28 mars, de leur tracer cette promesse solennelle de l'Empereur qu'aussitôt que la paix actuellement consolidée, ceux qui auraient rejoint, en conséquence du décret ci-dessus, seront les premiers qui obtiendront des congés pour rentrer dans leurs foyers.

118. Henry HOUSSAYE, *1815, Waterloo*, p. 2 et 3.

119. *Ibid.*, p. 8-9.

120. *Ibid.*, p. 14 et p. 16, note 1.

» Plusieurs militaires rentrés dans leurs foyers, sans congé ou avec congé limité ou illimité, rappelés par les ordres de mon prédécesseur, du 3 de ce mois, et qui font l'objet de ma circulaire du 15, ont refusé ou de se rendre aux appels notifiés ou rendus au chef-lieu du département sont rentrés dans leurs foyers sans permission abandonnant le détachement dont ils faisaient partie. Si, malgré le nouvel appel consigné dans la présente, ainsi que dans la circulaire du 15, ils continuaient de demeurer dans l'état de désobéissance, ils attireraient sur eux toutes les mesures de rigueur que prescrivent les lois. »

Les anciens militaires avaient d'ailleurs le choix entre le retour à leurs anciens régiments ou l'incorporation au 6<sup>e</sup> chasseurs à Compiègne, au 65<sup>e</sup> de ligne à Lorient, au 67<sup>e</sup> à Vannes <sup>121</sup>.

Nous ignorons combien de vétérans répondirent à l'appel de Devismes. Un état pour les trois premières semaines d'avril donne, pour le département des Côtes-du-Nord, 188 hommes, la plupart incorporés au 65<sup>e</sup> et au 67<sup>e</sup> de ligne <sup>122</sup>.

Le préfet ne semble pas avoir été très satisfait de l'opération, car dans une nouvelle circulaire aux maires, il se plaignait du peu d'empressement des « anciens militaires » (30 avril) <sup>123</sup>.

Il n'en multipliait pas moins ses appels. Le 24, c'est une circulaire au sujet du recrutement de la garde impériale. Sont conviés à s'y enrôler les militaires de la vieille garde en congé absolu et ceux de la jeune garde qui en feraient la demande.

« En faisant connaître l'appel que Sa Majesté a fait à ces militaires vous annoncerez qu'elle compte sur leur dévouement pour sa personne, dévouement dont ils lui ont tant de fois donné des preuves éclatantes, que Sa Majesté met au rang de ses premiers devoirs de procurer une paix honorable à la France, mais que si les ennemis de l'Etat la forcent à prendre les armes, elle veut que ses armées la voient entourée des braves qui l'environnaient à Lützen, à Montereau, à Bautzen, à Montmirail et à Champaubert » <sup>124</sup>.

121. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 689, 26 avril 1815.

122. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 9, Colonnes mobiles, Instructions ministérielles, dépôt de recrutement des Côtes-du-Nord, 25 avril 1815.

123. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 10, Garde nationale, Comptabilité, le préfet des Côtes-du-Nord aux maires du département, circulaire imprimée 30 avril 1815.

124. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 689, 26 avril 1815. Circulaire aux maires.

Le 5 mai, c'est une demande de lanciers volontaires pour les régiments de cavalerie de garde nationale en formation dans les départements du Haut et du Bas-Rhin <sup>125</sup>.

Le 10, circulaire comminatoire aux maires, où sont énumérées les pénalités frappant les déserteurs. « Au moment où de toutes les parties de la France les militaires cédant à la voix de l'honneur s'empressent de se joindre à leurs anciens frères d'armes, pour concourir à la défense de la patrie, quelques malveillants s'agitent et s'efforcent par des insinuations perfides d'arrêter cet élan sublime et de déterminer les soldats à désertre. Comme il est temps d'arrêter les efforts de ces hommes criminels, en faisant quelques exemples de sévérité, je vous recommande de livrer aux tribunaux compétents toutes les personnes dont les démarches tendraient à affaiblir les armées et de rappeler à vos administrés les dispositions suivantes répressives de ces sortes de délits. » Suivait le texte des lois du 4 nivôse an IV, 4 brumaire an VI et du décret du 7 messidor an XII <sup>126</sup>.

Le même jour, une autre circulaire destinée à réveiller chez les anciens soldats l'esprit de corps et le souvenir du glorieux passé impérial, commentait le décret du 25 avril dernier, restituant aux différents régiments les appellations et les numéros qu'ils avaient perdus en 1814.

« Le peuple et l'armée se sont prononcés unanimement contre un gouvernement qui voulait flétrir leur gloire. Ce mouvement sera toujours le premier des cœurs français. On conspirait contre la gloire de l'armée en cherchant à lui ravir avec ses couleurs chéries, jusqu'au souvenir de ses triomphes et des journées à jamais mémorables qui étaient les dates et les époques de sa renommée.

» Encore quelque temps, et on aurait vainement cherché dans l'armée la trace de ces corps fameux dont la dénomination seule suffirait pour rappeler à la pensée tant de faits d'armes et de prodiges militaires.

» Ceux-mêmes des corps qui auraient adopté un numéro illustre et glorieux auraient regretté celui dont la gloire et l'illustration leur étaient propres et qui devait rester inséparable de ses drapeaux et de son nom.

125. *Ibid.*, n° 694, 5 mai 1815. Circulaire aux maires.

126. *Ibid.*, n° 697, 15 mai 1815.

» Il appartenait au gouvernement qui rend à la France sa dignité et son rang de commencer par restituer à chacun des corps de la première armée du monde cette portion de souvenir et de tradition qui forme un patrimoine et une succession destinée à être transmise de génération en génération, des vétérans aux jeunes soldats, des anciens aux nouveaux défenseurs de la patrie.

» L'armée et le peuple français verront avec reconnaissance dans ce décret qui rend aux régiments de toute arme leurs anciens numéros une preuve nouvelle de cette sollicitude vraiment patriotique qui veille sans cesse à l'honneur du nom français, à laquelle aucun détail n'échappe et qui ne néglige rien pour empêcher qu'on ne détache, qu'on ne disperse la plus légère part de cet héritage de gloire que le Gouvernement est chargé de conserver et que l'armée se chargera d'accroître s'il est possible et si les circonstances rendent nécessaires les mêmes exploits, les mêmes efforts, les mêmes triomphes »<sup>127</sup>.

Mais Devismes en fut pour ses frais d'éloquence. Nous n'avons pas de statistique départementale sur les résultats de ce rappel des anciens soldats; il y a tout lieu, cependant, d'après le rendement global d'appliquer aux Côtes-du-Nord ce jugement d'ensemble d'H. Houssaye : « Aucune poursuite ne fut exercée contre les réfractaires... Passé le 15 mai, il n'y eut même plus de revue d'appel »<sup>128</sup>.

La levée des gardes nationales ne fut pas non plus une opération aisée. Le 8 mai, le préfet adressait aux maires à ce sujet une circulaire enflammée : « Est-il un Français qui veuille rester dans une honteuse inertie ? » Il essayait de faire vibrer « cet énergique amour de la patrie qui a signalé les plus belles époques de la Révolution » « La nation sera armée non plus en masse et tumultueusement mais d'après des bases régulières et destinées uniquement à défendre l'intégrité du territoire »<sup>129</sup>.

De son côté, le général Bigarré, commandant la 13<sup>e</sup> division, lançait aux Bretons un appel analogue (21 mai). Il vitupérait contre « l'indifférence qui n'est pas nationale » dont faisaient preuve les populations de l'Ouest et leur proposait comme

127. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 697, 15 mai 1815.

128. H. HOUSSAYE, 1815, *Waterloo*, p. 5, note 2.

129. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale, carton 20, 1815, le préfet des Côtes-du-Nord aux sous-préfets et aux maires. Circulaire imprimée.



exemple la conduite des habitants de Grenoble, et surtout de Strasbourg, où les « séminaristes eux-mêmes » ont quitté la soutane pour prendre la pelisse <sup>130</sup>.

L'effectif en hommes de 20 à 60 ans à fournir théoriquement par le département des Côtes-du-Nord fut, par décret impérial du 10 avril, fixé à 63 bataillons subdivisés en six légions correspondant aux cinq arrondissements. Les cadres furent constitués pour cinq d'entre elles, à l'aide d'anciens officiers (27 juin 1815).

Pour l'arrondissement de Saint-Brieuc, le chef de légion, ayant rang de colonel, fut l'ex-chef de bataillon Aubrée (Pierre), blessé à Saragosse et retraité.

Pour celui de Dinan, le colonel Delalande, du 80<sup>e</sup> régiment, rappelé à l'activité.

Pour celui de Guingamp, Joseph Speth, capitaine d'artillerie de marine, en retraite.

Pour celui de Lannion, Grégoire Guermaquer, maire de Lannion.

Pour celui de Loudéac, Pierre Rouillé, entreposeur des tabacs, capitaine d'infanterie en retraite, décoré de la Légion d'honneur <sup>131</sup>.

En fait, une partie seulement fut mobilisée et ce fut aussi probablement la seule qui fut habillée et équipée. Il en coûta 153.576 fr. 60 au département. Une partie de cette somme fut obtenue à l'aide de divers expédients financiers ; des dons volontaires produisirent 2.851 fr. 30 <sup>132</sup>.

On put ainsi mettre sur pied quatre bataillons d'élite, grenadiers et chasseurs, de chacun six compagnies. Le premier eut pour chef un capitaine en retraite Landin. Parmi les

130. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 10, Garde nationale, Comptabilité, proclamation imprimée du général Auguste de Bigarré aux habitants de la 13<sup>e</sup> division militaire, quartier général de Rennes, 21 mai 1815. Sur le général Bigarré (1775-1813), cf. LEVOT, *Biographie bretonne*, t. 1<sup>er</sup>, p. 98-99, article Bigarré et *Grande Encyclopédie*, article Bigarré signé A. Debidour. Cet article indique comme référence A. DEBIDOUR. *Le général Bigarré*, Paris, 1880, 1 vol. in-8°. Les *Mémoires du général Bigarré, aide de camp du Roi Joseph (1775-1813)* ont été publiés par L. de la B., Paris, 1893, 1 vol. in-8°.

131. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 9, Colonnes mobiles, Instructions ministérielles, propositions pour le grade de colonel chef de légion et décret impérial du 23 juin 1815.

132. *Ibid.*, 4 R 10, Garde nationale, Comptabilité, dépenses d'équipement et d'habillement de la garde nationale des Côtes-du-Nord en 1815 et registre de souscriptions.

officiers des compagnies, on relève les noms de Joseph Ropartz, Benjamin Rouxel, François Damar, Veillet, Poulain-Corbion.

Le deuxième bataillon, organisé à Guingamp eut pour chef Plessix, chef de bataillon en retraite, en résidence dans cette ville.

Le troisième bataillon, organisé à Lannion, Pierre Charpentier, ancien chef de bataillon du 105<sup>e</sup> de ligne.

Le quatrième bataillon, organisé à Loudéac, Albert ancien chef de bataillon au 100<sup>e</sup> de ligne <sup>133</sup>.

Ces quatre bataillons étaient prévus à l'effectif de 729 hommes, mais il y eut un fort déchet, par suite du peu d'enthousiasme des hommes et de la mollesse des autorités. Au 1<sup>er</sup> bataillon, 406 hommes seulement rejoignirent, sur 729; au 3<sup>e</sup> bataillon, 627; au 4<sup>e</sup>, 312. Ces troupes furent dirigées sur Brest, sous le commandement du général Rostolland (15 juin 1815). Elles n'eurent pas l'occasion de servir et furent licenciées en juillet 1815 <sup>134</sup>.

Le régime napoléonien demanda aussi aux Côtes-du-Nord des chevaux, pendant les Cent-Jours. Un décret de l'Empereur avait réquisitionné 8.000 chevaux dans les départements (18 avril). La quote-part des Côtes-du-Nord fut fixée à 130 chevaux, destinés au 9<sup>e</sup> chasseurs à cheval, à Caen <sup>135</sup>.

L'opération commença aussitôt. Le 29 mai, une commission de réception fonctionnant à Saint-Brieuc parvint à s'en procurer 78 sur 106 présentés, à 510 francs pièce. A cette date, une lettre du ministre de la Guerre prenant en considération la « position difficile » où se trouvait le département lui fit remise du reste de la fourniture <sup>136</sup>.

L'expression « difficile » dont se servait le ministre, pour caractériser la situation du département, en mai 1815, était un euphémisme administratif. En fait, cette situation était grave et se rapprochait de la guerre civile. Dans ce pays péni-

133. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 1, Registre des délibérations du conseil d'administration de la garde nationale, 27 mai 1815.

134. *Ibid.* et Garde nationale (1814-1815), revue de comptabilité et procès-verbaux de licenciement.

135. *Ibid.*, R, Remonte (an VIII-1820), liasse 1, demande aux départements d'une fourniture de 8.000 chevaux pour la remonte des régiments de cavalerie légère et le ministre de la Guerre au préfet des Côtes-du-Nord, 29 mai 1815.

136. *Ibid.*

blement pacifié par la rude main du préfet Boullé, où les passions politiques, sous des apparences trompeuses de calme et d'indifférence n'étaient qu'assoupies, il avait suffi d'une année de Restauration, suivie du retour de l'île d'Elbe, pour qu'on les vît reparaître, aussi violentes qu'au temps de la Convention et du Directoire. Comme en l'an II, comme en l'an VII, les éléments actifs de la population se divisent en deux camps : celui des bonapartistes ou jacobins, celui des royalistes ou chouans.

Et, chose plus surprenante encore, le parti jacobin ou bonapartiste s'organise pour la lutte exactement comme aux premiers jours de la Révolution. Cette fois, c'est à 1790 qu'il faut nous reporter pour trouver l'équivalent de ces « fédérations, qui vont surgir en Bretagne d'abord pour défendre la patrie et la liberté »<sup>137</sup>.

Le 23 avril 1815, dans une des salles du Palais de justice de Rennes, des citoyens « de tout âge et de toute condition, réunis avec MM. les commissaires de Nantes et de Vannes et les Ecoles de droit et de chirurgie », au nombre de plus de 3.000, rédigent un *Pacte fédératif proposé aux cinq départements de la Bretagne*, que le *Journal des Côtes-du-Nord* s'empresse de reproduire.

« ... Bretons, nous vous proposons un pacte fédératif, nous désirons qu'un lien étroit nous unisse, et que, nous prêtant un mutuels secours, nous garantissions à nos intrépides guerriers qu'en leur absence leurs foyers seront préservés et qu'aucun attentat ne restera sans vengeance et n'échappera à la sévérité des lois dont nous serons les défenseurs. Les magistrats sauront qu'ils ont autour d'eux une masse imposante, dévouée, prête à seconder l'action de l'autorité, réglée par les constitutions et les lois de l'Empire.

ART. 1. — Les citoyens des cinq départements de la Bretagne, dévoués à la cause nationale et à l'Empereur sont fédérés : l'association qui les lie prend le titre de Fédération bretonne.

ART. 2. — L'objet de cette confédération est de consacrer tous ses moyens à la propagation des principes libéraux,

137. Sur le mouvement fédératif pendant les Cent-Jours en général, cf. H. HOUSSAYE, 1815. *La Première Restauration. Le retour de l'île d'Elbe, Les Cent-Jours*, p. 486-503 et surtout E. LE GALLO, *Les Cent-Jours*, chapitre IX. Les fédérations et le mouvement patriotique, p. 287-330.

d'opposer la vérité à l'imposture, de répandre la lumière au milieu des hommes égarés, de soutenir l'esprit public au niveau des circonstances présentes, de s'opposer à tous les désordres, de maintenir dans tout l'intérieur du pays la sûreté publique, d'employer tout ce qu'on peut avoir d'influence et de crédit pour faire rester chacun dans la ligne de ses devoirs envers le prince et la patrie, de porter un secours effectif et prompt à la première réquisition de l'autorité publique, partout où besoin sera, de secourir les villes, bourgs et villages menacés, de déjouer tous les complots tramés contre la liberté, nos constitutions et l'Empereur, enfin de se prêter mutuellement assistance et protection selon les cas et les événements...

ART. 5. — Tout citoyen qui désire concourir au but de l'association quel que soit son rang, son état, sa profession peut faire partie de la Confédération.

ART. 6. — Les confédérés, loin de sortir de la condition commune, sont par le fait même de leur association plus étroitement tenus que les autres à l'accomplissement des devoirs du citoyen, et toutes les fois qu'ils auront à agir, ils devront être préalablement munis des ordres, réquisitions ou consentements de l'autorité publique.

ART. 7. — Quant aux citoyens des autres arrondissements, ils se rendront en personne ou par députés au chef-lieu de la sous-préfecture et, après en avoir prévenu le sous-préfet, ils se réuniront à l'effet de procéder à la nomination de leurs commissaires dont le nombre reste à leur choix ; les commissaires intermédiaires recevront les actes d'adhésion et les transmettront au commissaire central...

ART. 10. — Les fédérés étant tenus de protéger surtout les campagnes et de porter des secours prompts et puissants sur tous les points de la Bretagne qui seraient menacés, devront s'offrir à marcher en personne toutes les fois que dans le but ci-dessus, il sera, par l'autorité publique, demandé aux gardes nationales une force mobile pour un service d'urgence temporaire »<sup>138</sup>.

Trois jours plus tard, le 27 avril au soir, des députés de la Confédération bretonne faisaient leur rentrée à Saint-Brieuc. Ils y furent reçus en cortège, par les fédérés briochins précédés de la musique de la garde nationale qui ne cessa de faire

138. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 695, 10 mai 1815.



entendre des airs patriotiques et aux cris mille fois répétés de : « Vive l'Empereur ! Vive la liberté ! Vive la Confédération bretonne ! » Le commandant de la garde nationale de l'arrondissement, Aubrée, leur offrit un banquet.

Le lendemain, il y eut réunion dans la grande salle de l'hospice civil, discours, nomination de commissaires et, enfin, de nouveau, le soir banquet de 300 couverts, au théâtre : « Placé sur l'avancée des premières loges, le buste de l'Empereur couronné de lauriers et entouré de drapeaux tricolores attirait tous les regards et réveillait dans tous les cœurs les mêmes sentiments.

» A 4 heures, on se mit à table, au bruit des fanfares et en chantant en chœur les refrains chéris des Français qui furent répétés à plusieurs reprises, pendant la durée du repas. Au dessert, les dames invitées au bal qui devait succéder au banquet furent introduites dans la salle, au milieu des acclamations de tous les convives ; ce fut alors que les toasts furent portés, dans l'ordre suivant :

Par M. le préfet, à Sa Majesté l'Empereur.

Par M. le président de la Cour d'assises, à la réunion des opinions et des citoyens.

Par M. le général Fabre, à la garde nationale de France, espoir de la patrie.

Par M. Aubrée, commandant de la garde nationale, aux fédérés de Bretagne.

Par M. le président de la Fédération de Rennes, aux fédérés du département des Côtes-du-Nord »<sup>139</sup>.

La liste de ces derniers ne nous est malheureusement pas parvenue et c'est grand dommage. Il est probable que devaient y figurer tous les survivants de l'époque révolutionnaire, tous les bonapartistes de teinte un peu foncée, acquéreurs de biens nationaux, ennemis de la « féodalité » et de la « prêtraille », sans nul doute, Le Gorrec, peut-être Bienvenue, en tous les cas, certainement Hello fils et Ropartz, car ce dernier fut envoyé le 16 mai à Angers, comme président des fédérés briochins, pour assurer la liaison avec les Angevins<sup>140</sup>.

L'exaltation politique et sociale de ce groupement se traduisit, toujours comme au début de la Révolution, par la publi-

139. *Ibid.*, n° 693, 5 mai 1815.

140. *Ibid.*, n° 703, 1<sup>er</sup> juin 1815.

cation d'assez nombreux articles et brochures. Avant même l'arrivée de Devismes, lors des derniers jours de l'administration de Goyon, le *Journal des Côtes-du-Nord* publie sous la rubrique « Variétés » des extraits d'une brochure parue à Paris, qui commence par ces mots : « Napoléon, tu règnes de nouveau... », où l'on conjure l'Empereur de ne pas retomber dans ses errements passés : « N'établis, ô Napoléon, aucun genre de despotisme ! ». On le supplie de respecter désormais scrupuleusement la liberté individuelle, et celle de la presse, ce « palladium », de conserver l'institution du jury, cette précieuse conquête de la Révolution, enfin d'établir la responsabilité ministérielle (11 avril 1815)<sup>141</sup>.

Le 23 avril, le jour même de la publication de l'Acte additionnel et de la fondation à Rennes de la Fédération bretonne, paraissaient, imprimées par les soins du préfet Devismes, à Saint-Brieuc, les *Réflexions d'un bon Français à ses concitoyens*. Ce factum commence par un chaleureux éloge de la Révolution : « Eclairée sur ses droits et rendue à elle-même, la France voulut se donner une constitution libérale qui détruisît à jamais l'arbitraire, fondât l'égalité entre tous les citoyens et mît sous la sauvegarde des lois la liberté et les propriétés de chacun. C'est là que tendait la Révolution tout entière ; la Révolution ne pouvait s'arrêter que là, la France ne pouvait être heureuse, tranquille et florissante tant que la Révolution ne serait pas terminée. »

Les Bourbons, « étrangers au progrès de l'esprit humain », essayèrent de s'y opposer mais ils furent chassés du trône. Ils reparurent sans doute, mais ce n'est pas la France qui les rappela.

« La France n'existait pas alors qu'ils reparurent : la France était la Russie, l'Autriche et la Suède, elle était toute l'Europe excepté elle-même. Elle n'avait point de volonté, à moins que 300.000 baïonnettes ne dussent paraître l'expression bien exacte du vœu national. » Ainsi réalisée, la Restauration fut « une véritable calamité ».

Les Bourbons revinrent « livrés aux mêmes préjugés, se flattant des mêmes illusions » qu'avant 1789 « ne soupçonnant même pas qu'on eût pensé en France, tandis qu'ils s'occupaient à vivre en Angleterre ». Bientôt « la liberté, l'égalité, ces

<sup>141</sup>. *Ibid.*, n° 685, 11 avril 1815.

droits que nous avions conquis avec tant de peine » furent menacés par eux. On les vit « s'associer avec les ministres du ciel et d'accord avec ces propriétaires éternels des âmes s'appliquer sans relâche à corrompre l'opinion. »

La conclusion de la brochure rapproche le retour de l'île d'Elbe de la Révolution anglaise de 1688 : « La restauration des Stuarts avait appris à l'Angleterre et celle des Bourbons vient d'apprendre à la France qu'avec une constitution nouvelle il faut un prince nouveau... L'Angleterre a trouvé dans Guillaume III le prince nouveau, le prince vraiment constitutionnel dont elle avait besoin : Napoléon porté au trône par la volonté de la nation régénérée, créé par la Révolution, n'étant rien que par elle... est essentiellement le prince national. Qu'il soit pour nous un Guillaume III! » <sup>142</sup>.

Cette philippique antibourbonienne, d'où n'est même pas absente la note anticléricale, atteint le diapason le plus élevé auquel pût se hausser un préfet bonapartiste affilié au mouvement fédéraliste et essayant de se mettre à son unisson pour le diriger et au besoin le contenir.

Mais certains fédérés et non des moindres allaient beaucoup plus loin. Six jours après les *Réflexions d'un bon Français*, parurent les *Représentations très respectueuses adressées à Sa Majesté l'Empereur des Français, par les soussignés habitants de la ville de Saint-Brieuc exerçant leurs droits politiques*. (Saint-Brieuc, Bourel).

Les trois rédacteurs, qui ne sont autres que les « commissaires responsables » de la Fédération briochine : Le Gorrec, P. Aubrée, et Ropartz, ne se contentent pas de vitupérer contre les partisans de la Restauration et d'exalter le régime bonapartiste ou même les conquêtes de la Révolution, ils morigènent Napoléon et ne lui cachent pas qu'à leurs yeux les concessions de l'Acte additionnel sont absolument insuffisantes.

« Les paroles consignées dans votre proclamation du 1<sup>er</sup> mai retentissent encore à nos oreilles : elles vous valurent plus que des armées, puisque vous gagnant les cœurs, elles vous frayèrent le chemin de la capitale, sans le moindre obstacle.

» Vous ajoutâtes bientôt aux espérances que nous avait fait concevoir votre marche triomphale, en nous donnant par le

142. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), carton 20, 2<sup>e</sup> liasse et *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 689, 26 avril 1815 sous la rubrique *Variétés*

décret daté de Lyon, le 13 mars, l'assurance que la nation représentée à Paris, en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai, afin de prendre les mesures convenables pour corriger et modifier les Constitutions, selon l'intérêt et la volonté du peuple.

« Comment se fait-il donc que, dans le court intervalle de quarante jours, la promesse solennelle que renferme le décret du 13 mars se soit convertie en une formalité qui... transforme l'assemblée du Champ-de-Mai en un bureau de simple recensement de votes qui seront émis sur l'Acte émané de vous, Sire, portant le titre d'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire et daté du 22 du présent mois ?

» Nous avons lu cet acte, Sire, et nous avons la douleur de vous apprendre que si la forme dans laquelle il nous est présenté contrarie les idées que nous nous sommes faites et que vous avez vous-même proclamées, touchant les droits imprescriptibles des nations à se donner des lois constitutives, il nous a, d'un autre côté, paru défectueux et insuffisant.

» Nous avons compris, en effet, qu'une représentation nationale allait coopérer avec des commissaires de Votre Majesté à la formation d'une charte qui présenterait le code politique complet destiné d'une part, à l'affermissement du Trône impérial sous votre règne et celui de votre dynastie et, d'une autre part, à garantir la liberté publique par des institutions appropriées aux mesures et aux sentiments délicats des Français.

» Au lieu de ce travail que voyons-nous, Sire ? Un fragment d'acte qu'on doit agréger à des actes précédents adoptés dans des situations politiques différentes de celles où nous sommes, les uns accompagnés de quelque solennité pour leur adoption, les autres donnés avec des formes inusitées chez les peuples qui possèdent une représentation nationale, tous renfermant les uns à l'égard des autres des dispositions disparates et ne composant qu'une masse indigeste de principes détruits ou modifiés dans laquelle le peuple ne peut lire distinctement ni ses droits ni ses devoirs. »

D'autre part, continuaient les rédacteurs des représentations sans entrer dans l'examen détaillé de l'Acte additionnel, « il nous a semblé qu'en général on s'est trop attaché dans cet acte



à restreindre l'action des Corps qui tiennent les pouvoirs immédiats du peuple, sans faire attention que le Trône n'est jamais plus menacé que par le sombre mécontentement qui résulte de la privation des droits d'une sage liberté, ni mieux garanti que quand, par la jouissance de ces droits, le monarque peut compter sur le cœur de ses sujets : Votre Majesté vient d'en faire l'expérience récente. »

Et voici la conclusion à laquelle arrivaient les fédérés : « La conviction que nous avons de l'imperfection et de l'insuffisance de l'Acte additionnel présenté à notre acceptation nous détermine à le rejeter, mais nous vous demeurons toujours unis, Sire, par les liens de l'amour et de la reconnaissance. Nous vous supplions de n'écouter que votre propre penchant dans vos rapports avec le peuple qui s'honore de vous avoir pour Empereur et qui veut garantir sa liberté par la conservation de votre personne auguste et le maintien de votre dynastie. Pour parvenir à ce résultat, seul objet de nos vœux, nous réclamons de Votre Majesté l'exécution de sa promesse solennelle du 13 mars de réunir extraordinairement les délégués du peuple à l'effet de rédiger une constitution conforme à la volonté et à l'intérêt de la nation, dont votre intérêt, Sire, est inséparable... Nous demandons qu'il plaise à Votre Majesté d'ordonner la plus prompte convocation des collèges électoraux de département et d'arrondissement à l'effet de nommer des députés..., lesquels se rendront au jour et lieu que vous fixerez, pour travailler conjointement avec les commissaires de Votre Majesté à une Constitution qui, arrêtée par eux, sera soumise à l'acceptation générale du peuple » <sup>143</sup>.

En d'autres termes, c'était une Constituante que réclamaient hardiment les fédérés des Côtes-du-Nord et, faute d'avoir été élaboré par une assemblée de ce genre, l'Acte additionnel n'avait pour eux aucune valeur. On comprend que de pareilles audaces de pensée et de style déplaisaient fort à Devismes qui les rendait responsables, comme on l'a vu, de l'abstention des électeurs de son département, au scrutin de de ratification de l'Acte additionnel <sup>144</sup>.

143. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), carton 20, 2<sup>e</sup> liasse, 29 avril 1815.

144. Cf. plus haut, note 101. Sur la littérature politique que fit éclore l'Acte additionnel, cf. E. LE GALLO, *op. cit.*, p. 226-248.

Mais en face de ce « péril de gauche », se dressait encore plus menaçant le « péril de droite », chez les royalistes des Côtes-du-Nord. Le premier mouvement de stupeur passé, le retour de l'île d'Elbe avait provoqué un véritable sursaut de colère ; là, point de manifestes mais une prise d'armes, « une petite chouannerie ».

Simultanément, sur trois points du département, on en vient aux mains.

Le 17 avril, le commissaire de police de Dinan signale à Pluduno, canton de Plancoët, l'apparition du chef chouan du Boisguy, et dans les communes littorales, de Daniel, dit Emmanuel, naguère sorti du château de Ham et « revêtu de l'habit ecclésiastique »<sup>145</sup>.

Quatre jours auparavant, dans la nuit du 13, le maire de Pommerit-Jaudy (canton de La Roche-Derrien), Le Caër, fut enlevé par une bande de six brigands commandés par un ancien chef chouan Durumain. Le maire de Pontrioux, s'étant lancé à leur poursuite avec quelques gardes nationaux, retrouva sur les bords d'un étang, un soulier ayant appartenu à Le Caër et des traces de sang<sup>146</sup>.

Enfin, entre Tréguier et Lannion, une bande de 15 hommes armés, anciens nobles pour la plupart, arrêtaient sur la route 80 conscrits appelés à Lannion (sans doute 80 soldats rejoignant leur corps) et les empêchèrent de s'y rendre<sup>147</sup>.

L'affaire de Pommerit-Jaudy était particulièrement grave. Le préfet Devismes expédia en toute hâte sur les lieux le secrétaire général Le Gorrec avec pleins pouvoirs, peut-être parce qu'il se défiait du zèle du sous-préfet de Lannion, Billiard, et adressa de concert avec le général Fabre « aux braves habitants des Côtes-du-Nord » une proclamation grandiloquente (16 avril 1815). « Un petit nombre d'hommes pour lesquels le fléau de la guerre civile paraît être un besoin viennent de jeter un de ses brandons dans l'arrondissement de Lannion où le maire de Pommerit-Jaudy est tombé sous le poignard des assassins.

» Des chefs déjà connus, signalés et poursuivis, quelques hommes ou déshonorés dans l'opinion publique, ou égarés par

145. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), carton 20, 1815, le commissaire de police de Dinan au préfet, 17 avril 1815.

146. Archives Nat., F7 3785, Bulletin de police du 21 avril 1815.

147. *Ibid.*

de perfides suggestions composent ces bandes, mais la sagesse et la sévérité nous ont dicté des mesures qui doivent assurer la répression de pareils attentats.

» Habitants de ce département, comptez sur notre zèle ; en vous manifestant notre dévouement pour les intérêts de l'Etat, pour la conservation de vos familles et de vos propriétés, nous avons aussi le droit de vous demander une coopération active qui puisse garantir le succès de vos efforts » <sup>148</sup>.

Malheureusement, les populations des Côtes-du-Nord, à part quelques exceptions, ne s'empressaient guère de fournir cette coopération. On réussit bien à mettre sur pied un détachement de gardes nationaux à Lannion, dont faisaient partie, entre autres, le maire Guermaquer et le substitut Rivoallan, tous les deux bonapartistes fervents, et un autre, à Tréguier ; on parvint à disperser la bande et à arrêter quelques comparses et recéleurs, mais leur chef Durumain, lui-même, put gagner la côte, à la hauteur de Trélévern, où il essaya de s'embarquer pour Jersey. Les vents contraires l'en empêchèrent ; en attendant, grâce à la complicité des autorités locales et des propriétaires nobles des environs, il déjoua les recherches de la gendarmerie <sup>149</sup>.

Faute de mieux, l'administration impériale se félicita du résultat. Mais à peine l'affaire Durumain était-elle terminée, si l'on peut dire, que les désordres renaissaient sur d'autres points du département.

Caffarelli, de passage à Saint-Brieuc, ne se faisait pas illusion sur la gravité de la situation. Il écrivait dans les premiers jours de mai : « Il n'est pas douteux pour les personnes qui connaissent le pays que les chefs de la chouannerie n'aient déjà préparé des moyens d'agression, qu'ils n'aient circonvenu les habitants de la campagne, qu'ils n'aient même enrôlé, qu'ils n'aient des armes, enfin une correspondance dans les différentes parties de la Bretagne, telle que leurs mouvements sont ou seront combinés lorsqu'ils jugeront à propos d'agir.

148. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 3 K 1<sup>6</sup>, Arrêtés du préfet relatifs à l'organisation des autorités constituées et objets généraux (an IX-1815), arrêté du 14 avril 1815 et *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 686, 18 avril 1815.

149. Archives Nat., F<sup>7</sup> 3785, bulletin de police du 27 avril 1815.

L'on pense qu'ils n'attendent que le premier coup de canon tiré aux frontières, d'après des discours qui ont été répétés par des gens du peuple »<sup>150</sup>.

Pour les contenir, au moment où les bataillons de guerre quittent leurs garnisons, le général Delaborde est placé à la tête des 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> divisions militaires ; Travot, puis Bigarré, commande en sous-ordre la 13<sup>e</sup> division. Ils disposent « des dépôts, de la gendarmerie augmentée de dix lieutenances de police, de six cent canonniers de marine appelés de Brest et de Rochefort, des garde-forestiers organisés militairement, auxquels se joindraient les gardes nationaux de bonne volonté des fédérations bretonne et angevine »<sup>151</sup>.

De Rennes, le 23 mai, le lieutenant de police Caillemer adressait aux nobles bretons, chefs présumés du mouvement, une sorte d'ultimatum : « Encore bien qu'un grand nombre d'ex-nobles aient donné lieu de croire qu'il ne leur répugne pas d'armer les Français contre les Français, dans l'espoir de recouvrer leurs droits et leurs privilèges, j'aime à croire qu'il en est aussi un grand nombre, qui doués d'une âme sensible et d'une raison éclairée ne veulent pas la guerre civile. Ceux-ci ont des moyens de se faire reconnaître. Ou ils doivent être assurés qu'ils ont assez d'influence sur les habitants de la commune rurale qu'ils habitent, pour y faire régner la paix et la tranquillité, ou ils doivent quitter pour un temps leurs maisons de campagne pour aller habiter les villes chef-lieux.

» Il ne faut pas qu'ils s'absentent, ils doivent considérer qu'en continuant d'habiter les campagnes, même de les fréquenter, ils deviennent garants des événements, de telle sorte qu'au moindre mouvement insurrectionnel, les soupçons se trouvent autorisés et que toutes mesures deviennent légitimes »<sup>152</sup>.

Six jours après, proclamation du général Bigarré (29 mai 1815) aux habitants de la 13<sup>e</sup> division militaire leur annonçant la formation d'une armée de 25.000 hommes, commandés par

150. Archives Nat., F<sup>1</sup>br, Côtes-du-Nord, 4 (1807-1813), lettre non datée de Caffarelli citée plus haut, note 115.

151. H. HOUSSAYE, 1815, *Les Cent-Jours*, p. 568, dépêches de Davout, ministre de la Guerre, cf. E. LE GALLO, *op. cit.*, p. 379 et seq.

152. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), carton 20 : 1815, le lieutenant de la Police générale Caillemer chargé du 2<sup>e</sup> arrondissement aux habitants du département de cet arrondissement, Rennes le 23 mai 1815.



le général Lamarque, pour soumettre la Vendée. Les ex-nobles qui ont excité les « malheureux paysans de la Vendée et de la Bretagne » seront traités avec rigueur. Tout ex-noble qui se sera absenté de son domicile pendant quatre jours sera arrêté et placé en surveillance. Les ex-nobles paisibles seront traités en bons citoyens. Il en sera de même des habitants des campagnes.

« L'Empereur recommande particulièrement de faire respecter les prêtres et de pratiquer la religion » <sup>153</sup>.

En même temps, il prescrivait d'organiser dans les quatre départements de sa division des colonnés mobiles. Chaque colonne comprendrait 60 hommes de garde nationale, de préférence volontaires et surtout fédérés, 20 forestiers, douaniers ou agents des Droits Réunis, 10 gendarmes, 30 soldats de ligne (6 mai 1815) <sup>154</sup>.

Dans le département des Côtes-du-Nord, les gardes nationales fournissent plus de 250 hommes pour le service des colonnes mobiles : l'arrondissement de Saint-Brieuc, 31 ; Loudéac, 64 ; Lannion, 79 ; Dinan 18 ; Guingamp, 65 <sup>155</sup>.

Il était temps ; le 14 mai, le préfet décrivait au général Fabre la situation du département, avec les couleurs suivantes :

Guingamp et Lannion, à peu près tranquilles ; Loudéac, maintenu dans le devoir grâce à la présence de troupes.

A Dinan, au contraire, situation critique. On ne peut faire rentrer les contributions ni lever la garde nationale : « Le sous-préfet est sur un volcan » <sup>156</sup>.

A la fin de mai, il y a une espèce d'émeute dans trois communes du canton de Perros-Guirec, à l'occasion de l'organisation de la garde nationale : les fermiers des de Trogoff et des de Loz figurent naturellement au premier rang des séditeux.

153. *Ibid.*, proclamation du général comte Bigarré aux habitants de la 13<sup>e</sup> division militaire, Rennes, quartier général, 29 mai 1815.

154. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, 1815, ordre du jour imprimé du général Bigarré, 6 mai 1815.

155. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 4 R 9, Colonne mobile, Instructions ministérielles, situation sommaire des gardes nationales employées dans les colonnes mobiles du département.

156. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, 1815, le préfet au général Fabre commandant le département, 14 mai 1815.

Il en est de même à Loudéac où le chef du mouvement est un ancien chouan, Le Gal<sup>157</sup>.

Le 1<sup>er</sup> juin, en exécution des ordres de l'Empereur, Bigarré crée dans le département des Côtes-du-Nord un comité de haute police composé du général, du préfet et du procureur impérial. La 13<sup>e</sup> division aura une commission. Le comité lui adresse chaque jour un procès-verbal des événements relatifs à l'ordre ainsi qu'au ministre de la Police générale<sup>158</sup>.

Le 2 juin, une rencontre se produit à Bréhand-Moncontour, entre une bande de 30 à 40 chouans commandés par Carfort et un détachement de garde nationale, de Lamballe. Le chouan François Briens est tué<sup>159</sup>.

Le 3 juin, peut-être à la suite des mauvaises nouvelles reçues du Morbihan et de l'arrondissement de Redon, où opère de Sol de Grisolles, Bigarré prescrit d'organiser une série de réduits défensifs destinés à servir de points d'appui aux colonnes mobiles. Cet ordre est exécuté dans les jours qui suivent<sup>160</sup>.

Tout autour de Saint-Brieuc, les routes sont coupées et barricadées. On ne laisse qu'une ouverture de neuf pieds de large, pour le passage des postes et autres voitures publiques, commandées par « deux merlons pour placer l'infanterie ». La chapelle Saint-Pierre reconnue comme l'endroit le plus facile à fortifier de la ville est aménagée en conséquence. On y abrite les poudres; les arbres qui l'entourent sont abattus, les autorités s'y transporteront en cas d'alerte. Travaux analogues à Lamballe, Moncontour (gendarmerie et tour de l'église), Tréguier, Corlay, Châtelaudren. A Dinan, on dispose sur les remparts 16 pièces de canon, servies par la garde nationale urbaine qui comprend une compagnie de canonniers<sup>161</sup>.

157. Archives Nat., F7 3785, Bulletin de police du 30 mai 1815.

158. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, le général Bigarré, au général Fabre, Rennes, 1<sup>er</sup> juin 1815.

159. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 5 M, Police générale (an VIII-1815), carton 20, 1815.

160. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, le général Bigarré, au général Fabre, Rennes, 14 juin 1815. Bigarré qui avait longtemps servi en Espagne appelle ces réduits des « retiros », cf. E. LE GALLO. *op. cit.*, p. 421.

161. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Gardes nationales et divers, procès-verbal des délibérations du conseil de défense de la ville de Saint-Brieuc, 7 juin 1815: le maréchal de camp Fabre au préfet des Côtes-du-Nord, 8 juin 1815:

Il semble qu'on revienne aux plus mauvais jours de l'an VII. De fait, les bandes chouannes terrorisent le plat pays, interceptent les courriers, dévalisent les caisses publiques, détruisent les télégraphes. Les autorités bonapartistes qui ne disposent que d'effectifs insuffisants, mal armés, mal équipés, au moral douteux, ne savent trop où donner la tête. Ordres et contre-ordres s'entrecroisent, et l'on a l'impression du désordre <sup>162</sup>.

Nous sommes à la fin de la première quinzaine de juin : la situation paraît avoir empiré depuis avril. C'est le moment où se produit le désastre de Waterloo (18 juin 1815), suivi de l'abdication de Napoléon (22 juin) et de l'organisation du Gouvernement provisoire.

Le 23, le lieutenant général Tarayre, commandant par intérim la 13<sup>e</sup> division militaire, l'annonçait aux habitants des quatre départements, dans les termes suivants, en les exhortant au calme. « L'Empereur Napoléon a abdiqué, mais nous sommes toujours Français. Les Chambres ont organisé un gouvernement provisoire, ont traité de la paix avec les puissances étrangères : attendons avec calme le résultat des négociations.

» Tandis que sur les frontières on a suspendu les hostilités, pour négocier, des Français s'acharneraient-ils entre eux ?

» Encore quelques jours et probablement nous n'aurons plus aucun sujet de haine et de dissension, nous n'aurons que les regrets inutiles d'avoir versé le sang des Français, nos compatriotes, sans aucun but, sans aucun résultat. Soyons unis, n'ayons qu'une même volonté et, par notre union, empêchons les grands malheurs qui pourraient tomber sur notre patrie. Conservons la France intacte : sauvons l'honneur et évitons le joug de l'étranger! »

Devismes et Fabre, en publiant cette proclamation, la firent suivre d'un bref commentaire : « M. le préfet et M. le maréchal de camp, commandant les Côtes-du-Nord, en faisant connaître les grands événements dont la France est le théâtre, espèrent,

dispositions de défense en cas d'attaque de Saint-Brieuc, 10 juin 1815; le sous-préfet de Saint-Brieuc au préfet des Côtes-du-Nord, 14 juin 1815. Archives communales de Dinan, 3<sup>e</sup> registre de délibérations de la municipalité (1815-1819). séance du 2 juin 1815, cf. J. LAMARE, *Histoire de Saint-Brieuc*, p. 262-265, Époque de la Restauration et des Cent-Jours.

162. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département des Côtes-du-Nord, 1815, très nombreuses lettres du préfet Devismes, des sous-préfets, des généraux Fabre et Bigarré.

par la confiance qu'ils inspirent à leurs administrés et aux militaires qui sont dans ce département, parvenir à les conserver en paix, pour attendre les nouvelles destinées de notre chère patrie »<sup>163</sup>.

Pendant ce temps, les Chambres semblaient reconnaître Napoléon II (23-30 juin). Devismes, bonapartiste jusqu'au bout, adressa aux sous-préfets, le 27, une circulaire où il essayait de galvaniser leurs énergies défaillantes.

« Le sort des combats vient de tromper nos espérances, mais une victoire que l'ennemi a dû payer bien cher ne peut le flatter de triompher de notre indépendance, ni abattre le courage des Français...

» Les traîtres qui, profitant de la mêlée de la nuit, ont porté le désordre dans nos rangs, poursuivent trop facilement leur funeste dessein de dissoudre nos phalanges. Il faut partout à la fois arrêter ce désordre, effet des intrigues. Cet objet est le premier et le plus important de ceux qui dès l'arrivée de l'Empereur, après son abdication et l'avènement de Napoléon II, ont fixé l'attention de la représentation nationale. C'est aussi le premier soin de la commission de Gouvernement. Que ce soit le vôtre, Monsieur, répondez à la confiance dont vous êtes investi par une énergie égale à la gravité des circonstances et à l'intérêt de la cause nationale qui doit triompher de tous les obstacles.

» Quelques lâches soldats, ceux-là sans doute qui ont abandonné le champ de bataille, ont fui bien au loin dans les campagnes ; ils vendent leurs armes, leurs habits, leurs chevaux, ils cherchent à cacher leur honte, ils espèrent échapper au châtimement en se faisant précéder par de fausses terreurs.

» Recherchez, atteignez promptement ces indignes fuyards que les représentants de la nation viennent de déclarer infâmes et de livrer à la rigueur des lois. A quelques corps, à quelques bataillons qu'ils appartiennent, il n'y a pour eux de pardon à espérer que sous leur aigle et sous leurs drapeaux. La nation doit cette justice à ses fidèles défenseurs : elle la leur rendra et vous devez la poursuivre par tous les moyens en votre pouvoir. La gendarmerie va partout y être employée avec la plus grande activité. Faites proclamer les lois contre les déserteurs, les embaucheurs, fauteurs et complices ; faites agir simultanément

163. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 712, 26 juin 1815.



toutes les autorités qui vous sont subordonnées, avertissez les familles, rendez-moi compte exactement de ce que vous aurez fait, pour que je puisse disposer ou solliciter les moyens de donner toute la force nécessaire à la loi, car le salut de la France est dans l'ordre le plus sévère comme celui de l'armée. dans le maintien de la plus stricte discipline, et tenez pour certain que le Gouvernement veut ainsi prouver son existence et justifier la confiance dont la représentation nationale l'a investi »<sup>164</sup>.

Le 30, le *Journal des Côtes-du-Nord* paraît avec une proclamation aux habitants du département : « Si des circonstances malheureuses ont porté l'Empereur à reconnaître l'utilité de son abdication, un même but, la patrie, doit être l'objet constant de notre inébranlable sollicitude et notre pensée ne doit être animée que d'un seul et même point : l'honneur national.

» Quel est celui d'entre nous dont le cœur restera froid, dont l'âme n'éprouvera de grandes émotions au nom de ce sentiment, depuis tant de siècles l'idole des Français ? Quel est celui de nous qui placé dans l'alternative de courber son front sous le joug étranger ou de conserver sans tache la gloire de son pays osera mettre en balance la hideuse infamie et l'amour des devoirs les plus sacrés ?

» Non, braves habitants des Côtes-du-Nord, vous ne vous laisserez point abattre par les coups du sort qui viennent de tromper notre espoir...

.....  
» Napoléon II a été proclamé Empereur. Que ce grand nom auquel la gloire française restera à jamais unie, soit toujours le signal qui nous conduise sur le chemin de l'honneur...! Vive l'Empereur! »<sup>165</sup>.

De fait, à cette date, il y a encore en France des partisans tenaces du régime impérial, en nombre et en force. Le général Lamarque, le 20 juin, avait infligé aux Vendéens une sanglante défaite à La Roche-Servièrre, près Mâhecoul, et le même jour Bigarré avait battu à plate couture, dans la lande d'Auray, les 5.000 chouans de Sol de Grisolles. Abandonnés de leurs paysans les chefs vendéens avaient signé, le 26, à Cholet,

164. Archives dép. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département des Côtes-du-Nord, 1815, circulaire du préfet aux sous-préfets, Saint-Brieuc, 27 juin 1815.

165. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 713, 30 juin 1815.

un traité de pacification<sup>166</sup>. Mais les bandes bretonnes n'en continuèrent pas moins la lutte, en particulier dans les Côtes-du-Nord. Le 6 juillet, elles s'emparaient du Fort-Lalatte et s'apprêtaient à se ravitailler par là, en armes et munitions, à l'aide des croisières anglaises. Il est vrai que, quatre jours après, les troupes bonapartistes le reprenaient : elles comprenaient, à cette date, dans le département près de 1.500 hommes : gardes nationaux, marins, fantassins de ligne et vétérans<sup>167</sup>.

Toutefois, pendant ce temps les armées prussienne et anglaise arrivaient devant Paris (30 juin.) Davout capitulait et se retirait derrière la Loire, Fouché intriguait, et Louis XVIII revenait en France. Le 8 juillet, il faisait son entrée dans la capitale. Un ordre du jour de Tarayre, du 11, annonça aux habitants de la 13<sup>e</sup> division militaire le rétablissement de la monarchie « légitime »<sup>168</sup>. Depuis trois jours l'Empereur avait quitté le sol français : les derniers espoirs des bonapartistes s'évanouissaient. Le préfet le comprit et voulut remettre ses fonctions à Le Minihy, le doyen des conseillers de préfecture<sup>169</sup>.

Les principaux fonctionnaires qui savaient Devismes seul capable de maintenir l'ordre, réunis en une espèce de conseil extraordinaire, le supplièrent de n'en rien faire (13 juillet)<sup>170</sup>.

Le 15, dans une circulaire aux sous-préfets, il leur annonça son remplacement imminent « par le comte de Goyon » et les

166. H. HOUSSAYE, 1815, *La seconde abdication*, p. 152-153 et E. LE GALLO, *op. cit.*, p. 421-427.

167. Archives d'p. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, le général Tarayre au général Fabre, Rennes, le 6 juillet 1815. Cf. HABASQUE, *Notions historiques*, t. III, p. 75-76 et 157 et Archives d'p., R, Correspondance du commandant du département, situation des militaires présents sous les armes dans le département, 5 juillet 1815. D'une façon générale sur les escarmouches entre chouans et fédérés dans les Côtes-du-Nord pendant les Cent-Jours, cf. Garnier de KÉRIGANT, *Les Chouans, Episodes des guerres de l'Ouest dans les Côtes-du-Nord*, Dinan, 1882, 1 vol. in-8°, p. 151-176, la Première Restauration, les Cent-Jours.

168. Archives d'p. des Côtes-du-Nord, R, Correspondance du commandant du département, ordre du jour du général Tarayre, lieutenant général commandant la 13<sup>e</sup> division militaire, Rennes, 11 juillet 1815.

169. Archives d'p. des Côtes-du-Nord, 2 M 33, Correspondance extérieure, Objets généraux (21 avril 1815-17 mai 1817). Le Minihy (faisant fonctions de préfet par intérim) au ministre de l'Intérieur, 21 juillet 1815.

170. Archives d'p. des Côtes-du-Nord, 4 R 10, Garde nationale, comptabilité, délibération du conseil extraordinaire de fonctionnaires tenu à la préfecture, le 13 juillet 1815. Imprimé, 4 pages.

exhorta une dernière fois à faire régner le calme et à ne pas interrompre leurs fonctions avant l'arrivée de leurs successeurs. « Que notre changement s'opère sans secousse : pensez à la situation dans laquelle notre patrie est placée et vous remplirez, j'en suis convaincu, avec plaisir les soins que vous impose la continuation momentanée de vos fonctions et la responsabilité dont on vous a laissé l'honneur.

» Ne perdez pas de vue que dans notre position critique tous nos soins doivent tendre à faire abnégation de la différence de nos idées et de celles de l'indépendance de notre patrie ; enfin que la diversité de nos opinions s'éteigne dans une réunion sincère des sentiments les plus généreux et du titre de Français qui nous honore ! » <sup>171</sup>.

Ce fut la dernière circulaire de Devismes ; le 17, il fit arborer partout le drapeau blanc et la cocarde blanche <sup>172</sup>. Le 23 eut lieu le *Te Deum* obligatoire et, le 28, le nouveau préfet des Côtes-du-Nord, qui fut, non pas comme Devismes le présumait le comte de Goyon, mais le comte Pépin de Belle-Isle, ancien intendant de l'armée d'Espagne, puis maître des requêtes au Conseil d'Etat, faisait son entrée à Saint-Brieuc <sup>173</sup>.

Avant de partir, Devismes eut la satisfaction de voir son successeur, dans les colonnes du *Journal des Côtes-du-Nord*, prendre congé de lui dans les termes les plus flatteurs et les plus courtois : « Appelé dans un temps de crise à l'administration de ce département, Monsieur Devismes sut apporter un tel discernement dans l'exercice de son autorité qu'il en justifia pleinement l'usage au milieu des circonstances les plus difficiles. Si nous n'avons pas à gémir sur de plus grands malheurs, c'est qu'ennemi de tous les excès, il ne s'est pas moins appliqué à nous préserver des maux qui n'auraient pu manquer de se produire qu'à disposer les esprits à un rapprochement auquel il a puissamment contribué. Il emporte l'idée consolante de l'avoir vu s'opérer avant de cesser ses fonctions. Une telle conduite devait nécessairement concilier à M. Devismes l'estime et l'affection de tous les partis ; aussi,

171. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 718, 20 juillet 1815.

172. *Ibid.*, n° 719, 24 juillet 1815.

173. *Ibid.* et n° 720, 28 juillet 1815. Sur Pépin de Belle-Ile, cf. H. FAURÉ, *Biographie des préfets*, t. II, p. 88-89. Il figure aussi dans le *Dictionnaire des Girouettes*, p. 393.

les personnes qui ont adopté et défendu avec le plus de chaleur les principes les plus opposés se sont-elles fait remarquer par un égal empressement à lui payer le juste tribut d'éloges qu'il n'a cessé de mériter pendant sa courte et paternelle administration »<sup>174</sup>.

CONCLUSION. — Il semble que ces louanges pourraient s'appliquer avec presque autant de raison au comte de Goyon qu'à Devismes, de sorte qu'au total le département des Côtes-du-Nord n'eut qu'à se féliciter des administrateurs pondérés et pleins de tact qui furent à sa tête, d'avril 1814 à juillet 1815. Sous des étiquettes différentes, leur ligne de conduite fut à peu près la même. Grâce à eux, le choc des passions politiques et religieuses s'amortit ou tout au moins fut réduit à son minimum de violence. L'enthousiasme révolutionnaire des « fédérés » fusa en discours et en toasts; nobles et chouans n'eurent ni le temps ni les moyens matériels de renouveler leurs exploits passés. Plus de bruit que de mal pourrait être le résumé de l'histoire du département des Côtes-du-Nord, sous la première Restauration et pendant les Cent-Jours : ce ne fut pas la masse rurale avide avant tout de paix et de tranquillité qui s'en plaignit<sup>175</sup>.

174. *Journal des Côtes-du-Nord*, n° 720, 20 juillet 1815. D'après H. FAURÉ, *op. cit.*, t. II, p. 197-198. Devismes « plus heureux que beaucoup de ses collègues n'encourut pas la disgrâce du Gouvernement royal : le 12 juillet 1815 il fut appelé à la préfecture de Maine-et-Loire ».

175. Pendant toute la période des Cent-Jours le personnel universitaire des Côtes-du-Nord — professeurs et élèves — manifesta dans l'ensemble un ardent zèle bonapartiste. A Dinan, Sergent convia ses élèves à former une compagnie de canonniers, aussitôt connu le retour de l'île d'Elbe : elle était déjà constituée le 20 mars, jour de l'arrivée de Napoléon à Paris, Ch. BELLIER-DUMAINE, *op. cit.*, p. 682-686. A Lamballe, à Guingamp les administrateurs de la seconde Restauration noteront plus tard que la conduite des maîtres et des collégiens a présenté des « torts très graves pendant l'interrègne », Archives dép. des Côtes-du-Nord, T, Ecole secondaire de Lamballe (an XII-1851), le maire de Lamballe au préfet des Côtes-du-Nord, 6 octobre 1815 et Ecole secondaire de Guingamp. Correspondance (an IX-1815), le sous-préfet au préfet, 13 octobre 1815. Il n'y a guère que le collège de Lannion qui soit suspect de tiédeur aux autorités bonapartistes. Dans un état de renseignements sur les professeurs et instituteurs de l'arrondissement du 30 juin 1815 transmis par le sous-préfet au préfet, on reproche à Pérennès notamment « de n'être point d'un patriotisme tel qu'on le désirerait dans un fonctionnaire public ». A Tréguier par contre le principal Le Gall « paraît dévoué au nouvel ordre de choses », Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 M 17, Correspondance du sous-préfet de Lannion avec les autorités supérieures.



## CONCLUSION GÉNÉRALE

---

- I. CE QUE LE RÉGIME NAPOLEONIEN A APPORTÉ AU DÉPARTEMENT DES CÔTES DU-NORD : L'ACTIF. — Ce que réclamaient les Cahiers des diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier. — Ce qu'apporta la Révolution. — Ce qu'apporta le régime consulaire et impérial : effort considérable d'administration et d'écritures; extirpation de la chouannerie; pacification religieuse; justice régulière; accroissement de la population.
- II. CE QUE LE RÉGIME NAPOLEONIEN A COÛTÉ AU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD : LE PASSIF. — Instruction publique routinière et mal dotée, concurrencée par l'Eglise. — Evolution économique retardée et contrariée : ruine de l'industrie de la toile et du commerce de mer. — Etat lamentable des voies de communication. — Assistance publique impuissante. — Pacification religieuse incomplète : esprit d'opposition d'une partie du clergé. — Ruine de l'esprit public par la compression policière.
- III. LE BILAN EN 1814. — Au total le Passif l'emporte sur l'Actif : taux réel de l'accroissement de population. — Les raisons en sont les exigences insatiables en argent et en hommes du militarisme napoléonien. — Les résultats : épuisement économique; atonie de l'opinion.
- IV. COMPARAISON AVEC D'AUTRES DÉPARTEMENTS.

De 1800 à 1815, si l'on néglige la « parenthèse » de la Première Restauration, qui n'eut le temps de rien détruire ni de rien créer, le département des Côtes-du-Nord a connu quinze ans d'administration napoléonienne. Pendant quinze ans, il a été entre les mains d'un même personnel de fonctionnaires, homogène, stable, muni d'une doctrine précise. Nous venons d'étudier en détail l'organisation de cette administration et le fonctionnement de son personnel. Il reste maintenant à jeter un coup d'œil d'ensemble sur son rendement : sur les résultats de son œuvre.

Les Cahiers de 1789 des évêchés de Saint-Brieuc et Tréguier réclamaient de la royauté la destruction des derniers restes du régime féodal, le morcellement de la grande propriété seigneuriale et ecclésiastique, une administration régulière et simplifiée, une police honnête et vigilante assurant la sécurité des relations sociales, un clergé plus instruit, plus correct en sa tenue et moins avide de richesses, une instruction publique largement répandue et modernisée, une vie économique améliorée par des encouragements à l'agriculture, à l'industrie,

au commerce et par l'exécution de travaux d'utilité publique, une administration financière soucieuse de ménager le contribuable et de gérer au mieux le produit de ses versements, une justice prompte, peu coûteuse, respectueuse de la liberté individuelle, enfin une assistance publique vraiment efficace.

La Révolution française leur avait donné satisfaction sur les deux premiers points par l'abolition des droits féodaux et la vente des biens nationaux. Elle s'était montrée impuissante à leur procurer le reste de leurs desiderata. Alternativement son personnel administratif s'était révélé faible et tyrannique, et même par son imprudente politique religieuse, elle avait déchaîné dans le département des Côtes-du-Nord la chouannerie, c'est-à-dire la guerre civile, puis le brigandage de droit commun, le tout sans préjudice de la guerre étrangère, en particulier de la guerre avec l'Angleterre, qui devait atteindre d'une façon très sensible ce département essentiellement maritime.

Le régime napoléonien, qui se donnait comme l'héritier plus ferme et plus prévoyant des Constituants et des Conventionnels, a prétendu réaliser la totalité du programme des Cahiers ; c'est une idée qui revient assez souvent dans la bouche de ses orateurs officiels. Y a-t-il réussi ?

De fait, servi par un groupe peu nombreux mais actif de fonctionnaires, au premier rang desquels il faut placer un préfet autoritaire, travailleur, et par-dessus tout exécuteur zélé des ordres de Napoléon et de ses ministres, tel que Boullé, secondé par quelques bons sous-préfets tels que Néel, on l'a vu, dans les chapitres qui précèdent, multiplier ses efforts pour doter le département d'une administration et d'une justice régulières, pour en extirper les derniers restes de chouannerie et de brigandage, le pacifier au point de vue religieux, y fonder des écoles, des collèges et des hôpitaux, enfin l'enrichir au point de vue économique. Assurément, à ne considérer que la masse énorme de documents, témoignages de cette sollicitude, il n'a pas épargné sa peine et l'on ne peut que décerner un « satisfecit » aux bureaucrates de Paris et de Saint-Brieuc. Mais c'est le cas de répéter le mot de Catherine II, cet autre « despote éclairé », sur le papier qui souffre tout, sur la peau humaine plus chatouilleuse.

Si l'on cherche à voir dans la réalité le résultat utile de cette paperasserie, à quelle conclusion aboutit-on ? en d'autres

termes, quel est le bilan de l'administration napoléonienne dans les Côtes-du-Nord ?

Nous porterons sans conteste à son actif le rétablissement de l'ordre dans le département par la disparition de la chouannerie : il fut certes laborieux et l'on ne vint pas aisément à bout de partisans aussi résolus qu'un Debar ou qu'un Mercier. Mais les résultats furent incontestables. Il suffit, pour en convenir, d'évoquer la situation à la veille de Brumaire : l'administration centrale du département, menacée dans le chef-lieu lui-même par les bandes de « Justice » et de « Pierrot ». De même, la pacification religieuse : c'est bien quelque chose dans cette contrée profondément croyante, où les luttes de la Révolution française s'étaient presque réduites à l'antagonisme des deux clergés, d'avoir amené Manoir et Odio-Baschamps à se donner le baiser de paix symbolique à l'ombre de la crosse de Caffarelli.

Enfin, de 1800 à 1815, le département a connu une administration et une justice régulières, d'une régularité presque mécanique même, pourrait-on dire, et cela encore c'est bien quelque chose après l'inachevé, le laisser-aller et l'incohérence des bureaux et des tribunaux d'Ancien Régime, la précipitation brouillonne et fantasque des improvisations révolutionnaires. On a dit plus haut tout le bien qu'on pensait des qualités de prévoyance et d'énergie, de ponctualité et de labeur d'un Boullé et d'un Néel ; il faudrait appliquer ces mêmes éloges à tous les chefs de service, à un Le Gorrec, à un Denoual-Duplessix, à un Latimier-Duclézieux, à un Bonamy, à un Pouhaër, à un Ropartz, à un Bienvenue.

Il est d'ailleurs une sorte d'appareil enregistreur que l'historien et le sociologue doivent consulter avec le plus grand soin pour évaluer le degré de prospérité et d'ordre d'un pays à une époque donnée, c'est son chiffre de population. Or, il est certain que la population du département des Côtes-du-Nord qui avait fléchi pendant les sept dernières et mauvaises années de la période révolutionnaire de 525.156 habitants (chiffre de 1793) <sup>1</sup> à 499.927 (chiffre en l'an X) s'est relevée

1. D. TEMPIER (archiviste départemental des Côtes-du-Nord), Rapport au préfet dans le volume des délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord, 1891, session d'août, 3<sup>e</sup> partie, p. 158-166 d'après Archives dép. des Côtes-du-Nord, Lm<sup>s</sup> 2 et 3. D'une façon générale sur la population de la France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et dans les premières années du XIX<sup>e</sup>, cf. E. LEVASSEUR,

pendant les six premières années du régime bonapartiste<sup>2</sup>. En l'an XII, elle est déjà de 502.071 habitants<sup>3</sup>.

En 1806, nouvelle augmentation : 510.456 habitants résidant, plus 5.972 militaires et 4.407 marins en service, ce qui donne un total de 520.835 habitants<sup>4</sup>.

Nous ne possédons pas de chiffres complets pour les huit dernières années et il est possible, même probable, que les hécatombes des campagnes d'Espagne, d'Autriche, de Russie, de Saxe et de France aient fait sentir leur contrecoup sur l'état démographique du département. D'autre part, pour les Côtes-du-Nord nous n'avons pas pu retrouver le résultat même global du premier relevé de la population, fait par ordre de la Restauration en 1816; mais nous avons du moins le second, celui de 1821. Il atteint 552.424 habitants<sup>5</sup>; en dix-neuf

*La population française. Histoire de la population avant 1789 et démographie de la France comparée avec celle des autres nations au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1889-1892, 3 vol. in-8°.

2. P.-G. CHANLAIRE et P.-E. HERBIN, *Tableau général de la nouvelle division de la France en départements, arrondissements communaux et justices de paix d'après les lois du 28 pluviôse an VIII et 8 pluviôse an IX indiquant la population, l'étendue territoriale et le nombre des communes par chaque justice de paix et arrondissement communal avec Atlas*, Paris, imprimerie de la République, an X (1802), 1 vol. in-4°, p. 16-17.

3. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Population, Recensements (an VIII-1861) : état de population du département des Côtes-du-Nord dressé en exécution de la circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 18 pluviôse an XII (par communes, militaires en service compris).

Ce chiffre de 502.071 se décompose comme il suit :

*Arrondissement de Lannion* : 82.020 habitants. Lannion, 3.132; Tréguier, 2.604. *Arrondissement de Saint-Brieuc* : 144.732 habitants. Saint-Brieuc, 8.394; Lamballe, 3.803; Moncontour, 1.685; Paimpol, 1.678; Quintin, 3.976.

*Arrondissement de Dinan* : 97.315 habitants. Dinan, 6.406.

*Arrondissement de Loudéac* : 86.277 habitants. Loudéac, 6.096.

*Arrondissement de Guingamp* : 91.727 habitants. Guingamp, 5.190.

4. Archives dép. des Côtes-du-Nord, M, Population, Recensements (an VIII-1861), recensement général de la population au 1<sup>er</sup> janvier 1806.

Ce chiffre de 510.456 se décompose comme il suit :

*Arrondissement de Lannion* : 88.265 habitants.

*Arrondissement de Saint-Brieuc* : 142.732 habitants.

*Arrondissement de Dinan* : 98.146 habitants.

*Arrondissement de Loudéac* : 82.642 habitants.

*Arrondissement de Guingamp* : 99.227 habitants.

En comprenant les militaires et les marins, Lannion avait à cette époque 3.426 habitants; Tréguier, 2.799; Saint-Brieuc, 9.000; Lamballe, 3.873; Moncontour, 1.688; Paimpol, 1.849; Quintin, 3.864; Dinan, 7.188; Loudéac, 9.869; Guingamp, 1.973.

5. *Bulletin des Lois*, t. XIV, 1<sup>er</sup> semestre 1822, p. 42-43, ordonnance du Roi du 16 janvier 1822 (En appendice : Relevé général de la population par départements en 1821).



années, dont douze de régime bonapartiste, l'augmentation a donc été de près de 52.500 habitants.

Mais à côté de l'actif, le passif. L'Empire n'a su donner au département des Côtes-du-Nord, ni une instruction publique appropriée aux besoins de la société nouvelle issue de la Révolution, ni une solide prospérité économique, ni une assistance publique vraiment secourable.

On a vu précédemment le quasi-néant de ses créations dans l'ordre de l'enseignement primaire, et dans celui du secondaire le caractère nettement rétrograde de sa pédagogie autoritaire et humaniste. Centralisation à part, rien ne ressemble plus aux ci-devant collèges de Saint-Brieuc ou de Tréguier, « célèbres dans toute la province » que le collège de Saint-Brieuc de 1811, établissement de l'Université impériale, régi de Paris et de Rennes par les augustes fêrules de M. de Fontanes, grand-maître et de M. Germé, recteur d'Académie.

En ce qui concerne l'agriculture, l'industrie, le-commerce et les travaux publics, c'est peut-être dans ce domaine que le régime impérial se révèle le plus tristement impuissant. Et pourtant il ne s'est montré avare ni de projets grandioses ni de circulaires éloquentes, ni de hiérarchies administratives impressionnantes. Mais malgré la prose des ministres, des préfets, des inspecteurs et des sous-inspecteurs, les landes ne sont point défrichées, faute de bras et de capitaux, les cultures traditionnelles ne sont point amendées, la betterave ne s'implante point dans le pays de Saint-Brieuc et de Tréguier, le cheptel ne s'accroît que lentement. De l'industrie de la toile, jadis si prospère, maintenant blessée à mort par la guerre maritime, il vaut mieux ne rien dire et toute comparaison instituée sur ce point entre le régime impérial et l'Ancien Régime aboutit à une condamnation de la politique du Blocus. Il en va de même du commerce maritime et de la grande pêche. Ce qu'on aperçut pendant tout l'Empire dans les baies de la Fresnaye, d'Erquy, de Saint-Brieuc, au large de Bréhat et des Sept-Iles, si l'on excepte quelques corsaires et quelques convois français se glissant furtivement de Paimpol à Saint-Malo le long de la côte, c'est la silhouette menaçante des croisières anglaises : et parfois la poudre parle.

D'ailleurs, les voies de communication, malgré les projets grandioses eux aussi, sont en piteux état, surtout à la fin de l'Empire. Villes aux rues étroites, tortueuses, mal pavées,

mal éclairées, mal balayées, routes défoncées, ponts insuffisamment nombreux, ou tombant en ruines, comme le fameux pont Sainte-Anne de Lannion qui fait noircir tant de papier, ports aux quais envasés, inabordables s'ils n'étaient déserts; tel est le spectacle que présentent les Côtes-du-Nord à cet égard vers 1815. Du moins peut-on dire à la décharge du régime de Brumaire, que cet aspect n'est pas sensiblement différent de celui que présentaient aux environs de 1788 les évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier. Le préfet des Côtes-du-Nord et ses ingénieurs du Corps impérial des Ponts et Chaussées n'ont pas fait beaucoup mieux que l'intendant de Rennes, la Commission intermédiaire des Etats de Bretagne et leurs ingénieurs, mais ils n'ont pas fait pire.

Enfin, l'assistance publique est restée ce qu'elle était avant la Révolution, ou à peu près : très peu de médecins et même de sages-femmes, des hôpitaux ou des bureaux de bienfaisance endettés et parfois surchargés de malades et de miséreux. Aussi la mendicité et le vagabondage continuent de sévir, d'une façon un peu moins dangereuse, toutefois, qu'au temps de Marion du Faouët<sup>6</sup>, grâce à une gendarmerie brutale et à une magistrature répressive, qui n'hésite ni devant l'emprisonnement, bien que les maisons de détention soient de véritables cloaques au physique comme au moral, ni même devant la peine de mort. Celle-ci est largement appliquée et même dans des cas que nous serions tentés d'appeler aujourd'hui bénins. Des années de mauvaise récolte, telles que 1811 et 1812, amènent une recrudescence de misère et des épidémies qui nous reportent aux plus mauvais jours en Bretagne des règnes de Louis XIV et de Louis XV.

Au total, comme on le voit, un passif assez lourd. Encore si l'actif était net et liquide !

Mais il faut l'atténuer par des réserves.

Ainsi la pacification religieuse a été une acquisition de valeur appréciable, mais le régime concordataire, même renforcé par les Organiques, même appliqué par un préfet voltairien, imbu jusqu'aux moelles de la théorie de la suprématie du pouvoir civil, ne tourne pas toujours au profit de ce dernier. Certes, Caffarelli n'a pas l'étoffe d'un Guillaume Pinchon et il ne tient pas tête à Boullé comme son quasi-légendaire

6. Cf. Jean LORÉDAN, *La grande misère et les voleurs au XVIII<sup>e</sup> siècle. Marion du Faouët et ses associés (1740-1770)*, déjà cité.

prédécesseur au duc Pierre Mauclerc; il n'a aucune envie de tâter de l'exil, encore moins de Vincennes ou du fort de Ham. même un froncement du sourcil olympien de l'Empereur suffit à le faire rentrer sous terre. Et, d'autre part, il n'est ni un puits de doctrine, ni un foudre d'éloquence. Mais c'est un habile homme et un bon administrateur d'Eglise qui, modestement, patiemment, obscurément, mais avec sûreté et méthode, réorganise le diocèse, restaure les ruines matérielles et morales accumulées par la Révolution, pose les fondations sur lesquelles d'autres bâtiront plus tard : on veut dire les institutions congréganistes d'assistance et d'enseignement. Et il ne manque pas une occasion de harceler et de tenir en échec, au moins sur des points de détail, Boullé, son « collègue » dans l'administration napoléonienne : vaincu, il ne se décourage jamais, et revient à la charge avec une ténacité toute cléricale. Quelques-uns de ses subordonnés, qui ne sont pas, eux, les frères d'anciens compagnons d'armes du général Bonaparte, se croient tenus à moins de réserve encore, et malgré tous les serments de loyalisme et tous les baisers de paix, du haut de la chaire et dans l'ombre du confessionnal pourfendent Satan, ses pompes et ses œuvres dans la Révolution et ses séides : prêtres jureurs, chrétiens mal mariés ou tièdes, acquéreurs de biens nationaux, professeurs de l'Université impériale enfin. Le Monopole se révèle à l'usage une machine de guerre aussi peu redoutable que le Concordat; et les Richard et les Berthier, tantôt sourdement, tantôt ouvertement, mènent contre les collèges de Dinan et de Tréguier, « officines d'athéisme et d'immoralité », une guerre sans merci.

Enfin, la destruction de la chouannerie et le maintien de l'ordre intérieur ont été achetés à un prix bien élevé et qui fait réfléchir : le mépris patent de la liberté individuelle, le système des arrestations arbitraires, des internements et des déportations s'exerçant au détriment même de l'autorité de la « chose jugée ». N'a-t-on pas vu plus d'une fois, des chouans acquittés par les tribunaux, maintenus indéfiniment en prison par ordre de Boullé ou de Fouché ? Et ce n'est pas tout; émigrés rentrés et placés « en surveillance », prêtres suspects d'intempérance de langage ou même simplement de fanatisme secret, imprimeurs, libraires, colporteurs fabricants ou détenteurs de « libelles », bourgeois ou fonctionnaires en quête de distractions ou de nouvelles doivent compter avec l'œil soup-

gonneux de la police, au même titre que les forçats libérés. Proprement, le préfet des Côtes-du-Nord, sous le régime impérial, apparaît avant tout comme un commissaire de police supérieur. Et, le cas échéant, pour instruire et diriger l'opinion, ce commissaire de police s'adjoint un journaliste stipendié, ayant pour triple consigne : le silence, l'insignifiance et l'adulation.

Rien d'étonnant après cela, que, soumis à une pareille hygiène, l'« esprit public », qui n'avait jamais été même aux temps de la Révolution bien éclairé ni bien ardent dans ce pays pauvre et ignorant, soit tombé pendant quatorze ans de régime impérial dans une léthargie complète. Dans aucun département peut-être l'expression si pittoresque de « riénisme » que l'on a appliquée à l'opinion de la France impériale tout entière n'est plus justifiée que dans les Côtes-du-Nord <sup>7</sup>. Les premiers symptômes de réveil n'apparaîtront qu'après le retour de l'île d'Elbe.

Somme toute, si l'on tient compte de ces réserves, le passif semble l'emporter sur l'actif et l'examen soigneux de la courbe démographique du département confirme cette conclusion. L'augmentation de 52.500 âmes signalée plus haut, soit 2.763 par an, n'est pas un résultat dont il faille se féliciter outre mesure. Le chiffre de 1821 ne surpasse que d'une vingtaine de mille le chiffre de 1793. Il eût été sans nul doute plus élevé sans les tueries d'Essling, de la Moskowa, de Leipzig et de La Rothière.

Pourquoi donc cette balance défavorable, cet échec d'un régime remarquable à tant d'égards ? C'est que le gouvernement de Napoléon avec ses guerres incessantes a été amené, malgré ses bonnes intentions très sincères au début, à tirer du département des Côtes-du-Nord beaucoup plus qu'il ne lui a donné. Pour doter largement l'instruction publique, stimuler industriels et commerçants, secourir les malades et les indigents, construire et réparer routes, canaux, ponts et ports, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. L'administration impériale en a de moins en moins pour ces tâches modestes mais urgentes, à mesure que se multiplient les entreprises de magnificence et les campagnes ruineuses. Elle n'est généreuse qu'en promesses, encouragements verbaux et parfois blâmes

<sup>7</sup> G. PARISET, *Le Consulat et l'Empire*, p. 242.



plus ou moins justifiés à l'égard de subordonnés, à qui l'on demande de « tirer plusieurs moutures d'un même sac »<sup>8</sup>.

Par contre, si elle donne peu, elle réclame beaucoup. Elle est insatiable, surtout dans les dernières années. Il lui faut, et sans cesse, de l'argent, des chevaux et des hommes, des hommes surtout. Peu importe que la conscription rende son débit maximum, que le déchet en réfractaires, déserteurs, impropres au service, soit minimum. Le département des Côtes-du-Nord, on a pu s'en convaincre à la lecture du chapitre consacré aux impôts et aux levées, a été mis en coupe réglée. En 1814, il est arrivé à un état d'épuisement économique complet. Ce résultat matériel du régime de Brumaire a pour pendant son résultat moral : l'engourdissement politique. Aussi la chute du système napoléonien ne causera-t-elle aucun fracas : le son ne se propage pas dans le vide.

Que si l'on rapproche de ces conclusions d'ensemble celles auxquelles aboutissent les études symétriques consacrées aux trois départements choisis comme points de repère, on n'aperçoit pas au premier abord de différence très marquée. Dans le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, la Côte-d'Or, l'œuvre napoléonienne apparaît avec les mêmes mérites et les mêmes défauts.

Que les préfets s'appellent Poitevin-Maissimy, de la Chaise, Delacroix, Thibaudeau, Guiraudet, Cossé-Brissac, ou Boullé, ils administrent, à quelques nuances près, de la même façon. Même ponctualité, même capacité de travail bureaucratique, même régularité, même empressement à plaire au maître, même autoritarisme à l'égard des fonctionnaires inférieurs ou des administrés, même dureté dans les sanctions, même inquisition policière surtout, caractéristique du régime<sup>9</sup>.

Les relations qu'ils entretiennent avec le clergé, cette « gendarmerie morale » préposée de par le Concordat et les Organiques à la défense du trône impérial, sont partout mar-

8. Expression de Vauban citée par H. HOUSSAYE, 1814, p. 9, à propos des levées d'hommes de Napoléon.

9. Cf. les ouvrages déjà cités de G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*; J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*; P. VIARD, *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or sous le Consulat et le Premier Empire*; L. BENAERTS, *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat (1799-1804)*.

quées, dans le diocèse d'Arras<sup>10</sup>, comme dans celui d'Aix<sup>11</sup>, comme dans celui de Dijon<sup>12</sup>, comme dans celui de Saint-Brieuc, par un mélange savoureux d'hostilité profonde et de ménagements extérieurs : Champion de Cicé ne donne pas moins de mal à Thibeaudeau que Caffarelli à Boullé. L'Artois mis à part, en Bourgogne, comme en Provence, comme en Bretagne, l'agriculture ne montre guère d'enthousiasme pour la betterave, « la grande pensée du règne » ; par contre elle réclame en vain les gars vigoureux, valets de charrue ou bergers, que les officiers recruteurs dirigent sur les dépôts de la Grande Armée ; l'industrie et plus encore le commerce périlicnt. Le port de Marseille est désert tout comme ceux du Légué et de Paimpol et les routes d'Italie et d'Allemagne, qui traversent la Côte-d'Or, ne sont pas dans un état plus brillant que celle de Paris à Brest, *via* Saint-Brieuc<sup>13</sup>.

En revanche les exigences du fisc et de la conscription sont partout aussi draconiennes ; les « rats de cave » visitent les chais des vigneron de la Côte avec plus de soin encore que les celliers à cidre des cultivateurs dinannais ou trécorrois et des garnisaires s'installent dans les « mas » provençaux comme dans les fermes du pays gallo ou breton. Aussi l'évolution de l'esprit public décrit-elle une courbe identique. Au début, la masse des populations picardes, bourguignonnes, provençales, bretonnes acclame dans le Premier Consul, l'homme providentiel, le sauveur de l'ordre, le libérateur de la patrie, opprimée et pressurée jusqu'au sang par la vermine des tyranneaux rouges ou blancs, « anarchistes » et chouans, braillards de clubs, ou « chauffeurs » de grandes routes ; l'artisan de la paix religieuse et de la paix continentale, le négociateur du Concordat et du traité d'Amiens. La rupture avec l'Angleterre et la transformation du Consulat décennal en Consulat à vie d'abord, puis en Empire héréditaire font naître peut-être quelques déceptions chez certains « idéologues » des assemblées locales, aspirant à jouer à Tréguier ou à Tarascon, les Sièyès, les Vergniaud, les Benjamin Cons-

10. J. CHAVANON et G. SAINT-YVES, *op. cit.*, p. 210-263.

11. L. LÉVY-SCHNEIDER, *L'application du Concordat par un prélat d'ancien régime, Mgr Champion de Cicé, archevêque d'Aix et Arles (1802-1810)*, Paris, 1921, 1 vol. in-8°.

12. P. VIARD, *op. cit.*, p. 177, 204.

13. *Ibid.*, p. 216-221.

tant, mais ces jacobins attardés sont une minorité sans influence. Les agents de Fouché veillent, les Bulletins de la Grande Armée font flamboyer sur les murs de Saint-Brieuc, comme sur ceux de Dijon ou de Marseille, les noms prestigieux d'Austerlitz, d'Iéna, de Tilsitt; les conscrits rejoignent leurs corps au cri de « Vive l'Empereur! » et les impôts rentrent. Puis viennent les années « tournantes » et enfin les années mauvaises : le Blocus, l'aventure espagnole, le mariage autrichien, les démêlés avec le pape et les désastres de Russie et d'Allemagne : le système bonapartiste commence à paraître d'un poids bien lourd. On gémit sourdement, on s'enhardit à murmurer, des libelles circulent, le clergé, les émigrés rentrés relèvent la tête et clabaudent à voix basse contre « l'Usurpateur » et le « Dioclétien », les agents du fisc rencontrent des résistances auxquelles ils ne s'attendaient pas et plus d'un conscrit se coupe le pouce ou gagne les bois, insensible « à la voix de l'honneur ». Toutefois, l'armature administrative construite de l'an VIII à l'an XII par l'héritier des Césars romains, à l'aide des meilleurs matériaux de l'Ancien Régime et du régime révolutionnaire, est tellement solide qu'elle tient encore bon malgré la tempête. En 1813 et 1814, à Arras, à Dijon, à Marseille, à Saint-Brieuc, les préfets sont parvenus tant bien que mal à lever des conscrits, des gardes d'honneur, des gardes nationaux, à rassembler des fusils et des chevaux; ils continuent de plastronner devant les fidèles sujets de Sa Majesté l'Empereur et Roi, de ranimer le zèle des fonctionnaires défaillants à grands coups d'arrêtés et de circulaires, de catéchiser l'opinion ou mieux de la duper au moyen de leur presse officieuse. Et il en sera de même jusqu'au bout, jusqu'à la veille de la capitulation de Paris et de l'abdication de Fontainebleau. Alors tout l'édifice napoléonien s'effondrera partout à la fois et d'un seul bloc, et les seuls cris que provoquera cette catastrophe chez un peuple arrivé aux dernières limites de la fatigue physique et morale, ce ne sera ni « Vive le Roi! » ni « Vive la République! » mais seulement « A bas la conscription et les Droits Réunis! »

Tout au plus quelques regrets apparaîtront-ils chez les habitants du Pas-de-Calais et de la Côte-d'Or, départements essentiellement modérés et centre-gauche, au lieu que les Provençaux manifesteront ouvertement leur haine contre le Corse

qui a ruiné leur commerce et décimé leurs familles <sup>14</sup> : c'est le prélude de la Terreur Blanche. Cependant, dans les Côtes-du-Nord, acquéreurs de biens nationaux et ci-devant nobles commencent à s'affronter du regard et à évoquer les souvenirs de la chouannerie. Quelques mois s'écoulent pendant lesquels les revenants de Coblenz, « qui n'ont rien appris ni rien oublié », accumulent les fautes, sous prétexte de consolider le Trône et l'Autel. C'est alors qu'a lieu le retour de l'île d'Elbe. Toutefois, débarqué au golfe Jouan, Napoléon devra éviter la vallée du Rhône pour gagner Grenoble et Lyon <sup>15</sup>, tandis que les fédérés bretons, à Saint-Brieuc comme à Rennes, acclameront avec frénésie l'homme du drapeau tricolore, l'héritier des constituants et des conventionnels, l'ennemi de la « pré-traille » et des « aristocrates », le souverain « éclairé » qui va doter la France d'une constitution vraiment « libérale ». On sait comment l'Acte additionnel d'abord, Waterloo ensuite déçurent ces espoirs. Avec 1815 une nouvelle période de l'histoire de France commence ; la province va s'éveiller à la vie politique et sans doute, en l'étudiant de près dans les archives départementales ou municipales, arriverait-on à distinguer, dès les premières années de la Restauration, dans cette activité des modalités variant avec les diverses régions géographiques. Sous l'Empire autoritaire, centralisateur à l'extrême, et antiparlementaire, ces nuances sont tout juste perceptibles : qu'il nous suffise de les avoir indiquées pour les départements que nous avons comparés aux Côtes-du-Nord. Elles ne nous empêcheront pas du reste de dégager ce que l'histoire administrative de ces quatre départements présente de commun, pendant les quinze années qui suivent le coup d'Etat : les bienfaits d'un régime d'ordre se transformant rapidement par l'effet de l'insatiable ambition de Bonaparte, en abus tyranniques d'un despotisme ruineux et sanglant, haï de presque tous les Français.

14. G. SAINT-YVES et J. FOURNIER, *op. cit.*, p. 400-401.

15. H. HOUSSEY, 1815. *Les Cent-Jours*, p. 212-213.

---



## APPENDICE

Pièces Justificatives

---

I. — Répartement de la Contribution foncière par

| ARRONDISSEMENTS   | AN IX       | AN X        | AN XI | AN XII      | AN XIII | AN XIV *<br>(1806) |
|-------------------|-------------|-------------|-------|-------------|---------|--------------------|
| Saint-Brieuc..... | 552.308 20  | 567.599 60  | id.   | 556.145 80  | id.     | 610.346 45         |
| Dinan.....        | 424.350 »   | 428.521 40  | id.   | 419.979 70  | id.     | 460.909 94         |
| Guingamp.....     | 410.368 30  | 416.271 80  | id.   | 399.848 90  | id.     | 438.817 21         |
| Lannion.....      | 310.142 35  | 319.440 80  | id.   | 314.918 40  | id.     | 345.609 60         |
| Loudéac.....      | 303.831 15  | 309.766 40  | id.   | 291.507 20  | id.     | 319.916 80         |
| TOTAL.....        | 2.001.000 » | 2.041.600 » | id.   | 1.982.400 » | id.     | 2.175.600 »        |

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2, Contributions directes, Correspondance ministérielle.
2. Voici, à titre d'exemple, le répartement pour l'an XIV entre les communes les plus importantes : Paimpol, 3.888 fr. 88; Quintin, 12.476 fr. 03; Dinan, 22.157 fr. 45; Guingamp, 12.253 fr. 80; Rostrenen, 21.947 fr. 66; Corlay, 5.196 fr. 83; Mûr, 7.526 fr. 54; Uzel, 6.133 fr. 12 (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2).
3. Non compris les centimes additionnels *extraordinaires* établis par décret. Cf. Tabl. V, p. 474-5.
4. *Idem.*

II. — Répartement de la Contribution personnelle-mobilière par

| ARRONDISSEMENTS   | AN IX      | AN X      | AN XI     | AN XII    | AN XIII | AN XIV * |
|-------------------|------------|-----------|-----------|-----------|---------|----------|
| Saint-Brieuc..... | 74.855 31  | 75.504 40 | 79.674 60 | 81.048 30 | id.     | id.      |
| Dinan.....        | 49.925 06  | 50.361 40 | 52.640 80 | 53.548 40 | id.     | id.      |
| Guingamp.....     | 51.545 08  | 51.991 20 | 53.800 80 | 54.728 40 | id.     | id.      |
| Lannion.....      | 43.826 43  | 44.207 60 | 46.782 80 | 47.589 40 | id.     | id.      |
| Loudéac.....      | 45.498 10  | 45.895 40 | 47.357 »  | 48.173 50 | id.     | id.      |
| TOTAL.....        | 265.649 98 | 267.960 » | 280.256 » | 285.088 » | id.     | id.      |

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2, Contributions directes, Correspondance ministérielle.
2. Voici, à titre d'exemple, le répartement pour l'an XIV entre les communes les plus importantes : Paimpol, 1.281 fr. 48; Quintin, 3.663 fr. 90; Dinan, 4.678 fr. 70; Guingamp, 3.662 fr. 72; Rostrenen, 488 fr. 52; Corlay, 971 fr. 14; Mûr, 967 fr. 60; Uzel, 1.412 fr. 46 (Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2).
3. Non compris le doublement du principal établi par décret. Cf. Tableau V, p. 474-5.
4. *Idem.*

arrondissements (an IX-1814), centimes additionnels compris <sup>1</sup>

| 1807        | 1808        | 1809 | 1810        | 1811        | 1812 | 1813 <sup>2</sup> | 1814 <sup>4</sup> |
|-------------|-------------|------|-------------|-------------|------|-------------------|-------------------|
| 603.276 80  | 560.858 90  | id.  | 576.599 82  | 595.453 22  | id.  | id.               | id.               |
| 455.171 20  | 423.538 85  | id.  | 435.402 68  | 449.639 38  | id.  | id.               | id.               |
| 433.734 40  | 403.237 45  | id.  | 414.380 92  | 427.930 16  | id.  | id.               | id.               |
| 341.606 40  | 317.587 20  | id.  | 326.483 20  | 337.158 40  | id.  | id.               | id.               |
| 316.216 20  | 293.977 60  | id.  | 302.333 38  | 312.218 94  | id.  | id.               | id.               |
| 2.150.400 » | 1.999.200 » | id.  | 2.055.200 » | 2.122.400 » | id.  | id.               | id.               |

(an XI-1813); 2 P 3. Répartements (1807-1813); 2 P 4. *Idem* (1807-1819).

du département : Saint-Brieuc, 38.206 fr. 38; Lamballe, 13.115 fr. 70; Moncontour, 4.989 fr. 64; 1.295 fr.; Lannion, 8.806 fr.; Tréguier, 7.412 fr. 58; Le Vieux-Marché, 13.628 fr. 58; Loudéac, 2 P 1/2).

arrondissements (an IX-1814), centimes additionnels compris <sup>1</sup>

| 1807 | 1808      | 1809 | 1810 | 1811      | 1812 | 1813 <sup>2</sup> | 1814 <sup>4</sup> |
|------|-----------|------|------|-----------|------|-------------------|-------------------|
| id.  | 81.735 15 | id.  | id.  | 84 482 55 | id.  | id.               | id.               |
| id.  | 54.002 20 | id.  | id.  | 55.817 40 | id.  | id.               | id.               |
| id.  | 55.192 20 | id.  | id.  | 57 047 40 | id.  | id.               | id.               |
| id.  | 47.992 70 | id.  | id.  | 49.605 90 | id.  | id.               | id.               |
| id.  | 48.581 75 | id.  | id.  | 50.214 75 | id.  | id.               | id.               |
| id.  | 287.504 » | id.  | id.  | 297.168 » | id.  | id.               | id.               |

(an XI-1813); 2 P 3. Répartements (1807-1813); 2 P 4. *Idem* (1807-1819).

du département : Saint-Brieuc, 7.026 fr. 26; Lamballe, 3.483 fr. 46; Moncontour, 1.280 fr. 30; Paimpol, 3.304 fr.; Tréguier, 2.596 fr.; Le Vieux-Marché, 1.569 fr. 40; Loudéac, 4.008 fr. 46; Corlay,

### III. — Répartition de la Contribution des Portes et Fenêtres

| ARRONDISSEMENTS      | AN IX            | AN X             | AN XI           | AN XII          | AN XIII    | AN XIV <sup>a</sup> |
|----------------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|------------|---------------------|
| Saint-Brieuc.. ..... | 30.825 »         | 30.391 80        | 30.411 70       | 29.631 80       | id.        | id.                 |
| Dinan.....           | 20.408 95        | 20.200 35        | 20.213 60       | 19.695 50       | id.        | id.                 |
| Guingamp.....        | 17.601 95        | 16.212 64        | 16.222 80       | 15.807 »        | id.        | id.                 |
| Lannion.....         | 18.907 20        | 17.661 50        | 17.673 70       | 17.220 50       | id.        | id.                 |
| Loudéac.....         | 12.111 10        | 12.105 30        | 12.113 20       | 11.805 20       | id.        | id.                 |
| <b>TOTAL.....</b>    | <b>99.044 20</b> | <b>96.571 59</b> | <b>96.635 »</b> | <b>94.160 »</b> | <b>id.</b> | <b>id.</b>          |

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2, Contributions directes, Correspondance ministérielle
2. Voici quelques chiffres de communes (celles de l'arrondissement de Saint-Brieuc manquent) : 1.020 fr. 80; Loudéac, 1.540 fr.; Corlay, 297 fr.; Mûr, 269 fr. 50; Uzel, 616 fr. Comme de juste ce sont :
3. Non compris les centimes additionnels imposés par décret. Cf. Tableau V, p. 474-475.
4. Non compris le doublement du principal imposé par décret. Cf. Tableau V, p. 474-475.

### IV. — Répartition de la Contribution des Patentes par

| ARRONDISSEMENTS   | AN IX             | AN X              | AN XI                                  | AN XII           | AN XIII           | AN XIV                 |
|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------|------------------|-------------------|------------------------|
| Saint-Brieuc..... | 39 419 60         | 39.478 90         |                                        |                  |                   | 36.346 55              |
| Dinan .....       | 22.653 48         | 27.211 85         |                                        |                  |                   | 20.647 92              |
| Guingamp.....     | 23.441 07         | 22.987 75         | Les répartements manquent <sup>a</sup> |                  |                   | 17.188 11              |
| Lannion.....      | 17.546 40         | 18.923 20         |                                        |                  |                   | 15.714 55              |
| Loudéac.....      | 20.465 33         | 22.699 50         |                                        |                  |                   | 17 527 95 <sup>a</sup> |
| <b>TOTAL.....</b> | <b>123.525 88</b> | <b>131.300 20</b> | <b>123.842 »</b>                       | <b>122.262 »</b> | <b>110.291 53</b> | <b>107.425 08</b>      |

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 1/2, Contributions directes, Correspondance ministérielle
2. Faute de mieux on s'est contenté de donner le total d'après Archives Nat., AFIV<sup>a</sup>, 242-244.
3. On remarquera que l'arrondissement de Lannion pendant les trois années IX, X et XIV est que dans celui de Loudéac, où le sol est pauvre, l'industrie de la toile multiplie les patentes.
4. Le total est donné d'après Archives Nat., AFIV<sup>a</sup>, 246-249 et d'après Archives dép. des Côtes-
5. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, non compris les 30 centimes additionnels imposés
6. Loudéac arrive maintenant en queue de liste, peut-être parce que l'industrie de la toile à



par arrondissements (an IX-1814), centimes additionnels compris <sup>1</sup>

| 1807 | 1808 | 1809 | 1810 | 1811 | 1812 | 1813 <sup>3</sup> | 1814 <sup>4</sup> |
|------|------|------|------|------|------|-------------------|-------------------|
| id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.               | id.               |
| id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.               | id.               |
| id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.               | id.               |
| id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.               | id.               |
| id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.  | id.               | id.               |
| id.  | id.  | id.  | id.  | d.   | id.  | id.               | id.               |

(an IX-1813); 2 P 3, Répartements (1807-1813); 2 P 4, *Idem* (1807-1819).

Dinan, 5.060 fr.; Guingamp, 2.052 fr. 60; Lannion, 2.291 fr.; Tréguier, 1.879 fr. 90; Le Vieux-Marché, les communes urbaines les plus imposées.

arrondissements (an IX-1814), centimes additionnels compris <sup>1</sup>

| 1807     | 1808     | 1809      | 1810      | 1811       | 1812       | 1813 <sup>3</sup>      | 1814                                                   |
|----------|----------|-----------|-----------|------------|------------|------------------------|--------------------------------------------------------|
|          |          |           |           |            |            | 32.454 14              | Les<br>réparte-<br>ments<br>et<br>le total<br>manquent |
|          |          |           |           |            |            | 18.166 22              |                                                        |
|          |          |           |           |            |            | 16.339 32              |                                                        |
|          |          |           |           |            |            | 15.548 77              |                                                        |
|          |          |           |           |            |            | 15.133 30 <sup>e</sup> |                                                        |
| 92.149 » | 95.573 » | 104.950 » | 104.876 » | 107.494 88 | 105.310 75 | 97.641 75              |                                                        |

(an XI-1813); 2 P 3, Répartements (1807-1819) et 2 P 4, *Idem* (1807-1819).

moins imposé que celui de Loudéac. C'est qu'il est presque exclusivement rural et agricole tandis

du-Nord, 2 P 3.

par décret. Cf. Tableau V, p. 474-475.

la fin de l'Empire est ruinée.

V. — Répartement des Contributions extraordinaires

| ANNÉE 1813        |                                                   |                                                                         |                                                |
|-------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| ARRONDISSEMENTS   | CONTRIBUTION<br>FONCIÈRE<br>30 cent. additionnels | CONTRIBUTION<br>PERSONNELLE-<br>MOBILIÈRE<br>Doublement du<br>principal | PORTES<br>ET FENÊTRES<br>30 cent. additionnels |
| Saint-Brieuc..... | 141.400 50                                        | 68.682 64                                                               | 8.081 40                                       |
| Dinan.....        | 106.774 50                                        | 45.294 47                                                               | 5.371 50                                       |
| Guingamp.....     | 101.619 30                                        | 46.377 75                                                               | 4.311 »                                        |
| Lannion.....      | 80.064 »                                          | 40.327 93                                                               | 4.696 50                                       |
| Loudéac.....      | 74.141 70                                         | 40.825 »                                                                | 3 219 60                                       |
| TOTAL.....        | 504.000 »                                         | 241.507 79                                                              | 25.680 »                                       |

Répartement des Patentes de 1814, par arrondissements<sup>1</sup>

|                   |           |
|-------------------|-----------|
| Saint-Brieuc..... | 31.449 63 |
| Dinan.....        | 18.051 61 |
| Guingamp.....     | 17.767 64 |
| Lannion.....      | 16.151 50 |
| Loudéac.....      | 16.436 78 |
| TOTAL.....        | 98.867 16 |

1. Archives dép. des Côtes-du-Nord, 2 P 4, Répartements (1807-1819) et 2 P 28, Contributions extraordinaires.

2. Ibid., 2 P 28.

de 1813 et 1814, par arrondissements :

| ANNÉE 1814            |                           |                                           |                            |                                                          |
|-----------------------|---------------------------|-------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|
| PATENTES              | CONTRIBUTION<br>FONCIÈRE  | CONTRIBUTION<br>PERSONNELLE-<br>MOBILIÈRE | PORTES<br>ET FENÊTRES      | TOTAL<br>DES CONTRIBUTIONS<br>extraordinaires<br>de 1814 |
| 30 cent. additionnels | 50 cent. additionnels     | Doublement du<br>principal                | Doublement du<br>principal |                                                          |
| 9.736 24              |                           |                                           |                            | 338.473 96                                               |
| 5 449 87              |                           |                                           |                            | 247.775 93                                               |
| 4.901 80              | Les répartements manquent |                                           |                            | 235.728 04                                               |
| 4.664 63              |                           |                                           |                            | 194.112 21                                               |
| 4.539 99              |                           |                                           |                            | 179.405 76                                               |
| 29.292 53             | Les totaux manquent       |                                           |                            | 1.195.495 90                                             |

## VI. — Produit des Directions de Douanes

### I. Direction

|                     | AN IX       | AN X        | AN XI      | AN XII      | AN XIII    | AN XIV<br>(3 premiers mois<br>et 19 jours) | 1806        |
|---------------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|--------------------------------------------|-------------|
| Recettes brutes . . | 203.799 20  | 463.433 90  | 370.114 54 | 290.472 55  | 497.844 59 | 109.164 83                                 | 369.794 84  |
| Dépenses . . . .    | 408.663 72  | 350.290 06  | 413.522 16 | 407.442 29  | 415.338 51 | 90.798 03                                  | 439.810 65  |
| NET . . .           | -204.864 52 | +112.143 84 | -43.407 62 | -116.969 74 | +82.506 08 | +18.366 80                                 | -170.015 81 |

### II. Direction

|                     | AN IX       | AN X       | AN XI      | AN XII      | AN XIII    | AN XIV<br>(3 premiers mois<br>et 19 jours) | 1806        |
|---------------------|-------------|------------|------------|-------------|------------|--------------------------------------------|-------------|
| Recettes brutes . . | 88.362 27   | 258.982 53 | 296.868 08 | 182.275 98  | 275.100 17 | 111.816 96                                 | 675.147 93  |
| Dépenses . . . .    | 301.922 81  | 316.693 28 | 373.946 38 | 371.817 79  | 366.755 89 | 95.799 96                                  | 375.527 37  |
| NET . . .           | -213.560 54 | -57.710 75 | -77.078 30 | -189.541 81 | -91.655 72 | +16 017 »                                  | +299.620 56 |

1. *Comptes rendus de l'Administration des Finances* (an IX-1814), 14 vol. in-4°. Bibliothèque

## VII. — Produit du droit sur le sel perçu par les Directions

### I. Direction

|                               | 1807       | 1808       | 1809       |
|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Recettes brutes . . . . .     | 134.591 68 | 129.603 53 | 286.145 »  |
| Frais de perception . . . . . | 4.671 94   | 2.246 68   | 2.440 57   |
| NET . . . . .                 | 129.919 74 | 127.356 85 | 283.704 43 |

### II. Direction

|                               | 1807      | 1808      | 1809      |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes brutes . . . . .     | 69.600 44 | 69.766 08 | 85.265 38 |
| Frais de perception . . . . . | 22.411 59 | 29.719 70 | 41.243 43 |
| NET . . . . .                 | 47.188 85 | 40.046 38 | 44.021 95 |

1. *Comptes rendus de l'Administration des Finances* (an IX-1814), cités ci-dessus.



de Brest et de Saint-Malo (an IX-1813)'

de Brest

| 1807        | 1808        | 1809        | 1810          | 1811        | 1812         | 1813        | 1814       |
|-------------|-------------|-------------|---------------|-------------|--------------|-------------|------------|
| 961.216 33  | 547.082 83  | 584.178 50  | 1.732.810 11  | 895.059 36  | 1.716 413 03 | 851.663 44  | 472.349 64 |
| 414.640 84  | 416.744 20  | 390.443 55  | 451.795 65    | 507.608 64  | 904.533 37   | 528.114 88  | 514.196 75 |
| +546.575 49 | +130.338 63 | +193 734 95 | +1.281.014 46 | +387.450 72 | +811.879 66  | +323.548 56 | -41 847 11 |

de Saint-Malo

| 1807       | 1808        | 1809        | 1810        | 1811         | 1812        | 1813        | 1814        |
|------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| 447.061 06 | 73.382 84   | 476.323 55  | 851.714 48  | 1.381.625 36 | 122.546 16  | 219.656 84  | 290.609 79  |
| 371.179 62 | 388.409 77  | 668.215 67  | 395 380 61  | 416.591 »    | 461.834 43  | 629.354 71  | 449 261 43  |
| +75.881 44 | -310.126 93 | -191.892 12 | +456.333 87 | +965.034 36  | -339.288 27 | -409.697 87 | -158.651 64 |

Nationale, L<sup>158</sup>, 32 et 33.

Do uanes de Brest et de Saint-Malo (1807-1814)'

de Brest

| 1810       | 1811       | 1812       | 1813       | 1814       |
|------------|------------|------------|------------|------------|
| 295.486 18 | 478.733 89 | 499.637 39 | 623.594 65 | 504.089 77 |
| 1.974 33   | 3.104 82   | 2.853 92   | 2.233 95   | 3.296 53   |
| 293.511 85 | 475.629 07 | 496.783 47 | 621.860 70 | 500.793 24 |

de Saint-Malo

| 1810       | 1811       | 1812       | 1813       | 1814       |
|------------|------------|------------|------------|------------|
| 117.456 42 | 198.052 44 | 223.119 25 | 420.776 96 | 558.887 21 |
| 41.483 91  | 40.633 46  | 42.720 05  | 43.285 74  | 39.390 24  |
| 75.972 51  | 157.419 08 | 180.399 20 | 377.491 22 | 519.496 97 |



# TABLE DES MATIÈRES<sup>1</sup>

(TOME II)

---

## CHAPITRE I

### **La Vie Économique : l'Agriculture et l'Industrie** (1800-1814)

- I. LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'agriculture : le régime foncier et le domaine congéable, p. 5; les défrichements, p. 9; procédés de culture et d'élevage, p. 10; rendement et valeur de la terre, p. 12. — L'industrie : les industries extractives, carrières et mines de fer, p. 13; les industries textiles, le lin et le chanvre, p. 15. — Le commerce : les foires, p. 17; le trafic de mer et la pêche, p. 18. — Les Cahiers de doléances et la question économique, p. 19.
- II. LA VIE ÉCONOMIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'agriculture : abolition du régime féodal et du domaine congéable, p. 24; constitution de la petite propriété paysanne, p. 26; la question du goémon, p. 27. — L'industrie et le commerce : la guerre maritime lui porte un coup très rude, surtout aux textiles, p. 28.
- III. L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — L'agriculture : le régime de la propriété, convenants et biens nationaux, p. 29; procédés de culture, défrichement des landes, p. 32; les engrais et la question du goémon, p. 34; les cultures : les céréales, p. 38; la pomme de terre, p. 41; les châtaigniers, la betterave, p. 42; le chanvre et le lin, p. 44; l'élevage : les prairies, p. 46; les chevaux, les haras et les courses, p. 47; les bovins, p. 55; les moutons,

1. Une table alphabétique des noms de personnes et de lieux sera publiée séparément.

les porcs, p. 57 ; destruction des loups, p. 58 ; épizooties et vétérinaires, p. 60 ; le jury pastoral, p. 64. — L'industrie : les industries extractives : carrières, mines de fer et forges, p. 65 ; les industries alimentaires : moulins, brasseries, sucreries, p. 68 ; les industries diverses : tanneries, p. 69 ; les industries textiles : toiles et étoffes de laine, p. 71. — Le gouvernement et l'industrie : réglementation, p. 72 ; expositions et récompenses, p. 74.

## CHAPITRE II

### **La Vie Économique (suite) : le Commerce et la Pêche. Les Travaux Publics (1800-1814).**

PREMIÈRE PARTIE. — *La Vie économique (suite). — Le Commerce et la Pêche.*

IV. LE COMMERCE ET LA PÊCHE DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les marchés et le prix des blés, p. 78. — Denrées diverses, p. 85. — Les foires, p. 87. — Le commerce des bestiaux, p. 90. — La question des poids et mesures et les poids publics, p. 93. — Principaux commerçants, p. 97. — Le roulage, p. 99. — Le cabotage et le commerce des blés, p. 100. — La pêche hauturière et côtière, p. 104. — Le conseil de commerce, p. 108.

CONCLUSION. — Malgré les interventions réitérées de l'administration napoléonienne, état médiocrement satisfaisant de l'agriculture dans le département des Côtes-du-Nord en 1814, p. 113. — Ruine de l'industrie et du commerce, surtout des textiles, p. 114. — Comparaison avec la Côte-d'Or, p. 115.

### DEUXIÈME PARTIE. — *Les Travaux publics.*

I. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — L'action des Etats de Bretagne, p. 116. — La question des routes et la corvée, p. 117. — Roulage, messageries et postes, p. 119. — La navigation intérieure, les ports et les phares, p. 120. — Travaux des municipalités, les Cahiers de doléances et les travaux publics, p. 122.



II. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Suppression de la corvée et réorganisation du service des Ponts et Chaussées ; la taxe de roulage et les postes, p. 125. — Construction et entretien quasi nuls des voies de communication dans les Côtes-du-Nord, p. 126.

III. LES TRAVAUX PUBLICS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Le personnel : l'ingénieur en chef et les ingénieurs, p. 127. — L'exécution des travaux : entrepreneurs et cantonniers, p. 129. — Le budget des travaux publics dans les Côtes-du-Nord : traitements du personnel, p. 130 ; crédits affectés aux routes, p. 131. — Les résultats : le réseau routier de l'Empire, p. 132. — Son entretien : doléances du conseil général et des conseils d'arrondissement, p. 135. — Les voitures publiques, p. 143. — La poste aux lettres, p. 145. — Les bacs de rivières, p. 147. — Les projets de canaux : Ille-et-Rance, Nantes à Brest, p. 149. — Les ports, p. 151 ; les sémaphores et les phares, p. 156.

CONCLUSION. — Amélioration quasi nulle des voies de communication dans les Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire par rapport à l'Ancien Régime, p. 157. — Comparaison avec la Côte-d'Or, p. 158.

### CHAPITRE III

#### La Santé et l'Assistance Publiques (1800-1814).

I. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — La santé publique : misère et saleté des paysans, hygiène déplorable des villes, p. 160 ; les épidémies, rareté des médecins, p. 161 ; débuts de la vaccination, p. 163. — L'assistance publique : absence presque complète de secours dans les campagnes ; hôpitaux et bureaux de charité des villes, Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, Moncontour, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Loudéac, p. 164. — Les Cahiers de doléances, la santé et l'assistance publiques, p. 168.

II. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — L'œuvre de la Constituante et de son comité de mendicité,

p. 170. — L'œuvre de la Convention : nationalisation des biens des hôpitaux et laïcisation du personnel, application de ces mesures dans les hôpitaux des Côtes-du-Nord, p. 171. — L'œuvre du Directoire : lois du 16 vendémiaire an V sur les hospices civils et du 7 frimaire sur les bureaux de bienfaisance, p. 173.

III. LA SANTÉ ET L'ASSISTANCE PUBLIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — La santé publique : médecins, p. 174 ; pharmaciens, p. 177 ; sages-femmes, p. 179 ; les épidémies, p. 182 ; la vaccination, p. 185 ; mesures d'hygiène, p. 190. — L'assistance publique : A) les hôpitaux ; le personnel hospitalier : les commissions administratives de Saint-Brieuc, Lamballe, Moncontour, Quintin, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Loudéac ; les receveurs, p. 193 ; les médecins, p. 205 ; les religieuses et leur réintégration, p. 208 ; les aumôniers, p. 214 ; les domestiques, p. 215 ; les ressources : immeubles, p. 216 ; rentes, p. 219 ; octrois, p. 223 ; casuel, p. 224 ; legs et dons, p. 226 ; les hospitalisés, p. 227 ; les militaires et marins malades, les enfants abandonnés, p. 229 ; le régime intérieur et la situation budgétaire générale des hôpitaux, p. 232 ; — B) les bureaux de bienfaisance : leur reconstitution sous le Consulat, p. 234 ; administrateurs et religieuses, p. 238 ; ressources diverses, p. 240 ; — C) la mendicité et les secours extraordinaires de l'an VIII à l'an XIII, p. 243 ; en 1811-1812, p. 248 ; — D) autres institutions d'assistance et de prévoyance, p. 252.

CONCLUSION. — Progrès peu apparents de la santé et de l'assistance publiques dans les Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire. — Amélioration réelle cependant qui se fera sentir plus tard sous la Restauration et la Monarchie de Juillet : raisons de cette contradiction, p. 234. — Comparaison avec d'autres départements, p. 255.

## CHAPITRE IV

Les Impôts. — Les Levées d'hommes et la Défense des côtes (1800-1814).

PREMIÈRE PARTIE. — *Les Impôts.*

I. LES IMPÔTS DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — Les impôts directs : fouages,

p. 256 ; capitation et vingtièmes, p. 258. — Les impôts indirects : devoirs, brieux, p. 260 ; droits et revenus divers et leur perception, p. 261. — Les impôts municipaux, p. 262. — Les Cahiers de doléances et les impôts, p. 263.

II. LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, p. 268.

III. LES IMPÔTS DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les impôts et revenus d'Etat : les contributions directes : assiette, p. 269 ; taux, annuel, p. 273 ; perception, p. 283 ; rendement, p. 285 ; les « Droits réunis », p. 288 ; l'enregistrement et les domaines, p. 293 ; les douanes, p. 296 ; les forêts, p. 303. — Les revenus et impôts municipaux : les revenus des biens communaux et les centimes communaux, les octrois, les droits de place, p. 307.

CONCLUSION. — Simplicité et relative équité du système fiscal napoléonien par rapport à celui de l'Ancien Régime, mais charges de plus en plus lourdes pesant sur le contribuable, p. 316. — Comparaison avec d'autres départements, p. 317.

DEUXIÈME PARTIE. — *Les Levées d'hommes et la Défense des côtes.*

I. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES, DANS LES EVÊCHÉS DE SAINT-BRIEUC ET DE TRÉGUIER SOUS L'ANCIEN RÉGIME. — Les charges militaires : armée royale et logement, p. 319 ; milice proprement dite, milice garde-côtes, p. 321 ; milice bourgeoise, p. 322. — L'inscription maritime, p. 323. — Les Cahiers de doléances et les charges militaires, p. 324.

II. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — La garde nationale et les bataillons de volontaires, p. 326. — La réquisition et la levée en masse, p. 327. — La fabrication du salpêtre ; la défense des côtes contre les croisières anglaises, p. 328.

III. LES LEVÉES D'HOMMES ET LA DÉFENSE DES CÔTES DANS LE DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE (1800-1814). — Les charges militaires : les généraux commandant la 13<sup>e</sup> division et le département, p. 330 ; la

conscription (taux annuel, examen, réfractaires et déserteurs), p. 333; les gardes d'honneur, p. 347; les gardes nationaux, p. 351; les canonniers garde-côtes, p. 355; les charges matérielles annexes (logement des troupes, réquisition de grains, fusils, chevaux, logement des prisonniers de guerre), p. 357. — Les charges maritimes : l'inscription maritime, p. 369; la course et les corsaires de Paimpol, p. 373; la défense fixe des côtes (l'île Bréhat et les Sept-Iles), p. 374; la défense mobile, p. 377.

CONCLUSION. — Charges militaires croissantes et insécurité chronique du littoral sous le Consulat et l'Empire, p. 378. — Comparaison avec la Côte-d'Or, p. 379.

## EPILOGUE

### La Première Restauration (avril 1814-mars 1815).

I. L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME. — LA PREMIÈRE RESTAURATION (avril 1814-mars 1815). — Le préfet Boullé et le retour des Bourbons, p. 381. — La mission extraordinaire du comte de Ferrières, p. 384. — Le comte de Goyon remplace Boullé, p. 391. — Administration du comte de Goyon : épuration du personnel dirigeant et des corps élus, p. 392; recouvrement des contributions, p. 399; surveillance de l'esprit public, p. 402. — Evolution de cet esprit dans un sens hostile aux Bourbons, p. 405.

II. LES CENT-JOURS. — L'ECROULEMENT DÉFINITIF (mars-juillet 1815). — Le retour de l'île d'Elbe et l'opinion dans le département des Côtes-du-Nord, p. 417. — Devismes remplace comme préfet le comte de Goyon, p. 421. — Acceptation de l'Acte additionnel et élections législatives, p. 424. — La mission extraordinaire du général Caffarelli et l'épuration des administrations et des corps élus, p. 429. — Mesures militaires : rappel des hommes en congé et mise sur pied des gardes nationales, p. 432; réquisition des chevaux, p. 438. — L'esprit public dans les Côtes-du-Nord pendant les Cent-Jours : bonapartistes et fédérés, p. 439; royalistes et chouans, p. 446. — La catastrophe de Waterloo et le département des Côtes-du-Nord, p. 451.

CONCLUSION. — Calme relatif du département des Côtes-du-Nord pendant la Première Restauration et les Cent-Jours, p. 456.



## CONCLUSION GÉNÉRALE

- I. CE QUE LE RÉGIME NAPOLEONNIEN A APPORTÉ AU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD : *l'Actif*. — Ce que réclamaient les Cahiers des diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier, p. 457. — Ce qu'apporta la Révolution, p. 458. — Ce qu'apporta le régime consulaire et impérial : effort considérable d'administration et d'écritures ; extirpation de la chouannerie ; pacification religieuse ; justice régulière ; accroissement de la population, p. 459.
- II. CE QUE LE RÉGIME NAPOLEONNIEN A COÛTÉ AU DÉPARTEMENT DES CÔTES-DU-NORD : *le Passif*. — Instruction publique routinière et mal dotée, concurrencée par l'Eglise. — Evolution économique retardée et contrariée : ruine de l'industrie de la toile et du commerce de mer, p. 461. — Etat lamentable des voies de communication. — Assistance publique impuissante. — Pacification religieuse incomplète : esprit d'opposition d'une partie du clergé, p. 462. — Ruine de l'esprit public par la compression policière, p. 463.
- III. LE BILAN EN 1814. — Au total, le passif l'emporte sur l'actif : taux réel de l'accroissement de la population. Les raisons en sont les exigences insatiables en argent et en hommes du militarisme napoléonien, p. 464. — Les résultats : épuisement économique, atonie de l'opinion, p. 465.
- IV. COMPARAISON AVEC D'AUTRES DÉPARTEMENTS, p. 465.

## APPENDICE

Pièces justificatives, p. 469.

TABLE DES MATIÈRES DU TOME II, p. 479.

---

Vu :

Le 13 février 1924.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

FERD. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

P. APPELL.

## ERRATUM ET ADDENDUM

---

P. 6, note 1, ligne 5, *ajouter* cf. cependant L. Dubreuil, *Le Paysan breton au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans la *Revue d'histoire économique*, 1924, n° 4, p. 478-492 (détails sur la région des Côtes-du-Nord).

P. 9, ligne 14, *au lieu de* « les colons se succèdent », *lire* « les colons qui se succèdent ».

P. 49, ligne 6, *au lieu de* « Plouguiel », *lire* « Prat ».

P. 70, ligne 4, *ajouter* en note après « pillawer ». On appelle ainsi en pays breton les acheteurs ambulants de chiffons, peaux et ferraille.

P. 103, ligne 2, *au lieu de* « sur Nantes, à Bordeaux, à Bayonne, à Rouen », *lire* « sur Nantes, Bordeaux, Bayonne et Rouen ».

P. 116, Sommaire, ligne 9, *au lieu de* « nulle », *lire* « nuls ».

P. 119, note 7, ligne 2, *ajouter* « et A. Gouaislin. *Etat des péages en France et plus particulièrement en la province de Bretagne sous l'Ancien Régime*, Rennes 1924, 1 vol. in-8° ».

P. 137, avant-dernière ligne, *au lieu de* « ils retirent », *lire* « il retire ».

P. 221, ligne 7, *au lieu de* « ses rentes », *lire* « ces rentes ».

P. 250, ligne 24, *au lieu de* « bienfaisanse », *lire* « bienfaisance ».

P. 288, lignes 14-15, *au lieu de* « Laurent La Ruffetière », *lire* « Laurent La Buffetière ».

P. 294, ligne 8, *au lieu de* « Hocbecq », *lire* « Hocbecq ».

P. 300, ligne 2, *au lieu de* « c'est-à-dire », *lire* « c'est dire ».

P. 303, note 159, ligne 8, *au lieu de* « an I... », *lire* « an IX ».

P. 317, ligne 7, *au lieu de* « et que les », *lire* « et que sont les ».

P. 332, *au lieu de* « note 35 », *lire* « note 45 ».

P. 345, note 100, ligne 2, *au lieu de* « du Quessoy », *lire* « de Quessoy ».

P. 362, ligne 2, *au lieu de* « dans Seine-et-Marne », *lire* « dans la Seine-et-Marne ».

P. 415, note 74, *au lieu de* « Landelaéron » *lire* « Landebaëron ».

P. 421, ligne 22, *au lieu de* « tâté d'abord la carrière militaire », *lire* « tâté d'abord de la carrière militaire ».

P. 423, ligne 32, *au lieu de* « Floyl », *lire* « Floyd » *et au lieu de* « J.-B. de La Mennais », *lire* « J.-M. de La Mennais » ; ligne 33, *idem*.

P. 448, note 152, ligne 4, *ajouter* « sur Caillemer cf. L. Deries. *Un haut fonctionnaire normand de la Révolution et de l'Empire*, Ch.-L.-Fr. Caillemer dans les *Notices, inventaires et documents du Comité des Travaux historiques du ministère de l'Instruction Publique*, Paris, 1924, 1 vol. in-8°, p. 89-157 ».

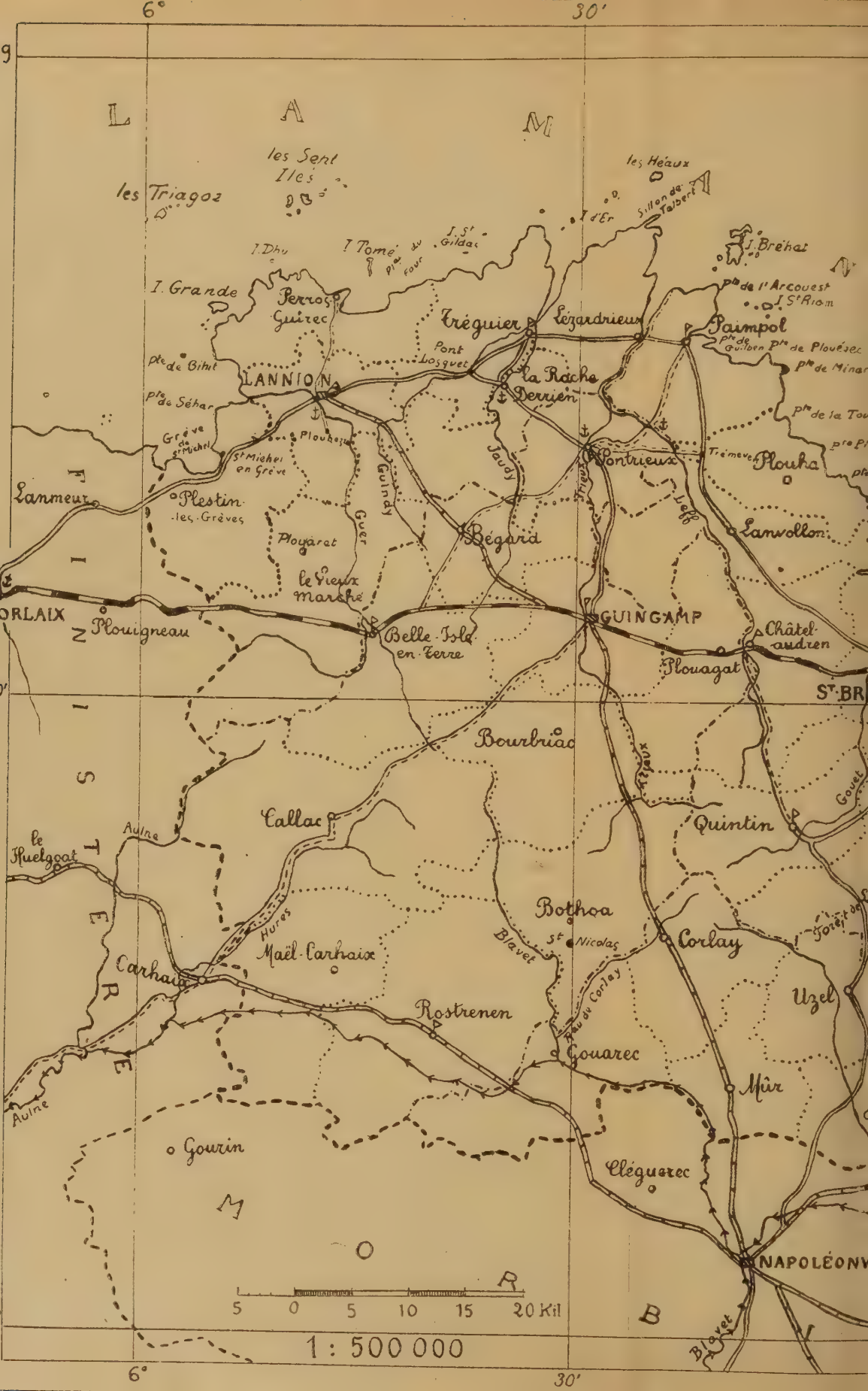
P. 455, note 173, ligne 1, *au lieu de* « Pépin de Belle-Ile », *lire* « Pépin de Belle-Isle ».

P. 459, note 1, ligne 4, après Lm<sup>9</sup> 2 et 3, *ajouter* « cf. R. Durand. *La population du département des Côtes-du-Nord en 1793* dans les *Annales de Bretagne*, 1925, n° 4, p. 486-496 ».

P. 466, ligne 5, *au lieu de* « Thibeaudeau », *lire* « Thibaudeau ».







## Carte 1.

Carte administrative  
et routière

- Route impériale de 1<sup>re</sup> classe  
 id de 3<sup>e</sup> classe  
 Route départementale de 1<sup>re</sup> classe  
 id de 2<sup>e</sup> classe  
 Projet de canal  
 Origine de la navigation maritime











Perros-  
Guirec

TRÉGUIER

Lezardrieux

† Ile St. Rion

† Beauport

Lannion

La Roche-  
Derrien

ÉVÊCHÉ

DE

† BÉCARD

Pléstin-les-Grèves

Le Vieux-  
Marche

TRÉGUIER

Belle-Isle-  
en-Terre

Guingamp

† St. Croix  
de Guingamp

Châtelaudren

ST-BRIEUX

Plouagat

Bourbriac

Callac

Coatmaloen

Gouet  
Quintin

Aulne

ÉVÊCHÉ

DE

Bothoa

Mail-Carhaix

CORNOUAILLE

Rostrenen

Gouarec

† Bon Repos

Mûr

ÉVÊCHÉ

DE VANNE

Echelle: 1:500 000<sup>e</sup>.

## Carte II. Carte ecclésiastique.

— Limites du département    - - - Limites des évêchés  
 .... Enclaves de Dol

▣ Préfecture    ▣ Sous-préfecture    ○ Chef-lieu de canton  
 † ÉVÊCHÉ    † Abbaye    † Prieuré Bénédictin  
 (B) Couvent de bénédictins    (C) Couvent de carmes  
 Δ Eglise protestante







